MÉDIAS ET POLITIQUE AU PRISME DE BERNARD KOUCHNER

Cherfaoui Farida
22007089
Thèse de doctorat sous la direction de Monsieur David Buxton
Sciences de l'information et de la communication
Ecole doctorale Connaissance, langage, modélisation
Centre de recherches sur l'information spécialisée et la médiation des savoirs
Université Paris X Nanterre 2009-2010
Membres du jury : David Buxton (directeur de thèse), Jacques Guyot (rapporteur), Majid Ihadjadene (rapporteur), Francis James.

« On peut montrer qu'il y a des riches, oui. On peut aussi dire qu'il y a des pauvres, et que c'est bien triste. Mais ce qu'on ne peut absolument pas dire, c'est que les riches sont riches parce qu'ils exploitent les pauvres. »

Bertolt Brecht.

« Exhortant à la justice, à la générosité, à l'amour, ils [les philosophes bourgeois] fournissent moyennant le salaire que la bourgeoisie leur sert, les armes spirituelles, les justifications que requiert son maintien. »

Paul Nizan.

SOMMAIRE

Introduction 5

I Bernard Kouchner ou le destin d'un humanitaire à la dérive… droitiste 13

1. Actualité de Kouchner, de l'affaire Total au ministère des Affaires étrangères et européennes, itinéraire d'une résurrection médiatique 13
2. Le fond et la forme 23

2.1. Une trajectoire biographique et sociale 23
2.2. Un sens de la prospective 34

3. Le Malheur des autres ou les nouveaux habits d'un humanitaire d'Etat 43
4. Si vis pacem, para bellum 68
5. L'origine du mythe 98

II De l'omniprésence médiatique 135

1. Les profits d'un discours 135

1.1.Bernard Kouchner, au jour le jour 136
1.2.Hors du pouvoir, une référence incontournable 150

2. Les invariants d'un discours 181

2.1. « Néoconservatisme », le révélateur irakien 182
2.2. Une critique de la gauche 193

III De l'intellectuel authentique à l'homme d'affaires ? 212

1. De la multipositionnalité et du prisme médiatique 213

1.1. Kouchner institutionnalisé, Kouchner intellectualisé 213
1.2. Intellectuel, intellectuel médiatique, intellectuel de médias 223
1.3. Bernard Kouchner est-il un intellectuel de médias ? 236
1.4. Kouchner éditorialise 250

2. Une entreprise biographique contrariée 268

2.1. A Bernard Kouchner, les médias reconnaissants 269
2.2. Le désenchantement (relatif) 283

3. De la politique à la morale 334

Conclusion 340
Bibliographie 344

« *Incontrôlable* », « *trublion* », « *solitaire qui ne respecte aucune frontière* », « *plébiscité par l'opinion publique* »[1], « *courageux* », « *aventurier* »[2], « *une des figures les plus populaires, une des plus originales, des plus modernes et, hors de France, de loin la plus prestigieuse* (…), *le* French doctor, *animal politique complètement atypique, incarne une forme de générosité, d'engagement, d'intrépidité antitotalitaire profondément novatrice* »[3], etc. L'entrée de Bernard Kouchner dans un gouvernement de droite a ainsi été saluée par la presse.

Martin Hirsch, Jean-Marie Bockel, Jean-Pierre Jouyet, Eric Besson sans compter les présidents ou membres de commissions comme Jacques Attali, Michel Rocard ou encore Jack Lang, sont d'autres personnalités classées à gauche qui ont accepté de rejoindre le gouvernement de droite dirigé par le président de la République élu en 2007, Nicolas Sarkozy.

Ce dernier est à l'origine de cette « ouverture » qui a bénéficié de l'attribut de la nouveauté. Michel Rocard en 1988 avait déjà gouverné avec des politiques venus de tous horizons, et avant lui Charles de Gaulle avec la gauche y compris communiste dans le contexte particulier certes de l'après-guerre, mais dans l'euphorie de la victoire de l'avocat d'affaires, les médias de masse l'avaient oublié.

Qu'importe à la limite, cette « ouverture » a été médiatiquement présentée comme un témoignage de modernité politique. A quoi correspond cette « ouverture » ? Désigne-t-elle une altérité intellectuelle, politique, sociale ou même philosophique ?

Une gauche soluble dans un gouvernement de droite ne signe t-elle pas plutôt la fin de la gauche, d'une certaine gauche en tout cas ? Une gauche qui peut tout aussi bien défendre et appliquer une politique de droite ultra-libérale ne deviendrait-elle pas inutile ? « Fin de la gauche », « fin des idéologies », « fin de l'histoire », la prophétie des idéologues de la fin des idéologies se réaliserait-elle enfin ? Les indices se sont récemment révélés en nombre : un candidat de droite à l'élection présidentielle citant Jean Jaurès et Léon Blum dans des discours destinés aux classes laborieuses, une candidate présentée comme de gauche se précipitant dans l'entre-deux tours pour proposer au candidat « centriste » un jeu d'alliance, renonçant ainsi à la traditionnelle « union sacrée » des gauches socialiste, communiste, radicale, révolutionnaire, écologiste.[4]

[1] *Le Figaro*, 19/05/2007.
[2] *Le Nouvel observateur*, 24/05/2007.
[3] *Libération*, 23/05/2007.
[4] Michel Rocard lance, quant à lui, un appel pour une alliance effective dès avant le premier tour entre les socialistes et les « centristes » de l'Union pour la démocratie française (UDF), rebaptisé depuis Mouvement démocrate (Modem). Il sera notamment signé par Bernard Kouchner (*Journal du dimanche* du 15/04/2007).

Tout ceci interroge l'évolution du champ politique.

C'est ce brouillage des pistes, l'indifférenciation des courants politiques dominants, qui a été qualifié par les médias de masse et leurs intervenants extérieurs de « modernisation de la vie politique ».

Cette gauche de gouvernement ne parle pas d'assumer une « droitisation » mais d'assumer le « marché », la « mondialisation ». Contrainte qu'elle est par le « principe de réalité », elle conçoit la gouvernance d'un pays comme un patron gère une entreprise : il s'agit de le rendre attractif aux investissements, favoriser la compétitivité, augmenter la productivité des agents, veiller au bon respect des préceptes élémentaires du capitalisme libéral auto-régulé tels que la garantie d'une « concurrence libre et non faussée ». Ce, tout en se disant attachée aux valeurs de gauche, sans préciser lesquelles. La question est alors comment concilier défense effective des principes économiques du capitalisme libéral et financier et rhétorique progressiste ? Mécaniquement, le discours de justification sera bancal.

Ainsi, celui de Bernard Kouchner. Celui-ci incarne la trajectoire de cette gauche mutante qui travaille à redessiner les lignes de fracture entre la gauche et la droite. Un combat idéologique qui trouve toute sa place dans les médias de masse partie prenante du débat.

Le parcours de Kouchner symbolise l'histoire de plus de trois décennies d'attaques frontales de la gauche. Tant et si bien qu'il en est devenu un intellectuel attitré, un intellectuel de médias, qui ne vit que pour et par les médias qui lui pourvoient sa légitimité, son existence. En effet, dans ce combat idéologique, les médias de masse ne se sont pas contentés de rapporter les termes du débat, ils ont été des acteurs de premier plan, posant les critères définissant les problématiques légitimes, distribuant les bons points aux uns, disqualifiant les autres.

« Assumer la mondialisation », c'est-à-dire la faire accepter à ceux qui ne l'acceptent pas, assurer un consensus sur l'hégémonie du capitalisme, renoncer à ses « privilèges » au nom du partage avec les indigents, défendre les entreprises guerrières du Nord contre le Sud au nom de la lutte contre le « terrorisme » et pour la démocratie et les droits de l'homme, relever le tout d'un discours sur la morale en politique et en économie et de quelques mesures progressistes, essentiellement appliquées au domaine sanitaire, tel est le programme de cette gauche « moderne » incarnée par Bernard Kouchner. Car tout en étant ministre d'un gouvernement de droite, il s'affirme toujours et à jamais homme de gauche, « du côté des

---

Quelques mois plus tard, lors des élections municipales, des candidats du parti socialiste s'allient au Modem y compris lorsque la victoire leur est assurée sans les voix de ce dernier, ainsi à Lille.

opprimés ». L'utilité politique, médiatique, idéologique de Kouchner est liée à la réalisation de ce programme.

Bernard Kouchner a toujours revendiqué et s'est toujours vu reconnaître sa liberté de penser, son indépendance. Il se veut électron libre sur l'échiquier politique, un rescapé des dogmes, symbolisant un réalisme gagné à force de pratique humanitaire ce qui lui permet d'agir plus librement « au front », la position la plus risquée. En cela, son statut médiatique d'acteur humanitaire historique et toujours de premier plan lui sert de protection dont ne bénéficient pas d'autres intellectuels de médias déjà « grillés » comme Alain Minc, un grand ami de Kouchner par ailleurs. Un statut qui permet, en outre, l'articulation d'un discours politiquement à droite à une activité traditionnellement classée à gauche, l'humanitaire. Un amalgame qui a pour résultat de nier la contradiction structurelle de ce type d'intellectuel. L'« affaire Total » a, peut-être la première, fait surgir au grand jour la contradiction Kouchner. Le rapport qu'il rédigea en faveur du maintien de la présence de la multinationale en Birmanie, dirigée illégalement par une junte militaire, a montré jusqu'à quel point il jouissait de la bienveillance des médias. Comment expliquer cette protection médiatique qui semble à toute épreuve ?

Un humanitaire qui défend les profits à tous prix s'accorde avec une pression médiatique qui milite pour une « rénovation », une « modernisation », une redéfinition de la gauche jugée archaïque tant qu'elle n'abjure pas des références non plus marxistes mais même keynésiennes, tant qu'elle ne reconnaît pas qu'aucun autre monde n'est possible sauf à réhabiliter le goulag et le meurtre de masse.

L'étude des trajectoires[1] des intellectuels de médias reste peu prisée par les universitaires. Pourtant, il ne s'agit pas de se contenter de rappeler une vie, ou comme l'écrit Pierre Bourdieu, « *l'histoire d'une vie* », récit qui n'est autre que « *création artificielle de sens* », artefact, en un mot : une construction. Les agents qui ont pris en charge ce travail de composition ou de reconstruction, ce travail d'« *illusion biographique* » sont, au premier chef, les membres de la classe journalistique : journalistes, éditorialistes, intellectuels de médias, sondeurs, commentateurs divers.

Bernard Kouchner a lui aussi été homme de presse, en a côtoyé les « grands noms » et a partagé une grande partie de « ses terrains » avec un certain nombre de journalistes auprès de qui il a vite suscité l'intérêt et qui ont rapidement imposé à son sujet un cadre de

[1] Pierre Bourdieu définit la notion de trajectoire comme une « *série des* positions *successivement occupées par un même agent (ou un même groupe) dans un espace lui-même en devenir et soumis à d'incessantes transformations*. » (Pierre Bourdieu, « L'illusion biographique », p. 81-89, dans *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris : Seuil, « Points/Essais », 1994, p. 82.

perception unique. Jusqu'à quel point Bernard Kouchner se soumet-il aux portraits qu'en dressent ainsi les agents du champ médiatique ?

Ainsi, il s'agit d'appréhender un parcours qui constitue le produit d'une interdépendance entre différents champs. Bernard Kouchner a acquis un capital symbolique à partir de sa pratique humanitaire. Une notoriété qu'il a pu convertir dans d'autres espaces sociaux.

Pierre Bourdieu a prévenu : « *Essayer de comprendre une vie comme une série unique et à soi suffisante d'événements successifs sans autre lien que l'association à un "sujet" dont la constance n'est sans doute que celle d'un nom propre, est à peu près aussi absurde que d'essayer de rendre raison d'un trajet dans le métro sans prendre en compte la structure du réseau, c'est-à-dire la matrice des relations objectives entre les différentes stations.* »[1]

A cette fin, nous tenterons d'examiner le produit de la rencontre entre des dispositions personnelles, celle de Bernard Kouchner, et des champs spécifiques, notamment politique et journalistique, eux-mêmes en constante évolution. Nous posons en préalable une série d'interrogations : de quoi Kouchner est-il l'emblème ? Quels changements structurels dans les champs considérés ont amené à l'existence sociale de Bernard Kouchner ? Ou quelles ont été les conditions de possibilité de la figure kouchnérienne ?

Points de méthodologie

Pas d'étude d'un objet, ou d'un sujet, sans sa définition préalable. Bernard Kouchner constitue d'abord une contradiction, une fracture dans l'idéologie. Nous tenterons, dans un premier temps, de mettre au jour cette contradiction en l'explicitant par une trajectoire sociale. Celle-ci témoigne de ce que l'accusation de trahison portée par certains politiques ou, dans une moindre mesure, quelques journalistes à l'encontre de Kouchner n'est pas pertinente et montre au contraire le malentendu originel. Un lien logique, en tout cas cohérent, parcourt la biographie de Kouchner. Ses livres l'attestent. En particulier *Ce que je crois*, écrit en 1995 et qui peut s'apparenter à une autobiographie : Kouchner parle de sa famille mais surtout de sa jeunesse, de ses premiers pas dans le militantisme de gauche de ces années 1960, de la façon dont il a renouvelé les modes d'engagement en marginalisant un discours et une lecture politique et en déplaçant le curseur des oppositions partisanes sur le critère de la morale.

[1] *Ibid*., p. 88.

De fait, l'appel au marché et à la guerre comme solution aux maux du monde figurait dans ses premiers livres. De même, l'obsolescence du clivage gauche-droite, l'adaptation du modèle social français à l'économie néo-libérale, l'éloge du risque au lieu de la solidarité, l'ingérence humanitaire en tant que remède aux totalitarismes mais aussi à l'invasion des populations du Sud chez celles du Nord, la critique de la gauche, la disqualification du politique au profit de la société civile, la fin des idéologies. Autant de prises de position à mettre en regard avec le préjugé positif qu'inspire l'humanitaire et sa pratique, comme l'illustre l'engouement des journalistes pour l'épopée humanitaire mais aussi pour la prophétie de la fin des idéologies.

Comparer ce que dit Kouchner à ce qui est dit de lui, comparer le contenu de ses opuscules et les articles de presse écrits à son sujet permet de constater un travail de (re)construction biographique de la part des agents du champ journalistique : journalistes, mais aussi éditorialistes, sondeurs, commentateurs divers.

Bernard Kouchner exprime un hiatus entre le fond (de droite) et la forme (de gauche). Pourtant, les agents sus cités en feront un « enfant de 68 » qui a réussi à se défaire des dogmes et dont la gauche française aurait tout intérêt à s'inspirer. Original, téméraire, indépendant, incorruptible, Kouchner va bénéficier d'un mythe fondateur qui s'origine dans son entrée dans l'humanitaire et la création de Médecins sans frontières. Ce mythe sera produit et relayé par les médias de masse mais aussi dans des ouvrages écrits par des journalistes. Quant aux versions critiques, elles demeureront confinées à la confidentialité. Bernard Kouchner rappellera le premier les termes de sa biographie dans des médias de presse écrite et audiovisuelle toujours hospitaliers.

Ainsi, dans un second temps, nous tâcherons de prouver l'omniprésence médiatique de Bernard Kouchner, plus dans son évolution que dans son exhaustivité. Que dit Kouchner dans les médias ? Observe-t-on une évolution des modes d'interpellation ? Comment les médias de masse ont-ils accueilli l'entrée de Bernard Kouchner en politique ? Les sollicitations médiatiques ont-elles chuté à la fin de ses mandats politiques comme l'illustre le parcours de politiques ordinaires ? En quoi l'offre kouchnérienne répond à la demande journalistique ? L'on s'apercevra alors que, d'une part, Kouchner fait feu de toute thématique pour faire avancer un certain projet de société qu'il ne nomme pas mais qui reste facilement identifiable, et, d'autre part, que l'indépendance intellectuelle qu'il proclame est de plus en plus contredite par les faits dont il est l'auteur. Qu'à cela ne tienne, sa critique permanente de la gauche ou encore son soutien à une guerre internationalement impopulaire constituent, selon certains agents du champ médiatique, des signes avérés d'autonomie intellectuelle.

Ces agents dominants, directeurs de journaux, éditorialistes, intervenants extérieurs mais réguliers disposant d'un volume de capital symbolique substantiel, assigneront un nouveau rôle à Bernard Kouchner, celui d'avoir émanciper l'intellectuel de ses oripeaux idéologiques. Kouchner est un symbole. Il a ouvert la voie à une nouvelle génération d'intellectuels enfin libres et qui prendront d'autant plus aisément le pouvoir, médiatique essentiellement, que l'intellectuel de gauche, ou engagé, semble avoir disparu. En l'espèce, l'outil de libération gît dans une pratique de la médecine humanitaire d'urgence, puis, corollairement, dans la formulation et l'imposition d'un droit dit d'ingérence humanitaire. L'humanitaire étant perçu comme un lieu neutre, apolitique. Libérer l'intellectuel et produire un concept qui permet de défendre l'indigent sans sombrer dans la sélectivité, caractéristique d'un asservissement idéologique, un travers d'une certaine catégorie d'intellectuels (il n'y a pas de bons ou de mauvais morts, des morts de gauche ou des morts de droite, répètera-t-il) a fait de Kouchner un intellectuel à part entière selon un mécanisme d'assignation ou de labellisation strictement journalistique. Que cette reconnaissance soit toute journalistique indique une évolution des rapports entre journalistes et intellectuels à la faveur des premiers. C'est ce que nous verrons dans une troisième partie.

Le capital symbolique acquis dans le champ spécifique de l'humanitaire permet à Kouchner de se positionner de façon relativement dominante dans d'autres champs. Les facilités d'accès au monde médiatique l'autorisent notamment à tenir lui-même la plume dans les grands médias de presse écrite pour un exercice qui n'est pas loin de s'assimiler à celui de l'éditorial.

Mais à susciter tant d'attentes, le risque est gros de décevoir. Et, précisément, les derniers éléments de la trajectoire de Kouchner, son entrée dans le milieu des affaires, ne correspond pas aux préceptes qu'il avait inculqués jusque là. Prônant la morale en politique comme en économie, Kouchner a frayé avec des dirigeants que la morale réprouve. Comme si, sa vie durant, il n'avait eu de cesse de dénoncer un système inique tout en se tenant prêt à entrer dans le jeu. De quoi susciter une fracture dans le monde journalistique et déstabiliser le consensus autour du cas Kouchner. Or, le capital symbolique est peut-être le plus fragile, vulnérable à toute entreprise de discrédit, fondée ou non. Alors l'allégeance journalistique qui a contribué à construire le personnage peut s'en trouver entamée tout ou en partie et le travail d'illusion biographique dévoilé.

Pour tenter de prouver jusqu'à quel point Bernard Kouchner s'est « fait » avec le champ médiatique, nous avons sollicité les trois principaux titres de presse généralistes nationaux, quotidiens (*Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro*) et, mais moins systématiquement, les hebdomadaires généralistes nationaux (*Le Nouvel observateur*, *le Point*, *L'express*). Pour

ce faire, nous avons consulté le logiciel d'archives de presse Europresse disponible jusqu'à l'année universitaire 2007-2008 à l'université Paris Ouest Nanterre.[1] Ce logiciel permet d'accéder aux archives du *Monde* depuis l'origine, de *Libération* depuis 1995, du *Figaro* depuis 1997, du *Nouvel Observateur* depuis 2002, du *Point* depuis 1995, de *l'Express* depuis 1993.

Compte tenu de l'omniprésence médiatique de Kouchner depuis 1968, nous n'avons pas recherché l'exhaustivité. Cependant, le recensement se veut plus systématique à partir de 2002, au moment où il quitte le pouvoir, jusqu'aux révélations de Pierre Péan, début 2009.

Quelques excursions dans le champ télévisuel se veulent également représentatives des prestations de Bernard Kouchner. Nous avons en particulier sélectionné deux types d'émission, une politique (« Pourquoi les Français ont voté non », France 2) et une de divertissement (« On n'est pas couché », France 2).

Pour savoir qui était et que faisait Bernard Kouchner avant son entrée officielle en politique, nous avons lu *le Monde* des années 1987 et 1988 puisque les archives nous le permettaient. Pour ses premiers mandats politiques, Kouchner est secrétaire d'Etat ou ministre, des droits de l'homme ou de la santé. Des problématiques qui s'inscrivent dans le droit fil de son champ premier d'appartenance, l'humanitaire. Ceci est vrai jusqu'en 2002. Et ce, même s'il s'est toujours servi de ces thèmes pour aborder d'autres registres notamment militaires et « politiques. » Puis, Kouchner revient sur la scène médiatique en 2003 à la faveur de l'imminence d'une guerre contre l'Irak. Ici, le recensement sera moins lâche. Dégagé de toute responsabilité gouvernementale, la parole kouchnérienne se révèlera plus libre.

Ce travail prétend s'appuyer sur le cadre théorique proposé par Pierre Bourdieu, un personnage vu comme un point dans un espace social et qui se définit par cette position dans cet espace donné qui peut lui-même se situer à l'entrecroisement ou au chevauchement d'autres espaces.

La bibliographie peut se subdiviser en trois grands domaines. La littérature sur le monde humanitaire constituait un préalable pour situer Bernard Kouchner à l'intérieur de ce champ duquel il tirera ses premiers faits d'armes. Puis, Kouchner incarnera presque à lui seul les années 1980, celles de la conversion de la gauche socialiste au pragmatisme et au réalisme économique, celles de la solidarité des habitants du Nord envers ceux du Sud grâce à la diffusion de masse d'images télévisées, entre autres. Tout en restant d'extraction humanitaire, Bernard Kouchner s'est vu reconnaître des qualités d'intellectuel – reste à savoir à quelle

[1] Il sera remplacé par un autre logiciel, Factiva, moins pertinent.

lignée il appartient – tantôt énonçant un discours prophétique de guerre de civilisations tantôt exhortant à un nécessaire retour à la morale, seule garante d'un monde enfin pacifié.

Bernard Kouchner est l'auteur d'une douzaine de livres. Cinq ont été écrit à quatre mains ou plus. En 1970, il rejoint le projet quasiment achevé de Michel-Antoine Burnier, *La France sauvage*, publié aux éditions Jean-Claude Lattès. En 1974, le même Michel-Antoine Burnier et Frédéric Bon écrivent *Les Voraces, tragédie à l'Elysée*, une pièce de théâtre en cinq actes et en vers publiée aux éditions Balland et sur la couverture de laquelle Kouchner apposera également son nom. Il co-dirige en 1987 avec le juriste Mario Bettati *Le Devoir d'ingérence* (Denoël). Puis, en 1993, c'est avec l'abbé Pierre qu'il publie *Dieu et les hommes* (Robert Laffont). Après son expérience dans le gouvernement de Lionel Jospin, en 2002, un livre d'entretien avec les journalistes Eric Favereau et Betty Mialet sort aux éditions Robert Laffont sous le titre *Le premier qui dit la vérité*. En 2004 paraît *Quand tu seras président* (Robert Laffont), un échange entre Bernard Kouchner et Daniel Cohn-Bendit.

Seul, Bernard Kouchner écrit *Charité Business* (le Pré aux clercs, 1986) où il s'en prend aux Organisations non gouvernementales tiers-mondistes comme le Comité catholique contre la faim et pour le développement ; *l'Ile de lumière* (Ramsey, 1980) qui raconte en détail l'opération humanitaire éponyme ; *Le Malheur des autres* (Odile Jacob, 1991), un manifeste du droit d'ingérence humanitaire ; *Ce que je crois* (Grasset, 1995) ; *Les Guerriers de la paix, du Kosovo à l'Irak* (Grasset, 2004) ; *Deux ou trois choses que je sais de nous* (Robert Laffont, 2006), le programme de Bernard Kouchner dans la perspective des élections présidentielles de 2007 pour lesquelles il s'est porté, un temps, candidat.

Mais Kouchner se répète beaucoup d'un ouvrage à l'autre. Aussi avons-nous retenu de cette bibliographie trois ouvrages principaux, *Le Malheur des autres*, *Ce que je crois* et *Les Guerriers de la paix*. Pour ce qui est des livres plus récents, ils s'assimilent à une compilation ou une synthèse de ses interventions médiatiques.[1]

[1] Ainsi, la quatrième de couverture de *Deux ou trois choses que je sais de nous* cite un extrait de l'opuscule : « *Cessons de mentir à ceux que nous prétendons rendre plus heureux. N'essayons pas de transformer le monde d'hier, encore moins d'y revenir. Parfois rester fidèle à des idées reçues, c'est trahir ses idéaux. La gauche ne peut se réduire à une nostalgie. Elle a une nouvelle mission historique : assumer la mondialisation et la transformer en avantage pour les plus pauvres, là-bas comme ici. Je continue de chercher la voie étroite qui mène du terrain des luttes de pouvoirs vers le champ des fraternités*. » Elle annonce : « *En quinze histoires et des dizaines de rencontres, Bernard Kouchner nous raconte le monde de demain à travers les cruautés et les espoirs d'aujourd'hui. La France mérite mieux que ses querelles politiques et les programmes composés en initiés.* »

Première Partie

Bernard Kouchner ou le destin d'un humanitaire à la dérive… droitiste.

Nous verrons dans cette première partie d'où vient Bernard Kouchner c'est-à-dire d'où il parle. Nous explorerons ainsi sa trajectoire biographique autant que sociale. Pour ce faire, nous nous appuierons sur ses productions livresques. En effet, la communication par le livre offre souvent un espace de liberté propice à une certaine forme de sincérité. Peut-être du fait d'un présupposé fondé sur un lectorat plus restreint ou plus ciblé, s'adresse-t-il aux citoyens, aux confrères et adversaires politiques, aux journalistes, à un groupe social à qui est tendue une main avec à l'intérieur un curriculum vitae. Il s'agira également de confronter les conclusions de ces lectures au travail d'illusion biographique dont Kouchner bénéficie par ailleurs.

1- Actualité de Kouchner, de l'affaire Total au ministère des affaires étrangères et européennes, itinéraire d'une résurrection médiatique

« *A a emprunté un chaudron de cuivre à B. Une fois qui l'a rendu, B le fait traduire en justice en l'accusant d'être responsable du gros trou qui s'y trouve maintenant et qui rend l'ustensile inutilisable. A présente sa défense en ces termes : Primo, je n'ai jamais emprunté de chaudron à B ; secundo, le chaudron avait déjà un trou lorsque B me l'a donné ; tertio, j'ai rendu le chaudron en parfait état.* »[1]

L'argumentaire développé par Bernard Kouchner et destiné à blanchir la compagnie pétrolière Total des accusations de crime contre l'humanité et de crime de séquestration (travail forcé) perpétrés en Birmanie relève de ce même non-sens exposé par Freud. Pour s'en convaincre, il suffit de transposer les termes des différents arguments avancés par Kouchner. Primo, Total n'a jamais utilisé ni même bénéficié du travail forcé en Birmanie ; secundo,

[1] Sigmund Freud, *Le Mot de l'esprit et sa relation à l'inconscient*, Paris : Gallimard, Folio/essais, 1988 (1905), p. 131.

lorsque Total a eu connaissance de cas de travailleurs forcés sur son chantier, elle en a systématiquement dédommagé les victimes ; tertio, le travail forcé est une coutume birmane ancienne ; quatro, après deux décrets abolissant le travail forcé, « *au moins, dit-on, la pratique du travail forcé diminua dans la zone du pipe. Impossible d'affirmer qu'elle disparut complètement* » (p. 11) ; enfin, les accusations de travail forcé ne sont que des rumeurs.

Bernard Kouchner est A. Chacun des arguments est, pris isolément, recevable. Considérés tous ensemble, ils s'excluent mutuellement. D'où le non-sens. Comme A, Kouchner emploie un « et » là où un « ou bien… ou bien » est seul possible. Il additionne là où il faut choisir. Autrement dit, il établit une relation qui, objectivement, n'existe pas. Cette démarche de pensée, explique Freud, s'éloigne du raisonnement normal pour donner une « *apparence de logique comme façade particulièrement apte à dissimuler une faute de raisonnement*. »[1] Freud permet ainsi d'éclairer les failles structurelles du discours de justification de Bernard Kouchner. Un discours qui ne cherche pas à convaincre mais à semer le doute, brouiller les pistes. Pourquoi tant d'illogisme ? C'est que Bernard Kouchner est gêné. De toute évidence, il ne connaît pas d'arguments objectivement capables de dédouaner Total. Aussi en livre-t-il toute une série, aussi incohérente soit-elle, et invite-t-il chacun à sélectionner celui qui lui conviendra au mieux, celui qui lui paraîtra le plus vraisemblable. Si cette incohérence relève du cadeau empoisonné pour Total, elle doit pour autant démobiliser le discours des adversaires de la compagnie, et autres indécis.

Du Dossier Noir Birmanie *à* Relation d'un voyage et de la découverte d'une industrie muette.

Adversaires dont faisait d'ailleurs partie jusque il y a peu un certain Bernard Kouchner. Judicieuse opération de communication que celle de cette multinationale de l'or noir : qui aurait pu deviner en effet qu'un jour l'auteur de la préface de l'ouvrage collectif *Dossier noir Birmanie*[2] puisse aujourd'hui servir de caution à ceux qu'il condamnait. Kouchner y décrivait une junte militaire coupable de « *massacres* », d'« *exactions* », un « *régime de terreur* » qui « *emprisonne, torture et tue en toute impunité*. » Il citait le rapport de la Commission des droits de l'Homme de l'Organisation des Nations Unies de 1992. Que faire contre cette « *narcodictature* », cet « *Etat-dealer* » ? Lui imposer des sanctions, assénait un Kouchner révolté, cela a marché en Afrique du Sud, argumentait-il. En 2003, foin de massacres, la junte réprime des démocrates responsables de « *provocations* » lors d'un meeting, sous-entendu : ils l'ont cherché. En 2003, ce n'est plus la France qui s'acoquine avec

[1] *Ibid*., p. 128.
[2] Paris : Dagorno, 1994.

la Birmanie, mais Total qui sauve des vies. Ce n'est plus la Birmanie, « *narcodictature* » et « *Etat-dealer* » mais le « *Myanmar* », nouveau donné au pays par la junte.

Petit rappel. Total a profité du travail forcé au cours de son installation en Birmanie, gouverné par une junte militaire qui a systématisé la pratique dans le pays. Par sa présence, Total, qui demeure le premier investisseur étranger dans le pays, apporte un soutien moral, politique, économique, diplomatique, logistique et militaire au Slorc, acronyme de la junte. Son arrivée a provoqué une militarisation de la région où elle a fait construire son gazoduc ainsi que des déplacements de populations. Total permet également le blanchiment de l'argent de la drogue dont la fabrication et les circuits commerciaux sont contrôlés par la junte. Ces faits, des articles sérieux, des livres, des enquêtes, des témoignages les rapportent depuis 1992[1], date de l'implantation de la compagnie en Birmanie.

Total n'a jamais entamé quelque action en justice à l'encontre des auteurs de ces travaux. En revanche, elle a élaboré un discours de justification. Les arguments ont d'abord été préventifs, au sens où la compagnie se doutait bien que son nouvel investissement attirerait les foudres, elle a pris les devants : Total crée de l'emploi, a développé ce qu'elle appelle un « programme socio-économique » (éducation, santé, élevage, exploitations agricoles, infrastructures) ; de plus, l'exploitation du gaz est un projet à long terme, qui sait qui gouvernera la Birmanie d'ici cinq à dix ans ? se défendaient alors les dirigeants de Total. Ensuite, les arguments ont été défensifs : Total n'utilise pas de travailleurs forcés (femmes, enfants et personnes âgées inclus), la multinationale française a un code de conduite qu'elle respecte, et Total ne fait pas de politique tout en se prononçant en faveur d'un certain « *engagement constructif.* » Enfin, les arguments ont été offensifs : non seulement Total défend les droits humains, mais, plus, elle s'y révèle plus compétente que les militants des droits humains eux-mêmes.

Qu'a cela ne tienne, en mai 2002, en Belgique, la compagnie pétrolière est traînée en justice, accusée de crimes contre l'humanité perpétrés en Birmanie. Trois mois plus tard, le quatrième pétrolier mondial doit répondre à la justice française d'accusations de crime de

[1] Quelques sources livresques : Francis Christophe ; *Total : entre marée noire et blanchiment*, Villeurbanne : Golias, 2000 ; Francis Christophe, *Birmanie. La Dictature du pavot*, Arles : Philippe Picquier, « Reportages », 1998 ; Alan Clements, *Birmanie Totalitaire*, Paris : Dagorno, 1994 ; Alan Clements (Sous la direction de.), *Dossier noir Birmanie*, Paris : Dagorno, 1994 ; François-Xavier Verschave, *Noir silence. Qui arrêtera la Françafrique*, Paris : les Arènes, 2000. Quelques rapports : *Condition in the Gas Pipeline Area*, Karen Human Rights Group, 1/08/1995 ; *La Birmanie, Total et les droits de l'Homme : dissection d'un chantier*, Fédération Internationale des droits de l'Homme, octobre 1996, www.fidh.org/rapports/total.htm ; *Total Denial*, Earth Rights International and Southeast Asian Information Network, juillet 1996, http://ibiblio.org/freeburma/docs/totaldenial. Quelques articles : « Birmanie, enfer Total », Solomon Kane, *Témoignage chrétien*, 24/06/1999 ; Dossier « Pétrole et diplomatie », *Charlie Hebdo*, 14/02/2001 ; articles de Cyril Payen, correspondant du *Nouvel Observateur* ; articles du *Bangkok Post*, notamment ceux du 22/03/1995 et du 17/04/1995.

séquestration, l'inculpation pour utilisation de travail forcé n'existant pas en droit français[1]. Indirectement, Total a également été traînée en justice aux Etats-Unis, via son partenaire américain en Birmanie Unocal, cité à comparaître depuis septembre 2000 pour violations des droits de l'Homme à l'étranger. Total a pu y réchapper grâce à l'intervention du Quai d'Orsay.

C'est dans ce contexte de procédures judiciaires tous azimuts que Total fait appel à Bernard Kouchner. Payé 25 000 euros par la multinationale, il est chargé de rédiger un rapport destiné à attester de la bonne foi revendiquée de ce qui est désormais son employeur. Pour Total, Bernard Kouchner fonde une société qui porte ses initiales, BK Conseil, dont il est président et unique employé. C'est ainsi en tant que consultant international qu'il se rend en Birmanie du 25 au 29 mars 2003 et en revient avec ce qu'il appellera un « rapport d'enquête ».

Publié le 19 septembre et composé de 19 pages, le rapport intitulé « Relation d'un voyage et de la découverte d'une industrie muette », sera accessible sur le site internet de Total. Kouchner y promet toute la rigueur de la démarche journalistique. La première phrase du rapport doit donner les gages d'indépendance, d'impartialité, partant d'objectivité de l'enquêteur : « *Maître Daniel Soulez-Larivière et Jean Veil ont confié à BK Conseil une mission d'enquête en Myanmar (Birmanie) auprès de la société Total chargée de la construction, de la surveillance et de l'exploitation d'un gazoduc* (…) » (p. 2) Deux avocats, ceux de Total, et un consultant international : justice et expertise garanties.

Kouchner a rencontré des militants d'organisations non gouvernementales humanitaires à Paris et à Rome, a passé un coup de téléphone aux Etats-Unis. Leur expérience, et les siennes propres, serviront eux aussi d'arguments d'autorité. Mais surtout, il s'est rendu sur le terrain. Et ce passage devra octroyer à son discours une légitimité et une force supplémentaire nonobstant la nature artificielle de ce terrain. En effet, Kouchner a visité sept des vingt-trois villages construits de toutes pièces par Total et ne s'est pas aventuré à l'extérieur de cette réalité factice.

En définitive, Kouchner blanchit totalement le pétrolier en reprenant exactement l'argumentaire et les chiffres de son employeur sur le travail forcé, le code de conduite, le « programme socio-économique », etc. Un argumentaire rôdé depuis l'installation birmane de la multinationale.

[1] En 2006, Total a bénéficié d'un non-lieu pour raisons de procédure. En outre, la compagnie s'était engagée à

Kouchner secourt Total à tout prix.

La stratégie de défense de Kouchner se décompose en plusieurs actes. Et au milieu coule une quantité de contradictions. Ainsi, si, en page 3 de son rapport, il écrit : « *Le Slorc abandonna officiellement le socialisme pour le capitalisme, ce qui ne changea rien aux tristes conditions de vie des Birmans* », il ne s'en adonnera pas moins, les seize pages suivantes, à une apologie du capitalisme transnational.

Sa stratégie consiste à comparer et mettre sur le même plan ONG et multinationale(s). Objectif : faire accepter la présence des multinationales dans n'importe quel type de pays, comme c'est le cas pour les ONG. Il ne viendrait à l'idée de personne de reprocher à des ONG d'investir des pays comme la Birmanie.

Acte I : normaliser la Birmanie. En qualifiant en 1994 la Birmanie de narcodictature, Kouchner expliquait en quoi il ne s'agissait pas d'une « *dictature comme une autre* ». Aujourd'hui, non seulement la Birmanie est une dictature comme une autre, mais en outre elle focalise injustement toutes les foudres de la communauté internationale, gouvernementale et non gouvernementale. Kouchner développe ici sa nouvelle conception de l'humanitaire. En page 7, cette phrase : « *Fallait-il répondre aux appels d'offre et installer ce gazoduc en Birmanie ? Je le crois. Sinon on fait un autre métier.* » Etrange discours pour un humanitaire. Kouchner dit ici que Total fait bien d'écarter toute considération à l'exclusion de son chiffre d'affaires. Exploiter gaz ou pétrole doit pouvoir se faire sans contraintes ni condition. Plus loin, Kouchner excuse et normalise le travail forcé en Birmanie : « (…) *pour détestable qu'il soit, le recours au travail forcé est une coutume ancienne, qui fut même légalisée en 1907 par les Anglais*. » (p. 10)

Plus loin, il poursuit : « *Certaines dictatures ne méritent peut-être pas complètement l'aura négative qui les entoure, alors que d'autres, plus meurtrières, passent plus facilement inaperçues. Deux poids deux mesures : c'est en la matière une règle difficile à accepter. L'intensité des indignations internationales, les protestations contre des oppressions réelles et diverses, l'échelle d'impopularité d'un gouvernement n'obéissent à aucun critère stable et raisonné.* » (p. 4) Il est difficile de comprendre qu'un humanitaire établisse un palmarès macabre des dictatures de la planète. Toutes les dictatures sont à éradiquer sans distinction, tel est le message que l'on attend d'un humanitaire. « *Pourquoi les militants s'acharnent-ils plus facilement contre le Myanmar que contre la Chine qui pratique à grande échelle le travail des enfants ? Par facilité.* ». Cette comparaison avec la Chine n'a objectivement aucun sens. En revanche, elle a une utilité : celle de rendre la Birmanie présentable, acceptable, légitime,

---

indemniser les huit victimes en échange du retrait de leur plainte.

légale, comme peut l'être la Chine. Si rien n'empêche de faire des affaires avec la Chine, rien ne doit priver la Birmanie de bénéficier de pareil traitement.

Acte II. Finalement, quel est le rôle de l'humanitaire ? Aider, assister, accompagner les populations victimes, limiter les dégâts. Et Kouchner avoue : toute l'aide n'arrive pas à destination. « *J'ai été un de ces acteurs prêts à risquer leur vie pour que l'aide parvienne aux populations nécessiteuses. Mais j'ai également admis que, parfois, mieux valait se laisser détrousser de la moitié de ses biens pour que le reste parvienne aux affamés*. » (p. 6) L'humanitaire est ainsi faillible.

Acte III. Kouchner dévalorise le travail humanitaire pour mieux mettre l'emphase sur le pouvoir réel de l'entreprise multinationale. Mais, pour pouvoir les comparer, il doit suggérer que leurs activités respectives ne sont pas aussi étrangères qu'il n'y paraît. A nouveau, Kouchner lance la comparaison après une contradiction. Ainsi, en page 6 : « *Certes, l'implication du travail humanitaire ne ressemble pas à celle d'une firme pétrolière* », pour attester page suivante : « *Les ONG et les firmes industrielles se ressemblent parfois : les entreprises font leur travail et en tirent bénéfice. Les associations humanitaires font le leur et en tirent satisfaction et notoriété*. » Sauf que l'entreprise possède un pouvoir d'agir sur la réalité sans commune mesure. En effet, l'humanitaire aide ou accompagne là où l'entreprise libère. Or, « *l'histoire retient la libération davantage que l'invasion.* » (p. 7) Au moment où les multinationales américaines et britanniques quittent la Birmanie sous la pression de leur « opinion publique » la plus engagée, Kouchner fait l'apologie de l'entreprise émancipatrice.

Car, pour Kouchner, le progrès économique précède le progrès politique. Pour faire accepter son argument, l'ancien militant humanitaire avance l'exemple de la santé. Dans sa vision dépolitisée et déshistoricisée, il affirme que ce sont les multinationales, Total en l'espèce, qui fournissent les infrastructures de santé. Aussi est-il plus que nécessaire de laisser les entreprises investir en Birmanie pour que les Birmans puissent être en bonne santé. « *Pourquoi séparer, arbitrairement, l'essor de l'industrie de la nécessaire mise en place de structures sanitaires indispensables, impossibles sans un développement économique et industriel. Particulièrement pour construire un système de santé publique. On ne peut construire ni une prévention efficace ni un réseau hospitalier sur la seule charité internationale.* » (p. 7) Ainsi, les vertus émancipatrices de la libre entreprise s'expriment avec d'autant plus de force qu'en Birmanie, il s'agit véritablement d'une question de vie ou de mort.

D'ailleurs, les injonctions sont nombreuses. Page 16 : « *Il faut rattacher le nom de Total à un bénéfice permanent de santé publique.* » Page 8 : « *Il faut, en Birmanie, intervenir*

dans le domaine de la santé publique. D'autant que des apparitions de virus nouveaux sont prévisibles chaque année, dans un contexte d'échanges et de voyages. »

Total « *cajole* » les Birmans, écrit Kouchner. Total sauve des vies et permet au pays de se régénérer. Quelle action plus bénéfique, et divine du reste, que celle de donner la vie, de la maintenir sauve et de la reproduire dans un « *luxe inimaginable* » (p. 12) ? Comment tolérer quelque obstacle à pareille entreprise libératrice ? D'où de nouvelles injonctions : « *Il ne faut pas rester coi* » (p. 7) ; « *il faut déverrouiller la fenêtre des entreprises* » (p. 9) ; « *il ne faut pas en rester là* » (p. 13) ; « *il faut changer de comportement* » (p. 14). Rien ne doit enfreindre la liberté d'entreprendre, d'investir, des entreprises. Et Kouchner d'avertir : « *Les multinationales françaises doivent se presser avant que les Chinois ne prennent la place !* »

Si les multinationales s'imposent ou se voient imposer des critères éthiques, elles ne pourront pas libérer les peuples, d'où la nécessité de « *déverrouiller les fenêtres* », image bien connue des ultra-libéraux depuis plus d'un demi-siècle et répétée par deux fois (p. 9 et 14). « *Total respire un air trop confiné* » (p. 14). Cette image persistante fait également référence à « la fenêtre ouverte sur le monde », fondement du projet moral des premiers reportages télévisés des années 1960 qui cherchaient à éclabousser de lumière les recoins obscurs de la planète, empêcher les massacres, faire reculer le mal.

C'est très précisément ce que fait Total en Birmanie. Et Kouchner de citer les chiffres de la compagnie : 43 000 vies déjà sauvées, chiffre que représente les 43 000 personnes qui occupent les villages Total. Page 17, Kouchner en appelle enfin au dépassement du « *pêché originel* » (la signature du contrat avec la junte), répété deux fois dans le même paragraphe, pour s'ouvrir sur le monde. « *Il faut* » jouer la stratégie gagnante de la « *collaboration* » avec la junte. Quant au scandale de la présence de Total en Birmanie, qu'une seule solution : « *affirmer la préférence, au moins un penchant, de Total pour les régimes démocratiques* » (p. 15). Mariant un discours qui mêle les registres humanitaire, politique, économique, sanitaire, Kouchner conseille à son employeur de communiquer davantage sur son « penchant » pro-démocratique.

Kouchner appelle de ses vœux cette sponsorisation de la vie par les puissances économiques, cette prise en charge des êtres humains, de leur naissance à leur mort, par les entreprises. « *Le programme socio-économique est la meilleure publicité pour Total. Une sorte de bureau en ville, un show room, dont il conviendrait de discuter la localisation et la protection devrait permettre, à Yangon, dans la capitale, de présenter les activités techniques et sociales du groupe. Ainsi, les ONG qui solliciteraient de l'aide pourraient prendre l'habitude de pousser la porte.* » (p. 15)

Kouchner blanchit Total. Les médias blanchissent Kouchner.

Le Monde comme *Libération* n'ont pu que constater que Kouchner ne faisait que reprendre l'argumentaire de Total. Cependant, ils n'ont rien écrit sur la méthodologie, sur les modalités du voyage, ni sur le problème d'indépendance (même si l'origine et le montant du salaire ont été mentionnés, aucune conclusion n'en a été tirée). Les journalistes n'ont pas discuté les déclarations de Kouchner, ont minimisé les termes du scandale en le réduisant à un problème d'usage du travail forcé. *Le Figaro*, qui y a consacré une page entière, a présenté le rapport comme une idée géniale de Total. Mais un génie incompris de ses contemporains. Quant aux *Echos*, ils ne couvrent plus la polémique depuis que Total est traînée en justice.

En définitive, est-il utile de se demander si ce rapport a desservi son auteur ? La réponse est sans aucun doute négative. D'abord parce que la place et le rôle que Kouchner confie à l'entreprise sont similaires à ceux préconisés par le discours dominant, tenu par les politiques et leurs différentes institutions, qu'elles soient nationales ou internationales, par les journalistes, les experts, une certaine catégorie d'intellectuels. Un discours tellement intégré, normalisé, intériorisé comme le seul possible que repris ensuite par les dominés, les victimes bien réelles de ce discours de classe. Ensuite, parce que Bernard Kouchner s'institue une nouvelle fonction sociale, celle de l'intellectuel organique. Et enfin, parce qu'en écrivant ce texte, Kouchner était conscient qu'il allait se mettre à dos les ONG de défense des droits humains telles que la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH), entre toutes celles qui exigent depuis 1992 le départ de Total de la Birmanie. Le rapport a été une erreur stratégique pour Total. Quant à Kouchner, il a été disqualifié par les ONG sus citées uniquement. L'essentiel demeure : son assise médiatique. A tel point qu'il enfonce le clou : il participe à la fin de cette année 2003 à un congrès de l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP) et prend parti, sous les formes les plus alambiquées, pour une intervention militaire américaine en Irak. Nous y reviendrons.

2004, l'année de la résurrection

Les médias l'ont réhabilité aux yeux de tous et l'ont fixé dans son statut d'expert humanitaire à l'occasion du tsunami qui a ravagé l'Asie du Sud-Est le 26 décembre 2004. Bernard Kouchner est alors réapparu sur les écrans de télévision et dans les stations radiophoniques qui ont mobilisé plusieurs éditions spéciales.

Invité du *Grand journal* de Michel Denisot[1], Kouchner réagit à une déclaration de Médecins sans frontières qui, débordée par l'afflux des dons de particuliers, décide d'interrompre sa campagne de récolte. Pour l'ancien président de l'organisation non gouvernementale, ce communiqué constitue une erreur de communication. MSF aurait mieux fait d'annoncer que le « surplus » d'argent servirait à la reconstruction. Ce soir-là, un vibrant hommage de Laurence Saïm a ému l'assistance. Manifestement désemparée, la journaliste de la chaîne adressait à Kouchner un appel à l'aide : « *On a besoin de vous !* » L'interpellé la remerciera pour avoir parler « *avec le cœur* ». Il ajoutera qu'il a créé deux organisations (Médecins sans frontières et Médecins du monde) qui sont « *deux monstres d'efficacité* » et que « *c'est déjà bien.* » Il fera comprendre à la journaliste éplorée face à l'organisation apparemment anarchique des secours qu'il ne peut pas être partout, qu'il ne peut pas tout faire. Il rappellera enfin, réhabilitant la figure de l'Etat, que seuls les Etats doivent avoir la charge de coordonner les secours en indiquant les besoins les plus urgents. En substance, Kouchner avance que les « *locaux* » doivent pouvoir reconstruire là où ils l'entendent et comme ils l'entendent. Ils doivent pouvoir se réapproprier leur vie, leur destin. Tout ce que nous, riches, avons à faire, c'est de développer des systèmes de micro-crédits. Et de citer le mouvement qu'il a fondé avec son ami Jacques Attali, « Réunir ».

Après les 150 000 morts du tsunami, Kouchner est de tous les plateaux de télévision, de tous les studios radiophoniques. Le 3 janvier, lors de la soirée spéciale de TF1 « Asie solidarité », il rappellera qu'il faut donner aux victimes les possibilités d'exercer à nouveau leur métier, qu'il faudra toujours être présent même quand les caméras auront quitté les lieux.

Stéphane Paoli, le journaliste de *France Inter*, le présente, en ce 28 décembre 2004, comme un « *spécialiste de l'humanitaire, homme de terrain*. » Kouchner dit d'abord penser aux pauvres. Puis, il établit un parallèle avec les progrès des programmes spatiaux et le fait que « *nous, les riches, n'avons pas été capables de prévenir les pauvres de ce qui allait leur arriver*. » Kouchner remet calmement le journaliste à sa place lorsque celui-ci cherche à l'interroger sur des questions de politique nationale et européenne.

Pour beaucoup, journalistes ou non, Kouchner est une légende dans son domaine de compétences, l'humanitaire, avec tous les présupposés positifs que ce statut engage.

[1] Le 5/01/2005, *Canal+*.

Au lendemain du référendum sur le Traité constitutionnel européen (TCE) du 29 mai 2005, Kouchner fulmine contre ceux qui ont voté en majorité contre, lui qui avait milité pour[1]. Il participe à la création du lobby-think tank Sauvons l'Europe.

Septembre 2005. Les habitants de la Nouvelle Orléans, aux Etats-Unis, sont frappés par un ouragan surnommé Katrina. La population de cet Etat est essentiellement noire et pauvre. Les secours tardent à parvenir sur les lieux et accomplir leur travail. Le président Georges W. Bush et son gouvernement sont critiqués plus ou moins vertement.[2] Kouchner est ici peu prolixe.

En novembre 2005, les banlieues françaises s'enflamment. D'aucuns y voient un conflit de nature « raciale. » Kouchner s'exprime : certes, la révolte puise ses causes dans des inégalités sociales, mais il ne faut pas occulter la dimension « raciale » de ces « émeutes ».[1]

Plus tard, aux côtés de ceux qui dénonçaient ces jeunes qui n'aiment pas la France et qui se victimisent tout seuls, Kouchner signe une pétition contre le racisme anti-blanc qui se serait illustré en marge d'une manifestation anti-CPE (Contrat première embauche).

Lorsque le Liban se fait bombarder par Israël, Kouchner soutient cette nouvelle chevauchée militaire.

Il sera également appelé à se prononcer sur le « terrorisme ». Son ami Bernard-Henri Lévy clame haut que l'islam a remplacé le communisme dans la figure de l'ennemi mondial

[1] Ainsi, Kouchner sur le plateau de « Quand les Français disent non » (au Traité constitutionnel européen du 29 mai 2005), le 30 mai sur *France 2* en direct et en public : « *Les Français répondent à côté car ils n'ont pas l'habitude d'être interrogés. Les gens ne connaissent pas bien car on ne leur a pas dit. Les avancées ont été masquées* (…) *Une France repliée sur elle-même ne marchera pas. Il faut informer, parler du reste du monde, prendre en compte les pays les plus pauvres. Il y a des gens encore plus malheureux que les Français* (…) *On ne peut plus dire libéralisme, lutte des classes qui nous empêchent de voir les réalités telles qu'elles sont* (…) *Personne ne comprend pourquoi on a refusé le progrès.* » Un discours qui annonce la rhétorique kouchnérienne qui constitue son apport spécifique à la justification néo-libérale : le relativisme comparatif est stratégique. La référence à la Chine neutralise la critique de la Birmanie ; celle à la misère absolue en Afrique ou ailleurs neutralise la critique de la destruction des acquis sociaux en France. En outre, Kouchner explique le non au TCE par l'expression d'un vote « raciste » : « *Les Français ont dit non car ils ont peur de l'autre incarné dans le plombier polonais.* » Ce soir, l'humanitaire parlera internationalisme et fraternité cependant que Eric Le Boucher, éditorialiste au *Monde*, déplorera que les dirigeants politiques ne font « *qu'écouter les syndicats depuis 1995* (…) *Il faut changer le système social, l'adapter à un monde globalisé, nouveau. Il ne faut pas protéger mais s'adapter.* ». A la question de la journaliste Arlette Chabot, « *Pourquoi on sait pas faire ?* », Guillaume Sarkozy, alors président des Industries textiles, numéro deux du Mouvement des entreprises de France (Medef), répond : « *Parce que la France est une société bloquée, elle ne veut pas bouger* (…) *L'entreprise s'occupe aussi de l'exclusion. La concurrence, c'est merveilleux, il ne faut pas en avoir peur (…) Les Chinois, ce n'est pas de la concurrence, c'est de la triche (…) Il faut accepter le changement, sinon on va à la catastrophe.* » Un journaliste américain du *New York Times* et de l'*International Herald Tribune*, Roger Cohen : « *C'est surréel. On parle encore de mondialisation. Il n'y a qu'en France qu'on voit ça. La question est comment s'y faire*. »

[2] Lire, notamment Michel Collon, *Bush, le cyclone*, Esch-sur-Alzette (Luxembourg) : Oser dire, 2005 ; et Naomi Klein, *La Stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, Paris : Léméac/Actes Sud, 2008.

de la démocratie. Pour aider le quidam à comprendre le monde dans lequel il vit, Lévy invente de nouveaux concepts, tel que celui de « fascisme islamique ». La formule sera reprise par Kouchner.

2- Le fond et la forme

Le « vedettariat médiatique » que définit Rémy Rieffel consiste en une « *célébration sans fin de l'image* », « *d'une représentation de soi sans cesse renouvelée faisant la part belle au culte de la notoriété, via certains médias*. »[2] Le charisme de Bernard Kouchner en a vite fait une de ces vedettes médiatiques. Son combat, la défense des droits humains, s'y prêtant d'autant plus. L'opération « Du riz pour la Somalie » en 1992 peut être considéré comme le symbole de cette notoriété renouvelée à chaque opération humanitaire. Un politique qui, à lui seul, lève la mobilisation de centaines de milliers d'enfants et d'adolescents n'est pas chose banale. Cette instruction à la générosité et à la solidarité imprimera pour des années l'image d'un acteur humanitaire militant avant d'être un politique ordinaire.

Défense des innocents et des indigents, sur la forme, Bernard Kouchner est de gauche. Pourtant, la lecture de ses opuscules pose questions : Bernard Kouchner est-il toujours de gauche ? Ne l'a-t-il jamais été ?

2-1 Une trajectoire biographique et sociale

Le mystère se dissipe vite à la lecture de son parcours biographique. En effet, la carrière de Kouchner appelait la rédaction du rapport Total en particulier et l'ambiguïté structurelle de son discours en général. La singularité de sa trajectoire sociale rendait propitiatoire ce type de contradiction, de fissure dans l'idéologie.

Kouchner s'autorise un discours dont l'audace peut s'expliquer par la position sociale de son auteur. Il a traversé différents champs, humanitaire, politique, médiatique, auxquels il a laissé sa marque, au sein desquels il n'est jamais passé inaperçu, grâce auxquels il a accumulé un capital symbolique substantiel. Alors, d'où parle Kouchner ?

---

[1] *Le Point*, 24/11/2005.
[2] Rémy Rieffel, « Du vedettariat médiatique », *Hermès*, 4, 1989, p. 215.

Né en 1939, dans ce qu'il appelle un « *milieu bourgeois d'extrême-gauche* », Bernard Kouchner milite à l'âge de douze ans aux jeunesses communistes. Il est un militant actif au lycée Voltaire. A l'époque, il prend un car, direction Rouen, pour soutenir les dockers mobilisés dans une des grèves les plus dures de l'après-guerre. Il suit les cours de marxisme en cinq leçons dispensés à la Maison des métallos, rue Jean-Pierre Timbaud. Puis, aux distributions de tracts, il préfère les boîtes de jazz, et les filles qui vont avec. Il revient à la politique au cours de ses études supérieures. Sous fond de guerre d'Algérie, il s'inscrit à l'Union des Etudiants Communistes (UEC) alors qu'il est étudiant en médecine et dont il deviendra cadre dirigeant jusqu'en 1965. Il appartient au groupe dit des Italiens, très critique à l'égard du modèle soviétique. Satisfait de l'ambiance familiale, de la connivence fraternelle, il vend *l'Humanité dimanche* sur les marchés aux côtés de Jean-Paul Dollé. Kouchner est alors au contact des « prolos. » Au cours de l'été 1963, il entreprend un voyage en 2 CV à travers la Yougoslavie « communiste ». Jean Schalit le fait entrer au comité de rédaction de *Clarté*, l'organe de l'UEC. Il s'intègre ainsi à la bande formée de Pierre Kahn, André Sénik, Henri Vacquin, Serge July, Michel-Antoine Burnier, Frédéric Bon. Kouchner débute par un compte rendu de *l'Attrape-cœur* de Jérôme-David Salinger, un auteur américain ; puis interroge Jacques Monod, biologiste, sur l'hérédité, autre « terrain miné » : Monod a quitté le parti communiste français pour désaccord avec les positions théoriques du parti à ce sujet. Cette participation à *Clarté* permet à Kouchner de pénétrer l'intelligentsia française. Son carnet d'adresses va prendre des formes. Il est exclu de l'UEC pour cause de soutien aux membres du Front de Libération Nationale (FLN) algérien : premier acte de désobéissance.[1]

Kouchner raconte sa jeunesse militante dans *Ce que je crois*[2] : la protection de l'appartement de Simone de Beauvoir contre l'OAS, les assauts lancés contre les bandes d'extrême-droite à l'université d'Assas, son amitié pour Régis Debray, sa rencontre avec les « grands de ce monde » (Aragon, Sartre, Picasso, le résistant Emmanuel d'Astier de La Vigerie[3], plus tard Che Guevara, Fidel Castro, etc.), son opposition au fascisme, son admiration pour de Gaulle, son espérance en Pierre Mendès-France, la jalousie de ses collègues du parti socialiste qui l'ont, notamment, empêché de rencontrer le Dalaï-Lama, l'obligeant à le visiter clandestinement.[4]

---

[1] Ces éléments biographiques proviennent du site : http://www.politique-info.org/article_7025778.html. Consulté le 18/10/2007. Confirmés par Corinne Laurent, *Mister Kouchner. Portrait d'un aventurier*, Paris : Jacob-Duvernet, 2008, p. 17.

[2] Paris : Grasset, 1995.

[3] D'Astier de la Vigerie fut, en sa qualité de dirigeant du groupe « Libération-Sud », membre du Conseil national de la Résistance. Il est mort en 1969, et avec lui, le journal *L'Evénement*.

[4] C'était en 1989, après la répression des manifestations anti-chinoises de Lhassa. Le « chef spirituel » tibétain était alors reçu par Danielle Mitterrand. Kouchner a insisté pour que la rencontre reste secrète, « *pas de caméra, pas de photographe*. » Kouchner avait alors préconisé l'envoi au Tibet d'observateurs neutres, avant de se faire vilipender par Michel Rocard, Roland Dumas et François Mitterrand. En octobre 1990, le Dalaï-Lama est reçu officiellement par des membres du gouvernement sur décision de François Mitterrand. Anecdote narrée par Corinne Laurent, *Mister Kouchner*, *op. cit.*, p. 68.

Devenu gastro-entérologue, il part avec d'autres jeunes médecins français comme médecin de la Croix-Rouge au Biafra en septembre 1968[1]. Le pays se saigne d'une guerre militaire tout autant que civile, les morts se décomptent par millions. Bernard Kouchner rompt alors la neutralité imposée par la Croix-Rouge et dénonce l'indifférence et l'apathie générales des puissances occidentales face aux massacres en cours : deuxième acte de désobéissance. A leur retour en France, le groupe des « Biafrais » ou les « anciens du Biafra » fondent le Groupe d'intervention médicale d'urgence (GIMCU) qui s'alliera au journal médical *Tonus*. Au début des années 1970, le journal lance un appel aux médecins humanitaires. En 1971, les « Biafrais » et *Tonus* fondent Médecins sans frontières (MSF) et créent un humanitaire rapide, anti-bureaucratique et un humanitaire qui témoigne, tout ce que n'est pas la Croix-Rouge en somme. Ce processus d'autonomisation et de différenciation de l'humanitaire « classique » tel que pratiqué jusqu'alors marque la constitution d'un sous-champ humanitaire qui fixe de nouvelles règles du jeu et qui sera amené à devenir dominant. Quant à Kouchner, sa stratégie de subversion lui permettra de réévaluer son capital symbolique qu'il tenait de ses précédentes actions dissidentes. Avec une minorité de membres de MSF, il affrète un bateau pour le Vietnam, l'Ile de lumière, destiné à sauver des boat people en mer de Chine. MSF, à qui il reprochait « *sa passivité et son mutisme* », le désavoue en majorité après cette opération considérée comme un « coup médiatique » : troisième acte de désobéissance. Après la scission, Kouchner fonde Médecins du Monde (MDM).

Il s'envolera au Cambodge, au Vietnam, en Afghanistan, en Ethiopie, au Pakistan, au Pérou, en Jordanie, en Palestine, en Irlande, au Kurdistan, au Liban, au Rwanda. Il tirera la légitimité et la pertinence revendiquées de ses prises de parole publiques de ces expériences de terrain. Un leitmotiv que l'on retrouve aussi bien dans ses livres que dans son texte rédigé à la faveur de Total : Kouchner ne fait pas partie de « ceux qui jugent de loin. »

Dans le raisonnement kouchnérien, voir c'est savoir. D'où son allergie aux critiques qui peuvent lui être adressées. Plus d'une fois, il s'est retrouvé dans des situations littéralement extraordinaires, seul face à des tortionnaires et autres génocidaires, parfois un gros calibre enfoncé dans sa tempe : il est resté et a toujours continué de soigner ses blessés.

[1] La guerre du Biafra débute en mai 1967 et s'achève en janvier 1970. Elle oppose la junte militaire nigériane au peuple Ibo depuis que celui-ci a fait sécession à l'est du pays et proclamé la République du Biafra. Lire Pierre Micheletti, « Sur fond d'indignation et de pétrole, tout a commencé au Biafra », *Le Monde diplomatique*, septembre 2008. En rappelant que le Biafra possédait les quatre cinquièmes du pétrole nigérian, dont la production atteignait, en 1966, quatre cent mille barils par jour, l'auteur revient sur les « ambiguïtés » d'un humanitaire stipendié par les puissances politiques, l'intérêt de leur politique étrangère et les intérêts économiques qu'elles gèrent.
Pierre Micheletti est président de Médecins du monde, il écrit : « *Grâce à la presse, le docteur Bernard Kouchner et ses amis dénoncent la famine et la guerre, enfraignent la règle du silence édictée par cette organisation* [le Comité international de la Croix-Rouge] ». Et de citer l'article de Kouchner et Max Récamier, « Biafra, deux médecins témoignent », paru dans *le Monde* du 27 novembre 1968. Nous y reviendrons.

La littérature humanitaire présente en effet souvent ses acteurs comme des êtres évoluant hors du commun des mortels. Car il s'agit bien de héros. Johanna Siméant et Pascal Dauvin relèvent au sujet de cette héroïsation de l'action humanitaire que : « *Tout ce qui est rapporté l'est par rapport à l'acteur. Le récit ne retient que les éléments ayant trait à lui, soit qu'ils définissent ses objectifs, soit qu'ils favorisent sa constitution en sujet agissant. L'action et plus généralement le fait social sont entendus dans les discours humanitaires comme la conséquence des dispositions psychologiques propres à un personnage. (…) Les situations narratives semblent toujours progresser dans les récits humanitaires grâce aux dispositions des acteurs.* »[1] Dans *Le Malheur des autres*[2], Kouchner écrit : « *Le monde était malade et j'ai tenté de le soigner.* »

Arrêtons nous un instant sur ce rapide survol de sa trajectoire et éclairons la de la lecture de *Ce que je crois,* livre dans lequel Kouchner revient sur son parcours de militant humanitaire et politique.

Cette trajectoire est d'abord marquée par des dispositions dilettantes, le dilettantisme étant lui-même une disposition hautement bourgeoise. Certes, Kouchner a animé le comité d'action de sa faculté, mais en position d'amateur éclairé, selon la formule consacrée. « *Nous avons eu vingt ans dans les années 1960. Pour nous la politique ce n'était pas seulement la joie intime et difficile de parler en public, de faire l'important, de publier nos propres journaux, de côtoyer les grands de ce monde, un Picasso, un Sartre, un Aragon, d'en imposer aux filles, d'organiser des manifestations, de nous battre avec la police, de réclamer l'indépendance des peuples colonisés, mais avant tout de nous opposer au fascisme. Au-delà des doctrines, ce fut notre ciment.* »[3] Ici, plusieurs choses. Premièrement, intégrer les réseaux militants renforce l'estime de soi, partant la confiance en soi, d'une part ; et d'autre part, constitue ou réévalue un capital social et symbolique. Le militantisme flatte l'ego. Il met en situation de diriger tout un groupe de personnes, d'impulser un mouvement. Il donne le sentiment, plus ou moins fondé, de compter parmi ceux qui feront l'Histoire. Sans oublier une chose apparemment prépondérante pour Kouchner, puisqu'il y fera référence au moins à trois reprises : le militantisme, en particulier dans le mouvement gauchiste, attire les filles. Le fait a son importance pour un jeune homme de vingt ans.

[1] Pascal Dauvin, Johanna Siméant et CAHIER, *Le Travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Paris : Presses de sciences Po, 2002 : p. 166.
[2] Paris : Odile Jacob, « Points », 1991.
[3] Bernard Kouchner, *Ce que je crois, op. cit.,* p. 17-18.

Si nous doutons des circonstances qui ont fait de Kouchner un militant dès l'âge de douze ans[1], toujours est-il que son « gauchisme » n'a que peu à voir avec des convictions profondes mûrement réfléchies. S'il a été de ceux qui ont protégé l'appartement de Simone de Beauvoir contre l'OAS, qui se sont bagarrés contre les bandes d'extrême-droite à l'université d'Assas ; s'il a rencontré certains esprits étiquetés révolutionnaires ; s'il a déclamé contre le fascisme, il n'en vivra pas moins mai 68 sans illusions ni ferveur. Estimant que mai est arrivé trop tard, après la shoah et la guerre, après « *la torture française en Algérie* », après l'appel de l'abbé Pierre. Ainsi, écrit-il : « *Nous ne sommes pas des enfants de Mai 68, mais des touristes intéressés par ces barricades tardives : dernier exercice de style des doctrines envolées*. »[2]

Le dilettantisme politique de Kouchner s'exprime en outre par son refus de toute étiquette et, par extension, de toute affiliation à quelque doctrine. Certes à douze ans il militait aux jeunesses communistes jusqu'à devenir cadre dirigeant des étudiants communistes jusqu'en 1965. Mais il prévient : il ne s'agit que d'étiquettes. Aussi prie-t-il son lecteur : « *Ne jugez pas sur l'étiquette : Union des Etudiants Communistes, cette appellation était incontrôlée. Nous n'étions pas unis, nous n'étions pas communistes*. »[3] Sur le fond, il n'a pas été davantage communiste que gauchiste. Son attirance pour le gauchisme lui vient surtout du « romantisme » que celui-ci inspire. « *Le jour, nous décidions de petites manœuvres, nous agitions de faibles masses, rue Soufflot, boulevard Saint-Michel et à la Contrescarpe, choisissant le lieu en fonction du nombre. La nuit, nous fréquentions les boîtes de jazz avec nos jolies camarades. Et les mauvais matins nous voyaient devant chez Jean-Paul Sartre dont l'appartement de Saint-Germain venait d'être plastiqué. Nous ne battons pas pour* l'appropriation collective des biens de production *mais pour la libération des peuples et la justice sur la terre*. »[4]

D'autre part, se refuser à toute pratique d'étiquetage, d'assignation, de nomination, et ainsi refuser le pouvoir de celui qui assigne, permet de virevolter sur toute une palette d'idéologies, ou de camps idéologiques, et justifier cette volatilité sous couvert de liberté de pensée, d'indépendance d'esprit. Kouchner ne peut être taxé d'opportunisme puisqu'il dit être nulle part et partout à la fois. Un héritage de son mentor, Emmanuel d'Astier de la Vigerie dont il dessine le portrait comme suit : « *Grand résistant gaulliste et anti-gaulliste, compagnon difficile sur la route du parti communiste et aristocrate.* »[1] Autant de contradictions a priori insurmontables. La rencontre eu lieu en 1965. Ensemble, ils fondèrent un journal, *l'Evénement*, « *ce journal de qualité* », commente Kouchner. L'un avait 65 ans,

[1] Corinne Laurent explique, à l'instar de ses collègues journalistes, la précocité des engagements de Kouchner par le fait qu'il a perdu ses grands-parents dans les camps et que son père médecin était militant communiste. La question est : sont-ce là des raisons suffisantes ? Ce type de trajectoire n'était pas rare à l'époque.
[2] *Ibid*., p. 16.
[3] *Ibid*., p. 18.
[4] *Ibid*., p. 18.

l'autre 25. Le premier s'éloignait du communisme cependant que le second était écarté d'une direction étudiante qui luttait contre Staline. Ce que Kouchner appris de son père spirituel ? Préférer l'homme aux systèmes, la littérature aux théories ; il appris également que la politique ne recouvre pas l'ensemble de l'activité humaine et qu'il faut « *savoir enjamber cette démarcation qui sépare bêtement la droite de la gauche et que l'on trouve des progressistes et des réactionnaires dans tous les camps.* »[2] Et de s'excuser : c'était dans l'attente d'un certain Pierre Mendés France. « *S'il s'était levé et nous avait clairement dit : "Nous allons faire un grand mouvement pour une république moderne", nous aurions laissé choir l'existentialisme, la lutte des classes et les réseaux d'aide au FLN pour suivre cet incomparable et fugace président du Conseil et faire tourner ses ronéos. Comble du paradoxe, comme Mendés ne nous appela pas, nous, ses orphelins, nous fûmes impressionnés par son contraire et non son opposé : le général de Gaulle. Et nous ne comprenions pas très bien leur querelle.* »[3]

Kouchner n'est pas non plus socialiste : « *A la différence des socialistes, nous n'avons jamais connu de haine pour le gaullisme. Au contraire, nous l'admirions*. » Il n'est peut-être pas même de gauche : « *Plus tard, les victoires électorales de la gauche, bienvenues, ne nous semblèrent pas annoncer l'aurore d'un monde bien nouveau.* »[4] Plus loin, il se demandera s'il est vraiment de gauche : son gauchisme était un « *délire* ». « *Etions-nous de gauche, ceux qu'on nommait gauchistes, flamboyants, parfois repentis, toujours reconvertis ? Nous sommes les pupilles d'une révolution frustre, d'une illusion lyrique, et certains rentrés dans le rang.* »[5]

Précisément, *Ce que je crois* sonne bien comme un livre de repentance. Kouchner prend ses distances avec les luttes sociales d'alors, toujours au nom de la lucidité, du réalisme. « *Les Français sont curieux : la constance dans l'erreur leur plaît mieux que le repentir ou l'émergence de la lucidité.* »[6] Et Kouchner se repent, s'expie de ses fautes de jeunesse : « *Notre gauchisme ne fut pas un modèle mais une sensibilité, psychanalyse douloureuse (…) Les positions que nous enlevâmes et celles que nous occupâmes tenaient du hasard. Nous faisons davantage les malins pour plaire aux dames que pour suivre le sens de l'Histoire et le combat des masses laborieuses. Et alors ? Nous le savions et nous le disions : c'est soi-même, en permanence, que l'on allait chercher là-bas dans les batailles pour l'Algérie libre, (…) ou pour le Vietnam encore asservi de communisme. Nous nous sommes agités afin de nous croire*

[1] *Ibid*., p. 20.
[2] *Ibid*.
[3] *Ibid*., p. 19.
[4] *Ibid*.
[5] *Ibid*., p. 141.
[6] *Ibid*.

immortels. La qualité du délire seule compte. Et les prétextes avaient belle allure. »[1] Ainsi, son réseau d'aide au FLN algérien avait été constitué « *à peine plus sérieusement* » que lorsqu'il perturbait les représentations de Montherlant à la Comédie française. Kouchner insiste sur « *les passantes de la rue Mouffetard* » qu'il « *dévisageait* » avec son ami de l'époque, Régis Debray, avec qui il partageait « *des heures d'exaltation nocturne, en bonne compagnie*. »

Le dilettantisme de Kouchner est également professionnel. Il s'est vraisemblablement engagé dans une carrière médicale par conformisme familial, son père était médecin à Montreuil. Quant à l'humanitaire, il s'agit là d'une façon plus gratifiante de pratiquer la médecine. En outre, l'humanitaire fait office de marqueur de différenciation avec les bourgeois. Les analyses de Johanna Siméant et Pascal Dauvin nous éclairent sur ce point : « *Quelle plus belle réussite pour des hommes qui doutaient et de la médecine et de la politique et n'y avaient en tout cas pas trouvé ce qu'ils y cherchaient, et découvraient là des investissements plus gratifiants, plus adaptés à leurs dispositions que l'exercice d'une médecine vécue comme médiocre, une médecine de "marchands" ou de "fonctionnaires" et qui de surcroît allaient fonder ce que de façon révélatrice Bernard Kouchner qualifierait plus tard "d'aristocratie du risque"?* »[2]

Kouchner considère que l'humanitaire constitue un moyen efficace de se départir des doctrines. Lui, qui choisit l'humanitaire parce que mai 68 est arrivé trop tard, va le pratiquer en tant qu'activité a-idéologique. A partir de la page 21 de *Ce que je crois*, Kouchner ne parle plus à la première personne du pluriel mais à la première personne du singulier, le « nous » collectif s'efface au profit du « je » individuel et exceptionnel. Kouchner va aborder sa trajectoire personnelle, ses choix, son objectif ultime : sauver le monde. « *Pour moi qui ne voulais pas que l'on tue et l'on torture les Algériens, qui manifestais devant les ambassades dès la première tuerie au fond du Congo belge ou en république Dominicaine, il fut naturel d'aller un jour voir sur place, soigner les corps et rêver qu'on empêche les fusils de partir (...) je lutte contre les guerres et tente de les prévenir, alors que les hommes y puisent l'exaltation majeure de leurs existences limitées.* »[3] Kouchner se distingue des « *hommes* » : la voie humanitaire lui est apparue naturellement. Nous sommes loin du jazz, des filles, des bagarres, des protections du siège de *l'Express* de Jean-Jacques Servan-Schreiber, l'hebdomadaire qui ambitionnait d'amener au pouvoir les idées mendésistes. Dorénavant, Kouchner va parler de son combat intime : la lutte contre le mal.

[1] *Ibid*., p. 141.
[2] J. Siméant, P. Dauvin, *op. cit*., p. 55.
[3] B. Kouchner, *op. cit*., p. 21.

Bernard Kouchner dit avoir inventer l'humanitaire d'urgence pour éviter un deuxième Auschwitz. « *A Semprun, comme à Elie Wiesel et à Simone Veil, j'ai demandé :* "*Auriez-vous souhaité des humanitaires dans les camps de la mort ?" Tous les trois ont répondu : "Oui, il fallait ouvrir la porte, venir dans le dernier cercle. Il s'agissait de fraternité." Encore Malraux. Sans cette réponse et leur amitié, je ne serais jamais parti affronter la mort de si près, aussi loin.* »[1]

L'interprétation de l'entrée dans l'humanitaire en termes de destinée relève de l'illusion biographique. Et la lecture de Johanna Siméant et Pascal Dauvin doit être utilement complétée des analyses de Gérard Mauger. Dans son article sur l'histoire de la génération de mai 68, celui-ci propose une chaîne de causalités qui partirait de la situation scolaire en vigueur dans les années 1960. Les classes populaires accédaient alors moins difficilement aux études supérieures. Ce faisant, les bourgeois se trouvaient en concurrence avec de nouveaux acteurs : « *Cette inquiétude face à l'avenir née de la compétition scolaire, des menaces de déclassement, des décalages entre aspirations et chances objectives, entre dispositions et positions s'exprime autant à travers une hexis corporelle, une humeur, des engouements et des aversions, qu'à travers un ensemble de maîtres-à-penser littéraires et philosophiques.* »[2] Loin du mai 68 ouvrier révolutionnaire, l'activisme des étudiants bourgeois devait « *conjurer le spectre du déclassement : la période qui s'ouvre est celle des reclassements, des stratégies individuelles et collectives d'aménagement et de conquête de positions adaptées aux dispositions. Les mieux dotés en capital scolaire, économique, social, accèdent à la vie professionnelle et ouvrent de "nouveaux fronts" dans différents champs de l'espace social.* »[3] Pour Kouchner, ce sera l'humanitaire et la constitution d'un sous-champ en contradiction avec l'institution dominante de l'époque, la Croix-Rouge. « *La mise en œuvre immédiatement postérieure à la période gauchiste de stratégies de reclassement correspondait au souci d'échapper au déclassement c'est-à-dire à la condition des classes dominées ("le prolétariat") mais elle impliquait encore (effet d'*hysteresis *de la vision gauchiste du monde) la nécessité de se démarquer des classes dominantes ("la bourgeoisie")* »[4] Pratiquer la médecine humanitaire représente une façon démonstrative de se démarquer de la classe sociale à laquelle la pratique professionnelle est traditionnellement attachée.

De même, lorsque Kouchner se décrit comme issu d'un « *milieu bourgeois d'extrême-gauche* », il se fait l'auteur d'une de ses contradictions qui frise l'oxymore. Kouchner refuse de passer pour un bourgeois, pourtant il ne sort jamais de sa classe, y compris dans sa pratique

[1] *Ibid*., p. 15.
[2] Gérard Mauger, « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme : pour une histoire de la « génération de mai 68 », dans *L'Identité politique*, Centre de relations internationales et des sciences politiques d'Amiens et Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie, Paris : PUF, 1994, p. 215.
[3] Gérard Mauger, *art. cité*, p. 221.
[4] *Ibid*.

humanitaire. Il est peu prolixe sur son origine sociale même s'il donne à voir, en acte, ses valeurs tout aristocratiques : goût du risque, du défi, culte de la prouesse et de l'exploit, originalité, sentiment très vif de supériorité. Son mode de vie répond aux exigences du « noblesse oblige » : goût de l'aventure, fréquentation des élites intellectuelles, mise en valeur de signes extérieurs de richesse (voiture de sport empruntée) et de courage (prise de risque, rapport détaché à l'argent, en apparence à tout le moins).[1] En revanche, il ne manque pas une occasion de rappeler sa capacité à traverser les différents univers sociaux : de la distribution de tracts auprès d'ouvriers à la fréquentation du milieu intellectuel parisien, du milieu médical conventionnel à la pratique humanitaire. L'analyse de Gérard Mauger est précieuse pour identifier le positionnement idéologique de Kouchner : « *Dans le cadre d'une vision dichotomique du monde social héritée de la période gauchiste, où s'opposent, "classe contre classe", "bourgeoisie" et "prolétariat", ces positions de reclassement étaient alors perçues comme "ni bourgeois, ni prolétaires", "inclassables", "utopiques", (i.e sans lieu assignable dans une représentation du monde social divisé en "bourgeois" et "prolétaires"), "hors système" (i.e hors du système bourgeois/prolétaire), "parallèles", "marginales"* ».[2]

Kouchner s'est fourvoyé dans le gauchisme mais il n'était alors pas formé intellectuellement et politiquement. Sa véritable identité réside dans un no man's land idéologique. Il ne défend aucun intérêt si ce n'est celui de l'humanité entière, à l'image de l'humanitaire. Gérard Mauger analyse le passage à l'idéologie libérale : « *A la faveur de l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, les mieux dotés de ressources scolaires, culturelles, sociales, économiques, sont passés de la position de "prétendants", contestant les prises de position et visant les positions des "détenteurs" des positions dominantes dans différents champs de l'espace social, à celle de "détenteurs" : ils ont alors peu à peu intériorisé les intérêts liés aux positions dominantes. Ils ont alors entrepris de valoriser, consolider et défendre les positions acquises contre les "prétentions" de nouveaux prétendants. "Contestataires" d'hier devenus "les gens en place" d'aujourd'hui, ils ont entrepris de discréditer toute critique de la domination (non seulement la* doxa *gauchiste – le marxisme et "la pensée Mao" – mais aussi la* doxa *contre-culturelle – "la pensée baba") et de réhabiliter la pensée bourgeoise traditionnelle, la* doxa *néo-libérale, "la pensée science-po".* »[3]

En effet, loin des positions partisanes, la pratique humanitaire fait justement consensus. L'humanitaire est un lieu discursif stratégique puisque, ne s'agissant « que » de sauver des vies, il permet de se positionner hors des discours partisans. Ses acteurs jouissent d'une popularité sans bornes. Une faveur publique à mettre en regard avec la disqualification

[1] J. Siméant et P. Dauvin, *op. cit*., p. 49.
[2] Gérard Mauger, *art. cité*, p. 223.
[3] *Ibid*., p. 225-226.

du politique incarnée dans sa classe politique. L'humanitaire, « *un des rares engagements dignes de ce nom, et valorisé comme tel*. »[1] Johanna Siméant et Pascal Dauvin expliquent cette extraordinaire ferveur dont bénéficie l'humanitaire. Parmi les facteurs les plus généraux : « *son refus affiché des clivage partisans, sa défense de l'humain en dehors des idéologies, sa valorisation de la relation de face-à-face avec les personnes souffrantes, sa référence à des droits de l'Homme devenus un des mots clés d'une partie de la vague libérale des années 1980 comme le sera la référence à la société civile dans les années 1990*. »[2] L'humanitaire présente ainsi « *l'aspect d'une idéologie morale et neutralisée, conditions de son succès dans la France des années 1980, dans un double contexte de dépolitisation et d'irreligion croissantes.* »[3] Bernard Kouchner est classé à gauche mais n'aime pas les étiquettes. Il a été militant aux jeunesses communistes sans l'être. Ancien ministre socialiste, on le retrouve à la fin de l'année 2003 à un congrès UMP : autre acte de désobéissance. Le bien commun de l'humanité n'a pas d'étiquette politique.

C'est la raison pour laquelle il lance le concept de « devoir d'ingérence humanitaire », du nom du livre qu'il dirige avec le juriste Mario Bettati en 1987. Le « devoir d'ingérence » ou l'« *unique concept nouveau de ces temps sans exaltation* », commente-t-il dans *le Malheur des autres*.

La popularité de la notion d'ingérence humanitaire marque un nouveau franchissement dans la position ascendante qui caractérise la trajectoire sociale de Kouchner. Celui-ci arrive en politique en tant qu'humanitaire, acteur de la société civile qui a inventé le devoir d'ingérence, qui sera transformé en droit d'ingérence dans la bouche des dirigeants politiques qui le récupèrent pour justifier leurs nouvelles campagnes guerrières (à partir du Kosovo en 1999). Son « inventeur » le mentionnera lui-même pour justifier le bombardement des Irakiens par le gouvernement de Georges W. Bush. Dans le Grand jury *RTL-LCI* du 2 mars 2003, Kouchner déclare ainsi : « *L'ingérence contre les dictatures doit être globale*. »

Bernard Kouchner sera secrétaire d'Etat socialiste à l'action humanitaire de 1988 à 1992 (premier et deuxième gouvernements Rocard, puis gouvernement Cresson), ministre de la santé et de l'action humanitaire de 1992 à 1993 (gouvernement Bérégovoy), député européen socialiste sur la liste Rocard puis radical de gauche de 1994 à 1997, secrétaire d'Etat socialiste à la santé de 1997 à 1999, représentant de l'ONU au Kosovo de 1999 à 2001, ministre délégué socialiste à la santé de 2001 à 2002. Toujours en 2002, dans un Afghanistan bombardé puis occupé par une coalition dirigée par les Etats-Unis, des Français offrent un mensuel « libre » à un Afghanistan désormais « libre » et dont ils sont également les auteurs.

[1] J. Siméant et P. Dauvin, *op. cit*., p. 31.
[2] *Ibid*.
[3] *Ibid*., p. 37.

Les Nouvelles de Kaboul paraissent ainsi grâce à la fondation de Bernard-Henri Lévy, la fondation André-Lévy. Les premiers signataires ont tous approuvé les bombardements : Jacques Chirac, Dominique de Villepin, alors ministre des affaires étrangères, le président afghan Hamid Karzaï, Alexandre Adler, l'écrivain Atiq Rahimi et Bernard Kouchner.[1] En 2003, « *deux ans après avoir pris congés du Kosovo, trois mois avant la libération de l'Irak, diront les uns, avant l'occupation pour les autres, je partis enseigner à Harvard, tout près de Boston.* »[2] Kouchner ne précise pas combien de temps il a fréquenté cette « prestigieuse » université. Toujours est-il que cette même année, il enseigna également au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM). Ce, grâce au président Chirac qui lui offrit par décret un poste de professeur titulaire de la chaire Santé et développement. Le CNAM précisa sa tâche : Kouchner « *exercera une activité d'enseignement et de recherche dans le pôle économie et gestion du CNAM, (…) et pilotera la mise en œuvre de formations et de programmes de recherche correspondant aux besoins de compétences identifiés dans le domaine de la santé publique et des relations internationales.* »[3] En 2005, Kouchner reçoit le prix européen des droits de l'Homme « *pour toutes ses actions, pour un trajet toujours conduit par une très haute idée de la liberté*. »[4]

Projeté sous les feux de la rampe médiatique, le ministre Kouchner multipliera les discours sans craindre le dissensus, fidèle à sa tradition de subversion et de différenciation : il se prononce pour la dépénalisation du cannabis, le réexamen du statut juridique des autres drogues, il dit souhaiter un débat sur l'euthanasie et déclare l'avoir lui-même pratiqué. Il abordera en outre des problématiques habituellement passées sous silence : la question du tabac et des femmes, la lutte contre l'asthme, la scolarisation des enfants handicapés, les maladies rares, entre autres. En juin 2001, au cours d'une assemblée générale des Nations Unies sur le sida, il lance l'idée d'un réseau de solidarité hospitalière contre le sida. Il s'appellera ESTHER, créé en 2002 par la France, l'Espagne, l'Italie et le Luxembourg. D'aucuns reprocheront à l'ESTHER d'envoyer des médicaments sans s'assurer de leur bonne réception et prescription. Kouchner balaiera les critiques sans ménagement, comme à son habitude et toujours sous le même couvert : lui, au moins et contrairement aux autres, il agit.

Indépendamment de ses actions, décisions, prises de position, Kouchner bénéficie d'un « capital image » que peu d'hommes politiques se sont trouvés capables d'égaler. Telle est sa grande force : les « Français » l'aiment. C'est du moins ce que rappellent les médias. Son franc parler, son langage décontracté dont la langue de bois semble étrangère, sa façon de reprocher à des journalistes trop plaintifs de mal faire leur travail, rafraîchit et le démarque de

[1] *Le Monde*, 13/09/2002.
[2] Bernard Kouchner, *Les Guerriers de la paix*, Paris : Grasset, 2004, p. 15.
[3] *Libération*, 14/01/2003.
[4] *Le Figaro*, 28/02/2005.

ses collègues. Kouchner revient dans ses livres sur la jalousie chronique de ses confrères qui n'ont de cesse de lui mettre des bâtons dans les roues. Il n'a pas les faveurs de la classe politique, elle-même disqualifiée, discréditée par une grande partie de la population. Il détonne de ces dirigeants perçus comme avides de pouvoir, motivés par de basses et inavouables stratégies de positionnement et autres calculs égoïstes cependant que le médecin prend parti et parle pour les dominés, les faibles, voix des sans voix.

Dans le champ médiatique, Kouchner est ce que le jargon journalistique appelle un « bon client » même si un journaliste peut se voir rejeter vertement une question jugée trop négative ou nulle et non avenue par son interlocuteur. Les médias ont toujours été favorables à l'humanitaire à l'image des reportages audiovisuels qu'ils produisent à son endroit.

2-2 Un sens de la prospective

Le contenu des productions livresques de Kouchner annonce plus explicitement ses positions « actuelles », qui ne le sont pas tant que cela somme toute.

Le discours kouchnérien a toujours épousé les flancs de l'actualité, suivi l'évolution du monde, accompagné la révolution conservatrice en cours depuis la fin des années 1970. Kouchner est toujours en tête des sondages qui mesurent la cote de popularité des hommes et femmes politiques : les sondés percevraient en lui une force de changement positive.

La rhétorique kouchnérienne est toutefois idéologiquement signée. Elle rappelle en effet celle, d'allure humaniste, adoptée par les institutions financières internationales (IFI) depuis les années 2000 pour dissimuler la constance de leur politique néolibérale.[1] A l'instar

[1] Presque subitement, tout devient plus social, plus équitable, plus durable. Francine Mestrum a examiné les « *mécanismes discursifs qui ont permis de faire du thème de la pauvreté le vecteur consensuel d'un projet politique, économique et social qui, loin de mettre fin au "consensus de Washington", en constitue plutôt la pièce maîtresse*. » Elle a démontré que le discours de lutte contre la pauvreté est contemporain des discours de justification de la « mondialisation » économique. Celle-ci étant présentée comme instrument d'éradication de celle-là. La lutte contre la pauvreté exigerait une réponse mondiale, donc unique, un « partenariat mondial », également appelé « gouvernance » engageant pouvoirs publics, société civile, entreprises, églises, etc. Ce qui implique une redéfinition de la figure, du rôle et de la place de l'Etat-nation et un élargissement des prérogatives des organisations internationales dans les politiques intérieures des pays dits pauvres, donc l'uniformisation des modalités d'action aussi bien politique qu'économique. (« De l'utilité de "la lutte contre la pauvreté" pour le nouvel ordre mondial », p. 67-82, dans Nouveaux cahiers de l'IUED, Gilbert Rist (dir.), *Les Mots du pouvoir. Sens et non-sens de la rhétorique internationale*, Paris : Puf, « Enjeux », 2002.)
Dans cette perspective, Kouchner a connu son heure de gloire avec « son » concept de « droit d'ingérence humanitaire ». Gilbert Rist souligne que « ingérence humanitaire » est l'équivalent de l'ajustement structurel « à visage humain ». Un même oxymore destiné à n'échapper à la contradiction « *que par la subordination d'un terme à l'autre. Du point de vue grammatical et pratique, à chaque fois, c'est le substantif qui l'emporte sur le qualificatif. Celui-ci n'a pour seule fonction que de légitimer celui-là et de lui accorder une garantie venue*

des IFI, Kouchner défend l'idée du décollage économique permis par l'investissement des multinationales dans les pays du Sud en particulier, par le capitalisme en général. Le rapport Total en a donné une illustration. Son stade final consistera en l'avènement d'un système démocratique, prospère et juste.

Le présupposé évolutionniste de l'idéologie néo-libérale

Le raisonnement évolutionniste peut être mis en perspective avec la thèse de l'économiste américain célèbre Walt W. Rostow.[1] La question qui l'interpelle alors est la suivante : comment « *créer de concert avec les hommes politiques et les peuples non communistes dans les régions qui sont en train de réunir les conditions préalables et de commencer leur démarrage, une association qui les mènera à une croissance durable, dans un climat politique et social laissant ouvertes toutes les possibilités de développement progressif et démocratique* » ?[2] Au sortir de la colonisation, comment les nouveaux pays indépendants peuvent rejoindre le mouvement des nations dominantes en reprenant le modèle occidental du capitalisme, seul capable d'offrir de semblables opportunités de croissance. La métaphore biologique de Rostow s'applique jusqu'à la critique du communisme, une « *sorte de maladie qui peut atteindre une société en période de transition si elle n'organise pas efficacement ceux de ses éléments qui seraient disposés à s'attaquer à la tâche de la modernisation.* » Ainsi, Rostow va-t-il fixer quelques lois compte tenu de ses observations : « *A considérer le degré de développement de l'économie, on peut dire de toutes les sociétés qu'elles passent par l'une des cinq phases suivantes : la société traditionnelle, les conditions préalables du démarrage, le démarrage, le progrès vers la maturité et l'ère de la*

---

d'ailleurs car la contradiction ne se situe plus au niveau des termes (…) mais au niveau des pratiques, tantôt détestables (l'ajustement structurel, l'ingérence), tantôt admirables (le visage humain, l'humanitaire). Le "développement durable" est coulé dans le même moule : puisque le "développement" est le principal responsable des atteintes à l'environnement et qu'il menace la "durabilité" de l'écosystème que chacun souhaite, on fait comme s'il suffisait de dissimuler le "développement" sous la qualité essentielle que l'on attend de l'environnement pour justifier la poursuite de la croissance. La contradiction surgit dans l'ordre des pratiques et non pas dans celui des mots. *"Développement humain" est un autre oxymore qui a suscité bien des sarcasmes. Est-ce à dire que jusqu'ici le "développement" avait été "inhumain" ? Bien entendu,* il s'agissait de réhabiliter une notion largement discréditée en lui conférant un supplément d'âme que l'on avait mauvaise grâce à refuser : déclarer le « développement » « humain », c'était à nouveau le rendre souhaitable. *Effet de mode aussi, car les grands projets collectifs ou sociaux – puisqu'on ne pouvait plus dire socialistes – étaient remplacés par une vision plus individualiste, humaniste au sens des droits de l'homme dont on réaffirmait avec force l'universalité, ou humanitaire, comme l'ingérence qui constituait désormais le mode privilégié d'intervention du Nord dans les pays du Sud. Le qualificatif était donc opportuniste, conforme à l'esprit du temps, pour donner l'impression que quelque chose de nouveau se passait sous le soleil du "développement".* » (Gilbert Rist, *Le Développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris : Presses de Sciences Po, 2001, p. 316 et 334. Souligné dans le texte.)

[1] *Les Etapes de la croissance économique*, Paris : Seuil, 1963 (1960). Précisons que le sous-titre du livre de Rostow, qui n'a pas été repris dans la traduction française, est « un manifeste non communiste. »

[2] Rostow, *op. cit.*, p. 247. Cité dans Rist, *Le développement. Histoire d'une croyance occidental*, *op. cit.*, p. 154.

consommation de masse. »[1] Le vocabulaire biologique, « degré de développement », « phases », « maturité » ne serait être repris aujourd'hui, pour autant le contenu du discours n'a pas fondamentalement évolué.

Rostow s'appuie sur une importante documentation historique pour comparer l'évolution des sociétés industrielles en Europe, Amérique du Nord, Inde, Chine, Japon avec quelques incursions en Amérique latine et en Australie. Le cheminement de Rostow est le suivant. La société traditionnelle représenterait le degré zéro de l'histoire, le lieu de la rareté, du manque, du « sous-développement », du règne de la nature, de la faible productivité. Au cours de la seconde phase, l'homme s'aperçoit subitement que le progrès est non seulement possible mais surtout nécessaire. Le décollage « *est la période pendant laquelle la société finit par renverser les obstacles et les barrages qui s'opposaient à sa croissance régulière (…) La croissance devient la fonction normale de l'économie. Les intérêts composés s'intègrent dans les coutumes et dans la structure même des institutions.* »[2] Une ère nouvelle qui aboutira une soixantaine d'années plus tard à la prochaine phase, celle de la maturité, au cours de laquelle la société globale doit s'adapter aux nouvelles normes de productivité. Cette adaptation totale s'exprime ainsi en termes structurels et culturels. La société traditionnelle doit être anéantie sous le poids de la modernité technique bienfaitrice. Enfin, la dernière phase, celle de la consommation de masse, correspond à ce que connaît actuellement l'Occident et le reste des pays industrialisés plus ou moins complètement.

Le marché, un remède universel

De fait, Kouchner préconise une série de solutions aux maux du monde dont aucune ne tourne le dos au marché. Un symbole par excellence : l'argent. Ici, le texte est uniquement prescriptif. Rendons l'argent utile, suggère Kouchner. « *Si on donnait à la finance une dimension nouvelle, celle de la solidarité et du développement ? Inventons une banque d'un nouveau genre, qui alimenterait un fonds d'action humanitaire. Elle soutiendrait des initiatives choisies parmi les jeunes volontaires de l'humanitaire, contrôlées par un Comité des sages. En France, ailleurs, on aiderait les plus démunis.* »[3] Ainsi milite-t-il pour un réinvestissement de la morale dans les pratiques économiques car affaires et humanitaire ne sont pas incompatibles.

[1] Rostow, *op. cit.*, p. 13, cité par Rist, *op. cit.*, p. 155. Gilbert Rist avance que la traduction aurait été plus fidèle avec le remplacement du mot démarrage par celui de décollage (*take off*).
[2] Rostow, *op. cit.*, p. 18-19, cité dans Rist, *op. cit.*, p. 159.
[3] Bernard Kouchner, *Ce que je crois*, *op. cit.*, p. 136.

Outre la rhétorique ou le type d'arguments utilisé, le *Ce que je crois* de Kouchner est comparable à l'un de ces rapports des organisations internationales, il en est dans le schéma même. Un schéma le plus souvent semblable. Gilbert Rist le rappelle : « *Quel que soit le sujet choisi (la technique, le savoir, la consommation, etc.), on commence par rappeler que, dans chaque domaine, d'immenses progrès ont été accomplis et qu'ils peuvent encore se poursuivre pour mener l'humanité au bonheur généralisé. Cela dit, il reste bien des problèmes préoccupants, les forces du mal ne cessent de rôder, les enchaînements vertueux peuvent être rompus, et la vigilance s'impose. Or, il est possible d'éviter l'échec et de renouer avec l'espoir à la condition de suivre les préceptes proposés par le rapport car ils permettront de surmonter les obstacles qui parsèment la "voie du développement". On retrouve ici l'un des éléments caractéristiques du conte, celui de l'épreuve qualifiante – ou pour parler le langage onusien, le "défi" qu'il s'agit de relever – que doit affronter le héros, en l'occurrence l'humanité (ou les Etats), grâce à l'aide des auteurs du rapport.* »[1] La trame de *Ce que je crois* n'est pas différente. Kouchner revient sur ces immenses progrès que sont ses inventions, l'humanitaire, les ONG qu'il a fondées et son droit d'ingérence. Victoires qui n'en sont pas moins menacées si le mouvement devait stopper. Ainsi, estime-t-il que le droit d'ingérence n'est pas assez appliqué et qu'il reste beaucoup à faire. D'où les conseils qu'il prodigue et que les instances de pouvoir ont intérêt à suivre pour le bien de tous.

« *Pourquoi ne pas créer des Sicav et des fonds communs de placement humanitaire ? (…) Ces fonds de placement pourraient contribuer à l'effort de solidarité, sans pour autant handicaper le fonctionnement du marché financier français et sans pénaliser les épargnants. Comment ? En créant une banque de solidarité européenne capable de mobiliser l'épargne privée au service de la lutte contre l'exclusion des personnes qui n'ont pas droit au crédit classique : celles-ci regagneraient ainsi une capacité d'initiative et de promotion individuelle autant que collective. On ne prête qu'aux riches ? Prêtons aux pauvres. Eux au moins, ils remboursent.* »[2] Kouchner en appelle à la mobilisation et à la participation des entreprises, au sens des responsabilités individuelles, à l'esprit d'entreprise. Indépendamment du résultat, coopérer est un impératif moral. « *Créons une autre banque, pour réhabiliter et développer des communes pauvres et des banlieues.* » Kouchner cherche à convaincre que « *avec un brin d'imagination, l'intérêt pourrait rencontrer la morale*. »

La teneur programmatique de l'ouvrage de Kouchner n'a rien de constant. Si, en ce qui concerne les « fonds de placements humanitaires », il pense pouvoir donner des solutions clés en main, le propos est autrement moins précis lorsqu'il s'agit d'aborder la délicate question du système de protection sociale « à la française », par exemple, accusée par les

[1] Gilbert Rist, « Le prix des mots », dans Nouveaux cahiers de l'IUED, *Les Mots du pouvoir. Sens et non-sens de la rhétorique internationale*, n° 13, Paris : PUF, « Enjeux », 2002, p. 10.
[2] B. Kouchner, *op. cit.*, p. 137.

libéraux de ruiner les dépenses publiques. Alors, le discours relève d'un flou caractéristique. La tâche est ingrate. Mais le militant humanitaire aura vite trouver un argument percutant : celui de l'aventure, de la prise de risque digne des plus grands aventuriers.

Mais la France reste inapte à prendre des risques, déplore Kouchner dès les premières lignes de *Ce que je crois*. La première phrase du livre sera répétée par deux fois : « *La trajectoire d'un homme se mesure au risque qu'il affronte.* »[1] Il revient d'ailleurs du Rwanda « *l'effroi au ventre* » : « *Français, vieux bougon mon ami, tu ne cherches même plus à jouer au jeune homme*. »[2] Kouchner dresse le portrait du Français typique : « *Chez toi, tu as écarté les plus pauvres et tu ne vois plus le reste de l'univers. Ils te réclament.* »

Il poursuit : « *Nous avons offert les* french doctors *au monde qui les admire et construit le devoir d'ingérence (…) Il ne suffit pas d'exclure les jeunes filles qui portent un foulard pour fournir un exemple à la Terre.* »[3] Kouchner s'adresse au « monde », à la « Terre », pense et agit pour « l'univers » à qui il donne l'exemple. Mais les choses se compliquent. Kouchner cultive les propos flous. Toujours à la suite : « *Avant de décider qu'elles sont nos ennemies et de fourbir nos armes, proposons autre chose et d'abord une nouvelle manière de vivre et de travailler dans nos villes. Trop de protection nuit, on perd ses résistances.* » Quel est le rapport ? Serait-ce à dire que nous devrions nous protéger des jeunes filles portant fichu ? Que viennent-elles faire là ? Et quelle serait cette nouvelle manière de vivre et de travailler ? Pourquoi dans les villes uniquement et pas à la campagne ? De quelle protection s'agit-il ? Nous n'en saurons pas davantage. Kouchner n'ose pas nommer le système de protection sociale. La prudence tactique est de rigueur. Et de filer la métaphore : « *La vie ne peut se ramener à un parcours de santé où l'on tenterait, comme on le fait en cardiologie, de supprimer les "facteurs de risques"* ».[4] Kouchner en appelle à une capacité d'adaptation. « *On s'indigne des pluies trop abondantes qui ravinent et ravagent, on se plaint de l'insuffisance des secours. Luttons contre le hasard, ne le supprimons pas. Rétablissons en Occident l'aventure obligatoire. Et d'abord celle de lutter contre le racisme et cette gangrène de l'exclusion.* » Des propos flous, des comparaisons hasardeuses, des idées entremêlées sans rapport immédiat et une lutte contre le racisme : les écrits de Kouchner ne sont pas intelligibles d'emblée et forcent l'interprétation, les sous-entendus, les implications.

En premier lieu, en règle générale, lorsqu'on lutte contre quelque chose, c'est bien pour le voir disparaître, pour le « supprimer ». A quoi bon lutter contre le « hasard » si ce n'est pas pour le supprimer ? Et qu'est-ce que ce hasard ? Filles voilées, chômage, pluies

[1] *Ibid*., p. 11-12.
[2] *Ibid*.
[3] *Ibid*.
[4] *Ibid*., p. 13.

abondantes, secours insuffisants n'ont rien à voir avec le hasard. La réalité sociale telle que la vit le monde, la Terre, l'univers ou le Français ne s'explique par le hasard qu'à condition d'adopter une posture dépolitisée selon laquelle le système est naturel. D'autre part, si l'« aventure » doit être « rétablie » en Occident, c'est qu'elle existe toujours ailleurs, hors Occident, et il s'en réjouit. Kouchner pourra citer en exemple « l'aventure » de la lutte contre le racisme et l'exclusion, impossible de deviner les autres. Et en quoi le Sud est plus spécialement indiqué comme un modèle de lutte contre le racisme et l'exclusion que le Nord ?

Aventure et hasard ne seraient-ils pas des mots prétextes ? Dans les pays du Sud, dits pauvres, en développement, ou très endettés, la vie n'est pas un « parcours de santé » pourtant elle survit de façon darwinesque, en dépit des « facteurs de risque ». Démonstration est faite : l'Occidental peut vivre sans « protections ». La preuve : tous ceux qui n'en bénéficient pas parviennent à survivre malgré tout. Ce ne sera pas un « parcours de santé », certes, mais ce sera « l'aventure ».

« *Français bougon, mon ami, tu dois construire les dimanches qui viennent et préparer tes matinées de printemps. Si toutes les aventures capturent de la vie, certaines contiennent une petite dose de mort : une part du talent des hommes tient à l'équilibre de cette alchimie.* »[1] Quel est cet adjectif que Kouchner assigne au « Français » ? Bougonner signifie murmurer entre ses dents des choses désagréables, manifester son mécontentement, sa mauvaise humeur en grommelant. A force de trop de protection, d'« assistanat », le Français s'engourdit. Moribond et apathique, il n'a d'autre force que celle de bougonner, mot moins péjoratif et moins connu que « râler ». L'absence de protection stimule, est catalyseur d'énergie.

Kouchner se veut rassurant : certes, l'opération comporte des risques mais le risque préserve la jeunesse. Plus loin, il rassurera à nouveau : « *La peur se câline, s'apprivoise puis disparaît*. (…) *La plus belle aventure jaillit du quotidien qui fait battre le cœur (...) Il faut réenchanter le monde.* »[1] Paradoxalement, ce réenchantement doit se faire avec moins de protections et alors que les « facteurs de risque » demeurent permanents : « *Il faut réenchanter le monde* » en sachant toutefois que « *la vie ne peut se ramener à un parcours de santé où l'on tenterait* (…) *de supprimer les facteurs de risques*. » Kouchner se rappelle avoir traverser une partie de la planète mais aussi quelques banlieues françaises et en voici la conclusion : protéger nuit. Pour rendre son argument crédible, il cueille un exemple cinquante ans en arrière, au temps de l'occupation nazie du territoire français et compare ainsi une vie « ordinaire » à une situation de guerre et d'occupation.

[1] *Ibid.*

Le thème du risque constitue un invariant rhétorique chez les avocats de l'idéologie néo-libérale. Il s'agit de récompenser des trajectoires individuelles méritantes. Cette lecture contredit et s'oppose à celle prônant le collectif et l'égalitarisme.

Quelques pages plus loin : « *Nous avons besoin d'une grande épreuve pour forger à nouveau le moral et l'esprit de notre peuple puisque l'affrontement rehausse.* »[2] Quelque combat serait le bienvenu, par exemple celui mené contre la guerre : « *Guerre à la guerre : c'est la même chose. Un combat.* » Un combat que l'on ne peut livrer que si les guerres éclatent en permanence et perdurent. « Guerre à la guerre » c'est aussi un serpent qui se mord la queue. Kouchner insiste car combattre rend fondamentalement bon et courageux.

S'il arrive que le propos se fasse un peu plus précis, il est noyé au fond d'un flou « artistique » : « *Où sont les cathédrales à bâtir ? Les caisses d'assurances et les laboratoires des produits pharmaceutiques revêtent leur hall de marbre blanc. Plutôt l'aventure que la sécurité sociale ? Voilà la contradiction d'un humanitaire qui a découvert que la concurrence et l'affrontement procèdent davantage d'un chatouillis d'hormone mâle que des choix idéologiques. Et Dieu dans tout ça ? L'athéisme est une entreprise cruelle de longue haleine, disait Sartre. La poursuivre tient à la fois de la rigueur et de la perversion. Je l'ai fait, faute de mieux, et j'attends toujours. "Ton impatience est une foi", me dit l'abbé Pierre, mon jeune grand frère.* »[3] Son discours s'élève de la caution morale de l'abbé Pierre avant de recourir à la menace, fidèle à sa tendance d'additionner les arguments tous azimuts : « *Chaque demi-siècle, lorsque le tissu social se détend et que les mœurs se relâchent, quand les citoyens se regardent en grognant et profitent mal des avantages de leur pays, n'apercevant que les inconvénients, lorsque les nationalismes grincent et que montent les racismes, les sages et les cyniques se réunissent et affirment : "Il faudrait une bonne guerre !" La réunion va bientôt se tenir.* »[4] Que sont ces mœurs qui se relâchent ? Et si le tissu social se détend, qui en sont les responsables, comment l'expliquer ? En tout état de cause, les Français « grognent » et apprécient mal leurs « avantages ».

Une centaine de pages plus loin, une autre tentative. Cette fois, l'argument reprend un adage fameux : il ne faut pas se plaindre, il y a pire ailleurs. « *Je sais qu'il ne sert à rien de dire à un chômeur de Longwy qu'il est moins malheureux qu'en Haïti. Je sais aussi qu'il faut essayer de le faire bouger. Je suis persuadé que la France reste un pays terriblement privilégié, malgré les crises qu'il subit.* »[5]

---

[1] Kouchner, *Ce que je crois*, *op. cit*., p. 21.

[3] *Ibid*., p. 22.
[4] *Ibid*., p. 23.
[5] *Ibid*., p. 115.

Contre ce que Kouchner appelle le hasard, une solution : trouver un « idéal. » Les Français ont besoin d'histoires auxquelles croire. Or, croire est un acte performatif : il s'agit de faire croire pour faire faire. Plus, « *l'action déterminée par la croyance est obligatoire et ne repose sur aucun choix.* »[1] « *La France se retranche dans ses dépenses de santé, des dépenses de déprimés.* »[2]

Dès 1995, Kouchner anticipe le retour du travail à la journée qu'il présente comme un acte humanitaire pratiqué « *ici, chez nous, autour de nous* » et qui doit être légalisé et généralisé au nom du « *partage du travail, d'invention du travail* » : « *Beaucoup d'associations proposent des premiers boulots. Certaines sont gérées par des cadres au chômage et des retraités, partenaires d'entreprises qui confient des stocks d'heures de travail : services, transports, courses pour malades, petits chantiers. Au début, l'association répartit le stock d'heures ainsi constitué parmi des jeunes qui se seront déclarés volontaires.* »[3]

« *Ils sont des centaines de milliers, exclus, qu'il faut d'urgence réinsérer dans un cycle de vie en rupture avec la désintégration de leur environnement.* » Le discours critique sur le monde social était traditionnellement centré autour de la notion d'exploitation qu'il articulait aux concepts de rapport de domination, classes sociales, etc. Dans les années 1980, elle perdit son hégémonie au profit de la notion d'exclusion. Pour Luc Boltanski et Eve Chiapello, cette transition sémantique n'est pas sans conséquence : *« Contrairement au modèle des classes sociales, dans lequel l'explication de la misère du "prolétariat" reposait sur la désignation d'une classe (la bourgeoisie, les détenteurs de moyens de production) responsable de son exploitation, le modèle de l'exclusion permet de désigner une négativité sans passer par l'accusation.* »[4] Contrairement à l'exploitation, l'exclusion ne profite à personne. Dans la même veine, Kouchner s'avère mal à l'aise avec le concept de classe. Ainsi, dans un chapitre intitulé « *Une seconde pour la morale* », cette phrase à la tournure compliquée : « *Si l'on ne refuse pas cette société inégale, malheureuse, on finit par défendre*

[1] Gilbert Rist, *Le Développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris : Presses de Sciences Po, 2001, p. 42.
[2] Bernard Kouchner, *Ce que je crois, op. cit.*, p. 115. Plus loin, il se montrera plus explicite : « *La sécurité sociale, à laquelle les Français tiennent tant, éclatera bien vite si on ne la modifie pas profondément. Les petites réformes ne feront que retarder l'échéance.* » (p. 203) Cette phrase surgit au milieu de nulle part, plus précisément d'un chapitre intitulé « *Médecine et cruauté* », consacré aux pratiques immorales des médecins, de la délation des Juifs sous la France occupée aux opérations chirurgicales médicalement non justifiées mais financièrement motivées.
[3] *Ibid*.
[4] Cité par Béatrice Steiner, « De la langue de bois à la langue de coton : les mots du pouvoir », dans Gilbert Rist (dir.), *Les Mots du pouvoir. Sens et non-sens de la rhétorique internationale*, Paris : PUF, « Enjeux », 2002, p. 205.

des intérêts de castes. »[1] Pourquoi avoir formulé une double négative qui brouille la lecture inutilement ? Et, surtout, pourquoi avoir utilisé le mot prétexte « caste » ? Parler de castes au lieu de classes constitue surtout une façon de reconnaître les inégalités sociales en dehors d'une lecture marxisante. Plus loin, il parlera d'« *intérêts antagonistes* » à unir, de « *deux mondes* » à relier : il en va de la croissance économique.

Simultanément, Kouchner laisse dévoiler l'une de ses craintes : les masses pauvres. « *A-t-on compris que la planète va avoir dix milliards d'habitants en 2025 ? Comment se débrouiller pour que les habitants du Tiers Monde restent chez eux, contents d'y vivre sans jalouser nos richesses. Partager le travail est une nécessité à l'échelle de la planète. Remplaçons la démagogie par la pédagogie, cela fera du bien. Les oubliés, ce ne sont pas nous, en Europe de l'Ouest, mais les Africains. Qui y pense ? Qui nous explique les vrais enjeux ?* »[2] Il en va autrement de l'Asiatique, infatigable travailleur s'il en est. « *Et l'Asie, qui travaille et augmente ses salaires ? L'Asie va trouver un meilleur rapport de force, et le monde en profitera. Tant mieux.* »[3]

En définitive, les défis restent multiples. Et souvent, la réponse comporte un mot : l'Europe. Le dernier chapitre, avant l'épilogue, s'intitule « *L'Europe doit être notre aventure*. » Il débute comme suit : « *Je veux vous parler d'aventure*. »[4] La construction européenne doit susciter émulation. Au lieu de cela, « *la France s'angoisse. L'espoir fait défaut et les frayeurs augmentent. Ne cherchons pas d'explication rationnelle, elle n'existe pas. L'ennui, l'angoisse, ces sentiments ne sont pas toujours explicables.* »[5]

Une lecture causale politique est exclue au profit d'une explication psychopathologique d'une part et d'un problème de communication d'autre part : « *Elle* [l'Europe] *ne parle pas aux Européens, elle ne s'exprime que par des quotas, règlements, prix plancher, directives et les Européens s'y perdent. Seul Jacques Delors parle clair, avec romantisme et passion, le langage de l'Europe. On l'entend trop peu*. »[6] Kouchner n'ignore pas les difficultés et faiblesses de l'Europe mais rassure : sans elle, la guerre règnerait tous azimuts. « *Sans l'Europe, ce serait pire*. » Kouchner avance l'argument de l'Europe comme rempart aux guerres, racismes et autres fascismes, une protection contre les « *dangers* [qui]

[1] B. Kouchner, *op. cit.*, p. 181.
[2] *Ibid*.
[3] *Ibid*. Au sujet de la désindustrialisation des pays du Nord et des délocalisations vers les pays du Sud, en particulier l'Asie, Kouchner écrit : « *Nous vendons mal notre textile ? Oui, mais avec l'argent économisé sur la chemise fabriquée en Inde, nous pouvons acheter français. Si la Corée du Sud importe notre TGV, c'est qu'elle a produit des Hyundaï.* » La mondialisation du capitalisme libéral permet à chacun de trouver son compte.
[4] *Ibid*., p. 245.
[5] *Ibid*. p. 246.
[6] *Ibid*., p. 250.

risquent de menacer nos enfants (…) *Nous avons besoin de plus d'Europe, voilà la réponse.* »[1]

Editorialistes, journalistes et autres commentateurs s'accordent à présenter le « droit d'ingérence humanitaire » comme une conquête de la gauche. Cette notion contribue à maintenir Bernard Kouchner dans le camp de la gauche. Comment Kouchner l'a-t-il « vendu » ? Le « droit d'ingérence humanitaire » est-il de gauche ?

3- Le Malheur des autres ou les nouveaux habits de l'humanitaire d'Etat

Le premier argument utilisé par Kouchner pour légitimer son droit d'ingérence repose sur un ultimatum, ce, dès la dédicace du *Malheur des autres* : « *A la mémoire d'Abdul Rahman Ghassemlou, assassiné à Vienne. A la mémoire de Sayd Bahodine Majrouh, assassiné à Peshawar. Ceux-là ne se connaissaient pas et ils étaient les mêmes : des poètes plus que des guerriers. Ils souhaitaient l'ingérence des hommes libres. Leurs assassins se connaissaient peut-être et certainement se ressemblaient. Ceux-là détestaient les ingérences humanitaires.* »[2]

Plaidoyer en faveur du « droit d'ingérence humanitaire », le *Malheur des autres* doit finir de convaincre. Publié en 1991, les premières lignes vont à la chute de l'empire soviétique, plus précisément aux « *victimes du communisme* ». D'emblée, Kouchner utilise la structure discursive propre à la rhétorique publicitaire du avec et sans, une perspective qui se veut comparative. Avec l'ingérence, le monde se porte mieux, sans ingérence il se promet un avenir macabre. Sans ingérence, le Tienanmen de 1989 a compté ses morts. En revanche, raconte Kouchner, la place du Manège à Moscou en 1991 a été le théâtre d'une certaine « *forme d'ingérence* », sans préciser laquelle, qui obligea « *les auteurs du dernier putsch soviétique à s'enfuir et clore le communisme dans le ridicule*. »[3] Zéro mort donc. Kouchner explique que, en Chine, « *on n'osa pas prendre en charge le malheur des autres et les fusils tirèrent dans la foule* ». Parallèlement, « *le coup d'Etat de Moscou ne fut pas considéré comme une affaire intérieure* ».

Le droit d'ingérence sera la réponse à tous les totalitarismes, affirme Kouchner. L'un d'entre eux, le « communisme », vient de s'écrouler et il s'en réjouit. Les prémisses de son

[1] *Ibid*., p. 252 et 253.
[2] Bernard Kouchner, *Le Malheur des autres*, Paris : Odile Jacob, 1991, p. 3. Le livre sera réédité en édition de poche la même année.
[3] *Ibid*., p. 7.

ouvrage donnent l'orientation : « *L'Union soviétique est finie. Cette gigantesque machine dont le système faisait trembler le monde est entrée en réanimation.* »[1] Prophétique, Kouchner pose que les « *dictatures de droite, les systèmes de parti unique s'abattent un par un. Et s'il en reste un, on le mettra sous globe pour l'éducation des enfants du XXIème siècle, qui auront du mal à comprendre nos agitations défensives et offensives. Mai 68, dernier exercice de style des pensées anciennes, est bien loin !* »[2] Que signifie cet enchaînement avec mai 68 ? Mai 68 et communisme font désormais partie des choses du passé. Ni révolution ni totalitarisme. Les guerres s'épuisent, les dictatures s'effondrent une à une. Dans ces conditions, les « *révolutionnaires* » de la « *Ligue communiste* » ne peuvent en effet qu'être qualifiés de « *caducs* » par Kouchner.

Kouchner transforme la révolution russe de 1917 en « *coup d'Etat*. » Et il accable d'autant plus logiquement ce qui est à ses yeux le pire des systèmes de gouvernement, qu'il incarne « *l'exemple suprême des ingérences inacceptables : le communisme s'acharna dans l'effraction. Ses immixtions indésirables et imposées, orchestrées depuis la Loubianka, n'attendaient pas la demande.* »

Kouchner ne parle pas de justice sociale, préférant la formule déshistoricisée et dépolitisée de « *grandes différences universelles*. » D'un extrême à un autre, celles-ci se mesurent en termes de « *famine et de richesse, de dénuement et de consommation.* » Par ailleurs, si ces « grandes différences » sont « universelles », elles sont aussi inévitables et éternelles, condamnées à toujours exister. A l'instar de sa consœur Sylvie Brunel, ancienne présidente d'Action contre la faim[3], Kouchner énonce un raisonnement évolutionniste. Consommation et richesse sont une fin en soi, l'aboutissement d'un processus unique de « développement ». Pour Kouchner, le contraire de dénuement c'est la consommation. Poser la question en ces termes économiques (consommation au lieu de bien-être, par exemple) relève plus de la logique du modèle unique de développement.

Or, « *il n'y a pas de savon dans cette union qui fut soviétique*. » L'infériorité russe se confirme : « *Dans certains pays de l'est, il faudra une génération pour que les systèmes productifs se développent et que les travailleurs apprennent à travailler.* » La réponse aux totalitarismes sera économique. D'ici là, ces pays représentent une menace pour le monde développé : « *Craignons les désespoirs envahissants*. » Kouchner exprime régulièrement sa peur des pauvres qui risquent à chaque instant de monter à l'assaut des grandes villes des pays riches pour les saboter. Pour faire front à cette menace imminente, Kouchner suggère d'intégrer les nouveaux acteurs libérés du joug soviétique au marché. D'où le vocabulaire

[1] *Ibid*.
[2] Ibid., p. 8.
[3] Sylvie Brunel, *Ceux qui vont mourir de faim*, Paris : Seuil, « L'histoire immédiate », 1997.

entrepreneurial utilisé par l'humanitaire : il s'agit dorénavant de les considérer comme de nouveaux « *partenaires*. »[1] Car ces pays représentent également un nouveau marché à investir. Kouchner célèbre ainsi l'ouverture des frontières par un lyrique et conquérant : « *Notre pays, c'est le monde.* »

L'humanitaire poursuit : « *Les droits de l'Homme et la loi du marché ont gagné. Les dissidents de la société civile ont arraché chèrement la victoire sur des apparatchiks plus ou moins prestigieux, grisâtres ou oppressifs. Le communisme malmenait les peuples, corsetait les hommes et les femmes dans des activités fictives qui leur firent perdre le goût du labeur.* » Dans ces conditions, « *les sociétés de concurrence vont leur sembler bien rudes.* »

Chaque évocation du mot « communisme » donne lieu à son lot de condamnations : « *La chute de l'empire soviétique s'annonça à Tchernobyl. (…) Aujourd'hui seulement, on commence à prendre conscience que le communisme fut en lui-même une catastrophe naturelle*. »[2] Beaucoup plus loin, Kouchner insiste : « *Putsch à Moscou. Les derniers communistes vont enterrer le communisme sous le ridicule. Les agents d'un KGB qui ordonna la terreur, le meurtre et l'inégalité tentent péniblement une dernière intimidation, oublient de fermer les frontières et surtout de couper les faisceaux hertziens et les réseaux satellites des télévisions mondiales. Nous assisterons aux opérations de police et à la débandade dans nos salles à manger. Dès lors, l'affaire était perdue pour les diplodocus d'une idéologie de contrainte*. »[3]

Subsiste une difficulté : « *Il y a peu de travail et beaucoup trop de population sur la terre*. »[4] Cette surpopulation que diagnostique Kouchner se révèlera source de conflits. En effet, si le communisme a disparu, l'humanité n'est pas quitte pour autant de son lot de guerres annoncées dans un style prophétique. Entre les conflits prévisibles dans les nouveaux pays de l'Est, pétris de nationalisme et d'antisémitisme, et la guerre Nord-Sud, riches et pauvres, il peine à dissimuler ses frayeurs. La surpopulation guette ? « *Il faut tout reconstruire et tout inventer* », enjoint l'humanitaire. C'est-à-dire ? Qu'est-ce qui a été détruit ? Patrick Lehingue note au sujet de cette ambiguïté structurelle qu'elle « *accroît apparemment l'efficacité des appels en les rendant susceptibles d'interprétations variées*. »[5] Ici l'appel au

[1] Un glissement sémantique opéré par un travail idéologique que souligne Samir Amin : « *Le langage de la science sociale a d'ailleurs été révisé dans son ensemble par le discours libéral pour permettre d'effacer toute trace de reconnaissance des conflits réels d'intérêts. On ne parle plus de dominants et dominés, de classes et de peuples. On suggère qu'ils sont tous devenus des partenaires, partenaires sociaux (patrons et employés) ou partenaires internationaux (pays du centre et pays des périphéries) !* » (Samir Amin et *alii*, *Afrique. Exclusion programmée ou renaissance ?*, Paris : Maisonneuve & Larose, 2005, p. 70).
[2] *Ibid*., p. 73.
[3] *Ibid*., p. 193.
[4] *Ibid*.
[5] Patrick Lehingue, « Le discours giscardien », dans Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie, *Discours et idéologie*, Paris : PUF, 1980, p. 80.

changement sonne bien plus comme une injonction à l'adaptation. « *Karl Marx ne nous servira à rien pour expliquer au Malien de Belleville, au Serbe de Clichy et au Maghrébin de Colombes qu'ils doivent rentrer chez eux.* »[1] Et de lancer l'alerte car le danger est réel : « *Et leurs cousins foncent vers nous, venant de partout, sans méchanceté mais avec une belle détermination croyant que l'Occident ressemble aux feuilletons américains où les femmes sont blondes et bien en chair, les supermarchés débordants et la vie belle.* »[2] Le constat est sans appel : l'invasion menace. D'où le prophétisme apocalyptique : « *Il va mieux le monde, mais il va aller mal. Nous allons être plus secoués que prévue.* »

Si la démographie pose problème, celui-ci peut être partiellement résolu à condition d'opérer un tri. Dans un chapitre qui leur est consacré[3], Kouchner distingue « deux catégories » de réfugiés, les réfugiés économiques et les réfugiés politiques. Les premiers feraient « du tort » aux seconds : « *Les demandeurs d'emploi ont fait du tort aux demandeurs d'asile.* »[4]. Les seconds seraient plus rentables pour le pays d'accueil. Il utilise alors comme argument un exemple. Celui d'un « *Chinois, sa femme et ses deux fils* », réfugiés en France depuis 1979 grâce à Kouchner. « *Il a ouvert un restaurant qui fonctionne bien, il a embauché du personnel !* » Et de s'en prendre à nouveau aux politiques : « *Nos dirigeants auraient dû comprendre à temps, comme les Américains, que certains réfugiés constituaient une chance pour notre pays.* »[5] Le critère d'entrée dans les pays riches est donc tout économique.

Kouchner part du présupposé selon lequel les pays riches ne peuvent accueillir toute la misère du monde. Pour s'attaquer aux causes du problème[6], il assène sa solution : l'ingérence humanitaire. Car « *l'ingérence apporte une réponse simple : démocratie partout et surveillance des droits de l'homme.* »[7]

Certes, deux pages plus loin, le ton est prescriptif : « *Nous devons garder notre indignation, modifier les réflexions, nous doter des instruments adaptés à une politique générale qui permettra un meilleur accueil et l'amélioration de la condition des réfugiés en France ou de leur situation dans les camps. Il faut pour cela considérer un autre registre,*

[1] B. Kouchner, *Le Malheur des autres*, *op. cit*., p. 9. Kouchner veut « *invent[*er*] le grand mouvement humanitaire dont le monde avait besoin pour remplacer le marxisme.* » L'humanitaire érigé en système de gouvernement doit marquer la fin des idéologies, des rapports de classes.
[2] *Ibid*.
[3] Un chapitre également structuré selon la logique du avec et sans. En effet, il condamne d'abord les politiques incapables de « gérer » les « flux » migratoires. Et l'humanité façonnée par Kouchner s'appelle Ile de lumière, le bateau grâce auquel il a ramené une centaine de réfugiés vietnamiens et chinois en France.
[4] *Ibid*., p. 138.
[5] *Ibid*., p. 125.
[6] Pour Kouchner, les racines du mal sont les « *guerres, violences, tortures, violations des droits de l'homme, répression et sous-développement* » (p. 123) Mais, il confond les causes et les conséquences de décisions politiques. Et cet amalgame revient à nier les véritables explications de nature politique et économique de ces faits.
[7] *Ibid*., p. 136.

conduire une réflexion d'ensemble préalable, dresser un état des lieux de la planète et de la situation dans notre pays. Nous devons nous concerter avec les associations et les militants, mais aussi informer et écouter l'opinion publique. »[1] Encore une fois, dès qu'il s'agit d'être concret, il n'y va pas franchement. L'évocation du milieu associatif et le lexique consensuel du dialogue et de la concertation ouverte sont chargés de dissiper ce brouillard caractéristique.[2] Plus haut également, il écrivait la difficulté qu'il avait rencontrée en 1989, année au cours de laquelle les pays limitrophes au Vietnam ont fermé leurs frontières les unes après les autres, à prier les réfugiés vietnamiens de ne plus chercher à échapper à leur sort puisque aucun pays ne voulait d'eux désormais : ils devaient rester chez eux. L'ingérence les y aiderait. « *Demain, nous inverserons les flux, comme nous le fîmes au nord de l'Irak. Les réfugiés ne seront plus accueillis dans des camps sur terre étrangère mais protégés chez eux.* »[3]

D'un ouvrage à l'autre, Kouchner évoque les mêmes thèmes. La peur de la surpopulation des pauvres ne va pas sans la peur des pauvres elle-même. De l'aveu de Kouchner : « *Face à la grande épreuve qui s'annonce : Nord contre Sud, pauvres contre riches* (…) »[4] Le docteur prophétise des guerres partout. Pour illustration, le jean est un tissu qui « *fut le symbole et un instrument de libération.* »[5] La menace ne vient jamais du Nord. Kouchner le répète de bien des manières, de façon plus ou moins implicite. Ce qu'il nomme les « progrès de l'amour », c'est-à-dire la représentation de femmes nues à chaque coin de rues, de pages ou d'écrans, au Nord, susciteront la jalousie au Sud. « *Il ne s'agit pas de tomber dans la pudibonderie excessive : on peut aimer les corps des femmes et s'étonner de l'usage qu'on en fait. On ne peut pas s'offusquer des progrès de l'amour dans nos pays et trouver qu'un seuil paraît franchi, par comparaison et concurrence. Nous parlons ici non pas des rapports sexuels mais des rapports nord-sud, des pauvres qui nous attendent par milliers au coin de chaque palmier, sur les plages où nos touristes se déshabillent encore. N'imposons pas trop brutalement nos mœurs et nos corps. A force de permissivité et d'aveuglement, on*

[1] *Ibid*., p. 138.
[2] Connotée ordinairement positivement, l'instrumentalisation de la notion de société civile est stratégique. Elle dissuade l'examen critique des tenants et aboutissants et inspire confiance. Objet de controverse dans le champ scientifique (Lire Maxime Haubert et Pierre-Philippe Rey (coordinateurs), *Les Sociétés civiles face au marché. Le changement social dans le monde postcolonial*, Paris : Karthala, 2000), elle possède néanmoins communément un capital sympathie tel que le patronat s'invite promptement dans ses rangs. Et il se trouve que l'ingérence qualifiée d'humanitaire est une création de la dite société civile. « *L'action humanitaire dans la plupart des cas gagnera la bataille à titre préventif, à force de conviction, soutenue par l'opinion mondiale, grâce aux associations non gouvernementales et aux organisations neutres*. » (p. 292) Autant de groupes sociaux qui suscitent rarement la méfiance et au contraire réputés pour leur soif de justice et de démocratie.
[3] *Ibid*., p. 140.
[4] *Ibid*., p. 12. Par ailleurs, au sujet des dangers à venir de cette « surpopulation », en 2005, dans le rapport rédigé en faveur de Total, il citait le tourisme comme l'un des remèdes capables de venir à bout de la junte militaire birmane. En 1991, Kouchner se révolte contre ce tourisme « *véritable viol culturel.* » « *Ils* [les touristes occidentaux] *n'ont pas vu les hommes de ces pays qui seront encore plus nombreux demain. Le tourisme est à la fois une source de devises et d'exaspération, sûrement pas une réussite politique.* »
[5] *Ibid*., p. 31.

viendra nous voler nos femmes. Nous ne sommes plus seuls sur la Terre. Respectons l'opinion des autres, jusqu'en deçà de l'oppression : point de rupture. »[1]

A mi-parcours de son ouvrage, Kouchner alerte à nouveau sur le danger incarné en chaque pauvre : « *Des pratiques nées de la publicité poussent à l'exhibition les corps blancs sur des plages de sable fréquentées par des Noirs ou parcourus de rares silhouettes voilées. Un jour proche, il ne fera pas bon être touriste dans certains pays trop pauvres*. »[2] Le propos peut paraître inattendu de la part d'un humanitaire.[3]

Précisément, l'ingérence doit aussi s'appliquer pour assurer l'équilibre de la planète. Image utilisée à la fin du livre deux fois de suite : « *L'équilibre de cette planète reste le grand dessein qui vaille* » et « *Oui, il faudra beaucoup intervenir, parce qu'il y a beaucoup à faire, que de nombreux hommes sont dans un besoin mortel et que chaque difficulté menace l'équilibre général.* »[4] Les pauvres ne doivent pas empêcher le bon fonctionnement de l'économie mondiale, pilier de cet équilibre. Trop d'inégalités menacent l'ordre dominant. « *Les affrontements démographiques et économiques seront plus fréquents.* » Le succès de « l'ingérence humanitaire » chez les classes dirigeantes coïncide avec le moment où les institutions financières internationales conditionnent la lutte contre la pauvreté à l'imposition des règles de l'économie libérale transnationale et à son corollaire espéré, la croissance économique. S'ingérer au nom de la lutte contre les oppressions s'inscrit dans la même ligne doctrinale, ce, même si Kouchner n'aborde pas encore le volet économique de son ingérence. Dans ce contexte, l'appel au droit d'ingérence permet opportunément de préparer le citoyen aux nouvelles guerres, « préventives », qui seront livrées sous le couvert humanitaire. Ce fut le cas au Kosovo, en Afghanistan, en Irak. La cause humanitaire s'est substituée à la chasse aux sorcières communistes.[5]

---

[1] *Ibid*., p. 90-91.
[2] *Ibid*., p. 160.
[3] Kouchner partage ici le souci sécuritaire des dirigeants politiques et économiques de ce monde (FMI, Banque mondiale, OCDE, OMC) et leur politique de surveillance de ceux qui occupent les régions pauvres du monde. Annie Collovald note que les analyses de « *ces institutions expertes dans la "mise en ordre démocratique" (...) ne voient plus dans ces derniers que des "immigrés problématiques en puissance" et posent en "bon sous-développé méritant d'être aidé" celui qui demeure à sa place : au loin, dans son pays d'origine.* » (Annie Collovald (dir.), *L'Humanitaire ou le management des dévouements*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2002, p. 28.)
[4] *Ibid*., p. 298 et 299. Kouchner a l'avantage de son statut d'« expert » humanitaire, accordé par les journalistes et par une partie de la classe politique y compris internationale. Un statut qui lui donne droit à tenir un discours sur le monde et sur sa bonne « gestion ». A la limite, il ne sort pas de son champ, il a vu de ses propres yeux les « malheurs du monde », cette expérience doit fonder sa légitimité à prophétiser et proposer des remèdes en connaissance de cause.
[5] Annie Collovald analyse les effets pervers du succès de la cause humanitaire : « *Très vite, les termes généraux d'"humanité", de "souffrances subies" ou de "victimes" qui invitent à la compassion et dotent d'une aura vertueuse et désintéressée toute action en direction des plus faibles accomplie en leur nom sont occupés par des instances, des groupes ou des individus dont la raison première d'existence n'est pas uniquement le "bien-être universel" ou la lutte contre le "malheur des autres" mais qui tirent profit de l'ambiguïté structurelle de la référence humanitaire. Ces usages stratégiques de l'humanitaire qui font de sa définition l'objet de multiples*

Kouchner ne s'interroge pas sur l'origine et le statut du pauvre. Mais, il préconise de rendre les pauvres moins pauvres. Un « *élan des cœurs* » doit être porté à l'adresse des « *parias de la planète* » pour les aider à « *construire une économie acceptable*. » Sinon ? « *Ils pousseront de l'épaule, ensemble, à nos frontières et entreront de force. Ils viendront chez nous, comme les Mexicains pauvres entrèrent en masse sur le territoire américain riche. Aucune fosse électrifiée, aucune ronde de police texane n'y fit rien.* »[1]

Kouchner consacre un chapitre aux « hauts lieux de l'ingérence ». Son ambition consiste à prouver qu'il s'agit là d'une réponse au tiers-mondisme. Au Mali, au Liban, au Salvador, en Erythrée, en Palestine, au Pakistan, à Singapour, au Nicaragua, au Vietnam, au Tchad, en Jordanie, Kouchner raconte sa pratique de l'humanitaire qu'il appelle l'ingérence, ses séjours dans les hôtels de luxe, ses entretiens avec les « grands » de ce monde, ses soirées chez l'ambassadeur.[2] Ici restrictive, la définition de l'ingérence n'a rien d'incommodant : avant de partir soigner, Kouchner demandait l'autorisation aux autorités politiques du pays concerné, s'il ne l'obtenait pas, il partait quand même. Pour manifeste qu'il soit, *Le Malheur des autres* ne fournit aucune définition précise et exhaustive de la spécificité du droit d'ingérence humanitaire. Le lecteur n'aura droit qu'à des bribes, épars et généraux, le plus souvent tendanciellement lyriques. Là encore, toutes les spéculations sont ouvertes. Hormis lorsqu'il intervient dans le cadre de sa pratique médicale, Kouchner n'appréhende les relations Nord-Sud que dans un rapport de violence. Ce n'est pas le Nord qui domine, mais le sud qui menace. La victime, c'est le Nord. Kouchner inverse le rapport de domination. « *Nord-Sud : un vent violent se lève. Les antipodes retrouvent leur définition : lieu géométrique des différences.* »[3]

Ce nouveau droit dit « d'ingérence » devrait d'autant plus être envisagé comme la seule solution possible aux maux du monde dans un contexte de déqualification et de disqualification du politique. « *Lorsqu'après les premiers succès de Solidarnosc, qui enflammèrent les démocrates, l'état de guerre fut déclaré en Pologne, les soutiens militants redoublèrent et l'aide directe afflua. Les politiques en charge de l'Occident avaient définitivement prononcé leur neutralité et leur tiédeur par la voix d'un ministre des Relations extérieures qui manifesta son dégoût de l'ingérence démocratique et son abandon des corps*

---

rapports de force renforçant son caractère flou et labile redoublent ceux opérés par les Etats dont la concurrence (diplomatique, économique ou géostratégique) au plan international reste vive. » (Collovald, *op. cit.*, p. 31.)

[1] Kouchner, *Le Malheur des autres*, *op. cit.*, p. 160.

[2] Au fur et à mesure de son ascension sociale et hiérarchique dans le champ du pouvoir, Kouchner s'éloigne des terrains abrupts et des populations qui les habitent pour se rapprocher des lieux de pouvoir et des personnages dits de hauts rangs.

[3] *Ibid*., p. 195.

en affirmant : "Bien sûr, nous ne ferons rien." »[1] Pour Kouchner, les hommes politiques représentent une force régressive qui paralyse les mouvements de libération et qui milite pour la préservation du statu quo. C'est sans compter l'ingérence humanitaire. « *La société civile, les militants prirent l'affaire à cœur. Nous avons réinventé le soutien politique sous forme de camions humanitaires qu'accompagnaient des volontaires. Il s'agissait plus de réconforter, de rencontrer et de parler que de pallier une économie défaillante.* »[2] Dans les récits kouchnériens, l'histoire s'écrit par une petite somme d'individualités sélectives. D'autre part, il se situe toujours dans une logique oppositionnelle, riches/pauvres, nord/sud, Blancs/pas Blancs, ici politiques/société civile. Non seulement le politique ne saurait être source de progrès, mais il est perpétuellement à la traîne de ceux qui l'impulsent. En d'autres termes, la force motrice de la société avancée ne viendra pas d'eux. A l'inverse des journalistes qui « *depuis longtemps ont entamé un dialogue heurté et entrepris des expéditions communes* » avec les humanitaires, les politiques « *ne savent pas encore que le mouvement les emporte.* »[3] Kouchner va ainsi d'autant mieux s'employer à décréter la fin du politique que son droit d'ingérence devra s'y substituer. En 1978, l'Ile de lumière, ce bateau qui devait sauver des Vietnamiens en fuite a été soutenu par le président de la République de l'époque, Valéry Giscard d'Estaing et Michel Rocard, certes, mais seulement après qu'ils aient capitulé sous la pression d'une opinion publique indignée par des images choquantes et néanmoins clairvoyantes : « *Les politiques furent obligés de suivre le mouvement : la société civile avait gagné. Le temps de l'ingérence était venu*. »[4] Kouchner insiste beaucoup sur l'idée de mouvement, par opposition à l'immobilisme de l'Etat.

En outre, pour garantir son succès, le droit d'ingérence s'érige hors des clivages partisans. Car politique et idéologie divisent. Contre toute attente, Kouchner et ses collègues médecins ont témoigné en faveur d'une « minorité opprimée » par l'Etat nigérian, les Ibos, alors que droite et gauche se confondaient dans leur indifférence commune : « *La gauche et les tiers-mondistes, qui alors avaient de l'importance et sélectionnaient leurs victimes, ne soutenaient pas cette bataille jugée contre-révolutionnaire et peu porteuse de bonheur collectif. La droite et les politiques en carte se détournaient du Tiers-monde, estimant comme un moindre mal que des Africains s'assassinaient entre eux*. »[5] Le droit d'ingérence s'appliquera comme un universalisme.[6] Aucune sélection ? Impossible. Kouchner sera contraint de se contredire une multitude de fois : on ne peut pas être partout pour tous, répète-t-il au moment de justifier ses terrains. Qu'importe, pour le moment, il est question de

[1] *Ibid*., p. 28.
[2] *Ibid*.
[3] *Ibid*., p. 197.
[4] *Ibid*., p. 75.
[5] *Ibid*., p. 109.
[6] « *Notre intervention était politique, mais nous faisions pas de politique. Pour nous, pas de bons et de mauvais morts, pas de sélection des malheurs. L'origine des armes ne détermine pas les sentiments.* » (p. 10) Ainsi Kouchner surmonte la contradiction de l'intervention politique a-politique.

promouvoir une ingérence synonyme de justice universelle enfin rendue contre les puissances totalitaires, droite, gauche, tiers-mondistes confondus.

Kouchner fonde sa légitimité de donneur d'ordre sur l'idée que voir c'est savoir. Et, précisément, il a vu : « *Au cours d'une séance agitée de la cellule d'urgence [du Quai d'Orsay], l'expérience de Michel et la nôtre s'affrontèrent et s'additionnèrent pour improviser la loi du retour, sans vraiment le savoir, tant cela nous semblait évident. Nous avions vu les choses dont nous parlions, nous en avions une connaissance personnelle, ce qui innove en politique. Les Turcs refusaient l'accès de leur sol. Les réfugiés devaient rentrer chez eux.* »[1]

Toutefois, il arrive parfois que ces hommes politiques laissent toute latitude aux hommes doués de savoirs et de savoir-faire. Alors, le monde s'en trouve bouleversé. « *Devant la cellule de crise, institution interministérielle qui se tient au Quai d'Orsay, j'exposai les grandes lignes de ce qui allait devenir le plan de la France et celui des Nations Unies : l'ingérence devenait officielle. La souffrance des hommes n'était plus un reste muet de la politique et des souverainetés. Les Etats avaient pris en compte le malheur des autres. Bernard Kessedjian, directeur du cabinet du ministre des Affaires étrangères, qui présidait la réunion, comprit immédiatement la portée de la proposition française* »[2]. Son projet consiste à supprimer les camps de réfugiés où des milliers de personnes sont « *assistés pendant des années par la communauté internationale, faute de règlement à la source.* »[3] Quand Kouchner entre en politique, il passe instantanément à l'action, sa valeur cardinale. Objectif : implanter dans les montagnes irakiennes des structures d'accueil des réfugiés kurdes distribuant nourritures et médicaments. Un dispositif destiné à les inciter à rentrer en Irak.

Le récit se veut palpitant. Car l'heure est grave, la tension palpable, proportionnelle aux enjeux, le ton solennel. La vie de centaines de milliers de personnes est entre les mains d'une poignée d'hommes de bonne volonté. Séquence action. Le lecteur doit s'y croire et y croire. « *François Mitterrand me reçut le samedi 13 au matin. Il signait son courrier, comme à l'habitude, mais cette occupation ne l'empêchait pas d'être réellement attentif. J'avais posé sur le bureau bleu et moderne qui remplace le mobilier ancien du premier septennat la note qui résumait notre proposition. Je lui fis brièvement un compte rendu et lui parlai du projet de retour. Le président de la République connaissait mieux que tous les autres chefs d'Etat le dossier kurde. Lorsque j'annonçai qu'il nous fallait, devant l'ampleur du problème, employer les moyens de l'armée dont nous disposions dans le Golfe, sous le drapeau des Nations Unies*

[1] *Ibid*., p. 271.
[2] *Ibid*.
[3] *Ibid*., p. 272.

et que nous inverserions pour la première fois le flux des réfugiés, François Mitterrand leva la tête.

« *Vous avez un papier sur cette proposition ?*

- Devant vous, Monsieur le Président.

- Est-ce rédigé ainsi ?

- Oui, avec deux ou trois autres choses, dont une rencontre nécessaire avec Perez de Cuellar pour le convaincre. Nous ne pouvons rien faire sans le consentement et le drapeau des Nations Unies. Ou bien, il s'agirait d'une nouvelle guerre, ce qui ne serait pas inutile d'ailleurs…

- Vous pensez que Saddam Hussein n'aurait pas dû survivre à la guerre, au moins politiquement ?

- Oui, Monsieur le Président. Je m'indigne qu'on puisse laisser cet homme poursuivre ses exactions contre les Irakiens. Vous avez été le premier à accepter l'idée d'un droit d'ingérence humanitaire. La France doit l'appliquer.

- Je me souviens très bien. »

Le président prit la feuille et l'annota en haut à droite de cette phrase : Arriver à ce résultat. »[1]

La position de Kouchner demeure ambivalente. Il présente le droit d'ingérence comme l'ultime réponse aux souffrances humaines, il prétend s'attaquer aux racines du mal. Pourtant, il écrit plus loin : « *Les Kurdes avaient gagné, au moins de ne pas mourir tout de suite.* » Le droit d'ingérence ne vaudrait donc pas mieux que n'importe quel palliatif humanitaire classique, les militaires en plus ?

Comment résoudre ces contradictions ? En évitant d'inscrire le débat dans le champ politique. Privilégiant un discours qui emprunte au lexique religieux, Kouchner parle d'amour du prochain, de partage, des valeurs difficilement contestables. « *Seuls la passion, l'amour ou la compassion équilibreront le goût du meurtre. C'est l'action humanitaire qui autorise le seul grand dessein de notre époque.* »[2] Dans ces conditions, l'humanitaire dessine une spirale infinie. « *Qu'est-ce en effet qui justifie l'ingérence ? La compassion. Qu'est-ce qui pousse à réagir ? Les persécutions, la torture et les assassinats massifs. Qu'est-ce qui impose l'intervention ? L'indignation morale devant le mal.* »[3]

Et Kouchner de prophétiser de nouvelles guerres : « *Que les impatients se rassurent, les ennuis reviendront, le ventre est encore fécond ; les affrontements se préparent dans les*

[1] *Ibid*., p. 273.

[2] *Ibid*., p. 290. La dépolitisation, ou le contournement du politique à des fins politiques, passe par le fait de transformer des questions politiques en enjeux moraux dont la gravité sera évaluée à la discrétion de chacun.

[3] *Ibid*., p. 291.

pays qui furent communistes et se réveillent nationalistes et nus, le feu couve dans les nations pauvres d'une Afrique engoncée dans des frontières absurdes, les poings se serrent au Moyen-Orient et dans la mouvance musulmane de pointe où les fondamentalistes fignolent les prochains assauts. »[1] Et qu'est-ce qui lui fait croire à l'imminence de ce tumulte meurtrier ? Ce qui fonde son analyse est une connaissance fine de la nature humaine, fondamentalement mauvaise. L'argument d'autorité repose une fois de plus sur son expérience de médecin humanitaire : « *J'ai ainsi découvert en plus de 20 ans de parcours dans l'entrelacs des conflits asiatiques, africains et latino-américains et surtout moyen-orientaux que les hommes aiment la violence et la guerre, qu'ils aiment d'abord cela et qu'ils sont tous capables de tout. L'envie génocidaire, je pèse mes mots, sommeille en l'homo sapiens*. »[2] Si la cause de la guerre réside en chaque homme (et non dans d'« obsolètes » et « staliniens » conflits d'intérêts politiques et économiques), elle est un mal avec lequel il faut faire. « *J'ai placé cette pulsion sous la dépendance de l'hormone mâle, cette potion magique nommée testostérone, dont la formule chimique se dessine comme un rêve et qui mène le monde.* »[3] Naturalisation des faits politiques, évacuation de l'histoire, de la politique, telle est la stratégie choisie par Kouchner en lutte pour garder le « *monopole du discours légitime sur le monde social.* »[4]

Kouchner brosse un état des lieux d'autant plus catastrophiste qu'il en détient la voie de salut : le droit d'ingérence humanitaire. Pragmatique, multifonction, le droit d'ingérence est la solution qui suit l'air du temps. Produit d'une « innovation », Kouchner insiste sur ce point, le droit d'ingérence représente le dernier cri de la pratique humanitaire. Mais son promoteur met en garde et rassure surtout : il y a ingérence et ingérence, une première négative et la dernière positive. Et dans ce livre où Kouchner en veut beaucoup au communisme, le premier et unique exemple d'ingérence négative qu'il mentionne est le communisme : « *La première ingérence fut celle du communisme.* » Nous ne saurons de quel point de vue. Reste que le « communisme » est l'exemple parfait de ce que peut être une mauvaise ingérence : « *Ce système ne craignait pas de pénétrer par la violence chez les autres.* » A l'opposé, « *l'ingérence humanitaire répond à un appel. Et le mot est mauvais, puisqu'il évoque une contrainte, alors qu'il s'agit d'assistance, de solidarité, de travail commun. Ce sera la Nouvelle Internationale des cœurs.* »[5] Toutefois, ces déclarations cachent mal une contradiction. Car que dit Kouchner sur l'intitulé de son « *innovation* » ? Premièrement, que le mot est mal choisi ; deuxièmement qu'il est « *délibérément provocateur* », c'est-à-dire anticonformiste, prompt à bousculer les torpeurs idéologiques, à

[1] *Ibid*., p. 309-310.
[2] *Ibid*., p. 311-312.
[3] *Ibid*., p. 312.
[4] Gérard Mauger, « Résistances à la sociologie de Pierre Bourdieu », dans Louis Pinto, Gisèle Sapiro, Patrick Champagne (dir.), *Pierre Bourdieu sociologue*, Paris : Fayard, 2004, p. 391.
[5] *Ibid*., p. 9.

remettre en cause des préjugés surannés ; troisièmement, il revient sur sa position de départ : mieux vaut éviter le mot ingérence, et privilégier celui d'assistance. Le mot ingérence avait été choisi par « *commodité de langage* ».

Mais la pratique humanitaire traditionnelle consiste déjà à porter assistance, solidarité. Quelle est alors la nouveauté ? « *Cette ingérence prétend-elle faire le bonheur des hommes malgré eux ? Non, assurément non, à cette vieille question. L'assistance humanitaire ne rentre pas de force, elle est souhaitée par les populations.* »[1] Nonobstant le terme qu'il a sélectionné, celui d'ingérence, Kouchner insiste dès les premières lignes de son manifeste sur l'idée qu'il n'est pas question de s'ingérer mais de répondre à un appel. Dans ce cas, pourquoi cette dénomination ? Pourquoi ne pas lui avoir préférer une formule plus neutre ? Les polémiques auxquelles a donné lieu cette « innovation » n'ont pas tenu qu'à son intitulé.

Toujours est-il que Kouchner restera extrêmement discret sur les méthodes de son ingérence, et pour cause, elles se révèleront inévitablement militaires. En revanche, il se répète : « *Si les patients nous appelaient, nous arrivions, surtout si c'était interdit, parfois si c'était impossible.* »[1] En l'espace d'une page, le lecteur trouvera cette même idée par trois fois.

L'opportunité du droit d'ingérence a suscité nombre de débats contradictoires. Pour beaucoup, il ne s'agit pas simplement d'une question de cœur où ceux qui le refuseraient seraient ceux qui n'en auraient pas. Le principe de non-ingérence est l'un des acquis des politiques de « décolonisation ». Pour un Etat dominant, intervenir dans les affaires intérieures d'un Etat dominé devenait illégitime, illégal. L'Organisation des Nations Unies cherchait par là à annihiler, en tout cas les rendre moins saillants, les rapports de domination entre souverainetés plus ou moins puissantes. Les textes onusiens prévoyaient toutefois des exceptions à cette non-ingérence, notamment en cas de violation grave des droits de la personne. Dans le domaine du droit international, non-ingérence devait donc être synonyme d'égalité, de respect à la limite. L'on peut par ailleurs considérer que le cas est toujours viable puisque les résolutions non contraignantes adoptées par les Nations Unies concernant ce que

[1] *Ibid*., p. 9-10. Kouchner fonde la légitimité du « droit d'ingérence » sur l'idée qu'il s'appliquerait au nom et à l'appel des peuples. Pourtant, il n'imagine pas pouvoir impliquer les populations concernées dans l'opération de leur propre sauvetage. L'ingérence se fait entre présidents, ministres, ambassadeurs, princes, dirigeants dans tous les cas (le prince « humaniste », dixit Kouchner, Saddrudin Aga Khan, ancien Haut commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Xavier Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations Unies, « arsitocrate, homme du Tiers-monde », des personnages qui troublent par la contradiction qu'ils incarnent. Kouchner ne manque pas de les décrire pour conforter la vision « fin de classes ».) Bernard Hours y voit une recolonisation car le sud n'a pas le droit à la parole (Bernard Hours, *L'idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue*, Paris : L'harmattan, p. 55.) Quant à Annie Collovald, elle constate un « *droit d'ingérence qui se fait au nom d'un peuple contre des autorités politiques qu'il subit mais aussi au nom d'un droit humanitaire international auquel il n'a pas participé et sur lequel il ne lui est pas demandé de s'exprimer autrement qu'en l'approuvant.* » (Collovald, *op. cit*., p. 34.)

Kouchner nomme le « droit d'ingérence » ne mentionnent nulle part le mot « ingérence ». Elles traitent d'« assistance humanitaire » comme s'il s'agissait surtout de « légaliser » ou fixer dans le droit international des méthodes du travail humanitaire tel qu'il se pratique. Qu'à cela ne tienne, Kouchner désire en faire la seule révolution viable et intelligente, l'avenir de l'humanité. « *Pour exprimer ce qui est désormais admis par tous comme un avenir, de Mitterrand à Major et de Havel à Gorbatchev.* » Pourtant, « *nous savons l'effet repoussoir que ce mot provoque dans le Tiers Monde et nous comprenons ce réflexe.* »

Dans le chapitre consacré au droit d'ingérence, Kouchner en narre les premiers travaux pratiques. Le style est vif, les phrases courtes, les dialogues retranscrits à la lettre : il y a de l'action et le lecteur doit vibrer. Les grands hommes entrent en scène. Ils sont multiples et internationaux. Pour inciter les réfugiés kurdes à rentrer en Irak après la première guerre du Golfe, c'est le branle-bas de combat. Enthousiaste, Kouchner va mobiliser la France, la Grande-Bretagne, jusqu'aux Etats-Unis. « *Nous dûmes multiplier les contacts avec Londres et Washington pour expliquer l'idée des relais humanitaires prévus dans une bande de quinze kilomètres le long de la frontière. Succès : dans la nuit du mercredi 17 avril, le président Bush annonçait son intention de créer des camps en Irak dans une bande frontalière de quinze kilomètres, afin de faciliter* le retour des réfugiés. »[2]

Si dans *Ce que je crois*, Kouchner présente le droit d'ingérence comme une grande nouveauté, l'invention de « *nos temps sans exaltation* » n'est pas si neuve qu'il n'y paraît. Ainsi, dans *Le Malheur des autres*, l'humanitaire nous apprend que, à y regarder de plus près, des organisations prestigieuses et dont la probité ne saurait être mise en cause, à l'instar d'Amnesty International, pratiquaient le droit d'ingérence avant l'heure. Et la chronologie peut remonter encore plus loin, jusqu'aux intellectuels engagés : « *Faux malades mentaux malmenés par les psychiatres soviétiques, déportés du goulag qui croupissaient ou mouraient en Sibérie, torturés de Turquie, Kurdes des geôles de Diyarbakir, malheureux Afghans de Poul-i-charki, disparus d'Argentine pour qui tournaient les femmes sur la place de Mai, maltraités d'ailleurs, emprisonnés de partout, avant même qu'Amnesty International, cet observatoire des droits de l'homme, ne prenne sa pleine ampleur et ne devienne ce nécessaire Etat dans l'Etat, qui vous défendit, sinon cette poignée d'intellectuels remuants qui se mêlaient en permanence des affaires intérieures des nations ? Rendons hommage à ces précurseurs, à ceux qui ouvraient le chemin, ces croisés du droit d'ingérence, à ceux-là qui luttèrent contre les égoïsmes gouvernementaux et les langues de bois. Le dernier exercice de style, avant le bris des idéologies traditionnelles, ce fut une manière d'explosion atomique.* »[3] Comment être contre ces intellectuels qui ont fait la gloire de leur histoire, comment rejeter le

[1] B. Kouchner, *op. cit.*, p. 10.
[2] *Ibid*., p. 56. Souligné dans le texte.
[3] *Ibid*., p. 67-68.

travail des ONG de défense des droits humains ? Etre contre ces militants indispensables revient à être contre le droit d'ingérence kouchnérien puisqu'ils en sont les « précurseurs. »

Autre pratique tout aussi indiscutable et dont est issue l'ingérence : la pétition, pratique spécifiquement démocratique. « *Alors que les médecins arpentaient les terrains difficiles, les pétitionnaires agissaient à leur manière. Sous l'impulsion d'Yves Montand et Simone Signoret, Régis Debray, Michel Foucault, Costa Gavras et d'autres, comme Jean Lacouture ou Claude Mauriac, secouèrent les habitudes. Ils commencèrent à Madrid, pour s'opposer aux derniers assassinats de France, les onze condamnés à mort de 1975. Deux courants marginaux confluèrent ainsi, qui mèneront vers un assentiment universel pour ne pas laisser assassiner les autres. Le droit d'ingérence est né de ces pratiques*. »[1] Encore une fois, l'ingérence sera a-politique dans la mesure où ses protagonistes sont issus de la droite comme de la gauche.

L'ingérence humanitaire s'est également appliquée au moment de la pétition de soutien au syndicat polonais Solidarnosc réprimé par le régime de l'époque. « *Contre le socialisme d'oppression, les socialistes de regret, les intellectuels entrèrent en mouvement. Souveraineté des Etats oblige, le ministre des Relations extérieures tint les propos abstentionnistes que l'on sait. Cette position autorisa une belle révolte. Pour avoir salué François Mitterrand, notre groupe se tenait pourtant éloigné des socialistes français et des connivences partisanes. Nous n'étions pas de la bande et le faisions savoir. Comme à l'habitude, à l'initiative de Pierre Bourdieu et de Michel Foucault, autour de Simone, nous nous réunîmes pour relire le texte (…) Les mots qu'ils employèrent justifiaient nos démarches iconoclastes, nos intrusions chez les autres, les courages d'hier et toutes les initiatives à venir. Le droit d'ingérence, illustré par les médecins de l'aventure humanitaire, sortait de cette tradition-là. Les militants des droits de l'homme avaient gagné, la société civile l'emportait sur les politiciens de l'ancienne manière, puisqu'elle leur fournissait leurs idées à venir. Le mouvement humanitaire était en marche, avec son devoir d'ingérence*. »[1]

Kouchner légitime le droit d'ingérence également en l'inscrivant dans l'héritage de Henri Dunant, l'un des fondateurs de la Croix-Rouge. « *Issu de la première génération de l'action humanitaire, le code de la Croix-Rouge internationale prescrivait traditionnellement l'abstention d'assistance dès lors qu'une frontière interdisait l'accès et que la souveraineté d'Etat s'y opposait. En 1859, pourtant, à la bataille de Solférino, Henri Dunant avait commis une ingérence de taille, et toute morale : il se préoccupa du sort des blessés, considérés jusque là comme les résidus des conflits et qu'on laissait mourir sur place. En 1864, grâce à son acharnement, alors que des détracteurs semblables à ceux d'aujourd'hui le vilipendaient*

[1] *Ibid*., p. 74.

et ironisaient sur son action, il fit adopter une première convention sur les blessés de guerre. Puis, on créa la Croix Rouge. Après un demi-siècle de services, cette irremplaçable institution, pionnière de l'action humanitaire, rencontra ses limites. Elle n'agissait qu'en accord avec les gouvernements. Et se taisait, par obligation, sur les grandes répressions intérieures. »[2] Kouchner veut pour son ingérence une légitimité et un succès aussi unanime que celui de la Croix-rouge. « *La première génération de l'action humanitaire après les protocoles additionnels aux conventions de Genève, progrès importants, avait cessé d'innover* », écrit-il. Contrairement à l'humanitaire ancien, l'humanitaire kouchnérien témoigne. Les *french doctors* ont ainsi accouru de plus en plus nombreux pour se donner la main et « *commencer la ronde autour du monde.* »[3]

La tentative de démonstration de Kouchner repose principalement sur des arguments par l'exemple. Cependant, il ne s'agit pas d'ingérence mais d'opérations humanitaires « classiques ». Premier exemple, le Libéria. Au milieu d'explications ethnico-politiques, Kouchner dresse un paysage chaotique de Monrovia, la capitale. Les survivants enjambent les corps qui jonchent routes et trottoirs (il insiste sur cette image avec trois occurrences sur trois pages), les gens mangent des feuilles ordinaires vendues à prix d'or, etc. Cette description est issue du chapitre intitulé « Les pavillons de complaisance » qui court sur treize pages. Il est structuré sur le schéma avant/après. Les onze premières pages sont ainsi consacrées au détail de la « vie quotidienne » des Libériens de la ville orientés à la recherche de nourriture, la violence des soldats, les dîners de Kouchner avec l'ambassadeur.[4] Il s'agit à nouveau de plonger le lecteur dans le décor avec force détails et de parler à son émotion : « *Il fallut malheureusement casser nous-mêmes une porte* [celle de l'ambassade de France] *pour y pénétrer car l'excellent ambassadeur Justetti, qui accompagnait la mission humanitaire et revenait ainsi en poste après son départ du début août, ne s'était pas vu remettre les bonnes clés par le service spécialisé du Quai d'Orsay. Nous nous sommes installés pourtant et le drapeau tricolore a de nouveau flotté sur cette terre de sauvagerie.* »[5]

Le Libéria a été fondé par des esclaves africains américains affranchis. Aucune puissance occidentale ne leur venait en aide. Seule la France osa la réquisition d'un bateau chargé de vivres : « *Ce navire français ouvrit le chemin et avec 3500 tonnes de nourriture permit la survie de centaines de milliers de Libériens. Avec le* Santa Rita*, l'humanitaire*

[1] *Ibid*., p. 79.
[2] *Ibid*., p.107.
[3] *Ibid*., p. 108.
[4] Au sujet de ces repas, Kouchner explique qu'il ne culpabilise pas de ne pas partager puisqu'il est là pour les sauver.
[5] *Ibid*., p. 152.

d'Etat prit-il le rang dans l'histoire des interventions d'urgence. »[1] Ce chapitre se voulait ainsi la démonstration in situ des sauvetages que l'ingérence humanitaire peut produire.

Par extrapolation, Kouchner promet au monde où s'appliquerait le droit d'ingérence humanitaire un autre avenir : « *Jusque là, à l'ONU, on parlait des souverainetés d'Etat et du droit des gouvernements. Cette résolution 688 consacrait le droit des hommes avant celui des Etats, elle autorisait une force humanitaire à pénétrer sur un territoire souverain pour y sauver des vies. Ainsi reprenait exactement les termes des résolutions humanitaires que Serge Telle et Mario Bettati avaient fait voter en notre nom en 1988 et 1990 par l'assemblée générale, qui, contrairement au Conseil de sécurité, n'avait pas pouvoir d'exécution. La communauté internationale affirmait ainsi un droit de regard humanitaire à l'intérieur des pays. Les droits de l'homme n'étaient plus seulement des vœux émis pieusement par des assemblées assoupies. Il s'agissait de la vraie limitation d'une souveraineté, celle qui autorisait à tuer ses propres ressortissants. Les gouvernements y regarderaient maintenant à deux fois avant d'assassiner massivement. Une éthique sans frontières apparaissait. La guerre du Golfe avait enfanté à la fois des horreurs et un droit nouveau aux perspectives exaltantes. Ce droit d'assistance fut appelé trop vite droit d'ingérence, ce qui effraya certains Etats.* »[2] Pour autant, Kouchner se veut rassurant : « *La menace armée au nom des droits de l'homme n'est que l'ultime recours. Au contraire, bien employée par l'opinion mondiale, l'ingérence réduit l'usage des armes. La pantalonnade du putsch soviétique le prouve définitivement.* »[3]

L'évocation du rôle et de la place du militaire tient une place minime dans le récit. Kouchner n'a de cesse de répéter que l'ingérence est une pratique militante, issue de la société civile donc positive, démocratique, équitable. Les institutions militaires jouissent rarement de pareille ferveur. L'ingérence humanitaire reste d'autant plus la seule solution envisageable pour mettre un terme aux maux du monde que les luttes sociales qui se mobilisaient jusque là pour y contribuer sont décrédibilisées par le médecin humanitaire. « *Construire le bonheur du plus grand nombre occupa la jeunesse intellectuelle de nos pays riches.* »[1]

La réaction de Kouchner à l'idée de transformation sociale radicale est allergique. Mais, il ne se contente pas de la réfuter, il fustige aussi ceux qui y oeuvrent : « *Et pourtant les*

[1] *Ibid*., p. 157. Pendant la guerre, les affaires continuent. Les valeurs humanistes de la France ne l'ont pas empêché de recevoir 37,07% du bois exporté de façon illicite au cours des guerres du Libéria (1989-1997), et en Sierra Leone (1991-2002). Les pays de l'Union européenne ont quant à eux recueillis 66,83% de ce bois. La France arrive en seconde position, derrière l'URSS, pour ses ventes d'armes à l'Irak, ce, depuis 20 ans. Les multinationales françaises débarquent dès la fin des guerres pour s'emparer des marchés à prendre, puisque leurs dirigeants viennent de détruire le pays. Lire Claude Serfati, *Impérialisme et militarisme*. *Actualité du XXIème siècle*, Lausanne : éditions Page deux, « Cahiers libres », 2004, p. 88 et 154.
[2] Kouchner, *op. cit.*, p. 266.
[3] *Ibid*., p. 301.

histrions de la révolution chez les autres ne désarment pas pour se lamenter sur le passé, chanter des chansons révolutionnaires qui ont fait couler beaucoup de sang innocent, refusent de vieillir intelligents, amorcent la rénovation des vieux concepts, tentent des liftings sur l'histoire et s'opposent en grinçant à un nouvel ennemi de plus : le supposé droit d'ingérence qui opprimerait les peuples en voulant panser les plaies. Les rebouteux se moquent de l'hôpital. Excès d'honneur ou vraie indignité, les défenseurs surannés des damnés de la terre, ceux qui firent tant d'accrocs dans le tissu des pensées honnêtes croient deviner, derrière les humanitaires, les sbires du capitalisme hideux et de l'impérialisme de vieille tradition. Comme si les oppressions se vivaient mieux d'être prononcées au nom des idéologies apprivoisées. »[2] Pendant que les gauchistes s'enfermaient dans leur obscurantisme mortifère, Kouchner s'investissait dans une « *pratique humanitaire* [qui] *obtint des résultats surprenants et procura une connaissance inégalée des hommes*. »[3]

Kouchner fait peu de cas des personnes qui ont un avis différent du sien. Leur disqualification revient comme un leitmotiv, toujours aussi tranchante. Il refuse la légitimité même de cette opposition qu'il suscite. Ceux qui objectent au droit d'ingérence sont ainsi des « *pusillanimes* », des « *politiques* », des « *conformes* », des « *secouristes traditionnels* », des traîtres « *responsables du pire* », des impuissants et des jaloux.[4] Il retient parmi les arguments contradictoires les suivants : « *c'est dangereux* » ; « *ça ne se fait pas* » ; « *c'est impossible* » ; « *c'est trop médiatique* ». Il rétorque alors que tous ceux qui ne soutiennent pas sa conception de l'ingérence ont sur la conscience tous les maux du monde. De même ceux qui sont contre lui sont avec les tyrans. Kouchner accuse ses détracteurs de « *clientélisme tiers-mondiste attardé* » ou encore de « *conservatisme stalinien obsolète.* »

---

[1] *Ibid*., p. 302.
[2] *Ibid*., p. 303.
[3] *Ibid*., p. 304. Comme le note Bernard Hours, « *Récusant toute analyse de la domination à l'échelle mondiale, les nouveaux idéologues néo-libéraux du développement se veulent pragmatiques, plus performants car désyntoxiqués d'idéologie*. » (Bernard Hours, *L'Idéologie humanitaire*, *op. cit*., p. 66) Le cas Kouchner prouve à son tour la pertinence de cette remarque.
En outre, à travers les écrits de Kouchner, se lit l'évolution du mouvement humanitaire, ici salué comme un progrès avec le tiers-mondisme conspué depuis 1985, année de la création de Liberté sans frontière (LSF), une annexe néo-libérale de MSF. Bernard Hours a analysé cette évolution : « *Dans l'optique néo-libérale, l'heure n'est plus à aspirer à la justice entre le Nord et le Sud mais il convient de gérer et d'optimiser les capacités d'intervention d'urgence, quitte à obtenir un impact plus temporaire que durable. Les causes du mal (échange inégal, dette) ne sont plus au cœur des préoccupations et sont même niées. Il faut agir vite, avec des volontaires qualifiés et non plus avec des militants. Au messianisme tiers-mondiste, devenu caduc, fait place une vision exclusivement opérationnelle pour gérer les situations, en remettant l'examen des causes à plus tard. Le marché de l'humanitaire est né, ce « bazar de la charité » selon l'expression de Charles Condamines dans* Le Monde diplomatique. *Des économistes distingués sont mobilisés pour affirmer qu'il existe des solutions techniques et que la bonne gestion est le seul remède à la pauvreté*. » (Bernard Hours, « ONG et idéologie de la solidarité ; du développement à l'humanitaire », dans J-P Deler, Y-A Fauré, A. Piveteau, P-J Roca, *ONG et développement. Société, économie, politique*, Paris : Karthala, 1998, p. 34-43, cité dans Problèmes politiques et sociaux n°877-878, (dossier constitué par François Rubio), *Les ONG, acteurs de la mondialisation*, Paris : La Documentation française, 2002, p. 45.
[4] Kouchner, *op. cit*., p. 178.

Comme dans le rapport rédigé pour dédouaner Total, Kouchner répond à des objections qui ne lui ont pas été adressées. Ainsi, il estime que les critiques du droit d'ingérence reposent sous le couvert que « *massacrer son peuple appartient à la noble panoplie des prérogatives étatiques ; que prohiber les sauvetages est l'attribut du souverain constitué et reconnu ; que la norme juridique consacre la connivence pacifique des maîtres-chez-soi* »[1] ; qu'il existe un relativisme culturel selon lequel les populations tireraient quelque jouissance à souffrir, « *les tenants des ordres établis, les conformes et les peureux, les gauchistes résiduels et les tiers-mondistes impénitents hurlent à l'impérialisme. A ceux-là, j'affirme que les victimes des massacres ne sont pas consentantes à de rares exceptions près.* »[2] Kouchner nie l'argumentaire de son opposition, et ce faisant son opposition elle-même. « *Non, les combats d'arrière-garde des étatistes nostalgiques des régimes totalitaires défaits n'auront plus de prise demain.* »[3] De même, il subodore une équivalence entre l'« extrême » gauche et l'« extrême » droite : « *Non assistance à personnes en danger : il s'agit d'une conduite criminelle qu'adoptent bien souvent des adversaires de l'ingérence, droite et gauche extrêmes souvent curieusement mêlés. Ceux-là n'admettaient pas que nous aidions les femmes afghanes qui hurlaient vers nous, parce que des musulmans mâles l'interdisaient. Ils sont toujours du côté des plus forts, ils confortent l'idéologie dominante reçue comme objet d'étude ethnologique. Ils condamnent les attitudes morales occidentales, mais admettent plus volontiers les oppressions lointaines.* »[4] Le droit d'ingérence s'appliquera au nom d'un intérêt général, contradictoire à tout intérêt politique.

Kouchner refuse également toute critique car lui se situe du côté de l'action, une raison nécessaire et suffisante. Ainsi, au Vietnam, « *il fallait réagir. Nous l'avons fait, contre toutes les routines et la lâcheté, les conformismes humanitaires et les pusillanimités politiciennes.* »[5] Un peu plus loin, le ton n'est pas moins prescriptif : « *Il fallait dépasser les routines et les habitudes nées du succès de la formule de MSF. Nous l'avons fait contre ceux, coupables de*

---

[1] *Ibid*., p. 292.
[2] *Ibid*., p. 295.
[3] *Ibid*., p. 293.
[4] Ibid., p. 296. Kouchner joue souvent sur le procédé rhétorique « ni-ni » décrit par Roland Barthes. La « *critique ni-ni* » décrit la « *mécanique de la double exclusion* » Barthes prend pour exemple la profession de foi critique de l'un des premiers numéros de *l'Express*, « *superbe morceau de rhétorique balancée*. » L'hebdomadaire défend une conception de la critique qui ne serait « *ni un jeu de salon, ni un service municipal* ». Barthes retraduit en ni réactionnaire, ni communiste, ni gratuite, ni politique. « *Bien entendu, cette belle morale du Tiers-Parti aboutit sûrement à une nouvelle dichotomie, tout aussi simpliste que celle qu'on voulait dénoncer au nom même de la complexité* (…) *Les Ni-Ni* [sont] *toujours adeptes d'un univers bipartite dont ils seraient la divine transcendance*. » (Roland Barthes, *Mythologies*, Paris : Seuil, « Points/Essais », 1957, p. 134-135-137.) Ici, ni communisme-socialisme, ni fascisme, ni « extrême » gauche ni « extrême » droite, ni droite ni gauche. Un procédé qui cherche à amener logiquement à la troisième voie, celle de la « modernité ». Patrick Lehingue parle aussi d'un « *raisonnement autoguidé* » allant jusqu'à « *redénicher la formule aristotélicienne de la voie moyenne, expression idéale de la sagesse.* » (Patrick Lehingue, « Le discours giscardien », dans Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie, *Discours et idéologie*, Paris : PUF , 1980, p. 122.)
[5] *Ibid*., p. 184.

non-assistance à personne en danger, qui ne voulaient pas de ce veilleur des côtes, de ce garde-cœur, de ce navire de sauvetage, hôpital flottant qui marquera l'histoire de l'humanité plus que les cris d'hostilité de ses détracteurs. »[1] L'argument de l'ingérence contre la routine reviendra une troisième fois, l'ensemble sur deux paragraphes : « *Le devoir d'ingérence, en 1978, consistait à tout risquer, à balayer les routines des succès assurés et tout faire pour sauver des corps en mer.* »

Ainsi, l'action demeure prééminente à toute réflexion. A plus forte raison lorsqu'elle bénéficie de la caution d'intellectuels célèbres : « *L'avoir réussi aux côtés de Raymond Aron et de Jean-Paul Sartre, avoir réuni les deux intellectuels les plus prestigieux de France pour une action commune contre la mort imposée par les politiques, donnait à l'ingérence toutes ses chances de succès.* »[2]

De son aveu : « *Qui sont les ennemis ?* » Les dictateurs ? Non. Les ennemis ne sont pas ceux qui oppriment, tuent, embastillent, torturent, affament. Les ennemis sont les « *détracteurs de l'ingérence. Cela n'a rien à voir avec la gauche ou la droite*. »[3] Ceux qui suivent Kouchner sont les progressistes, les autres, des conservateurs, des « *empêcheurs de liberté*. »[4] La seule critique argumentée qu'il reproduit, encore qu'elle concerne plus la pratique humanitaire que le droit d'ingérence, est la suivante : « *Nous reprocher à la fois de ne pas prolonger les interventions d'urgence et de mener des missions au gré des sursauts de la conscience occidentale, c'est négliger un élément très démocratique et républicain à la fois : le peuple de France décide en dernier ressort de l'utilisation de ses ressources humaines et de son argent.* »[5].

Journalistes et humanitaires, même combat

Parce que le malheur des autres est aussi dévoilé par les médias, Kouchner tient à saluer le couple formé par les humanitaires et les journalistes. « *Les journalistes et les* french doctors*, sans le savoir, avaient changé l'opinion publique. Les difficultés des pauvres ne laissaient plus indifférents*. »[6]. Journalistes et humanitaires combattent le même ennemi, l'obscurantisme : « *Les idéologies fermées qui interdisaient l'accès périssent de leur excès. La place du manège à Moscou marque le bout du chemin. Il sera désormais plus difficile pour les tyrans et les partis uniques de massacrer à l'abri des frontières. Auschwitz, les Khmers*

[1] *Ibid*., p. 185.
[2] *Ibid*., p. 185.
[3] *Ibid*., p. 299.
[4] *Ibid*., p. 300.
[5] *Ibid*., p. 195-196.
[6] *Ibid*., p. 12-13.

rouges, les grandes hécatombes : nous, volontaires de l'humanitaire, nous les avons rendues plus difficiles à perpétrer et la presse plus ardues à dissimuler. Ce changement des politiques devient irréversible. On ne pourra plus s'abriter derrière les interdits pour la non-assistance à personne en danger sur la terre. »[1] Si les *french doctors* ont « *modifié l'indignation de la planète* », Kouchner reconnaît que « *sans image, pas d'indignation*. »[2] Il s'agit donc bien d'une relation de complémentarité entre journalistes et humanitaires, les deux professions se réclamant également d'un projet moral centré sur des valeurs similaires : démocratie (et transparence), économie de marché pourvoyeuse de progrès appréhendé dans toutes ses acceptions, moral, matériel, technologique, civilisationnel, etc. Et de citer pour preuve le « putsch de Moscou » qui a provoqué une « *exaltation légitime* » chez tous les « *téléspectateurs de la planète* » cependant que des « *millions d'être s'affaiss*[ai]*ent au Sud Soudan privés de nourriture, oubliés sans malignité par les Occidentaux, faute de regard cathodique.* »[3] Kouchner connaît les règles du jeu : concourir d'ingéniosité afin d'apparaître dans un état le plus délabré possible pour avoir droit au secours cathodique. « *Les sollicitations sont si nombreuses, la manne des soutiens si limitée que les interventions doivent s'imposer par la force de l'insoutenable, ce remords des pays riches.* »[4] Et dans ces conditions, il préconise d'accepter « *sans nous y résigner la loi du tapage* ». Car sans image, pas de « fraternités ». Aussi, « *servons-nous d'elle*. »[5]: Seuls les « moins faibles » ou les « plus forts » des plus faibles seront sauvés. Kouchner acclimate ici au darwinisme social. Mais appeler à la résignation de ce qui pose « problème » paraît difficilement acceptable. Alors Kouchner n'avance plus seul. Sa caution intellectuelle se nomme cette fois Régis Debray et son cours de médiologie générale : la diffusion d'images « choquantes » vise la réaction, le processus de déclenchement de l'action, l'aide : « *Le poids de l'opinion publique est le seul élément que les hommes politiques ne négligent jamais, dans la trilogie du cours de "médiologie générale".* »

« *Des hommes meurent à cet instant en Birmanie, au Tibet, à Ceylan, et personne ne s'en soucie puisqu'on ne les "connaît" pas, qu'on ne les voit pas disparaître. La télévision a créé une familiarité mondiale. Les Occidentaux reçoivent les grands et les petits hommes dans leur chambre à coucher. Cette habitude est nuisible à ceux qu'on ne découvre pas. On*

[1] *Ibid*., p. 13. Jean-Christophe Rufin, ancien président de Médecins sans frontières s'élève contre cette prétention de l'humanitaire à empêcher de nouveaux génocides. Lui, qui ne manque pas de rappeler que les résolutions adoptées par les Nations Unies concernant le « droit d'ingérence » ne sont pas contraignantes, estime inacceptable de comparer Auschwitz à un tremblement de terre, autrement dit de banaliser le crime de génocide au nom de la légitimation du droit d'ingérence.
[2] *Ibid*., p. 13 et 194.
[3] *Ibid*., p. 194.
[4] *Ibid*.
[5] *Ibid*. Plus loin, Kouchner écrira : « *On ne se souvient pas des images absorbées devant le récepteur, elles ne participent pas d'une compréhension mais d'un spectacle.* » (p. 197) Ce, alors qu'il préconisait un peu plus tôt de « *populariser les malheurs* » et de « *se servir des remords* » des riches pour aider les pauvres.

les méconnaît : ils n'existent pas. »[1] La télévision est bien cette fenêtre ouverte sur le monde. Et Kouchner en pointe ici son projet moral : « *La baisse des indignations renforce les atteintes aux droits de l'homme*. » Mais il ne questionne pas la portée informative de ces images. Tout se passe comme si l'émotion se suffisait à elle-même. « *La colère moderne, la morale d'aujourd'hui viennent de l'œil : force et perversité des images. Je sais l'importance d'une enquête longue et courageuse et l'élégance d'un papier de première page dans les journaux qui comptent en France, pays où on lit peu. Je déplore avec Régis Debray la rareté des textes écrits qui, par l'effort de lecture, suscitaient une réflexion. Mais attention aux dérives passéistes. Ne regrettons pas plus les plumes d'oie que les fausses notions de la République opposées aux brouillons télévisuels.* »[2] Il est vrai que cet ordre médiatique a contribué pour une large part à mener l'humanitaire à la place qu'il occupe aujourd'hui, un outil, une arme de politique internationale.

Reste que complémentarité n'exclut pas domination. Le champ médiatique reste subordonné à celui de l'humanitaire. Les humanitaires connaissent mieux le terrain d'intervention, sont plus expérimentés, ont plus de contacts avec les populations indigènes. Et de citer pour l'exemple le faux charnier de Timisoara découvert en 1989 dans la Roumanie de Ceaucescu : Kouchner et ses collègues humanitaires n'ont pas cru un instant à sa véracité ; les journalistes sont tombés dedans. Pourtant, ils avaient été prévenus par les médecins : le nombre de cadavres était trop important, les cicatrices dues à des opérations chirurgicales pratiquées sur les corps trop apparentes. Kouchner déplore n'avoir obtenu pour toute attention l'indifférence : « *Il ne fait pas bon avoir raison trop tôt, on s'attire des haines tenaces* »[3], conclue-t-il.

Les humanitaires ont pour eux la suprématie des discours de vérité et l'action salvatrice. Quant aux médias, ils gèrent leurs stocks d'images éprouvantes catalyseurs d'émotions plus ou moins productives, c'est-à-dire qui déclenchent « *l'élan de solidarité* », « *la générosité des Français* », les dons donc. « *Souvent, elles* [les caméras] *protègent et prolongent les actions humanitaires. Sans les médias pas d'action humanitaire importante, et celle-ci, en retour, nourrit les gazettes. Si on ne rapportait de loin et si vite, la mort d'un enfant ou le sourire d'une mère, l'apitoiement n'entraînerait pas ces grands élans de charité moderne. Sans l'émission de la BBC qui imposa à nos regards la famine en Ethiopie, et des images pénibles, il n'y aurait pas eu « Band aid », l'élan, le rock mondial de Bob Geldoff, aujourd'hui oublié, et sans doute des milliers de vie sauvées*. »[4] Mais l'effet médiatique reste éphémère et Kouchner en a conscience. Sans autre critique que celle du constat, qu'une seule

[1] *Ibid*., p. 194-195.
[2] *Ibid*., p. 195.
[3] *Ibid*., p. 201.
[4] *Ibid*., p. 210.

solution : faire avec. « *Une courte indignation politique se déclencha, insuffisante puisque la situation perdure. Revers de cette médaille : l'attention du public décline. Des images fortes imposent des images plus choquantes encore. Cette escalade de l'émotion la fait disparaître très vite. Si les images s'effacent, le public pense que le malheur s'est envolé. Plus de film, plus de douleur*. »[1]

Pour ne pas finir sur cette impasse, Kouchner change de sujet et préfère reprendre son attaque du politique. Il s'agit de lui destituer sa fonction et sa légitimité à résoudre les conflits. Les nouveaux héros des temps modernes sont désormais humanitaires et journalistiques. Le politique est hors course, il n'a pas su prendre le fameux « train de la modernité ». A lire Kouchner, les Kurdes d'Irak ont été sauvés par les journalistes qui les accompagnaient dans leur exil, et par l'équipe mobilisée par lui-même : « *C'est probablement la première fois que l'information sauve un peuple et contraint la communauté internationale à l'ingérence humanitaire. Demain il faudra faire pour les Chiites, les Birmans, les Sri Lankais, les Tibétains ce qui fut fait pour les Kurdes*. »[1]

Seul contre tous, malgré tout

En définitive, Kouchner ne nie pas les limites du prisme médiatique à travers lequel le citoyen, réduit à son statut de téléspectateur, lit l'événement qui se joue. Or, loin de condamner, il préfère saluer le courage d'une minorité de journalistes reporters qui éprouvent leur sujet de l'intérieur. Dans *Ce que je crois*, Kouchner n'a de compliments à formuler qu'à lui-même. Les portraits qu'il y dresse ont surtout pour fonction de mettre sa propre personne en valeur. En revanche, dans *Le Malheur des autres*, peut-être parce qu'il s'agit de promouvoir une entreprise collective, l'ingérence, Kouchner parvient à s'effacer derrière le « nous ». Le « nous » collectif revient très souvent, là où dans *Ce que je crois* il était rare. Mais la première personne sait opportunément revenir sur le devant de la scène, notamment aux moments où Kouchner raconte comment il modifie le cours de l'histoire. La position du « nous » n'est alors pas de la même portée que l'action du « je ». « *A quoi servaient les médecins s'ils n'alertaient pas le monde sur l'usage assassin du blocus alimentaire comme une arme de guerre ? Silencieux, nous étions complices du massacre systémique d'une population. J'ai donc publié Le Massacre des Biafrais. Mes compagnons d'alors répugnaient à la politisation de l'aide humanitaire. Ils n'avaient pas une très bonne opinion des pratiques militantes, y compris celle dont j'étais issu : la militance étudiante pour la paix en Algérie et le combat contre le stalinisme. Au début, je me suis senti bien seul. J'étais en possession d'informations qui devaient modifier les comportements, mais les responsables politiques ne*

[1] *Ibid*., p. 211.

s'y intéressaient pas plus que mes amis d'Awo-Omama. Seules les Biafrais me poussaient à agir. Eternelle leçon : les victimes ont voix au chapitre, à l'exclusion de tout autre considérant. Voilà la première ingérence imposée, celle que nos patients exigeaient, même si les politiciens et les juristes faisaient la petite bouche et retenaient à peine leurs ironies meurtrières. »[2] Kouchner se décrit souvent seul contre tous, et à le lire, cette situation semble lui réussir. C'est dans cette posture à contre-courant qu'il est le plus efficace.

A travers ses écrits, Kouchner témoigne de son attachement à l'idée que l'histoire puisse être le fruit des décisions d'une poignée de protagonistes éclairés au destin de figure littéralement exceptionnelle, historique.

Kouchner a essuyé son lot de désapprobation et autres railleries, selon lui parce que « *la nouveauté pousse les certitudes à l'inaction*. »[3] Exception faite de Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Claude Lanzmann, Jean-Marie Domenach, Léon Poliakov, Pierre Vidal-Naquet, Maxime Rodinson, Alfred Kastler, Michel Leiris, tous « *émus par le combat et les misères des Biafrais* » et que Kouchner présente comme les « *premiers soutiens de l'ingérence* », fidèle à son usage de la prosopopée. Sans eux, le droit d'ingérence aurait-il été moins légitime et indiscutable ? Ces cautions intellectuelles doivent évacuer tout doute, tout questionnement.

Incarnation de la figure du héros solitaire, Kouchner affronte seul les idéologues, les égoïstes, les carriéristes : « *On me fit comprendre que je me mêlais de ce qui ne me regardait pas, comme aujourd'hui encore certains conservateurs et beaucoup d'envieux : refrains des routines et des bassesses (...) Je découvris des blocages mentaux insoupçonnés : mélanges de nœuds psychologiques et d'intérêts personnels, de carcans idéologiques et de méfiance de l'inconnu. Les indifférents avaient gagné et les Biafrais avaient perdu.* »[4] L'histoire du Biafra aurait été différente si Kouchner avait obtenu l'autorisation (de qui ?) de s'ingérer (comment ?) : « *Le Biafra est mort de la non-ingérence*. »

Obstiné, il ne désarme pas : « *J'affirmais doucement l'importance politique de l'innovation.* »[5] Il parle ici de la création de MSF. Mais là aussi, il n'est quasiment pas soutenu : « *Lorsque MSF, notre organisation, vit le jour, la Croix-Rouge, le Conseil de l'ordre des médecins et les diverses institutions de charité nous battirent froid (...) Ils prononcèrent des jugements définitifs et méchants (...) Ils affirmèrent l'inutilité de MSF, émettant les mêmes réserves avec des mots semblables à ceux que j'entends prononcés*

[1] *Ibid*., p. 212.
[2] *Ibid*., p. 113.
[3] *Ibid*., p. 114.
[4] *Ibid*., p. 115.
[5] *Ibid*., p. 117.

aujourd'hui contre le droit d'ingérence. Avoir agi pour son semblable ne protège ni de la haine ni de la vanité : au contraire. »[1]

Comment expliquer cet acharnement dont Kouchner est la victime ? Réflexe de conformistes, répond-il. Tous ceux qui ne soutiennent pas Kouchner, y compris à l'intérieur du champ humanitaire sont des jaloux, des frileux, des constipés : « *Aujourd'hui les organisations humanitaires françaises jouissent d'une reconnaissance mondiale. Malgré ces succès techniques et une réputation flatteuse, certaines d'entre elles présentent la même attitude de rétention technocratique et de préservation des acquis qu'une certaine Croix-Rouge lorsque nous avons fondé MSF. J'entends les mêmes expressions de frilosité, de conservatisme et de jalousie. Certains propriétaires des misères du monde veulent continuer à vivre des afflictions. Ils n'entendent pas les éradiquer. Ils ne souhaitent pas retourner à leur métier d'origine. Ils refusent que la notion d'ingérence et donc la morale fassent des progrès en dehors d'eux, ce qui relativise les engagements, les compréhensions et les générosités.* »[2] Kouchner n'est pas de ceux-là. Pour bien marquer la différence, il plonge son lecteur dans une séquence action qui doit être aussi mémorable que les précédentes.

Voici le contexte : au sortir immédiat de la guerre du Golfe, les populations kurdes d'Irak fuient le pays. Kouchner et les siens, des personnalités de la trempe de Danielle Mitterrand, sont en alerte. Il faut les secourir. A leur grand dam, les amis des Kurdes ne sont soutenus par personne car ils ont « raison trop tôt ». Les premières images sont diffusées sur les chaînes de télévision françaises, d'où choc, d'où réaction. Jusque-là, le nous est de rigueur. L'émotion est à son comble et rend propitiatoire une action politique d'envergure. Dont acte.

« *Comment alerter l'opinion un week-end de Pâques ? Comment secouer les gouvernements quand ils ne nous entendent pas ?* » Kouchner possède la réponse. Le nous s'efface alors devant le je kouchnérien : « *En désespoir de cause, je suis revenu à la vieille méthode, celle que je connaissais bien : la pétition.* »[3] A cet instant précis, les choses s'apprêtent à évoluer substantiellement. « *Ce simple texte marqua le sursaut.* »[4] L'opinion publique réagit cependant que les hommes politiques se disent « *peinés et très attentifs aux propositions* » des humanitaires. « *J'avais remis à Jean-Louis Bianco [secrétaire général de l'Elysée], pour François Mitterrand, un plan en sept points dont les deux derniers concernaient l'utilisation des moyens militaires dont nous disposions dans la région et les parachutages de vivres et de matériel sur les montagnes couvertes de familles désemparées. La cellule de crise du Quai d'Orsay siégeait sans trêve pour apporter les éléments techniques*

[1] *Ibid*.
[2] *Ibid*., p. 118.
[3] *Ibid*., p. 231.
[4] *Ibid*., p. 232.

à ce plan. »[1] Certes, le meneur avouera que Danielle Mitterrand a eu « la première » l'idée des parachutages de vivres. En outre, Yves Montand a participé à la rédaction du texte de la pétition.

Mercredi 3 avril, Bernard Kouchner part visiter des camps de réfugiés à la frontière turco-irakienne. Deux députés se joignent au périple. L'avion atterrit à Ankara. Direction : l'ambassade de France. Kouchner rencontre des ministres turcs qui refusent catégoriquement d'accueillir les réfugiés sous mille prétextes. Ils rechignent également à ouvrir leurs frontières pour permettre la visite des camps. « *Si toute minute compte lorsqu'il s'agit de réussir une mission dont dépend le sort de milliers d'hommes, il faut pourtant savoir perdre chacune de ces soixante secondes pour avancer plus loin.* »[2] Il parvient finalement à passer la frontière turque pour se rendre dans le camp de Cukurca en Irak. Nous précisions plus haut qu'il n'était pas parti seul. Assistons maintenant et à nouveau au glissement du nous au je et notons à quel point, en fonction du sujet de l'action, celle-ci n'a pas la même valeur symbolique ni la même portée politique : « *Nous atterrîmes sur un terrain militaire, au-dessous d'un fort turc. Des soldats semblaient nous attendre. Nous découvrîmes qu'ils étaient là pour un ministre d'Etat turc et le fameux super-préfet que nous tentions de joindre en vain depuis deux jours. Des journalistes venus du fort plus haut semblèrent brusquement sortir de terre (…) Un général turc s'approcha. Nous parlâmes. Il se montra hostile. Je lui affirmai que nous irions en face, à pied s'il le fallait. Il me dit que l'armée avait consigne de tirer. Sur les réfugiés, sur un ministre français, sous les yeux des télévisions ? Je partis sur le sentier. Il s'opposa, me repoussa, aidé des autorités civiles turques. Nous nous querellâmes. Les journalistes nous entouraient. Je le poussai sous les caméras, je le remerciai de sa compréhension et je l'embrassai sur la bouche, sous la moustache de guerrier. Ridicule ou imparable, la supercherie fonctionna. La presse était là, le super-préfet ne venait pas, la situation pouvait dégénérer : le général accepta que je pose le pied de l'autre côté, chez les Kurdes, en Irak, dans le camp.* »[3] Kouchner décrit le camp vu de l'hélicoptère. Puis, sur la terre ferme, il est accueilli en héros : « *On nous enleva, nous porta, nous tira, on nous arracha de terre pour nous mener vers une barrière fictive que gardaient des hommes en armes et qu'assiégeaient la foule. Un homme (…) m'interdit en anglais d'aller plus loin. Je lui échappai violemment et je m'approchai des barrières pour rentrer dans les premiers rangs. Je devais toucher ces gens-là, les assurer d'une présence amie, leur promettre quelque chose. Ce fut un épouvantable match. Les femmes tombaient à nos pieds. On me tendait des enfants fiévreux ou flasques, presque agonisants, pour que je les emmène et que je les sauve. Basculé, bousculé, déchiré, ivre, je fus tiré en arrière par les responsables du camp.* »[4] Finalement,

[1] *Ibid*., p. 232-233.
[2] *Ibid*., p. 235.
[3] *Ibid*., p. 239-240.
[4] *Ibid*., p. 242.

Kouchner restera le temps de suggérer aux réfugiés de patienter en attendant les secours. Il raconte qu'à leur départ, les gens criaient « *Vive la France !* »

Kouchner revient quatre jours plus tard en Iran car le pays ouvre, quant à lui, ses frontières. Et il ne vient pas seul : « *Les militaires français* [sont] *très à l'aise dans l'action humanitaire* »[1], se réjouit-il tout en admirant le « *ballet impeccable* » des C160, F15, F16 et autres « Tigre ». Si Kouchner consacre trois chapitres à l'exil puis au sauvetage des Kurdes, c'est parce que l'opération se veut la vitrine du succès potentiel du droit d'ingérence. Pourtant, il conclura son héroïque récit par un commentaire contradictoire : « *Même si cette opération aéroportée permettait de sauver des milliers de vies et d'attendre la suite dans de moins mauvaises conditions, elle ne constituait pas une solution au problème des Kurdes en fuite. Ni à celui des Chiites dont personne ne se souciait.* »[2]

Autocongratulation, autohéroïsation, autoproclamation, autolégitimation, disqualification des critiques et adversaires, dépolitisation, deshistoricisation, agent de maintien de l'ordre symbolique, politique, économique, social dominant. Kouchner va mobiliser ces ingrédients dans son désir d'occuper un poste à l'international, à la tête de l'ONU par exemple. Dans cette perspective, *Les Guerriers de la paix* fait office de véritable carte de visite.

4 Si vis pacem, para bellum

Au ministère de la santé, tout le monde pleure. Des fonctionnaires désemparés saluent une dernière fois l'instigateur d'une « aventure médicale passionnante » : « *Nous avons heurté nos verres de champagne et entendu de brefs discours qui n'arrivaient pas à masquer leur tristesse. Des secrétaires et des huissiers pleuraient dans les couloirs, étreignant Eric Chevallier et moi comme si nous nous acheminions vers une mort certaine. Vint le moment des adieux et des larmes ravalées.* »[3]

Dans cette ambiance de lyrisme moite, Kouchner s'interroge : « *Qu'allais-je chercher au loin que je ne pourrais trouver auprès des miens ? La peur à vaincre tous les jours, l'héroïsme que le quotidien révèle pourtant mieux que l'exotisme, cette morale subversive, fuyante anguille, ces serments de jeunesse auxquels on s'efforce de rester fidèle malgré le*

[1] *Ibid*., p. 268.
[2] *Ibid*., p. 269.
[3] Bernard Kouchner, *Les Guerriers de la paix. Du Kosovo à l'Irak*, Paris : Grasset, « Le livre de poche », 2004, p. 79.

temps qui passe : entrer en résistance contre l'oppression, toujours, partout ; n'être à l'abri de rien, faire sienne la douleur des autres, sans oublier ce qui fait pétiller les autres. Il y a deux sortes de gens, disait Kipling, ceux qui restent chez eux, et les autres. »[1]

Kouchner a une nouvelle mission. Les raisons invoquées à son départ, extensibles aux autres, passés, peut-être à venir, appartiennent au registre du sauvetage, du don, de l'altruisme pur et désintéressé.

Si *Ce que je crois*, comme le titre l'indique, était tout orienté autour de la personne de Bernard Kouchner, *les Guerriers de la paix* met en avant le collectif. Kouchner évoque ces séances de travail, ces instants d'émotions décrits avec sentimentalisme et fierté. Il décrit une équipe qui demeurera « *célèbre dans les annales de l'ONU*. »[2] Kouchner s'est entouré d'une « *dream team* », composée de diplomates et d'experts, les « *expats* », à propos desquels il ne tarit pas d'éloges. Il les présente avant tout comme une « bande de militants » dont il fait partie, tous dévoués à la cause humaniste. La reconstruction du Kosovo se veut une entreprise a-politique. Kouchner et son équipe ne sont pas des politiques envoyés par des classes dirigeantes mais des militants de la paix. La femme de Jock Covey, le bras droit américain de Kouchner « *avait enseigné et se dévouait pour une fondation qui prenait en charge des enfants palestiniens et israéliens, leur offrant de passer ensemble quelques semaines de vacances. La prévention des conflits se concrétise dans ces initiatives de la société civile, qui s'opposent à l'absence d'imagination des politiques. En vérité, toutes les avancées de la société civile viennent des ONG et des militants, souvent religieux, parfois groupusculaires. Ainsi, les droits de l'homme, considérés non pas comme une finalité mais comme une condition préliminaire, les entreprises humanitaires, environnementales, les missions de paix, s'enracinent dans l'obstination de quelques hommes et femmes qui ne croient plus guère aux drapeaux des partis politiques, leur préférant les activités et les engagements fraternels des combats associatifs.* »[3] Loin des logiques politiques, partisanes, Kouchner et son équipe onusienne sont des « associatifs » avec tout le désintéressement que le titre implique. Et nonobstant une description sous le mode héroïque, ils n'en restent pas moins humains. D'où l'évocation de ces soirées d'hiver au cours desquelles le whisky coulait à flot.

Les Guerriers de la paix devra se lire comme un livre d'aventure avec son lot d'émotions, de suspens, de rebondissements, de personnages à la carrure parfois mythique en tout cas exceptionnelle. Abnégation, sacrifice de soi, altruisme, gratuité de l'acte : une leçon de morale que Kouchner inflige à ses lecteurs comme à ses adversaires. Dans ces conditions, tout regard critique sera mal venu. D'autant que ces héros finissent souvent par mourir : un

[1] *Ibid*., p. 79-80.
[2] *Ibid*., p. 78.
[3] *Ibid*., p. 76-77.

avion du programme alimentaire mondial s'écrase : « *Respect et amour pour ceux-là que nous ne connaissions pas, qui étaient venus de loin pour protéger les autres et qui en étaient morts.* » De même, Kouchner dédicace son opus à une partie de la *dream team* qui a été tuée dans un attentat à Bagdad.

Les anecdotes, nombreuses, seront plus ou moins graves. Les périodes de tension alterneront avec des moments plus décontractés. Dans tous les cas, il s'agit d'encenser ces « guerriers de la paix ». Et plus le terrain s'avérera impraticable, il le sera le plus souvent, plus brillants ils se révèleront.

Les Guerriers de la paix détonne avec *Ce que je crois* ou *Le malheur des autres*, rapport au nombre de portraits dressés, tous positifs. Kouchner n'aura ainsi pas de mots assez doux pour remercier celui qui l'a nommé SRSG : Kofi Annan, alors secrétaire général des Nations Unies. Sa reconnaissance est sans borne : « *Tous ceux-là auraient donné leurs vies pour la considération de celui que nous estimons tous, et dont nous recherchons à maintenir l'amitié comme un bien exceptionnel : le premier d'entre nous, Kofi Annan*. »[1] Et, pour le coup, Kouchner mettra ses critiques de l'ONU de côté pour s'apercevoir que « *l'acharnement au service des autres, voilà ce qui caractérise cette curieuse ONG officielle que sont les Nations Unies*. »[2] Pour éviter de renier sa récurrente disqualification du politique, il fait muer l'Organisation des nations unies en ONG : « *L'ONU, je l'ai fait remarquer, est une sorte d'ONG. Elle ressemble à une grande patrouille de scouts solidaires, souvent perdus, toujours sentimentaux*. »[3]

Au-delà de son employeur, Kouchner se montrera dithyrambique à l'égard de William, dit Bill, Clinton, alors Président des Etats-Unis d'Amérique : « *Il était vraiment grand ce président. Il se déplaçait souplement, comme un athlète. Son visage juvénile rougissait sous la neige et le froid. Lorsqu'il se déplaçait on avait l'impression que l'ensemble du décor bougeait avec lui. Il se trouvait toujours au centre de l'image.* »[4] Clinton est un artiste, raconte Kouchner : « *J'admirais les capacités d'adaptation de Clinton, le ton déférent et familier qu'il savait trouver, différent pour chacun, les Serbes comme les anciens maquisards, laissant ainsi croire à tous qu'ils partageaient une confidence avec le président des Etats-Unis. Plus que de l'art, une vraie sincérité*. »[5]

Mais alors, Kouchner oserait-il avouer implicitement sa position dominée face à Clinton ? Même le dirigeant de la superpuissance mondiale vient s'enquérir de conseils auprès

[1] *Ibid*., p. 98.
[2] *Ibid*., p. 94.
[3] *Ibid*., p. 107.
[4] *Ibid*., p. 266.
[5] *Ibid*.

de l'humanitaire français : « *Bernard, qu'est-ce que je dois faire ? Le président était assis à ma gauche (...) Bill Clinton avait rencontré les protagonistes, prôné la paix et le dialogue entre les ethnies, puis nous avions gagné un recoin tendu de liège mal collé pour cette réunion générale pendant laquelle nous allions tenter l'impossible. Je lui expliquai que les Serbes étaient à la veille d'un accord avec nous, que je croyais possible un gouvernement multiethnique de la Province et qu'il lui fallait insister, pour que l'accord soit accepté aujourd'hui en sa présence.* »[1] Kouchner dépeindra Clinton sous les traits d'un homme de paix et le surnommera le « *militant Clinton* ».

Richard Holbrooke, l'ambassadeur des Etats-Unis auprès des Nations Unies, est, quant à lui, un ami proche. « *Comme on peut le lire par ailleurs, nous étions membres du très petit club des militants de l'ingérence. J'aime chez lui l'érudition, ce mélange de sensibilité européenne et de volonté, parfois de brutalité, américaine. Il est un négociateur exceptionnel et un politique très intelligent. Son aptitude à convaincre les pires adversaires nous permit d'imposer au Conseil de sécurité les élections municipales et les autres scrutins*. »[2] A l'instar de Kouchner, « *Holbrooke ne pratique pas la langue de bois.* » Et comme lui, il est un véritable « *guerrier de la paix* » : « *La nuit, des discussions interminables tentaient de régler le sort du Kosovo, des Balkans et du reste de la planète ! Mon ami Holbrooke est une pacifique machine de guerre*. » Kouchner multiplie les oxymores. « Pacifique machine de guerre » ou « soldats de la paix » brouillent les pistes. Il faut choisir, on ne peut pas être l'un et l'autre. Encore une fois, Kouchner nie cette obligation. Holbrooke bénéficiera d'un chapitre à lui tout seul, mais Kouchner n'est pas loin. « *Richard Holbrooke était en séminaire avec Veton Suroi, dans une délicieuse île grecque où j'aurais dû me trouver aussi. Une guerre vaut en moyenne deux cents invitations à ce genre d'exercice académique. Mes deux amis me téléphonèrent, pratiques, comme à l'habitude : "Bernard, les choses se gâtent, les gouvernements oublient les Balkans, ils croient que tout est réglé. Préparons une tournée pour remettre les pendules à l'heure, pour empêcher le départ des troupes et trouver des solutions aux problèmes les plus urgents. Tu dois en être"* (…) »[3] Et Kouchner de rétorquer : « Ready to serve, Mr. Ambassador. *Tu t'occupes de tout, bien sûr…* » Puis, de reprendre ses louanges : « *Richard Holbrooke est une grande gueule, tonitruant, brillant, avec trois coups d'avance sur tout le monde. Il parle fort pour dissimuler non pas une timidité, mais une forme de fragilité. Ce vorace tendre est aussi un sentimental, boulimique d'action et de coups d'éclat. Mon ami veut agir et peser sur le cours des choses. Il me comprend avant que je parle et ne m'interrompt pas pour autant. Je tente de faire de même. Il me surnomme ironiquement « Monsieur le Roi », jugeant que la résolution 1244, dont il fut un des artisans, faisait de moi le souverain de ce Kosovo improbable. Richard personnifie à mes yeux l'idéal*

[1] *Ibid*., p. 267.
[2] *Ibid*., p. 270.
[3] *Ibid*., p. 367.

démocrate américain, cette gauche américaine que l'on brocarde en France et dont on a tellement à apprendre. Obsédé de politique, il la respire dès le réveil, il raisonne en politique toute la journée, tout en ayant des activités financières et en fréquentant assidûment ceux qui comptent à New York et à Washington. C'est une vraie machine, un monstre d'intelligence, un négociateur redoutable qui ne perd jamais de vues les droits de l'homme. Un activiste aussi, qui met sur pied le financement du traitement des maladies du HIV-Sida à travers les entreprises industrielles des trois continents, surtout en Afrique. »[1] Homme en avance sur son temps, homme d'alerte, « grande gueule » mais tendre et fragile, activiste, fondamentalement démocrate, réaliste et pragmatique, pas fâché avec l'argent, un Richard Holbrooke qui ressemble étrangement à Bernard Kouchner.

En outre, fort de cette figure exemplaire, Kouchner enjoint la gauche française de s'en rapprocher, de s'en inspirer. Le message : la finance et la morale sont non seulement compatibles mais la seule troisième voie viable. On peut aimer la bourse de Wall Street et se soucier des droits de l'homme. On peut chercher à soigner les malades du sida en comptant sur la collaboration volontaire et naturelle des multinationales du médicament. Le capitalisme n'est pas incompatible avec la justice sociale. A travers ses écrits, l'humanitaire cherche à persuader que les idéologies ont toutes mené aux génocides les plus sanglants et autres massacres cependant que le capitalisme a enfanté des avancées sociales et humanitaires inédites. Et pour cause, le capitalisme n'est pas une idéologie. Kouchner dresse le portrait de ministres, ambassadeurs, princes, présidents, religieux, chefs divers, dirigeants dans tous les cas et dans tous les cas mus par la défense de l'indigent. Les conflits de classes sont décrétés obsolètes, les drames humains s'originent dans des populations haineuses, des idéologues qui aspirent à renverser l'ordre naturel des choses, plus précisément à prendre la place de ces humanistes qui gouvernent le monde. Plus tard, Kouchner taxera toute critique de la politique américaine d'antiaméricanisme, excusant les turpitudes irakiennes par de simples erreurs stratégiques et autres méconnaissance involontaire. Plutôt que de condamner, il faut aider les Etats-Unis à faire de leurs campagnes « humanitaires » une réussite. La description du parcours croisé de ces deux humanitaires que sont Kouchner et Holbrooke se poursuivra sur de longues pages.

Tony Blair n'est pas en reste. Cet autre partisan de l'ingérence « humanitaire » est lui aussi une « *bête politique* » : « *Il capte les regards et l'attention de ceux qu'il veut séduire ou convaincre. Il les contraint à s'intéresser à ses arguments. Même devant une foule ses gestes sont destinés à quelqu'un, il cible une personne unique. Il se déplace comme un fauve : il est « physique ».* »[1] Kouchner se sent petit à côté de ce monstre : « *Nous descendîmes dans la rue et le premier ministre anglais gagnant le stade où il devait prononcer une allocution prit un*

[1] *Ibid*., p. 367-368.

bain de foule. Il était vêtu d'un costume bleu électrique, chemise blanche, cravate claire. Je me souviens que je portais une veste de toile beige et que je me sentais pataud à marcher derrière lui. » A force de ne trouver aucune faiblesse à cette gauche anglo-saxonne, Kouchner semble indiquer où la gauche française doit prendre exemple. D'ailleurs, il avoue prendre « *une petite leçon de politique* » face à Blair qui lui loue les bienfaits du système « social » britannique fondé sur la « *responsabilité et non l'assistance.* » « *Le soir, dans le petit bureau, nous étions trois : Tony Blair, Mike Jackson et moi. J'avais une veste plus élégante et, bien sûr, le Premier ministre était en jean !* » Au Kosovo, Kouchner va franchir un pas en avant dans sa stratégie d'ascension sociale parmi la fraction dominante des classes dominantes, du moins dans le champ politique.

Du ministère de la santé aux pleins pouvoirs américano-onusiens

Bernard Kouchner s'envole pour le Kosovo alors qu'il est ministre de la santé dans le gouvernement de cohabitation de Lionel Jospin. Sa nomination au poste de Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU au Kosovo a été le produit d'une sélection parmi d'autres concurrents. Comme souvent en matière de politique internationale, l'accord des Etats-Unis était indispensable. Et Kouchner sera étroitement surveillé par la première puissance mondiale, notamment à travers son bras droit américain Jock Covey.

Hubert Védrine, alors ministre des affaires étrangères et opposé au bombardement dans les Balkans, l'approche dans le plus grand secret :
« - *Nous aurions pu et dû signer à la conférence de Rambouillet.*
- *Avec Milosevic ? Pour qu'il ait les mains libres au Kosovo, reniant une fois de plus sa signature ? Le droit d'ingérence avance, Hubert, une conscience internationale des droits de l'homme se développe, une mondialisation des énergies militantes.* »[2]

Le souci de la retranscription très précise de ses entretiens avec des personnalités politiques qui le louent constitue un invariant. Lionel Jospin lui lance un jour : « *Ton énergie et ton travail manqueront à ce gouvernement, mais tu es un des rares à pouvoir sortir l'ONU de ce guêpier : c'est une chance et un atout pour la France. Je respecterai ta décision, qu'elle quelle soit. Je sais aussi ce que tu penses*. »[3] La première séquence émotion, en introduction du livre, transcrit ainsi un entretien reproduit mot pour mot sur sept pages.

[1] *Ibid*., p. 272.
[2] *Ibid*., p. 39-40.
[3] *Ibid*., p. 41.

Kouchner dit accepter le poste qu'il appréhende comme un prolongement du travail humanitaire et une mise en pratique de son droit d'ingérence : « *L'ingérence, oui, fruit de cette action humanitaire à laquelle tu ne crois guère : la protection des minorités. On me donne l'occasion de prouver que cela peut marcher. J'y vais*. »[1] Enfin, il rencontre le président Jacques Chirac qui lui dit : « *Je suis heureux que ce soit vous. Je viens encore de parler avec Kofi [Annan]*.
- qui n'a pas officiellement choisi…
- Pas encore. Mais vous êtes le seul candidat sérieux. Votre connaissance du terrain des hommes, l'habitude des conflits et du maintien de la paix, MSF et le reste. Toubib, vous êtes notre homme. (…) Allez, toubib, c'est un honneur pour la France. Nos forces sont engagées. Nous avons besoin de vous dans une mission réputée impossible. »[2] D'où le consensus, d'où la légitimité accordée de facto. Kouchner fait alors parler Christine [Ockrent] : « *Evidemment, tu ne peux refuser, c'est ton combat pour l'ingérence, une victoire mondialement reconnue de tes idées. Tu ne peux te dérober, l'occasion est unique* (…) »[3] Kouchner décrit son départ comme s'il partait pour la guerre. Les premières dizaines de pages de son opus ne sont que flatterie et émotion. « *J'appris à mon père mon prochain départ. Malade, il ne pouvait alors s'exprimer que par écrit* (…) »

D'ici à son départ, le ministre ne manque à aucun de ses devoirs. Comme si de rien n'était, il se rend comme prévu à la Conférence sur la famille à l'ONU, le 6 juillet 1999. Il annonce ainsi la création du FSTI, le Fonds de solidarité thérapeutique international, prélude au jumelage hospitalier ESTHER, Ensemble pour une solidarité thérapeutique en réseau : « *Ingérence thérapeutique cette fois : allez chez les autres pour nous mêler de ce qui nous regarde, de la vie et la mort des plus pauvres*. »[4]

C'est lors d'une soirée entre onusiens et onusiennes que Kofi Annan confirme enfin son choix. Bernard Kouchner est convoqué :
« *- Ready to serve, Bernard ?*
- Ready, Sir. »[5]
Kofi Annan y va à son tour de sa célébration : « *Nous avons déjà travaillé ensemble en Afrique. Je connais ton parcours. Tout le monde te connaît dans la maison. Tu as construit des ONG qui ont changé les rapports internationaux, et attiré l'attention sur la prévention des crises. Tu as occupé des postes dans plusieurs gouvernements français même en temps de cohabitation, on sait reconnaître ta capacité d'action et ton courage. Tu en auras besoin dans*

[1] *Ibid*., p. 42.
[2] *Ibid*., p. 44.
[3] *Ibid*., p. 45.
[4] *Ibid*., p. 51.
[5] *Ibid*., p. 53.

les Balkans (…) »[1] Le secrétaire général de l'ONU lui annonce que « *là-bas,* [il aura] *les pleins pouvoirs pour reconstruire le pays*. »

Bernard Kouchner sera nommé SRSG, *Special Representative of the Secretary General*, ou Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, « avec rang de secrétaire adjoint des Nations Unies. » Son mandat court de juillet 1999 à janvier 2001. « *Il s'agissait, selon les termes du mandat international, de créer des structures administratives de base afin de combler les vides laissés par l'administration serbe : une structure administrative intérimaire en bref, à côté de l'administration des Nations Unies. Deux entités donc*. »[2] Le Kosovo est un protectorat officiel. Un mot ressuscité de l'époque coloniale qui embarrasse Kouchner. Evitant le dissensus, le SRSG insiste sur l'idée que, grâce à lui, ce néo-colonialisme, n'aura pas lieu. Il s'évertuera à inclure toutes les parties à participer à la reconstruction politique du pays. Ni colonialisme, ni indépendance, Kouchner choisit la voie médiane : « *Sur place, nous avons choisi une troisième voie, celle de la difficulté et non du colonialisme, celle du principe de réalité et du choix politique : nous avons décidé de fondre ces deux structures, de travailler avec tous les Kosovars. Une administration mixte codirigée par des locaux et des internationaux. Cela ne s'était jamais fait*. »[3] Et étant donné le succès, il s'érige en modèle à étendre : « *Les Américains auraient dû suivre ce modèle en Irak dès les premiers jours, ne pas laisser piller les hôpitaux, assurer la sécurité. Mes amis avaient tenté, en vain, d'en convaincre Paul Bremer avant leur assassinat.* »[4] Pour tout dire, Kouchner ne cessera d'établir un parallèle comparatif entre la réussite de son entreprise au Kosovo et l'échec patent des Etats-Unis en Irak.

Et d'insister : « *Au fond, ce fut ma seule décision vraiment politique. J'avais voulu impliquer les Kosovars, toutes les ethnies, les Albanais et les Serbes, les Bosniaques et les Roms, les Ashkalis, les Turcs et les autres, dans l'ensemble des décisions qui les concernaient ou qui engageraient l'avenir du Kosovo. Une gestion, on pourrait dire une autogestion nouvelle manière, où le dernier mot, si nous n'arrivions pas à un accord, revenait au SRSG.* »[5] En 475 pages, Kouchner n'aura pas l'occasion de narrer un exemple de collaboration entre les occupants et les occupés. Les puissances belligérantes se sont en revanche partagées le pays, Pec pour l'Italie, Prizren pour l'Allemagne, Mitrovica pour la France et le reste pour les Etats-Unis.

Kouchner arrive au Kosovo avec son programme clé en main. « *Dès mon arrivée, le 15 juillet 1999, j'ai entrepris de rencontrer tous les dirigeants, souhaitant les convaincre*

[1] *Ibid*., p. 55.
[2] *Ibid*., p. 313.
[3] *Ibid*.
[4] *Ibid*.
[5] *Ibid*., p. 314.

d'accepter mon programme de travail »[1], auquel, donc, ils n'ont pas participé mais sur lequel ils sont amenés à s'exprimer pour l'approuver. Objectif : éviter une nouvelle guerre.

« *Comme on va le voir, nous ne fûmes pas parfaits, nous ne réussîmes pas tout ce dont nous rêvions. Nous n'avons pas su, en deux ans, effacer de longs siècles de haine, réconcilier les Albanais du Kosovo et les Serbes qui s'agrippent à cette terre, mais nous avons été* utiles. »[2] Kouchner entre dans le vif du sujet à partir de la première centaine de pages. Et le Kosovo occupera les cent quatre-vingt pages suivantes avec beaucoup de récits mis en abîme et une quantité d'anecdotes. Les origines du conflit, qui reposeraient sur une haine vieille de plusieurs siècles entre divers groupes culturels, sont évoquées et répétées plusieurs fois. Kouchner donne à sa lecture ethniciste du conflit une caution intellectuelle et scientifique, en l'espèce : Fernand Braudel : « *Fernand Braudel parle de trois Méditerranées, la Grecque, la Musulmane, l'Occidentale. Que faut-il faire lorsque les gens ne veulent pas vivre ensemble, lorsque deux communautés, à quelques précieuses exceptions près, refusent de cohabiter et s'exècrent au point de vouloir s'exterminer ? Qu'est-ce qui rend la péninsule balkanique différente de ses voisines, italienne ou grecque, toutes pointées vers la mère de toutes les mers, la Méditerranée ? La direction de l'Orient plus que celle de l'Afrique ? Une marche souillée par l'histoire ? Les hommes ? Les Serbes, paysans et poètes, rugueux, indéracinables, capables des pires violences ? Les musulmans, si peu religieux, mais imprégnés d'une culture de la différence ?* »[3] Kouchner rejoint ici la vision du monde dominante des classes dominantes, barbares contre civilisés. Une vue qui conforte et légitime l'intervention des civilisations « avancées » dans les pays aux populations « attardées ».

En affirmant que les problèmes de la région sont des conflits « ethniques », Kouchner réécrit l'histoire. En prenant les conséquences pour les causes aussi. « *Meurtres inter- et intra-ethniques : au début de notre mission, nous nous désespérions. La majorité de ces crimes touchaient des Serbes et des représentants des minorités, les Roms, les Tziganes, les Egyptiens, les Bosniaques. Ces derniers, musulmans ayant souvent choisi de se battre contre Milosevic, étaient agressés dans la rue parce qu'ils y parlaient serbe (…) La haine n'était pas résiduelle mais permanente. On la sentait partout, palpable dans les réunions interethniques que nous tentions d'organiser, mais aussi entre les partis albanais, entre ceux qui avaient choisi le maquis et ceux qui s'étaient résignés à l'épreuve sans les armes* (…) » Des enfants ne sortent plus de chez eux depuis que leur mère a été agressée au marché « *où elle cherchait en vain à acheter quelque chose à manger.* »[4] C'est au nom de l'héritage des Lumières que les

[1] *Ibid*., p. 141.
[2] *Ibid*., p. 109.
[3] *Ibid*., p. 108.
[4] *Ibid*., p. 225-226.

civilisés se doivent d'intervenir. Face à cette insécurité généralisée, l'ingérence occidentale est une nécessité.

A lire Kouchner, l'aspiration à la paix, à la justice, à la démocratie ne constitue pas un universalisme : « *En juin 2000, nous nous décidâmes. Encore une première pour l'ONU. Nous allions apparaître dans les rues des villages et des villes, lors de réunions publiques, non comme des fonctionnaires internationaux mais comme les militants d'une cause : celle de la démocratie et de la paix. A nous d'en convaincre des Kosovars que ces notions laissaient très réticents* »[1] ; ou « *Je souhaitais que le peuple manifeste sa responsabilité et sa bonne volonté à accepter la démocratie en menant à leur terme des élections honnêtes et non violentes.* »[2] La mission de Kouchner : tenter de leur faire apprécier une vie un peu moins insupportable. Ingrates, il n'attend aucun remerciement. « *Les guerres ont changé de nature, il ne s'agit plus d'affaires d'Etat à Etat, mais souvent des conflits internes ou du réveil des ethnies que des pouvoirs forts, au grand bonheur de souverainistes, maintenaient en tutelle. Il fut ainsi dans la fédération yougoslave comme en Irak.* »[3] Si ce ne sont plus les Etats qui font la guerre mais les populations, les guerres se feront donc non plus contre les Etats, mais contre les populations elles-mêmes.

Le SRSG n'a pas attendu les images télévisées pour réagir à ce qui se jouait dans la région balkanique. « *Le conflit débuta le 30 décembre 1990 avec le référendum sur l'indépendance de la Slovénie. L'intervention de l'armée fédérale de Belgrade fut un surprenant échec et la résistance slovène une belle surprise. Les batailles les plus rudes allaient opposer les troupes serbes aux formations croates* (…) »[4] Conscient que ces affrontements constituaient les auspices à une guerre généralisée en Yougoslavie, Kouchner s'y précipite. « *A quelques-uns, chargés de l'action humanitaire et de la santé, avec des ONG rétives et d'autres fraternelles, nous courions de ville en ville, tentant de parer au plus pressé : Dubrovnik, Vukovar, Osijek. Parlementant tantôt avec le Croate Franco Tujman et le Serbe Slobodan Milosevic, nous réussîmes à échanger des centaines puis des milliers de prisonniers, sur des routes et des autoroutes désertes, de nuit, gardées par des soldats ukrainiens des Nations Unies. Nous agissions contre toutes les règles en vigueur, qui exigent que l'on négocie la libération de l'ensemble des prisonniers, et non des escouades successives. Avant la fin du conflit, convaincu, le CICR (Comité international de la Croix-Rouge) fit de même. L'illégalité bien employée sert la loi.* »[5] Kouchner exclut toute posture attentiste : « *Le massacre de Vukovar intervint, que nous n'avions pas tenté de stopper, si l'on excepte, avec Michel Bonnot, une expédition par barges qui échoua sur le fleuve. Nous étions*

[1] *Ibid*., p. 325.
[2] *Ibid*., p. 339.
[3] *Ibid*., p. 74.
[4] *Ibid*., p. 71.
[5] *Ibid*., p. 72.

occupés à Dubrovnik, plus bas, au Sud, à sauver 6000 femmes et enfants. Nous les transportions sur un hydroglisseur portant le drapeau bleu de l'ONU vers les îles autour de Korchula, avant de rejoindre Split sous les tirs des canons serbes. Les salves nous manquèrent de peu (…) »

Lorsque la guerre de Bosnie s'achève avec les accords de Dayton qui consacrent le nettoyage « ethnique », elle reprend au Kosovo. Et Kouchner, qui a soutenu les bombardements, de se décrire en train de courir après la paix. Une paix qui s'impose par la guerre : « *Les casques bleus tentaient de protéger les populations, mais les mandats de l'ONU étaient très étriqués, visant la paix et non l'offensive armée pourtant nécessaire pour obtenir la paix.* [1]»

« *Sarajevo, Mostar, Srebrenica. Il fallut des heures d'horreur télévisée, une élection présidentielle, des prises d'otages parmi les soldats de la paix et l'humiliation des casques bleus français pour que Jacques Chirac puis John Major commencent à réagir et qu'une force d'action rapide franco-anglaise puis les soldats de l'OTAN bombardent les agresseurs et exigent la paix.* »[2] Pour éviter le mot « armée », Kouchner utilise l'euphémisme « force d'action rapide ». D'autre part, chez le médecin humanitaire, une guerre ne touche que des « agresseurs ». D'où les formules de « frappes chirurgicales » ou de « guerres propres » auxquelles il adhère. Cette rhétorique rend la critique nulle et non avenue.

La province bombardée du Kosovo a essuyé un recul, quant à ses infrastructures, de plusieurs décennies. La remise sur pied s'annonce une gageure. Kouchner doit rétablir un régime politique démocratique, un système judiciaire et une économie viable et prospère. Premier chantier : la démocratie. « *La résolution 1244 du Conseil du sécurité nous demandait de "rétablir la démocratie dans la province serbe du Kosovo". Rétablir ? Dans cette région de l'Europe, elle n'avait jamais existé, et surtout pas la liberté d'expression. Pour la justice et dans bien d'autres secteurs, nous avons voulu en faire trop, raccourcir les étapes, compacter les évolutions, adapter des lois et des conventions qui dans notre Europe libre, n'étaient pas encore en vigueur, que les Kosovars ne réclamaient pas mais que les associations des droits de l'homme nous imposaient. Au lieu de nous contenter d'une évolution, d'une approche plus lente, plus humaine, on tenta dans la hâte de construire une impossible perfection.* »[3]

Jusqu'à quel point le besoin de justice et de démocratie, que les populations « *ne réclamaient pas* », a été satisfait ? En premier lieu, Kouchner insiste lourdement sur la nécessité d'une présence policière « *suffisante* ». Car la démocratie consiste d'abord en une

[1] *Ibid*., p. 73.
[2] *Ibid*., p. 74.
[3] *Ibid*., p. 244-245.

absence de chaos ou quelque autre rébellion. Or, six mois après la fin de la guerre, des attentats surviennent toujours. Les critiques pointent cette anarchie persistante. Kouchner de leur répondre que les résultats s'évaluent sur le long terme. Il compare la situation à celle de l'Irak mais aussi à celle des banlieues françaises et à la Corse. Il invente une nouvelle formule, celle d'« *ingérence policière* », qui recouvre plus prosaïquement la formation d'un service de police du Kosovo par l'OSCE, « *un des succès de la mission*. » A la fin 2002, 6000 diplômés avaient ainsi reçu un « *enseignement sur les droits de l'homme, grande première pour les Balkans.* » Dans cette police, « *toutes les ethnies y furent représentées, et la répartition des sexes respectée : la première unité réellement démocratique et moderne de la région.* »[1]

En attendant l'arrivée des renforts, Kouchner maintient l'ordre lui-même. Décembre 1999 : « *Ce jour-là, plus de 100 000 personnes venues de tout le Kosovo se mirent joyeusement en marche vers Mitrovica*. » Mitrovica a été reconnue comme faisant partie intégrante du Kosovo et non plus de la Serbie grâce aux termes de la résolution 1244. Pourtant, Kouchner, aidé militairement par la KFOR, empêchera les manifestants venus récupérer leur dû d'accéder à la ville sous peine de répression armée. Dans la foule, se justifie le SRSG, certains préparent des attaques pour reprendre contrôle du pont de Mitrovica, alors gardé par les gendarmes français et des soldats britanniques. « *Contre l'avis de tous les officiels, préfets, militaires et policiers, mais après l'approbation inquiète des membres de mon équipe, je décidai de rentrer dans la foule. Je voulais tenter de les arrêter, de l'intérieur* »[2], raconte-t-il. « *Gaz lacrymogènes, bruit des armes, densité dangereuse, fatigue de la journée de marche : la manifestation atteignait son paroxysme d'excitation. Le pire était à craindre. La foule était capable de renverser les barrages sur le pont, ce qui aurait obligé nos hommes à riposter à balles réelles.* » Kouchner est accueilli en ami par cette « foule ». Les manifestants obéissent et font marche arrière, et « *le reste fut un moment d'exaltation politique.* »[3]

Même s'il est plus encadré que jamais, Kouchner ne craint pas la « *densité dangereuse* ». Et lorsqu'il évoque à plusieurs reprises les menaces qui pesaient sur sa vie, ce n'est pas sans un certain flegme. « *Les services secrets des armées engagées dans la KFOR nous communiquaient discrètement les renseignements concernant les attentats ourdis contre la personne du SRSG, à savoir moi-même, ou de son adjoint américain, Jock Covey. Le personnel de sécurité aurait donc souhaité que je reste plus calme. Mais je savais que dans un tel pays, sauf pour les dictateurs, il faut en permanence rencontrer, toucher, affronter ou conforter les gens. Après tant d'années de communisme, la population ne croyait ni aux belles*

[1] *Ibid*., p. 234.
[2] *Ibid*., p. 173.
[3] *Ibid*., p. 175.

déclarations de dirigeants retranchés derrière leurs bureaux, ni à l'administration d'Etat. Il fallait les surprendre en allant leur serrer la main, s'asseoir un moment à leur côté, sans paraître ni arrogant ni pressé. Cette règle s'applique partout et sous tous les régimes, y compris en France, où le pouvoir est trop éloigné, coincé, calfeutré. A Pristina, au Kosovo, il fallait être vu, consulter lorsqu'une décision difficile devait être prise, parler avec la population, aller les rencontrer dans les rues et sangloter avec eux, les Kosovars, albanais ou serbes, bosniaques ou roms, quand la barbarie ou la vengeance, le crime, en somme, avait frappé. J'ai appliqué cette stratégie, je devrais dire cette politique, pendant plusieurs années dans les Balkans. Au vrai, j'ai fait de même partout, y compris chez moi, où c'est le plus difficile, dans ce qu'on appelle, par antiphrase, le dialogue social. Pourquoi les Américains n'ont-ils pas fait de même en Irak ? »[1]

Quand le Président français atterrit au Kosovo, Kouchner tient à s'entretenir en tête-à-tête avec lui pour le convaincre de l'opportunité de la tenue d'élections « générales ». Mais il rassure, elles ne présageraient en rien d'une quelconque indépendance. Les conseillers du président sont réticents. Alors Kouchner de leur rétorquer : « *Vos analyses sont connues et ne correspondent pas aux réalités que je vis tous les jours, être assis dans un bureau ne prédispose pas à la vérité des souffrances endurées hier, longuement, par les Kosovars, aujourd'hui par certains Serbes. Il faut poursuivre le processus démocratique, sinon le sang coulera encore malgré une présence militaire qui ne pourra être éternelle. Il faut absolument esquisser une solution politique. J'observais du coin de l'œil que le Président n'était pas mécontent du ton de mon discours, mais il ne disait toujours rien.* »[2]

Au cours de la conférence de presse qui donnera suite à cet échange, Chirac apportera finalement son soutien à l'organisation d'élections qui se révèleront un véritable « *succès* ».

Kouchner déplore toutefois que ses successeurs n'aient pas repris le travail là où il l'avait laissé : « *Après notre départ et depuis 2001, l'implication politique des Kosovars ne fut pas maintenue et développée comme elle l'aurait dû l'être. Au contraire, elle régressa. Le succès d'une mission de l'ONU tient au pouvoir de décision et à la ténacité d'une communauté internationale devenue trop hésitante. Et à l'unité entre l'Ouest et l'Ouest.* »[3] Kouchner renvoie ici au livre de son ami André Glucksmann, *Ouest contre Ouest*[4], qu'il citera à plusieurs reprises.

---

[1] *Ibid*., p. 218.
[2] *Ibid*., p. 279.
[3] *Ibid*., p. 280.
[4] Paris : Plon, 2003. Le livre est dédicacé à quelques-uns de ses amis qui, comme lui, ont soutenu la guerre en Irak, Pascal Bruckner, Romain Goupil et Bernard Kouchner. Le titre fait référence au moment où le camp occidental s'est divisé sur l'opportunité d'une deuxième guerre contre l'Irak. Aux yeux de Glucksmann, cette division a représenté un cadeau fait aux « terroristes ». Au préalable, il précise qu'il n'accorde de crédit ni aux thèses de Samuel Huntington, sur la guerre des civilisations, ni à celles de Francis Fukuyama sur la fin de

Les élections se tiendront le 28 octobre 2000. D'ici là, Kouchner est son équipe de la MINUK entament une tournée de tous les dangers. Tout le monde est sur les nerfs, le suspens à son comble : « *Les policiers en bleu du Kosovo Protection Corps, pour la première fois à l'œuvre, maintenaient sereinement tous ces gens qui hurlaient et souhaitaient me serrer la main. Je m'arrêtais souvent. J'étais heureux. Sur la place, des jeunes nous tendaient les bras et commençaient d'esquisser quelques pas chaloupés. Nous rompîmes les barrages. Nous avons dansé là, sur la grand-place, ces rondes traditionnelles à pas comptés, toujours les mêmes depuis des siècles, en nous tenant par les épaules, dans un sens puis de l'autre. A cette minute, je vis Betty et François rire de bonheur, plus heureux encore que nous ne l'étions, Moulay Hicham et moi.* »[1] Ce moment d'émotion particulièrement intense se prolongera dans une salle où la population rassemblée sous escorte policière pourra entendre Kouchner justifier sa politique : « *C'était la première fois que l'on demandait leur avis à ces femmes et à ces hommes*. » Pourtant, les décisions étaient déjà prises. Aucun Kosovar ne s'exprime dans le livre.

Kouchner se sert de cette tournée pour promouvoir les plans politiques et économiques dessinés en haut lieu. A cette fin, les médias constitueront un autre cheval de bataille pour le SRSG, un mois après son arrivée dans la province. « *Il fallut dès le mois d'août 1999, tempêter, hurler, créer un fonds d'aide grâce à l'entregent de Maryan Baquerot à Pristina et de Jean-Pierre Halbwachs à New York pour rassembler quelques crédits destinés à l'information. J'insistai, je hurlai pour qu'une télévision kosovare et d'abord des radios libres puissent fonctionner. Je pensais aux élections que je voulais organiser au plus vite.* »[2] Un Suisse prendra ainsi la tête de cette première chaîne hertzienne. Kouchner écrit : « *Cinq mois après notre arrivée à Pristina, j'inaugurai par une heure d'interview la première*

---

l'histoire. L'auteur s'en prend longuement aux pacifistes qu'il assimile à l'extrême-droite ou qu'il range du côté des tyrans. Il leur reproche notamment leur sélectivité et leur logique du deux poids deux mesures. Les bombes peuvent libérer, estime-t-il (p. 206). Glucksmann s'en prend ensuite à la Russie de Vladimir Poutine, un personnage infréquentable, essentiellement à cause de ses crimes en Tchétchénie. Il reproche à la France de préférer se ranger du côté de la Russie plutôt que du côté des Etats-Unis. Il explique que la présence américaine est nécessaire en Europe. Il écrit page 166 : « *L'alliance France-Allemagne-Russie me rappelle les pires choses du passé, l'accord Molotov-Ribbentrop, par exemple.* » Molotov, homme politique soviétique né en 1890, a été commissaire du peuple aux affaires étrangères (1939-1949 et 1953-1956) et vice-président du Conseil de 1941 à 1946. Ribbentrop a été ministre des affaires étrangères du IIIème reich (1938-1945). Il sera condamné à mort par le tribunal de Nuremberg. L'accord Molotov-Ribbentrop, appelé plus communément pacte germano-soviétique, est le nom donné au traité de non-agression entre l'Allemagne et l'URSS signé le 23 août 1938. Le pacte prévoyait également une répartition des territoires séparant les deux pays, notamment la Pologne envahie par Hitler le 1er septembre 1939 et qui capitule le 27 septembre. Le pacte est rompu le 22 juin 1941 lorsque l'Allemagne nazie attaque la Russie.
La défense du capitalisme constitue un autre thème du livre. Glucksmann avance que la soif de profit n'a rien à voir avec le capitalisme. Elle le précède. Au contraire, le capitalisme permet « *une modération rationnelle de cette impulsion irrationnelle*. » (p. 188) Et de citer Max Weber et son *Ethique protestante et l'esprit du capitalisme*.

[1] *Ibid*., p. 334.
[2] *Ibid*., p. 243.

télévision libre et indépendante du Kosovo. Nous étions très fiers. Hélas ! Malice ou fatalité balkanique, une panne d'électricité, difficulté habituelle mais cette fois prolongée, interdit aux Kosovars de profiter de ma bonne et première parole ! »[1]

La seconde opération médiatique du SRSG se traduisit également par un échec. Le contexte est le suivant : les célébrations du passage à l'an 2000 battent leur plein. Les télévisions du monde dit riche se donnent rendez-vous aux quatre coins « clés » de la planète pour en retransmettre simultanément les festivités. Au sortir de la guerre, le Kosovo présente toutes les caractéristiques susceptibles d'en faire un lieu « clé ». TF1 est chargée de filmer une fête sise sur le pont de Mitrovica. Kouchner va façonner une situation totalement artificielle pour prouver le succès de sa politique. « *J'avais imposé mes conditions, que la chaîne avait acceptées : ce tournage serait une étape sur la route de la paix que nous avions choisie. Encore fallait-il que les protagonistes acceptent de se parler. Pas de dialogue, pas d'images…* »[2] La mise en scène devait montrer de chaque côté du pont, des Serbes et des Albanais entamant leur rencontre cependant que des gendarmes leur ouvriraient la voix en libérant le pont de ses barbelés. Les internationaux devaient crier et applaudir sous fond de musique classique interprétée par la brigade française dans le froid glacé de l'hiver kosovar. Et Kouchner : « *Je croyais que des anges allaient prendre leur envole sur ce pont de la haine.* »[3] A son grand dam, la connexion satellitaire ne fonctionna pas.

Kouchner n'élude pas le fait qu'il a censuré un journal. Au contraire, il répond à ses détracteurs. Il a ainsi fermé *Dita* car il était à l'origine d'actes terroristes contre les Serbes. Ce journal, se défend Kouchner, publiait des listes de noms de personnes sur lesquelles portait un soupçon de crimes de guerre. Ainsi s'est-il attiré les foudres d'associations de défense de droits humains. Voici ce qu'il rétorque à ceux qu'il présentait jusque il y a peu comme les précurseurs de son « droit d'ingérence » et qui maintenant le critiquent : « *Les communiqués des belles âmes affluèrent. De l'Unesco, signé d'Alain Maudoux, qui fut un des délégués amis du CICR, un communiqué m'accusa : je dépassais les bornes de la censure ! RSF et toutes les associations amies, America's Watch, Amnesty International, firent retentir le tocsin des libertés meurtries. Un éditorial du* New York Times *donna le ton de la bonne conscience. Des dizaines d'entre mes anciens compagnons sonnaient la charge contre le "proconsul du Kosovo qui étouffait la liberté de la presse." Terminé l'état de grâce, j'avais enfreint le pacte que les théoriciens blottis dans leurs bureaux, irritants mais indispensables veilleurs des droits de l'homme, avaient passé avec moi. J'avais franchi la ligne au-delà de laquelle mon passé de militant des droits de l'homme ne me protégeait plus. A partir de censure mal*

[1] *Ibid*.
[2] *Ibid*., p. 256.
[3] *Ibid*., p. 260.

comprise, leurs allergies habituelles à la décision politique se déclenchaient. »[1] Kouchner oppose le même argument : le terrain vaut omniscience.

Kouchner agit au nom de la justice, pas en regard de la loi. Un autre leitmotiv. Pragmatique, il dit respecter la loi tant qu'elle l'arrange. Auquel cas il en appelle à la justice universelle. Car la loi n'est pas la justice. Et Kouchner rappelera que ses subversions successives lui ont toujours réussies parce qu'elles sont toujours orientées vers le Bien Commun. « *Je respecte la souveraineté des Etats lorsqu'elle est respectable, pas quand elle devient prétexte aux massacres impunis des minorités. Je respecte la loi, mais parfois il faut lui préférer la justice, même si je sais les dangers de la subjectivité.* »[2]

Kouchner fonde sa justification sur sa propre expérience. « *Etudiants, nous n'avons pas le droit de parler des tortures en Algérie. Militants de l'indépendance, nous avons publié nos indignations, de vive force. Quarante après, dans la France qui s'ennuie, on fait un peu tard et pour de mauvaises raisons, procès au triste général Aussaresses. Nous n'avions pas le droit de jeter une bouée aux* boat people *vietnamiens qui, fuyant le goulag, n'avaient pas le statut de réfugiés et "appartenaient" encore au Viêt-nam communiste. Nous l'avons fait, et la loi de la mer a été modifiée. Nous n'avions pas le droit de franchir, à pied, par la montagne, les frontières de l'Afghanistan, pour venir en aide aux populations envahies par les troupes soviétiques. Nous l'avons fait au risque de nos vies et de nos libertés. Et maintenant, après la mort de Massoud, des ministres empressés se ruent sur le moindre micro tendu dans une rue de Kaboul. L'histoire de la bataille pour l'ingérence que nous avons menée reflète cette nécessité. Pour changer la loi, il faut être hors-la-loi : passage obligé de l'autre côté du miroir, éloge de l'illégalité féconde.* »[3]

La justice aux mains d'un seul homme

Kouchner développe sa conception de la justice et de son indépendance dans une dénégation. « *Au Kosovo, j'ai quelque fois préféré la justice à la loi. Ce fut un fameux vacarme et un bien beau combat. Il ne s'agissait pas d'une opération de maintien de la paix : la guerre n'était pas finie, elle se poursuivait. Il nous fallait imposer une paix qui ne peut se concevoir sans justice. La simultanéité posait problème. Les situations de haine séculaire et de tueries traditionnelles ne peuvent pas être affrontées en gants blancs. Je suis un partisan de la séparation des pouvoirs et de l'indépendance de la justice. Mais pas au prix de l'injustice de fait, pas sans un droit de regard, voire une possibilité d'intervention publique*

[1] *Ibid*., p. 252.
[2] *Ibid*., p. 287.
[3] *Ibid*., p. 287-288.

provisoire, publiée, documentée, critiquée. » Kouchner affirme qu'il est pour la séparation des pouvoirs mais qu'il n'hésitera pas à passer outre s'il l'estime nécessaire. Et dans le même temps de garantir : « *On ne voulait pas régenter la justice, nous tentions de la reconstruire.* »[1]

Le SRSG a fait arrêter un Kosovar albanais « *connu pour sa violence* ». Kouchner pratique ainsi la justice préventive. De fait, il a à nouveau levé les foudres du syndicat de la magistrature, d'ONG de défense des droits humains, de magistrats internationaux. Le jeune homme sera libéré faute de témoignages suffisants. Qu'à cela ne tienne, le SRSG règle ses comptes : « *Nous avons établi une doctrine provisoire que je suis allé défendre au Conseil de sécurité des Nations Unies. Face à des situations spécifiques, dans un contexte de guerre et de meurtres, lorsque le travail des magistrats trouve ses limites, dans l'état temporaire d'instabilité et de souffrance de toute une société, il incombe à l'exécutif de prendre le risque de décisions difficiles mais nécessaires à la construction de l'ordre, de la paix et de la justice elle-même. Loin de décrédibiliser la construction de l'Etat de droit, cette décision temporaire, cette prise de risque politique permettaient au contraire de l'affirmer. Ainsi, nous appliquions et suivions à la lettre l'article 15 de la Convention européenne des droits de l'homme qui prévoit, en situation de crise, la possibilité de prendre un certain nombre de mesures dérogatoires aux dispositions des conventions internationales.* »[2] Puis, il file le coton de l'esprit révolutionnaire. « *Les concepts juridiques sont des éponges qui absorbent les pensées dominantes, des moulins tournant au vent des puissants*. »[3]

Kouchner explique qu'il a pallié des institutions judiciaires défaillantes et peu avisées : « *Les juges du Kosovo, que j'avais nommés moi-même un par un, acceptaient de se montrer fermes sur des histoires subalternes, pas sur les crimes de guerre ou les vengeances ethniques. C'était, au début de notre mandat, bien trop dangereux.* »[4]

Ultime argument pour justifier la concentration des pouvoirs aux mains d'un seul homme, la dépendance de la justice au politique : la Serbie est un pays arriéré à tous les égards. « *Dans ce Kosovo qui sortait de cinquante ans de communisme et de dix années de guerre civile, et où depuis des siècles, on se faisait justice soi-même !* »[5]

Aux familles de « disparus » venues exiger justice, Kouchner dira dans un langage explicite qu'ils sont morts, qu'il n'y a désormais plus rien à attendre et qu'elles doivent désormais regarder « *à nouveau vers l'avenir*. » Car ceux qui ont enlevé, tué, ne seront pas poursuivis. Elles seront encouragées à noyer leur chagrin une dernière fois en présence du

[1] *Ibid*., p. 289.
[2] *Ibid*., p. 293.
[3] *Ibid*., p. 294.
[4] *Ibid*., p. 294.
[5] *Ibid*., p. 305.

SRSG. Une séquence émotion longue de six pages. « *Devant le* gouvernment building, *des mères de "disparus" tiennent le siège. Encore une fois, il s'agit d'un attroupement potentiellement très violent. Je savais les manifestants déterminés, cherchant l'incident, attendant la charge. J'avais adopté une technique inverse, qui n'était pas sans rapport avec mon passé d'activiste : je me portais, souvent seul ou avec Eric au devant des manifestants, en pleine rue, m'avançant vers eux. En les rejoignant je formais un groupe de discussion qui permettait souvent de les canaliser*. »[1] La mort de ces disparus est une certitude pour Kouchner. D'où son agacement : « *Six mois, puis un an plus tard, les mêmes manifestants étaient toujours à nos basques.* »[2]

Kouchner profite de l'arrestation de Slobodan Milosevic à la fin de l'année 2000 pour réunir une partie des familles dans une salle du bâtiment international. Et l'émotion reprend le pas : « *Je fus brutal, et délibérément agressif.* (…) *"Ecoutez-moi bien, mes chers amis, chères familles, je suis un ami, un homme de paix et d'apaisement, je vous dois la vérité : ils sont tous morts. Nous continuerons de chercher mais nous ne trouverons que des restes, des cadavres. Hélas, hélas, la guerre est cruelle ; ils sont tous morts, vos enfants, vos maris, vos femmes, vos filles…" J'avais fait un effort immense pour éviter les larmes. Je regardais Nadia Younès, ma belle et douce Nadia qui pleurait, et Maria Helena qui regardait droit devant elle. Marina pleurait elle aussi. A la tribune tous les amis de la belle équipe restaient muets. Eric me soutenait du regard. La salle était silencieuse, pour la première fois. Nous étions tous assis, sans parler, sans nous regarder. Les gardes de sécurité entouraient la tribune, immobiles. Dans leurs yeux aussi, j'ai vu des larmes. Je ne voulais pas fuir. Je suis resté longtemps pour que nous sortions ensemble. Puis je me suis levé, j'ai remonté la salle vers la sortie. Une femme se mit à hurler de douleur, et me montra du poing. Dehors, la foule habituelle des porteurs de photos des disparus restait sur les trottoirs, silencieuse, et les portraits paraissaient en berne. J'allai vers eux, j'étreignis des femmes et des vieillards, je serrai des mains et je pleurai.* »[3]

L'économie libéralisée

L'idéologie ne se dévoile pas uniquement dans ses marqueurs sémantiques ou linguistiques, elle se révèle également dans les trop plein ou les silences discursifs. A ce titre, la section consacrée au « *libéralisme forcé* » constitue un exemple significatif. C'est la section la plus longue de toutes, environ cinquante pages. Pourtant, Kouchner se montrera peu prolixe sur sa politique économique. Dans les faits, il a été envoyé au Kosovo pour en privatiser

[1] *Ibid*., p. 184.
[2] *Ibid*., p. 186.
[3] *Ibid*., p. 188-189.

l'économie et redistribuer les marchés aux multinationales occidentales. A ce titre, il a rempli sa mission.

Le SRSG va mettre en œuvre les dispositifs nécessaires au fonctionnement d'une économie de marché. Ses inspirations en matière économique vont à la Banque mondiale[1] et au Fonds monétaire international.

Première opération : faire du deutsche mark danois la monnaie officielle du Kosovo. « *J'avais demandé l'avis de James Wolfensohn, le patron de la Banque mondiale, qui soutint notre entreprise en permanence et vint nous conforter deux fois de sa présence. Ce grand financier, très impliqué dans l'humanitaire, fut le véritable inspirateur de notre politique économique. Le Français Michel Camdessus, directeur du FMI, fut lui aussi d'un ferme soutien.* »[2] Kouchner présente les institutions financières internationales comme des organismes neutres, dispensateurs d'avis et autres conseils sur des politiques économiques décidées en toute indépendance. « *Je me souviens de la première réunion des ministres des Finances des pays du G8, et de l'Union européenne, à Bruxelles. Je venais d'être nommé, et je tâtais le terrain, ne sachant pas encore de quoi je pourrais disposer pour reconstruire le Kosovo : jamais l'ONU n'avait eu la responsabilité de diriger intégralement la politique et l'économie d'un pays. Je n'étais certes pas un spécialiste des économies modernes, mais je connaissais bien les pays pauvres et leurs besoins. Je savais également que nous devions éviter à tout prix de nous installer dans une forme de protectorat qui ressemblerait à un néocolonialisme. J'avais une expérience de dix ans dans différents gouvernements français.* »[3] Quel est le rapport ? « *A cette réunion de Bruxelles, je savais que je devrais affronter le redoutable secrétaire d'Etat au Trésor de Clinton. Le soutien politique américain m'était acquis, mais pas encore l'appui financier. Conseillé par Jolly Dixon, j'expliquai mon*

[1] Pour un portrait de la Banque mondiale et de ses présidents successifs, dont James Wolfensohn, lire Eric Toussaint, *Banque mondiale, le coup d'Etat permanent. L'agenda caché du consensus de Washington*, Liège, Genève, Paris : CADTM/CETIM/Syllepse, 2006. Wolfensohn est nommé neuvième président de la Banque par le président des Etats-Unis Bill Clinton. Son mandat a couru de 1995 à 2005. Citoyen australien, banquier à New York, il prend ses fonctions à un moment où la BM doit travailler son image. Pour contrecarrer les campagnes citoyennes mobilisées à l'échelle internationale contre les plans d'ajustement structurel, Wolfensohn va exploiter les techniques des relations publiques, liens avec la presse, organisation de conférences-débats, entre autres. Les mots, élimination de la pauvreté, bonne gouvernance, prêts responsables pour l'environnement, dialogue constructif, transparence, voient leur cote grimper. Wolfensohn annonce l'annulation de la dette de 42 pays pauvres très endettés. Dans les faits, dix-huit pays bénéficieront d'une réduction de « leur » dette. Wolfensohn maintient les relations avec le dirigeant indonésien Sukarno, ignore les recommandations des différentes commissions de l'institution (sur les barrages ou les industries extractives). Pour ce qui est de la transparence et du dialogue, il perd son sang froid et disqualifie les citoyens adeptes du débat contradictoire. La récupération de certaines organisations non gouvernementales n'a pas suffi à convaincre les associations citoyennes de ce que la Banque mondiale avait changé.

[2] *Ibid*., p. 310.

[3] *Ibid*.

souhait d'avoir les moyens de bâtir un budget stable du Kosovo, obéissant, naturellement, aux lois du marché. »[1]

Le programme de la MINUK repose sur une vaste opération de privatisation tous azimuts, entre autres « *objectifs grandioses*. » « *Mais la réalité de l'ancienne fédération yougoslave, issue du communisme, mâtinée d'autogestion, résistait fortement. De plus, au Kosovo avaient successivement régné le système de la propriété collective pendant quarante ans de communisme et un mécanisme d'appropriation discriminatoire, parfois violente, pendant les années Milosevic*. »[2]

Dans ce chapitre consacré au libéralisme, Kouchner en dira le moins possible. Sa gestion de la province sera décrite à travers des euphémismes recherchés. « *Parallèlement à cet apport massif de financements, une restructuration profonde de la compagnie d'électricité du Kosovo fut menée, afin d'établir les bases d'une société performante, transparente et économiquement viable. Les syndicats résistèrent*. »[3] Le SRSG ne dira rien de ces résistances.

Même si ses actes le contredisent, il continue de prôner la voie médiane : « *Contre les frayeurs de la mondialisation et les simplismes de ses adversaires, contre un libéralisme naïf et un gauchisme archaïque, construisons des réponses crédibles, des alternatives exaltantes, des mouvements militants*. »[4]

A l'heure des bilans, Kouchner s'autoévaluera : « *Nos succès, inédits aux Nations Unies, en réalité nous desservaient* »[5] ; « *Nous pensions* [Richard Holbrooke et lui, de retour à Sarajevo en 2003] *que nos vies n'étaient certes pas terminées mais qu'après tout, si nous n'avions fait que cela, ce n'était pas trop mal…* »[6] Kouchner avouera, à deux reprises, avoir détester les Kosovars sans expliquer pourquoi[7]. Reste que cette expérience semble constituer un cas exemplaire d'ingérence. « *Je n'ai jamais été plus heureux qu'au Kosovo. Je m'y suis senti utile, animé par deux convictions qui n'en sont qu'une : l'humanitaire et la politique. On n'est pas forcé d'aimer ceux qu'on aide, mais c'est préférable. Si nous avons détesté les Kosovars, nous avons adoré le Kosovo. L'humanitaire n'est pas seulement un humanisme, c'est surtout une forme de politique, un style d'action, une quête de cohérence, qui lentement*

[1] *Ibid*., p. 311.
[2] *Ibid*., p. 315.
[3] *Ibid*., p. 319.
[4] *Ibid*.
[5] *Ibid*., p. 244.
[6] *Ibid*., p. 371.
[7] Dès le 23 novembre 1999, Bill Clinton vient l'encourager : « *A moi qu'il semblait reconnaître comme son ami alors que nous ne nous étions vus qu'une seule fois* : « *Bernard, tu fais ici le sale boulot, mais tu le fais bien, tout le monde me le dit, surtout Madeleine* [Albright] *et Richard* [Holbrooke] *qui est un de tes fans. Il m'a dit que tu étais* « the right man in the right place, at the right moment » ! *Il rit. Je répondis* : « Richard is too kind, look at this place, President, it's far from paradise. Tell me the way to love them. »

transforment le monde. En France, où on aime jouer des mots, on nous brocarde sous le vocable méprisant de "droits-de-l'hommistes." Pourtant cette stratégie de l'ingérence a fait évoluer le monde et transformé les diplomaties. »[1]

***Du Kosovo à l'Irak, Kouchner se tient* « ready to serve ».**

Kouchner dresse son propre bilan cependant qu'il multiplie les parallèles avec l'Irak où la situation va de tragédies en chaos. Le message est clair : Kouchner est maintenant disponible et les leçons de « gouvernance » qu'il administre tout au long de son opuscule doivent indiquer qu'il est l'homme de la situation aussi pour l'Irak. D'autant que, outre son expérience de reconstruction d'un pays en guerre, il connaît bien l'Irak et les Irakiens. S'il a détesté les Kosovars, il se sent particulièrement proche des Kurdes. Or, d'une part, Kouchner n'a pas failli à sa mission. Et d'autre part, il insiste sur le fait qu'il n'est pas l'un de ces antiaméricanistes primaires.

Kouchner se dira contre la guerre en Irak tout en la soutenant. Il critiquera la gestion américaine du « problème » irakien mais disqualifiera toute condamnation des décisions de Washington et du Pentagone. Dès la page 12, il présente la guerre en Irak comme une « *mission de paix* ». L'éviction de Saddam Hussein suffit à en faire un pays démocratique : les Etats-Unis ont tenu leur promesse. Les mandataires du Conseil de sécurité de l'ONU, morts dans un attentat-suicide à Bagdad « *voulaient donner aux Irakiens les clés de leur maison devenue démocratique*. » Kouchner explique que ce ne sont pas les Etats-Unis qui décident mais l'ONU.

Il fait aussi intervenir Vjosa Dobruna « *qui avait été ministre des Droits de l'homme et de la société civile dans le gouvernement provisoire que nous avions installé au Kosovo*. »[1] Kouchner insistera sur la beauté de cette femme issue d'une famille fortunée. Alors que, en janvier 2003, Kouchner est professeur à Harvard, il joint son amie par téléphone cependant que les campus américains devisent sur une guerre imminente. Vjosa Dobruna était chargée de recherches à la *Kennedy School of Government* et travaillait sur le rôle des femmes dans l'établissement de la paix. « *Dès notre première conversation, Vjosa Dobruna s'indigne du fait que le peuple irakien intéresse si peu les médias : "Je suis en faveur d'une guerre pour libérer les Irakiens, pas pour faire plaisir à M. Bush, s'enflammait-elle dans l'anglais aigre-doux des Slaves. Souviens-toi de nos amis au Kosovo, cachés sous les lits, entre de fausses cloisons, dans des greniers, sans que personne d'entre nous ne sache où était l'autre ou même son frère, nous attendions les bombes de l'OTAN comme une délivrance. C'était il y a trois*

[1] *Ibid*., p. 472.

ans : sommes-nous atteints du syndrome d'amnésie rétrograde". »[2] Ainsi, la guerre ne tue plus. Elle délivre au contraire des populations aguerries capables de se protéger des bombes. Et Vjosa Dobruna de demander à Kouchner : « *Et vous, les Français des Droits de l'Homme, qu'est-ce qui vous prend de soutenir un tyran comme Saddam Hussein ? Pourquoi les Français ne comprennent-ils pas la nécessité d'une intervention ?* » Et son ami de rétorquer : « *Parce que Bush l'a mal présentée, qu'il a donné de mauvaises raisons pour une juste cause*. » Kouchner reprochera l'« outrance » et le « simplisme » de l'administration Bush pour ajouter cependant « *je connaissais trop les souffrances des Irakiens sous la botte de Saddam Hussein pour ne pas soutenir une libération que les populations irakiennes, dans l'indifférence générale, appelaient de leurs vœux depuis trente ans. A chacun ses préférences dans l'ordre de la dictature. Nous l'avons bien fait pour le Kosovo. Il fallait se débarrasser du dictateur de Bagdad, de gré ou de force, comme l'affirma André Glucksmann*. »[3]

Plus de deux ans après les premiers bombardements massifs, les premières centaines de milliers de morts, les premières tortures, Kouchner rappelle prudemment dans les médias de masse français qu'il a toujours été contre la guerre en Irak. En veut pour preuve, sa tribune publiée dans le *Monde* du 4 février 2003, qu'il reproduit in extenso dans *Les Guerriers de la paix :* « *Après avoir consulté le Club Vauban, qui regroupe des personnalités de gauche et de droite, Antoine Veil et moi-même avons publié, sous le titre "Ni la guerre, ni Saddam", le texte suivant.* »[4] De manière subvertice, ce texte en appelle par la force des choses à une intervention armée en Irak.

Kouchner va en effet tenter de persuader les plus sceptiques de suivre les ambitions des dirigeants américains. « *Le pire vient des derniers échanges entre responsables américains, allemands et français. Le raisonnement politique cède à la stratégie virile du bras de fer. A continuer ainsi, la guerre est pour demain. On n'aura rien tenté de réaliste et de convaincant pour l'éviter, on n'aura pas essayé d'inventer une politique vigoureuse qui organise le départ de Saddam, sans recourir aux bombardements. On n'aura pas voulu entendre le peuple irakien.* »[5] Kouchner se présente en pacifiste. Pour autant, il condamne toute critique du projet de l'administration américaine : « (…) *En critiquant Bush, les Européens font le jeu de Saddam, et Bush attaquera d'autant plus rapidement qu'il n'aura plus d'autre manière de sauver la face.* » La marge de manœuvre se trouve réduite par le fait que critiquer revient à faire le jeu de l'ennemi. « *Notre classe politique est impressionnée par les sondages. Comme si, à la question "Souhaitez-vous la guerre ?", on pouvait répondre*

[1] *Ibid*., p. 16.
[2] *Ibid*.
[3] *Ibid*., p. 75.
[4] *Ibid*., p. 398.
[5] *Ibid*., p. 398-399.

autre chose que non ! »[1] Kouchner est contre la guerre par principe, ou en théorie, cependant que la réalité appelle parfois une autre réponse.

Dans ses lignes, il se dit contre la guerre et déplore que tous les recours n'aient pas été suffisamment exploités : « *Mais si nous ne voulons pas de la guerre, c'est parce que nous demeurons convaincus qu'il est d'autres moyens de faire partir Saddam Hussein, notamment par une pression internationale qui n'a pas été suffisamment mobilisée pour mettre un terme au parcours meurtrier de ce dictateur illégitime.* »[2]

« *Dans ce débat, le grand absent demeure en effet le peuple irakien. Les diplomaties traitent Saddam Hussein comme son représentant légitime. Rien n'est plus faux. Il a fallu trois coups d'Etat sanglants pour que le Bédouin de Tikrit devienne le dictateur de Bagdad. Les résultats de la dernière consultation électorale irakienne sont éclairants sur sa légitimité : cent pour cent ! Même Staline n'était pas parvenu à ce résultat.* »[3] Kouchner n'expliquera pas pourquoi la solution qu'il préconise pour la Birmanie, une collaboration constructive avec la junte militaire birmane, qu'il présente comme représentante légitime des populations birmanes, notamment par le biais d'un fort investissement économique des grandes entreprises françaises, ne conviendrait pas pour l'Irak de Saddam Hussein.

Kouchner et Antoine Veil se déclarent dans un premier contre la temps puis raisonnent comme si elle avait déjà eu lieu, ou comme si elle aurait de toute façon lieu. Le popos se veut rassurant : « *Une intervention armée contre Bagdad entraînerait-elle un éclatement du pays ?* » Non. Kouchner se veut rassurant, la sécession kurde, qu'il qualifie comme « *danger le plus évident* » n'est pas à l'ordre du jour : « *Les Kurdes eux-mêmes s'affirment partisans d'un Irak fédéral. Pratiquant la démocratie dans les régions protégées depuis la guerre du Golfe par l'aviation anglo-américaine, ils ne prônent plus l'indépendance*. »[4]

Le pays dispose des moyens politiques et économiques pour se relever à très court terme : « *L'opposition irakienne est moins dérisoire qu'on voudrait le faire croire. La diaspora irakienne est bien éduquée, et les avoirs de ce pays riche, bloqués par l'embargo, seraient immédiatement disponibles pour relancer l'économie*. » Cette opposition se tient prête à prendre le pouvoir. « *Une diplomatie européenne serait efficace, mais Javier Solana*

[1] *Ibid*., p. 399. En 1987, Glucksmann, Montand et Kouchner demandent au gouvernement français d'intervenir militairement au Tchad, dans un appel publié par *le Monde* du 1er/01/1987, là encore au nom du refus de la guerre : « *Nous avons été de ceux qui ont manifesté leur indéfectible soutien aux Américains victimes du terrorisme le 11 septembre 2001. Nous savons que le danger demeure. Nous n'approuvons pas la politique américaine, qui mène à la guerre, mais il est trop facile de céder à ces mouvements d'opinion qui brocardent en permanence les Américains, jusqu'au moment où ils viennent à notre rescousse.* » (p. 403.)
[2] *Ibid*., p. 400.
[3] *Ibid*.
[4] *Ibid*., p. 401.

n'a reçu les Kurdes qu'une seule fois. Ni Chris Patten ni les ministres européens ne rencontrent l'opposition irakienne ou les associations de droits de l'homme. Qui ont-ils peur de fâcher ? »

Kouchner dit donc « *non à la guerre* » puis, page suivante, qualifie la guerre qui s'est finalement produite de « *légitime*. » « *Un mois après notre texte dans* le Monde, *Georges. W. Bush, Tony Blair et leur coalition attaquaient l'Irak. Rarement guerre fut gagnée aussi vite. Une guerre légitime décidée pour de mauvaises raisons. Le mensonge est habituel en politique, encore faudrait-il en user avec talent. Georges W. Bush n'en ayant guère, il ne nous déçut point. Mais Tony Blair, lui, avec conviction, fut le seul à tenter vers la fin de parler vrai.* »[1]. Kouchner s'attèle alors à une réhabilitation de Tony Blair. « *Tony Blair connaissait les vraies et bonnes raisons de se défaire de Saddam Hussein : en premier lieu, ce dictateur meurtrier, à tendance génocidaire, aspirait à se doter d'armes de destruction massive, même s'il ne les possédait pas encore. Ensuite, en se débarrassant du maître de Bagdad et en favorisant la naissance d'un Irak démocratique, on pouvait espérer que le Proche-Orient dans son entier accèderait à la paix et au développement économique, que les attaques suicides et le terrorisme laisseraient enfin place au nécessaire dialogue. Pour Tony Blair, il était temps de prouver que les régimes démocratiques n'accepteraient pas sans réagir que le fanatisme religieux et les attentats se développent, menaçant les sociétés ouvertes*. »[2]

L'idée de sociétés ouvertes, démocratiques, modernes qui s'opposeraient aux sociétés fermées, fanatiques, archaïques, attardées, immobiles fait écho à la théorie du « choc des civilisations » de Samuel Huntington.

« *Les Européens, les Français surtout, n'ont pas vraiment compris le poids et la portée des attentats du 11 septembre. Ils ne se sont pas sentis menacés, ils ont pensé que le péril venait d'ailleurs et non de l'Irak. Surtout, ils n'appréciaient pas le président américain et ne croyaient pas à ses affirmations*. »[3] Page précédente, Kouchner ne parlait pas d'affirmations mais de mensonges. Parmi eux, Bush prétendait que l'Irak avait un lien avec les attentats du 11 septembre. Pour Kouchner le président américain a déclenché une guerre contre l'Irak pour de mauvaises raisons. Mais, les opposants à la guerre ont symétriquement été animés par d'honteuses motivations : « *Chez les Européens, l'anti-américanisme – et plus encore l'anti-bushisme chez les Britanniques – atteignit un tel niveau que l'apparent suivisme de Blair rebuta l'opinion*. »[4] Et de conclure : « *Commencée sur de mauvaises bases, militairement bien menée, la guerre d'Irak fut, en ses débuts, un fiasco politique.* »[5]

[1] *Ibid*., p. 405.
[2] *Ibid*., p. 405-406.
[3] *Ibid*., p. 406.
[4] *Ibid*., p. 407.
[5] *Ibid*., p. 408.

Revêche à toute tentative de classification, Kouchner sera, sur la base de ces considérations, très vite classé par la classe médiatique dite de gauche ou centre-gauche (*Libération*, *le Nouvel Observateur*, *Marianne*) parmi les néo-conservateurs français, les porte-voix français de l'administration des Etats-Unis. Avec ses réflexions sur l'islam, il aura de plus en plus de mal à s'autoproclamer homme libre et indépendant des courants idéologiques et partis politiques. Chez lui aussi, l'islam n'existe pas. Il est soit « modéré », soit « fasciste ». « *Qui a tué nos amis ? Pas l'islam modéré, que j'aime et qui nous apprend beaucoup sur les liens entre les générations et l'art de vivre, mais l'intolérance, l'extrémisme religieux, que j'appelle le fascisme islamique, les fausses virilités, le goût inaltérable de certains pour les pouvoirs des dictatures.* »[1] Une position idéologique qui rappelle les analyses d'un Bernard-Henri Lévy, et avant lui, Samuel Huntington, encore lui, a établi cette même dichotomie.

La formule « islam modéré » pose problème. Un tel islam serait édulcoré, et ainsi rendu plus présentable. Sa légitimité ne s'établirait aux yeux des Occidentaux qu'au prix d'une modération, d'une non-exhaustivité, d'une compromission. Préciser systématiquement « islam modéré » pour ne pas le confondre avec l'islam intégriste relève de la dénégation. Cette précision rate au contraire son objectif. Si seul l'islam modéré est tolérable, l'islam tout court, sans l'apposition d'un qualificatif rassurant, lui, ne l'est pas. Et la confusion entre islamiste et islamique induit la même thèse. Parmi les islamologues et autres orientalistes, le débat n'est pas clos. Reste que l'on considère comme islamique tout ce qui fait référence à l'islam, une religion, et l'adjectif islamiste identifie davantage les mouvements extrémistes. Pourtant, Kouchner les amalgame : « *Les projets des militants islamistes ne manquèrent pas, dès lors, de l'inquiéter. Nous demandâmes au prince Moulay Hicham, marocain et cousin du roi, qui faisait partie de mon équipe, de se charger des délicates relations avec les pays islamistes membres de la coalition, soit qu'ils aient envoyé des brigades au sein de la Kfor, soit qu'ils aient fourni des volontaires par l'intermédiaire des ONG.* »[2]

Et de craindre une « guerre de religion. » Plus loin, il écrit, indécis : « *Je me souviens de séances d'une solennité théâtrale entre les représentants des pays du Golfe et la Minuk, des visiteurs islamiques officiels surpris et respectueux en découvrant l'arabe dialectal impeccable de Mouley Hicham, descendant du prophète.* »[3]

[1] *Ibid*., p. 12.
[2] *Ibid*., p. 136.
[3] *Ibid*., p. 137. Dans le cadre de la reconstruction de la province du Kosovo, le SRSG refusera les « cadeaux » des Saoudiens. Parmi eux, un hôpital, dont la construction se serait adjointe de l'érection d'une mosquée.s

« *J'ai visité les brigades venues des pays d'islam et discuté souvent avec les responsables des ONG venues des pays arabes. Certains islamistes ne croyaient qu'à leur mission humanitaire, comme s'ils ignoraient leurs propres dérives prosélytes. D'autres, parmi les trente associations caritatives musulmanes présentes au Kosovo, liées à divers Etats musulmans, me semblèrent plus suspectes encore. Les organisations de contre-espionnages de la KFOR affirmaient que certaines avaient des liens avec les crimes ethniques*. »[1] Cette confusion contribue à rendre le soupçon omniprésent.

D'ailleurs, le danger plane partout. Kouchner annonce ainsi la nouvelle guerre mondiale à venir. « *Quant à nous Français, comme trop souvent drapés dans nos certitudes, ne nous croyons pas protégés contre la barbarie. La tiédeur des Européens à maintenir leurs alliances avec les Américains et les Britanniques ne les protège pas. Bientôt, les Américains ne seront plus les seules cibles des fanatiques, mais tous les Occidentaux, tous les démocrates, tous les croyants trop modérés, et d'abord les femmes. Tous ceux-là qui seront visés, réagiront-ils avant qu'il ne soit trop tard ? (...) A Bagdad, c'est la communauté internationale qu'on a voulu assassiner.* »[2] Diviser le monde entre barbares et civilisés légitime une nouvelle vague de guerres « humanitaires. »

Un livre dans le livre

Kouchner a connu Jean-Sélim Kanaan au Kosovo. Ce fonctionnaire international a trouvé la mort à Bagdad. Il se trouvait dans l'immeuble de l'ONU percuté par un camion suicide, le 19 août 2003. De la page 409 à 427, Kouchner lui cède sa plume : il rend public les correspondances que celui-ci lui a adressées. Florilèges : « *L'impression globale est que la coalition est arrivée complètement impréparée pour se charger de la lourde tâche qui consiste à prendre en main le gouvernement d'un pays de vingt-cinq millions d'habitants (...) Les Etats-Unis ont vraiment fait cette guerre pour leurs intérêts et certainement pas pour "libérer" le peuple irakien. La révolte gronde, l'approvisionnement en énergie électrique, après un bon début, a maintenant diminué de 30% du fait d'actes de sabotage et de l'usure de matériels qui ne résistent pas à la chaleur. Pendant ce temps, les grands contrats sont octroyés et signés avec de grands groupes américains étroitement liés à la Maison Blanche ou au Pentagone* (…) »[3] ; « *force d'occupation en lieu et place d'un gouvernement national et souverain représentant le droit ultime de n'importe quel peuple à l'autodétermination.* »[4] ; « *On ne comprend pas bien ce que fait cette coalition, elle ne communique pas, alors la place*

[1] *Ibid*.
[2] *Ibid*., p. 12-13.
[3] *Ibid*., p. 410. Premier compte-rendu daté de juin 2003.
[4] *Ibid*., p. 413.

est ouverte à toutes les rumeurs. Une chose est sûre, de gros groupes américains, et dans une moindre mesure certains groupes anglais, sont en train de gagner beaucoup d'argent. Mais vraiment beaucoup d'argent. L'ère de la prédation à l'échelle d'un pays a recommencé. Je dis recommencé parce que la colonisation en fut une sombre illustration (...) Mais l'Irak est aujourd'hui un pays occupé et mal occupé. Des dossiers aussi importants que la culture ne sont même pas pris en considération (...) Un des berceaux de la civilisation humaine est complètement laissé à l'abandon et aux pillages (...) Vous auriez dû voir la tête d'un des patrons de la coalition civile quand nous avons précisé que c'était, selon le code de la guerre et autre instruments légaux régissant les droits et les obligations de toute puissance occupante, de la responsabilité des forces occupantes de protéger les sites culturels. "Mais quels sites culturels ?", nous a-t-on candidement répliqué. »[1] Kouchner n'apportera aucun commentaire à ces pages qui détonnent jusqu'à contredire l'ensemble de son livre.

En revanche, s'il fait constater le « bourbier irakien » c'est pour mieux mettre en lumière son propre bilan au Kosovo et sa gestion de l'après-guerre. En Irak, la priorité de Kouchner aurait été la sécurité. Ainsi, loin de renvoyer les soldats de l'armée de Saddam Hussein, il en aurait renforcé les effectifs. Il suggère d'« *envoyer davantage de troupes et surtout des policiers militaires, comme le recommandait le général Eric Skinsekri, chef d'état-major des armées américaines.* »[2] Et de remémorer la mission civilisatrice de l'Occident : « *Qu'avait-on appris qui aurait pu servir au succès et non à la confusion de troupes surprises en Irak par des attentats prévisibles ? D'abord que la démocratie pouvait être transférée, à condition d'y associer les populations, que la libération armée des peuples pouvait entraîner une adhésion plus rapide que prévu ; qu'un système de justice rénové était indispensable à cette transformation ; que la réunification d'un pays éclaté était difficile ; que le désarmement d'une nation contraignait les vainqueurs à assumer la défense du territoire conquis et à s'en sentir pour longtemps les protecteurs obligés.* »[3] Kouchner mentionne le bilan des interventions militaires pour motif « démocratique » au Japon, en Somalie et à Haïti. Celui-ci s'exprime uniquement en termes économiques.

L'humanitaire établit la démocratie comme l'apanage de l'Occident. « *Malgré cette démocratie forcée, une culture fort éloignée de celle des occidentaux pouvait perdurer sans se dégrader. Les institutions existantes peuvent, si elles acceptent de coopérer, faciliter la transformation démocratique, quitte à la freiner ensuite (...) En matière économique, les Américains pensèrent, à la suite de l'expérience japonaise, que la concentration des pouvoirs économiques entre les mains d'un seul homme paraissait infiniment plus efficace que de multiples délégations d'autorité (...)* » ; « *Au cours de l'opération de Somalie en 1992 à*

[1] *Ibid*., p. 415.
[2] *Ibid*., p. 437.
[3] *Ibid*., p. 438.

1993, le bilan des pertes humaines fut un crève-cœur pour Washington, qui en tira une conclusion majeure : une unité de commandement militaire était indispensable, et elle devait être américaine. »[1] Pas de développement économique sans sécurité : « *Pourquoi les Américains n'ont-ils pas relu leurs propres textes avant de partir pour Bagdad ?* »

L'économique est catalyseur de paix, de justice, de démocratie. C'est pourquoi une intervention armée est toujours préférable à des sanctions économiques, explique Kouchner. Ainsi, intervention militaire et politique sécuritaire restent indispensables. « *Les sanctions économiques ne peuvent pas toujours remplacer une intervention militaire, mais l'ingérence armée pour des motifs humanitaires peut compléter des sanctions économiques que je n'approuve pas, et y mettre rapidement un terme, d'autant que ces sanctions sont souvent nuisibles, frappant seulement les plus pauvres. Une force internationale de police peut aisément remplacer des soldats de la paix. Une force de police locale, si elle est honnête, bien entraînée et bien payée devient une urgence politique, même si sa présence et son travail ne sont pas suffisants en eux-mêmes. Les militaires et les civils sont également indispensables au succès d'une mission de paix et doivent coopérer étroitement.* »[2] Et Kouchner de se réjouir des nouveaux auspices pacifiques ouverts par la nouvelle administration Clinton : « *Les réticences des gouvernements américains cessèrent avec la venue de Bill Clinton au pouvoir. Une nouvelle ère de missions de la paix s'initia sous l'administration démocrate.* »[3] Ainsi, en 1995, les démocrates américains bombarderont les positions serbes en Bosnie au nom des « *insupportables violations des droits de l'homme que le monde entier contemplait sur ses écrans de télévision. Pas de pétrole ni d'intérêts stratégiques à défendre ou à conquérir.* »

Les Etats-Unis sont indispensables à toute opération de rétablissement et/ou de maintien de la paix : « *La participation américaine reste indispensable à toute entreprise de* peace making *d'envergure : on l'a encore vérifié au Kosovo, avec quelques autres recettes*. »[4] Quand ils auront fini avec les Serbes, ils s'attaqueront à Al Qaïda, « *et à la longue, les Américains gagneront*. »[5] Kouchner adresse, pour cette raison, ses reproches à ceux qui ont refusé de suivre et d'aider les Etats-Unis dans leur entreprise de libération, comme la France. « *Alors que les opérations militaires américano-britanniques se préparaient, nous étions peu nombreux à tenter de réveiller les amnésiques qui ne voulaient pas tenir compte des horreurs perpétrées par le maître de Bagdad. Le dictateur n'avait-il pas été notre plus gros client en matière d'armements de toute sorte, un généreux soutien financier des campagnes électorales françaises ? (…) De Harvard où j'enseignais alors jusqu'à Paris, personne ne semblait avoir eu vent de ses crimes. Amnésie ou révisionnisme ? Anti-américanisme ? Ceux que j'avais*

[1] *Ibid*., p. 441.
[2] *Ibid*., p. 441-442.
[3] *Ibid*., p. 442.
[4] *Ibid*., p. 443.
[5] *Ibid*., p. 445.

connus militants farouches des droits de l'homme sélectionnaient leur indignation pour mieux condamner les errements idéologiques de l'administration Bush. »[1]

Dans ces conditions, Kouchner se sent seul : « *Je tempêtais, j'essayais de convaincre, je rappelais des évidences. Des médecins avec lesquels j'avais découvert les souffrances des Kurdes, depuis 1974, baissaient la tête. Que se passait-il pour qu'ils deviennent muets, qu'ils se détournent de moi, qu'ils me considèrent comme un suppôt d'un impérialisme que j'avais combattu toute ma vie ? Devais-je donc me justifier ? Devais-je fournir un* Ausweis *de bon militant des droits de l'homme, une preuve de ma détermination à lutter contre les méchants américains au sortir du Kosovo où leur présence nous avait permis de faire bonne figure, sinon de remporter une victoire démocratique définitive ? Je ne savais plus où nous en étions*. »[2] En outre, il dénonce également la lâcheté de ses contemporains : « *A Paris, on comptait sur les doigts d'une main ceux qui n'avaient pas flanché, les inflexibles : mes amis André Glucksmann, Pascal Bruckner, Romain Goupil, et Pierre Lelouche et Alain Madelin, mes adversaires politiques, comme on dit par commodité. Cruelle ironie ! Beaucoup se taisaient mais n'en pensaient pas moins.* »[3]

Il suggère que l'impasse irakienne est peut-être imputable au veto français, un geste « inconsidéré », contre la guerre qui a poussé les Etats-Unis dans ses retranchements. La France a poussé les Etats-Unis à la guerre, explique, implicitement, Kouchner. Or, ici, « *la grenouille s'était faite plus grosse que le bœuf, les Français pavoisaient*. » Pour Kouchner, le consensus français contre la guerre en Irak ne repose pas sur des questions de fond, la légalité, la légitimité, etc., mais sur des petitesses telles que la puérilité et la rancune. Enfin, il répète que la France est le royaume de l'anti-américanisme primaire. Or, « *nos ennemis ne sont pas les Américains mais bien le terrorisme*. »

Kouchner établit un lien entre anti-américanisme et « antisémitisme ». Puis, sans transition, dans un passage où il s'agit de défendre la conception américaine des relations internationales, il rappelle que, en tant que Juif ou demi-Juif, il est lui aussi une victime : « *Ce sont les autres qui vous désignent comme Juif, un jour ou l'autre. On n'échappe pas à cela. Cela vous tombe dessus. "Le Juif est un homme que les autres tiennent pour Juif", disait Sartre.* » Il poursuit : « *Que font les Juifs ? Ils guettent. Ce sont les veilleurs de l'intolérance. Ils observent et ils se mêlent de ce qui les regarde : les affaires des autres. Ils étudient les mécanismes des massacres qui vont les broyer. Que font les Juifs ? Ils arpentent les territoires des massacres. Ils sont les marqueurs des tueries, les papiers tournesol des cruautés. Si l'on commence à s'en prendre aux Juifs, les femmes, les démocrates, les religieux*

[1] *Ibid*., p. 462.
[2] *Ibid*., p. 463.
[3] *Ibid*.

modérés, les plus faibles, et bientôt tous les autres y passeront. »[1] Si les Juifs sont figés dans leur rôle d'éternelles victimes éclaireurs de conscience, d'autres sont coulés dans le marbre de la barbarie. Hiérarchiser des peuples ou des groupes culturels est encore inattendu de la part d'un médecin humanitaire. Ainsi, l'intolérance et l'extrémisme sont notables chez les mêmes : « *On commence à tuer les Juifs, puis des Américains, puis les musulmans tolérants, les tenants de l'islam des Lumières, puis tous les autres auxquels, sans qu'ils le sachent, l'intolérance et l'extrémisme religieux auront déclaré la guerre.* » On notera que cet exercice de dénégation : ici, Juifs et Américains sont évoqués sans autres qualificatifs cependant que musulmans est aussitôt affublé d'adjectifs rassurants tels que « tolérants », « modérés », « des Lumières ». C'est-à-dire que les musulmans intégristes sont tellement nombreux et partout que le besoin se fait sentir de préciser chaque fois de qui l'on parle. Un autre discours de dénégation précise que l'islam est une « religion de paix », ce, souvent après avoir amalgamé en la matière tout et son contraire. Peut-être parce qu'il a estimé être allé trop loin, Kouchner rappelle qu'il a été « *aux côtés des Palestiniens* », un « *compagnon du Croissant-Rouge palestinien depuis le terrible septembre noir, à Amman et à Irbill encerclé.* »[2]

Compte tenu de son parcours, il fait usage de l'argument biographique, ce, pour devancer ou répondre aux éventuelles critiques : « *Cherche-t-on à alimenter une querelle dans ce passé de militant alors que, depuis le Comité international de la gauche pour la paix au Moyen-Orient, créé en 1967, après la guerre de Six jours, par Marek Halter je milite pour l'existence de deux Etats sur un seul territoire : le palestinien et l'israélien ? Je préfère ne pas tenir compte de ces soupçons déshonorants, mais j'ai du mal à comprendre ce retournement de pensée, cet honneur piétiné. A ceux qui connaissaient la condition funeste faite aux Chiites et aux Kurdes, je pardonne moins encore. Le pacifisme le plus plat a flotté sur mon pays, conforté par ceux qui préfèrent la mort des autres aux périls légers qui pourraient les atteindre. Confort de l'âme, tiédeur des engagements, peur de penser droit*. »[3] Sans compter les reproches d'« indignations sélectives » qu'il repère chez ses adversaires.

Cette parole intarissable donne une impression de puissance même si elle ne traduit pas toujours par les faits. « *Tous ceux qui, nombreux, contestèrent bruyamment la politique américaine ne se soucièrent pas davantage des Irakiens. Ils incriminaient la violation de la légalité internationale, même si chaque coup porté contre Washington confortait le dictateur. Le peuple irakien n'avait toujours pas son mot à dire. Nous fûmes quelques-uns à plaider que*

[1] *Ibid*., p. 465.
[2] *Ibid*., p. 466.
[3] *Ibid*., p. 467.

seuls comptaient le jugement et la décision des victimes, c'est-à-dire des Irakiens eux-mêmes. On ne nous entendit pas. »[1]

Outre ses adversaires, les médias n'échappent pas au courroux kouchnérien. « *On peut également prédire qu'il existera des dossiers universitaires et bien des livres sur l'attitude des médias français avant, pendant et après la guerre d'Irak : tout au long de cette période, nos journaux et nos télévisions auront conjugué sectarisme anti-américain et indifférence absolue vis-à-vis de l'opinion et des souffrances des Irakiens. Quant aux organisations non gouvernementales, en particulier françaises, elles auront multiplié les atermoiements face à cette guerre américaine.* »[2] Au Kosovo, Kouchner décrivait des journalistes incultes, impatients, prompts aux préjugés, incapables d'ouvrir des livres, posant des questions passe-partout, toujours négatives et identiques.

Les ONG qui ne partagent pas la même conception de l'humanitaire d'Etat de Kouchner ne méritent pas plus d'égard : « *Les ONG n'aiment pas les interventions préventives ; surtout, elles détestent les opérations unilatérales. Elles soutiennent plus volontiers les missions officielles de la communauté internationale. Pas étonnant, dès lors, de voir fleurir les jugements habituels : les membres des ONG n'avaient à la bouche que les mots de responsabilité, de légitimité, de légalité et d'efficacité. Aujourd'hui, l'évolution me semble aussi nécessaire qu'inéluctable : ceux qui prennent en charge la misère et les souffrances du monde ne peuvent rester insensibles à leur prévention, même si elle prend, le plus rarement possible, la forme d'une opération armée.* »[3] Kouchner défend des thèses inattendues dans la bouche d'un humanitaire.

5- L'origine du mythe

Kouchner bénéficie d'un mythe fondateur. La lecture de quelques écrits kouchnériens a souligné le hiatus entre l'image de marque médiatique dont il bénéficie et ses réflexions plus conservatrices. L'exhaustivité des dits écrits ne sert ici à rien. Les invariants étant

[1] *Ibid*., p. 474. Cet argument a ceci d'avantageux d'être transposable à d'autres thématiques. Ainsi, à ceux qui ont osé critiquer le dispositif ESTHER présenté comme une « ingérence thérapeutique » salutaire, Kouchner répond : « *A l'époque, certains archéomarxistes et les tenants des luttes coloniales dépassées s'opposaient farouchement à notre approche, privilégiant, comme le pape, la prévention plutôt que le traitement, condamnant ainsi à mort les quarante millions de séropositifs alors recensés. Il s'agissait d'un épisode résiduel des antiques luttes de la science contre les bureaucrates, des médecins contre les agents du développement, de l'Europe du Nord – représentée par un ministre anglais de la Coopération aux idées d'un autre siècle – contre les pays de la Méditerranée*. » (p. 51)

[2] *Ibid*., p. 456-457.

[3] *Ibid*., p. 458.

suffisamment nombreux, les cas d'auto-plagiats pas rares, les arguments revenant en écho. Le mythe Kouchner prend forme dès ses premiers pas dans l'humanitaire. Aussi Bernard Kouchner a-t-il créé Médecins sans frontières ou est-ce Médecins sans frontières qui a créé la marque de gauche Kouchner ?

Si nous entrons plus en détails au cœur de l'épisode MSF, nous comprendrons mieux d'où s'origine cette aura quasi mythique qui entoure Kouchner et dont il joue sans cesse. Nous comprendrons également comment il se fait qu'il est classé à gauche. Nous verrons à quel point son parcours a évolué dès les prémisses dans l'ombre des médias. Kouchner s'est servi et a accompagné la lutte de pouvoir du champ médiatique, avec une médiatisation tous azimuts du champ humanitaire mais aussi politique et intellectuel. Nous verrons enfin que Kouchner a vite fait de se constituer son réseau « multichamp » et d'augmenter ainsi son capital social autant que symbolique.

Kouchner est fondé en légitimité grâce à la pratique humanitaire. Nouvel acteur bientôt dominant dans le champ, Médecins sans frontières a constitué un terrain stratégique à des fins d'accumulation d'un capital symbolique gagné grâce à une activité militante précoce suivant les traces de son père puis grâce à une participation, dilettante, à Mai 68. Le consensus qui entoure Kouchner est de nature toute médiatique. Cette version mythique a été illustré par l'ouvrage du journaliste, au *Point* à l'époque, Olivier Weber[1]. Une version romantique qui détonne avec le récit de Anne Vallaeys[2]. Rony Brauman[1] est aussi connu pour sa lecture critique et son autocritique de sa propre pratique de l'humanitaire. Il a été l'un des présidents de MSF.

La version romantique

Le récit romancé d'Olivier Weber prend pour argent comptant les différents témoignages qu'il a pu recueillir lorsque Anne Vallaeys n'hésite pas à les mettre en doute voire à les contredire. Les journalistes aiment à rappeler que Kouchner est le fondateur de MSF ou le co-fondateur laissant à penser qu'il a joué un rôle de premier plan tel que sans lui rien n'aurait été possible. Il intervient dès la page 16 de la version officielle illustrée par

[1] Olivier Weber, *French doctors. Les vingt-cinq ans d'épopée des hommes et des femmes qui ont inventé la médecine humanitaire*, Paris : Robert Laffont, 1995.
[2] Anne Vallaeys, *Médecins sans frontières. La biographie*, Paris : Fayard, 2004. Anne Vallaeys ne cache pas d'où elle parle. Elle est contre l'humanitaire d'Etat, contre le « droit d'ingérence humanitaire » qu'elle associe à une prolongation de la geste néocoloniale, contre l'héroïsation du médecin blanc qui conduit à des situations catastrophiques, infantilisant et réduisant les populations à l'état d'objet et non de sujet. Lire Bernard Hours, « Derrière les évidences humanitaires », *Le Monde diplomatique*, septembre 2008. Vallaeys a cherché à « déconstruire » le mythe fondateur de Médecins sans frontières.

Weber. Au moins, précise-t-il, Kouchner ne fait pas partie des figures de Mai 68 : « *Durant les folles journées de mai 68, Bernard Kouchner n'a jamais caché son scepticisme. Cette révolution-là lui semblait trop parisienne, trop nombriliste. Une révolution ? Non, pour ce jeune gastro-entérologue, fils d'un médecin juif de Montreuil de la banlieue parisienne, militant communiste dans les années 1950, ce fut une révolte de nantis. Les vrais défis se déroulent ailleurs, en brousse, dans les maquis de Bolivie où vient de périr un an plus tôt un certain Ernesto Guevara, dit le Che*. »[2]

Le jeune homme rêve de consécration et d'ascension sociale, il rêvait d'être chanteur ou comédien, il sera médecin humanitaire. « *Au coin de la rue, l'aventure… Un soir d'août, il bondit sur l'occasion. Il est invité chez Marek Halter, un vieil ami, qui occupe un studio-atelier de la rue des Minimes, près de la place des Vosges. Tous deux appartiennent au Comité international de la gauche pour la paix au Moyen-Orient (…) Ce soir-là, Jacques Derogy, journaliste à* l'Express*, est présent. Il évoque le Biafra. Renée, sa femme, qui a collaboré à la Croix-Rouge à Genève, lui a appris que l'organisation cherchait des volontaires pour cette contrée africaine. Kouchner écoute attentivement* (…) » Olivier Weber fait durer le suspens avec force introspection : Kouchner se pose des questions existentielles. Or, son destin insiste : « *En plein dîner, le téléphone sonne. C'est Isabelle Vichniac, correspondante du* Monde *à Genève* (…) *Marek Halter décroche* (…) : - *C'est Isa, la Croix-Rouge a besoin de médecins au Biafra. Bernard, elle demande si tu veux y aller… - Quand ? – Eh bien, tout de suite… Kouchner sent trois regards braqués sur lui, ceux des vieux copains, qui l'ont surnommé "Rimbaud enfant" pour sa verve et sa plume lorsqu'il collaborait à la revue* l'Evénement *d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie* (…) *J'y vais, dit Kouchner, subitement exalté. Le volontaire est aussitôt propulsé dans la 2CV de Marek Halter. Dans son petit appartement, il boucle sa valise en un tour de main* (…) » Si le récit est largement romancé avec sa dose de suspens, d'émotions, d'héroïsme, d'aventure, le contexte historique qui pourrait permettre d'expliciter la situation biafraise tient en trois paragraphes.

Kouchner est décrit comme le « trublion » de l'équipe de volontaires de la Croix-Rouge, superactif, préparant une conférence de presse dès son retour en France pour dénoncer le « *mutisme assassin* » de l'organisation à laquelle il appartient. Il est surnommé Mister Vétiver, rapport à son goût pour les lotions après rasage : « *Même durant les bombardements, il s'attarde devant l'évier pour s'asperger d'eau de toilette* »[3], raconte Weber. « *Peu à peu, Bernard Kouchner s'est imposé. Il est devenu le meneur de la troupe. Le soir, cependant, il doute du combat mené au nom de la charité*. » Le journaliste citera à de nombreuses reprises

[1] Rony Brauman, *Penser dans l'urgence. Parcours critique d'un humanitaire*. Entretiens avec Catherine Portevin, Paris : Seuil, 2006.
[2] O. Weber, *op. cit*., p. 16.
[3] *Ibid*., p. 51.

le journal de bord de Kouchner, toujours aussi lyrique : « *Cette cause n'est pas la mienne, et je m'y cherche en vain. Parviendrai-je à l'oubli ? Vais-je accepter l'épreuve ? Nous vivons cette aventure comme un amour fragile, au jour le jour. Je vais sans doute perdre cette aventure comme j'ai perdu le reste. Assez de boy-scoutisme entre deux querelles d'amants. Assez de demi-mesures. Il est dur de dormir.* »[1]

De retour chez lui, à Fontenay-Sous-Bois, dans le Val de Marne (94), « *il téléphone à quelques amis journalistes pour créer un comité international contre le génocide au Biafra* ». Kouchner fait circuler un texte signé par des intellectuels parisiens, Olivier Todd, François Debré pour commencer. Ils demandent l'envoi d'armes sur le terrain. Weber décrit un Kouchner « *surexcité, conscient de tenir là un rôle d'ambassadeur biafrais*. » Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, Claude Lanzmann, Michel Leiris, Jean-Marie Domenach, Pierre Vidal-Naquet signent. Avec Max Récamier, il publie une tribune dans *le Monde,* tient l'estrade à la Mutualité, pratique ce qu'il appellera le tapage médiatique. La télévision montre des enfants rachitiques au ventre ballonné. Au grand dam de Kouchner, de Gaulle ne se décide pas à armer le Biafra. L'idée d'une organisation « anti-Croix-Rouge » germe dans la tête de Kouchner, Récamier, Michel-Antoine Burnier, Jacques Bérès, les anciens du Biafra en somme. Ils créent le Gimcu, Groupe d'intervention médico-chirurgicale d'urgence. Pour la quatrième fois, Kouchner est « exalté ». Mais le Gimcu n'a pas la force de frappe espérée.

En 1970, il débarque dans un Pérou capable de faire face aux conséquences d'un tremblement de terre sans aide extérieure. En novembre 1971, après les inondations au Bangladesh, Max Récamier relit l'appel de Tonus, une revue médicale, pour recruter des volontaires et former un secours médical français. La rencontre sera fructueuse. Philippe Bernier, journaliste, signe la charte, longue d'un feuillet, de la nouvelle organisation issue de l'alliance du Gimcu à Tonus. « *La charité en lieu et place de la révolution, morte et enterrée* »[2], écrit Weber. L'organisation rejette l'idéologie donc la politique, elle veut « *ranger* Le Capital *de Marx dans les rayons de la bibliothèque et cautériser les plaies de ce monde à l'aide de bistouris ni plus, ni moins.* »[3]

Mais déjà Kouchner suscite méfiance et agacement, il n'est pas pris au sérieux, s'il peut faire des émules pour son charme et ses « coups de gueule », « *le jeune médecin a des allures de chien fou et tolère mal la contradiction*. »[4] Weber évoque ses « *ambitions personnelles* » qu'il cherche à servir par le biais de l'organisation. Le journaliste précise que l'idée d'un bateau refuge pour les boat people vietnamiens vient de Claude Malhuret. Celui-ci

[1] *Ibid*., p. 34.
[2] *Ibid*., p. 107.
[3] *Ibid*., p. 110.
[4] *Ibid*., p. 116.

a d'abord réalisé une brève enquête, notamment auprès de Rony Brauman, pour examiner la viabilité et la faisabilité de pareille expédition. Encore indécis, Malhuret rentre du Soudan quand Kouchner convoque la presse pour annoncer son idée : l'Ile de Lumière. A la tribune, il n'est pas venu seul. Yves Montand, Raymond Aron, Guy Béart, Claude Mauriac, Bernard-Henri Lévy, etc., ont accepté son invitation. La rupture entre les deux hommes, qui couvait jusqu'alors, est désormais consommée. Kouchner se voit reprocher de faire « cavalier seul », de faire fi des obstacles techniques et de privilégier de façon inconditionnelle tous les soutiens médiatiques d'où qu'ils viennent. La France et le Haut commissariat aux réfugiés, structure onusienne, ne le soutiennent pas, pas plus que les anciens du Biafra. C'est la télévision qui sauvera Kouchner. Sur le plateau de *Question de temps,* diffusé sur Antenne 2 et présenté par Louis Bériot, les invités, André Glucksmann et René Andrieu, rédacteur en chef du journal communiste *L'Humanité*, se querellent puis quittent le plateau. Kouchner se retrouve seul invité et en profite pour parler de son bateau humanitaire. Le lendemain, les dons affluent. A son retour, le 20 juin 1979, Kouchner place sous son égide la réunification de Jean-Paul Sartre et Raymond Aron, qui ne s'étaient plus adressés la parole depuis la fin de la guerre d'Algérie, au nom de son comité Un Bateau pour le Vietnam. Cette réconciliation de façade, en réalité fomentée par Michel Foucault et André Glucksmann, devait annoncer la fin des clivages politiques, la fin des idéologies et l'avènement d'une nouvelle ère, celle des droits de l'homme.

En définitive, Kouchner est évincé de MSF dont les membres sont exaspérés de le voir « tirer la couverture à lui ». Pour pallier l'humiliation, il travaille « ses accents de tribun » et fonde Médecins du monde (MDM). « *Il multiplie les interviews, parade devant les caméras. A chaque fois qu'il défile sur un plateau, Médecins du monde reçoit des dons faramineux qui font pâlir d'envie ses concurrents. Il entretient des relations mondaines et politiques. Il rencontre Christine Ockrent, présentatrice du Journal d'Antenne 2 et l'invite à effectuer un reportage sur ces lieux de détresse qui parsèment la mappemonde. La journaliste et le médecin se séduisent mutuellement.* »[1] C'était en 1981.

Qu'à cela ne tienne, Olivier Weber rend compte de la déception qu'il inspire : « *On reproche à Bernard, de plus en plus souvent, de confondre son intérêt et celui de la médecine humanitaire. On l'accuse de prendre goût au show-business et de mélanger les genres. Lui rétorque que en ce siècle cathodique, il est nécessaire de mêler médecine et médias. Il considère les caméras comme une arme de témoignage et de pression sur les gouvernements immoraux. – Que voulez-vous, réplique-t-il à l'un de ses nombreux détracteurs, c'est la loi du tapage, et je n'y peux rien. – Au fond, tu t'en fous si 5000 petits noirs meurent, pourvu que tu*

[1] *Ibid*., p. 314.

puisses en opérer trois devant les caméras ; lui lance, un soir, un ancien compagnon de route ; - Peut-être, se défend-il, mais grâce à ce reportage, 20.000 autres seront sauvés ! »[1]

Mais s'il rapporte les critiques qui lui sont adressées, Weber n'accable pas Kouchner. Pour cause, ils évoluent dans le même bain idéologique, celui pour lequel le marxisme mène au goulag. Ainsi, Weber s'interroge, au sujet de l'Afghanistan : « *Les guerres de libération généreraient-elles le fanatisme, comme hier le marxisme ?* »[2]

Kouchner tire ses revenus des scénarios qu'il écrit pour *Médecins de nuit*, une série diffusée sur Antenne 2, sous le pseudonyme de Bernard Gridaine et de son poste de directeur de publication de la *Revue des sciences médicales*, qui accueille beaucoup de publicités pour des laboratoires pharmaceutiques. Le 21 avril 1982, il reçoit de la fondation grecque Onassis le prix Athinaï et un chèque de 100 000 dollars.

Kouchner compte sur l'humanitaire pour changer le monde. Reste que dans l'Ethiopie de 1985, toutes les Organisations non gouvernementales seront pieds et poings liés. Couvertures, tentes, nourritures resteront bloquées dans des hangars. Les déplacements forcés de populations s'effectueront sous l'œil des ONG. Les événements donnent en avalanche de l'eau au moulin de la critique du tiers-mondisme. Brauman veut la peau de ce régime « marxiste » qui mène à la mort des cohortes d'affamés. La parution du livre de Pascal Bruckner, *le Sanglot de l'homme blanc*, a joué un rôle dans le déclenchement de la polémique : l'Occident n'est pas responsable de la misère du monde et doit cesser de culpabiliser. Le cas éthiopien l'aurait suffisamment démontré. Pendant que Brauman évince les meneurs gauchistes de MSF, Malhuret « impressionné » par l'élection de Ronald Reagan à la présidence des Etats-Unis en 1980 est persuadé que le KGB soviétique utilise le réseau humanitaire pour étendre son influence et développer ses moyens d'action, ce, en pleine guerre froide. Malhuret et Brauman se plongent dans la lecture aronienne des théories du « développement » et concluent que le tiers-mondisme n'est qu'un « *prêt-à-porter idéologique* », un « *obstacle à la réflexion* », accusé d'« *alimenter dans nos pays la mauvaise conscience* » et de représenter « *une arme de guerre contre le modèle de société occidental*. »[3] Dans ce contexte, Brauman fonde un club de réflexion indépendant de MSF : Liberté sans frontières (LSF). De plus en plus à droite, Malhuret s'inspire du modèle de la très réactionnaire et très à droite Heritage Foundation, qui a rassemblé les fonds destinés au financement de la campagne de Reagan. Le premier colloque, intitulé « Le tiers-mondisme en question », réunit des anti-tiers-mondistes de gauche et de droite dont Emmanuel Leroy-Ladurie, Jean-François Revel, entre autres. « *A la tribune*, raconte Weber, *les mythes*

[1] *Ibid*.
[2] *Ibid*., p. 377.
[3] *Ibid*., p. 400.

s'effondrent avec d'autant plus de fracas que la diatribe provient des porte-drapeaux de la générosité, les humanitaires, dont beaucoup furent maoïstes, staliniens, trotskistes. Pour illustrer leurs démonstrations, les orateurs évoquent la réussite des nouveaux pays industrialisés d'Asie, la Corée du Sud, Taïwan, Singapour, dont le développement économique tient à l'application pure et simple des recettes du capitalisme. Les thuriféraires du libéralisme reprennent en chœur les préceptes de Reagan et de Margaret Thatcher, « trade not aid » (*du commerce, pas d'aide*). »[1] Quant à Kouchner, fâché avec la direction de MSF, il ne pourra soutenir l'initiative, mais il n'en pensera pas moins. Nous le verrons plus loin.

Lorsqu'en 1986, la droite remporte les élections législatives, Claude Malhuret accepte le poste de ministre des droits de l'homme. Jaloux, Kouchner « *multiplie les piques acerbes et les remarques assassines à l'égard de son confrère*. »[2] Dans *Libération*, il publie une tribune titrée « *Le ministère de l'indignation*. » Il lui reproche sa politisation du débat sur les droits de l'homme au nom de la raison d'Etat et en appelle à sa démission : « *Le secrétariat aux droits de l'homme doit disparaître. Il fait du tort à la cause qu'il prétend servir. La position est intenable. En ces temps de libéralisme, ne nationalisons pas les droits de l'homme*. »

En 1988, François Mitterrand est réélu. Son nouveau Premier ministre Michel Rocard nomme Kouchner au poste de secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, poste qu'il a dénoncé deux ans durant. Aussi Kouchner refuse. En revanche, il demande à s'occuper des « exclus ». Dont acte. Il est nommé secrétaire d'Etat chargé de l'insertion sociale. Puis il deviendra ministre de l'action humanitaire. Il déclamera beaucoup contre les dictateurs. On le sommera chaque fois au silence. Mais personne ne saura l'empêcher d'agir en Somalie, de partir pour la Croatie avec André Glucksmann et Jean d'Ormesson (Valéry Giscard d'Estaing et Jimmy Carter, premiers invités, ont refusé) pour y construire des corridors humanitaires. Kouchner demandera une intervention militaire, en vain. Weber narre : « *Hésitant à démissionner, mariant allégrement le chantage au départ, lui, le joker de l'Elysée, l'apôtre de la société civile, rentre dans le rang*. » Mais le journaliste prend fait et cause pour lui : « *Il tente d'apporter un peu d'humanité là où les Etats se refusent à intervenir…* »[3] Weber loue Kouchner et fustige le gouvernement : « *Les intentions du bouillant ministre sont charitables, certes, et ses initiatives souvent couronnées de succès. Grâce à son corridor humanitaire sur Dubrovnik, 6000 femmes et enfants ont été secourus, 10.000 tonnes de nourriture ont été amenées par terre et par mer dans une ville assiégée depuis des mois. Un îlot de paix, un exemple supplémentaire, après le Kurdistan, du droit d'ingérence émergent. Mais Kouchner*

[1] *Ibid*., p. 404.
[2] *Ibid*., p. 425.
[3] *Ibid*., p. 520.

n'en demeure pas moins le représentant d'un gouvernement impuissant, indifférent, voire cynique face au drame balkanique. »[1]

Devenu député européen, Kouchner est envoyé par Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU, au Rwanda pour « *sonder les intentions des belligérants et sensibiliser l'opinion publique*. » Il veut obtenir le passage des centaines de Tutsis réfugiés à l'hôtel des Mille collines en zone hutue. L'auteur n'abordera pas la question des résultats de la démarche. En définitive, Olivier Weber verse complètement dans l'idéologie de profession des acteurs dominants du champ humanitaire : « *Les acteurs de la saga humanitaire, considérée déjà par de nombreux observateurs comme la plus grande aventure intellectuelle de cette fin de siècle, ont inventé une nouvelle morale, un code de générosité, un idéal humaniste, sorte d'instrument antilâcheté*. »[1] Impartialité, objectivité, lucidité, altruisme, désintéressement, l'humanitaire n'est pas un lieu idéologique et la création de LSF symbolise le renouvellement de la pensée, enfin débarrassée de ses oripeaux dogmatiques.

Le mythe dissous ?

Anna Vallaeys n'est pas journaliste. Elle est l'auteure de plusieurs romans. La biographie de Médecins sans frontières constitue sa première enquête. Sans être exhaustive, nombre de problématiques ne sont pas abordées, notamment la question des financements gouvernementaux, le rôle de sous-traitants des politiques nationales et internationales des ONG, la part managériale et bureaucratique, etc., l'enquête se veut rigoureuse, moins partiale que le récit romancé d'Olivier Weber.

En préliminaire, Vallaeys rappelle que le terrain qu'occupera dans quelques années MSF est déjà occupé par des associations humanitaires, souvent d'obédience religieuse, chrétienne, catholique ou protestante, telles que Terre des hommes, Frère des hommes, Medicus mundi, le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD). Certaines s'ouvrent même à la perspective révolutionnaire. Pascal Grellety-Bosviel et Max Récamier en sont. Lorsque Vallaeys aborde le contexte historique, politique, économique et social de la guerre du Biafra, elle y consacre cinq pages là où Weber n'y réservait que trois paragraphes. L'auteure fait également constater que Kouchner n'est pas l'inventeur de l'« illégalité féconde ». L'organisation vaticane Caritas a violé depuis le début de la guerre biafraise l'espace aérien nigérian, à partir de sa base logistique, installée sur l'île portugaise de Sao Tomé. Les « avions-pirates » déposaient des vivres qui étaient ensuite amenés sur le terrain par tout ce qui pouvait aider au transport : « *Les volontaires de dieu mobilisent "à la*

[1] *Ibid*., p. 526.

vietnamienne" les chars des agriculteurs et même les bicyclettes. »[2] Au total, 500 centres de ravitaillement parsemaient le Biafra séparatiste.

Vallaeys revient sur l'origine de l'appel de la Croix-Rouge : l'idée a été impulsée par le général de Gaulle lui-même « *qui exerce un pouvoir discrétionnaire sur le siège* [de la Croix-Rouge] » puisque c'est lui qui en nomme le président. Jacques Foccart, « Monsieur Françafrique », rapporte les propos du général de Gaulle du 17 juillet 1968 : « *Nous devons apporter une aide directe au Biafra grâce à la Croix-Rouge et non par le canal de la Croix-Rouge internationale*. » Le général dénonce le « *drame atroce, énorme* » qui frappe le Biafra, une région riche en matières premières, pétrole et gaz compris, que se disputent Britanniques, Russes et Français. Le Biafra est surnommé la Californie du Nigéria. La France, via Elf-Erap, s'est procuré en 1964 des permis de recherche sur une superficie de 3000 km² au cœur de la forêt ibo. A la veille de la sécession, Paris a obtenu le décuplement de ses surfaces de concession. Britanniques et Français se lancent dans une guerre économique qui ne dit pas son nom pour laisser à l'autre l'Afrique « non utile ». Kouchner fait totalement abstraction de ces enjeux économiques, ne parlant que le langage de la morale. De Gaulle accuse l'agresseur nigérian qui, pour le soumettre, emploie la guerre, le blocus, l'extermination, la famine. Un « *corps expéditionnaire* » à caractère humanitaire est dépêché sur place, composé du CICR, de l'Unicef, de Terre des hommes, du Conseil mondial des églises et de Caritas. Et Vallaeys de constater que l'« ingérence humanitaire » a été inventé par le vatican et le général de Gaulle. Quant à Max Récamier, il sera responsable du recrutement des volontaires français. L'un des premiers à répondre : Bernard Kouchner. Contrairement à Weber, Kouchner n'apparaît pas immédiatement dans « l'histoire ».

De même, Vallaeys ne présente pas Kouchner comme l'un des acteurs de Mai 68, il n'en incarne donc pas l'esprit. L'auteure apporte des éléments bibliographiques complémentaires. Si, à partir de 1965, Kouchner était journaliste à *l'Evénement*, après l'avoir été à *Clarté*, organe de l'UEC, son père était aussi patron d'un groupe de presse médicale. Sa conscience politique s'est éveillée, dix ans avant 68, avec les guerres de libération. « *Son paysage intellectuel est structuré par l'affrontement Est-Ouest, la guerre froide qui découle de la "libération" de 1945.* » Vallaeys explique que si Kouchner s'est rapproché des communistes c'est surtout parce que la droite française était encore entachée du soupçon de vichysme. « *Une France où la droite nationale, tenue en lisière, est encore coupable d'être constituée en partie d'anciens vichyssois, de "collabos". Au contraire, la jeunesse de gauche, fascinée par les combats des communistes de la Résistance, respecte et légitime le "parti des*

[1] *Ibid*., p. 559.
[2] Anne Vallaeys, *Médecins sans frontières. La biographie*, Paris : Fayard, 2004, p. 36. L'auteure est précise : Kouchner s'est rendu au Biafra de septembre à octobre 1968, tout le mois de décembre 1968, puis d'octobre à novembre 1969. (p. 50)

fusillés" et l'Union soviétique, auréolée d'un incontestable prestige. La bataille de Stalingrad a touché au cœur la mécanique nazie. L'époque est encore sans nuance. »[1]

Pour Vallaeys, Kouchner est un pur produit de son temps : « *En 1956, Kouchner, adolescent de 17 ans, vit le double heurt de la dénonciation du stalinisme incluse dans le fameux rapport secret à Nikita Khrouchtchev (selon le bureau politique du PCF), prononcé à la tribune du vingtième congrès du Parti soviétique, et l'écrasement sanglant du soulèvement démocratique des Hongrois de Budapest. Dès lors, la brèche ne cessera de s'élargir avant que l'édifice ne soit emporté tout entier. Avec ces événements, le "salut historique" contenu dans le projet communiste se paralyse. Le processus s'achèvera trente ans plus tard. Le PCF perd de son prestige auprès des intellectuels de la gauche progressiste et, bien sûr, des compagnons de route confrontés à leur fonction "d'idiots utiles". Un troisième incident va ruiner l'image du Parti aux yeux des jeunes : l'attitude, jugée prudente, des communistes face au soulèvement nationaliste algérien. Les années 1950 finissent au moment où l'hégémonie communiste décline. La situation économique et sociale est inédite. Les trente glorieuses signifient l'élévation du niveau de vie des Français, l'avènement de la société de consommation. (...) Selon les nouveaux prophètes, les sociologues, les masses, auparavant "intrinsèquement révolutionnaires", s'assoupissent dans les délices matériels (...) Revenu aux affaires en 1958, le Général de Gaulle formule vaguement la portée de cette "révolution des modes de vie" : il n'y aura jamais plus de révolution, la société française est enfin apaisée, le capitalisme "encadré" est capable de surmonter les contradictions sociales*. »[2] Prochaine étape : la dépolitisation de la question politique à laquelle s'attellera notamment Kouchner au nom de l'humanitaire et des droits de l'homme, l'humanité une et indivisible, la fin des conflits de classes, et des classes elles-mêmes.

Mais cet humanitaire qui n'aurait rien à voir avec le politique et autres enjeux idéologico-économiques est un leurre. Le mythe des origines de MSF, tout fait d'héroïsme contre la barbarie, d'éclat médiatique contre un silence complice est une « version de l'histoire » simpliste, annonce Vallaeys : « *Elle gomme les aspérités d'une guerre sans nom, elle biaise les limites auxquelles furent confrontés ces humanitaires d'un genre nouveau, participant, à leur corps défendant, aux ambiguïtés d'un conflit géo-économique meurtrier. Si la guerre biafraise apparaît comme un instant de rupture dans l'histoire de l'action humanitaire, elle illustre bien le mélange trouble entre les pratiques de secours, les enjeux politiques et les menées militaires. Au milieu des années 1980, des voix s'élèveront du sein même de MSF pour exprimer une défiance à l'égard du mythe fondateur. Jean-Christophe*

[1] *Ibid*., p. 40.
[2] *Ibid*., p. 41.

Rufin, Xavier Emmanuelli et particulièrement Rony Brauman réinterpréteront l'épisode biafrais. »[1]

Vallaeys s'est entretenue avec les protagonistes de l'époque dont Kouchner : « *Ils n'étaient pas là ! Ceux-là réécrivent l'histoire. Bientôt, certains iront jusqu'à dire qu'il n'y a pas eu de massacre au Biafra. Cela s'appelle du révisionnisme !* » Et Vallaeys de commenter : « *Les légendes ont la vie dure.* » Quant à Pascal Grellety-Bosviel, il raconte à son interlocutrice à quel point les Biafrais restaient organisés en dépit du blocus nigérian. Il lui rapporte une conversation qu'il avait eue avec un chef de village et qui portait sur le mariage de Jackie Kennedy et Aristote Onassis et les intérêts politico-financiers de cette union, le Printemps de Prague, les Antimémoires de Malraux. Il se souvient aussi avoir aperçu un soldat tapi dans sa tranchée lisant Descartes. De quoi réduire ses préjugés en miettes. Les routes étaient refaites aussitôt bombardées, les bureaux administratifs restaient ouverts, le courrier distribué, la presse éditée.

En France, les médias relaient des rumeurs de livraisons d'armes de la France au Biafra. Les « observateurs » rendent compte de l'accroissement de la « puissance de feu » biafraise. Illustration des mécanismes de la Françafrique. Officiellement, Jacques Foccart fait livrer les armes par contrebande, via le « programme d'assistance humanitaire en faveur des victimes de la guerre » ou bien par l'intermédiaire de la Côte d'Ivoire, alors dirigé par Félix Houphouët-Boigny, vieil ami de la France et du Gabon, dixit un article de *L'Observateur* du 10 janvier 1970. Vallaeys s'en ouvre à Kouchner, il dément aussitôt : « *C'est faux. Entièrement faux ! Ces armes françaises, on ne les a jamais vues. De vieilles kalachnikovs, peut-être. Livrées par des intermédiaires, mais c'était dérisoire face à la puissante armée nigériane, dotée d'avions, de tanks, de Saladin… L'armée biafraise n'avait rien, c'était une armée de gueux. Une armée composée d'instituteurs, de médecins et d'ingénieurs. Un soldat disposait de dix à vingt cartouches, alors que l'adversaire en utilisait deux ou trois cents dans le même temps. Côté nigérian, il y avait tout le monde, les Américains, les Britanniques, les Russes, les Egyptiens, les Allemands de l'Est. Le Nigéria était un Etat puissant, riche. Tout ce monde tenait à le ménager pour l'avenir, pour ses ressources pétrolières. Quant à de Gaulle, certes, il en a appelé à l'autodétermination du peuple biafrais dans ses vœux de nouvel an 1969. Mais ça n'était que gesticulation. Peut-être a-t-il livré trois pétoires, ou trois cents, mais rien de plus. Il y avait des atterrissages d'avions, des livraisons d'armes, mais pas d'avions chargés d'armes françaises. Je n'y crois pas. Sinon une ou deux peut-être… C'est grotesque, une histoire réécrite.* »[1] « *Pas si sûre* », rétorque Vallaeys. Et d'évoquer le film de Joël Calmettes, « Conversations à propos du Biafra » (2002) : la France a envoyé des mercenaires de la seconde guerre mondiale pour la plupart, des soldats de Corée et d'Algérie.

[1] *Ibid*., p. 54.

En insistant un peu, Kouchner reconnaît leur présence. Vallaeys avance que la Croix-Rouge a été instrumentalisée par le gouvernement français.

L'auteure poursuit le démantèlement du mythe : la subversion des jeunes médecins surnommés « les Biafrais », leur insoumission aux conditions édictées par la Croix-Rouge, notamment en témoignant de ce qu'ils ont vu et en dénonçant le mutisme de leur organisation suisse, la naissance du droit d'ingérence. Un mythe repris à l'envi en 1999 par les médias lorsque MSF se vit décerner le prix Nobel de la paix. Vallaeys a tout simplement relu la tribune de Récamier et Kouchner publiée dans *le Monde* du 23 octobre 1968, intitulée « *Deux médecins témoignent* » et qui était censée signer la rupture kouchnérienne contre une Croix-Rouge « collabo » : « *Le papier, fort journalistique, relate les faits et les événements dont les médecins ont été les témoins, les acteurs. C'est un article froid, quasi "médical", où il est même question du nombre et de la nature des interventions chirurgicales accomplies à l'hôpital de brousse d'Awo-Omama. Pas une seule ligne ne met à mal l'attentisme de la Croix-Rouge. Aucune critique, même formelle de l'organisation genevoise, bien au contraire, les auteurs adornent leur texte de ce post-scriptum : "Tous ceux qui veulent participer à l'action humanitaire entreprise en faveur des populations biafraises peuvent s'adresser à la Croix-Rouge française, 7 rue Quentin-Beauchard, Paris 8ème" ! On est donc loin de l'ingérence, de la "mise en crise d'une Croix-Rouge politiquement correcte" ! Pour Max Récamier, médecin urgentiste respecté, sanitaire présent sur tous les conflits depuis de longues années, il n'est pas question de délégitimer l'action de la Croix-Rouge. Frais émoulu de la faculté, le jeune Kouchner est un novice de l'action humanitaire. La signature, sous celle prestigieuse, de Récamier, démontre qu'il partage cette option.* »[2]

Dans *Libération* du 18 octobre 1999, Gérard Dupuy, éditorialiste, l'affirme : « *Qu'on le veuille ou non, tout est parti de Bernard Kouchner : la génération MSF, l'utopie et le devoir d'ingérence.* » Vallaeys le contredit point par point : la guerre du Biafra s'inscrivait dans l'axe de la guerre froide, avec force mercenaires, livraisons d'armes, etc., Kouchner a tenu pour l'occasion un discours à fortes consonances tiers-mondistes qui accuse l'impérialisme britannique et soutient le Biafra sécessionniste. Pour ce qui est d'un Kouchner homme d'action avec son comité de lutte contre le génocide, Vallaeys rappelle que la mode de l'époque était aux comités fondés dans le quartier latin de ces années 1960 finissantes. Et le comité de Kouchner « végétera » un semestre avant de se fondre en septembre 1969 dans une association, France-Biafra, présidée par Robert Buron, ancien ministre gaulliste, directeur de l'hebdomadaire colonialiste, antimarxiste, anti-contraception et anti-avortement, *Carrefour*, dont l'ennemi s'appelait Pierre Mendès-France. En l'espèce, le mouvement de

[1] *Ibid*., p. 66.
[2] *Ibid*., p. 75.

Buron défendait le camp biafrais parce que chrétien, donc évolué, contre la barbarie musulmane nigériane.

D'autre part, Anne Vallaeys a enquêté sur le « génocide » biafrais. Ses conclusions sont limpides : de génocide, point. En revanche, la manipulation médiatique a été orchestrée par les Biafrais eux-mêmes. L'auteure s'appuie à nouveau sur le film de Joël Calmettes. Paddy Davies, secrétaire d'Etat à la Propagande de la dissidence biafraise y explique comment l'état-major a « inventé » le « génocide » de son propre peuple par le biais de son organe d'information *Radio Biafra*, puis *La Voix du Biafra* : « *La radio était le lien. Elle disait que si les Nigérians l'emportaient, l'ensemble du Nigéria deviendrait musulman. Si le Biafra ne parvenait à se sauver lui-même, les Biafrais seraient massacrés, islamisés (…) Mais les églises ne pouvaient nous livrer des armes… Or, le Biafra avait besoin de matériels considérables pour contrecarrer au moins les offensives nigérianes. C'est alors que nous avons dégagé le concept de "génocide" dans le but de sensibiliser et d'ébranler la conscience internationale.* »[1] Anne Vallaeys a rencontré à son tour Paddy Davies : « *Nous avons loué les services d'une agence de communication, Mark Presley, basée à Genève. Elle était payée par la France. Nous lui transmettions les dernières nouvelles du Biafra par l'intermédiaire des pilotes des avions qui faisaient la navette entre Libreville et le Biafra. Ou par des « agents francophones » qui dissimulaient ces données dans leurs bagages. D'Europe, enfin, Mark Presley, affrétait des charters pour convoyer les journalistes au Biafra. Ainsi, les journalistes ont été encouragés à voyager en brousse pour voir mourir nos enfants, victimes aux ventres gonflés. Cette propagande sur le génocide a marché. L'aide est arrivée. Elle a contribué à soutenir notre effort de guerre.* »[2] D'autant plus qu'au début des années 1970, la télévision s'est installée dans presque la totalité des foyers européens. Les premières images de famine produisent leur lot d'émotions.

Philippe Decraene, l'envoyé spécial du *Monde* au Biafra, a raconté dans quelles conditions il a pu exercer son métier : « *Les journalistes sont pris en charge par l'Overseas Press Service, OPS, qui s'occupe de leur hébergement, de leur entretien, de leur transport et de leur information. Les conditions à l'intérieur du réduit sont telles qu'il faut en passer par les exigences de cet organisme qui, moyennant une somme forfaitaire quotidienne de trente-cinq dollars, s'efforce de faciliter aux correspondants de presse l'exercice de leur profession tout en orientant évidemment leurs recherches…* »[3]

Et Vallaeys de poursuivre sur les faits de manipulation et d'occultation : « *Pour Kouchner, en 1999, l'important est d'effacer la contribution fondamentale des "Tonusiens" à*

[1] *Ibid*., p. 86.
[2] *Ibid*., p. 87.
[3] *Le Monde*, 8 mai 1969, cité par Vallaeys, *op. cit*., p. 86.

l'élaboration de la charte [de MSF]. *Afin que le lien de continuité entre la "geste biafraise" et la naissance de MSF, dont il s'attribue le prestige jusqu'à nos jours, ne soit pas interrompu.* »[1] Pour l'auteure, le droit d'ingérence n'est pas né au Biafra, n'est pas une création de Kouchner, Kouchner n'a fait que se joindre à l'équipe de Tonus qui avait accompli l'essentiel du travail jusqu'à trouver le sigle de l'organisation, il n'en a pas écrit la charte dont il aura coutume de s'attribuer la paternité ; enfin, il a été évincé de MSF en 1980[2]. En d'autres termes, Médecins sans frontières n'est en rien son œuvre ni à l'origine ni, et encore moins, dans son évolution.

Vallaeys rapporte les souvenirs d'un des acteurs de l'époque : « *Kouchner nous le rabâchait, d'ailleurs. A l'entendre, ce n'était pas avec la médecine, mais en témoignant dans les médias, en accueillant des journalistes sur le terrain, qu'on changerait le monde. Mais, tout de même, nous étions médecins ! Capables de travailler huit jours sans bouffer, convaincus du travail que nous menions. Alors les invocations et les plaintes médiatiques de Kouchner dans les journaux… Beaucoup de volontaires totalement investis dans leurs missions ne s'en sont pas relevés. Ce n'est que beaucoup plus tard que les choses ont bougé. Avec l'arrivée des Malhuret, Brauman et Charhon. C'est eux qui ont fait de MSF un acteur de la médecine d'urgence et de la solidarité politique.* »[3]

Les conflits éclatent deux ans après la création de MSF en 1972. Bernier s'en prend au « *mauvais fonctionnement du secrétariat général* » à la charge de Kouchner. Il lui reproche d'avoir chercher à vendre, avec un Récamier complice, MSF à Medicus Mundi. Xavier Emmanuelli confirmera trente ans plus tard lors d'un entretien avec Anne Vallaeys : les deux compères ne croyaient plus en MSF. Et Raymond Borel, patron de Tonus : « *Combien de fois ai-je entendu Récamier réclamer la dissolution de MSF ! Combien de fois ai-je entendu Kouchner déclarer qu'il préférait travailler seul !* »[4] Kouchner est accusé de servir d'abord sa propre image. Pour Borel, « *c'était plus fort que lui : dès qu'un journaliste se profilait, il bondissait. Il s'auto-mandatait pour se produire dans tel ou tel canard, confondant la promotion de MSF et sa propre image. C'était la même formule chaque fois : "je vais donner une conférence de presse" ou "je vais accorder une interview". Et Bernier répliquait, imperturbable : "Pas question." Un rituel : il lui mettait l'article 8 des statuts sous le nez, quelques phrases qui interdisaient à quiconque de se produire à la télévision ou dans les canards, sauf délégation de la direction collégiale. Kouchner l'a pris en riant la première*

[1] *Ibid*., p. 126.
[2] L'un des conflits originels portait sur la place et le rôle que l'organisation devait accorder aux médias. Les Tonusiens et une partie des Biafrais aspiraient à la discrétion qui, avec le respect du secret médical et la non-ingérence, conditionnait leur efficacité. Jusqu'aux années 1990, ces principes figuraient dans la charte de MSF.
[3] *Ibid*., p. 115.
[4] *Ibid*., p. 159.

fois, la deuxième il a ri jaune, puis à la suivante, il a fait la gueule. »[1] Emmanuelli : « *Kouchner trustait les journalistes, il aimait s'afficher comme le chef naturel de MSF. Ne l'oublions pas : il avait été journaliste à* l'Astrolabe*, le journal de son papa, puis à* l'Evénement *d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie, son mentor. Il s'était patiemment constitué un cénacle d'obligés*. »[2] Quant à l'interprétation de Kouchner : « *Oui, j'ai fait des radios, des télés, s'enflamme encore Kouchner, et les autres étaient jaloux comme des tigres ! Ça ne pouvait qu'exploser.* »[3]

En janvier 1977, MSF fait sa publicité sur des panneaux de douze mètres carrés : « *Dans leur salle d'attente, deux milliards d'hommes*. » De 1976 à 1977, Kouchner en est le président. Son lyrisme est du pain béni pour les journalistes. Il est photographié « *plus que de raison* », costume-cravate, assis derrière un bureau, blouson de cuir d'aviateur, parmi des réfugiés sud-américains en bras de chemise sur le tarmac d'un aéroport, « *cheveux au vent, le regard perdu dans l'infini* ». Si cette campagne de publicité consacre l'existence publique de MSF, Kouchner n'en sortira pas indemne.

A force de contacts, de réseaux, le Rotary Club de France équipe MSF d'un hôpital « volant », équipements de campagne aéroportés par les Transall de l'armée française. Le partenaire rotaryen de MSF, Tony de Graaf, est vendeur d'armes pour Matra. Premier terrain d'application : le Zaïre. Résultat : un échec, à cause de tentes pas aérées, des aiguilles pas adaptées aux seringues, un générateur d'électricité inutilisable après quelques heures, pas de médicaments de base. Qu'a cela ne tienne, à leur retour, l'équipe médicale, le Transall et l'hôpital volant sont accueillis par tout ce que la France compte de ministre de la défense d'un gouvernement giscardien, chef d'état-major, ambassadeur du Zaïre. Et le ministre de se féliciter du total succès d'une opération « *qui répond pleinement à ce que doit être la vocation naturelle de la France*. » « *Fournisseuse à la fois d'armes de guerre, de munitions et d'antalgiques, la France généra longtemps de cette belle manière le "pré-carré africain"* », fait remarquer Vallaeys[4] qui hésite à parler de candeur ou de cynisme de la part des MSF.

De même, pour prémunir contre le préjugé selon lequel l'humanitaire ne fait pas de politique partisane, évolue en dehors de toute idéologie, Vallaeys revient sur l'épisode Un bateau pour le Vietnam auquel Kouchner s'est « rallié » et qui devait signer la fin du marxisme, de l'idée révolutionnaire, de la lutte des classes. Cette alliance entre humanitaires et intellectuels ne s'attaquait pas à n'importe qui, encore une fois c'est un régime dit « communiste » qui était visé. Les « retrouvailles » Sartre-Aron ont eu lieu sur le terrain des

[1] *Ibid*., p. 160.
[2] *Ibid*.
[3] *Ibid*., p. 161.
[4] *Ibid*., p. 212.

victimes du « communisme ». Le bateau a été interprété comme un symbole de reddition idéologique. Les tenants du marxisme reconnaissaient leur défaite. Les révolutions sociales ont échoué. Vallaeys rappelle le décompte réalisé par *l'Humanité*. Sur un mois, le journal du parti communiste a recensé les minutes consacrées par les médias de masse à l'exode des fuyards de la mer de Chine et celles consacrées à la guerre au Nicaragua qui oppose la république sandiniste aux Contras financés par les Etats-Unis : « *Le temps d'antenne consacré aux réfugiés d'Indochine a atteint quinze heures et quatre minutes, soit plus d'une demi-heure par jour. Pour les réfugiés du Nicaragua, il tombe à quarante-cinq minutes, soit moins de deux minutes quotidiennes. Il a été question à deux-cent six reprises des premiers, à cinquante-six reprises des seconds. Les éditorialistes ont tourné dix fois leur regard vers l'Asie du Sud-Est, une seule fois vers l'Amérique latine. Il y a eu soixante-douze interventions et appels diffusés pour le premier, trois pour le second. Huit grandes émissions ont retenu l'attention sur les « boat people » d'extrême-orient, zéro sur les victimes de la guerre américaine.* » Et le journal de conclure : « *En réalité, il y a, pour les grands moyens d'information, de bons réfugiés quand il faut accabler un peuple et un Etat, le Vietnam, qui a battu la super-puissance américaine, et de mauvais réfugiés, quand il s'agit de "couvrir" le chef de file de l'Occident des droits de l'homme.* »[1]

En 1980, Kouchner quitte MSF avec, sous le bras, un carnet d'adresses garni de noms issus de la nouvelle gauche anticommuniste et droits-de-l'hommiste, ou de la droite libérale. Ce qui fait dire à Rony Brauman : « *A MSF, nous n'étions que des bouseux, paille et boue dans les sabots.* »[2]

Une certaine vue de l'intérieur

Habitude a été lancée de citer Rony Brauman, connu pour sa forte réfléxivité sur son champ d'appartenance[3]. Ses analyses corroborent et complètent celles d'Anne Vallaeys. Pour l'un des anciens présidents de MSF, l'organisation n'est pas un produit de 68 mais de la télévision. Loin d'être un regroupement de gauchistes, MSF comptait presque autant d'hommes de droite, dont son premier président Marcel Delcourt. L'organisation n'était ni révolutionnaire ni subversive : sa charte « *aurait pu être signée par la Croix-Rouge aussi bien que par les Nations Unies (…) De plus, l'image du moderne médecin de brousse s'accordait sans heurt à celle du missionnaire ou du médecin colonial dans ce qu'ils avaient de plus rassurant. La "main gauche" de la colonisation, dirait Bourdieu…* »[4] Ici naît le cliché

[1] *L'Humanité*, 14 juillet 1979, cité par Vallaeys, p. 293.
[2] *Ibid*., p. 341.
[3] Rony Brauman, *Penser dans l'urgence. Parcours critique d'un humanitaire*. Entretiens avec Catherine Portevin, Paris : Seuil, 2006.
[4] R. Brauman, *op. cit.*, p. 58.

médiatique d'une Afrique dépendante, soumise à l'aide extérieure, incapable de se sauver seule. « *Avec la famine du Biafra, on est passé d'une vision dominatrice coloniale à une vision paternaliste victimaire de l'Afrique (…) C'est une règle télévisuelle assez largement vérifiable : pas d'exposé d'un problème sans représentation de la solution. Le problème, c'est la souffrance d'un enfant, la solution c'est le médecin ou l'infirmière qui vient y remédier dans un périmètre clos. Le hors champ n'existe pas : le pays, les conditions sociales et politiques de la violence, etc. Hors du cadre, il n'y a rien d'autre que ce qui se montre déjà sur le petit écran. L'image vient ratifier le discours et le mettre en scène.* »[1]

Brauman revient sur le goût du pouvoir de Kouchner qu'il décrit aussi comme un homme de réseau. Lorsque Vallaeys écrivait : « *Les copains, la bande, c'est le mode de socialisation de Bernard Kouchner. L'improvisation, le foutoir l'arrangent car le délitement offre certaines libertés de manœuvre.* »[2] Brauman confirme : « *Kouchner était le fondateur, l'agitateur, le porte-parole, l'homme qui connaissait tout le monde – depuis le chef de la guérilla kurde en Iran jusqu'au ministre de la santé en France, en passant par les patrons de presse, les intellectuels et le gratin de la médecine. Sa surface sociale était imposante (…) Et si Kouchner ne voulait pas entendre parler de structuration de MSF, c'est parce qu'il savait bien qu'elle signifiait mécaniquement une dispersion du pouvoir (…) Il préférait au contraire les processus de décisions insaisissables, qui permettaient, compte tenu de son charisme et de son histoire à MSF, de tout faire converger vers lui.* »[3]

Brauman infirme également la supposée fonction originelle de témoignage de MSF : « *Dans les premières années de son existence, MSF était plus une agence de placement pour personnel médical humanitaire qu'une organisation agissant de son propre chef. Cette dépendance n'était certainement pas favorable à des prises de position accusatoires forcément polémiques. Jusqu'en 1979, MSF n'a pris que deux fois la parole, et encore la première était elle très mesurée puisqu'il s'agissait d'un médecin, de retour au Liban en 1976, qui témoignait en fait du chaos comme l'aurait fait n'importe quel voyageur. A cette réserve près et à l'exception d'une intervention télévisée de Malhuret et Emmanuelli dénonçant en 1979 les exactions des Khmers rouges, ce fameux "témoignage" est inexistant pendant toute la période de MSF, c'est-à-dire de la fondation jusqu'au départ des fondateurs. Lorsque MSF apparaissait dans la presse à cette époque, c'était pour sa promotion et non pour une quelconque dénonciation. Le mot "témoignage" renvoyait au mythe des origines – le Biafra – et il semble que cela suffisait pour lui donner son existence.* »[4]

[1] *Ibid*., p. 89.
[2] Anne Vallaeys, *op. cit*., p. 205.
[3] Brauman, *op. cit*., p. 78-79.
[4] *Ibid*., p. 93.

Brauman met en pièces les différentes thèses de Kouchner : les images ne suffisent pas à stopper les entreprises génocidaires, « *cette vision candide, mécaniste, est coupée de la réalité complexe du monde politique* »[1] ; voir n'est pas savoir, c'est en lisant que Brauman a appris que le Biafra n'a pas plus été victime d'un génocide que le Cambodge de la famine. De même, il récuse la culpabilisation du CICR dans le génocide des Juifs, communistes, tziganes, handicapés, Noirs, homosexuels des camps de concentration. « *Contrairement à ce que l'on dit ou suggère souvent, le CICR ne visitait pas les détenus des camps de concentration, il ne nourrissait pas des gens qui faisaient la queue à côté des fours crématoires et n'a pas été témoin des chambres à gaz. J'ai cru cela jusqu'à la lecture du livre de l'historien suisse Jean-Claude Favez*[2] *à qui le CICR a ouvert toutes ses archives de la seconde guerre mondiale. Le CICR avait des informations mais n'était pas mieux informé que les Alliés.* »[3]

L'ancien de MSF vise encore Kouchner lorsqu'il écrit : « *Il serait plus exact de parler (…) de "mémorialisme" et d'"humanitarisme" pour désigner cette idéologie victimaire commune, aux termes de laquelle certains s'instituent en représentants des humiliés et des suppliciés. La tâche est gratifiante comme est toujours rempli d'une certaine importance morale, historique, philosophique, celui qui prend en charge la souffrance des autres. Mais c'est une prise en charge dont personne ne nous a chargés ! La posture avantageuse que permettent la célébration publique des victimes et la stigmatisation des bourreaux est appréciée par certains humanitaires, ceux qui n'aiment rien tant que la position de conscience universelle.* »[4]

Après les « *dictatures staliniennes du tiers-monde comme en Ethiopie* », Brauman reproche à Kouchner d'avoir instrumentalisé l'humanitaire en 1990, alors secrétaire d'Etat à l'humanitaire, qui se servit du tremblement de terre qui fit 50 000 morts, pour « réchauffer » les relations franco-iraniennes. Sans compter qu'il se présenta comme le coordinateur des secouristes français, ONG comprises. Brauman voit dans cette récupération de l'humanitaire par le politique, déjà inscrit dans les termes du consensus de Washington de 1999, la « politique de la pitié » décrite par Hannah Arendt « *selon laquelle tout doit être subordonné à l'effort de soulagement, de redressement, d'orthopédie sociale rendu urgent par le scandale de la misère. Cette hubris de la bonté justifie la violence sans limites, puisque rien ne doit arrêter le combat que l'humanité livre contre ses ennemis. Un certain discours humanitaire (…) et qui se présente comme détenteur du Bien et du Vrai, rejoint spontanément le discours de l'impérialisme moral resurgi des décombres des twin towers. Il s'y loge d'autant plus*

[1] *Ibid*., p. 101.
[2] Jean-Claude Favez, *Une mission impossible ? Le CICR, les déportations et les camps de concentration nazis*, Lausanne : Payot, 1988.
[3] Brauman, *op. cit*., p. 154.
[4] *Ibid*., p. 194.

facilement qu'il en est historiquement partie prenante. (…) Le discours des valeurs est toujours un discours de pouvoir, et donc potentiellement de guerre. »[1]

Permanence et prééminence du mythe

En 2007, l'histoire continue. L'enquête d'Anne Vallaeys ou les analyses critiques de Rony Brauman peinent à s'imposer face au récit journalistique. Nommé en mai 2007 ministre des affaires étrangères et européennes, Bernard Kouchner donnera lieu à de nouveaux investissements biographiques, ou plus précisément à des rappels.

Mister Kouchner, portrait d'un aventurier[1], a été écrit par une journaliste, Corinne Laurent, ancienne directrice des services politiques de la radio spécialisée dans l'économie *BFM* et de *France soir*.

La couverture tout d'abord. Une photographie en pied de Kouchner, tout à son avantage. Le cliché est dynamisé par le mouvement d'un Kouchner qui marche, le visage froissé par le soleil, les chaussures empoussiérées de terre. Ne pas se fier au costume-cravate, Kouchner est homme de terrain. Il montre quelque chose du doigt à l'horizon. Au second plan, devant des véhicules 4x4 blancs, sans doute ceux de l'ONU, trois personnages, deux casques bleus (un Blanc et un Noir portant leur bérét bleu distinctif) portant l'écusson du drapeau français sur l'épaule et un homme (Blanc) portant un maillot de corps blanc, ne laissant rien présager de son indentité. Les trois hommes regardent au loin ce que Kouchner montre du doigt. Peut-être est-il en train de donner un ordre. En tout état de cause, l'image donne l'impression d'un personnage important.

Les politiques qui aiment se faire portraiturés par les journalistes privilégient généralement des photographies en gros plan. Le plan « les yeux dans les yeux, je ne vous mentirai pas. » Aussi cette couverture détonne-t-elle, à l'image de celui qu'elle met en scène.

Des photographies en pages centrales étoffent l'ouvrage : Kouchner sur des sacs de tonnes de riz, mocassins au pied ; Kouchner au milieu d'Yves Montand et Simone Signoret ; boat people ; Kouchner au chevet d'un tout jeune enfant biafrais (légende : « *A la tête de MSF ou de MDM ou secrétaire d'Etat, il intervient sur toutes les crises* ») ; Kouchner à côté de François Mitterrand dans un bain de foule ; Kouchner et Condoleezza Rice lui parlant à l'oreille ; Kouchner avec Jalal Talabani, président irakien ; Kouchner serrant la main à Muhammar Kadhafi avec Nicolas Sarkozy ; Kouchner avec Shimon Perez, président

[1] *Ibid*., p. 256.

israélien ; Kouchner avec Ségolène Royal, Kouchner avec Dominique Strauss-Kahn et Martine Aubry, Kouchner chantant avec son homologue allemand des affaires étrangères en faveur de « l'intégration » ; Kouchner avec Christine Ockrent ; Kouchner avec Sarkozy joggant.

Dès la première page, la journaliste fait de son sujet le « *symbole éclatant de l'ouverture à gauche*. » Elle raconte que, en occupant le poste de ministre des affaires étrangères, Kouchner « *réalise l'un de ses plus beaux rêves* ». Elle évoque sa popularité qui ne se dément pas puis retrace sommairement sa biographie : son « *désir de crier* » contre le « *silence imposé par la Croix-Rouge* », son besoin de « *chercher et trouver des réponses* », « *l'ingérence érigée en devoir* », etc. Puis, l'auteure pose la problématique : « *Ceux-ci* [« les Français »] *estiment l'homme de cœur, mais le connaissent-ils vraiment ? Derrière une image consensuelle, Bernard Kouchner soulève de nombreuses passions, à la hauteur que son transfert a réveillé au sein du PS. Est-il un traître en quête perpétuelle de reconnaissance ? Ou un indomptable rebelle en recherche permanente d'accomplissement* ? »[2]

Laurent explique ce qui, en Kouchner, a piqué sa curiosité : « *Dans son carnet d'adresses, se côtoient des noms d'intellectuels de Saint Germain des Près, de patrons et d'avocats, de moudjahidin ou de chefs d'Etat africain. Agitateur d'idées et d'opinions, il a toujours su utiliser la télévision avec tapage pour faire avancer ses combats. Electron libre, il ne condamne pas l'intervention américaine au nom de la lutte contre la dictature de Saddam Hussein. Il dénonce le manque d'imagination de la gauche et prône une alliance avec les centristes. Il croit à un destin présidentiel. Alors est-il l'un de ces révoltés de Mai 68 incapables de lâcher une once de pouvoir à leurs enfants ? Un ambitieux ivre de sa propre image ou l'auteur d'un modèle de communication efficace, parce que spectaculaire ? Un homme au-dessus du droit ou un précurseur qui a inspiré les nouvelles règles du monde ? Taillé pour la politique, Bernard Kouchner en a-t-il accepté tous les codes ?* (…) *Est-il en train de perdre son âme ?* (…) *Cette fois, ne s'est-il pas égaré ?* »[3]

La journaliste décrira ensuite par le menu l'appartement dans lequel vivait la famille Kouchner dans une France sous la coupe nazie. Adresse, nom et prénoms des parents, grands-parents, frères et sœurs, croyances religieuses des uns et des autres, professions des parents, médecin et infirmière. Les grands-parents de Bernard Kouchner sont arrêtés le 17 juin 1944, sans doute dénoncés, puis déportés à Auschwitz le 30 juin par le convoi numéro 76, « *l'un des derniers trains* ». « *Aujourd'hui, ils sont inscrits au mur des Noms du mémorial de la Shoah. C'est la blessure de Bernard Kouchner, et certainement le point de départ de sa colère, d'une*

[1] Paris : Jacob-Duvernet, 2008.
[2] Corinne Laurent, *Mister Kouchner*, *op. cit*., p. 10.
[3] *Ibid*., p. 12.

vie en forme de combat permanent. »[1] Laurent décrit un Kouchner victime du déterminisme de l'époque : « (…) *l'époque, brillante, intellectuelle et très engagée. En 1960, si on est jeune et de gauche, on est à l'UEC*. »[2]

La journaliste n'évitera pas d'aborder la participation de la France dans la guerre du Biafra en faveur de la province sécessionniste : « *De gaulle soutient en coulisse la sécession biafraise. Son intention est d'affaiblir le Nigéria, armé et soutenu par l'Angleterre, qui est en train de se tourner vers l'Union soviétique, afin de préserver les intérêts pétroliers de la France.* » Elle cite même en note les références des enquêtes qui ont retracé l'un des épisodes de la Françafrique.[3]

Toutefois, la journaliste nourrit le mythe en répétant que Kouchner et Récamier ont rompu le vœu de silence imposé par la Croix-Rouge dès leur retour du Biafra avec leur article du *Monde*. Elle considère également la véracité de la « réconciliation » Sartre-Aron.

En outre, elle cite une tribune écrite par Kouchner pour *le Monde* du 22 avril 1988, alors qu'il vient d'intégrer le gouvernement Rocard : « *A une France en pleine métamorphose, une majorité atypique, une équation, un style nouveaux. Et si la gauche française entrait enfin, avec quelques décennies de retard, dans le XXème siècle ? Et si, sans perdre pour autant son âme, ni sombrer dans la molle confusion d'un unanimisme sans repère, elle s'apprêtait à rompre pour de bon avec ce corpus philosophique et culturel poussiéreux qui la tenait prisonnière du siècle précédent et que l'on appelait "le socialisme" ?* »[4] Laurent note à quel point il est déjà alors un adepte de l'« ouverture » : ainsi s'affiche-t-il, en décembre 1985, avec Marie-France Garaud, ancienne conseillère du président Georges Pompidou puis de Jacques Chirac, lors d'une émission de « L'heure de vérité » qui lui est consacrée. La journaliste décrit également comme un « coup de maître » le fait d'avoir réuni Mitterrand et Chirac au colloque « Droit et morale humanitaire » en janvier 1987.

Percer le mystère Kouchner

Un autre journaliste s'est intéressé à Bernard Kouchner, Aymeric Mantoux, rédacteur en chef adjoint à *L'Optimum*. Lui aussi cherche à percer le mystère Kouchner avec une

[1] *Ibid*., p. 14.
[2] *Ibid*., p. 15.
[3] Pierre Péan, *Affaires africaines*, Paris : Fayard, 1983 ; Maurice Robert, entretien avec André Renault, *« Ministre » de l'Afrique*, Paris : Seuil, 2004 ; documentaires de Joël Calmettes : « Conversations avec les hommes du Biafra » (*Histoire*) et « Histoires secrètes du Biafra, Foccart s'en va-t-en guerre » (*France 3*), 2001.
[4] *Ibid*., p. 59-60.

méthode particulière, une série d'entretiens avec des proches de l'intéressé : *Kouchner vu par…*[1] ambitionne de cerner la « *personnalité incroyablement complexe* » du « *docteur*. » Sur les onze personnes interrogées, dix seront dithyrambiques.

La couverture laisse présager d'un ton avenant en effet : des pièces d'un puzzle se mettent en ordre pour montrer le visage de Kouchner souriant, voire épanoui, la tête appuyée sur une main au poing fermé.

Dans l'idéologie de profession des journalistes, l'objectivité gît de l'équilibre, de la nuance. La préface de Aymeric Mantoux débute ainsi par le rappel de « *l'insolente popularité* » de Bernard Kouchner, de son « *tempérament bouillonnant* », de son « *activité débordante* », de ses « *idées audacieuses et brillantes* », en l'espèce le droit d'ingérence humanitaire, une « *notion géniale*. »[2] Et de la rééquilibrer : « *Mais des ombres demeurent au tableau*. » La principale reste la Birmanie : « *Ce rapport pour Total, il l'a certainement fait pour gagner sa vie* »[3], estime le journaliste. « *Bernard Kouchner aime l'argent, et ne s'en cache pas. Il s'est d'ailleurs souvent plaint de la médiocrité des traitements attachés aux fonctions qu'il a occupées. Lorsque ses revenus ont été insuffisants, il n'a jamais hésité à rédiger des études pour des potentats africains, comme celle sur la grippe aviaire pour le Congo en 2006.* » Mais Mantoux comprend ce souci de préserver un certain style de vie. En revanche, « *l'autre bémol* » porte sur ses relations avec les journalistes : « *Certes, Bernard Kouchner sait user de ses charmes et amuser quand il en a besoin, notamment pour mobiliser les opinions ou les gouvernements, mais il n'hésite pas à employer un ton odieux pour engueuler un journaliste au point de heurter jusqu'à ses propres conseillers chargés de la communication*. »

De façon implicite, Kouchner est également présenté en homme intéressé : « *Bernard Kouchner quittera le gouvernement si une mesure lui déplaît, dit-on. Mais à ce jour, ni la politique de l'ADN, ni l'immigration choisie ou le discours de Dakar, ni même la realpolitik du Sarkozy VRP en Chine ne semblent avoir fait ciller le grand homme.* »[4] Au cœur de chaque entretien, le journaliste se réservera quelques commentaires, pour nuancer les éloges essentiellement. Il affirmera ainsi que, à 70 ans, Kouchner se sert de son poste de ministre des affaires étrangères pour rebondir à l'international.

Qu'a cela ne tienne, « *Bernard Kouchner est bel et bien un électron libre* (…) *Homme de gauche dans un gouvernement de droite ? Il n'est pas à un paradoxe près*. » Le livre

[1] Aymeric Mantoux (avec Sophie Delassein), *Kouchner vu par…*, Paris : Calmann-Lévy, 2008.
[2] *Kouchner vu par…, op. cit*., p. 9 et 10.
[3] *Ibid*., p. 13.
[4] *Ibid*., p. 14.

voudrait percer ses contradictions. Pour ce faire, il mobilise onze personnalités, y compris des « *ennemis avérés*. » En fait, il n'y a guère que Rony Brauman pour garder un regard critique sur le personnage, mais nuancé toujours.

En préalable à chaque entretien, une présentation succincte de l'interrogé. Marek Halter présente Kouchner comme un « *frère de cœur* » même s'il n'approuve pas les interventions armées pour imposer « *la liberté contre le gré des gens*. »[1] A l'instar des autres personnalités sollicitées par le journaliste, il approuve l'entrée de Kouchner dans le gouvernement, fût-il de droite.

Alain Deloche a rencontré Kouchner à la faculté de médecine. Il a fait partie des fondateurs de MSF et de MDM. A l'endroit de son ami, Deloche n'a qu'encensement. Il parle de « *relation fusionnelle* », de « *cerveau bouillonnant* [où] *se mêlaient la politique, Cuba, Mao, le Che et toute la misère du monde…* », d'« *altruisme* ». Kouchner est un « *winner*. » En intellectuel, il « *lit* », « *réfléchit. Sans arrêt. Il intellectualise tout. Il est par exemple fou du docteur Schweitzer et de Bonaparte. Il aime tous les types de livres. Mais ce qui domine chez lui, c'est son regard, son intelligence vive. Kouchner se nourrit de l'engagement et de l'action, c'est ce qu'on appelle un intellectuel engagé*. »[2]

Deloche déclare avoir été « *épaté* » par le « *rythme de travail impressionnant* » de Kouchner sur l'Ile de lumière comme au Kosovo : « *Encore aujourd'hui, au Kosovo, Kouchner reste l'homme providentiel*. » Il poursuit : « *Trente ans plus tard, MSF a reçu le prix Nobel de la paix, et pour moi cette récompense couronnait la vision de Bernard. Quand on pense qu'il n'a même pas été invité à Oslo, alors que c'est bien lui, le père de l'association, qui était honoré à travers ce prix !* (…) *C'est pourtant bien lui qui lui a donné naissance, c'est indiscutable*. »[3]

De fait, pour Deloche, « *Bernard Kouchner est un grand homme, proche des étoiles parfois, souvent au-dessus*. »[4] Pourtant, il est « *assez pudique. Il ne tient pas tant que cela à mettre son nom en avant*. »[5] Deloche se définit en soutien absolu de Kouchner, en « *intégriste kouchnérien* » même.

Il affirme que Bernard Kouchner a sauvé 400 000 vies au cours de son opération de sauvetage des boat people vietnamiens en mer de Chine. Un chiffre qui apparaîtra cette seule et unique fois.

[1] *Ibid*., p. 25.
[2] *Ibid*., p. 41.
[3] *Ibid*., p. 45.
[4] *Ibid*., p. 48.
[5] *Ibid*., p. 51.

Mantoux présente Alain Deloche comme « *l'un des plus lucides sur Kouchner*. »[1]

Basile Kamir, patron d'une chaîne de boulangeries, a participé à la première équipe du magazine *Actuel* en tant que chef de publicité. Il n'a plus, depuis, revu Kouchner. Mantoux promet au lecteur un regard encore une fois « *lucide et sans complaisance* » : « *On reproche souvent à Kouchner d'être un mec ambigu, de chercher le compromis et d'avoir un ego démesuré. Je ne partage pas ces points de vue. Je ne suis pas convaincu que le pouvoir ou l'argent l'intéressent pour eux-mêmes – on critique toujours les gens qui veulent le pouvoir. La seule question valable c'est : prendre le pouvoir, oui, mais pour en faire quoi ? D'après ce que j'ai pu en percevoir, Kouchner a une vision du pouvoir qui est plutôt altruiste. Il ne veut pas le pouvoir pour le pouvoir mais pour servir des causes en lesquelles il croit et qu'il trouve justes. Il ne cherche rien pour lui.* (…) *Kouchner est un vrai intellectuel, au sens noble du terme* (…) *Sa révolte, il ne la solde pas, il la vit. Il n'en fait pas son fonds de commerce. Kouchner incarne une figure de l'intellectuel qui ne se contente pas de théoriser. Il a créé MSF, il a fait un travail remarquable en Yougoslavie, ancré dans la réalité quotidienne du danger, de la guerre.* »[2]

Le seul faux pas de Kouchner a été ici aussi birman. Et ici aussi, il est excusé : « *J'ai toutefois été effondré par son rapport sur la Birmanie. Il est devenu caution pour Total alors qu'il connaissait parfaitement les méfaits et les agissements de la junte au pouvoir. Quelle erreur ! Sans doute a-t-il besoin d'argent, comme tout le monde. C'est tellement facile de perdre pied quand on est dans ces sphères-là.* »[3]

Il est d'autant plus pardonné que son poste de ministre des affaires étrangères est à la mesure de ses talents : « *Quand on sait que le Liban aujourd'hui est un endroit charnière où tout se joue, le lien entre l'Orient et l'Occident, il vaut mieux avoir en poste quelqu'un capable de dénouer ces nœuds (...) Les vrais problèmes contemporains sont : la mondialisation, la Chine communiste qui ronge le monde comme les criquets les arbres d'Afrique. Pour faire face, il faut être pragmatique. C'en est fini de l'angélisme, Bernard Kouchner l'a bien compris.* »[4]

Yves Simon, écrivain et chanteur, a également participé à *Actuel*. Au cours du récit, il défend à son tour son ami. Kouchner est « *victime de mauvais procès*. (…) *S'il a fréquenté nombre de gens puissants et fortunés, ce fut dans un but précis : beaucoup étaient des donateurs, des passeurs diplomatiques pour que MSF puis MDM vivent et puissent se rendre*

[1] *Ibid*., p. 44.
[2] *Ibid*., p. 62.
[3] *Ibid*., p. 67.
[4] *Ibid*.

là où des mondes sombraient. »[1] Yves Simon répètera par trois fois que Kouchner est le fondateur de Médecins sans frontières.

Médecin et romancier, Jean-Christophe Rufin a été nommé par Bernard Kouchner, devenu ministre des affaires étrangères, ambassadeur au Sénégal.[2] Les deux hommes ont fait connaissance au moment où Kouchner claquait la porte de MSF. Rufin nuance prudemment : Kouchner n'est pas un surhomme, n'a pas tous les talents. « *MSF sans Kouchner n'aurait peut-être pas existé, mais il faut aussi reconnaître que sans Claude Malhuret, Francis Charron et Xavier Emmanuelli, l'ONG n'aurait peut-être pas marché ni pris l'ampleur qu'elle a maintenant.* »[3] Rufin a toujours exprimé son désaccord sur le principe du « droit d'ingérence humanitaire » sans qu'il n'entame son estime pour son prosélyte. « *Ce qui chante en lui c'est une qualité très simple et très rare : la bonté. La vraie, celle qui se cache et n'apparaît qu'aux âmes délicates*. »[4]

La critique kouchnérienne de Rony Brauman est devenu un produit journalistique incontournable. Elle est ici intitulée « *Ennemis publics*. » Président de MSF de 1982 à 1994, Rony Brauman est professeur à Sciences-Po. Il écrit des tribunes pour *Le Monde* et *Libération*. Il a rencontré Kouchner en 1980. Brauman explicite la scission au sein de MSF et les conceptions différentes qu'ont les deux hommes de la pratique humanitaire. Brauman défend une conception de l'humanitaire indépendant des puissances politiques et militaires et qui ne se réduise pas à la simple action médiatique « coup de poing. »

La critique n'est pas virulente, le mot « ennemi » est ici inapproprié : « *Kouchner adore les grandes formules et la précision n'est pas son fort. Sinon, je n'ai pas l'impression qu'on soit sur des longueurs d'onde très différentes. De la même façon que sur le plan politique on n'a jamais été en désaccord*. »[5]

---

[1] *Ibid*., p. 76.

[2] Aymeric Mantoux développe cet aspect de la personnalité de Kouchner qu'est son sens de l'amitié. Pour préparer sa carrière à l'international, Kouchner s'est entouré de deux diplomates, « *tous deux spécialistes reconnus de l'ONU* », Serge Tell et Jean-Maurice Ripert. « *Raisonnables et très respectés* » (p. 95), les deux hommes connaissent et sont connus à New York, siège de l'Organisation des nations unies, où ils ont vainement « *essayé de préparer le terrain* » pour Kouchner. Un exercice de lobbying pour persuader de l'opportunité de la candidature kouchnérienne. Nonobstant des échecs répétés, Tell et Ripert demeurent dans l'entourage très proche de Kouchner. Consul général à Monaco de 2002 à 2006, puis ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Serge Tell est directeur adjoint du cabinet du ministre des affaires étrangères depuis mai 2007. Quant à Jean-Maurice Ripert, il est depuis juin 2007 le représentant permanent de la France au Conseil de sécurité des Nations Unies. Eric Chevalier, un ancien de MDM, bras droit de Kouchner au Kosovo, est aujourd'hui conseiller spécial du ministre des affaires étrangères.

[3] *Ibid*., p. 87.

[4] *Ibid*., p. 105.

[5] *Ibid*., p. 122.

Le regard critique porté sur l'action de Bernard Kouchner et sur la portée de l'action laisserait croire à une animosité certaine : « [Sur l'Ile de lumière] *Il n'a pas sauvé des dizaines de milliers de vies, c'est faux, c'est un mensonge. D'ailleurs, cette opération a été un tel succès qu'elle n'a jamais été reproduite nulle part ! Que je sache, on ne voit pas aujourd'hui de bateaux d'ONG en Somalie ou en mer Rouge ou aux Caraïbes. Pourtant, si c'était efficace, on le ferait* (…) » Rappelant aussi « *les trois grains de riz* » que Kouchner a apportés en Somalie en 1992, en expliquant qu'ils avaient sauvé des dizaines de milliers de vies, il ajoute : « *Il a un mépris des faits et des chiffres qui est éloquent*. »[1] Pour Brauman, « *Kouchner est un rebelle qui va toujours dans le sens dominant* », rapport à son « *atlantisme* », son goût pour le « *mélange des genres* » et son « *absence de sens politique*. »[2]

Pour le cinéaste Peter Kassovitz, l'amitié qui le lie à Bernard Kouchner est « *intacte*. » Au sujet des scénarios, il raconte que Kouchner en a plus donné les idées qu'il ne les a écrits. Il dit ne pas comprendre son besoin d'entrer en politique et explique que Kouchner a souffert de ne pas se sentir aimé.

L'entretien avec Bernard Tapie est quant à lui troublant. On ne sait s'il parle de lui ou de Bernard Kouchner : « *Courage physique inouï* », « *travailleur colossal* » quand il était, en même temps que Tapie, député européen, « *très grande modestie* » : « *Il est le contraire de l'image qu'il donne.* »[3] Les deux hommes se sont connus lors de vacances en Corse au début des années 1980 par l'entremise de Jacques Séguéla.[4]

Edith Cresson était Premier ministre en 1991 et Kouchner son secrétaire d'Etat à l'action humanitaire. Ici aussi, il est un marginal, franc, honnête, « *authentiquement généreux*. » Kouchner aurait sans doute eu plus de chance au suffrage universel s'il avait rencontré « sa base », analyse-t-elle.

Le général Philippe Morillon a côtoyé Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, au Kosovo, entre 1992 et 1993, et en ex-Yougoslavie, entre 1994 et 1996. Il y commandait les troupes armées de l'ONU. Il partage la vision kouchnérienne alliant action humanitaire et action armée. Sur « l'affaire » du sac de riz, Morillon propose une interprétation inédite : « *C'est son cabinet qui cherchait à le mettre en avant, pas lui. Jamais*

[1] *Ibid*., p. 123.
[2] *Ibid*., p. 135.
[3] *Ibid*., p. 153.
[4] A cette époque, Kouchner représente, en termes de valeurs, l'exact opposé de Tapie : les années humanitaire contre les années frics en somme, le désintéressement et la générosité d'un côté, la quête de profit et d'intérêts de l'autre, etc., avant une prochaine évolution des cadres cognitifs à l'endroit de Tapie. Lire Philippe Riutort, « Bernard Tapie, au prisme des intellectuels de médias : quelques éléments d'une croisade morale », dans David Buxton et Francis James (dir.), *Les Intellectuels de médias en France*, Paris : L'harmattan/INA, « Les médias en actes », 2005, p. 237-275.

il n'aurait fait ça. (…) *Ce qui est d'ailleurs parfaitement compréhensible. Il s'agit de subordonnés qui aiment leur chef, il ne faut pas leur en vouloir*. »[1] Commentaire du journaliste : « *Et si Kouchner n'était pas celui que l'on croit ?* »

Olivier de Schutter, « *spécialiste reconnu de la Birmanie* » et président de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, est le dernier intervenant. Après une citation du rapport de BK Conseil effectué pour Total en 2003 et après avoir rappeler que Total verse chaque année à la junte birmane de 250 à 400 millions de dollars, de Schutter excuse, à son tour, Kouchner. Ce dernier apparaît souvent comme victime de mensonge et de manipulation, victime des services secrets français au Biafra, victime du dirigeant rwandais Paul Kagame. Ici, Kouchner aurait été victime des avocats de Total. Parmi eux, figure Jean Veil, fils de Simone Veil, une amie proche : Kouchner aurait accepté le travail par fidélité en amitié. De même sur place, il a été victime de Total : « *il s'est fait balader*. »[2]

En définitive, les derniers mots de ce livre panégyrique seront laissés à Bernard Kouchner lui-même avec la citation d'extraits de sa tribune du *Monde* du 5 janvier 2004, le dédouanant autant que Total et accablant la junte.

Bernard Kouchner, la biographie officielle

Le fait en a frappé plus d'un : Bernard Kouchner faisant le tour des plateaux de télévision accompagné de son biographe, Michel-Antoine Burnier, pour la sortie des *Sept vies du docteur Kouchner* : *Biographie*.[3] Cinq cent cinquante quatre pages à la gloire du « french doctor. » Burnier est un très proche et vieil ami de Kouchner. Le livre règle également des comptes et au moment où des lectures divergentes se font connaître sur l'aventure de Médecins sans frontières, il cherche à réimposer une version officielle.

Si le contexte de la guerre au Biafra est abordé de façon sommaire, approximative et brève, les talents de sauveteurs des « Biafrais » sont décrits abondamment. Tout n'est que misère et sauvagerie d'un côté, et exploits et fraternité de l'autre. De fait, le livre parle plus par ses silences : le rapport Total, les sociétés de conseil de Kouchner, ses affaires avec des régimes peu recommandables[4], les déclarations de Kouchner au sujet de Nicolas Sarkozy pendant la campagne présidentielle de 2007 au moment où il soutenait Ségolène Royal sont tus. Pas un mot non plus sur les positions idéologiques et politiques relatives au modèle social

[1] *Kouchner vu par…, op. cit*., p. 182.
[2] *Ibid*., p. 196.
[3] Paris : XO editions, 2008.
[4] Burnier connaît pourtant Eric Danon et Jacques Baudouin, amis et partenaires en affaires de Kouchner, qu'il présente comme deux « *maîtres de la communication*. » (p. 511)

français, à sa conception d'un humanitaire d'Etat et armé si besoin, etc.[1]. Lecture binaire également qui décrit un Bernard Kouchner sans cesse mu par les valeurs les plus hautes.

Bernard Kouchner hait le communisme parce qu'il a été gage de totalitarisme à l'Est, mais aussi, en France le parti communiste n'avait rien à lui envier, sectaire, révisionniste, antidémocratique, autoritaire, stalinien qu'il était.

Burnier raconte le processus de constitution des réseaux de Kouchner, la façon dont il a pu exister dans différents champs, intellectuel, médiatique, politique, culturel, etc. Ceux-ci doivent beaucoup à Emmanuel d'Astier de la Vigerie. Lui qui disposait mensuellement d'une émission de quinze minutes sur l'ORTF. Kouchner l'accompagnait sur le plateau. Il a ainsi rencontré « *les relations et les proches de d'Astier qui devinrent vite les siens : un Pierre Dumayet, journaliste fameux d'une télévision qui n'avait encore qu'une seule chaîne, un Pierre Viansson-Ponté dont les articles brillaient chaque jour en première page du* Monde*, Paul Marie de la Gorce, anticolonialiste courageux qui ralliait le gaullisme, Jacques Derogy, qui réinventait le journalisme d'investigation à* l'Express*, et son comparse, le jeune Jean-François Kahn…(...) A cette époque, Bernard hésita pour de bon entre la médecine et le journalisme. D'Astier l'emmenait à ses rendez-vous pour croiser Françoise Sagan, Pierre Mendès-France, Edgar Faure, André Malraux, Raymond et Lucie Aubrac, (...) les vieux compagnons de la résistance (...), Joseph Kessel.* »[2] Ceci se passait avant les élections présidentielles de 1965.

A lire le biographe, Kouchner a fait partie des proches de Jean-Paul Sartre. Burnier cite souvent Kouchner. Ainsi, « *j'étais un Pardaillan de l'urgence : ça lui plaisait* [le héros de cape et d'épée de Zévaco qui avait fasciné Sartre enfant, note de Burnier] *Moi, je faisais allégeance au grand artiste, au grand écrivain, au grand philosophe, fier qu'il m'admette dans son clan, sachant que j'avais eu raison avant lui*. »[3]

Le Biafra représente l'une des occasions où, par l'entremise de son biographe, Kouchner règle ses comptes : « *On ne peut pas reprocher aux Biafrais d'avoir crié au génocide avant d'être tous morts. On ne peut pas non plus reprocher à certains de s'être portés à leur secours en entendant ce cri. "On ne va pas décider, dit Bernard, qu'on ne s'occupera de sauver les gens que quand ils seront exterminés jusqu'au dernier, histoire d'être bien sûr d'avoir affaire à un génocide et de ne pas se déranger pour rien. Y a-t-il un quota de personnes menacées au-dessous duquel on ne doit pas intervenir ? D'où sortent ces*

[1] Pourtant, le livre insiste sur des détails accessoires tels que la relation sentimentale entre Evelyne Pisier et Bernard Kouchner troublée par Fidel Castro. Celle-ci succombera à ce dernier avant de retourner dans les bras du jeune médecin français.
[2] Michel-Antoine Burnier, *Les Sept vies du docteur Kouchner, op. cit*., p. 105.
[3] *Ibid*., p. 243.

comptabilités et ces calculs de seuil ? Il ne s'agit pas de stocks, d'inventaires, de réassorts et d'étagères mais de vies et de morts On n'a pas à être léger avec la mort des autres." » Et le biographe d'acquiescer avec un ultime argument : « *Démontre-t-on qu'il n'y avait pas de génocide en cours au prétexte qu'il y eut des survivants et que le peuple Ibo existe encore aujourd'hui ? Mais il restait des Juifs et des Tsiganes après Hitler. Pourtant, le terme même de génocide fut inventé en 1945 pour définir ce que le IIIème Reich a fait à leurs peuples. Il reste des Arméniens après 1915, des Cambodgiens après Pol Pot, des Rwandais après les tueries.* »[1]

Règlement de compte, deuxième. Pour Burnier, Claude Malhuret à Médecins sans frontières, c'est le loup qui entre dans la bergerie. Kouchner a été victime de la stratégie de conquête de Malhuret sur MSF. Kouchner a été trahi. Comme son objet biographique, Burnier traitera les critiques de Kouchner en termes pour le moins peu avenants et tranchant singulièrement avec la douceur et le haut sens de la moralité qu'il prête à Kouchner.

Règlement de compte, troisième. L'opération Ile de lumière a été un véritable succès. D'ailleurs, « *deux autres comités avaient affrété des navires pour le repêchage, un allemand, le Cap Anamour, et un norvégien rebaptisé Baie de lumière.* »[2]

Où l'on apprend également que parmi la production livresque de Kouchner, certains titres n'ont pas été écrits par lui, ou pas uniquement par lui. Ainsi, en 1969, *la France sauvage*, « *un reportage sur toutes les révoltes de l'Université à l'usine en passant par les petits commerçants.* »[3] Burnier signait initialement seul un contrat avec les éditions Jean-Claude Lattès pour un livre à écrire en trois mois. Mis au fait par Burnier lui-même, Kouchner a derechef imposé sa collaboration : « *Je le fais avec toi*. » Rebelote en 1974 : Kouchner repère « *des feuillets suspects sur la table* »[4], une pièce de théâtre écrite par Michel-Antoine Burnier et Frédéric Bon, en cinq actes et en vers qui raconte les élections qui succèderont à la mort du président Georges Pompidou. Kouchner se joint là aussi aux auteurs.

Burnier narre comment Kouchner gagne sa vie : tous les matins à l'hôpital Cochin, en intermittence dans une polyclinique, il « *s'occupe* » également des revues médicales que son père lui confie et rédige ses scénarios. Claude Barma, directeur de la fiction à Antenne 2 lui propose d'écrire un feuilleton avec des médecins et de l'aventure que Burnier compare à Urgences, une série américaine des années 2000 à succès. Kouchner mettra un terme à toutes ces activités au moment d'entrer en politique.

---

[1] *Ibid*., p. 156.
[2] *Ibid*., p. 243. Les pages ne suivent pas d'ordre particulier puisque le récit peine à être chronologique. Burnier traite une anecdote pour y revenir ou la répéter plus loin.
[3] *Ibid*., p. 160
[4] *Ibid*., p. 173.

Est également relaté par le menu comment Kouchner a, en novembre 1989, sauvé la vie d'une femme, Maria, témoin de l'assassinat de six jésuites qui s'étaient réfugiés dans une université du Salvador : il l'emmena dans une voiture fonçant à cent cinquante kilomètres à l'heure en direction de l'aéroport et poursuivie par les « escadrons de la mort ». Un Transall français basé dans les Antilles atterrira juste à temps pour embarquer femme et ministre. Saine et sauve, Maria put témoigner. C'est ainsi que furent condamnés les assassins des six jésuites, des militaires et leur colonel. « *Peu après – et ce verdict y contribua – la guérilla et le gouvernement acceptèrent de se rencontrer : la guerre civile allait s'éteindre*. »[1]

De même, en 1992, Kouchner visite des « *camps de concentration serbes dans l'indifférence générale* » : « *Il mobilisa les gouvernements occidentaux, négocia avec les Serbes, visita d'autres camps, obtint parfois leur fermeture et l'élargissement de milliers d'hommes* (…) [Il a] *organisé l'impossible, les échanges de prisonniers entre Serbes, Croates et Bosniaques* (…) *80 puis 300 captifs. En tout 2500 hommes échangés*. »[2]

Dès son retour de Somalie (Burnier raconte les moqueries dont il a été victime), Kouchner part pour le Kosovo, « *sans journalistes ni caméras* »[3], pour « *tenter de prévenir la tragédie qui allait s'y jouer cinq ans plus tard*. »[4]

Son mandat de représentant spécial du secrétaire général des Nations unies s'est d'ailleurs traduit par une prouesse : « *Les élections municipales, invraisemblables pour tous les observateurs, avaient été un succès, l'UCK démilitarisée, des hôpitaux reconstruits, les écoles, l'administration rétablies. Au bout de 18 mois, de 50 meurtres par semaine, on était passé à moins de 5.* » Et de citer Kouchner : « *On tuait moins au Kosovo qu'à Washington et le rythme rejoignait celui des pays occidentaux*. »[5] Entre autres anecdotes, Burnier précisera qu'à la fin de son mandat, les Kosovars affectionnaient d'embrasser Kouchner sur la bouche quand ils le rencontraient dans la rue.

A la fin de l'ouvrage, au moment où Kouchner entre dans un gouvernement de droite, Burnier souligne que la gauche française, archaïque et bornée, ne mérite pas Kouchner. Et sa décision d'accepter l'offre du nouveau président de la République devient plus compréhensible à ceux qui ont pu s'en stupéfier. « *A tout prendre, réfléchissait-il, devant les*

[1] *Ibid*., p. 322.
[2] *Ibid*., p. 370.
[3] L'auteur donne quelques-uns des noms de journalistes qui ont partagé les « terrains » de Kouchner : Marc Kravetz pour *Libération* en Irak et au Kurdistan, Eric Rouleau pour *le Monde*, devenu ambassadeur de France, Jean-Christophe Klotz au Rwanda, Olivier Weber en Irak, son ami Hervé Chabalier pour Capa, Renaud Girard pour *le Figaro* au Rwanda notamment.
[4] *Ibid*., p. 397.
[5] *Ibid*., p. 478.

grandes causes humanitaires, la gauche ordinaire s'était presque toujours placée du mauvais côté, hostile ou indifférente aux Biafrais affamés, aux Kurdes bombardés et gazés, aux Cambodgiens victimes d'un génocide, aux Erythréens qui se battaient pour leur indépendance, aux boat people qui se noyaient en mer de Chine, à l'islam des Lumières assassiné, aux Mosquitos du Nicaragua massacrés par les révolutionnaires sandinistes, aux dissidents de Pologne ou d'Union soviétique pourchassés par les polices, aux Afghans du commandant Massoud qui luttaient à la fois contre l'armée rouge et les talibans, aux Noirs décimés du Sud-Soudan, aux Croates et aux Bosniaques victimes d'une épuration ethnique, aux Tutsis découpés à coups de machette, aux malades du sida qui se meurent faute de traitements dans les pays du Sud. Dans toutes ces actions, Bernard Kouchner était longtemps resté seul avec ses compagnons dont beaucoup, chrétiens plutôt que marxistes, ne venaient pas de la gauche. Après quatre décennies, cela finissait par donner à penser. »[1]

Un aspect constitutif que ne remémorent ni Olivier Weber, ni Corinne Laurent, ni Aymeric Mantoux et encore moins Michel-Antoine Burnier, ni même plus tard Pierre Péan, c'est le travail idéologique de dépolitisation de la politique de Bernard Kouchner, substituée à une pratique tous azimuts de la charité humanitaire.

Ces auteurs s'obstinent également à présenter Bernard Kouchner en acteur de Mai 68, « soixante-huitard dans l'âme », alors qu'il fait partie de ceux qui ont ambitionné depuis plusieurs décennies de « liquider » l'esprit de Mai 68 comme son histoire.

Fin du politique et refondation humanitaire

Kouchner est un auteur de littérature de repentance. Pourtant, il n'avait pas à apostasier sa foi en la révolution puisqu'il n'a jamais été révolutionnaire. En revanche, il profita du « silence »[2] des grands intellectuels pour s'élever en professionnel d'opérations ponctuelles et médiatisées en faveur des droits humains. Kouchner apparaît comme le symbole vivant plus que comme un acteur de premier plan de la refondation des valeurs politiques autour des thèmes de « démocratie » et de « droits de l'homme », qui imposent de fait le consensus. De façon sous-jacente, c'est la défense de l'Occident et de « ses valeurs », sa constitution en modèle à suivre, qui surgit. Kouchner l'a répété : l'humanitaire est le prolongement de la politique, une façon de faire de la politique autrement, c'est-à-dire de manière plus gratifiante, honorable, désintéressée. Une politique qui ne recherche pas les

[1] *Ibid*., p. 522.
[2] Georges Ross, « Fragmentation du marché intellectuel et disparition de l'intellectuel de gauche », dans Yves Mény (dir.), *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux*, Paris : Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1991 (1989).

explications causales mais qui fait montre de ses bons sentiments. François Hourmant pointe l'humanitaire comme « *le seul combat qui ne soit pas douteux car réduit à une "opération de sauvetage"* » et note l'émergence de « nouvelles figures », « *celle de l'aventurier mais plus encore du médecin, désormais détenteurs de tous les traits du héros positif, qui réalisent l'unanimité et dévaluent complètement celle du militant*. »[1] Hourmant ajoute : « *La disparition des espérances révolutionnaires a signé la fin des partisans et des militants. Il y a ainsi un accord évident entre un contenu (minimum moral et désaffection du politique, réhabilitation du sujet et repli sur l'individu), un style (spectacularisation et sollicitude envers les victimes, pratique de l'exorcisme verbal contre ces grandes entités que sont la faim et le terrorisme) et l'opinion publique. Ces aspects, intervention ponctuelle et limitée, apparition d'une nouvelle figure exemplaire, celle du médecin, doivent être corrélés à la "médiatisation" qui accompagne l'opération menée et au brouillage de la configuration idéologique qui prévalait auparavant*. » Le *french doctor* est d'autant plus encensé qu'avec lui c'est la fin des idéologies qui est célébrée.

Dans *le Nouvel Observateur* du 25 novembre 1979, Kouchner expliquait à son ami André Glucksmann au sujet de la « réconciliation », entre Sartre et Aron, que personne n'avait gagné. « *L'assentiment* » se fit uniquement « *autour d'une ambulance* ». Avec la fin des idéologies, disparaissent du même coup les adversaires.

Kouchner liquide Mai 68

Revenons maintenant sur le rôle de Kouchner dans la liquidation de Mai 68 et de son « esprit. » En 1985, il n'est plus à Médecins sans frontières. Mais que l'on ne s'y trompe pas. Sa critique de Libertés sans frontières visait surtout à contrarier son ancienne organisation. Il a, lui aussi, été un acteur connu et reconnu pour avoir participé à la délégitimation de ce moment révolutionnaire. En l'espèce, il s'improvisera animateur vedette d'une émission de télévision au titre évocateur : « *Le Procès de Mai*. » Cette émission constitue un élément de continuité qui donne cohérence à la trajectoire de Kouchner, ce même si cet épisode ne rentre pas dans les faits retenus comme marquants ou significatifs par ceux qui ont eu à s'intéresser à sa trajectoire.

Médias de masse et autres commentateurs réduiront cet élan révolutionnaire – neuf millions de personnes, salariés du privé comme du public, tous secteurs professionnels confondus, étudiants, intellectuels, rompent le contrat toutes affaires cessantes – à une crise d'adolescence de bandes de jeunes au sens de la formule cinglant contre l'autorité. La plus

[1] François Hourmant, *Le Désenchantement des clercs. Figures de l'intellectuel dans l'après-Mai 68*, Rennes :

grande grève générale de l'histoire de France n'est plus analysée au profit d'une lecture attachée non pas à la question sociale et politique mais aux questions de mœurs. Slogans, affiches et soutiens-gorges mobiliseront les analystes. Tous les dix ans, la commémoration de Mai 68 objectivera comme seul témoin légitime la minorité qui désavouera cette irruption d'irrationalisme sans cause sinon pathologique, ce qui expliquerait la répression d'Etat.

Les origines de Mai, l'opposition à la guerre d'Algérie, une lecture tiers-mondiste, c'est-à-dire anti-colonialiste, des relations Nord-Sud, un mouvement ouvrier attentif à sa conscience de classe, une grille de lecture marxiste dominante dans une bonne partie de la presse, foisonnante, et dans les espaces de recherche tels que les universités et qui résistait aux coups de butoirs des forces réactionnaires, sont évacuées rétrospectivement « *au profit d'un récit dans lequel Mai 68 jaillit soudain de nulle part, de manière tout à fait spontanée* », raconte Kristin Ross[1]. Non seulement Mai s'origine dès les premières guerres d'indépendance des puissances coloniales mais il se poursuit jusqu'au milieu des années 1970 à un moment où le conservatisme contre-attaque tant et si bien que la « révolution conservatrice » deviendra hégémonique, c'est-à-dire y compris à gauche, au début des années 1980.

Dans le révisionnisme ambiant de cette année « anniversaire » qu'est 1988, Kouchner, présenté par Ross comme une « *personnalité médiatique omniprésente* », occupera un rôle. Celui de juge dans « le Procès de Mai. » Mai 68 est ainsi accusé, Mai 68 devra donc se défendre et un jury statuera sur son sort, autrement dit, aura le dernier mot, « *chose impossible pour un historien mais non pour un juge* », souligne Ross.[2] Il ne s'agit pas de lire, raconter, expliquer Mai 68 mais de le juger : « *émettre une évaluation finale, un jugement éthique selon l'éternelle division entre le Bien et le Mal, sur un événement à présent reformaté comme un crime, pour tirer les leçons de cette histoire sous forme de maximes et de morales auxquelles il faudra se conformer. Il ne suffit plus que Mai soit une révolution "introuvable" (Aron) ou impossible ; il doit à présent devenir un crime. Dans ce cas, bien entendu, ce n'est pas la confiscation ou la dissimulation de Mai qui constitue le crime, mais Mai lui-même.* »[3]

Sur le plateau, des « jeunes » de la génération de 1988 font office de « jury » appelé à juger les anciens « jeunes » de la génération de 1968, puisque dans cette histoire revisitée, Mai n'a été qu'une affaire de « jeunes. » Quant à Kouchner, il est censé représenter les acteurs de Mai tout en s'épanchant sur son autocritique, et celle de sa « génération »[1] donc.

Presses universitaires de Rennes, « Res Publica », 1997, p. 174.
[1] Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Bruxelles : éditions Complexe, 2005 (2002), p. 15.
[2] *Ibid*., p. 155.
[3] *Ibid*.

Nous regardons cette émission à travers les yeux de Kristin Ross. En guise de prémisses, un reportage censé planter le décor : une France réjouie et repue, « *dynamique et prospère* » avec à sa tête un « *dirigeant prestigieux* », le général de Gaulle. Sans crier gare se succèdent immédiatement des images de voitures brûlées dans le quartier Latin. Et le commentaire de s'enquérir : « *Quelle mouche a piqué la jeunesse française ?* » ou, comment expliquer l'inexplicable. Le médecin Kouchner délivre son diagnostique derechef : « *La vie allait trop vite* », la France a été industrialisée trop vite et « *nous avons oublié de nous parler.* » Archaïque, la France des années 1960 n'a pas su grandir en même temps que son époque, en veut pour preuve, dixit Kouchner, les codes vestimentaires dans les lycées ou l'inaccès aux moyens de contraception. Foin de revendications politiques, les jeunes avaient besoin d'être entendus. Un dialogue qui aurait pu éviter « *les excès de Mai* » pour reprendre l'intitulé de la seconde partie de l'émission.

Comme un pays au sortir de la guerre, Mai 68 a fait revenir le pays à l'âge de pierre peu ou prou. Annie Kriegel, ancienne communiste devenue anticommuniste, professeur d'histoire à l'université de Nanterre, se lamente sur le chaos provoqué dans les universités. Elle établit un rapprochement avec la « *révolution culturelle chinoise* » : « *Les gens ont oublié les scènes atroces d'humiliation, les horribles moments où, à Nanterre, les « érudits » furent littéralement traînés dans la boue*. » Deuxième excès : « l'ultraféminisme », c'est encore une fois, une « ancienne » militante féministe devenue journaliste à *Libération*, Annette Lévy-Willard, qui est appelée à la barre quasiment : Mai 68 a poussé nombre de femmes dans l'absence de maternité, à force de vouloir les mêmes « couilles » que les hommes, dans le divorce institutionnalisé, dans la solitude. Ce qui est ici condamné, c'est le radicalisme du mouvement féministe. Henri Weber, « ancien » militant trotskiste apportera la nuance, d'accord pour une égalité des sexes mais toute relative.

Troisième excès : la « *violence* » de Mai. Il s'agit bien sûr de celle de ses acteurs à l'exclusion de l'Etat : patrons séquestrés, usines occupées. Les victimes sont rapidement identifiées cependant que la répression d'Etat et ses morts sont tus, sans parler des violences coloniales et impérialistes qui nourriront l'insurrection et ses productions intellectuelles. A l'instar de la révolution française de 1789, telle qu'interprétée par François Furet, le « joli mois de mai » s'acheva dans la « Terreur », celle des patrons enlevés, des sabotages d'usines, d'attentats à la bombe dans les années 1970. Ross rappelle que « *dans son livre de 1978, intitulé* Penser la révolution française*, Furet offrait une interprétation de l'événement dans laquelle le règne de la Terreur était conçu comme le destin nécessaire et inéluctable de toute révolution politique. Suivant cette vision plus générale, la terreur finit toujours par se glisser*

[1] Guy Hocquenghem a explicité tout le mal qu'il réservait à ce mot et ses implications sémantiques, intellectuelles, historiques dans *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*, Marseille : Agone, « Contre-feux », 2003 (1986).

après-coup dans tout élan dirigé vers un changement social systémique. Par conséquent, "la terreur trouve ses origines dans la vertu" : l'idée même de changement mène inexorablement vers toute une série de totalitarismes. De même que la terreur était la conséquence logique de 1789, le totalitarisme soviétique, le goulag et finalement Pol Pot étaient celle de la révolution française. Staline était déjà vivant en Robespierre. Et la violence gauchiste des années 1970 était l'inévitable conséquence de l'insurrection de Mai. »[1] Les nouveaux philosophes reprendront cette thèse de l'effet pervers.

Il est bien évident que, dans ce contexte, l'économie française a souffert. L'économiste Michel Albert témoigne du « *retard* » qu'elle a pris à cause de 68 et prend pour exemple le Japon et ses chaînes d'assemblage modernes, propres, efficaces et totalement robotisées.

La violence de Mai est rendue responsable d'un retard général, d'un manque de développement de l'université et de l'industrie, deux sujets sensibles pour la génération de 1988 confrontée au chômage. Comme la révolution française vue par Furet, Mai 68 est une violence infligée au cours naturel des choses, « à la marche vers le libéralisme ». « *La société française en sort défigurée, contrainte de courir pour rattraper sa propre modernisation manquée.* »[1] En, 2008, le président de la République française impute toujours à Mai 68 le « retard français ». Ainsi, en appelle-t-il à la « liquidation de l'esprit de mai 68 » pour combler ce retard et faire de la France un pays libéral à l'instar des Etats-Unis par exemple.

Dans un double discours, Kouchner félicite la « génération » de 68 parce qu'elle « *osait rêver* » mais, « *nous étions nombrilistes, oublieux du monde extérieur, nous ne voyions pas ce qui se passait dans le reste du monde, nous étions repliés sur nous-mêmes. Nous ne savions pas ce que nous découvririons les années suivantes : le tiers-monde et la misère.* » Kristin Ross conteste : « *Par une simple pirouette, Kouchner s'arroge le droit de balayer une dimension entière du mouvement, à savoir sa relation avec les luttes anticoloniales et anti-impérialistes en cours, comme le Vietnam, l'Algérie, la Palestine et Cuba, où lui-même s'était rendu au début des années 1960 afin d'interviewer Castro pour le journal communiste étudiant* Clarté. *Kouchner a balayé le terrain pour que, 10 ans plus tard, ses amis et lui-même puissent s'arroger la « découverte » du tiers-monde à la façon des premiers explorateurs coloniaux. Tout un univers – la guerre au Vietnam, l'iconographie du Che, Mao et Ho Chi Minh, les efforts d'éditeurs comme Maspero, bref, tout ce qui constitue le tiers-monde militant ou combattant – disparaît afin qu'un autre puisse être héroïquement "découvert" des années plus tard, c'est-à-dire le tiers-monde tel que représenté dans le discours des droits de l'homme, dont Kouchner s'est entre-temps imposé comme l'un des principaux porte-parole. Les "damnés de la terre" de Fanon ont été, au nom d'une subjectivité politique émergeante,*

[1] *Ibid*., p. 159.

fondamentalement réinventés : le tiers-monde est toujours damné, mais sa subjectivité a disparu, pour ne laisser place qu'à la misère née des famines, des inondations ou des régimes autoritaires. Toute la subjectivation politique qui avait pris forme chez certains Français à l'occasion de la guerre d'Algérie est réduite à néant. »[2]

Les médias de masse ont fait de Bernard Kouchner, André Glucksmann, Daniel Cohn-Bendit et d'autres acteurs repentis les porte-parole officiels de ce moment historique à plus d'un titre, les « *interprètes les plus écoutés de l'événement en question*. »

Si Kouchner n'a pas été de l'aventure LSF, il a été l'un des premiers à déclarer la guerre idéologique contre le tiers-mondisme avec Jacques Julliard et ceux pour qui les portes du *Nouvel Observateur* étaient et restent toujours ouvertes. Kristin Ross mentionne une tribune collective rédigée par d'« anciens gauchistes » parue en 1978 dans les colonnes de l'hebdomadaire et qui fit grand bruit, ce, sept ans avant LSF.

A croire que, à l'endroit de Bernard Kouchner, l'on puisse dire tout et presque son contraire. Rares sont les personnalités publiques, encore moins politiques, qui se voient prêtées tant de qualités. Et si elles peuvent être nuancées, c'est toujours sans conséquence au moment de tirer un bilan global. Au contraire, les nuances crédibilisent les témoignages.

Sur ce qui fonde l'exceptionnalité du personnage, l'humanitaire d'éclat, celui qui se pratique aux côtés des caméras et autres journalistes et qui propose action et émotion, a constitué un détonateur.

Dans un mouvement non concerté, ces journalistes représenteront le premier vecteur public à établir et rapporter les termes du mythe. Ils ne saluent pas en Kouchner uniquement son « courage physique » ou son charisme mais aussi son haut sens de la morale, sa capacité à faire passer l'intérêt général avant l'intérêt particulier, sa capacité à l'universalisation, son engagement désintéressé et désidéologisé, c'est-à-dire dépolitisé. D'où une forte personnalisation et un récit épique de l'histoire, la sienne comme celle sur laquelle il est intervenu.

La conception kouchnérienne de la pratique humanitaire, la « loi du tapage médiatique », lui ouvrira très vite les portes des rédactions de presse écrite et audiovisuelle,

[1] *Ibid*., p. 160.
[2] *Ibid*., p. 164.

toujours en quête d'informations spectaculaires et optimistes[1] que Kouchner peut leur donner. Cette présence dans les médias à grand tirage représente une source de notoriété supplémentaire que Kouchner a pu convertir dans d'autres arènes, politique et, nous le verrons plus loin, intellectuelle et même économique.

L'omniprésence médiatique de Bernard Kouchner a contribué à donner au nom une force d'évidence.

[1] L'humanitaire témoigne, à sa manière, de ce qu'un autre monde est possible. Notamment en distillant dans les relations internationales une dose de morale et de générosité, de désintérêt et d'universalisme.

Deuxième Partie

De l'omniprésence médiatique

Bernard Kouchner est une figure omniprésente dans les médias de masse depuis la fin de l'année 1968. Nous voudrions démontrer en détail cette omniprésence médiatique, presque au jour le jour.

Depuis près d'un demi-siècle, il officie en aiguillon de la morale, elle-même au fondement du projet social de la classe journalistique. C'est à ce titre que les décideurs de cette dernière l'interpellent.

Nous verrons dans cette seconde partie ce que dit Kouchner dans les médias, hors du pouvoir comme au sein d'un gouvernement, en 1988 comme en 2008. A travers les échanges avec les journalistes, nous observerons quel type de relations Kouchner et la classe journalistique entretiennent.

1- Les profits d'un discours : dans les médias, Kouchner sur tous les fronts.

Dans les médias de masse, Bernard Kouchner insiste sur sa légitimité à parler sur tous les sujets. A chaque interpellation, il rappelle qui il est, c'est-à-dire d'où il parle : inventeur d'un humanitaire moderne, fondateur d'organisations non gouvernementales efficaces et performantes, praticien qui a systématiquement préféré le risque à la chaise longue. Kouchner se veut légitime quels que soient les circonstances et les sujets d'énonciation. Au fur et à mesure, il sort de son champ strictement humanitaire pour intervenir dans le débat public aux termes médiatiquement sélectionnés.

Dans ses récits livresques, Kouchner narre jusqu'à quel point les médias sont indispensables à toute prise de conscience et au déclenchement de l'action politique et de solidarité. Ainsi, à partir de ses premières déclarations médiatiques de 1968-1969 consacrées au Biafra, il ne quittera plus le champ médiatique : Biafra, Vietnam, Pérou, Syrie, Afghanistan… Chacun de ses faits et gestes humanitaires seront médiatiquement relayés.

L'acte humanitaire est délivré sous le regard bienveillant des médias de masse. Les années 1970-1980 en seront marqués, et très vite l'identité humanitaire-Kouchner s'établit.[1]

Tentons un recensement qui ne prétend pas tant à l'exhaustivité qu'à la représentativité, et qui, subdivisé en grands thèmes, tient à respecter un ordre chronologique pour mettre en lumière un mélange des lexiques sanitaire, humanitaire, politique, militaire. Une multipositionnalité tous azimuts qui ancre Bernard Kouchner dans l'humanitaire, pratique progressiste a priori, tout en le déployant sur d'autres tableaux politico-idéologico-philosophico-militaires moins consensuels.

1-1 Bernard Kouchner, au jour le jour

Quelles images les médias de masse donnaient-ils de Bernard Kouchner avant son entrée en politique ? Comment ont-ils accueilli son entrée dans le gouvernement de Michel Rocard ?

Le 1er janvier 1987, dans un « point de vue » intitulé « *Le geste et la parole* » et publié dans *Le Monde*, Bernard Kouchner, Jean-Paul Escande, André Glucksmann, Jacques Lebas et Yves Montand, appellent à une « *riposte graduée* » contre l'agression et l'invasion libyenne du Tchad, tout en se défendant d'en appeler à la guerre. Ces « *médecins* » et « *intellectuels* » pensent aux victimes : « *Puisque la situation au Tchad se détériore et que les Tchadiens du Nord succombent sous les coups de l'armée de Kadhafi, nous nous croyons autorisés à poser quelques questions sur une politique étrangère qui ne semble guère passionner les Français*. » Par ces mots, débute la tribune.

Le Tchad est présenté comme « *territoire allié* », c'est-à-dire un pays ami de la France. Les auteurs dénoncent la sélection des victimes opérée par « les autres », ceux qui refusent d'agir : « *Par un curieux racisme des urgences, des modes et des indignations, le sentiment de l'intolérable qui s'impose, face à l'Afrique du Sud chez les uns, devant la situation en Afghanistan pour les autres, est-il caduc dès lors que des Tchadiens sont en danger ?* »

[1] Le 31 juillet 1979, Bernard Kouchner écrit, par exemple, dans *le Monde* : « *La solidarité européenne varie-t-elle suivant les nuances de la peau ?* (…) *Devant les réticences européennes* [à accueillir les réfugiés du Vietnam], *la France, qui maintient son effort d'accueil*, (…) *devrait réagir*. (…) *On verra si la liberté d'entrer et de sortir, si les articles 12 et 13 de la Déclaration des droits de l'homme, valent pour d'autres que les Occidentaux.* »

Et de prévenir : « *Nous ne sommes pas des "boute-feu", nous ne souhaitons, en aucun cas, que notre pays déclare et fasse la guerre à la Libye. Mais nous ne pouvons nous satisfaire de la barrière fictive du seizième parallèle, notion stratégique qui ne protège pas nos amis de la mitraille. Il faut rester fermes*. » Les auteurs de la tribune comptent, pour ce faire, sur l'armée française : « *Pour être efficaces, nos armées ont-elles besoin, sur de si longues distances, du matériel et de l'appui américain ?* » La résolution des conflits semble toujours devoir passer par une intervention militaire.[1]

A la fin de ce mois de janvier, *le Monde* couvre une conférence internationale, tenue à Paris, sur le « droit d'ingérence humanitaire »[2], intitulée « Droit et morale humanitaire », organisée par Médecins du monde et la faculté de droit de Paris-Sud. Les médias étaient alors mobilisés par l'enlèvement d'une équipe de dix personnes de Médecins sans frontières en Somalie. « *Comme si un drame était nécessaire pour souligner la précarité de ces secouristes bénévoles, sans statut, qui agissent indépendamment des Etats, et parfois malgré eux…* », commente le journaliste Robert Solé. Parmi ceux qui ont organisé cette « *conférence inédite, marquée lundi par une allocution du président de la République* [François Mitterrand] *avant d'être conclue mercredi par le Premier ministre*. » La conférence a rassemblé une quarantaine d'intervenants de tous horizons dans un « *climat volontairement œcuménique*. » Parmi eux, Bernard Kouchner y est présenté comme fondateur de Médecins sans frontières et Médecins du monde. Son discours sera résumé par le journaliste. Une tirade sur les trois stades de l'humanitaire, de Henri Dunant à Bob Geldoff en passant par « *les médecins de l'aventure.* »

La conférence ambitionne de « *faire adopter par la communauté internationale un droit à l'assistance humanitaire. Les organisateurs demandent, en effet, à MM. Mitterrand et Chirac de soumettre aux Nations unies une résolution dans laquelle ils estiment que le droit à l'assistance humanitaire doit être reconnu à tout individu et à tout groupe humain, menacés ou victimes d'atteintes graves à leur vie et à leur santé. Corollaire : les Etats devraient s'engager à respecter pleinement le libre exercice du droit des victimes à bénéficier effectivement de l'assistance humanitaire publique ou privée*. » Une démarche qui bénéficie de la caution juridique et morale de Mario Bettati, doyen de la faculté de droit de Paris-Sud qui parle explicitement d'un « *droit d'ingérence humanitaire dans les affaires intérieures des Etats.* »

[1] En 1983, les paramilitaires français sont envoyés au Tchad par le gouvernement socialiste. Le 12 août, André Glucksmann, Yves Montand et Bernard Kouchner écrivent dans *Libération* une tribune titrée « *Tchad, l'engagement à reculons* » : « *Il était clair, depuis l'entrée en scène de la Libye, que la France serait contrainte d'intervenir dans la guerre du Tchad. Dès lors, pourquoi s'engager à reculons ?* (…) *La politique française en Afrique s'encombre encore* (…) *d'états d'âme et de remords coloniaux qui obscurcissent les raisonnements.* (…) *Une décision que l'urgence rendait nécessaire : envoyer l'armée française*. (…) *Un moment trop céder, c'est tout abandonner. On nous assure que chaque étape de l'escalade libyenne verra Paris riposter de la même manière*. »

[2] *Le Monde*, 28/01/1987

Loin de considérer le « droit d'ingérence humanitaire » comme un humanitaire d'Etat, c'est-à-dire une façon de faire de la politique par d'autres moyens, le journaliste présente les acteurs humanitaires comme victimes d'appareils bureaucratiques trop lourds : « *Le docteur Kouchner et ses amis connaissent trop bien les contraintes des organisations humanitaires et l'exploitation politique dont elles sont victimes pour se faire des illusions. Ils n'ont d'ailleurs pas attendu une charte internationale pour se porter au secours des victimes de guerres, de catastrophes ou de malnutrition. Et ils savent la distance qui sépare souvent un droit affirmé de son application. Mais est-ce une raison pour ne pas se battre aussi sur ce terrain-là ?* »

Environ deux semaines plus tard, Kouchner prend la plume lui-même pour *le Monde* du 14 février 1987 et écrit un « *requiem pour un anthropophage* » dont voici les premières lignes : « *C'était autrefois une image, et voilà aujourd'hui qu'ils se mangent entre eux. Un dignitaire religieux, disciple de l'Iran barbare, autorise l'anthropophagie au nom de dieu. Est-ce l'ultime châtiment d'un peuple martyrisé dont les dirigeants ont toujours exclu toute logique de paix ?* »

« *Contre l'escalade de l'horreur sur cette terre d'otages et d'assassins* », Kouchner entend « *hurler d'indignation* », « *dire son dégoût* », mais aussi toujours « *tenter de les secourir.* » « *On y* [au Liban] *accepte l'inhumanité comme un événement ordinaire. Mais l'approbation de l'abject par une autorité religieuse, la codification de l'immonde par des représentants de Mahomet sur la terre soulèvent le cœur et poussent à intervenir encore. Qui peut le tenter hors des éternelles organisations humanitaires ? Tous les exploits militaires israéliens disparaîtront derrière la réussite d'un parachutage de vivres sur le réduit palestinien, comme le demande le roi Hassan II.* » Kouchner se refuse à rester coi : « *Médecins du monde repart au Liban, et nous allons nous efforcer, comme en 1984 et en 1985, de pénétrer dans ces ghettos désespérés où les noirceurs se poursuivent parce que les caméras y sont interdites. Nous essaierons encore, au nom du devoir d'ingérence, du droit des victimes à être secourues et surtout pour nous-mêmes, parce que nous ne le supportons pas.* » Encore une fois, la participation militaire n'est pas loin : « *Mais sachant qu'il est un degré d'infamie qui appelle la réponse des armes et non le soutien des secouristes.* (…) »

Sans transition, le 18 mai 1987, Ariane Chemin consacre un article entier à la critique d'une série policière, *Hôtel de police*. Sous le pseudonyme de Bernard Gridaine, Bernard Kouchner fait partie des neuf scénaristes. La journaliste se désole de la faiblesse de l'intrigue : « *Un gramme de Columbo, un zeste de Starsky et Hutch, une pincée de K2000 : pour raconter*

la vie d'un commissariat de quartier, les auteurs de cette série bien française ont cherché des modèles outre-atlantique. Mais le mélange, hélas, n'a pas pris. »[1]

Dans ces années 1980, l'humanitaire représente une grande cause médiatique. Une enquête s'intéresse par exemple au « *business de la charité* », à l'industrie sophistiquée de la collecte des dons, à l'application au travail des ONG des techniques issues du marketing.[2] Des articles commentent des résultats de sondages liés à la popularité de l'humanitaire.[3]

A l'occasion de l'arrivée de 229 « boat people » à Rouen, un article du *Monde* titre sur une déclaration de Kouchner : « *Salut à vous, vous revenez de l'oubli*. »[4] Le début de l'article poursuit la citation : « *Vous êtes les plus chanceux. Ailleurs, en Afrique, en Afghanistan, au Salvador, partout, des millions de réfugiés attendent dans des camps sans espoir d'un sort meilleur. Il faut vider les camps d'Asie !* » L'un des deux bateaux était affrété par Médecins du monde, le second par une ONG allemande non citée. Tout le monde se félicite de sa propre générosité : Jean Lecanuet, sénateur et maire de Rouen qui « *décida cet accueil* », la population qui a « *généreusement donné un million de francs en 15 jours* », le président américain d'un comité Est-Ouest des boat people « *venu de Californie avec un chèque de 50 000 dollars* », le « *jeune commandant du Rose-Schiaffino et son équipage – tous volontaires pour la mer de Chine* », Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi qui, au nom du président de la République, Jacques Chirac, « *qui vient d'accorder neuf cents visas supplémentaires pour accueillir les Vietnamiens, déclare : "Vous êtes désormais en France chez vous. Et merci de nous avoir fait l'honneur de nous choisir*." »

Dans un climat politico-humanitaro-médiatique consensuel, tout semble ainsi aller pour le mieux pour le docteur Kouchner. N'était cet ouvrage, *la Soft-idéologie*[5] de François-Bernard Huyghe et Pierre Barbès, qui s'en prend « *avec une joyeuse férocité* » à l'actuel « *prêt-à-penser de la modernité*. »[6] « *La soft-idéologie*, expliquent les auteurs, *est cet esprit*

[1] *Le Monde* du 26 octobre 1987 rapporte la diffusion sur Antenne 2 d'un nouveau feuilleton, « Bonjour maître », réalisé par Denys de la Patellière et dont l'un des quatre scénaristes est Bernard Kouchner, qui semble cette fois avoir plus de chance. Histoire de couples, de tromperies, de politique dans un cabinet d'avocats. Les douze épisodes ont d'ores et déjà été vendus à dix autres pays dont la Suède, la Norvège, la Finlande, le Danemark, la Turquie, l'Italie, Israël, le Canada, l'Allemagne de l'Ouest, l'Angleterre.

[2] *Le Monde*, « Le marché de la charité », 16/05/1987.

[3] *Le Monde*, « Un sondage Ipsos sur les jeunes et l'aide au tiers-monde, Balavoine et Mère Teresa en vedette », 21/05/1987. Un sondage commandé par le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports à l'occasion du premier salon international de la coopération et de l'aide au développement. Médecins sans frontières et Médecins du monde sont les deux organisations jugées les plus efficaces pour les 15-25 ans. Ce, dans un contexte de chômage en hausse, d'une large couverture médiatique de la famine en Ethiopie, des « années sida ». « *A l'heure de la "charité business", fondée sur le marketing et la télévision, les images l'emportent sur les idées. Elles sont forcément passagères et un peu contradictoires* », conclue Robert Solé. L'Inde et le Bangladesh sont beaucoup moins évoqués par les interrogés parce que beaucoup moins sous les projecteurs.

[4] *Le Monde*, 24/07/1987.

[5] Paris : Robert Laffont, 1987.

[6] *Le Monde*, « Livres politiques : saine polémique et rire salubre », 23/11/1987.

du temps qui renvoie dos à dos les idéologies anciennes de la droite et de la gauche et leurs affrontements irréels et dépassés » qui rend « *ringard* » « *le conflit des générations, la guerre des sexes, la lutte des classes, le romantisme révolutionnaire et le tragique de l'Histoire* ». « *Retour au réalisme, au présent, au calme plat* », résume le journaliste. « *Selon nos auteurs, la soft-idéologie se situe entre la social-démocratie libérale et le libéralisme social. Ses valeurs* (…) *sont propres à cimenter le consensus le plus large qui va du RPR au PS en passant par l'UDF.* » Parmi ces valeurs, figurent la défense des droits de l'homme, l'antiracisme, l'antifascisme, le rejet de la violence et du totalitarisme. L'on peut alors d'autant plus aisément deviner qui sont les « intellectuels » de cette « soft-idéologie » qu'ils sont par ailleurs, disent les auteurs, des vedettes médiatiques et polyvalentes « *dans toutes les formes de communication*. » Le journaliste les cite : « *Il n'est nul besoin d'être grand clerc, dans tous les sens du terme, le théoricien, le romancier, le bouffon, le journaliste, le présentateur, l'entrepreneur branché ont désormais un statut comparable. Montand, Kouchner, Glucksmann ou Ockrent peuvent dire indifféremment la même chose sur Jaruzelski ou les nouveaux pauvres : la différence entre producteurs d'idées et diffuseurs, prestige médiatique et prestige intellectuel est totalement abolie sur ce marché de la valeur ajoutée culturelle.* Cette « *sous-idéologie* », développent Huyghe et Barbés, est fondée sur la peur, le narcissisme et la pseudo-modernité. Elle s'est immiscée dans l'espace laissé libre après l'échec de l'idéologie de droite qui cherche à se faire discrète après la deuxième guerre mondiale et affiche aujourd'hui sa lubie de la performance, et celle de la gauche qui n'a que renoncements à offrir après avoir procédé à la « *grande lessive* » de ses idées.

Les auteurs prédisent enfin que les tenants et porte-parole de la « soft-idéologie » finiront vite débordés, dépassés par « l'Histoire qui revient au galop », « *la colère des exclus du doux consensus* », écrit le journaliste.

Qu'à cela ne tienne, les « french doctors » constituent une véritable fierté nationale. Un sujet qui fait vendre. En novembre 1987, TF1 diffuse, sur six semaines, six épisodes d'une série intitulée « Médecins des hommes »[1]. Les « *exploits humanitaires* » de MSF et MDM sont ainsi consacrés dans une fiction d'une heure trente par épisode. Aucun des six n'a été tourné dans le pays en question. Le premier épisode sur le Biafra, sur un scénario de Bernard Kouchner, a été réalisé au Sénégal ; le second sur le Liban à Athènes, sur un scénario de Didier Decoin ; le troisième sur le Salvador au Mexique, sur un scénario de Jorge Semprun et Jacques Lebas ; le quatrième sur l'Afghanistan à la frontière pakistanaise sur un scénario de Jean-Claude Guillebaud et Louis Gandel ; le cinquième sur la Birmanie en Thaïlande sur un scénario de Dominique Robelet et Claude Veillot, le sixième sur la mer de Chine sur un scénario de Pierre Dumayet.

[1] *Le Monde*, « Médecins des hommes, du Biafra aux Philippines »,14/09/1987.

Des vedettes ont apporté leur concours : Fanny Ardant, Jean-François Balmer, Jane Birkin, Michel Blanc, Richard Bohringer, Evelyne Bouix, Bruno Cremer, Sam Fuller, Christophe Malavoy, Robin Renucci, entre autres. Les six épisodes ont été inspirés du roman de Pierre Fyot, *les Remparts du silence*[1], cofondateur de MSF qui a suivi Kouchner au moment de fonder MDM.

En 1987, Bernard Kouchner admoneste le mélange des genres. Un acteur de la société civile, issu du champ humanitaire, l'un des fondateurs de MSF, entre au pouvoir, dans un gouvernement de droite. Claude Malhuret est ainsi nommé à la tête du nouveau secrétariat d'Etat aux droits de l'homme. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, multiplie de son côté les expulsions de personnes migrantes par charters. Mais c'est à l'endroit du secrétaire d'Etat que Kouchner multipliera les reproches, par médias interposés, en forme de trahison. Citant une tribune kouchnérienne publiée dans *Libération*, « *Le ministère de l'indignation* », *le Monde* du 13 janvier 1988 reprend : « *M. Bernard Kouchner reprochait (une fois de plus) à Claude Malhuret de n'avoir pas démissionné après les expulsions des réfugiés politiques* [iraniens]. *"Claude Malhuret, écrivait-il, ne fait pas son travail. On ne doit cautionner aucune atteinte aux droits de l'homme au nom de la raison d'Etat ou de la solidarité gouvernementale. On ne peut être dedans et dehors." Et le docteur Kouchner de reprocher à ce colloque* [sur « universalisme et relativisme », organisé par l'Institut français des relations internationales et Claude Malhuret] *de politiser le débat sur les droits de l'homme, contrairement à la conférence qu'il avait lui-même organisée un an plus tôt et qui, patronnée à la fois par le Premier ministre et le président de la République, avait su réunir une vraie représentation de la France.* »

Toujours est-il que ces années 1980 révèlent le consensus humanitaire au-delà des clivages. La création, par un gouvernement de droite, d'un secrétariat d'Etat aux droits de l'Homme en témoigne. La part croissante de la télévision dans la vie des « foyers français », les progrès techniques dans la réalisation des reportages télévisés bénéficient à la pratique humanitaire qui connaît son âge d'or. En guise d'icône, Bernard Kouchner, dans tous les journaux, sur tous les écrans. Cependant que les partis politiques de droite comme de gauche s'alignent de façon de plus en plus assumée sur une doctrine libérale, l'avenir consistera à avoir du cœur. C'est ce qui sera appelé « la politique des bons sentiments », par opposition aux lectures par trop politisées et conflictuelles. L'heure n'est plus à la polémique mais à l'unité nationale contre « la crise », crise du chômage, crise du racisme et de l'extrême-droite, crise du terrorisme.

[1] Paris : Robert Laffont, 1985.

L'entrée en politique

Dans ces conditions, l'entrée de Kouchner en politique en 1988 serait difficilement accueilli avec scepticisme ou malveillance. D'autant que ces années 1980 sont aussi celles qui consacreront la deuxième gauche dont l'une des valeurs principales repose sur l'éloge de cette société civile, également incarnée par Kouchner. Les auspices sont donc toutes positives.

En 1988, François Mitterrand est réélu avec 54% des voix exprimées. Michel Rocard, son Premier ministre jusqu'en 1991, forme un gouvernement d'ouverture. Dans la droite ligne saint-simonienne[1], ses ministres ne flattent pas des étiquettes mais justifient des compétences. Ainsi que le rapporte François Cusset : « *Il constitue une équipe où il fait entrer non seulement son hostilité au dogmatisme partisan mais les radicaux de gauche, le centre droit et deux figures emblématiques venues pour la première fois de la « société civile » et associées dans un grand ministère à la japonaise : l'ex-PDG de Saint-Gobain et président de la fondation Saint-Simon, Roger Fauroux, en charge de l'industrie (où il préparera notamment le mariage Renault-Volvo, effectif en 1990), et un ancien militant métallurgiste devenu le numéro deux de la CFDT, Jacques Chérèque, comme ministre délégué aux reconversions. On dit que François de Closets aurait refusé l'offre de Rocard de créer pour lui un secrétariat d'Etat à la prévention des risques technologiques. Quant au noyau dur de centre droit qui s'est formé autour d'Edouard Balladur, promettant de durer au-delà de cette saison électorale, il n'est pas loin non plus, constitué notamment de Jean Peyrelevade, Alain Minc, Pascal Lamy et Daniel Lebègue. Rocard instaurera en septembre, contre l'avis des experts, le Revenu minimum d'insertion (RMI)*[2]*, et règlera pacifiquement et plutôt équitablement le conflit de la Nouvelle Calédonie. Mais il n'en incarne pas moins un gouvernement du compromis permanent, de la continence et de la pondération, de l'ouverture mais par simple dissolution du projet politique.* »[3]

Kouchner est nommé secrétaire d'Etat à l'insertion sociale. Cette évolution donne lieu à de nouvelles entreprises biographiques. « *Globe-trotter impénitent* », « *hyperactif* », il est présenté en aventurier désintéressé. Tant et plus que *le Monde* s'interroge : « *Supportera-t-il*

[1] Bernard Kouchner sera membre de la fondation Saint-Simon (1982-1999). Esn 1982, ses membres se recrutent dans le milieu économique (Jean Peyrelevade, Jérôme Monod, Antoine Riboud, tous PDG), journalistique (Christine Ockrent, Jean Daniel, Jacques Julliard, Serge July, Franz-Olivier Giesbert), politique (François Bloch-Lainé, Simon Nora). Ses membres sont également intellectuels, chercheurs, rédacteurs des revues *Le Débat* ou *Commentaire*, intellectuels intervenants au *Nouvel Observateur* (Alain Finkielkraut, Emmanuel Leroy-Ladurie, Pierre Nora, Marcel Gauchet, Pierre Manent, Luc Ferry, Jean-Claude Casanova) L'équipe s'étoffera substantiellement au fur et à mesure.

[2] Au détour de ses 554 pages de biographie de Bernard Kouchner, Michel-Antoine Burnier indique que le RMI est une production kouchnérienne. A le lire, Kouchner a conçu et mis en place cette réforme.

[3] François Cusset, *La Décennie. Le grand cauchemar des années 1980*, Paris : La découverte, « Poche », 2008 (2006), p. 141.

aisément les murs dorés d'un palais national ? »[1] Et même si l'auteur de l'article avoue que tout semble avoir été dit sur le personnage « *On ne présente plus ce "toubib" baroudeur et BCBG, familier des régions du monde les plus déshéritées et des plateaux de télévision. Depuis la fin des années 1960, il n'a eu de cesse d'aller où les autres ne vont pas* », il n'en rappellera pas moins les hauts faits d'armes qui plantent personnage et décor : militant UEC, médecin humanitaire et témoin engagé, cofondateur de MSF, etc. « *L'opération d'aide aux réfugiés du Vietnam (1979) consacre définitivement, aux yeux de l'opinion publique, la nécessité de son action. Chacun se souvient de ce navire-hôpital, l'Ile de lumière, véritable bouée de sauvetage pour des familles fuyant un régime communiste et des pirates sans pitié.* » Kouchner sillonne la planète et *« pourtant, ce médecin volant ne veut pas ignorer ce qui se passe chez lui*. » Ainsi, « *lui et ses camarades de Médecins du monde, association fondée en 1980, créent dix-sept centres médicaux chargés de soigner gratuitement ceux qui ne bénéficient plus de couverture sociale. Bernard Kouchner veut témoigner ici et là-bas.* »

En 1988, Kouchner est un humanitaire stricto sensu. Un acteur de la société civile entre au gouvernement. Le label « société civile » doit garantir l'absence d'intérêts catégoriels et autres dogmes. Pourtant, l'article s'achève de façon ambiguë, laissant planer une contradiction : « *Le 22 avril dernier, il appelait, dans ces colonnes, en compagnie de Marin Karmitz, Bernard-Henri Lévy et Alain Minc, à voter Mitterrand. Il ne pressentait assurément pas qu'il allait être nommé secrétaire d'Etat à l'insertion sociale, lui qui plaidait pour la disparition des "tabous collectifs relatifs à la protection sociale"…* »

Qu'à cela ne tienne, c'est un symbole qui entre au gouvernement, « *tout ce que les deux dernières décennies ont compté d'utopies, de romantisme et de désillusion : le mythe de Guevara et celui du "grand soir", la musique pop et les boat people.* »[2]

Le second gouvernement Rocard du 28 juin 1988 est composé de quarante-neuf membres, dont vingt-six socialistes. Kouchner n'y est plus chargé de l'insertion sociale auprès du ministre des Affaires sociales mais de l'action humanitaire, directement auprès du premier ministre. Pour cette nouvelle mouture, Rocard a remercié cinq ministres au profit de douze nouveaux, issus du centre et de la « société civile. »[3] Kouchner y reste une personnalité phare. Il ne quitte ni les colonnes des journaux ni les écrans de télévision, chaque fois présenté en « médecin baroudeur », « médecin volant ».

[1] *Le Monde*, 16/05/1988.
[2] *Le Monde*, « Avec les anciens du 22 mars », 24/03/1988. A l'occasion des vingt ans de Mai 68.
[3] *Le Monde*, 30/06/1988.

Au pouvoir, hyper-activité et hyper-prolixité

Au moment de se rendre dans une Nouvelle Calédonie tourmentée, on rappelle que Kouchner « *la connaissait déjà* » : « *Il y avait traîné sa musette de médecin baroudeur, en 1979, à l'époque où il parcourait la planète pour essayer de sauver les "boat people" et dirigeait la campagne "Un bateau pour le Vietnam". Il n'oublie pas que c'est à Nouméa qu'il avait finalement découvert l'Ile de lumière, ce cargo de la Compagnie des chargeurs calédoniens qui servit ensuite de bouée de sauvetage à tant de réfugiés en détresse*. » Chaque voyage du secrétaire d'Etat renverra ainsi au passé humanitaire de Kouchner. « *La Nouvelle Calédonie généreuse que le docteur Kouchner avait alors rencontrée était une terre peuplée d'hommes rudes, âpres, repliés sur eux-mêmes, engoncés dans les certitudes de la Caldochie, aveugles à la montée du nationalisme canaque.* »

Le lyrisme de Kouchner, produit journalistique réputé, lui offre de longues citations : « *Je le dis sans emphase : la France est en train de réaliser là-bas une invention politique. Grâce à l'aventure individuelle des hommes qui ont conclu ces accords* [accords de Matignon signés par Michel Rocard, Jacques Lafleur et Jean-Marie Tjibaou]. *C'est une perle ! Un moment magique ! Quelle intelligence ! Quelle chance ! Quelle fierté de faire partie de ce gouvernement ! Voilà vingt ans que je me bats, avec beaucoup d'autres, pour faire la guerre à la guerre et voilà que la guerre recule ! Et c'est en France que cela se passe, chez nous, en Nouvelle Calédonie ! Nous n'arrêtions pas de crier, en faisant référence aux malheurs du tiers-monde : "parlons-nous avant de mourir", et voilà qu'en Nouvelle Calédonie, enfin, des hommes ont décidé de faire la paix avant la guerre. Pour une fois, on n'oublie pas les leçons du passé. La France se souvient de sa propre histoire, de ses guerres coloniales…*(…) *Comme le monde serait beau s'il y avait aujourd'hui des Nouvelle Calédonie un peu partout ! D'un seul coup, l'imagination est revenue en métropole ; l'aventure, revient rôder chez nous.* » Cet enthousiasme détonne. Kouchner donne des raisons d'espérer.

« *Médecin volant* » tantôt « *optimiste* » et « *romantique* » tantôt « *plus clinique* », Kouchner offre, en sus de « *ses campagnes contre les misères du monde* », toute une palette d'émotions, matière à écrire.

Un pied dans le gouvernement, un pied dans la société civile, Kouchner n'est pas un produit politique ordinaire, il est d'abord un militant pragmatique adepte de l'efficacité. « *Jamais depuis longtemps, je ne m'étais senti aussi utile parce que la Nouvelle Calédonie, qui est à la fois l'Occident et le tiers-monde, c'est un peu la quintessence du champ de l'action humanitaire qui consiste à jeter des ponts entre les droits de l'homme, la morale et la politique. Il y a là-bas une adéquation entre ma mission et les réalités locales et s'il s'y passe en ce moment quelque chose de magique, il va falloir travailler très vite concrètement*. »

Le journaliste poursuit : « *En visitant lui-même les tribus des régions de brousse privées d'eau potable, d'électricité et, souvent, des soins les plus élémentaires, le secrétaire d'Etat a pu mesurer l'ampleur de la tâche à accomplir pour faire accéder la plupart des Canaques à une véritable "humanitude"*. »

Puis est décrit, chiffres à l'appui, un plan d'action sanitaire conçu à Paris et prêt à l'emploi en Nouvelle Calédonie.

Le Soudan constitue la prochaine cause du secrétaire d'Etat. Le pays essuie une guerre entre le gouvernement et l'armée populaire de libération du Sud, avec son lot de massacres, de pillage et la famine. A Khartoum, le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire « *multiplie les consultations avec les dirigeants soudanais, les représentants de la communauté internationale et ceux des organisations humanitaires pour étudier les modalités d'une assistance française.* »[1] Pendant que l'Occident célèbre le quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, Kouchner passe deux jours à Juba, capitale de la province de l'Equatoria, « *encerclée depuis des mois par les rebelles antigouvernementaux de l'Armée populaire de libération du Sud (APLS). Objectif de cette visite : étudier sur place de quelle façon la France pourrait apporter aux Soudanais une aide humanitaire d'urgence*. »[2] Une « mission d'évaluation » conduite avec le concours des « autorités régionales ». Kouchner propose l'instauration d'un pont aérien acheminant de la nourriture dans des régions gouvernementales comme rebelles. Le Programme alimentaire mondial et le Comité international de la Croix-rouge ont déjà mis en place le leur.

D'autre part, Kouchner propose de « *contribuer à la réhabilitation de l'hôpital gouvernemental de Juba* (…) *M. Kouchner a reçu l'assurance du gouverneur de Juba que les malades de cet hôpital seraient nourris, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui*. (…) *M. Kouchner voit dans ce projet des Français au Soudan Sud une illustration exemplaire de ce droit à l'assistance humanitaire qui, à l'instigation de Paris, vient d'être consacré par le vote d'une résolution aux Nations unies. Avec quelque retard, la France se préoccupe enfin d'épauler au Soudan le remarquable travail qu'y effectuent depuis plusieurs années les ONG, notamment ceux qu'on appelle ici les "*french doctors*", membres de MSF ou de MDM. C'est la meilleure façon de leur prouver qu'ils ne sont pas seuls dans leur combat humanitaire*. » Ce type de discours horripilera les membres des dites Organisations non gouvernementales qui y verront une manœuvre de récupération du travail humanitaire par les politiques. Pourtant, Kouchner persistera à s'exprimer comme s'il travaillait main dans la main avec elles. Et les journalistes

[1] *Le Monde*, 1er/11/1988.
[2] *Le Monde*, 13/12/1988.

retiendront surtout du secrétaire d'Etat qu'il est un homme d'action toujours prêt à déployer des plans de sauvetage très concrets.

Kouchner profitera de ses responsabilités politiques au sein du secrétariat d'Etat à l'action humanitaire pour populariser la notion de devoir d'ingérence.

En janvier 1989, se tiennent, à l'instigation du secrétaire d'Etat, les Assises internationales sur la solidarité, à l'université de la Sorbonne à Paris. Pendant ces trois jours de réflexion, le Premier ministre, Michel Rocard, promouvra la création du Revenu minimum d'insertion, une « *véritable révolution dans le droit social*. »[1] Un colloque réussi compte tenu de « *la ferveur militante* », de « *l'exubérance intellectuelle et de l'œcuménisme politique*. »[2] Plus de deux milles travailleurs sociaux et représentants d'associations venus de quatre-vingt départements, un débat qui « *venait à point nommé et répondait à une véritable attente*. » Bernard Kouchner, « *organisateur de ces journées, a offert à ses invités un plateau exceptionnel. Plus de 100 intervenants, dont certains venaient de l'autre bout du monde, ont littéralement jeté à la salle, chacun en quelques minutes, un concentré de leurs réflexions et de leurs expériences. On a entendu tour à tour de hauts fonctionnaires, des militants de terrain, d'anciens ministres, des élus locaux, des universitaires, des représentants de grandes organisations caritatives* (…). *Le socialiste Pierre Bérégovoy, le communiste Guy Braibant, le CDS Pierre Méhaignerie, Simone Veil, le RPR Jacques Chaban-Delmas ont dirigé* (…) *des tables rondes qui ont jalonné ces journées*. (…) *Autour des "nouvelles solidarités", le consensus paraissait sincère* », conclut le journaliste pour qui de « nouvelles solidarités » sont effectivement à inventer puisque « *l'Etat-providence est à ranger au magasin des utopies politiques*. » En dépit du fait qu'il est « *l'un des plus complets et des plus perfectionnés du monde* », l'Etat-providence français ne parvient pas à résoudre chômage, misère, exclusions.

Fin janvier 1989, Kouchner entame une tournée asiatique consacrée « *d'une part, au problème des réfugiés indochinois et, d'autre part, à l'initiative française visant à la régulation des fleuves qui inondent périodiquement le Bangladesh*. »[3] En Thaïlande, « *le docteur Kouchner a passé plusieurs jours* [4] *dans les camps de la frontière khméro-thaïlandaise ou quelque 300 000 Cambodgiens (et quelques milliers de Vietnamiens), ravitaillés par les Nations unies, mais placés sous la coupe des factions armées qui composent la résistance anti-vietnamienne, végètent misérablement depuis dix ans.* » Augmentation du nombre de visas accordés aux déplacés cambodgiens et vietnamiens, renforcement de l'assistance scolaire et médicale française, projet de régulation des fleuves

[1] *Le Monde*, 13/01/1989, « Le colloque sur les nouvelles solidarités. M. Rocard chante la « révolution » du revenu minimum d'insertion. »
[2] *Le Monde*, 13/01/1989, « Assises internationales sur la solidarité, ferveur et œcuménisme. »
[3] *Le Monde*, 4/02/1989.

responsables des inondations des deux dernières années, Kouchner profite de ses responsabilités politiques pour donner les moyens à ses projets humanitaires. Son statut de politique n'est que bénéfice pour l'action humanitaire.

Dans *le Monde* du 29 décembre 1989, le secrétaire d'Etat écrit une tribune en hommage aux acteurs anonymes de la « révolution roumaine » qui a renversé le dictateur Ceausescu. Lyrisme, émotion, leçon d'histoire, posture morale et élan humanitaire, Kouchner s'exprime en figure d'autorité.

Le 12 mai 1991, il annonce son intention de créer un mouvement qu'il appellera « Société civile » : « *L'invention politique ne se fait pas dans les partis. Elle se fait dans la société civile et dans les associations*. [Ce mouvement] *apportera à la politique ce retour à la noblesse dont elle a besoin* »[1], déclare-t-il.

Kouchner est partout, pour tous. Une mobilisation tous azimuts. Le secrétaire d'Etat foisonne de déclarations, d'idées, de projets, de lois. Les médias de masse sont séduits par ce politique ouvert au dialogue, superactif, engagé sur tous les fronts, prolixe.

De l'humanitaire à la santé

Dix ans après son entrée en politique, Bernard Kouchner n'est pas moins infatigable.

En juin 1998, alors secrétaire d'Etat à la santé, Kouchner saisit le Comité consultatif national d'éthique, inquiet qu'il est du développement de médicaments de « confort », c'est-à-dire ceux qui ne guérissent pas de pathologies mais aident à vivre mieux. Kouchner pointe ici du doigt le viagra. Il n'est pas rassuré, sceptique même, sur les « *conséquences de la médicalisation de la sexualité humaine et sur la question de la prise en charge par la collectivité d'une molécule proposant de remédier à certaines « défaillances masculines* », rappelle *le Monde* du 26 février 2005, au moment où la commercialisation du viagra féminin est rejetée. En novembre 1999, le CCNE, rétorquant à Kouchner, estime « *légitime que la société puisse aider au remboursement du viagra dans les cas où il est évident que la dysfonction érectile est organiquement perturbée* (…). » Si les « *troubles de l'érection masculine* » ne constitue pas un problème majeur pour Kouchner, celui-ci va s'attaquer aux questions sanitaires habituellement minorées.

[1] *Le Monde*, 14/05/1991.

En 2001, accompagné de Jack Lang, ministre de l'éducation nationale, Kouchner, devenu ministre délégué à la santé, lance « *un plan d'action pour les enfants atteints d'un trouble spécifique du langage.* » Il annonce un développement des actions de prévention et de repérage des élèves souffrant de dyslexie, une prise en charge médicale et pédagogique précoce, et une formation des enseignants aux troubles du langage[1].

A la fin de cette même année, « *Kouchner manifeste avec Act Up* », titre *le Nouvel observateur*[2]. Dans le cadre de la journée mondiale de lutte contre le sida, l'hebdomadaire précise que « *c'est la première fois en douze ans d'existence de l'association qu'un ministre de la santé participe à l'un de ses défilés.* » Tout le monde n'attache pas d'importance au symbole : la présidente d'Act Up prévient : « *Sa présence n'aura de sens que si elle est suivie d'effets*. »

Le 8 janvier 2002, Kouchner défend le rôle des médecins généralistes, titre le même journal. Quatre jours plus tard, il convoque une conférence de presse pour annoncer la vaccination préventive d'au moins 80 000 jeunes du Puy-de-Dôme menacés par la méningite qui a provoqué la mort de quatre personnes en un an. Cette « *opération de prévention et de santé publique* » est destinée à éviter une épidémie. Kouchner ajoute qu'il s'agit là d'une « *première en France.* » Le même jour, il déclare un nouveau cheval de bataille : la surconsommation de sel. A l'occasion du colloque Sel et santé, le ministre délégué à la santé promet une réduction de 5% par an de la teneur en sel des aliments. La dépêche le cite abondamment.

Une semaine plus tard, Kouchner, « *s'agace des récriminations de certains médecins* », titre *le Nouvel Observateur*.[3] Ces derniers déplorent le manque d'informations concernant les conditions de la dite campagne de vaccination : « *Chaque médecin a reçu une lettre que j'ai signée* », se défend-il à l'occasion des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale. « *Ils ne l'ont pas encore reçue ? Eh bien ils la recevront !* » Kouchner s'énerve en ajoutant que les médecins peuvent « *quand même aussi se renseigner par l'intermédiaire des médias nationaux et locaux* » ou « *consulter le site internet du ministère, parce que l'électricité existe !* » Enfin, « *on peut se renseigner auprès du numéro vert qui reçoit, je vous le signale, depuis vendredi, des appels par milliers* (…) *On ne pouvait, un par un, téléphoner aux médecins.* »

Le 8 janvier 2002, *le Nouvel Observateur* écrit : « *Le fondateur de MSF a souligné que la France possédait « un formidable système envié par tous les autres pays, pas le Tiers-*

[1] *Le Monde*, 28/02/2001.
[2] 1/12/2001.
[3] 15/01/2002.

monde, mais par des pays d'Europe limitrophes (…) Ça marche bien, ne le gâchons pas ! » Quelques jours plus tard[1], il précise : il faut réviser le système de santé. Les déclarations kouchnériennes font le tour des rédactions dès que prononcées. *Le Nouvel observateur* reprend ainsi les propos qu'il a tenu à *Libération* : la France « *n'échappera pas à une révision du système de santé (…) Sa modernisation est nécessaire.* » S'il n'est « *pas question de chasser les syndicats, ni de briser le paritarisme* », le ministre délégué à la santé préconise « *tout en régionalisant les enquêtes et les décisions* », de « *conserver les grandes lignes de la santé publique nationale et régénérer la concertation (…) La participation des citoyens doit commencer dans ce domaine précis – impôt ciblé – qu'est le financement de notre système de soins.* »

C'est encore *le Nouvel Observateur* qui publie le « *SOS de Bernard Kouchner* » au sujet des urgences : « *Le ministre de la santé recevait vendredi à 17 heures les médecins urgentistes qui, débordés, menacent de se joindre à la grève des généralistes.* »[2] Puis l'hebdomadaire titre : « *Kouchner s'attaque aux maladies cardiaques* »[3]. Le plan du ministère inclut la prévention, l'apprentissage des premiers secours à l'école, la baisse des taux de goudron des cigarettes. *Le Nouvel Observateur* suivra ainsi pas à pas les combats du ministre.

Lorsque Kouchner a eu fini de dialoguer avec ses anciens confrères[4], il a porté publiquement la joute face à Noël Mamère du parti des Verts.[5] Le sujet du débat, tenu à la Mutualité à Paris, portait sur le bilan de la majorité plurielle et les perspectives d'avenir de la gauche. Kouchner, qui défend le programme du Premier ministre Lionel Jospin et Noël Mamère sont tous deux candidats à la présidentielle. Ils se départageront sur le droit de vote des étrangers, le nucléaire et le cannabis. Si Kouchner plaide pour un « *gouvernement où les Verts auraient plus de voix encore* », il n'en taxe pas moins la position des Verts sur le nucléaire de « *vœux pieux* » « *un peu idéologiques* ». Le médiateur du débat, le député européen encarté chez les Verts, Daniel Cohn-Bendit, ne trouvera finalement qu'un seul point d'accord entre les deux interlocuteurs : la nécessité d'assouplir la législation sur le cannabis. Pour Kouchner, « *il faut réglementer, mais ce n'est pas le but de notre vie de fumer des joints.* »

[1] *Le Nouvel observateur*, 21/01/2002.
[2] 18/01/2002.
[3] 5/02/2002.
[4] *Le Nouvel observateur*, 19/02/2002.
[5] *Le Nouvel Observateur*, 16/04/2002.

1-2 Hors du pouvoir, Kouchner reste une référence incontournable

Si les décideurs du champ journalistique s'intéressent en premier lieu à ceux qui font l'actualité, les agents politiques du champ du pouvoir, ils traitent Bernard Kouchner comme s'il ne l'avait jamais quitté. Les sollicitations ne cessent pas. Kouchner, qui dispose d'un large spectre thématique et rhétorique, reste une cause mobilisable à tout moment. Plus qu'en tant qu'ancien ministre, ce sont les qualités d'expert, prêtées par ces mêmes décideurs, qui sont reconnues et attendues.

En duplex du plateau de *100 minutes pour convaincre* diffusé sur France 2 le 22 octobre 2002, Kouchner dénonce une omerta médicale concernant l'euthanasie et la consommation de cannabis. L'invité, Jean-François Mattéi, « *ministre de la santé, grand médecin, pédiatre et chercheur en génétique* », explique son refus de la légalisation de ces deux pratiques : « *Je pense qu'il ne peut y avoir de société sans interdit*. » Les propos sont repris dans *le Monde* deux jours plus tard. En duplex de Boston, Kouchner rappelle le bilan de la gauche et invite son successeur à être « *un peu moins hypocrite* » : « *Beaucoup d'étudiants en médecine fument discrètement de l'herbe. Et la bourgeoisie française pratique depuis longtemps, avec l'accord du médecin de famille, l'euthanasie. Mais malheur à celui qui parlera le premier ! C'est une sorte d'omerta médicale.* » Des propositions hétérodoxes qui semblent faire croire à une prochaine évolution de la société française.

Avec le temps toutefois, Kouchner nuance ses positions. Ainsi, dans un entretien donné au *Nouvel Observateur*[1], il dit « *détester ce mot* » tout simplement parce qu'il finit par « *nazi* ». Aussi en appelle-t-il à une « *ingérence sentimentale* », une « *ingérence humaine* » pour « *ce qui touche aux modes d'accompagnement des patients en fin de vie*. »

Somme toute, il n'est finalement pas tant pour la légalisation que pour une dépénalisation. *Le Figaro* en convient : « *Euthanasie : Kouchner est moins catégorique*[1] *: L'ancien ministre PS de la santé Bernard Kouchner s'est déclaré, hier matin sur France Inter, en faveur "d'exceptions d'euthanasie" plutôt que d'une loi "forcément un peu brutale, un peu contraignante." "Personnellement je pense qu'il ne faut pas de loi et qu'il faut s'entendre sur des exceptions d'euthanasie extrêmement codifiées, extrêmement encadrées et éventuellement avec des vérifications a posteriori".* » Cette nuance intervient lorsque l'euthanasie cesse d'être une abstraction dans les conversations mais une réalité fortement médiatisée avec le cas de Vincent Humbert.

[1] 26/09/2003.

Kouchner accorde un entretien au *Monde*[1], relu et amendé par lui-même, précise le journaliste Jean-Yves Nau. Il n'est pourtant pas à charge. Première question : « *Lors de l'exercice de vos dernières fonctions de ministre de la santé, vous aviez choisi de faire de la question de l'euthanasie une priorité. Quelle analyse faites-vous de l'affaire Humbert ?* » Une occasion pour l'intéressé de promouvoir sa politique : « *A l'heure où nous parlons, il m'est bien difficile de me prononcer de manière doctorale et définitive. Nous ne sommes pas seulement ici confrontés à une forme de tragédie moderne ; nous sommes aussi face à une grande et grave histoire d'amour entre une mère et un fils. Pour ce qui est de la situation de Vincent Humbert, j'estime que nous pourrions, sans ambiguïté aucune, faire désormais appel à la loi sur le droit des malades du 4 mars 2002 [dite loi Kouchner], qui autorise la personne malade à refuser des soins qui correspondent à un acharnement thérapeutique. Cette loi dispose en effet dans son article L.111-4 : "Aucun acte médical ni aucun traitement ne peut être pratiqué sans le consentement libre et éclairé de la personne et ce consentement peut être retiré à tout moment."* » Il explique ainsi, dans un premier temps, que sa loi sur le droit des malades règle le problème de la pratique de l'euthanasie en la rendant légale.

Puis, il poursuit : « *La question ne se posait pas en ces termes avant que sa mère ne passe à l'acte puisqu'il n'était pas traité ou presque. Or, maintenant, ce jeune homme est dans le coma et sous respiration artificielle. On sait d'autre part, jusqu'au sommet de l'Etat, qu'il a tout mis en œuvre, tout dit, tout écrit pour, avec la plus grande pudeur, la plus grande obstination, le plus grand tact, trouver le repos. A ce titre et en vertu de la loi qui l'autorise, j'estime qu'il y a, enfin, droit. J'ajouterai qu'il s'agit là d'une situation rarissime au regard des problèmes qui avaient fait l'objet des rencontres que j'avais, sur le thème de la fin de vie, organisées au ministère de la santé en 2001 et 2002*. » Et d'expliquer, dans un second temps, qu'une loi sur la législation de l'euthanasie aurait été, d'une part, impossible, et, d'autre part, qu'elle n'a pu aboutir malgré ses efforts : « *Je ne jugeais pas souhaitable d'introduire dans la loi sur le droit des malades la dépénalisation de la pratique de l'euthanasie. Pour autant, je savais, à la demande de la très grande majorité des réanimateurs, qu'il fallait décriminaliser certaines pratiques pour éviter les poursuites judiciaires. On peut bien évidemment discuter de l'euthanasie active et de l'euthanasie passive, et du problème philosophique : à qui appartient la vie humaine ? J'avais alors réuni, dans l'optique de la rédaction d'une charte, les représentants des réanimateurs, des associations concernées, des différents courants religieux, mais aussi des philosophes et des juristes. Au terme de longs et riches échanges, nous nous sommes aperçus que l'on ne pouvait pas véritablement concilier deux grands courants de pensée. A la question de savoir à qui appartient la vie humaine, les uns répondent : "à dieu" et les autres : "à chacun d'entre nous, à la personne malade, à sa*

[1] 29/11/2003.

famille, à ses proches." Mais nous n'étions pas si loin d'un consensus. Nous aurions pu finalement nous entendre autour d'un texte, que nous avions rédigé, précisant les conditions indispensables, parmi lesquelles l'avis de la famille et la collégialité de la décision. J'ai manqué de temps, mais je ne désespère pas quant à l'obtention d'un consensus qui nous éviterait d'avoir à passer par une loi. » Kouchner cherche à résoudre l'insoluble : comment réglementer sans loi, comment s'assurer la légalité sans législation ? Il compte sur les effets performatifs de ces espérances pour trouver une solution : « *Je regrette de ne pas avoir saisi l'opportunité que m'avait offerte Lionel Jospin d'introduire dans la loi sur le droit des malades la question de l'euthanasie. Pour autant, le Parlement a bel et bien adopté une loi qui prévoit le droit d'avoir "une vie digne jusqu'à la mort." J'aimerai pour ma part qu'au-delà des partis politiques, s'ouvre un vaste débat de société et qu'au bout d'un délai fixé, on puisse enfin, collectivement, trancher. Soit on trouvera les moyens de rédiger un guide de bonnes pratiques, soit il faudra passer par la loi. Le gouvernement actuel semble bien loin d'une telle préoccupation.* »

Le clonage constitue un autre sujet à risque, dissensuel et complexe au possible et sur lequel Kouchner s'est exprimé.[2] Ministre de la santé, il en appelait à un « *droit d'ingérence éthique* » contre les « *talibans de la pensée* » qui « *au nom de la science* » poursuivent un « *rêve monstrueux* » : la reproduction humaine par clonage. L'article du *Monde* rappelle qu'aucune loi internationale contraignante ne l'interdit, à cause des Etats-Unis qui votent, à l'ONU, systématiquement contre les propositions d'encadrement.

Un mois plus tard, le journal rapporte que Kouchner « *porte plainte contre les raéliens pour eugénisme* »[3], au nom de l'association Ingérence santé qu'il vient de créer. L'article débute par la promotion de la dite association qui vise à « *défendre les intérêts individuels et collectifs des usagers du système de santé.* » La plainte a été déposée suite à la déclaration de Brigitte Boisselier, responsable du programme de clonage humain Clonaid développé par la secte raélienne, qui annonçait la naissance d'un enfant conçu par clonage. « *Si ces déclarations s'avéraient exactes, déclare Kouchner, il s'agirait à l'évidence d'une révolution dans l'histoire de l'humanité. Au-delà des questions fondamentales d'éthique, il est particulièrement intolérable qu'une telle expérimentation puisse avoir lieu sur l'homme alors que son application sur l'animal en montre les insuffisances et les dangers.* » Pour Kouchner, les responsables raéliens cherchent à développer une stratégie globale de sélection des personnes, au service des intérêts de la secte. Le journal rappelle que l'ancien ministre avait été, au sein du gouvernement Jospin, à l'origine d'une initiative diplomatique franco-

[1] 27/11/2003.
[2] *Le Monde*, 28/12/2002.
[3] *Le Monde*, 31/01/2003.

allemande auprès des Nations Unies visant à criminaliser le clonage reproductif. Kouchner n'est en revanche pas contre le clonage non reproductif et le clonage à des fins thérapeutiques.

En d'autres termes, Kouchner occupe la scène médiatique lorsqu'il est au pouvoir pour promouvoir ce qu'il fait. Il l'occupe ensuite pour rappeler ce qu'il a fait, ce, en fonction de l'actualité du moment. Il l'occupe parce que les journalistes n'oublieront jamais d'où il vient. Là aussi, il reste un interlocuteur privilégié, à la fois en tant qu'acteur de terrain, expert et politique. A la limite, il en dit plus hors des arcanes du pouvoir. Il l'occupe enfin pour, dans l'opposition, défendre le gouvernement en place.

En effet, Kouchner défend à plusieurs reprises la politique du gouvernement de droite qui succèdera à celui de Lionel Jospin à partir du printemps 2002, se mettant ainsi à dos une bonne partie du parti socialiste et sans se soucier du qu'en-dira-t-on. La réforme des retraites, qui donna lieu à un mouvement social avorté au printemps 2003, en fournit une illustration significative. Kouchner va soutenir le projet dit de « réforme » des retraites par répartition fondées sur un dispositif de solidarité intergénérationnelle qui devra progressivement faire de ces retraites françaises un nouveau marché pour les fonds de pension et autres entreprises privées. A cette occasion, il en profitera pour critiquer vertement son parti d'appartenance, parti de l'« immobilisme ». Lorsque la gauche institutionnelle annonce ses propres propositions, Kouchner les qualifie de « *poudre aux yeux*. » La presse écrite[1] rapporte les propos qu'il a tenu deux jours plus tôt sur *Radio J*, circulation circulaire de l'information oblige. Ainsi a-t-il commenté l'ovation reçue à Dijon par le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault : « *Ce n'est pas la personne de Thibault qui me gêne, mais c'est l'illusion que cela procure. J'ai le sentiment que nous sommes du côté de l'immobilisme (…) C'est ce que représentaient la venue et les applaudissements adressés à Bernard Thibault (…) Le PS approuvait une tendance réformiste représentée par François Chérèque* [secrétaire général de la CFDT], *et là on applaudit son contraire.* » L'article rappelle que Kouchner n'est pas membre du PS. Toutefois, ce dernier poursuit : « *Le système de retraites n'a pas d'avenir comme tel et il faut le changer*. » Il prend acte de ce que Jean-Pierre Raffarin « *s'y est attaqué* » et estime que, sur la forme, « *la droite a de mauvaises méthodes* », mais, sur le fond, « *Il y a des avantages acquis dans notre pays qui se transforment en inégalités.* »

La forme est prépondérante, le symbole prime, d'où la nécessité de soigner sa communication. Toute réforme doit être présentée comme un progrès inédit. Kouchner donne ici sa vision de la gauche. Elle serait ainsi incarnée par Français Chérèque, successeur de Nicole Notat à la tête du syndicat CFDT. La Confédération française démocratique du travail est communément présentée par les classes dirigeantes, politiques et économiques, et par les

[1] Par exemple, *le Monde*, 20/05/2003.

journalistes comme le symbole d'un syndicalisme ouvert, réaliste, par opposition à une Confédération générale du travail (CGT) encore archaïque, privilégiant le rapport de force à la négociation. Tout au long de ces trente dernières années, la CFDT a signé tous les accords patronaux qui se sont traduits par une diminution quantitative et qualitative des droits sociaux conquis.

Les qualificatifs sus cités sont également appliqués dans la distinction d'une gauche « moderne », libérale, et une gauche « archaïque », anti-libérale. Un schéma binaire repris et défendu par les médias de masse. Ainsi, ce titre « *La gauche moderne soutient Chérèque contre Hollande*. »[1] La journaliste, Christine Clerc, écrit : « *De Michel Rocard à Jacques Delors, en passant par Bernard Kouchner, nombreux sont les socialistes qui s'émeuvent de la position du PS sur les retraites*. »[2] L'article revient sur le conflit entre une gauche historique pour qui le clivage droite/gauche a un sens politique et une gauche qui cherche à se conformer à une vision du monde unique, linéaire, adaptée à son temps. « *La "deuxième gauche" – ainsi désignait-on, du temps de la rivalité Mitterrand-Rocard, la gauche "réformiste" ou "moderne", issue à la fois du militantisme chrétien social et du radicalisme façon Mendès qui, derrière Jacques Delors, Michel Rocard et la CFDT, avait rallié en 1974 le nouveau PS sans cesser d'être un cactus pour François Mitterrand. Elle se caractérisait par sa dénonciation du "tout Etat" et des archaïsmes du socialisme marxiste, sa volonté de promouvoir la société civile, son rêve de décentralisation et d'Europe unie et, enfin, son "parler vrai" sur les réalités économiques*. » Mais, la journaliste rassure son lectorat : le renouveau viendra des clubs de réflexion qui foisonnent. Et de citer celui de Kouchner, Réunir, qui sert opportunément de club et d'ONG. Kouchner : « *En refusant de dire la vérité, on déconsidère la politique. Chérèque n'est pas la madone. N'empêche que c'est avec la CFDT qu'on changera la vie.* »

En définitive, le gouvernement gagnera « *la bataille de l'opinion* »[3] d'autant moins difficilement qu'une partie de la gauche, la gauche social-libérale, l'y aide en bataillant ferme contre le parti socialiste. Pour *Libération*[4], le gouvernement se sert de la fronde d'une fraction du PS comme d'un argument supplémentaire : « *L'opposition n'est pas crédible sur ce projet, explique l'entourage de Raffarin, pas un jour ne passe sans qu'une personnalité de gauche, de Bernard Kouchner à Jacques Attali en passant par Michel Rocard, en soutienne le gouvernement.* » Et le journal de préciser : « *Ceux qui restent mobilisés contre le projet sont a contrario rejetés dans la catégorie des "extrémistes"* ». Cette guerre des idées à l'intérieur de la gauche donne du grain à moudre aux médias. « *La question des retraites sème la zizanie*

[1] *Le Figaro*, 31/05/2003.
[2] *Ibid*.
[3] *Le Figaro*, 4/06/2003.
[4] *Libération*, 4/06/2003.

parmi les socialistes », titre *le Monde*[1]. Tant et plus que certains députés demandent finalement des sanctions, mais c'est sans compter l'obstination de Kouchner : « *Nous nous perdons.* » Les députés qui refusent cette lutte fratricide publique s'apprêtent, annonce le journal, à publier une lettre adressée aux « *bons conseilleurs* » dans laquelle ils dénoncent « *la thèse, suicidaire pour la démocratie, qu'il n'y a qu'une seule réforme possible.* » Kouchner argue pour sa part : « *Je n'étonne personne. Ni Fabius, ni Dominique Strauss-Khan, ni Hollande, car ils pensent comme moi. (...) La politique, ce n'est pas de prendre les gens pour des imbéciles, on ne peut plus mentir (...) La méthode du gouvernement aurait du être différente, il aurait pu relever un peu les cotisations mais elles sont déjà les plus lourdes du monde (...) La décision d'aller avec les anti-G8 était grotesque, pourquoi faire semblant d'être avec eux ? Ce qu'il faut, c'est faire des propositions.* » Finalement, les « réformistes » seront priés par la direction du PS de se taire. Dont acte. Pas pour longtemps.

Deux mois plus tard, une canicule frappe l'Europe et tue 25 000 personnes. Les éleveurs bretons réclament des aides pour compenser « *l'hécatombe* »[2] de leurs animaux. Les médecins urgentistes manquent de moyens pour faire face ou éviter une surmortalité. Les pompiers exigent plus de canadair pour combattre les incendies. La production d'électricité est menacée par le manque d'eau. Les grandes villes connaissent des pics de pollution. Les personnes âgées et les plus fragiles, enfants, malades, meurent les uns après les autres. Les termes du scandale seront vite posés : des membres du gouvernement tardent à écourter leurs vacances pour faire acte de présence dans un pareil moment. Le gouvernement essuie les foudres. Quant à Kouchner, il « *défend sans état d'âme l'équipe Raffarin* », constate *Libération*. « *Qu'est-ce que c'est que cette société où on se tourne vers le gouvernement quand il fait chaud ou quand il fait froid* ? », s'insurge-t-il sur *Europe 1*. « *Si on pense que le gouvernement va changer la nature des choses et la température, on se trompe.* » La phrase fait le tour des rédactions. Kouchner parle seul contre tous, tous ceux de son « camp ». Le tollé suscité le modèrera néanmoins. « *Hier, sur TF1, l'ex-ministre de la santé s'en est pris à la direction générale de la santé : "Je voudrais savoir pourquoi elle n'a pas vu arriver d'abord les conséquences d'une canicule exceptionnelle (...) et surtout l'arrivée de ces malades dans les urgences et puis un nombre de morts considérable".* »[3] Qu'à cela ne tienne, Kouchner restera le seul, classé à gauche, à défendre un gouvernement de droite attaqué de toutes parts.[4]

S'il déçoit à gauche, Kouchner rassure à droite. *Le Figaro*, reconnaissant, écrit : « *A part s'associer aux prières du pape qui a demandé au tout-puissant qu'il pleuve sur l'Europe*

[1] *Le Monde*, 6/06/2003.
[2] *Libération*, 12/08/2003.
[3] *Libération*, 12/08/2003.
[4] A cette époque, Kouchner vient d'être nommé président d'Esther par le même Jean-Pierre Raffarin.

accablée, on imagine mal ce que Jean-Pierre Raffarin et ses ministres auraient dû faire pour s'épargner les accusations du premier secrétaire du PS qui a trouvé le gouvernement "passif et inerte" (…) Heureusement, Bernard Kouchner, peu suspect de négliger la douleur de ses contemporains, a rappelé ses camarades au bon sens en expliquant qu'un pouvoir politique n'a pas la capacité de changer la température. »[1] Rebelote, quatre jours plus tard, reprenant les termes de cette « *polémique stérile* », le même journal se félicite de la surprise d'un Kouchner « *en guest star, volant au secours du gouvernement attaqué par un François Hollande vindicatif*. »[2] Et de conclure contre toute attente : c'est la faute aux trente-cinq heures. « *Si l'impact précis de cette dernière réforme reste à mesurer, il semble que, dans son nouveau rôle, Bernard Kouchner se souvienne qu'en son temps, il en redoutait déjà mezza voce – mais suffisamment fort tout de même – les effets problématiques.* »[3]

A l'occasion de cette canicule, les médias auraient découvert la relève de Kouchner : Patrick Pelloux. Quarante ans en mars 2003, Patrick Pelloux, médecin urgentiste, syndicaliste, est connu pour avoir le premier lancé l'alerte sur la gravité de la situation. *Libération* s'enthousiasme : « *Certains voient en lui le nouveau Kouchner, il accepte volontiers la comparaison. "J'ai décidé d'être médecin en le voyant secourir les boat people. C'est quand même un mec qui a inventé le concept de médecine humanitaire et qui est allé faire la paix au Kosovo !"* » Kouchner ne nie pas la filiation : « *On lui reproche de parler trop vite, je le reconnais et je me reconnais aussi… Il a fait agir la loi du tapage, c'est quelque chose qu'on a inventé avec certains de mes amis… Je n'aurais peut-être pas crié aussi fort mais ça fait plaisir de voir en politique un jeune homme debout, une belle gueule qui parle bien*. »[4] En 2007, Pelloux, président de l'association des médecins urgentistes de France, a voté pour le candidat UDF François Bayrou au premier tour de l'élection présidentielle et pour Ségolène Royal, candidate du parti socialiste, au second tour. Il tient également une rubrique dans *Charlie Hebdo* et une chronique hebdomadaire dans le « Journal de la santé » diffusée sur France 5.

Un second héritier obtiendra également toutes les faveurs médiatiques, Martin Hirsch, autre quadragénaire de la gauche libérale. *Le Figaro* ne tarit pas d'éloges, décrivant l'ancien directeur de cabinet de Kouchner en 1997 et l'ancien directeur d'Emmaüs en « *petit prince*

[1] *Le Figaro*, 12/08/2003.
[2] *Le Figaro*, 16/08/2003.
[3] En 2002, sa critique des trente-cinq heures n'est pas encore virulente, se contentant de les considérer comme une « *juste proposition de réduction du travail (…) apparue comme imposée du sommet. La qualité du dialogue n'y était pas et les syndicats ont préféré l'affrontement à la négociation, singulièrement à l'hôpital (…) Et pourtant, on le verra bien vite : c'est un progrès*. » Pour le moment, il s'agit d'une critique de gauche d'une politique de gauche. (*Le Nouvel observateur*, 18/06/2002.)
[4] *Libération*, 3/09/2003.

des pauvres » « *brillant* » et « *efficace* » qui « *communique beaucoup*. »[1] Il « *a changé le discours sur la pauvreté*. » Son « *discours d'économiste* (…) *bouscule le monde caritatif*. » « *Le milieu politique apprécie cet énarque capable de formuler un programme social qui exige autant des bénéficiaires que de l'Etat*. » Hirsch « *brouille les frontières partisanes* », lui aussi. Le « Portrait de la semaine » du *Figaro* retrace le « *parcours sans faute dans des contextes souvent explosifs* » du « *bouillant* » président d'Emmaüs : Normale sup. et ENA. Le journal félicite ses « *réussites de manager : la gestion, remarquable, de la crise de la vache folle*.» Jusqu'au Mouvement des entreprises de France (Medef) qui succombe à son discours « *techno-humanitaire du XXIème siècle*. »

Si la droite est dithyrambique, que dire de la gauche. *Libération* ira de son portrait, intitulé « *Disciple inné* »[2] : « *Haut fonctionnaire modèle, cet émule de Bernard Kouchner et bras droit de l'abbé Pierre à Emmaüs quitte la direction de l'Agence sanitaire des aliments.* » Et de citer les émotions de Kouchner : « *Martin, c'est mon disciple préféré (…) Aujourd'hui, je me demande si le disciple n'a pas dépassé le maître. Il est formidablement intelligent, inventif. C'est un des esprits les mieux faits que je connaisse, les plus agiles. En plus, il est un héritier de la vraie gauche française, révoltée et entreprenante*. » Louanges de Juliette Chevalier, qui a été sa conseillère à l'Afssa, Agence française de sécurité sanitaire des aliments : « *Il est meilleur en communication que nous tous*. » Cet homme qui tente de concilier libéralisme économique et justice sociale ne fait que des émules. Le journaliste de *Libération* rappelle que ce fils d'ingénieur ancien directeur de l'école nationale des ponts et des chaussées a de qui tenir : « *Il fait partie de la bande des "Kouchner boys" qui ont accompagné, contrôlé et épaulé le* french doctor*, de son premier poste de ministre en 1990 jusqu'à sa dernière prestation en 1997-1999*. »

Le Monde ? Egalement conquis. Le « *pétillant* » Martin Hirsch s'est inspiré de son propre rapport sur la pauvreté des enfants pour créer en janvier 2006 l'Agence nouvelle des solidarités actives, dont Pierre Rosanvallon est l'un des fondateurs. Son but : expérimenter à l'échelle départementale ou régionale des actions sociales « *innovantes* » pour lutter contre la pauvreté en sachant que « *un des maillons théoriques qui manquent aujourd'hui est la complémentarité entre l'Etat et la société civile.* »[3] De gauche « *tendance Jacques Delors* », Hirsch déclare au *Monde* : « *Je me sens mieux aux confins ou à l'interface de ces différents systèmes que sont la fonction publique, l'associatif, l'entreprise, le politique, les idées*. » A l'instar de Bernard Kouchner, Martin Hirsch incarne ainsi le dépassement de la lutte des classes. Il rejoindra le gouvernement de droite en mai 2007.

[1] *Le Figaro*, 28/12/2004.
[2] *Libération*, 12/03/2005.
[3] *Le Monde*, 20/05/2006.

Une multipositionnalité tous azimuts

Intervenant médiatique multicarte, c'est au sujet du Libéria qu'il est intarissable au cours d'un entretien donné au *Figaro*[1]. Un long entretien de 1067 mots pour soutenir une autre intervention armée après la guerre d'Irak. Kouchner revêt alors ses habits de *french doctor*. Deux invariants se dégagent de cette entrevue : le soutien apporté aux Etats-Unis et le thème qu'il développe dans ses livres, le « *pessimisme constructif*. » Voici le contexte : Charles Taylor, président du Libéria à l'époque, s'apprête à quitter ses fonctions alors que les troupes de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) se déploient dans le pays. Première question du journaliste : Kouchner est-il déçu que ce ne soit pas des « GI » qui débarquent. « *Oui, bien sûr. Les Américains expédient des GI en Irak lorsque la communauté internationale n'est, hélas, pas de la partie. Si, en revanche, l'ONU leur demande son aide, comme aujourd'hui au Libéria, ils semblent s'ingénier à la lui refuser. Ne soyons pas injustes, cependant : les Américains ont tout de même assuré, après des tergiversations qui ont laissé les morts s'accumuler, qu'ils aideraient au déploiement de la force d'interposition. Demander aux puissances locales d'intervenir en premier, plutôt qu'à une seule grande puissance – en l'occurrence les Etats-Unis – paraît raisonnable.* (…) »

Kouchner va, comme toujours, recentrer l'entretien sur sa personne et ses actions une autopromotion permanente : « *Mais combien de morts, dans ce carnage absurde, depuis 1989 ? On peut toujours, même face au populicide le plus atroce, faire quelque chose. J'en veux pour preuve l'initiative – solitaire – de François Mitterrand et de Michel Rocard qui m'avaient chargé, à l'automne 1990, de rallier le Libéria à bord d'un bateau de vivres, le Santa Rita : grâce à cette intervention dans le port miné de Monrovia, nous avions tiré d'affaire 3500 personnes, une par une hissée à bord du Santa Rita. Ce que nous avons initié là devait devenir un jour le droit d'ingérence*. »

Kouchner reproche à la « communauté internationale » d'avoir moins de facilités à s'ingérer que les Etats-Unis, par exemple. « *Sur le plan humain, les pays qui auraient pu arrêter les massacres – et non l'ONU – ont perdu un temps précieux, depuis près de dix ans. Sur le plan militaire, on constate le même gaspillage de temps, car nous n'avons pas cessé, depuis de longs mois, de nous retourner vers les Etats-Unis. De nombreux commentateurs français expliquent que les Etats-Unis auraient dû intervenir depuis longtemps, en vertu de leur "responsabilité écrasante". Bien sûr que non ! Ce n'est pas sérieux. Ce n'est pas parce que le Libéria a été fondé en 1822 par des esclaves américains affranchis qu'on devrait imputer aux Américains la responsabilité de tout ce qui est arrivé à ce pays. La flotte américaine, que j'ai croisée moi-même là-bas, a stationné de nombreuses années au large de*

[1] *Le Figaro*, 5/08/2003.

Momba Point et de Monrovia. Mais elle ne voulait pas intervenir, par crainte, à l'époque, d'exercer un droit d'ingérence dont de bons esprits lui auraient fait grief. Il ne faudrait tout de même pas oublier que les Américains ne sont pas les seuls en cause dans cette région ! »

Et si Kouchner avance que « *la France, aussi, a été mêlée à cette affaire* », il n'en dira pas davantage préférant rappeler que les « Occidentaux » ont toujours répondu présent pour sauver les uns et les autres : « *Gare à l'incrimination de l'Occident, donc. Quand la Sierra Leone, riche et paisible, a été contaminée à son tour par la guerre civile libérienne, c'est l'ONU et les pays occidentaux qui ont fourni la solution. Sans la médiation de Kofi Annan et surtout sans le volontarisme de Tony Blair, qui tenait le Front révolutionnaire uni (RUF) pour un "gang criminel", jamais les 500 Casques bleus pris en otages par la guérilla sierra-léonaise n'auraient été libérés, en mai 2000. La bonne volonté des occidentaux a permis alors la capture et l'arrestation du chef sanguinaire du RUF, Foday Sankoh. Les champions actuels de l'intervention militaire au Libéria ont dénoncé la guerre en Irak… Chaque fois que la protection des personnes est en jeu, j'éprouve du dégoût pour l'étroitesse de certains calculs politiciens. Un mort ne peut faire oublier le précédent. La rancune politique ne peut justifier l'inaction. Seules les victimes ont le droit de refuser une aide.* »

Le journaliste pose une question au mieux ambiguë mais qui indique combien il partage les vues idéologiques de son interlocuteur : « *Des guerres oubliées, lesquelles sont les plus implacables, celle qu'anime une idéologie ou celle que n'en anime aucune ?* » Dans quelle catégorie classer les guerres occidentales ? Les deux interlocuteurs sont sur la même longueur d'ondes. En réalité, selon Kouchner, il s'agit d'un débat de nature philosophique : « *Difficile de trancher ce débat, Bernard-Henri Lévy le sait. Dans certaines guerres, celles à haute teneur idéologique, c'est, par exemple, l'islamisme exacerbé qui pousse les populations à des sacrifices collectifs, sur le modèle de l'"homme-bombe". Dans d'autres – c'est le scénario du Libéria –, on a affaire à une sauvagerie totalement individuelle, comme en un jeu vidéo. Je ne pense pas que cette violence-là soit pire que celle du "kamikaze". Ce qui est sûr, c'est qu'elle est encore plus irréelle, plus déréalisée. Car elle reflète, dans l'ivresse du massacre, ce goût du sang qui constitue la part maudite de la civilisation. Les carnages sans idéologie, sans but autre que la guerre "hobbésienne" de tous contrats, traduisent un penchant immémorial des hommes. Ils expriment l'attirance pour l'exercice d'une violence qui fait éprouver à chacun à quel point il est vivant, en lui procurant l'illusion de l'immortalité.* » Cette lecture dépolitisée rejoint la prophétie auto-réalisatrice du choc des civilisations.

Le journaliste le lance sur une autre théorie appréciée des journalistes : « *En Afrique, la collusion des "Etats pourris", des réseaux terroristes et des soldats du djihad est-elle avérée ? Une nouvelle "internationale de l'épouvante" en Afrique ?* » Kouchner suppute :

« *Ben Laden achetant des mercenaires chez les pauvres. Oui, hélas, c'est possible. Mais la condition humaine nous rappelle à l'humilité. Nous sommes tous capables de devenir des bourreaux ; tout être humain peut se retrouver impliqué dans un génocide.* » Le journaliste partage les lectures philosophiques de Kouchner : « *Au fondement de la morale du droit d'ingérence, y aurait-il une "sagesse déceptive ?"* » Et Kouchner : « *La "sagesse déceptive", comme dit Glucksmann, est aussi un instrument de travail. Si vous n'espérez rien et que vous vous battez sans arrêt, vous aurez de bonnes surprises. Il faut avoir le pessimisme implacablement constructif.* »

Le journaliste semble enrayer cet échange consensuel : « *Le droit d'ingérence fait-il du surplace ?* » Kouchner fait observer le contraire : « *Ecoutez, on apprenait dimanche dernier que les Américains "délèguent leur droit d'ingérence". Formidable ! C'est une reconnaissance absolue de tout ce pour quoi, avec une poignée d'hommes, je me bats depuis 25 ans. La planète va mieux sans Saddam Hussein en Irak. Elle irait encore mieux sans Charles Taylor au Libéria.* » Le journaliste : « *Vous voulez dire que le droit d'ingérence fait son chemin ?* » Kouchner, sur la responsabilité de l'Occident et sur ses bonnes intentions : « *A méditer les leçons du Kosovo (où Joschka Fischer, en 1999, avait dû exhumer un plan "fer à cheval" très douteux pour légitimer l'intervention de l'OTAN) ou de la plus récente affaire d'Irak (quand Colin Powell a brandi, lui, une fiole vide d'anthrax !), il m'apparaît que les grandes démocraties occidentales auraient tout intérêt à assumer les raisons humanitaires qui les poussent à intervenir. Pas la peine d'inventer des armes de destructions massives : un mobile suffisant d'intervention devrait être la protection des populations civiles contre les massacres. Le droit d'ingérence étant un droit préventif, je pense qu'il sera, de facto, imposé après l'Irak et par défaut grâce à l'attitude frileuse et hypocrite de la communauté internationale. Au Libéria, quand on découvrira que malgré les tueries atroces auxquels ils ont été mêlés, les Libériens sont des hommes comme les autres, on regrettera amèrement de ne pas être intervenus plus tôt. Nous avançons. Chaque jour il devient plus difficile pour les tyrans de massacrer à l'aise !* », s'enthousiasme Kouchner. A l'avenir, Kouchner suggère vivement aux Etats belligérants d'« assumer » les raisons profondes qui les poussent à faire la guerre : l'humanitaire.

Après un appel à la guerre, retour à la santé. Un accord sur les médicaments génériques signé en 2003 entre l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et les firmes pharmaceutiques multinationales, un accord salué par l'OMS et Kouchner, est fortement critiqué par les ONG. *Le Monde*[1] sous-titre son article par la citation d'une déclaration de Kouchner qui se félicite d'une « *énorme victoire pour les pays en développement*. »

[1] 3/09/2003.

Le journaliste écrit, lui, au conditionnel et ébauche des résultats sur le long terme : « *L'accord pourrait, à terme, faciliter l'importation par les pays pauvres de médicaments génériques destinés à remédier aux principaux problèmes de santé publique auxquels ils sont confrontés* [paludisme, tuberculose, sida…] ». Les Etats-Unis, pour qui le fait de contourner la législation sur les brevets constitue une violation des règles commerciales internationales, celles de la concurrence libre et non faussée, se sont opposés à l'accord. C'est la raison pour laquelle le dispositif ne vaut qu'en cas d'« urgences sanitaires ». Quant à savoir jusqu'à quel point cette disposition limite la portée de l'accord, Kouchner déclare : « *Ne boudons pas notre plaisir : il s'agit bien là d'une énorme victoire obtenue par les pays en développement (…) Certains des arguments avancés par les Etats-Unis quant à la nécessaire protection des brevets étaient valables et il a fallu batailler ferme. Mais voilà, c'est fait : on ne refusera plus les médicaments génériques aux malades des pays pauvres incapables de les fabriquer. C'était la seule façon de démarrer un semblant d'égalité d'accès aux soins.* » Kouchner jubile d'autant plus qu'il a là l'occasion de montrer que la mondialisation peut être heureuse : « *C'est là un bel exemple des obstinations nécessaires mais aussi de la globalisation positive. Cela étant, il ne faut pas nous cacher qu'il reste beaucoup d'obstacles. Il faudra encore de l'argent et des structures de soins, de la formation dans les communautés et du suivi, mais pour ceux, ONG, militants des associations qui se battaient depuis tant d'années, c'est un peu d'espoir à partager avec les plus malheureux des démunis, tous les malades atteints du sida et d'autres maladies infectieuses et mortelles.* »

De la santé retour à la guerre. Après avoir soutenu la guerre britannico-américaine en Irak, même s'il aurait préféré qu'elle eût été menée sous l'égide de l'ONU, Kouchner identifie le mal du XXIème siècle qui aura fini par remplacer le communisme moribond : le fascisme islamique. Dans *l'Express*[1] *:* « *Toujours persuadé que Saddam Hussein et sa dictature devaient être renversés, il ne renie rien de ses convictions, même s'il soupire aujourd'hui en lisant un article sur un nouvel attentat anti-américain à Bagdad : "Il ne fallait pas faire comme ça… C'est la porte ouverte aux fascistes islamiques, voilà le vrai danger !"* ». Or, l'Europe constitue un rempart des plus efficaces contre cette menace.

Sans transition, Kouchner part ensuite pour la Suisse pour soutenir un plan de paix israélo-palestinienne. Il fait partie des « *intellectuels français* » qui se « *remobilisent* »[2] aux côtés de ses amis de trente ans Marek Halter, Bernard-Henri Lévy, Alain Finkielkraut, Simone Veil et Jack Lang, Jean Daniel, Théo Klein, etc. « *C'est comme en Bosnie, rappelle Bernard-Henri Lévy, quand avec Bernard Kouchner et Alain Finkielkraut, on a donné des leçons de pragmatisme aux politiques. Genève aussi restera dans l'Histoire comme une de ces*

[1] *L'Express*, 9/10/2003.
[2] *Libération*, 1er/12/2003.

leçons qui sont régulièrement données par les sociétés civiles aux politiques : quand on veut on peut. »

Toujours sans transition, Kouchner étant à la fois humanitaire, historien, politique, expert mais aussi et toujours médecin, deux mois plus tard, il est invité à se prononcer sur le problème tabagique.[1] Une revue scientifique britannique célèbre, *The Lancet*, prône l'interdiction totale du tabac. Le médecin humanitaire, qui estime que l'article de la revue n'apporte rien de nouveau, compare l'acte de fumer à un suicide, ce dernier n'étant plus illégal, le droit de fumer doit rester sauf. L'interdiction n'est pas la solution. Il affirme donc : « *L'histoire et la sociologie nous enseignent que ce n'est pas si simple. Oui, il conviendrait de ne pas fumer et peut-être pourrait-on interdire le tabac dans un monde parfait (et encore, la liberté n'est-elle pas indispensable à ce monde parfait ?), mais pas dans un monde réel. Les interdictions autorisent la transgression. Souvenons-nous de l'échec de la prohibition de l'alcool aux Etats-Unis ! Il faut prévenir plus encore, informer plus encore mais surtout convaincre. On fume parce qu'on est mal dans sa peau et parce que ça fait plaisir. On commence sous la pression, pour manifester son appartenance à un groupe social, on continue parce qu'on est intoxiqué et qu'on a besoin de cette drogue.* » En ce domaine aussi il n'a pas été inactif : « *Les consultations anti-tabac que nous avons mises en place dans les hôpitaux, un effort poursuivi par Jean-François Mattéi, portent leurs fruits. Il faut généraliser l'aide aux produits de substitution mais aussi, et ça, c'est de la politique, donner du rêve aux gens. L'interdiction totale n'est pas la solution. On y viendra peut-être, mais allons-y doucement !* »

Pendant que *le Figaro* interroge le médecin humanitaire sur le problème de la consommation tabagique, Kouchner est gêné aux entournures par ce que d'aucuns appelleront « l'affaire Total ». Le jour de la publication l'entrevue sus citée, *le Nouvel Observateur* publie, quant à lui, un article autrement moins consensuel : « *Payé par Total, Kouchner blanchit Total en Birmanie* », un entretien avec Annie Faure, membre de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), un second avec Mireille Boissou de Amnesty international et un troisième avec Kouchner lui-même au cours duquel le lecteur s'apercevra que l'humanitaire préféré des médias sort ici de son champ stricto sensu pour défendre cette fois les activités lucratives d'une multinationale de l'or noir.

Mené par Laure Gnagbé, l'entretien ne relève pas de l'échange conversationnel mais du débat contradictoire tant que faire se peut : « *Votre enquête sur le travail forcé en Birmanie repose seulement sur quelques jours passés sur place, ne manque-t-elle pas de sérieux ?* » ; « *Mais comment, en tant qu'humanitaire, avez-vous pu accepter de faire un rapport sur Total*

[1] *Le Figaro*, 10/12/2003.

en étant payé par Total ? » ; « *Mais comment expliquez-vous que Total se soit adressé à l'un de ses premiers détracteurs pour effectuer une telle enquête ?* »[1]. Les plus sceptiques, le mot n'est pas ici utilisé dans un sens péjoratif mais plutôt dans l'acception constructive et intellectuellement salutaire de Normand Baillargeon[2], pourraient y voir un exercice de mise en scène de la part d'un hebdomadaire qui cherche en fonction des dossiers à se maintenir sur le credo du média de gauche. En outre, certains points ne seront pas abordés : le profit tiré par Total du travail forcé érigé en article d'un code du travail inexistant, les quelques jours passés dans des villages construits de toutes pièces par la compagnie, etc.

Toujours est-il que, c'est suffisamment rare pour être souligné, pour un temps, Kouchner ne fait plus l'unanimité. Pour sa défense, l'humanitaire répète ses arguments favoris : « *Mais que les gens qui critiquent fassent eux-mêmes une enquête ! Qu'ils aillent là-bas au lieu de parler depuis leur fauteuil à Paris. Je me suis rendu deux fois en Birmanie. J'y suis resté plusieurs jours et j'ai visité tous les sites qui devaient être vus. C'est du travail sérieux. Et puis il n'y a pas eu que ça : pendant plus de trois mois, j'ai lu, cherché la documentation, je me suis rendu à Boston pour trouver des informations précises…* » Kouchner est, dans ce dossier, sur la défensive. La contradiction l'agace : « *Mais j'ai été rémunéré pour un travail effectué. On ne peut pas me le reprocher. Ca veut dire quoi ce genre d'insinuation ? Que j'ai été acheté ? Oui, le bureau de consultant pour lequel je travaille a accepté de faire un rapport pour 12 500 dollars pour un groupe. Mais enfin, pour un rapport qui a nécessité plusieurs mois d'enquête, ce n'est pas volé loin de là. Il faut voir les rémunérations des experts internationaux, c'est bien plus que ça, bien plus.* »[3]

Quant à la question de savoir pourquoi Total s'est adressé à Kouchner, la réponse semble évidente : « *Mais parce que je ne suis pas mauvais ! Je connais mon travail et suis*

---

[1] *Le Nouvel Observateur*, 10/12/2003. *Le Nouvel observateur* a toujours été un journal-ami pour Bernard Kouchner. Pour autant, sur le dossier birman, suivi en particulier par l'envoyé spécial de l'hebdomadaire en Thaïlande, Cyril Payen, Kouchner a été le moins épargné par rapport aux autres concurrents des médias à grand tirage. Les raisons ne nous semblent pas évidentes. Serait-ce une façon d'avertir l'ami Kouchner qu'il va trop loin dans le mélange des genres ou dans une version un peu trop ultra-libérale de la social-démocratie ? Ou bien s'agit-il, au contraire, d'une « affaire » d'importance moindre permettant au journaliste de la traiter avec d'autant plus de rigueur et de précision que la Birmanie n'est à l'époque, ni au cœur de l'actualité ni facilement identifiable sur une carte du monde.

[2] Normand Baillargeon, *Petit cours d'autodéfense intellectuelle*, Québec : Lux, « Instinct de liberté », 2006.

[3] Corinne Laurent rapporte dans *Mister Kouchner, portrait d'un aventurier* (*op.cit.*, p. 107), que BK Conseil reprendra du service. De 2003 à 2005, Kouchner effectue pour le compte du dirigeant gabonais, Omar Bongo, un audit du système de santé et de la commercialisation des médicaments. Il avance une série de propositions parmi lesquelles la création d'une sécurité sociale à la française. En 2006, son homologue congolais, le général Denis Sassou Nguesso, s'enquit à son tour de ses conseils, rapport à la grippe aviaire. Accessoirement, Bongo est le beau père de Sassou-Nguesso. Kouchner noue des relations « *très suivies* » avec ces deux dirigeants. Lire les travaux de François-Xavier Verschave et des membres de son association Survie, et notamment *La Françafrique. Le plus grand scandale de la République*, Paris : Stock, 1998 ; et *Noir Silence. Qui arrêtera la Françafrique*, Paris : Les Arènes, 2000. Ce qu'omet de préciser Corinne Laurent, c'est que, simultanément, Kouchner préside aux destinées du groupement d'intérêt public Esther, chargé de favoriser la solidarité des hôpitaux du Nord envers ceux du Sud.

reconnu pour ça. Avant j'accusais Total, comme tout le monde, mais je n'étais pas au courant de la réalité sur le terrain. Et aujourd'hui, je n'ai pas peur de dire que je me suis trompé. C'est tout. Et d'ailleurs, je ne suis pas le seul. Le bureau international du travail est également revenu sur ses accusations. »

L'affaire sera vite oubliée et Kouchner réhabilité dans son rôle de médecin humanitaire d'urgence, ministre innovant superactif, impétueux, « *révolutionnaire* »[1] même. *Libération* consacrera un article sur la première clinique privée française de désintoxication et que Kouchner a soutenu alors ministre de la santé. L'article ne dit pas comment s'est traduit cet « appui ». Coût de la chambre standard : 440 euros, de la suite : 770 euros, du repas : 44 euros. Cette clinique, financée par le baron Maurice de Rotschild accueille des membres du show-business, des enfants de politiques ou d'industriels, des cadres des professions libérales supérieures.[2]

L'Europe est un autre sujet sur lequel Kouchner est dissert. C'est donc en tout état de cause qu'il va s'engager en faveur de la ratification du traité constitutionnel européen (TCE). Avec Elisabeth Guigou, entre autres, Kouchner crée un « comité de la gauche pour le oui » à la constitution européenne : « *Malgré les réserves que nous éprouvons vis-à-vis de ce projet de constitution, texte de compromis qui ne correspond pas exactement à ce que nous aurions souhaité, son approbation, nous paraît une nécessité pour donner toutes ses chances à l'Europe et renforcer la démocratie européenne (…) Nous souhaitons fortement convaincre la gauche française, aujourd'hui divisée sur cette question, qu'en accord avec tous les partis socialistes ou sociaux-démocrates d'Europe, nous devons soutenir ce projet*. »[3] Kouchner et les divers groupes de réflexion sociaux-libéraux ambitionnent ainsi d'informer, d'expliquer, de convaincre de l'opportunité exceptionnelle de ce traité nonobstant les « réserves » qu'il inspire.

En revanche, Kouchner n'aura pas de mots assez durs pour les socialistes qui se sont exprimés en faveur du non. Il fustige ainsi leur « *trahison* »[4]. *Libération*[5] répète ce qu'il a affirmé au *Parisien* : « *On ne va pas bloquer l'union sous prétexte qu'elle ne correspond pas à l'image dont rêvent certains socialistes français (…) Je ne suis pas ravi de cette constitution, et alors ?* » Kouchner développe pour *le Figaro* : « *Kouchner a critiqué dans la*

[1] *Libération* titre ainsi le 4 mars 2002 au sujet de la loi sur les droits des malades : « *La révolution Kouchner* » Cette loi autorise les victimes d'accidents médicaux ou d'infections contractées à l'hôpital à saisir la Commission régionale de conciliation aux dépens des établissements médicaux.
[2] *Libération*, 6/01/2004.
[3] *Le Monde*, 6/08/2004.
[4] *Le Monde*, 15/09/2004.
[5] *Libération*, 12/07/2004.

position de Laurent Fabius, "une manière de trahison." Il a aussi dénoncé les "idées reçues, mensongères et sectaires" sur un texte que personne n'a lu. »[1]

Kouchner ne précisera cependant pas ce qui dans le TCE a pu le décevoir. Les indices demeurent introuvables. Il défend l'Europe libérale telle qu'elle a été originellement conçue. « *Devant le mouvement patronal Ethic, Bernard Kouchner n'a pas fait mystère de son hostilité aux trente-cinq heures, qui ont désorganisé les hôpitaux. "Les malades ne font pas les trente-cinq heures", a-t-il lâché. De même, il estime qu'il ne faut pas s'opposer systématiquement aux délocalisations. "Quand un employeur crée un emploi au Maroc, s'est enflammé Kouchner, il fait vivre vingt personnes, quand il n'en fait vivre qu'une seule en France. Arrêtons de culpabiliser les employeurs qui délocalisent".* »[2] Pour le coup, les autres titres de presse n'en piperont mot.

Kouchner change à nouveau de registre. *Le Monde* publie une lettre ouverte aux chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'Union européenne et de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), « *Cessons d'embrasser Poutine* »[3] signée par cent quatorze personnalités dont Madeleine Albright, Pascal Bruckner, Massimo d'Alema, Francis Fukuyama, Bronislaw Geremek, André Glucksmann, Pierre Hassner, Vaclav Havel, Richard Holbrooke, et Bernard Kouchner[4]. Le texte accuse : Poutine profite de sa « lutte contre le terrorisme » pour restreindre les droits et libertés, centraliser le pouvoir et se rapprocher d'un régime autoritaire.

Retour sur des préoccupations nationales, le Fopim, Fonds de promotion de l'information médicale et médico-économique, installé en mars 2002 par le ministre délégué à la santé Bernard Kouchner vient d'être supprimé en cette fin d'année 2004.[5] L'article du *Monde* rappelle l'esprit progressiste de ce dispositif : le Fopim était une « *belle idée : fournir aux professionnels de santé une information publique claire, précise et concise, validée scientifiquement, utilisable dans leur pratique quotidienne, sur le bon usage des médicaments*. »

[1] *Le Figaro*, 14/09/2004.
[2] *Le Figaro entreprises*, 20/12/2004.
[3] *Le Monde*, 30/09/2004.
[4] Trois ans plus tard, devenu ministre des affaires étrangères d'un gouvernement de droite, Kouchner devra faire avec le fait que le président français a été l'un des rares dirigeants de pays dits démocratiques à féliciter la nomination du dirigeant russe Vladimir Poutine pour son élection au poste de Premier ministre après deux mandats présidentiels.
[5] *Le Monde*, 21/12/2004.

Lors de catastrophes naturelles, Kouchner en première ligne

Tout ceci reste accessoire en regard de ce qui va mobiliser l'Occident en ce lendemain de fêtes de Noël : le tsunami qui frappe le Sud-est asiatique. Il tue et prive de tout des millions de personnes. Kouchner est convoqué sur tous les fronts médiatiques : il est grave, ému, entre deux soupires il explique, donne des leçons, parle sans arrêt et partout. Simultanément, il fait feu de tout bois pour défendre sa thèse de la « mondialisation heureuse ». Car cette catastrophe a donné lieu à un exceptionnel mouvement de solidarité.[1] Ainsi, *Libération* le cite en titre : « *La concurrence entre les pays est très saine.* »[2] Un entretien qui revient sur les conditions de l'aide d'urgence. Ce mouvement d'aide aux victimes est pour Kouchner le « *résultat de la globalisation des consciences*. »

Sur la propension des Etats-Unis à prendre en charge les opérations humanitaires sans considération des ONG et de l'ONU, Kouchner rétorque : « *C'est dangereux. Mais il ne faut pas diaboliser Georges W. Bush outre mesure. La France n'est pas capable de montrer à l'Europe le chemin vers une vision globale du monde ! Nous sommes en retard sur l'aide publique au développement, alors pas trop de leçons.* »

Kouchner ne conçoit pas d'exposer un problème sans y apporter une solution. Aussi poursuit-il : « *Je vais proposer à Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, la création d'une "*tsunami tax*" : un versement volontaire par les épargnants d'une infime partie de leurs dépôts bancaires, de l'ordre de 0,01%. Cela peut faire des miracles. Il suffit qu'une centaine de grandes banques se mobilisent pour sa mise en place. Cet argent servirait pour la deuxième phase. Car celle-ci risque d'être terrible : les populations vont se trouver seules. Cette fois, les touristes seront partis.* » Dans *Ce que je crois*, publié en 1994, Kouchner refusait de considérer l'industrie touristique comme facteur de « développement » des pays ainsi consommés. Puis, il a rejeté le mot « taxe », trop violent.

Quelques jours plus tard, *le Figaro*[3] annonce que la gauche et les ONG sont favorables à une taxe de type Tobin qui s'appliquerait à la capitalisation boursière. Ce nouvel impôt serait prélevé là où l'argent existe et circule en quantité dans des mouvements perpétuels. Toutefois, le journal considère la proposition kouchnérienne comme « *la plus aboutie* ». L'hebdomadaire classé à gauche *le Nouvel observateur* est du même avis. Que dit Kouchner

[1] Les millions de dollars et d'euros collectés ont surtout servi à reconstruire les zones touristiques visitées par les Occidentaux, zones qui ont été agrandies par les déplacements forcés de populations de pêcheurs qui vivaient au bord de la mer et qui ont été empêchés de revenir chez eux. Dans d'autres cas, l'aide n'était pas du tout adaptée. Trois ans plus tard, la majorité des victimes, pauvres, du Sri Lanka, d'Indonésie, de Thaïlande et autres pays alentour n'ont toujours pas de toit digne de ce nom au-dessus de la tête. Lire, notamment, Naomi Klein, *La Stratégie du choc*…, *op. cit.*
[2] *Libération*, 31/12/2004.
[3] *Le Figaro*, 5/01/2005.

qui ne parle plus de taxe dont « *le terme fait fuir tout le monde* » mais de « *contribution volontaire* » ? Les transactions se feraient de banque à banque, sans intermédiaires, et les populations locales seraient responsabilisées en finançant leurs projets par le biais du micro-crédit. Cette vague d'optimisme et de solidarité s'éteint à la fin de l'article : Kouchner « *continue de faire la tournée des banques pour tenter de les rallier. Lucide, il ajoute cependant : "je ne me fais pas beaucoup d'illusions…"* » En effet, l'idée ne verra pas le jour.

Kouchner se retrouvera à contre-courant des mouvements populaires à l'occasion des luttes sociales contre le Contrat première embauche (CPE), qu'il a approuvé. Certains intellectuels ont à cette occasion pris publiquement position contre un phénomène qu'ils ont nommé « racisme anti-blanc » et qui se serait manifesté en marge des manifestations. Kouchner l'a également dénoncé y compris par voie pétitionnaire. « *La pétition se veut une réponse aux incidents lors des manifestations lycéennes* »[1] contre le CPE. L'initiative en revient au « mouvement de jeunesse sioniste progressiste » Hachomer Hatzaïr et de radio Shalom. Sept personnalités dénoncent ainsi des « *ratonnades anti-blanc* » : le théologien musulman Galheb Bencheikh, le cinéaste Elie Chouraqui, l'écrivain d'origine iranienne Chahdortt Djavann, l'éditorialiste Jacques Julliard, le chercheur Pierre-André Taguieff, le philosophe Alain Finkielkraut et Bernard Kouchner, ancien ministre de la santé. Finkielkraut dénonce un « *mouvement de haine, une francophobie qui englobe les Juifs et les Français.* » A ses yeux, judéophobie, antisémitisme musulman et francophobie se répandent. Il s'en prend au sociologue Laurent Mucchielli et prédit : « *Il s'agit d'intégrer dans une France qui ne s'aime pas des gens qui n'aiment pas la France. Alors que la France est aimable, ce n'est pas seulement la colonisation, l'esclavagisme et Vichy. Il y a un ressentiment monstrueux qui s'élève et sera fatal à ceux qui l'expriment. C'est Farrakhan qui nous pend au nez.* » Farrakhan est un leader américain du mouvement noir *Nation of islam*.

Kouchner milite ensuite pour son idée d'assurance maladie mondiale : « *Il faut une assurance maladie mondiale.* »[2] Il a traversé quatre pays africains (Ghana, Mali, Burkina Faso, Bénin) en tant que président d'Esther (Ensemble pour une solidarité thérapeutique hospitalière en réseau) qui œuvre à la solidarité des hôpitaux du Nord vers le Sud pour traiter les malades du sida. Kouchner participe à une réunion de travail dans ce cadre à l'invitation de Jean-Pierre Raffarin, qui a nommé Kouchner à ce poste, avec les ministres Jean-François Mattéi et Pierre André Wiltzer et dix ambassadeurs de dix Etats du Sud. Les questions du

[1] *Libération*, 23/03/2005.

[2] *Libération*, 17/03/2005. Pourtant, quelques mois plus tard, Kouchner dit vouloir « *enterre*[r] » le « *système social français* » (Libération, 21/07/2005) qui n'est plus un modèle, connoté positivement, mais un « système », qui dénote l'inefficacité à force d'immobilisme. « *L'ancien ministre PS de la santé Bernard Kouchner souhaite, dans* le Monde *daté d'aujourd'hui, "engager un dialogue avec les Français", sur les moyens de sortir la France de la crise "en refusant les exclusives partisanes et les remèdes miracles." Souvent à rebours du discours du Parti socialiste, il juge que "le système social français n'est plus un modèle pour personne, au mieux c'est un vestige." Et de récuser "solution d'hier" et "clivages simplistes" pour réclamer de "vraies clarifications"*. »

journaliste sont conciliantes : « *Quel est votre sentiment après cette tournée ?* » ; « *Les pays bailleurs jouent-ils le jeu ?* » ; « *Où sont les blocages ? L'argent ?*» ; « Et *Esther ?* » ; « *On vous dit candidat au poste de haut commissaire aux réfugiés.* » A tel point que c'est Kouchner lui-même qui relativise, de façon contradictoire par ailleurs, la portée de ces mouvements : « *Il s'agit d'un vrai changement par rapport aux années récentes. Bien sûr, le nombre de personnes traitées reste marginal : 3000 au Mali, 3000 au Bénin, très peu au Ghana. Mais la résistance majeure a sauté. Et tous sont convaincus : l'accès aux traitements sera gratuit et il sera ouvert à tous. En cela, c'est un progrès majeur*. »

Toute la presse écrite et audiovisuelle reste mobilisée pour la prochaine « *opération au Niger* ». Un premier avion d'aide d'urgence partira mercredi 20 juillet à 22 heures locales de Marseille vers Maradi dans le Nord-Est d'un Niger frappé par la sécheresse et la famine. Cet avion, un Antonov, transportera dix-huit tonnes d'aide composée de nutriments, de sucre et d'huile, selon l'association de Kouchner, Réunir. L'armée française va ensuite acheminer soixante-dix tonnes de mil entre N'Djamena au Tchad et de Maradi à compter du samedi 23 juillet. L'équipe de Réunir remettra ces vivres en main propre aux représentants du Programme alimentaire mondial. L'opération a été montée grâce à la participation financière de plusieurs grandes entreprises et aux dons alimentaires de grands circuits de distribution. « *Pour la famine, il vaut mieux prévenir que guérir* »[1], souligne Kouchner, qui est parvenu à mobiliser en quinze jours de « *grandes entreprises* » : Nestlé, l'Oréal, Total, Areva, Bolloré, Intermarché, Carrefour, Auchan, Casino. Le « *fondateur de MSF* » insiste sur le fait qu'il « *faut agir très vite* » et « *s'indigne que les gens préfèrent aller aux concerts rock pour l'Afrique* [le *Live Aid* de Bob Geldorf] *alors que des gens sont en train de mourir en ce moment au Niger*. » L'association de Kouchner « *travaille avec les autorités nigériennes* » et les « *organisations non gouvernementales* » présentes sur le terrain. Elle est également présente actuellement au Soudan et au Sri Lanka.

En 2005, c'est en effet sous la bannière de son association Réunir que Kouchner intervient sur la scène médiatique.

Qu'est-ce que Réunir ? Kouchner a fondé cette association avec son ami Jacques Attali. Elle fait appel à la générosité des multinationales françaises, Total, Carrefour, l'Oréal, etc., pour des dons financiers ou en nature, ainsi qu'à l'armée française pour les convoyer. La charte de Réunir est écrite à la deuxième personne du pluriel. Pourtant le site de l'association[2] met exclusivement en avant la personne de Kouchner. D'ailleurs, l'essentiel des articles est

[1] *Le Monde*, 1/08/2005.
[2] http://www.reunir.asso.fr. Consulté le 26/07/2006.

écrit par lui.[1] Les rapports de missions au Niger, au Sri Lanka et au Soudan ne sont pas signés. Cependant, ils présentent un Kouchner au cœur de la démarche salvatrice : Kouchner a livré un bateau à des pêcheurs sri lankais, a distribué des colis alimentaires dans la région des Agades.

Réunir accepte le monde tel qu'il va mais veut le faire « *renouer avec la morale* »[2] en luttant contre les fascismes et les racismes et en privilégiant le « *dialogue entre les religions* ». Réunir a pour « *objectifs* » de « *conforter la République* » : la charte constate « *l'épuisement des systèmes de garanties sociales* » tout en approuvant l'idée de « *repenser les garanties sociales, les adapter aux exigences de la fin du XXème siècle*. » Réunir veut faire « *réapprendre à vivre ensemble* » pour « *changer la vie*. » L'association dit par exemple militer pour la semaine de quatre jours, la redécouverte des zones rurales et le désengorgement des villes, la création de nouvelles activités (sans préciser lesquelles). Elle veut miser sur les « *solidarités familiales et personnelles qui peuvent seules apporter à notre société cet humanisme qui lui fait de plus en plus défaut*. » « *Réinventer le travail* » constitue une autre ambition de Réunir, d'une part en promouvant les « *emplois de proximité* », de soutien à la famille, d'aide aux personnes, etc., et d'autre part en modifiant « *l'environnement économique des entreprises, simplifier les procédures, alléger les contraintes administratives qui pèsent sur elles, faire des services publics un atout pour leur développement* (…) » Réunir n'oublie pas la jeunesse. Elle en fait sa « *priorité* » : « *notre système d'éducation mérite d'être repensé, réorganisé, ouvert sur l'extérieur, sur ce monde internationalisé qui s'impose*. » Quant à l'Europe, l'association y voit un moyen de satisfaire tous les intérêts : « *Les citoyens y construiront le partage du travail, les entreprises y développeront leurs marchés* », ce, sous fond de paix et de défense de « nos » valeurs. Réunir veut aussi « *imposer le droit d'ingérence* ». La charte s'achève dans un élan guerrier : « *Il y va d'un monde entier à combattre et d'un monde entier à conquérir.* »

Dans son versant politique, Réunir sera mobilisé pendant la campagne référendaire sur le traité constitutionnel européen de 2005[3], pour redevenir plus tard une ONG.

[1] La rubrique « Les Débats » ne contient que des tribunes publiées dans la presse par Kouchner : « Ouvrez les yeux camarades ! », *le Nouvel Observateur*, 29/06/2006 ; « Grands enjeux, petite cuisine », *Libération*, 9/05/2006 ; « Les leçons de Romano Prodi à la gauche française », *le Figaro*, 18/04/2006 ; « De l'audace, de l'imagination et de l'ambition… », *Paris Match*, 5/01/2006 ; « Un vieux projet, toujours neuf », *la Vie*, 13/03/2006 ; « La solidarité, c'est de la politique ! », *le Journal du dimanche*, 25/12/2005 ; « Grippe aviaire : la mondialisation inégale », *le Figaro*, 2/11/2005 ; « Il faut sauver le Darfour », *Pèlerin*, 18/02/2007.

[2] http://www.reunir-asso.fr/article-php ?id_article=5. « La charte de Réunir » consultée le 23/05/2007. Les citations qui suivent sont tirées de cette charte.

[3] « Oui, il faut soutenir le projet de constitution pour l'Europe », 6/11/2003. http://www.reunir.asso.fr/article.php ?id_article=22. Consulté le 23/05/2007. Kouchner a pour l'occasion transformé son association humanitaire en lobby qui a rejoint les clubs Actes et Paroles, Convictions, Témoin,

Le 20 mars 2007, Kouchner tient tribune avec ses amis à la Mutualité, à l'appel de l'association Urgence Darfour : « *Beaucoup de combats ont trouvé un écho dans cette salle de la Mutualité : le Biafra, le Vietnam, les Kurdes d'Irak, le Rwanda… Tous les opprimés de la Terre sont venus ici s'adresser au peuple français et réclamer son soutien. Tous l'ont reçu et tous ont obtenu justice. A vous aussi justice sera rendue. Car ce soir, ensemble et avec l'appui des associations qui se mobilisent, nous allons être l'étincelle qui va éclairer les consciences et conduire à votre délivrance*. »[1]

La crise alimentaire, politiquement manipulée par le gouvernement du Niger[2], constitue la vitrine humanitaire médiatique de Réunir qui sera pour l'occasion placée sur le même plan que le Fonds pour l'enfance des Nations unies, l'Unicef, le Programme alimentaire mondial ou, dans un autre genre, le ministre de la santé de l'époque, Philippe Douste-Blazy. *Le Monde*[3] annonce la fourniture de rations alimentaires par l'Unicef à 35 000 enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition dans le sud du pays, le renforcement de la distribution de vivres par le programme alimentaire mondial et le départ de Kouchner pour le Niger pour son association humanitaire Réunir. Le périple sera couvert par tous les médias de masse. Le journal décrit ensuite un Kouchner s'envolant avec dix-huit tonnes d'aides alimentaires à bord d'un avion affrété par son association. Sous le regard de journalistes qui le voient s'affairer tous azimuts, lui commente l'apathie « des autres ». Et de conclure : « *Les ONG travaillent toujours plus vite que les Etats*. »

Le lendemain, le même journal écrit : « *Personne n'a rien fait, y compris la France*. » En effet, l'article rappelle que l'alerte a été lancée dès octobre 2004 par la ministre des affaires étrangères nigériennes, Aïchahou Mindaoudou. Tout a changé depuis, début juillet, lorsque l'ancien ministre Kouchner s'est mis en branle : « *Le Niger est devenu l'objet d'une âpre concurrence médiatique*. » Kouchner parvient à lever les plus abouliques lorsque de simples ONG ou le PAM peinent, travaillant à l'ombre des caméras et qui pour cela sont rendus plus qu'invisibles, inexistants. Telle sera la version médiatique officielle : il aura fallu le « *coup de sang* » de Kouchner pour que la situation se « *décampe* », pour que des bailleurs de fonds la « *découvrent* » enfin.

Kouchner maintiendra cette version autant que les journalistes : « *Bernard Kouchner, président de Réunir et ancien ministre de la santé, observe discrètement ce combat pour la*

Gauche moderne, Vouloir la République, tous classés à gauche, une gauche plus ou moins ultra-libérale, plus ou moins matinée de progressisme social.

[1] http://www.reunir.asso.fr/article.php ?id_article=58. Consulté le 23/05/2007.

[2] Les autorités nigériennes stockent des tonnes de céréales mais refusent de les distribuer aux populations pour ne pas altérer les cours de la bourse.

[3] *Le Monde*, 30/07/2005.

survie auquel il a souvent pris part et se contente de quelques commentaires sur les symptômes : "Même si la situation est ici moins tragique, c'est en voyant des gosses comme ceux-là au Biafra que nous est venue l'idée de créer MSF", glisse-t-il, avant de suggérer au chef de village la création d'une caisse d'assurance-maladie communautaire et de s'engager à revenir dans quelques moins la monter avec lui. »[1]

Deux jours plus tard, un autre article du *Monde* écrit pour dire les mêmes choses : « *Ce qui me chagrine, a confié au* Journal du dimanche *Bernard Kouchner, à l'origine de la mobilisation actuelle, c'est de voir les mêmes images et d'avoir tenu dans mes mains, il y a bientôt quarante ans, les mêmes enfants dénutris. C'était alors au Biafra.* » Et le journaliste répète qu'il a fallu que le fondateur de MSF lance un appel aux industriels de la distribution, le 22 juin à Budapest, en Hongrie, pour que l'escarcelle du PAM et de l'Unicef commence à se remplir plus sérieusement. A cette époque, Kouchner aspirait à la direction du Haut commissariat aux réfugiés (HCR), une structure onusienne.

Libération sera quantitativement moins dithyrambique : Kouchner aura droit à un article[2] dans lequel il sera précisé que le Mali, la Mauritanie et le Burkina Faso sont eux aussi dévastés par une grave crise alimentaire.

Plus tard, Kouchner est reconnu à l'université d'été du Medef au cours de laquelle Laurence Parisot, sa présidente, également PDG de l'institut de sondage l'Ifop[3], dit ambitionner de « *réenchanter le monde* », c'est-à-dire « *rebooster la croissance* » par des « *réformes fiscales* »[4]. Nicolas Baverez, Alain Minc, François Chérèque, Jacques Attali, Michel Barnier, Ernest-Antoine Seillière, Philippe Bouvard, André Santini, Robert Hossein, Maud Fontenoy et Bernard Kouchner sont venus applaudir, rassemblés sur le campus de HEC de Jouy-en-Josas dans les Yvelines. *Libération* revient sur le thème de la troisième journée : « *La Terre peut-elle tourner sans utopie ?* »[5] Michel Pébereau (BNP), Franck Riboud (Danone), Michel Barnier, Jacques Attali, François Chérèque et Bernard Kouchner en débattent. Denis Kessler, alors numéro deux du Medef, déclame : « *On considère souvent que l'entreprise représente le principe de réalité et la politique le rêve, mais n'est-ce pas plutôt l'inverse ? Car, au fond, une entreprise doit faire rêver ses clients, ses salariés, ses actionnaires sans oublier ses banquiers, même si avec eux c'est loin d'être évident* », une petite pique lancée à Pébereau qui loin de relever préfère s'en prendre aux « *utopies conservatrices* ».

[1] *Ibid*.
[2] *Libération*, 9/08/2005.
[3] Parisot en abandonne la direction en 2008.
[4] *Le Monde*, 31/08/2005.
[5] *Libération*, 1er/09/2005.

TCE suite. Le traumatisme provoqué par le Non au TCE a été tel que les partisans du oui, les « ouistes », créent Sauvons l'Europe, à l'instigation de Joël Roman, éditeur de la revue *Esprit* et Jean-Pierre Mignard, président du club Témoin. Ils se donnent rendez-vous les 1er et 2 octobre 2005 à l'institution catholique Saint Vincent de Rennes pour une « *rencontre fondatrice*. »[1] « *Il fédère tout ce que la social-démocratie française compte de clubs, réseaux et individualités favorables au traité* », raconte *Libération*. Kouchner en est. Leur postulat : « *Il n'y a aucune alternative crédible au projet de traité constitutionnel. Les ouistes invitent donc "chaque citoyen européen" à "construire une société civile européenne*." »

Kouchner mobilise à nouveau son image d'humanitaire avec une reprise d'initiative humanitaire : « *Migrants dans le désert : l'appel de Kouchner* », titre le *Nouvel observateur*[2]. « *Kouchner crie halte à la "chasse" de centaines de gens qui tentent de rejoindre les enclaves espagnoles au Maroc et meurent parce qu'ils n'ont rien à boire ni à manger (…) "Ça fait mal au cœur de penser que (…) les gens meurent en ce moment pour trouver de l'eau dans le désert", affirme Kouchner sur Europe 1. Il prédit "sans doute 4000 morts au fond de la mer pour cette année. On ne va pas se contenter de les laisser mourir de faim quand même !" Kouchner critique une "Union européenne* [qui] *se défend d'une manière dépassée" face à l'arrivée de migrants clandestins. "Fermer la porte ne sert à rien : on passe par la fenêtre, on casse la porte (…) nous ne parviendrons pas à arrêter des gens qui viennent chez nous pour survivre."* » L'Europe devrait « *consacrer beaucoup plus d'argent, d'intelligence politique, de soutien moral et sentimental au déséquilibre du monde* » et travailler à des projets de développement. « *Il faut véritablement (…) travailler avec eux à équilibrer le monde*. »

Si Kouchner ne croit pas aux clivages partisans, il n'en demeure pas moins que ce qu'il a pu mettre en place a été défait par les gouvernements de droite qui l'ont succédé. Le Programme national de réduction des risques cardio-vasculaires 2002-2005 rédigé à sa demande a survécu de même que le plan hépatites quadriennal lancé en 2002[3]. En revanche, sa loi sur les droits des malades a subi certains revers : « *Les députés ont (…) adopté un amendement (…) restreignant l'application de la loi Kouchner qui prévoit une suspension de peine pour les condamnés dont l'état de santé est incompatible avec le maintien en détention*. »[4] Quant à la reconnaissance officielle de l'ostéopathie, elle sera compromise de fait par l'absence de formation qui donne accès au statut et la question de l'abus de l'usage du titre.

[1] *Libération*, 12/09/2005.
[2] *Le Nouvel observateur*, 10/10/2005.
[3] *Le Monde* du 14 et 15/09/2005.
[4] *Le Monde*, 14/10/2005.

Puis, Kouchner fait la une du *Point*[1] qui le classe parmi les figures « *iconoclastes* » de France. Au programme, un long entretien et un article d'introduction apologétique. Ce dernier est signé Franz-Olivier Giesbert qui finit de s'impatienter : « *Les lignes bougent enfin entre la gauche et la droite (...) Deux détonateurs ont fait exploser les clôtures : la campagne du référendum et la flambée des banlieues. Dans le premier cas, la victoire du non a mis en lumière l'état de sclérose et de frilosité du pays qui s'imaginait, le pauvre chat, jouer un rôle après son caprice. C'était le mythe saugrenu du plan B (comme Bové) selon lequel l'Europe entière devait se plier en quatre pour nous faire plaisir : elle ne pouvait se passer de nous, paraît-il (...) Dans l'autre cas, l'"intifada" des cités a renvoyé une partie de la gauche et une partie de la droite à leurs réflexes habituels. A l'angélisme d'un côté, ou à la politique du bâton de l'autre. Mais on ne compte plus ceux qui tiennent sur la question des banlieues des propos équilibrés et perspicaces* (…) »

Or donc, loin des structures pesantes, d'appareils politiques obsolètes, des esprits libres, indépendants, originaux, imaginatifs, anti-conformistes, évoluent et, ce faisant, font avancer le monde. Sur le clivage droite-gauche, Kouchner déclare : « *Bien sûr !* [que le clivage a encore un sens aujourd'hui] *Mais pas dans le sens qu'entretiennent pour leur confort, les professionnels de notre classe politique, qui ferait bien d'ouvrir les yeux sur les réalités de la planète. Je suis convaincu qu'il appartient à une gauche rénovée, pragmatique et sûre de ses valeurs de définir et de mener à bien les réformes profondes dont le pays a besoin et que la droite ne sait pas inscrire dans les faits. Pour que les Français aillent mieux, il faut qu'ils pensent plus large. L'effort durera quelques années !* » Un topique de la rhétorique kouchnérienne : la dénégation, « je sais que… mais… » Reconnaître une chose pour mieux la nier. Ensuite, la contradiction pointe lorsqu'il s'agit pour la gauche d'être à la fois « *pragmatique et sûre de ses valeurs* ».

Et si Kouchner affirme la pertinence du clivage droite-gauche, il rend tout de même la gauche incapable de « *mener à bien les réformes profondes* » que la droite « *ne sait pas inscrire dans les faits* », autrement dit n'est pas non plus capable de « mener à bien. » Donc, les « réformes profondes » à administrer au pays restent les mêmes pour la gauche comme pour la droite. Il n'y aurait pas des « réformes profondes » de gauche et des « réformes profondes » de droite.

Parmi les mesures prises par le gouvernement Raffarin, Kouchner a soutenu le Contrat première embauche (CPE). Dans *le Point*, il suggère : « *Ne soyons ni dogmatiques, ni idéologiques. Regardons les avantages et les inconvénients.* »[2]

[1] *Le Point*, 24/11/2005.
[2] *Le Point*, 24/11/2005. Il insiste sur *RTL* et *Libération* (7/02/2006) le répète : « *Ce n'est pas parce que la droite propose* [le CPE] *qu'il ne faut pas lui donner ses chances.* » Le même jour, dans *le Figaro* : « *Même si je pense*

Puis, cette seconde dénégation : « *Nous avons voulu changer le monde – et moi-même plus que d'autres, je me suis battu pour cela – mais le monde nous impose de changer de vision, de moyens, de logiciel. Pour équilibrer le monde vers plus de justice ici et là-bas, il ne faut pas ignorer la mondialisation mais la réorienter.* » Et dans cette perspective, le parti socialiste devrait lui aussi changer : « *Nous étions nombreux à espérer la mue du PS en une social-démocratie moderne dont la France a tant besoin.* »

La mondialisation, à entendre dans son acception économique libérale, n'est pas un nouveau cheval de bataille. Kouchner a débuté sa militance en sa faveur progressivement. Il a d'abord agité le prétexte médical et humanitaire. Désormais, il la défend tout voile dehors. Lorsqu'il annonce sa candidature à la candidature socialiste pour les élections présidentielles de 2006, Kouchner en fait un de ses arguments programmatiques. « *Je crois que les gens apprécient une certaine expérience de la vie et du monde et qu'ils sont las de l'approche idéologique et clanique de la politique.* » Kouchner souhaite « *que la France découvre les chemins d'une social-démocratie moderne et efficace* » et que « *l'on comprenne la nécessité d'un sursaut de la France face à la mondialisation, mal expliquée aux Français qui la ressentent de façon trop souvent négative*. »[1] Alors que, pragmatisme et social-démocratie aidant, « les Français » pourraient bien se féliciter de l'avènement de « *l'actionnariat populaire*. » La privatisation des entreprises publiques est une chance car l'actionnariat doit aussi exister à gauche, dans « *les couches populaires*. » A ses yeux, la renationalisation d'Electricité de France (EDF) annoncée au congrès du PS au Mans n'est qu'un effet d'annonce, la privatisation va poursuivre son cours. Il dit avoir conscience de ce que ses propos sont en contradiction par rapport aux engagements pris par la direction de son parti d'appartenance. Et de s'en ouvrir à la presse : aucun retour en arrière n'est possible car « *on ne trouvera pas l'argent, parce que sept milliards d'euros, c'est énorme et qu'on en a besoin pour le remboursement de la dette et l'école, les banlieues.* »[2]

---

qu'il y a des erreurs (...) ; il faut donner ses chances de réussite à un projet. » Kouchner est aussi favorable au contrat unique de Sarkozy qui ne ferait « *pas de différence entre le CDI et le CDD* », mais comprendrait « *une aide à la personne* », rassure-t-il sur *radio J* (*le Figaro*, 30/01/2006).
Le satisfecit donné par la droite à Kouchner est repris par tous les médias. Dans *le Nouvel observateur* (13/02/2006) : « *Le porte-parole du gouvernement, Jean-François Copé, s'est félicité dimanche 12 février de l'attitude du socialiste Bernard Kouchner vis-à-vis du CPE, envisageant aussi la possibilité que Ségolène Royal n'y soit pas tout à fait hostile. "Quand Bernard Kouchner, seul contre tous, assume que, pour une fois, il y a un gouvernement qui essaie un truc nouveau, je n'ai pas connaissance qu'il soit adhérent à jour de l'UMP", a déclaré Jean-François Copé dans le cadre de l'émission Grand jury RTL-le Figaro-LCI. Bernard Kouchner avait estimé la semaine dernière qu'il fallait "donner ses chances de réussite" au CPE : "Ce n'est pas parce que la droite le propose qu'il ne faut pas lui donner ses chances, parce que ce sont des chances qu'on donne à notre jeunesse, pas à la gauche ou à la droite".* » Et Kouchner doit abonder dans le sens de Copé lorsque ce dernier estime le clivage droite-gauche « *parfois complètement artificiel* », le clivage « *permanent* » est « *entre ceux qui bougent, ceux qui y vont et ceux qui sont assis sur le tas sans bouger, ceux qui critiquent*. »
[1] Entretien donné au *Journal du dimanche* repris dans *Le Nouvel observateur*, 22/04/2006.
[2] *Le Nouvel observateur*, 28/11/2005.

Si Kouchner aborde subitement le sort des « banlieues », c'est parce qu'à l'heure où il parle, elles brûlent, à la suite de la mort de deux garçons électrocutés dans un transformateur EDF à Clichy-Sous-Bois. Ils s'y étaient réfugiés alors qu'ils étaient poursuivis par la police. Dans les médias, intellectuels et autres experts sont conviés à donner des clés de compréhension. Alain Finkielkraut n'est pas le seul à verser dans des interprétations racialistes. Quant à Kouchner, il va faire montre d'une tactique fondée sur un compromis entre discours de gauche, pragmatisme et dénégation : « *L'explosion des inégalités met le pays à feu et à sang* (…) *Je crois aussi que l'on ne peut nier la dimension raciale qui s'est manifestée durant cette crise*. »[1] Et Kouchner de réserver ses reproches uniquement à la gauche incapable de tenir ses promesses, en l'espèce le droit de vote pour les « étrangers. »

Kouchner se révélera plus explicite pour assurer la critique de son parti, par médias interposés toujours. Ainsi, se dit-il sceptique à la nomination de Benoît Hamon, partisan du non au référendum du 29 mai sur le TCE, à la tête du « projet européen » au sein du nouveau secrétariat national du PS. « *Nous sommes, nous la France, responsables de la décrépitude, de l'immobilisme de l'Europe* (…) *On n'a pas le droit de briser l'Europe, on n'a pas le droit de faire comme si c'était une variable d'ajustement dans un parti socialiste.* »[2]

Dans la perspective de la candidature socialiste à l'élection présidentielle, Kouchner propose des « *primaires à l'italienne améliorées, des primaires à la française* » qui demanderaient « *au peuple de gauche de se prononcer en faveur d'un candidat sur un programme précis et après un débat.* »[3]. A cet effet, il bat la campagne médiatique. Il reconnaît toutefois : « *A l'intérieur du PS, j'ai peut-être moins de chances que d'autres.* »

Pourtant, il insiste : « *Je suis candidat à ces primaires, ça m'intéresse beaucoup, je milite en faveur de ces primaires, de cette ouverture, de cette nécessité de faire participer les Français en leur demandant leurs idées sur des sujets qui les concernent (...) Ce serait un vrai souffle d'air dans la politique.* » *Le Nouvel observateur* reprend *Libération* qui reprend Kouchner : « *A un an de l'élection présidentielle, le PS se lance dans des guerres intestines, au mépris de ses propres intérêts et de ceux de son camp. Par ses divisions et ses querelles de personnes, le PS est en train d'enfermer la gauche et le pays dans un débat politicien dont les Français ne veulent plus (...) La gauche italienne vient de nous donner l'exemple d'un débat inventif, dynamique et victorieux. A la désignation dictée par des jeux de courants, elle a préféré une vaste consultation, de tous les électeurs de gauche, sollicitant près de quatre millions d'Italiens, qui ont donné à Romano Prodi une incomparable légitimité. Il n'est pas trop tard pour nous inspirer de sa réussite. Il me semble que la gauche toute entière devrait*

[1] *Le Point*, 24/11/2005.
[2] *Ibid*.
[3] *Le Nouvel observateur*, 13/01/2006.

adopter cette posture d'écoute et d'ouverture (…) dès le mois de septembre ; avec un peu de courage, nous pourrions ouvrir tous les locaux des partis de gauche, tous les sièges d'associations amies, et y tenir des bureaux de vote. »[1] Kouchner ne dépassera pas le stade du statut de candidat potentiel.

Qui vote Bernard Kouchner ?

Si des sondages le disent « personnalité politique préférée des Français », Kouchner n'a remporté aucune élection[2]. Y compris à l'international, mise à part sa nomination au poste de représentant spécial des Nations Unies au Kosovo, il n'a pas davantage la cote. Il a manqué la direction de l'Organisation mondiale de la santé en 2002 qui « *l'intéressait beaucoup* »[3] pourtant. Il a raté l'Organisation des nations unies en 2003 et le Haut commissariat aux réfugiés, autre organe onusien.[4] « *Genève ? Kaboul ? Bagdad ? Ou se trouvera Bernard Kouchner en 2004 ?* », s'interroge *le Monde*[5] : « *Le docteur est très sollicité et, selon des sources à l'Elysée, Jacques Chirac aurait proposé son nom à Kofi Annan pour le poste de haut commissaire de l'ONU aux droits de l'homme. Le nom du Français figurerait également sur une "très courte liste" pour représenter Kofi Annan en Afghanistan à la place de l'ex-ministre algérien des affaires étrangères, Lakhdar Brahimi (…) Mais le cœur de M. Kouchner penche en faveur de Bagdad : "J'aimerais aller en Irak pour finir ce que mes amis assassinés avaient commencé. Je leur dois cela"* », déclare-t-il au *Monde*.

Le poste de haut commissaire de l'ONU aux droits de l'homme sera confié à Louise Arbour. Les correspondantes du *Monde* à New York et Genève rappellent que Kouchner s'était précipité dans les couloirs des médias de masse pour faire « *savoir dans la presse qu'il avait obtenu le soutien de l'Elysée pour sa candidature* », mais elles précisent que

[1] *Ibid*. L'union de centre gauche de Romano Prodi a finalement échoué. Celui-ci cherchait à concilier différents camps idéologiques, de droite, de gauche social-démocrate, communiste, radicale, d'écologistes. Le désaccord entre les parties a été tel que le conseil italien s'est retrouvé paralysé, frôlant l'implosion. En ce 23 janvier 2008, William Irigoyen, présentateur du journal de *Arte* annonce que l'Italie risque de se retrouver sans gouvernement. La coalition italienne se voulait l'expression la plus moderne de la politique de gouvernement. Silvio Berlusconi reviendra finalement au pouvoir, par voie électorale, peu de temps après l'avoir quitté.

[2] En 1988, il perd la circonscription de Saint-Amand-les-Eaux dans le Nord, obligé de se désister au second tour. Au premier tour, le député sortant Alain Bocquet (PCF) obtient 41,32% des voix contre 29,09% pour Kouchner. En 1996, à Gardanne, circonscription des Bouches du Rhône, il arrive, au premier tour, quatrième du scrutin avec à peine plus de 13% des voix. Le gagnant est là aussi communiste. Chiffres donnés par Corinne Laurent, *Mister Kouchner. Portrait d'un aventurier*, *op. cit*., p. 63 et 81.

[3] *Le Monde*, 17/09/2002.

[4] *Libération*, 2/10/2003. Cette édition mentionne un livre écrit par deux journalistes du *Point*, Romain Gubert et Emmanuel Saint Martin, (*Les tribulations de BK en Yougoslavie ou l'imposture humanitaire*, Paris : Albin Michel, 1993). La diplomatie française y est décrite comme une diplomatie « *du coup de menton* ». Les auteurs affirment au sujet de la nomination avortée de Kouchner à la tête du HCR que, pour l'emporter, Paris, habituellement pingre en ce qui concerne le financement du HCR, avait cette fois promit un chèque de cinq cents millions de dollars. En vain.

[5] *Le Monde*, 18/11/2003.

« *l'hypothèse de sa nomination n'avait jamais été prise très au sérieux à New York, où le docteur jouit d'une image controversée* »[1]. En 2005, Kouchner manque une seconde fois le HCR[2]. Pascal Lamy, encarté socialiste, était déjà à la tête de l'Organisation mondiale du commerce[3]. Deux Français à la tête de deux organisations internationales était inenvisageable. Les candidatures de Kouchner ont toujours été soutenues par des gouvernements de droite qui ont pu, pour l'occasion, louer ses qualités d'homme de gauche moderne, ouvert, en phase avec son temps. Ainsi, Michel Barnier, ministre des affaires étrangères de l'époque : « *Avec Bernard Kouchner, on a une personnalité qui a la crédibilité et la qualité pour animer ce poste majeur pour le monde*. »[4]

Pendant que des « *privilégiés* » battent le pavé aux quatre coins du pays pour exprimer leur refus du CPE, *Libération*, impatient et exaspéré, se demande : « *Peut-on encore réformer la France ?* »[5] Le journal convoquera sur trois pages Patrick Devedjian (UMP), Claude Le Duigou (syndicaliste CFDT), Jean-Paul Fitoussi (économiste) et Bernard Kouchner, « *l'inclassable* », dixit le journal. Ce dernier recherche les moyens de dépasser les blocages hexagonaux et esquisser un mode d'emploi pour faire évoluer la société.

Les journalistes posent des questions orientées : « *Pourquoi nos gouvernants sont-ils si mauvais pour faire accepter les réformes ?* » Jean-Paul Fitoussi rassure le premier les journalistes en rappelant les dernières réformes qui ont pu être menées par les deux derniers gouvernements, de droite comme de gauche : déplafonnement des cotisations de sécurité sociale, RMI, CSG, CMU, baisse des cotisations sur les bas salaires, prime pour l'emploi, « réforme » (allongement de cotisation et privatisation de la gestion) des retraites, de l'assurance maladie, fin de l'autorisation administrative de licenciement, généralisation des contrats à durée déterminée (CDD), flexibilisation allant de pair avec les trente-cinq heures.

Pour Kouchner, « *à force de mauvaises expériences, le mot réforme est devenu péjoratif. Dans l'esprit des gens, réformer, c'est leur demander des sacrifices. Ensuite, l'expression de "volonté politique" a fait beaucoup de mal : elle sous-entend que, si l'on fait*

[1] *Le Monde*, 23/02/2004.
[2] C'est le *Figaro* du 15/03/2005 qui rappelle qu'il s'agissait là de la deuxième tentative manquée.
[3] *Libération*, 18/05/2005.
[4] *Le Figaro*, 15/03/2005. A l'invitation de l'UMP, Kouchner avait accepté de participer en mars 2004, en pleine campagne pour les élections régionales et cantonales, à la fondation pour l'innovation politique, initiée par Jérôme Monod, conseiller de Jacques Chirac, alors président de la République. Il y renoncera finalement. *Le Figaro* du 2/02/2004 le vilipende : « *Face aux réactions de désapprobation au sein du PS, l'ancien ministre a préféré rentrer dans le rang.* » Qu'à cela ne tienne, Rony Brauman, ancien président de MSF, a pris sa place pour aider à « *renouveler la pensée politique*. » Avec cette fondation, « *la droite veut récupérer l'héritage de la dissidence, créer un pôle d'attraction au centre droit pour les intellectuels français réputés (...) à gauche* », estime *le Monde* (13/02/2004).
[5] *Libération*, 10/04/2006.

montre d'une virilité affirmée, la réforme passera… Villepin, c'est l'échec même de la fausse volonté politique, c'est confondre séduction et conquête, écoute et viol. Pourtant, la France est un pays réformable. Encore faut-il employer les méthodes adéquates. Le CPE, c'est le contre-exemple parfait : on n'a parlé ni aux syndicats, ni à la jeunesse, pas même au patronat, qui devait bénéficier de cette mesure, et pas plus au Parlement. Et on a réussi le miracle absolu : l'homme que l'on voulait diminuer, Nicolas Sarkozy, a fini par apparaître plus "social"! » Indépendamment du projet social qu'elles impliquent, les réformes ne sont pas acceptées par les populations par manque de pédagogie, explique Kouchner. Tout s'originerait d'un malentendu.

En outre, les politiques doivent s'exprimer sur leurs bonnes intentions au cours de dialogues sincères qui ne laisseraient planer aucun doute sur leur souci de l'intérêt général. « *Le secret de la réforme se situe en amont d'elle-même, dans l'écoute, la concertation, la responsabilisation, la persuasion. Il faudrait aussi ne pas caricaturer les positions en présence, convaincre de l'intérêt général et prendre en compte les exigences de la mondialisation. Bref, ne pas mentir. Or, la discussion se limite trop souvent à un rituel. En France, on considère qu'une discussion avec les syndicats n'est sérieuse que si on y passe la nuit ! Alors qu'il faudrait inventer des discussions permanentes, non seulement avec les syndicats, mais aussi avec la société civile. Le réformisme, c'est d'essayer avec les partenaires sociaux, en amont, avant la crise, d'aménager un chemin*. »

Le bon accueil d'une réforme passe par l'implication nécessaire de la société civile. « *Avant de concevoir la réforme, il faut être très attentif aux anxiétés du corps social, saisir ses aspirations, essayer de faire émerger le projet du corps social lui-même. Bref, une réforme exige de ne pas tromper, elle se fait toujours aux dépens de ses propres certitudes* (…) *Mais les candidats viennent avec des programmes bouclés qu'ils demandent aux électeurs d'approuver ou de rejeter au moment du vote. L'élaboration du projet doit se faire avec la société civile, avec les syndicats. D'autres pays, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie, le font. Pourquoi pas nous ? La réforme nous force toujours à regarder une réalité qu'on ne voulait pas voir. Il en est ainsi avec la fabrique démocratique de la gauche italienne : toute une culture de l'échange qui n'est pas à la mode dans notre pays. Et nous ne tenons pas assez compte de ce qui se passe à l'échelle de l'Europe : au Danemark, en Finlande, etc. C'est une leçon permanente*. » Cette respiration d'allure moralisante qui détonne fait la marque Kouchner même si, en temps de crise, il se montre moins posé et indulgent.

Kouchner s'est lui-même inspiré de la fabrique démocratique italienne. Ce, alors qu'il était candidat à la candidature socialiste pour l'élection présidentielle. Il ouvrira donc des sessions de débats avec les Français par-delà des grandes villes de France. Un site internet en rendra compte. La première de ses réunions s'est tenue le 22 mars 2006 à Toulouse, « *une*

ville où la société n'attend pas l'Etat pour se prendre en main. » Le discours inaugural de Kouchner est archivé sur le site de son association Réunir.[1] Proche du peuple, il cherche à se démarquer de la classe politique, celle qui ne « *s'adapte pas au temps qui vient* ». Il reproche aux partis politiques de n'être plus à l'écoute « des Français. » Et d'estimer que « *les Français* [lui] *paraissent plus intelligents, au moins plus vifs que leurs partis*. » Il en appelle en outre à sortir de « *la vision élitiste de la politique fondée sur l'idée que notre peuple ne peut pas comprendre les enjeux de notre monde complexe*. » Pourtant, il a interprété le résultat du référendum du 29 mai 2005 comme une mal-compréhension du texte : les « Français » ont « *mal compris.* »[2]

D'autre part, Kouchner fait souvent référence à la notion de société civile. Cette formule doit être entendue comme une évidence qui n'a pas besoin d'être définie, explicitée. Pourtant la société civile vue par Kouchner n'est pas la même que celle dont parlent les mouvements sociaux. Dans le premier cas, pour la vision libérale, la société civile inclut les pouvoirs, qu'ils soient politiques, économiques, financiers. Dans le second, elle les exclue précisément. La société civile serait composée des sans titres, sans statuts, sans argent. Les pouvoirs ont su tirer profit de la polysémie et de l'ambiguïté de la notion.

Son argumentaire débute par deux dénégations : « *Bien sûr, je souhaite que le pouvoir du Parlement soit renforcé et qu'il ne serve pas seulement d'ultime voie de garage comme le président de la République y a recouru à l'occasion de la crise du CPE. Mais, je ne pense pas que ce soit au Parlement seul de prendre en charge ce dialogue indispensable à notre pays pour s'adapter au monde et aller de l'avant. Les partenaires sociaux, oui, mais pas seulement ; la société civile et les professionnels doivent avoir une place qu'on leur refuse dans notre pays. La France évolue de crise en crise : hélas, c'est notre manière à nous de prendre violemment à cœur les problèmes auxquels on ne nous a pas demandé de réfléchir avant. Je ne crois pas que cette exigence populaire naîtra plus facilement à l'occasion de l'élection présidentielle. Le temps est beaucoup plus ramassé, les conflits et les confrontations beaucoup plus vives. La période ne sera pas très propice à l'élaboration, et plutôt encline aux caricatures et aux certitudes assénées. Je ne demande pas que le climat s'apaise en permanence. Mais c'est seulement après avoir responsabilisé les gens, après avoir épuisé les recherches du consensus qu'on peut trancher d'un débat*. »

[1] http://www.reunir.asso.fr/article.php ?id_article=48. Consulté le 23/05/2007.

[2] « Oui, il faut soutenir le projet de constitution pour l'Europe », 6/11/2003. http://www.reunir.asso.fr/article.php ?id_article=22. Consulté le 23/05/2007. Dans ce texte, Kouchner se range subitement du côté des opposants au CPE. Il écrit du gouvernement UMP qu'il a « *oublié de consulter les Français ! S'il l'avait fait, il aurait évité de proposer cette mesure qui va à l'encontre du droit le plus élémentaire : congédier un salarié sans motif !* » A la fin de son texte, Kouchner suggère, aux autres, à gauche, d'être lucide, sincère et honnête.

Jean-Paul Fitoussi rappellera que les populations des autres pays résistent aussi au capitalisme, mais Kouchner persiste : « *Mais nous avons pris conscience de cette évolution après les autres et nous freinons des quatre fers. Quant aux crises européennes, elles ne ressemblent en rien aux nôtres. Les réformes de Prodi pour faire rentrer l'Italie dans l'euro n'ont pas rempli les rues. Et la grande grève des syndicats allemands n'a pas la dimension sonore des nôtres. N'oublions pas que nous sommes le pays qui a voté non.* »

Les journalistes de *Libération* : « *En conclusion, quel est votre mode d'emploi idéal de la réforme ?* » Kouchner répond le premier par une dénégation : « *Il y a des instruments de la réforme, des méthodes et un état d'esprit sans lesquels rien ne sera fait. Nous n'écoutons pas assez les gens, à gauche comme à droite. Même si je pense que la gauche, notamment avec les trente-cinq heures, a organisé des débats nécessaires. Je ne récuse pas, bien sûr, les instruments collectifs. Au contraire. Mais à force d'incantation, on dégoûte les gens de la politique. Si on attend que la réforme tombe du ciel, ça ne marchera pas. Cette demande de changement a été, souvenez-vous, incarnée par Claude Allègre. On lui a aussitôt demandé de se taire… Il y a chez nous des conservatismes, y compris à gauche et dans le mouvement social, qui sont ancrés, solides, enracinés. Des convictions oui ; des caricatures, non. Ainsi, si on n'a pas parlé de la banlieue dans la crise du CPE c'est parce qu'on croyait que, comme toujours après une crise, les choses allaient s'arranger parce que les politiques allaient s'y attaquer. C'est insuffisant. Ça ne s'arrangera pas si nous-mêmes chacun à notre place et avec les instruments qui sont les nôtres, dans les partis, les syndicats, etc., nous n'en prenons pas l'engagement.* » La droite et le libéralisme économique sont épargnés. Le courroux de Kouchner s'abat en revanche sur la gauche, les syndicats et les mouvements sociaux.

Les clubs ou « boîtes à idées » qui gravitent autour du PS sont tous libéraux. Les médias de masse, et ceux classés à gauche en particulier, s'intéressent de près à ces petits groupes de pression qui travaillent le PS de l'intérieur : A gauche en Europe de Dominique Strauss-Khan, Fondation Jean Jaurès de Pierre Mauroy, Réformer de Martine Aubry, Gauche moderne de Jean-Marie Bockel[1], En temps réel de Gilles de Margerie, Pascal Lamy, Zaïki Laïdi, Peter Manderlson, La République des idées de Pierre Rosanvallon, Sauvons l'Europe de Joël Roman.[2] La presse met sur le même plan ces groupes libéraux aux mouvements associatifs anti-libéraux qui ne font pas partie du parti socialiste et qui ne s'adressent pas plus à leurs membres qu'à l'ensemble de la société. *Libération*[3] amalgame ainsi les premiers à des acteurs du mouvement social tels que la fondation Copernic ou l'association ATTAC. Les

[1] Jean-Marie Bockel, maire de Mulhouse, identifié à la droite du PS, a intégré le gouvernement de droite en 2007. L'un de ses proches, Bernard Kouchner, soutient son groupe de pression.
[2] Sauvons l'Europe regroupe Convictions de Jean-Baptiste de Foucauld, Confrontations de Philippe Herzog, Témoin de Jean-Pierre Mignard et Réunir de Bernard Kouchner.
[3] *Libération*, 10/11/2005.

gauches italiennes, britanniques, allemandes ou espagnoles disposent elles aussi de leurs groupes de pression qui les poussent de plus en plus sur leur droite.

En 2006, Kouchner saisit la balle au bond. La création, très médiatisée, d'une centrale d'achat de médicaments pour les pays du Sud et financée par une taxe sur les billets d'avion lui donne une nouvelle occasion de promouvoir l'idée que « *la globalisation avance et* [qu']*elle est positive, un message difficile à faire passer dans ce pays*. » *Le Nouvel observateur* expose l'ambition de ce projet dénommé Unitaid : «*Assurer à chaque malade dans le tiers-monde la possibilité de se faire soigner dans un avenir qui se veut proche* »[1]. Pour le lancement, « *en grande pompe* », Jacques Chirac était accompagné de Kouchner. Pour autant, l'association Act Up rappelle que cette « *bonne idée ne doit pas servir de cache misère. Reste à la mettre en œuvre (…) Or, pour l'instant, l'Unitaid n'est qu'une coquille vide. L'Elysée et le quai d'Orsay moulinent pour savoir à quelle(s) institution(s) l'adosser. Et comment faire en sorte que l'argent injecté ne soit pas absorbé dans la bureaucratie, comme "70% de l'aide américaine aux pays pauvres", selon le président de la fondation Clinton*. »

2- Les invariants d'un discours

A titre indicatif, des périodes peuvent être brosser à gros traits des contenus des interventions de Bernard Kouchner. Au cours de la guerre froide, Kouchner prendra évidemment parti pour le « monde libre », soutenant ou appelant à de nouvelles guerres contre les Etats renégats. A la fin des années 1980, il entre en politique : son discours est essentiellement, mais pas exclusivement, sanitaire. Le mélange des registres constitue une donnée permanente. Cette période au cours de laquelle Kouchner est aux responsabilités politiques court, avec intermittence certes, jusqu'en 2002, début de sa « traversée du désert » politique mais pas médiatique. Kouchner peut parler sur tout, et toujours en partant d'un point de vue humanitaire. A partir de 2003, l'actualité aidant, Kouchner va de plus en plus intervenir sur des questions politiques, géostratégiques, et de moins en moins sanitaires. L'année 2003 marque un renforcement de son militantisme public en faveur de l'ordre idéologique dominant avec une forte visibilisation de ses partis pris. Pourtant, les considérations humanitaires ne disparaîtront pas de son discours. D'une part, parce qu'elles constituent les motivations déclarées de ces prises de position. Et d'autre part, parce qu'aux yeux de la classe journalistique, Kouchner est avant tout un humanitaire. Le mythe se vit sous le mode de l'antienne. Il ne s'agit pas d'oublier qui il est, d'où il vient, d'où il parle, autant

[1] *Le Nouvel observateur*, 7/06/2006.

d'éléments qui peuvent l'aider à gagner en crédibilité au moment de sortir de son champ premier d'appartenance.

Le thème humanitaire a ceci de pratique qu'il permet d'aborder d'autres problématiques plus ou moins éloignées mais susceptibles, par une ruse rhétorique, de s'y rattacher toujours. On peut tout justifier et tout accepter au nom de la morale humanitaire. Dans *Ce que je crois*, Kouchner défend ainsi les délocalisations puisqu'elles apportent des emplois aux pays pauvres qui, de ce fait, peuvent « grandir », « se réveiller », « se développer ». De même, les réseaux de coopération internationale en matière de lutte contre le sida lui serviront à promouvoir « la mondialisation » du capitalisme libéral. Tout est prompt à en justifier la nécessité, rempart contre les assauts des ennemis réactionnaires, les fascistes islamiques et les gauchistes. En d'autres termes, si le *french doctor* intervient régulièrement sur des questions strictement humanitaires au sujet desquelles il se veut progressiste, voire avant-gardiste, l'autre aspect de sa présence médiatique, lié au premier, s'attache à la défense de l'ordre établi : promotion de la mondialisation économique et financière, défense inconditionnelle de la politique de Washington, « modernisation » de la gauche. A ceux qui refusent de plonger dans les eaux thermales de la mondialisation libérale, Kouchner répond : « *La France est mal dans sa tête (…) Les Français sont américanophobes et à nouveau racistes, antisémites.* »[1] Ce type d'argument va contribuer à circonscrire le centre de gravité intellectuel de Kouchner et le rendre de moins en moins « inclassable. »

2-1 « Néoconservatisme », le révélateur irakien

L'opposition à la guerre en Irak en 2003 a fait, en France, l'objet d'un très large consensus. Kouchner a été l'un des rares à justifier, de façon alambiquée certes, cette guerre impopulaire dans la quasi-totalité du monde. Ceux qui, comme lui, l'ont ainsi soutenue, ont été affublés du titre de « néoconservateurs », porte-voix en France des conservateurs américains. Kouchner, sa vie durant, a cherché à réchapper aux étiquettes. Ses positionnements politico-idéologiques le lui permettent de plus en plus difficilement.

Le 16 septembre 2002, Kouchner est l'invité du grand jury *RTL-le Monde-LCI*. L'entretien est mené par Patrick Cohen, Gérard Courtois et Pierre-Luc Séguillon. *Le Monde* en publie la transcription, celle de propos explicites en faveur des bombardements. Puisque Saddam Hussein représente « *un danger pour le monde sans aucun doute et depuis longtemps* », une guerre préventive s'impose. « *Une guerre préventive est une notion qui me*

[1] *Le Nouvel observateur*, 4/01/2004.

paraît non seulement très juste mais qui s'approche de ce que, avec d'autres, nous avons proposé comme devoir, puis comme droit d'ingérence. Le droit d'ingérence n'est pas forcément la guerre, c'est la prévention de la guerre. Mais à un moment donné, il vaut mieux décider de faire la guerre à qui menace la démocratie et les pays avoisinants en général, plutôt que d'attendre, de se réveiller trop tard et d'avoir à la faire de toute façon. » Les journalistes : « *N'est-ce pas admettre tout simplement le droit du plus fort, des Etats-Unis en l'occurrence ?* » La formule est « loi du plus fort. » Que révèle ce lapsus ? D'ailleurs, Kouchner n'est pas offusqué par cette apparente contradiction : « *Vous avez raison : le droit d'ingérence ne peut être décidé par un seul pays, mais doit l'être par des organisations internationales. C'est ce que la France a proposé et son rôle a été essentiel pour proposer que l'opération se fasse en deux temps, sous l'égide des Nations Unies.* » Lorsque « la France » défend la guerre onusienne, sa position est qualifiée par Kouchner d'« *excellente* », bien meilleur que « *l'unilatéralisme allemand ou britannique*. »

Les journalistes : « *Et si les Etats-Unis ne respectaient pas les résolutions de l'ONU ?* » Kouchner : « *Nous n'en sommes pas là. Mais on ne pourra pas les empêcher d'intervenir en Irak s'ils veulent le faire. Tout est dans la préparation, si on fait ça trop vite, je pense qu'on se trompera*. » Kouchner ne dit jamais mieux ce qu'il pense que lorsqu'il est interrogé en direct[1]. La France doit tenir son rang, en y participant : « *Je vois mal la France isolée par rapport à une alliance qui a beaucoup compté dans son histoire. Je me souviens de la Bosnie et de ses 250 000 morts : nous avons trop attendu*. »

Cohen, Courtois et Séguillon poursuivent : « *Trois députés de l'UMP se sont rendus en Irak et affirment avoir visité des sites litigieux sans y trouver trace d'armes de destruction massive. Comment jugez-vous cette initiative ?* » On attend ici l'approbation de Kouchner, lui qui a coutume d'utiliser l'argument du voir, c'est savoir. Que nenni : « *Est-ce un soutien au peuple irakien opprimé par Saddam Hussein ou est-ce un soutien au régime de Saddam Hussein ? Je serais ravi d'entendre une réponse de ces trois députés. Je me méfie beaucoup des gens qui, au nom d'une pseudo-République ou d'un pseudo-modernisme, défendent un régime d'assassins*. » On se souvient qu'à son retour de Birmanie, Kouchner avait réfuté toute critique de son rapport rédigé en faveur de Total précisément parce que, contrairement aux autres, il s'était rendu sur place.

Le 1er janvier 2003, *le Monde* titre : « *La guerre d'Irak aura-t-elle lieu ?* » Un article d'introduction doit mobiliser l'attention des lecteurs : « *L'année 2002 avait commencé avec la*

[1] C'est encore en direct que Kouchner, ministre des affaires étrangères, prévient que la France doit se préparer au pire et que « *le pire, c'est la guerre* » contre l'Iran que les Etats-Unis programment depuis quelques temps. Cette annonce fit grand bruit. Non pas tant parce que les journalistes français sont antimilitaristes, mais parce que le moment était mal choisi, trop prématuré, et la façon d'annoncer la position du gouvernement face aux prochaines guerres américaines, était aussi maladroite, trop explicite.

déclaration du président américain Bush plaçant l'Irak en tête de liste de l'"axe du mal" (…) *La France doit prendre la présidence du Conseil de sécurité des Nations Unies ce 1er janvier. Elle considère que seul ce dernier est qualifié pour statuer sur l'Irak, et qu'aucune intervention armée ne pourrait être engagée sans une nouvelle résolution de l'ONU (...) Pour nourrir les débats de fond, au-delà des enjeux diplomatiques,* le Monde *a interrogé plusieurs intellectuels – Bernard Kouchner, Alain Finkielkraut, Bernard-Henri Lévy, Olivier Mongin, Pierre Hassner et d'autres – qui, dans le cas du Kosovo, avaient, avec des arguments divers, soutenu l'intervention armée de l'OTAN contre le régime de Slobodan Milosevic. Or, tous expriment aujourd'hui des doutes et des réticences devant l'éventualité d'une intervention en Irak. Si tous admettent que le régime de Saddam Hussein est au moins aussi condamnable que celui de l'ancien dirigeant yougoslave, ils jugent que, tant sur le plan éthique que géopolitique, les enjeux ne sont cette fois pas comparables. Pour les intellectuels français partisans de l'intervention armée dans les Balkans, l'Irak n'est pas le Kosovo*. » Les intellectuels ont ainsi levé « *le tabou de la guerre* ».

Toutes les guerres ne se valent pas. La question est : comment soutenir une guerre et refuser la suivante ? La nécessité de la guerre est acceptée de fait. L'article fait écho à l'argumentaire kouchnérien : « *Ils ont justifié l'emploi de la force comme ultime recours pour imposer une forme de légalité internationale où la souveraineté des Etats ne servirait plus de paravent à l'indifférence face aux dictatures, aux répressions, aux génocides.* » Le doute de ces intellectuels reste toutefois peu perceptible : Kouchner et les intellectuels interrogés avouent ne pas voir d'autre issue que celle de la guerre et, parlant comme si elle avait déjà eu lieu, s'inquiètent de l'après Saddam Hussein. Kouchner, de retour du Kurdistan irakien : « *L'antiaméricanisme submerge tout et rend la situation illisible. On s'est ému à juste titre des 7500 morts de Srebrenica, enclave musulmane de Bosnie, où les Bosno-Serbes massacrèrent les hommes de 16 à 60 ans. Dans le cas de l'Irak, ce sont des dizaines de milliers de victimes, kurdes et chiites irakiens, dont il faut parler. 180 000 Kurdes disparus après l'opération Anfal ("butin") lancée par Saddam en 1988. Je voudrais croire qu'une autre solution que la guerre est possible, mais, au moins, qu'on ne cache pas la nature barbare de ce régime.* » Kouchner dénonce donc « *la productivité criminelle de Saddam* » et parle pour les Irakiens : « *80% d'irakiens* (…) *veulent la chute de Saddam. Que veut l'écrasante majorité des Irakiens ? Voilà la question que la gauche devrait se poser.* »

Olivier Mongin, directeur de la revue *Esprit*, surenchérit sur cette « *tyrannie moderne d'un genre inédit*. » Quant à Pierre Hassner, il s'inquiète de ce que Washington n'a pas préparé « *l'après-Saddam…* » Kouchner a bien des réserves à ce sujet : « *Les intentions de Washington restent l'objet de toutes les spéculations. Il faut un après-Saddam fondé sur un mandat de l'ONU. Si c'est la seule affaire des Etats-Unis, avec des relents de pétrole et de politique intérieure américaine, ce ne sera pas bien ; c'est pour ça que tout est pervers,*

truqué dans cette affaire. Si une intervention armée doit avoir lieu, elle ne sera soutenue que si elle est décidée par l'ONU – rien sans l'ONU, tout pour l'ONU. »

L'ingérence ou la guerre humanitaire pour l'Irak

Certains intellectuels ont mobilisé le concept d'ingérence pour défendre la guerre. Jean-Henry Morin, chargé de cours au département de systèmes d'information et Louis de Saussure, chargé de cours au département de linguistique de l'université de Genève se déclarent contre la guerre préventive mais pour une guerre « *thérapeutique.* »[1] Ils regrettent que le droit d'ingérence ne soit pas un argument de justification et de légitimation nécessaire et suffisant au déclenchement des bombardements et le classe déjà parmi les « *traditions* » de la France. Pour « *faire prévaloir la Déclaration des droits de l'homme* », l'ONU doit accepter « *l'idée de l'ingérence militaire*. » Dans la même veine, l'académicien Jean d'Ormesson entend la formule « *droit d'ingérence* » dans un sens guerrier : « *Si le devoir d'ingérence a la moindre réalité, c'est bien envers l'Irak de Saddam Hussein qu'il devait s'exercer*. »[2] Le journaliste de *Arte* Michel Taubmann et le politologue Gérard Grunberg en appellent à une ingérence guerrière en Irak et font du « devoir d'ingérence » « *un des acquis de la gauche au pouvoir*. » Ils déplorent qu'aux déclarations publiques de Kouchner, « *les dirigeants socialistes n'ont opposé que le silence ou les railleries. Dégagés des responsabilités gouvernementales, ils semblent avoir renoué avec les vieux démons de leur culture d'opposition, notamment la complaisance envers l'extrême-gauche. Les deux grands traumatismes de l'histoire, 1914 et 1940, auraient dû pourtant les prémunir du pacifisme.* »[3] Dans un autre genre, Alain Boyer, professeur de philosophie morale et politique à l'université Paris IV, approuve aussi la guerre en Irak au nom du droit d'ingérence : « *Avant le développement de la notion de "devoir d'ingérence" par des gens aussi peu bellicistes que Bernard Kouchner, Grotius* [philosophe hollandais qui en 1625 affirmait que si la cause était douteuse, il fallait s'abstenir de faire une guerre] *considérait qu'il y avait des guerres justifiées par "humanité", dans le cas de tyrannies comme celle de Phalanis, célèbre dans l'Antiquité pour son plaisir à mettre des gens dans un taureau de bronze chauffé à blanc. La police de Saddam allait jusqu'à plonger des opposants dans de l'acide.* »[4] Le juriste Mario Bettati soutiendra les projets militaires américains au nom du Rwanda et du Kosovo. Le droit d'ingérence, pour lequel il a milité au côté de Kouchner, constitue une avancée du droit

[1] *Le Monde*, 20/03/2003. Texte publié dans les pages Débats du journal.
[2] *Le Figaro*, 24/04/2003.
[3] *Le Figaro*, 20/05/2003.
[4] *Le Figaro*, 7/08/2003.

international, un « *succès indéniable* » en dépit des « *ratés regrettables* »[1]. Ces quelques tribunes permettent de noter que l'ingérence dite humanitaire est bien comprise comme une façon de faire la guerre autrement.

En ces temps tourmentés, les analyses de Kouchner sont régulièrement convoquées. Lorsqu'il répond de nouveau à l'invitation du grand jury *RTL-Le Monde-LCI, le Monde* est là pour en rapporter les principaux tenants et aboutissants : « *la France est dans l'impasse*. ».[1] Pourquoi la France ? On penserait plutôt aux Etats-Unis désormais plongés dans ce que les journalistes allaient bientôt appeler le « bourbier » irakien, comparaison faite avec le Vietnam. « La France est dans l'impasse » parce qu'elle n'a pas suivi les Etats-Unis. Maintenant que les Etats-Unis se sont lancés dans la guerre sans l'ONU, il faut soutenir les forces du monde libre, avec ou sans l'ONU, explique-t-il.

La position de Kouchner est tellement ambiguë que les journalistes persistent à lui demander s'il est « *pour la guerre*. » Et la réponse réside toujours dans la dénégation : « *Je déteste la guerre que je connais mieux que personne, depuis quarante ans. La guerre est une très mauvaise solution. Mais il y a pire qu'une très mauvaise solution, c'est de laisser en place un dictateur qui massacre son peuple. Je souhaite qu'on puisse entendre le plus important protagoniste de cette crise, le premier menacé : le peuple irakien qui subit la dictature.* »

Rejoignant les thèses d'André Glucksmann, il estime que : « *Ce qui le fait rester* [Saddam Hussein] *et le conforte un peu, c'est notre division à nous les Occidentaux.* » « *La France a donc tort de s'opposer aux Etats-Unis ?* » s'enquièrent les journalistes. Kouchner reproche au gouvernement de Villepin de s'être saisi de son droit de veto à l'ONU. « *La première partie de la manœuvre diplomatique française était parfaite, qui consistait à faire revenir les Américains dans le cadre de l'ONU. Dans la seconde partie de ce bras de fer, beaucoup trop virile, le coude a dérapé. A un moment donné, on a brandi notre droit de veto. Je le regrette infiniment. C'est très dommageable*. »

L'indépendance politique vis-à-vis des Etats-Unis est lourde de danger : « *Nous avons accentué la fracture de l'Europe plutôt que de la cicatriser. Nous nous sommes attelés au pacifisme allemand, c'était une erreur. Nous avons brutalisé un peu les pays de l'est qui sortent de la dictature. C'était une deuxième erreur. Enfin nous avons ouvert une fracture grave avec les Etats-Unis. Voilà ce que je reproche au président de la République*. (…) *Le*

[1] *Le Figaro*, 7/04/2004.

rôle de la France, avant les autres, c'est de s'intéresser aux violations des droits de l'homme et de se battre contre les dictatures. »

Dans son bloc-note du 4 avril 2003, Ivan Rioufol, journaliste du *Figaro*, s'en prend à ces Français et ces journalistes dominés par les syndicalistes et ces politiques qui ne veulent pas de la guerre, signe à ses yeux d'une « *mansuétude pour un totalitarisme stalinien* » : « *Cette résignation face à la servitude témoigne, au minimum, d'un inquiétant laisser-aller de notre démocratie* », s'insurge-t-il. Dans son viseur, Jack Lang, Emmanuel Todd et Axelle Red, chanteuse belge. « *Le silence des "droits-de-l'hommistes", si bavards et donneurs de leçons, est d'ailleurs remarquable. Il est vrai que la recrudescence de l'antisémitisme, du racisme, du sexisme, de l'intégrisme, confirme l'inefficacité de leur discours dans les cités. Ils auront toujours privilégié l'excuse de la condition d'immigré, en négligeant de faire admettre aux populations nouvelles l'obligation d'observer les règles d'une nation démocratique et laïque. La gauche, très mobilisée lors des défilés des "antiguerre", défile avec ces adeptes d'un nouveau fascisme.* »

Pour Rioufol, le seul à avoir tout compris reste Bernard Kouchner. Et de le citer : « *Nous sommes contre les Britanniques et les Américains et nous nous trouvons aux côtés de M. Poutine, assassin du peuple tchétchène, et du gouvernement chinois*. »

Le Figaro du 22 septembre 2003 somme le président Jacques Chirac de se réconcilier avec Georges Bush, mais « *sans revenir sur ses positions*. » Dans cette perspective, plusieurs personnalités sont convoquées dont Kouchner qui, mal à l'aise avec la question, s'exprime par dénégation : « *Je n'ai pas voté Bush, je condamne l'idéologie aveugle de certains de ceux qui l'entourent mais je crois que la démocratie est attaquée par l'islam extrême et que nous sommes tous dans le même bain. J'attends beaucoup de l'intelligence politique et de la capacité d'invention de Chirac. Il doit faire un geste envers les Américains, leur tendre la main au lieu d'afficher une espèce de bougonnerie virile. S'il ne le fait pas, nous aurons une vraie responsabilité face à l'histoire.* »

Les attentats du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center et le pentagone ont relancé la production de discours sur les valeurs. « *Nous défendons les mêmes valeurs* », déclare ainsi Kouchner au *Figaro*[1] dans un long entretien. Kouchner s'exprime en tant qu'ancien représentant spécial des Nations Unies au Kosovo, c'est-à-dire en tant qu'expert, spécialiste des situations de guerre. D'où un vocabulaire approprié : « *Les Américains n'ont pas su préparer leur* peacemaking mission. » L'utilisation de l'anglais produit un effet spectaculaire, voire intimidant. Pour Kouchner, « *les libérateurs de l'Irak* » sont confrontés à

[1] *Le Monde*, 4/03/2003.

la « *jonction entre la guérilla des laïques et le djihad des intégristes de la nébuleuse terroriste internationale (...) Ces fanatismes apparemment disparates communient dans un même absolu, la terreur. Les Américains ne pâtissent pas tant en Irak d'un "enlisement" que de ce pur pouvoir de nuire, de cette joie mauvaise du "nihilisme" décrite par Glucksmann. Ils ont commis de multiples erreurs et n'ont pas dit la vérité, ce qui se paie toujours.* »[2]

La France a une part de responsabilité dans le nouveau visage chaotique de l'Irak : « *L'Irak post-Saddam est en train de payer le prix de cette précipitation* [des Etats-Unis]. *Il faut bien dire, à la décharge des Américains, que leur hâte à intervenir eût été moins marquée si, face à eux, ils n'avaient pas trouvé un pays la France qui, en brandissant l'arme du veto, les a forcés à accélérer le pas. Quoi qu'il en soit, on ne peut juger d'une telle mission en quatre mois : c'est beaucoup trop tôt !* »

Dans la même logique, Kouchner reproche aux « pacifistes » (les guillemets sont les siennes) d'avoir défendu Saddam Hussein « *jusqu'au dernier irakien*. » Une logique binaire, récurrente et caractéristique : « *Au sein du département d'Etat, je n'ai pas eu l'occasion d'observer cet hermétisme à la diversité culturelle, cette ignorance des réalités historiques et géographiques, cet oubli de l'altérité… Et puis, il y en a assez de ce discours qui sous couvert de célébrer l'Autre, le condamne subrepticement à la dictature et à la tyrannie. Dans les camps du "camp de la paix", on a trop entendu ces faux tiers-mondistes pour lesquels les peuples du Sud ne sont "reconnus" dans leur différence que s'ils demeurent assujettis à des autocrates.* » Kouchner condamne « *l'expulsion du tiers-monde hors des normes de la démocratie et des garanties des droits de l'homme* ». Mais qui sont ces antidémocrates ? « *Les tenants de la vieille "politique arabe" et les doctrinaires de l'ultragauche* ». Kouchner compare l'islamisme au nazisme. Soixante ans après ce dernier, l'islamisme « *rêve de détruire toutes les valeurs que nous avons reconstruites après le désastre*. » Aussi faut-il le « *regarder droit dans les yeux. Cesser de se payer de mots au sujet de* [ce] *fléau*. » Kouchner préconise d'« *entendre les appels au secours des tenants de l'islam des Lumières*. »

Le journaliste du *Figaro* fait une incise sur la situation en Palestine. Selon Kouchner, « *tout reste possible, en dépit de l'intégrisme* ». Au sujet du mur, illégal et condamné par l'ONU, érigé par le gouvernement israélien, il avance qu'il serait « *absurde* » de « *le faire passer en plein milieu du campus de l'université al-Qods !* »

---

[1] *Le Figaro*, 4/10/2003.

[2] Pour autant le soutien de la France doit rester indéfectible. Sur la question du devenir de l'Irak, Kouchner plaide encore pour une soumission de la France à la politique de Washington : « *Les Français ont exigé que la souveraineté soit restituée sans attendre au peuple irakien, quitte à ce que les responsabilités effectives soient transférées progressivement, d'ici au printemps prochain. Les Américains jugent ce calendrier trop précipité. Il est temps, à mon sens, que la France mette de l'eau dans son vin. Et accepte, pour finir, la constitution fédérale avec un gouvernement central. Ce serait la meilleure aide que nous pourrions apporter aux Américains et à nous-mêmes.* »

En guise de conclusion, Kouchner rappelle que cependant qu'il « *injecte dans la politique de nos pays une nouvelle méthode, l'humanisme, pour gérer les crises internationales* », il est « *parfois saisi de perplexité face à des compatriotes qui acclament les manifestations altermondialistes, font la course au refus et rejettent le progrès. Jamais les renoncements poujadistes ne nous donneront les moyens de défendre les valeurs humanistes* ». Et de proposer dans la foulée de soigner le sida dans le tiers monde. « *C'est pourquoi je prône indéfectiblement un certain romantisme en politique. Le meilleur des contre-feux à cette tentation du renfermement qui, en France comme chez nos voisins, est en train de gagner du terrain ! Vive l'aventure et le risque en politique !* »

Les « néoconservateurs » lanceront leur revue *Le Meilleur des mondes*. D'aucuns, à l'instar de *Libération*, la surnommeront la voie de l'Amérique. Cette revue est l'expression éditoriale de l'espace de discussion dit du Cercle de l'oratoire[1], fondé en 2001, après les attentats du 11 septembre. Son acte inaugural consista à soutenir la guerre américaine contre l'Afghanistan. Ses membres, d'origine hétéroclite, se rassemblent autour de la critique de l'« antiaméricanisme ». La première livraison, qui bénéficiera d'une large couverture médiatique, accueille les interventions d'intellectuels installés : Monique Canto-Sperber, André Glucksmann, Pierre-André Taguieff, Pascal Bruckner, Olivier Rolin, Stéphane Courtois, Max Lagarrigue, Jacky Mamou, Thérèse Delpech, Antoine Basbous, Bruno Tertrais et Bernard Kouchner. La revue cherche à s'afficher parmi les acteurs des luttes sociales avec deux entretiens avec Bronislaw Geremek, l'un des fondateurs du syndicat polonais Solidarnosc et Vaclav Havel que l'historiographie présente comme l'un de ses héros. Comme au temps de la guerre froide, la revue dit s'inscrire dans l'héritage du mouvement « antitotalitaire ». Le totalitarisme ici visé se présentant cette fois sous les traits monstrueux de l'islamisme. Le spectre d'une nouvelle guerre mondiale, chaude cette fois, s'abat sur le monde libre.

Le Meilleur des mondes possibles, « le seul qui soit »

La revue trimestrielle *Le Meilleur des mondes*[2] a été créée en 2006. Elle est dirigée par Michel Taubmann, journaliste de la chaîne de télévision publique franco-allemande *Arte*. La revue matérialise les analyses d'un groupe d'intellectuels réunis après les attentats du 11 septembre 2001 contre le World trade center et le Pentagone dans le « Cercle de l'oratoire ».

[1] En référence au temple protestant du même nom, sis à Paris, siège du club. La pasteure de ce temple, Florence Taubman, est la femme du journaliste Michel Taubman. Le couple a fondé le Cercle.
[2] Paris : éditions Denoël.

Les médias de masse ont annoncé le lancement de la revue de même qu'ils ont relayé son combat. *Le Monde* du 8 novembre 2001 publie leur pétition en faveur de la guerre en Afghanistan intitulée « *Cette guerre est la nôtre* », dans la droite ligne idéologique du « *Nous sommes tous Américains* » de Jean-Marie Colombani, ancien directeur du journal. Dans *le Figaro* du 4 mars 2003, une autre pétition, « *Avec Washington et Londres, pour le soutien du peuple irakien* », approuve la guerre en Irak. Dans le texte, un invariant rhétorique : les pacifistes soutiennent de facto la « *tyrannie sanglante* » de Saddam Hussein. « *La liberté et la démocratie ne doivent pas être un luxe réservé aux pays occidentaux. Le peuple d'Irak y a droit lui aussi, comme tous les autres peuples de la région. Nous sommes à ses côtés dans l'attente d'une capitulation sans condition de la dictature qui l'opprime depuis plus de trente ans*. »

Le premier éditorial de la revue donne les raisons de son existence. La première évoque la « crise » consécutive aux résultats du premier tour de l'élection présidentielle de 2002 « *où la pensée lepéniste et gauchiste du premier tour a abouti au spectacle tragiquement ridicule d'un président réélu avec plus de 80% des suffrages, un score jusque là inédit dans une démocratie moderne.* »[1] La dégénérescence de l'esprit français s'est confirmé lors des premières éventualités de guerre américaine en Irak. « *Loin de tenir le rôle d'un allié exigeant mais loyal qui aurait contrebalancé l'unilatéralisme de Georges W. Bush, la France, gauche et droite confondues, s'est alors abandonnée à ses vieux démons qui l'amènent, depuis longtemps, à se défier de tout changement dès lors qu'il s'accompagne d'une extension de l'influence des Etats-Unis ou de celle de l'économie de marché.* » Pire que cela, « *l'ivresse antiaméricaine culmina lors des manifestations pacifistes de février-mars 2003. Dans un climat de judéophobie sans précédent depuis la deuxième guerre mondiale, et alors que l'islamisme militant bénéficiait d'une certaine mansuétude, on vit des cortèges où des Juifs étaient agressés tandis que des militants d'extrême-gauche brûlaient des drapeaux israéliens et américains aux côtés d'islamistes exhibant, eux, des portraits de Saddam Hussein.* » Cet inventaire liste les ennemis des membres de la revue qui tous combattent, à les suivre, le « monde libre. »

Le Meilleur des mondes rassemble « *journalistes, écrivains, philosophes, chercheurs ou militants des droits de l'homme* », un groupe d'intellectuels d'origine diverse et variée mais qui converge autour des mêmes mots d'ordre. Militant de la doctrine de la fin des idéologies, la revue range sous la même étiquette d'archaïsme toute espèce d'altérité intellectuelle. « *Lors de nouvelles appellations, altermondialisme d'un côté, souverainisme de l'autre, les cadavres des vieilles idéologies, nationaliste et communiste continuent d'entretenir de faux clivages. Le libéralisme reste la bête noire responsable de tous les maux*

[1] http://www.denoel.fr/Denoel/collections/meilleur.jsp. Consulté le 27/01/2007.

de la planète. » Ces postures sont énoncées sous le sceau de l'indépendance intellectuelle. Le nom de la revue se veut un hommage à Aldous Huxley, célèbre auteur du roman d'anticipation, *Le Meilleur des mondes*. Publié en 1932, il y dénonce un totalitarisme supranational. La revue « *antiutopique* » se dit contre « *tous les meilleurs des mondes imposés* », à l'écoute du « *meilleur des mondes possibles – le seul qui soit*. » Simultanément, la revue veut offrir une « *autre vision du monde* » quitte à risquer, à l'instar des Aldous Huxley et des Georges Orwell, « *l'anathème des bien pensants*. »[1]

Ce milieu intellectuel est celui dans lequel baigne Bernard Kouchner. Il a d'ailleurs participé au premier numéro via un entretien qui a, précisément parce que premier, bénéficié d'une large couverture médiatique[2]. Pour autant, il n'a pas rejoint son comité éditorial qui compte Olivier Rubistein, directeur de la publication et des éditions Denoël, Mohammed Abdi, secrétaire de l'association Ni putes ni soumises, Nicole Bacharan, médiatiquement présentée comme une experte des Etats-Unis, Antoine Basbous, directeur de l'Observatoire des pays arabes, expert du Moyen Orient, Stéphane Courtois, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique, « *historien du communisme* », Susanna Dörhage, journaliste à *Arte*, Cecilia Gabizon, journaliste au *Figaro*, Romain Goupil, cinéaste, Raphaël Glucksmann, documentariste, Max Laguarrigue, historien et journaliste, Jacky Mamou, ancien président de Médecins sans frontières, Pirre Rigoulot, philosophe et directeur de l'Institut d'histoire sociale, Olivier Rolin, écrivain, Pierre-André Taguieff, historien.

Les collaborateurs proviennent de tous les horizons. Ont déjà signé des articles ou répondu à des entretiens : Nicolas Sarkozy, Julien Dray, Corinne Lepage. La revue ouvre ses colonnes à des personnalités politiques variées. En effet, derrière cet apparent éclectisme, cette impression d'ouverture, une seule ligne éditoriale : la défense inconditionnelle de la

[1] http://www.lemeilleurdesmondes.org/qui.htm. Consulté le 29/06/2007.

[2] En une du premier numéro, Bernard Kouchner : « *Rejeter en bloc le libéralisme, c'est assurer son triomphe*. » L'entretien de quatorze pages est mené par Michel Taubman qui écrit en introduction : « *En 2003, Bernard Kouchner n'a pas hésité à soutenir l'intervention américaine en Irak, à rebours de son propre camp et de l'opinion publique* (…) *Retour sur l'Irak, le droit d'ingérence, l'ex-Yougoslavie, la Constitution européenne, le libéralisme, ou comment bousculer les idées reçues*. » Les réponses s'étalent parfois sur deux pages. Mais il n'y dit rien que ce qu'il a déclaré jusque là. Il revient sur le bilan criminel de Saddam Hussein, ses opérations humanitaires dans la région, ses conversations avec Colin Powell. Il rappelle que Hussein était l'ami de la France, que la première guerre contre l'Irak était motivée par l'appât du pétrole. Il explique que la « *complaisance historique* » envers le dirigeant irakien a observé une inflexion dans les gouvernements auxquels il a participés. Il raconte « *la découverte des autres au péril de ses propres certitudes* » : « *l'écoute indispensable des peuples opprimés a été le fondement même de mon militantisme*. » Il se présente en fondateur de MSF et lauréat du prix Nobel. Il reprend sa critique de la gauche : « *Pourquoi la gauche ne lutte-t-elle pas toujours contre la torture et les assassinats ? Contre toutes les dictatures ? Ces principes ont-ils été sacrifiés sous l'autel de l'antiaméricanisme ?* » Kouchner déclare qu'il est libéral dans son acception américaine, c'est-à-dire politique. Il n'est pas favorable au « *tout au marché* » : « *Je crois à la régulation par les Etats et demain par une forme de pouvoir mondial.* » En attendant, il aspire à une social-démocratie à la française. Il affirme que le droit d'ingérence est de gauche mais qu'il l'a pourtant imposé avec des personnes que des gens de gauche auraient qualifié de droite. Il estime que le clivage droite-gauche n'est « *pas toujours* » pertinent, le qualifiant de

politique étrangère américaine et de la mondialisation du libéralisme économique, la critique des « mythes de la gauche », l'américanophobie, l'antisémitisme.

Libération[1] a consacré un article de deux pages aux « *meilleurs amis de l'Amérique*. » En guise de chapô, une citation d'André Sénik, ancienne figure de l'Union des étudiants communistes : « *Etre antiaméricain, c'est être antilibéral. C'est le même refus de la liberté que le nazisme ou le communisme*. » L'article précise que Kouchner est, depuis 2001, régulièrement invité à débattre, de même que Nicolas Baverez, Fadela Amara. Michel Taubman et son épouse, la pasteure du temple de l'oratoire, se sont dits indignés par les manifestations de mars 2003 contre la guerre en Irak. Michel Taubman : « *Moi, je m'inquièterais de vivre dans un monde où l'Amérique serait affaiblie (...) Notre point commun avec les néo-conservateurs c'est d'avoir le même ennemi : l'islamisme radical* » ; Stéphane Courtois, qui a dirigé *Le livre noir du communisme* : « *Il peut être désagréable de penser que les Etats-Unis sont extrêmement puissants, mais c'est la réalité. Nous sommes actuellement dans une guerre mondiale et, vu l'état de l'armée française, la France pourrait avoir besoin d'eux un jour pour se défendre. Dans la vie, il ne faut pas se tromper d'ennemi (...) Nous sommes repartis pour un nouveau tour de totalitarisme, à la suite du nazisme et du communisme* » ; André Sénik : « *L'islamisme est la troisième tentative de détruire la liberté individuelle.* »

D'après l'article, ces hommes d'expérience parlent en connaissance de cause : Sénik et Courtois, communistes repentis, dénoncent depuis trois décades les crimes du stalinisme. Glucksmann, maoïste repenti, a connu ses premières heures de gloire avec l'épisode des boat people vietnamiens et la réconciliation entre Jean-Paul Sartre et Raymond Aron à laquelle il a participée, Taubman, trotskiste repenti, a « toujours » dénoncé le goulag. Si l'article ne commente pas la thèse oratorienne : être contre les Américains, c'est être avec les « terroristes », il reconnaît que la question essentielle n'y est pas la réalité du monde musulman ou celle de l'Amérique, mais plutôt la situation française : « *Au rayon de leurs ennemis, les "oratoriens" glissent facilement de l'islamisme à "l'islamo-gauchisme", puis au gauchisme tout court (...) Même la vénérable Fédération protestante de France serait infiltrée : "Les pasteurs ne sont pas gauchistes, mais ils sont imprégnés d'une pensée gauchiste", assure Florence Taubman.* »

Quant à Kouchner, il en vient à qualifier de « *grand péché politique* » le fait que l'ONU n'ait pas désarmé totalement les « *milices* » libanaises. Ainsi, si pendant l'été 2006, il

réducteur. Les enjeux étant désormais globaux tels l'écologie ou encore le chômage. Leur résolution ne passe pas par des cadres de pensée classiques. Il se dit attaché aux services publics et à la sécurité sociale.

[1] *Libération*, 9/05/2006.

soutient une nouvelle guerre, celle lancée par le gouvernement israélien contre le Liban, soutenue par les Etats-Unis, la faute en revient à l'ONU. *Le Nouvel observateur*[1] rapporte une partie des propos qu'il a tenus sur *France Inter* : non seulement le Hezbollah n'a pas été désarmé mais il s'est militairement renforcé. Il reprend ici mot pour mot le discours de justification israélien : « *Et qui lui fournit son armement ? Probablement l'Iran et la Syrie, deux Etats dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'ils ne sont pas démocratiques.* »

A l'occasion de cette guerre, Kouchner fera le tour des rédactions de presse écrite et télévisuelle et ses propos seront repris en boucle. Sur *RTL*, il attaque la Syrie et l'Iran qui désormais font partie de « l'axe du mal » défini par Washington : « *Il y a une stratégie de tension à laquelle à mon avis il faut répondre à la fois par la recherche forcenée de la paix, mais également par la défense forcenée des habitants d'Israël.* » D'un point de vue discursif, Kouchner sème le doute et se veut partout, dans tous les camps à la fois.

D'aucuns interprètent cette ubiquité comme un gage d'indépendance. Il ne s'agit pas d'ubiquité mais de sagesse : Kouchner se situe au juste milieu.

2-3 Une critique de la gauche

De produit journalistique, la critique de la gauche s'est transfigurée en second révélateur du conservatisme de Bernard Kouchner.

L'un de ses combats historiques, outre l'humanitaire, consiste à imposer une nouvelle définition de la gauche, avec de nouvelles normes, de nouvelles pratiques, une nouvelle idéologie, une gauche qui ne serait pas tant de gauche (un terme historiquement marqué : révolution, lutte de classes, héritage marxiste, etc.) que progressiste (paradigme de la fin des clivages, de l'intérêt général, etc.) Le modèle est ici anglo-saxon.

La critique perpétuelle de la gauche se veut signe de lucidité. Le parti socialiste perd le pouvoir après les élections présidentielles de mai 2002 puis des législatives. Lionel Jospin n'a pas même passé le deuxième tour. Jean-Marie Le Pen lui a ravi la vedette contre toute attente. Kouchner qui a toujours critiqué son parti est rappelé en expert. A ses yeux, ce qui vient de se produire prouve jusqu'à quel point le PS court à sa perte s'il refuse de se muer en social-démocratie. Le PS paie son manque de courage à entrer dans la modernité de ce monde « qui change. » Le premier parti de gauche de France avait pourtant accompli de gros efforts. En

[1] *Le Nouvel observateur*, 21/07/2006.

effet, sous le gouvernement de Lionel Jospin, les socialistes ont plus privatisé que n'importe quel autre gouvernement de droite comme de gauche avant eux. De même, la déréglementation financière votée en 1986 est l'ouvrage d'un autre socialiste Pierre Bérégovoy. Cette date correspond à la financiarisation de l'économie, c'est-à-dire au franchissement d'une étape supplémentaire dans l'exercice d'un capitalisme ultra-libéral mondialisé. Pourtant, le PS ploie sous les reproches relatifs à son incapacité d'adaptation, à son archaïsme.

Kouchner conspue l'immobilisme du PS. Il rappelle dans le même temps que le gouvernement Jospin avait réduit le chômage mais « *les citoyens n'acceptent plus qu'on leur impose des décisions sans les discuter avec eux, à temps. Ils ne supportent plus les raisonnements technocratiques, fussent-ils de gauche* »[1], le journaliste achève cette citation par un « *constate-t-il.* » L'analyse est donc objective, indiscutable. Seconde raison donnée par Kouchner : la gauche a « *manqué une cible essentielle : les jeunes. En quête d'aventure et de rêves, recherchant des activités qui les portent plus haut que leurs quotidiens, ils ont été déçus au point de ne plus s'intéresser à la politique. Et pourtant, chaque soubresaut du monde les trouvait attentifs, concernés.* » Et troisième raison, « *l'abstention ne peut s'expliquer par le soleil ou les week end de RTT, il s'agissait aussi d'un désintérêt pour des propositions en forme de catalogue, modifiées, incompréhensibles, sans unité.* » Pour se montrer « crédible », la gauche doit se « *moderniser*. »

L'analyse de Kouchner est reprise par *le Monde*[2] qui en publie à son tour quelques extraits : « *Kouchner appelle la gauche à "faire un travail sur elle-même*", annonce le titre. « *N'avons-nous pas donné, à notre corps défendant, l'impression que nous n'aimions pas les gens ?* », se demande un Kouchner déplorant un « *mal profond* ». La gauche doit changer ses « *pratiques plutôt que* [ses] *structures* » et « *inventer une participation permanente des citoyens*. » Il estime qu'« *aucune réforme d'ampleur ne peut s'imposer sans la participation des citoyens.* » Il prend ici pour exemple celle des trente-cinq heures « *apparue comme imposée du sommet*. » Plus tard, il se souviendra que cette réforme de réduction du temps de travail donna lieu à de fructueux débats. Au final, les trente-cinq heures ont pénalisé « *cruellement des réalisations incontestables comme l'allocation personnalisée d'autonomie ou la couverture maladie universelle*. »

Un entretien accordé au *Figaro* sera aussi repris en boucle. *Le Nouvel observateur*[3] en retiendra que Kouchner critique la « *méthode politique dépassée* » du gouvernement Jospin. Il plaide pour « *moins de technocratie* » et « *plus d'ouverture*. »

[1] *Le Nouvel observateur*, 18/06/2002.
[2] *Le Monde*, 19/06/2002.
[3] *Le Nouvel observateur*, 30/08/2002.

Mais, il n'est pas systématiquement en porte-à-faux avec son camp, quitte à se contredire : « *Jamais un Premier ministre n'est sorti battu avec une telle popularité et le bilan était tout à fait fameux.* » La cause de la défaite est peut-être ailleurs. Kouchner se répétera beaucoup sur la nécessité de l'écoute, de l'implication, la responsabilisation des « gens » qui en veulent à la gauche d'avoir *« fait leur bonheur malgré eux*. » Etre trop à gauche n'est pas exempt d'effets pervers. Il s'effraie à l'idée d'un parti « *toujours plus à gauche* » : « *On doit gouverner pour la France. On a fait tellement de mesures sociales que personne ne s'y retrouve. On perd toujours la course à l'échalote à gauche car on trouve toujours plus gauchiste que soi*. » Kouchner souhaite « *à terme* » l'avènement d'un grand parti de gauche : « *Oui, les pays modernes s'articuleront certainement autour de deux blocs. Mais les traditions sont lourdes en France*. » *Le Monde*[1] reprendra exactement les mêmes extraits et produira donc le même article.

Dans la foulée de la défaite de la gauche aux élections présidentielles, les articles sur les clubs de réflexion de gauche vont refaire florès. Jeudi 7 novembre 2002, Michel Charzat, député de Paris, maire du vingtième arrondissement de la capitale lance le Paris citoyen. Kouchner qui a quant à lui « réactivé » Réunir y participe en tant qu'intervenant. Charzat déclare au *Monde* : « *La gauche doit repenser son logiciel politique et moral. Si elle n'est pas irriguée, c'est la droite qui va récupérer les intellectuels. Elle nous pique déjà les idées. Si elle prend notre fonds de commerce, alors il n'y aura plus d'autre alternance qu'entre la droite et l'extrême droite.* »[2] Charzat rejoint Kouchner au moment d'estimer que le gouvernement de Lionel Jospin est allé trop loin à gauche : « *La politique sociale qui a été menée a renforcé le sentiment que chacun doit recevoir quelque chose sans qu'il y ait de devoirs.* »

Libération[3] range d'ailleurs Laurent Fabius, Dominique Strauss-Kahn et Bernard Kouchner parmi l'« aile droite » du parti socialiste : « *On se presse à la droite du PS. Qu'elle s'autoproclame "moderne" ou que ses détracteurs la qualifient de "libérale", cette aile est devenue le dernier endroit à la mode de la galaxie socialiste*. »

Au congrès de Dijon de mai 2003, Kouchner intervient sur le thème : la gauche n'a pas le monopole du cœur, pour paraphraser Jacques Chirac s'adressant à François Mitterrand lors du débat télévisé pour l'élection présidentielle de 1988 : « *Je m'efforce d'écrire une contribution personnelle qui sera axée sur la solidarité, le partage et sur la question qu'il y*

[1] *Le Monde*, 31/08/2002.
[2] *Le Monde*, 6/11/2002.
[3] *Libération*, 8/11/2002.

aurait entre une gauche généreuse et une droite qui le serait moins. »[1] Kouchner aimerait « *aussi que l'on s'intéresse beaucoup plus à l'Europe, aux difficultés chez nous et à la jeunesse et au monde.* » Il faut « *que la France donne l'exemple et que l'on revienne aux droits de l'homme*. » Il revient sur son « *service civique ou humanitaire obligatoire* » pour tous les Français afin que chacun puisse « *être citoyen en participant à la vie de la nation*. »

Des intellectuels organiques vont indiquer à la gauche de gouvernement la marche à suivre. Par souci d'efficacité, sept groupes de pression vont s'unir en « interclub. » Convictions, Réunir, Gauche moderne, Vouloir la république, Témoins-Cahiers démocrates, Condorcet-Paris, Actes & paroles vont ainsi axer leurs interpellations auprès du PS sur « *l'Europe face à la nouvelle donne internationale* », « *le devenir du capitalisme* » et « *une vision de l'homme pour le socialisme*. » Kouchner donne l'exemple : « *Si nous parlons maintenant, c'est pour manifester notre existence à la direction du PS. Pour lui montrer qu'entre clubs, nous avons un peu de joie à nous parler, que nos différences ne sont pas des freins. J'ai lu les motions pour le congrès de Dijon. Franchement, ce n'est pas folichon. Je sais que ce n'est pas dans le parti qu'on parle des choses importantes. Malheureusement, je suis presque certain que le 11 septembre et ses conséquences, l'Irak, la place de l'Europe, etc. seront absents des débats. Alors, je dis aux dirigeants des partis : écoutez les clubs, écoutez la société civile.* »[2]

Leur fusion sera officialisée le 3 juillet 2003 par Jean-Baptiste de Foucauld, ancien conseiller de Jacques Delors, ancien commissaire au Plan et soutien de la réforme des retraites.

L'édition 2003 du congrès du parti socialiste aurait, aux dires des commentateurs médiatiques, marqué un « *virage à gauche* »[3]. Son secrétaire général, François Hollande promit en effet l'abrogation de la loi Fillon sur les retraites par exemple. D'où ce mouvement de panique au sein des groupes de pression du PS qui se sont aperçus de leur impact apparemment inexistant sur les positions de la direction du parti. Les considérations de Kouchner se sont retrouvées sur toutes les unes : « *J'ai l'impression que nous sommes du côté de l'immobilisme.* »[4] Un mois plus tard, il en appelle à en « *finir avec le mythe marxiste*. » L'idée d'une « *dérive gauchiste* » provoque son lot de réactions tératologiques. Il s'en émeut dans les médias : « *La motion de François Hollande me semblait la plus intéressante et la plus porteuse et j'ai voté pour elle. Mais ensuite le PS a glissé de plus en plus à gauche.* » Kouchner a aussi déploré l'ovation faite à Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT lors

[1] *Le Monde*, 14/01/2003.
[2] *Libération*, 9/05/2003.
[3] *Le Figaro*, 20/05/2003.
[4] *Ibid*.

du congrès, en plein mouvement social contre la première étape du projet de réforme des retraites : « *Il faut dire une fois pour toutes que nous sommes des sociaux-démocrates, voire des sociaux-libéraux.* »

« *Le dérapage vers l'extrême ne durera pas* », Kouchner se veut plus rassurant pour les lecteurs du *Figaro*[1]. « *La cause du gauchisme* » n'est pas une issue plausible. La gauche doit « *inventer une mondialisation féconde*. » Ne pas contester mais améliorer le système. « *J'ai été assez accusé de "gauchisme" pour en connaître les légitimités, les générosités et les pièges. La "tentation gauchiste", j'en approuve les aspirations, pas toutes les solutions. En ce moment, elle me paraît au mieux une réponse embarrassée aux exigences du moment, et le plus souvent une dangereuse fuite en avant. Pas d'issue dans la course au gauchisme. La recherche de solutions aux troubles de la France, vieux pays riche, inégal et agité, me paraît mériter plus d'écoute et de pédagogie. Ne devrions-nous pas, en permanence, nous mesurer aux expériences des autres Européens et aux problèmes du monde ? Nous devons rêver à une société plus accueillante et plus juste, mais nos exigences doivent aussi tenir compte du réel*. »

Le journaliste du *Figaro* revient sur la réforme des retraites que Kouchner a soutenue contre son parti. Celui-ci maintient qu'il aurait préféré que la gauche approuve le texte « *même et surtout s'il était imparfait*. » La réforme, en dépit d'un mouvement social important, ayant été votée, « *il faut maintenant réformer la sécurité sociale* », s'impatiente-t-il. Et à ce propos, il dit craindre « *le pire* » « *à voir les premiers textes sur la question signés de certains de mes amis*. »

Le journaliste, qui est sur la même longueur d'ondes que son interlocuteur : « *Pourquoi la gauche est-elle la mauvaise élève de l'Europe ?* » Kouchner : « *Contrairement à l'Allemagne, à la Hollande, à la Suède et à d'autres pays européens, les grands sujets d'intérêt national provoquent chez nous la désunion. La triste spécialité française, c'est de sécréter de la haine sociale. Nous tentons rarement de prévenir les crises et, au dernier moment, le même scénario se déroule : manifestations, blocages, heurts, prise d'une partie de la population en otage. J'ai longtemps été persuadé que ces méthodes représentaient à la fois une spécificité et le succès de notre méthode sociale. Je ne le pense plus. Le monde a changé, inventons une autre manière de nous parler. C'est là où "la deuxième gauche" revigorée retrouvera son utilité.* » Le propos paraît ambigu. Kouchner en a-t-il contre ceux qui usent de leur droit de grève ou contre les politiques qui ne savent pas communiquer. S'il y a « haine sociale », qui l'attise ? On ne sait plus de qui parle Kouchner.

[1] *Le Figaro*, 7/07/2003.

Il s'en prend ensuite à l'« extrême gauche » au sujet de laquelle il considère qu'elle n'appartient pas à la gauche. Il utilise un argument de définition tautologique : seule la gauche est de gauche. « *Le dérapage vers l'extrême ne durera pas. La gauche est indispensable. Elle a la charge d'inventer une mondialisation féconde. Pour y parvenir, elle doit se redéfinir elle-même. On applique une méthode traditionnelle : rassembler les siens puis se recentrer. A-t-on vraiment besoin de cette période de cécité ? Je suis sûr que le discours de vérité serait préférable.* »

Puis, il poursuit sur l'idée qu'en imaginant une autre façon de faire de la politique, la gauche ment. « *Il faut se conduire dans l'opposition comme si demain on retournait au pouvoir. Et agir au pouvoir comme si on était encore dans l'opposition. Le discours du mensonge en politique n'est pas indispensable. Ce n'est qu'une survivance de mauvaises pratiques. Les Français sont informés et intelligents. Ils rient des subterfuges trop évidents des hommes politiques. A-t-on vraiment besoin de ces faux semblants ?* »

Quelques lignes plus haut, Kouchner proposait de revigorer la deuxième gauche. Plus loin, il estime que l'étiquette ne convient plus : « *La gauche utopiste et réformiste à la fois, obstinée et ouverte, celle qui fut brocardée en France et applaudie dans les pays de l'Europe du Nord, me semble plus indispensable que jamais. Deuxième gauche ? Ces appellations, contrôlées ou non, me semblent étouffantes. En France on attache plus d'importance aux mots qu'aux actes ! Me voici donc étiqueté ! En toute modestie, ce "néoprogressisme" n'a rien d'une nouveauté. Je suis né à la politique dans le combat pour la libération des peuples du tiers-monde, comme on disait en ce temps-là. Maintenant on parle de "pays en développement". Même si on a progressé, il s'agit de la même lutte : celle qui tend à améliorer le sort des plus défavorisés. En France, en Europe, ailleurs… Parlons en France de l'intérêt national et écoutons les propositions qui sont faites, dans le monde entier, pour une globalisation positive. Il en va ainsi de l'énorme chantier d'une assurance-maladie mondiale, sur lequel je travaille au sein de Malades sans frontières* ». Kouchner cherche à concilier rhétoriquement l'inconciliable, l'adaptation au monde tel qu'il va et l'utopie, la soumission aux règles du jeu capitaliste et le progrès social. Et ce discours de renoncement s'achève par une proposition de mesure progressiste, une « assurance-maladie mondiale ». Cette référence à un progrès social à venir, donc encore possible, remet à plus tard, dans un avenir incertain et indéfini, la promesse de justice.

Le journaliste du *Figaro* va mener le médecin humanitaire sur le terrain de la critique de la gauche et de sa position face à la guerre en Irak, et donc face aux Etats-Unis. Comme souvent, la réponse résidera dans la question : « *Depuis le 11 septembre, c'est la vision de la politique étrangère qui a redistribué les cartes idéologiques. Dans l'affaire de l'Irak, le PS devait-il se mettre à la remorque de la "gauche de gauche", pour laquelle il n'y a que deux*

camps : celui des "impérialistes" et celui des "damnés de la terre ?" » Kouchner tout autant usager de ce type de dichotomie : « *On a sous-estimé le désarroi américain après les attentats du 11 septembre. J'ai dit ma désapprobation de notre politique étrangère devant les erreurs américaines. Brandir le veto entraînait l'échec. La vraie défaite fut celle des droits de l'homme qui, tant du côté français que du côté américain, n'apparurent jamais dans le débat. Aujourd'hui le monde est meilleur sans Saddam Hussein à la tête de l'Irak : un dictateur, un assassin de moins au pouvoir. Il faut absolument, tous ensemble, réussir la démocratisation de l'Irak. Et, pour cela, élargir le mandat de l'ONU. Que la France, aussi, participe au processus de paix, et à la reconstruction. Il convient d'envoyer des spécialistes de ces missions, des civils et pas seulement des militaires. Il faut que les Chiites, majoritaires, exercent une partie du pouvoir, démocratiquement bien sûr, et c'est toute la difficulté. Un échec en Irak serait une catastrophe. Pas seulement pour les Américains. Pour nous également.* »

Le parti socialiste est travaillé sur sa droite par Bernard Kouchner, Michel Rocard, Dominique Strauss-Kahn ou Manuel Valls et sur sa gauche par Jean-Luc Mélenchon[1]. Dans cette lutte idéologique, *le Figaro* reste un journal ami pour les premiers qui décrit des « *dirigeants socialistes* [qui] *peinent à fixer une ligne de conduite face à l'animosité des associations militantes et à la montée en puissance des amis de José Bové* », lorsque Bernard Kouchner, « *auréolé de son passé de médecin au service des causes humanitaires, et à l'origine de la très altermondialiste proposition de créer une "sécurité sociale mondiale"* »[2], s'exprime sur la mondialisation et apparaît lui autrement plus crédible que n'importe quel hiérarque de la Rue de Solférino. Kouchner « *n'hésite pas à accuser José Bové de formuler certaines réponses parfois démagogiques, souvent trop faciles à des questions justes.* » Procéder par dénégation est une tactique qui permet de masquer ses cartes, ou à tout le moins d'atténuer les angles lorsqu'il s'agit d'assumer des positions difficilement défendables ou des comparaisons inavouables : « *Je ne comparerais pas José Bové à l'extrême-droite, mais il y a des dérives populistes, poujadistes, dangereuses* », déclarera-t-il sur *Europe 1*.

Puis, *Le Figaro* titre : « *L'ancien ministre de la santé a dit "adhérer au combat" de José Bové "quand il pose le combat de la faim dans le monde".* »[3] L'article cite Kouchner : « *Mais croire que c'est l'OMC, l'Organisation mondiale du commerce, qui est la cause de tout ça, c'est non seulement démagogique, mais c'est faux, c'est mensonger*. » En cet été caniculaire, le populaire « *french doctor* », personnalité socialiste la plus appréciée « des

[1] Avant qu'il ne quitte le PS pour fonder le Parti de gauche après la défaite de la candidate du parti socialiste, Ségolène Royal, aux élections présidentielles de 2007.
[2] *Le Figaro*, 12/08/2003.
[3] *Ibid*.

Français », est en train de faire passer François Hollande pour « *un simple robinet d'eau tiède* », écrit le journaliste du *Figaro*.

L'association ATTAC pose aussi les bonnes questions sans se montrer capable d'y apporter les réponses adéquates. « *Les questions posées par Attac sont essentielles, mais il n'y répond pas. Sur les OGM, par exemple, on s'indigne et on "véhémente", mais on ne parle jamais des résultats des études scientifiques menées sur le sujet.* »[1]

A l'université d'été du parti socialiste, Kouchner perd patience : le gauchisme « *est une fermeture, une certitude dangereuse, un oubli pervers de la réalité.* »[2]

L'été 2003 sera aussi celui du rassemblement du Larzac qui a accueilli plus de 250 000 personnes mobilisées contre le capitalisme libéral. Les médias en ont profité pour confronter le camp de José Bové, que Kouchner surnomme « *le justicier des causes perdues* » au camp de la gauche « réaliste ». Denis Jeambar reprend les déclarations de Kouchner dans son éditorial : « *Si ce rassemblement du Larzac prouve qu'il y a un appétit d'utopie, certaines réponses apportées à des questions justes sont dangereusement populistes.* »[3]

Kouchner accorde un long entretien à *Libération* : « *Bernard Kouchner exhorte ses camarades à "ne pas dire n'importe quoi".* »[4] Le maître mot de cet échange : adaptation. Ici, Kouchner n'est plus un « néoprogressite » mais désormais un « social-mondialiste » : « *Le monde où nous vivons a absolument besoin des idées social-démocrates, ou social-libérales, ou encore social-mondialistes, bref d'une pensée socialiste adaptée à l'époque. Moi, je préfère la dernière étiquette, encore faut-il lui donner un contenu. La ligne du PS est encore incertaine, et sa stratégie peu lisible. Ce flottement est inévitable : nous avons perdu le pouvoir avec fracas et le monde évolue à toute allure. Nous devons inventer ou revoir utopies et projets : je suis confiant, le discours du PS se précise.* »

Ici, Kouchner tolère l'altérité : « *Les heurts des idées et des hommes au sein de la gauche et à l'intérieur du PS sont non seulement inévitables, mais nécessaires et féconds. Même si l'effet en est parfois désagréable. Attention à ne pas dire n'importe quoi sous prétexte que nous sommes l'opposition. Cela vaut pour moi aussi. Il faut rassembler les nôtres ; mais pour devenir une alternative crédible, nous ne devons pas oublier qu'on ne gouverne pas pour un groupe de Français, mais pour tous les Français. Retrouvons la méthode de Michel Rocard et de Jacques Delors : gouverner comme si nous n'étions pas loin*

[1] *Le Figaro*, 20/08/2003.
[2] *Libération*, 29/08/2003, repris par *le Figaro*, 30/08/2003, etc. Dans *le Nouvel observateur* du 29/08/2003, il décrit la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) comme la « *mauvaise conscience de la gauche*. »
[3] *L'Express*, 14/08/2003.
[4] *Libération*, 29/08/2003.

de l'opposition et s'opposer sans oublier que nous aurions à gouverner. Je ne me lasserai pas d'affirmer mes convictions. Je pense qu'en politique, on doit dire la vérité. »

Le discours de Kouchner est connu et le journaliste en devance les réponses : « *Le succès de Larzac 2003 et de José Bové indique la voie à suivre ?* » Là aussi, la réponse est dans la question. Plus serein que pour les colonnes du *Figaro*, Kouchner adapte son discours : « *Le Larzac pose de justes questions sur l'inégalité du développement. J'ai tenté d'y répondre, à ma mesure, depuis trente ans. Oublier cela reviendrait à se détourner des aspirations d'une jeunesse qui, pour une part, s'éloigne de nous. Les socialistes seront bientôt capables de proposer des projets romantiques, aventureux, efficaces, pour modifier un monde trop inégalitaire. Certaines réflexions des altermondialistes ou d'Attac sont très intéressantes pour qui, comme moi, a milité dans le tiers-monde. D'autres propositions me paraissent également tellement antiscientifiques qu'elles s'apparentent à la pureté dangereuse. Il faut le leur dire, au Larzac, ou ailleurs. Quant au gauchisme institutionnel, que je distingue des précédents en ce qu'il reste provoquant, dogmatique et stérile avec des slogans qui fleurent bon le passé, il ne sert que la droite*. »

Et si Kouchner refuse de comparer explicitement José Bové à l'extrême-droite, il n'en met pas moins dos à dos extrême gauche et extrême droite. « *Pour les gauchistes professionnels, il vaut mieux faire gagner la droite. Le gauchisme est une fermeture, une certitude dangereuse, un oubli pervers de la réalité. Certains disent que la droite a suscité le gauchisme comme Mitterrand avait joué avec l'extrême-droite. Je ne sais pas si c'est vrai, mais il existe une similitude suffisante pour que les socialistes offrent des propositions crédibles et applicables. Nous rallierons certains de ceux qui ne protestent pas devant le démontage scandaleux du stand du PS en leur offrant des alternatives claires. On doit débattre, mais on ne doit pas courir après les gauchistes.* » Pour les lecteurs du *Figaro*, Kouchner parle adaptation et mondialisation heureuse, à ceux de *Libération*, il promet alternatives et débats.

Ainsi, vient-il annoncer au *Figaro*, une remise « *en route* » du PS après un « *petit temps d'adaptation*. »[1] François Hollande est parvenu à ne pas céder aux sirènes de la gauche de gauche. Sur *Europe 1*, Kouchner a souhaité que « *les Français reprennent confiance dans la politique et surtout dans la politique de la gauche et celle des socialistes* », il a également conseillé à son parti de « *ne pas accumuler les propositions parfois un peu démagogiques.* »[2]

[1] *Le Figaro*, 2/09/2003.
[2] C'est *le Figaro* qui reprend les déclarations de Kouchner tenues sur *Europe 1*.

Finalement, Kouchner perd de nouveau espoir : « *Ce rêve qu'il faut construire et qui tirerait la France du marasme, je ne le vois nulle part. Ni à droite, ni à gauche.* »[1] Intégrer la direction du parti socialiste pourrait lui offrir une substantielle marge de manœuvre pour en sortir. Dans les médias, un bruit court : « *Bernard Kouchner deviendrait responsable de "l'innovation sociale et politique" au PS* »[2], une fonction qui reste en droite ligne avec les prescriptions, préconisations, conseils, suggestions qu'il soumet. Cette nouvelle fonction pourrait représenter une forme de reconnaissance du travail de Kouchner, en dépit des relations tumultueuses nouées entre « l'électron libre » et le PS.

Kouchner fera également partie du comité de campagne du parti socialiste pour les élections européennes du 13 juin 2004. Même s'il n'a pas obtenu de place sur les listes. « *En déplacement ces jours-ci, il n'a toutefois pas participé à la première réunion du comité qui s'est tenue (…) pour adopter le slogan de la campagne* », note *Libération*.[3] Le slogan était : « Et maintenant l'Europe sociale. » Le journal ne lui en tient pas rigueur et fait même la promotion de son nouveau livre d'entretien avec Daniel Cohn-Bendit, *Quand tu seras président…*[4] Extraits : « *Dès qu'on entre en dissidence vis-à-vis de la majorité de son parti, on se fait jeter.* [Au PS] *ce qui me gêne, c'est qu'on y rencontre peu d'amitié ou de fraternité, pas grand monde pour partager des sentiments, des actions, la réalité, le rêve, une activité de bande. On se ment beaucoup à soi-même et entre soi (…) Ce n'est pas toujours sympathique.* » Et d'évoquer sa « démission ratée » du gouvernement Jospin, rapport à son hostilité aux trente-cinq heures. A chaque épisode, réforme des retraites, guerre américaine en Irak, canicule, menace de gauchisation du PS, François Hollande est intervenu pour apaiser les tensions, corrobore le journaliste. « *Cette fois, il lui propose de rejoindre l'équipe dirigeante. Une façon pour le premier secrétaire du PS d'impliquer à ses côtés un homme, toujours très populaire, dans le projet du PS pour l'élection présidentielle de 2007.* » La direction du PS accepterait les critiques virulentes de Kouchner en échange de sa « popularité » dont elle chercherait à récupérer quelque éclat.

L'élection passée, Kouchner déclarera au *Républicain lorrain* qu'il en a assez de jouer le « *farfadet médiatico-amateur*. » Les médias reprennent en écho la complainte. *Libération* titre : « *Kouchner se lâche avec amertume. Loin d'être un avantage, son statut d'homme politique le plus populaire de France serait le plus sûr moyen "de se casser la gueule"* ».[5] Très remonté contre ses collègues « *jaloux comme des tigres* », il ajoute qu'il peut difficilement « *ambitionner d'être président de la République* » alors qu'on ne lui propose « *même pas une circonscription* ».

[1] *Le Nouvel observateur*, 4/01/2004.
[2] *Le Monde*, 30/04/2004.
[3] *Libération*, 2/06/2004.
[4] Paris : Robert Laffont, 2004.
[5] *Libération*, 28/01/2005.

Puis, il « *crie halte aux mensonges* », titre *le Monde*[1], repris par *le Figaro*. Il annonce dans le journal son intention d'« *engager un dialogue avec les Français* » sur les moyens de sortir de la « *crise majeure* » que traverse le pays. En opposition avec le discours du parti socialiste, il affirme : « *le système social français n'est plus un modèle pour personne*. » Après avoir entendu Kouchner appeler à dépasser les « *clivages partisans* », le centriste François Bayrou se ravie y voyant le signe que « *les choses bougent dans le bon sens.* »[2]

Un mois plus tard, à la suite de Michel Rocard, Kouchner soutient l'idée d'une scission avec le parti socialiste. Il s'en explique au *Figaro* dans un entretien. Question du journaliste : « *Vous plaidez pour un discours de vérité. Les débats du PS en vue du congrès en prennent-ils la voie ?* » Kouchner : « *Pas suffisamment. Ils prennent parfois la voie, hélas inévitable en politique des querelles et des ambitions de personne ; ce qui pour l'heure n'est pas intéressant et même dangereux. Le temps des personnes viendra, je ne suis pas naïf, je connais les appétits de pouvoir. Mais la priorité est de redonner à la France le goût d'elle-même. La France ne doit plus être une nation d'anxieux et de nostalgiques. Il faut donner le goût du risque, pas celui de la frilosité. Il faut poser la question de la mise à jour de notre modèle social, réformer les trente-cinq heures, triompher des délocalisations, affronter le problème des retraites. Il faut poursuivre le débat sur l'Europe et ne pas la laisser évoluer sans nous. Nous n'aurons demain que nos yeux pour pleurer. Réfléchissons à un partage équitable des richesses dans le monde. Abordons les justes questions soulevées par les altermondialistes, même s'ils y apportent de mauvaises réponses.* »

Kouchner déclame en mode impératif. « *Personne ne fera plus croire qu'en travaillant moins nous aurons davantage d'emplois.* » Quant à l'Europe, il estime qu'« *on n'en attend pas assez et on la craint alors qu'elle nous a tant apportée. Gare à la contradiction : avoir rejeté la constitution pour maintenant exiger davantage de l'Europe. Aujourd'hui il y a danger à vouloir effacer la différence entre le oui et le non. Rocard a raison, c'est un vrai clivage : pas tant vis-à-vis de ceux qui ont exprimé ainsi leurs angoisses mais entre nous, les partisans du oui, et les démiurges qui ont fait croire que les lendemains allaient chanter.* »

Le « social-mondialiste » menace de fonder un nouveau parti avec Michel Rocard si la ligne de Laurent Fabius l'emporte lors du prochain congrès du parti socialiste : « *J'approuve l'idée lancée par Michel Rocard d'affronter les pseudo-marxistes et leurs utopies fripées. Faut-il risquer une scission au sein du PS ? Oui, on a passé le temps des réconciliations de façade. Pour autant, il ne faut pas rester sourd à ce qu'ont exprimé les électeurs dont*

[1] *Le Monde*, 21/07/2005.
[2] *Le Figaro*, 25/07/2005.

beaucoup avaient des interrogations réelles. Avec eux, il faudra discuter, pas avec ceux qui les ont bernés : où est le projet de rechange, où sont les avancées ? »[1]

Kouchner s'exprime en déclinologue : « *Il vaut mieux admettre le désaccord plutôt que mentir sur une fausse synthèse. La France traverse une phase trop difficile pour lui infliger des faux semblants. Je pense aux retraites, à la sécurité sociale, par exemple. Ne faisons pas comme si nous n'avions pas d'immenses déficits et des dettes de plus en plus lourdes.* » Le monde ne permet plus d'avancées sociales. « *L'objectif est d'obtenir un consensus pour procéder aux ajustements qui s'imposent. C'est à une gauche novatrice, réaliste et courageuse de les définir*. » Et « *bien sûr* », Kouchner est prêt à travailler avec Bayrou « *sur ces sujets, avec lui et avec d'autres.* » Il déclare vouloir « *aussi discuter avec les gens du non. Les étiquettes ne m'ont jamais suffi. Je veux que nous trouvions des majorités pour des réformes vives, pas pour un réformisme mou. J'aime autant discuter avec les militants centristes qu'avec ceux d'Attac. En France, nous votons mais nous ne débattons jamais, nous cherchons jamais de compromis. Or, c'est le débat qui permet d'aboutir au compromis.* » L'Europe pourrait bien être cet instrument de réconciliation des intérêts antagonistes. « *Pour relancer l'Europe, il faut relancer la France. Discutons métier par métier, secteur par secteur et nous déboucherons sur plus d'Europe. La seule perspective offerte par les démagogues du non était de nous refermer sur nous-mêmes. Vive la ligne Maginot ! Le grand message de la dernière campagne est d'avoir fait croire aux plus faibles que le non ce serait meilleur pour eux.* »

Pour finir, le journaliste ose sur l'isolement de Kouchner au sein de son parti : « *Je l'étais déjà quand j'ai fondé MSF : voyez le résultat. Quand je parle aux Français, je ne me sens pas seul, bien au contraire. Eux ont du bon sens.* »

Comme à l'accoutumée, l'entretien accordé au *Figaro* sera repris partout. *Le Nouvel observateur*[2] titrera ainsi : « *Kouchner n'exclut pas une scission du PS.* » La menace a fait du bruit. Les militants socialistes, dont Kouchner, voteront pour la motion Hollande[3].

Sur le plateau de LCI[1], Kouchner déclare : « *J'étais intéressé par ce qui se disait dans la motion de Jean-Marie Bockel*. » Et de se répéter : « *Je pense qu'il faut surtout qu'on ne retourne pas au passé, qu'on cesse avec les vieilles luttes et les promesses qu'on ne tiendra pas auprès des plus démunis d'entre nous*. » *Le Parisien* aura aussi droit à sa petite phrase

[1] Deux semaines avant le premier tour des élections présidentielles, le 22 avril 2007, Michel Rocard avait suggéré par voie de presse à la candidate du parti socialiste, Ségolène Royal, de s'allier dès le premier tour à François Bayrou. Toujours par voie de presse, Kouchner le soutint.
[2] *Le Nouvel observateur*, 23/08/2005.
[3] Pourtant, dans son édition du 18 octobre 2005, *Libération* annoncera le soutien et le ralliement de Kouchner à Jean-Marie Bockel qui plaide pour un socialisme libéral et qui défend sa propre motion.

reprise tous azimuts : « *Il y a vraiment une énorme différence entre la gauche de responsabilité, celle qui veut changer les choses en les assumant, et celle qui ne sera jamais au pouvoir.* » Sa longueur en fait toutefois une phrase plus difficile à retenir, contrairement à « *Kouchner a peur du "refoulé gauchiste."* »[2]

A force de coups de butoir, Kouchner finit par attirer les foudres. Ainsi lorsque Henri Emmanuelli déclare n'exclure personne de l'orientation du Nouveau parti socialiste (NPS), l'aile gauche du PS, c'est pour mieux préciser « [sauf] *ceux qui rêvent d'une politique troisième force qui ne cesse de marauder sur la droite de notre parti depuis trente ans et qui ressort périodiquement comme le font les ulcères d'estomac*. »[3]

Un mois plus tard, Kouchner revient pour rassurer : le PS ne renationalisera pas EDF s'il devait revenir au pouvoir en 2007, même si la synthèse de l'université d'été du Mans a promis le contraire. « *Indétrônable star des enquêtes d'opinion, Bernard Kouchner était hier l'invité du grand jury RTL-Le Figaro-LCI. Fort de sa popularité, l'ancien ministre de la santé et fondateur de MSF espère convaincre la France, qu'il juge "inadaptée", de changer.* »[4] Le discours est dur mais l'article rappelle d'où parle Kouchner et ce qui le fonde en légitimité : sa pratique humanitaire. Et c'est en humanitaire qu'il regrette que le pays « *ne voit pas la réalité en face* » en ce qui concerne le modèle français dans les domaines de « *l'intégration* », de l'éducation ou de la santé. Il souhaiterait que tout le monde comprenne qu'on ne peut plus « *raisonner avec les mêmes instruments*. » Il se dit prêt à « *tout pour y parvenir* », à accompagner la France sur la voie du changement, s'entend. Et l'entreprise ne lui fait pas peur, compte tenu de la « *constance de* [sa] *popularité* ».

Une popularité que ne gâche pas un franc parler qui donne à la classe journalistique de quoi produire. Lorsque Kouchner qualifie d'« *assez dangereux* » le fait que deux partisans du non au TCE, Henri Emmanuelli et Benoît Hamon, traitent pour le parti socialiste du projet européen, le petit mot tranchant fait le tour des rédactions.

Kouchner s'inquiète dans les colonnes du *Point*[5] : « *Ce qui m'intéresse c'est que la gauche prenne un visage vers plus d'imagination et moins de dogmatisme*. (…) *Face à la crise de modèle que notre pays traverse les réponses ne se trouvent pas dans le passé. Quittons notre cul-de-sac mental. Certains, à gauche, se sont figés dans l'idée que seule l'utopie néo-marxiste fait rêver. Mesurer le poids des réalités économiques pour mieux partager les richesses, chez nous et ailleurs, ne suscite pas l'enthousiasme au PS. Pourtant, le*

[1] Entretien rapporté par *le Nouvel observateur* du 19/10/2005.
[2] *Libération*, 31/10/2005.
[3] *Le Figaro*, 26/08/2005.
[4] *Le Figaro*, 28/11/2005.
[5] *Le Point*, 24/11/2005.

"grand soir" s'éloigne. Je suis un social-démocrate enragé. On peut et on doit se mobiliser autrement pour améliorer la marche du monde. »

Le numéro du *Point* sur les « iconoclastes » qui sauveront la France consacre un entretien avec Kouchner, qui comme le plus souvent relève davantage de la conversation que du débat contradictoire. Le journaliste : « *Après le Congrès du Mans, la capacité de la gauche à entrer dans l'ère moderne est en question. Est-elle capable de regarder le monde en face ?* » Et Kouchner : « *Si les alliances qui sont privilégiées, au nom d'une gauche doctrinaire et obsolète, penchent vers le gauchisme, vers ces idées folles et néfastes pour ceux qu'il prétend aider, alors, oui, il faudra réagir*. » Le danger pointe et le journaliste s'en inquiète également : « *Qu'allez-vous faire ?* ». L'intéressé rétorque : « *M'adresser aux Français, recueillir leurs idées, fédérer ceux – nombreux – qui partagent mon diagnostic et ma détermination, et créer des structures nécessaires.* »

Dans son *Forum européen*[1], Anne-Sophie Mercier et Matthias Beerman posent une question subsidiaire alors qu'en Allemagne, Gerhard Schröder vient de perdre les élections : « *Qu'est-ce qu'être de gauche ?* » Les deux personnalités politiques invitées à répondre sont Bernard Kouchner, présenté comme ex-ministre socialiste, et Sarah Wagenknecht, « eurodéputée » allemande qui a rejoint, à la gauche du SPD social-démocrate, le Linkspartei. *Le Monde*[2] en rend compte : « *Bernard Kouchner attaque avec passion. Il s'en prend au libéralisme échevelé* », mais désolé que « *le PS se dérobe un peu* », plaide « *vigoureusement* » pour une social-démocratie qui « *compose avec la nouveauté* ». « *Il pousse son adversaire à confesser son conservatisme, son marxisme, voire sa nostalgie de la RDA, et la renvoie à la Chine. Sarah Wagenknecht, froide "pasionaria", tente de rester imperturbable. Mais elle reproche implicitement à son interlocuteur d'être malhonnête, et surtout, en "néo-libéral" avéré, d'accepter "les exigences du grand capital." Elle mouline son réquisitoire contre une social-démocratie qui a trahi (...) "La lutte des classes, on n'en veut plus !", lance Bernard Kouchner*. » Le compte rendu du *Monde* relate que les spectateurs « *impassibles* » ont plus assisté à un match qu'à un débat.

« *Me faites pas chier !* » Kouchner, l'auteur des mots sus cités, est ce que le jargon journalistique appelle un « bon client ». Son discours est clair et concis. Et il sait mettre de l'ambiance, au besoin faire le spectacle : en guise de réponse aux critiques, il s'énerve et houspille qui de droit. Laurent Ruquier le sait lorsqu'il accuse plus ou moins explicitement

[1] Magasine de la chaîne *Arte* diffusée jusqu'en 2006 le samedi à 19 heures.
[2] *Le Monde*, 12/12/2005.

son invité de duplicité.[1] Kouchner est venu faire la promotion de son dernier livre, *Deux ou trois choses que je sais de nous*.[2]

L'émission commence sous le sceau de l'élégance. « On n'est pas couché » a pour ambition de divertir. Kouchner adopte l'attitude qui sied à la circonstance : souriant, les cheveux au vent (grâce à la climatisation), il applaudit l'arrivée sur le plateau d'Isabelle Mergot, actrice et réalisatrice. Il salue l'humoriste Guy Bedos qui le lui rend par un affectueux geste de la main posée sur son avant-bras. De toute évidence, les hommes ont un passé commun et s'apprécient. D'ailleurs, Bedos lui fera un peu de publicité : « *J'ai commencé à lire son livre et il s'attaque aux déclinologues.* »

A l'image des « talk show » anglo-saxons, Kouchner est invité à prendre place dans un fauteuil situé tout près de son hôte. Lequel résume le propos du livre : il s'agit d'un bilan de la France et de la société française, « *et vous dites que nous vivons trop dans le passé.* » Kouchner poursuit : « *La France a des atouts mais elle ne sait pas les mettre en avant.* » L'animateur enchaîne sur diverses anecdotes dont son renoncement à la candidature à la présidence de la République française : « *Et vous penchez plus pour Ségolène Royal ou pour Lionel Jospin ?* » s'enquiert-il. Kouchner donnera en guise de réponse un échantillon de langue de bois. Il précisera cependant, à la suite de Bedos certes, qu'il n'a pas été invité à l'université d'été du parti socialiste et qu'il y est adhérent depuis 1998.

Ruquier convoque alors le journaliste du *Figaro*, Eric Zemmour et Michel Polac, de *Charlie Hebdo*. Zemmour occupera le plus de temps de parole. Ruquier cite la phrase en exergue du livre : « *C'est dur d'être de gauche, surtout quand on n'est pas de droite.* » Et son auteur de s'en expliquer : « *La mission de la gauche consiste à assumer la mondialisation et la faire bénéficier aux plus démunis, ici et surtout là-bas.* » La difficulté réside dans un « *partage équitable* », il faut « *repenser les termes de ce partage.* » Ruquier note que son invité établit sans cesse un va et vient entre la France et le monde, et le lui reproche : « *Mais ce n'est pas comparable !* » L'interpellé rétorque qu'il « *comprend que les Français souhaitent garder leurs avantages.* » Eric Zemmour précise que ce partage concerne « *les pauvres* ». Kouchner lâche un petit « *oui* ». Et Ruquier résume à nouveau le livre : « *Il y a plus malheureux que nous.* » Toute complainte est donc condamnée à l'indécence. Kouchner se justifie en parlant du sida, de la santé, tout de même plus accessible « *chez nous* ». « *Il faut corriger le libre-échange pour continuer à produire dans de meilleures conditions.* »

[1] « On n'est pas couché », *France 2*, 23 septembre 2006. Diffusée le samedi en deuxième partie de soirée, cette émission remplace celle de Thierry Ardisson, « Tout le monde en parle » et doit au moins en égaler les taux d'audience.
[2] Paris : Robert Laffont, 2006.

Polac prend la parole. Il ne critique rien sur le fond et relève que tous les hommes politiques sortent leur livre avant les élections : « *Ils se ressemblent tous, ont des phrases magnifiques et ce que dit Kouchner, tout le monde le dit.* » L'invité répond par une vanne puis ajoute que : « *non, moi, ça fait trente ans que je parle de service civil, d'immigration*. » La tension monte et Zemmour va faire sortir Kouchner de ses gonds. Ainsi, sait-il à quel type de réaction s'attendre lorsqu'il accuse Kouchner de néocolonialisme : la colonisation a opéré au nom de la civilisation comme son droit d'ingérence au nom de la démocratie, argumente-t-il. Et là, toute la climatisation du monde ne pourra plus rien pour Kouchner qui « joue le jeu. » Il sue, s'énerve, crie, saute de son siège pour finir. Tous les protagonistes parlent en même temps, plus personne ne s'entend. Le sens et l'intérêt de cette scène ne résident pas dans les termes du débat, les objections, les interrogations des uns ou des autres. Seule l'empoignade verbale fait le sens du spectacle. « *On a mal employé l'ingérence* », « *ce n'est pas l'Occident, mais les nations* », seules des bribes de phrases restent intelligibles. Kouchner s'emporte, il rappelle le maintien de la paix au Kosovo, l'évitement de la guerre en Macédoine. Aucun de ces points n'est développé. Ruquier zappe : « *Vous avez soutenu la guerre en Irak !* » Kouchner n'en peut plus : « *J'en ai marre qu'on continue de dire ça, j'ai écrit un article dans* le Monde *contre la guerre…* » Il refuse l'accusation de moralisme et traite Zemmour de « *pauvre pomme* », ce qui fait s'esclaffer toute l'assemblée y compris l'insulté : non, il n'a pas demandé à travailler pour le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin, bien au contraire, il a refusé la proposition qui lui a été faite. Dans ce brouhaha, on ne comprend pas l'autre pique de Ruquier. En revanche, la réponse résonne encore. En eau, Kouchner bondit de son siège : « *Qu'est-ce que c'est que ces procès d'intention de merde ! Ça fait quarante ans que je suis de gauche ! Me faites pas chier !* » Et Bedos de l'encourager.

Les choses s'apaisent relativement après une autre question inintelligible. Kouchner revient sur ses deux élections qu'il a perdu, dans des circonscriptions communistes depuis des décennies, autrement dit, cétait « *un piège tendu par les socialistes*. » Victime de la jalousie de ses collègues, il a pourtant fait la preuve de son efficacité : « *Traiter la douleur, ça a l'air con, hein ! Bah, voilà…* » Kouchner l'a fait.

La tension retombe enfin. Tout le monde rit, Kouchner s'essuie la bouche avec un mouchoir. Pour finir, Ruquier rappelle que Kouchner est candidat pour la France à la direction de l'Organisation mondiale de la santé. « *Qu'est-ce que je rame…* », lancera-t-il au vent.

En mai 2006, Kouchner dispose de sa tribune médiatique quasiment tous les jours. A cette époque, l'UDF, parti dit « centriste », vote la motion de censure socialiste contre le gouvernement de Dominique de Villepin. Et Kouchner reconnaissant : « *Je dis que Bayrou est*

courageux. En décidant de voter la censure, il prend ses responsabilités. C'est très moral et c'est politiquement juste. »[1] Par la même occasion, il en profite pour défendre les milieux d'affaires : « *Je n'ai qu'une réserve qui concerne l'affaire Clearstream elle-même : je suis persuadé qu'il ne s'agit que d'une affaire de petite envergure.* »

L'alliance UDF-PS ne paraît plus impossible devise-t-il encore : « *On se prend à rêver. N'est-ce pas là l'amorce du fameux parti travailliste à la française qu'auraient aimé construire Léon Blum et Daniel Meyer, si le marxiste Guy Mollet n'avait torpillé ce projet après-guerre ? Je me cantonne à des exemples historiques. Si je parle du présent, je risque de fâcher mes camarades… Mais je me souviens tout de même avec émotion de ce qui s'est passé sous le gouvernement de Michel Rocard. Entre 1988 et 1992, on a essayé de faire de la politique autrement. En construisant des majorités d'idées, sans se soucier des étiquettes politiques.* » C'est là en effet exactement ce que préconise le parti de François Bayrou. « *Ce n'est pas par hasard si cette initiative vient d'un ancien député européen. A Bruxelles, François Bayrou a œuvré dans un Parlement où les majorités se construisent autour des idées. Sur certaines questions, comme l'accompagnement du chômage ou l'éducation, le centre a des idées qui enrichissent la gauche*. »

Henri Emmanuelli répondra à son collègue par voie de presse. Le dirigeant du Nouveau parti socialiste rebaptise la deuxième gauche en « social-libéralisme » qui regroupe le centre gauche et le centre droit. Cette tentation de l'alliance correspond aussi à l'aspiration d'un gouvernement d'union nationale. Tout ceci n'a rien de nouveau, explique-t-il à *Libération* : « *Antérieurement, on retrouve le vieux rêve saint simonien du "Ah, si ceux qui savaient se rassemblaient pour gouverner", prolongé par le "cercle de la raison" théorisé par Alain Minc.* »[2] Et l'idée d'une alliance ne déplairait pas au journaliste du journal classé à gauche qui pousse en ce sens : « *Pourtant, certains socialistes y pensent ? ; Pourquoi seront-ils marginalisés ? ; Face à un système politique à bout de souffle, n'est-il pas naturel de chercher autre chose ? ; Pourtant, une expérience a été tentée, en 1988, avec le gouvernement Rocard ? ; N'est-il pas possible de vous renforcer en débauchant Bayrou ?* » Lorsque les journalistes s'entretiennent avec Kouchner ou l'un des siens, la conversation va dans le même sens, les préoccupations sont partagées plus que discutées. Face à un socialiste de gauche, l'entretien est pour le coup contradictoire, les journalistes n'hésitant pas à suggérer des conceptions, des méthodes, des pratiques différentes dont leur interlocuteur est un adversaire connu.

[1] *Libération*, 16/05/2006.
[2] *Libération*, 19/05/2006.

« *Kouchner entend Bayrou* »[1]. Dans la perspective de l'élection présidentielle de mai 2007, François Bayrou, candidat du centre, a promis, s'il est élu, de former un gouvernement « *avec les personnalités de qualité, d'où qu'elles viennent.* » Invité sur *RMC*, Kouchner a glissé : « *Franchement, cela ne me ferait pas peur de participer à un tel gouvernement.* » Enfin en osmose avec un parti, il dit vouloir « *en finir avec l'apartheid droite-gauche*. » Ceci pour finalement se raviser. *Libération* annonce que Kouchner a « *rectifié le tir* » sur *RCF-Radio Notre Dame La Croix* en déclarant que « *cela ne* [le] *tente pas de rejoindre* » le dirigeant du centre. Ainsi Kouchner redevient le soutien à Ségolène Royal qui « *ringardise l'ensemble des autres candidats* » à la candidature du PS pour la présidentielle, et qui « *a bien fait, à sa manière fraîche et naïve, parfois brutale et peut-être même déplacée, de parler franchement des choses* », à propos de la « *sécurité* » par exemple.

Libération titre son compte-rendu de la session parisienne de la Fabrique démocratique : « *Kouchner résiste* »[2] et rapporte que « *réaliste, il prend acte du fait que le PS ne veut pas d'une primaire à l'italienne étendue à tous les électeurs de gauche. Mais il ne restera pas "sans réagir" si le PS devait choisir un candidat et un programme "inadapté aux exigences de la social-démocratie moderne." Une menace qui vise le "noniste" Laurent Fabius.* »

Quant au *Figaro*, qui y consacre 349 mots contre 134 pour *Libération*, il titre : « *Bernard Kouchner n'a pas renoncé à jouer un rôle en 2007*. »[3] Kouchner a organisé sa réunion à l'école des mines « *devant une salle comble d'une centaine de personnes* ». Le journaliste a relevé le plus important : « *Kouchner espère "en l'invention d'une social-démocratie adaptée à notre temps." Il plaide pour la nécessaire adaptation du monde du travail, de la société, (…) de cette armature sociale qu'il faudra bien faire évoluer. Les agents du service public, c'est plus difficile de leur faire comprendre.* » Les membres du parti socialiste interrogés par le journaliste ne prennent pas Kouchner au sérieux : « *Personne ne croit en lui au PS. "Kouchner ? Cela ne pèse rien", lâche un membre de la direction du parti. Entre Kouchner et le PS, c'est une histoire de désamour (…) Seule Ségolène Royal est épargnée par ses critiques contre la frilosité du PS.* »

Simultanément, Kouchner poursuit son travail en roue libre. N'était l'écho médiatique pour amplifier son discours. Lorsqu'il déclare que le projet du parti socialiste pour la présidentielle contient des « *aberrations* », il s'assure une large reprise médiatique. Dont acte. Le mot est écrit et répété. Les articles se citent les uns les autres. Quelles sont ces aberrations ? On les devine : abrogation de la loi Fillon sur les retraites, retour de la retraite à

[1] *Libération*, 16/06/2006.
[2] *Libération*, 10/05.2006.
[3] *Le Figaro*, 10/05/2006.

60 ans, renationalisation d'EDF[1]. Dans *le Nouvel observateur*, repris par *Libération*, il félicite les convictions de Ségolène Royal concernant les trente-cinq heures et la « sécurité ». Et « *plus globalement* », il regrette que « *la gauche française souffre d'une forme de frilosité qui tourne au conservatisme.* »[2]

Bernard Kouchner se veut sur tous les terrains, de tous les combats. De l'humanitaire à la guerre, de la santé au néo-libéralisme. Charisme, lyrisme, il est un bon communicant. Son langage décontracté parle à tout le monde. Sa parole, claire, simple, concise, est intarissable et, le plus souvent, performative. Car Kouchner est homme d'action. Les concepts qu'il manie sont opératoires. Dans sa jeunesse, Bernard Kouchner était comparé à l'acteur américain Robert Redford. Kouchner a une présence, il offre à lui seul un spectacle : émotion, action, sentiments divers. Il sait répondre à la demande et aux formats journalistiques. Il a le sens de la formule, donne matière à écrire. Et il peut parler de tout avec la même posture d'autorité. Tout est susceptible de le renvoyer à sa propre expérience. Celle-ci lui permet une hauteur de vue qui lui autorise leçons, prescriptions, avertissements, voire admonestations, à gauche essentiellement. Kouchner fourbit ses critiques contre le champ politique qu'il disqualifie au profit d'une société civile indéfinie mais qui cristalliserait la fin des clivages partisans. Pourtant, ce champ politique reste ouvert à des agents comme Kouchner qui travaille la redéfinition des oppositions politico-idéologiques.

L'omniprésence médiatique de Kouchner s'explique également par l'évolution des rapports entre les journalistes et les intellectuels, une évolution dont il a, comme d'autres, pu tirer profit.

[1] *Libération*, 29/06/2006.
[2] *Ibid*.

Troisième Partie

De l'intellectuel authentique à l'homme d'affaires ?

Défendre de « grandes causes » permet de rester à l'antenne quarante ans durant presque sans discontinuer. Cette omniprésence médiatique est également liée aux différentes activités successivement ou parallèlement menées par Bernard Kouchner au cours de sa trajectoire. En tant que médecin humanitaire, homme politique, expert, dirigeant de sa propre société de conseil, lobbyiste à travers son groupe de pression Réunir, professeur à la Chambre nationale des arts et métiers, haut fonctionnaire international et, jusqu'à un certain moment homme de spectacle, en tant qu'animateur de télévision, acteur et scénariste pour des séries télévisées.

Cette omniprésence est d'autant bien acceptée, et organisée, que Kouchner est, aux yeux de la classe journalistique, un « bon client. »

Cette dernière rapporte les faits, gestes et dires de Kouchner autant qu'elle les commente. Très vite, elle assigne à Kouchner un rôle. Celui d'intellectuel qui parle vrai au pouvoir. Presque aussi vite, elle s'en trouve désappointée lorsque celui accède au dit pouvoir.

Comment Bernard Kouchner est-il passé du statut d'intellectuel qui, d'après les représentations journalistiques, parle vrai au pouvoir au statut de ministre qui, toujours d'après elles, « mange son chapeau ». Les deux positions étant d'abord le produit d'assignation journalistique. Jugé homme politique le plus populaire, Kouchner a-t-il, en entrant dans un gouvernement de droite, pris le risque d'entamer son image de marque, sa crédibilité, son caractère d'exceptionnalité depuis toutes ces années soigneusement entretenu ?

1- De la multiposionnalité et du prisme médiatique

1-1 Kouchner institutionnalisé, Kouchner intellectualisé

S'il a toujours côtoyé les milieux intellectuels parisiens, Bernard Kouchner n'en a pas pour autant profité pour s'en autoproclamer. Ce sont les médias généralistes et intellectuels affiliés qui l'ont investi dans ce rôle. A leurs yeux, Kouchner n'est pas seulement expert dans son domaine de compétences, la médecine humanitaire, il est, à proprement parler, un intellectuel. Ainsi possède-t-il sa notule dans le *Dictionnaire des intellectuels français*, rédigé sous la direction de Jacques Julliard et Michel Winock.[1] Cette consécration institutionnelle, et médiatique, permet d'évaluer la légitimité et, peut-être surtout, l'efficacité du discours kouchnérien.

Des Bernard-Henri Lévy, Pierre Rosanvallon ou encore Jean d'Ormesson côtoient sans transition des intellectuels tels que Cornelius Castoriadis, Aimé Césaire, Georges Balandier, Pierre Bourdieu, Frantz Fanon ou Paul Nizan.

Quel était le critère d'intégration ? Comment les auteurs du dictionnaire ont-ils identifié et distingué les intellectuels de ceux qui ne l'étaient pas ? Ont été recensés sous la catégorie « intellectuel », toutes les personnes qui se sont un jour mêlées « de ce qui ne les regarde pas », selon la définition sartrienne de l'intellectuel que les auteurs reprennent ici à leur compte.

[1] (Sous la direction de), Paris : Seuil, 1996. Ces deux auteurs cumulent des positions élevées dans les champs universitaire, politique, médiatique ainsi que dans celui de l'édition. Jacques Julliard est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), il a été membre du bureau national du syndicat général de l'éducation nationale, affilié à la CFDT. Dans le champ médiatique, il occupe le poste de directeur délégué de la rédaction du *Nouvel Observateur*, et dans l'édition, il fut conseiller littéraire au Seuil et en dirige la collection de poche « Points Politique. » Il a aussi appartenu longtemps au comité de rédaction de la revue *Esprit*.
Quant à Michel Winock, il est professeur d'histoire contemporaine à l'Institut d'études politiques de Paris. Il est lui aussi directeur de collections, « L'univers historique » avec Jacques Julliard et « Points Histoire » également au Seuil. Il a collaboré au *Nouvel observateur* puis à *l'Evénement du jeudi*, est devenu responsable de la rubrique « Passages en revues » du *Figaro littéraire*. Il est membre du comité de rédaction du magazine *L'Histoire*. Dans ces différents espaces qui s'entrecroisent grâce à leurs protagonistes, les processus de légitimation et de consécration sont circulaires par la force des choses et se réalisent de façon endogame.
Ces curriculum vitae sont issus de Laurent Bonelli et Hervé Fayat, « De compagnon de route à conseiller du patronat », *Le Monde diplomatique*, mai 2006, p. 24-25.

Intellectuel, un problème de définition

On peut lire dès l'introduction de ce travail d'assignation, de légitimation et de consécration[1] pour certains une dédicace à Bernard Kouchner, érigé en symbole de l'intellectuel authentique : « *Le début des années 1990, au contraire* [« *de la double aventure fasciste et surtout communiste* »] *a été marqué par un retour des intellectuels à leur vocation traditionnelle en partie interrompue pendant la parenthèse de l'engagement, c'est-à-dire la défense des droits de l'homme, à l'écart de toute influence des partis. Désormais, c'est la défense des peuples opprimés, non par le colonisateur, mais par leur propre gouvernement, qui les mobilise. La nouveauté, c'est que l'impulsion initiale ne vient pas d'intellectuels classiques, littéraires ou scientifiques, mais de médecins spécialisés dans l'intervention humanitaire. Les médecins sans frontières, organisés en France et dans les pays anglo-saxons en Organisations non gouvernementales (ONG), élaborent progressivement une doctrine dite du « droit d'ingérence » qui bat en brèche le fondement des relations entre Etats : leur souveraineté absolue, y compris dans l'impunité des crimes qu'ils commettent à l'égard de leur propre population. Du Biafra à la Bosnie, en passant par l'Ethiopie, Haïti, le Cambodge et la Somalie, se dessine un mouvement encore embryonnaire, fondé sur les droits de l'homme et la naissance d'une opinion publique internationale. De ce fait, en reconnaissant leur autonomie, les intellectuels ont retrouvé le rôle qui fût d'emblée le leur lors de leur naissance au XVIIIème siècle : les organisateurs du tribunal de l'opinion et les défenseurs de l'universalisme contre l'empire des passions partisanes.* »[2]

Julliard et Winock donnent ici à lire une définition singulière de l'intellectuel, eu égard à leurs catégories de perception sociale : posture d'engagement ou prise de position strictement morale en dehors de toute doctrine autoritaire, défense des droits de l'homme, antitotalitarisme (communisme, fascisme), ouverture sur le monde moderne et, partant, acceptation de celui-ci. Un autre critère non évoqué mais qu'implique la formule « opinion publique internationale » : la visibilité médiatique.[3]

---

[1] Sans constituer formellement un palmarès, l'entreprise de Julliard et Winock consiste bien à imposer une vision du monde intellectuel, à y établir une hiérarchie, à le diviser entre ceux qui en sont et ceux qui n'en sont pas. Pierre Bourdieu l'a écrit : les « *souhaits, attentes, espérances d'un groupe d'intérêts intellectuels (en finir avec…) se dissimulent sous les dehors irréprochables du constat (c'en est fini de…).* » Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, Paris : Seuil, « Le sens commun », 1984, p. 275.

[2] *Dictionnaire des intellectuels français, op. cit*., p. 16-17.

[3] Pierre Bourdieu analyse la visibilité médiatique comme une « *composante majeure de la définition de l'intellectuel telle qu'elle s'est progressivement construite en France de Zola à Sartre. Il s'ensuit que la propension à tenir le rôle public de l'intellectuel implique, au travers de la propension corrélative à répondre à la demande journalistique (qui varie comme la visibilité, elle-même partiellement liée à la propension à se faire voir et bien voir), une forme de* dépendance *à l'égard du champ journalistique (très visible dans la construction du personnage social de Sartre), donc une forme de* reconnaissance *de fait de la légitimité de ses verdicts*. » La

Les auteurs défendent une définition politique dépolitisée de l'intellectuel et de sa fonction, lorsqu'ils découvrent une émancipation de l'intellectuel, un retour à son rôle traditionnel. A leurs yeux, le processus a lieu au moment où celui-ci s'éloigne du combat politique, en tout cas celui lié au projet de transformation sociale. Loin des lubbies, le véritable intellectuel est constructif, fait œuvre de pédagogie. Il oppose la modernisation et le réalisme à l'archaïsme et au dogmatisme. Certains mots disparaissent de la circulation des idées, exploitation, domination, au profit d'autres neutralisés, société civile[1], réforme, modernité, etc.

Mentionner le Biafra, la Bosnie, l'Ethiopie ne relève pas du hasard : ces pays ont constitué les terrains d'exercice de Bernard Kouchner. Il est ainsi pris en exemple lorsque Julliard et Winock parlent de reconquête de l'autonomie des intellectuels. C'est grâce à lui qu'elle a pu se réaliser.

Si ce dictionnaire met sur le même plan et amalgame Bourdieu et Kouchner, c'est précisément pour les mettre au même niveau intellectuel, faire rejaillir la légitimité intellectuelle et scientifique incontestable du premier sur le second. Pierre Bourdieu parle justement de « *consécration par contagion.* »[2] Ce rapprochement doit faire oublier que le premier bénéficie du jugement et de la reconnaissance des pairs, jusqu'à l'international, cependant que le second n'est assigné à son poste qu'en fonction des desiderata médiatiques.

En négatif, Julliard et Winock définissent l'intellectuel qui ne serait pas autonome mais proche des pouvoirs totalitaires, anti-universaliste, partisan de l'arbitraire, etc. Mais qui saurait s'en réclamer ? Les intellectuels les plus proches des pouvoirs établis s'en diront toujours les plus éloignés. Toutes les catégories d'intellectuels semblent se rejoindre dans leur attachement à leur indépendance, à leur intégrité, à leur inaptitude au jeu du pouvoir. Aucun intellectuel, ou aspirant, ne contesterait la définition d'Edward Saïd de l'intellectuel face au pouvoir. Pour lui, le rôle public d'un intellectuel est celui d'un « *outsider, un "amateur" et un perturbateur de l'ordre établi* (…) *L'une des tâches de l'intellectuel consiste à briser les stéréotypes et autres catégories réductrices pour la pensée et la communication.* »[3]

---

nouvelle définition de l'intellectuel fait ainsi de l'utilisation « rationnelle » des médias l'une des « *conditions d'accès à la domination sur le champ intellectuel*. » Pierre Bourdieu, « Le hit-parade des intellectuels français ou qui sera juge de la légitimité des juges ? », p. 275-286, dans *Homo academicus*, Paris : Seuil, « Le sens commun », 1984, p. 282 et 284. Souligné dans le texte.

[1] Sur l'évolution sémantique et les usages sociaux différenciés de la notion de « société civile », lire Gautier Pirotte, « Société civile », p. 410-413, dans Pascal Durand (dir.), *Les Nouveaux mots du pouvoir. Abécédaire critique*, Bruxelles : Aden, 2007.

[2] Pierre Bourdieu, « Le hit-parade des intellectuels français ou qui sera juge de la légitimité des juges ? », *op.cit.*, p. 278. La « *consécration par contagion* » profite également aux journalistes eux-mêmes qui, compte tenu de leur position dominée dans le champ des producteurs culturels, n'ont pas intérêt à établir des distinctions.

[3] Edward Saïd, *Des Intellectuels et du pouvoir*, Paris : Seuil, « Essais », 1996 (1994), p. 10.

L'intellectuel doit s'affranchir des pressions. En ce sens, l'intellectuel est un « *exilé, un marginal, un amateur, et enfin l'auteur d'un langage qui tente de parler vrai au pouvoir.* »[1] L'intellectuel s'éloigne du réseau des pouvoirs sociaux : Etats, entreprises, médias, etc. qui « *excluent en bloc toute possibilité de changement*. » Saïd rappelle qu'« *en 1927, bien avant l'âge des mass médias, Benda sentait déjà à quel point il était important pour les gouvernements d'avoir à leur service des intellectuels auxquels on pouvait faire appel non pour diriger la politique de l'Etat, mais pour la conforter, pour produire de la propagande, des euphémismes et, à plus vaste échelle, des systèmes de novlangues orwelliennes, destinés à déguiser la vérité au nom de la convenance institutionnelle ou de l'"honneur national".* »[2]

La définition de l'intellectuel est consubstantielle de deux critères liés : l'attitude face au pouvoir et celle face au changement de société. Intellectuel du pouvoir ou intellectuel critique. Intellectuel du statu quo et intellectuel de transformation sociale. Mais, encore une fois, qui se rangerait du côté du pouvoir et du statu quo ? Certainement pas les intellectuels du pouvoir et du statu quo. Julliard et Winock, entre autres intellectuels institutionnels, défendent la même audace et la même indépendance que Saïd : « *L'intellectuel est précisément doté d'une faculté de représenter, d'incarner, d'exprimer un message, une vision, une position, une philosophie ou une opinion devant – et pour – un public. Or ce rôle a ses règles, il ne peut être exercé que par celui qui se sait engagé à poser publiquement les questions qui dérangent, à affronter l'orthodoxie et le dogme (et non à les produire), quelqu'un qui n'est pas enrôlable à volonté par tel gouvernement ou telle grande entreprise et dont la raison d'être est de représenter toutes les personnes et tous les problèmes systématiquement oubliés ou laissés pour compte. L'intellectuel se fonde pour ce faire sur des principes universels : à savoir que tous les êtres humains sont en droit d'attendre, à quelque nation qu'ils appartiennent, l'application des mêmes normes de décence et de comportement en matière de liberté et de justice, et que toute violation, délibérée ou pas, de ces normes, doit être mise au jour et courageusement combattue.* »[3] Impossible de contredire Saïd qui écrit ici des lignes que Kouchner aurait pu écrire lui-même.

En revanche, une rhétorique peut en annuler une autre. Si Winock défend la version la plus commune du rôle de l'intellectuel, la plus romantique et héroïque aussi, donc la plus agréable à proclamer, il peut apporter des précisions conceptuelles qui auront pour effet de minoriser les postures de principes. « *Au risque d'altérer la définition (mais la définition des intellectuels a toujours fait problème) les intellectuels devraient être d'abord ces individus qui donnent du sens à notre vie collective – les penseurs du contemporain*. »[4] Winock donne

[1] *Ibid*., p. 15.
[2] *Ibid*., p. 22. Saïd cite ici Julien Benda, *La Trahison des clercs*, Paris : Grasset, 1927.
[3] *Ibid*., p. 27.
[4] Michel Winock, « A quoi servent (encore) les intellectuels ? », *Le Débat*, 110, 2000, p. 44. Cité par David Buxton, *Les Intellectuels de médias en France*, Paris : L'harmattan/INA, « Les médias en actes », 2003, p.14.

ici à lire une définition plus normative de l'intellectuel. Loin de l'esprit contestataire des années 1960-1970, l'intellectuel winockien donne du sens à l'ordre social, c'est-à-dire des raisons d'y adhérer. « *L'esprit réfractaire a sa grandeur, le droit de contestation est inhérent à la démocratie, mais les citoyens sont aujourd'hui en quête de sens, toutes les certitudes sont en ruine. Il faut donc retourner la formule de Marx : la fonction qui est impartie aujourd'hui aux intellectuels n'est plus de faire semblant de transformer le monde, mais de le penser.* » Ce « mais » concessif indique bien que la critique a fait son temps, mais, plus, qu'elle est antinomique à une « quête de sens. » Sur le marché des idées, la cote de la critique a chuté. Les contestataires seront désormais identifiés comme de mauvais joueurs, des frustrés, des jaloux. Par opposition, les esprits modernes qui épousent leur époque et la prennent comme elle vient seront les réalistes, les pragmatiques, autant d'esprits libérés des dogmes mortifères.

En outre, si « les certitudes sont en ruine », il ne reste alors plus qu'une chose à faire, la moins dangereuse : s'adapter. Or, il appert que le marché auto-régulé, également appelé « monde moderne », est le plus à même de répondre aux attentes sociales. Autrement dit, la convergence des intérêts de classes est sur le point d'advenir. Reste aux intellectuels de l'expliciter, en tout cas une partie d'entre eux. Car, à l'inverse, une autre partie de ces intellectuels persévèreront dans une grille de lecture identifiable à l'utilisation de certains mots que la catégorie adverse aura depuis longtemps abandonnée. Parler de domination ou d'exploitation revient à décrire un monde social tout autre et appelle à une mobilisation non pas pour l'adaptation mais pour le changement. Antonio Gramsci a ainsi inspiré Edward Saïd : « *Cette vision plutôt dramatique de l'histoire coïncide avec celle de Gramsci, aux yeux duquel ma réalité sociale elle-même est divisée entre dominateurs et dominés. Je pense que le choix majeur auquel l'intellectuel est confronté est le suivant : soit s'allier à la stabilité des vainqueurs et des dominateurs, soit – et c'est le chemin le plus difficile – considérer cette stabilité comme alarmante, une situation qui menace les faibles et les perdants de totale extinction, et de prendre en compte l'expérience de leur subordination ainsi que le souvenir des voix et personnes oubliées.* »[1] La présence ou l'absence stratégique de mots stratégiques permet d'identifier dans quel camp se place l'intellectuel, qui est engagé dans tous les cas nonobstant ses dénégations éventuelles.

La mission de l'intellectuel vue par Saïd consiste donc à « *dire la vérité au pouvoir* » : « *La défense de la justice humaine n'est pas une affaire sélective*. » Or, le danger qui guette l'intellectuel est cette « *inévitable dérive du côté du pouvoir, de ses exigences et de ses prérogatives, au point qu'il en devient, à peu de nuances près, un pur et simple employé.* »[2]

[1] Edward Saïd, *Des Intellectuels et du pouvoir, op. cit.*, p. 27.
[2] Ibid., p. 95. L'intellectuel professionnel est celui qui reste « *attentif à faire comme il faut selon les règles d'un comportement correct, sans remous ni scandale, dans le cadre des limites admises en se rendant vendable et par-dessus tout présentable, apolitique, inexposé et objectif*. » (p. 89) Pierre Bourdieu appelle, quant à lui, intellectuel négatif celui qui se charge de la « *police symbolique* ». L'intellectuel négatif présente comme

Mais alors comment distinguer l'intellectuel incorruptible de l'intellectuel stipendié ? Comme nombre de mots stratégiques, celui d'intellectuel fait l'objet d'une lutte symbolique. Christophe Charle a brossé une définition sociologique de l'intellectuel : « *Pour rompre le cercle sans fin des définitions abstraites ou normatives des intellectuels… la seule démarche historique conséquente est d'analyser le document qui fonde leur existence publique, le manifeste des "Intellectuels". La pétition appelant à la révision du procès qui a vu la condamnation de Dreyfus implique le droit de revendiquer un pouvoir symbolique tiré de l'accumulation de titres. Les "intellectuels" refusent d'être assimilés à un groupe social sauf en creux dans la mesure où ils se démarquent consciemment d'une élite dominante.* »[1]

Dans son ouvrage sur la naissance des intellectuels[2], Christophe Charle explique en effet que la pétition des Dreyfusards reflétait l'expression d'un conflit de classe, plus précisément de fractions de classe au sein de la classe dominante, entre la partie professionnelle des universitaires, juristes, médecins, qui, à force de renoncement à leur autonomie, aux yeux de leurs pairs, finissent par trouver place au sein de « l'élite dominante » ; et les intellectuels des universités de lettres et de sciences, les écrivains, les artistes qui restent quant à eux en marge des voies royales d'accès à la dite élite. Et dont l'autonomie est d'ailleurs inversement proportionnelle aux opportunités de passage dans la fraction dominante de la classe dominante. Christophe Charle : « *Le champ intellectuel est ainsi traversé par une opposition à dimension politique qui s'apparente au débat qui divise les diverses fractions de la classe dominante et dont les principaux courants intellectuels résument les oppositions.* »[3]

D'après Charle, le couple idéologique intellectuel/élite apparaît à cette époque et traduit l'enjeu politique de l'affaire Dreyfus. En définitive, les intellectuels refuseront toute définition « positive » parce qu'elle fait précisément partie des enjeux du champ intellectuel lui-même : « *Vrais intellectuels contre faux intellectuels, demi-intellectuels contre grands intellectuels, écrivains contre universitaires, vieux contre jeunes, avant-gardistes contre auteurs à succès ou académiques, journalistes contre poètes, gauche contre droite.* »[1] Ce conflit interne qui a pour objet la définition du mot intellectuel empêche les intellectuels de se constituer en une catégorie sociale objectivable.

---

indiscutables des thèses qui le sont très largement. Bourdieu utilisait aussi le terme platonien de « *doxosophe* », ce « *technicien-de-l'opinion-qui-se-croit-savant.* » Il peut revêtir les habits du journaliste, de l'intellectuel, du politologue, de l'économiste, entre autres. Le doxosophe est « *l'antithèse de ce qui définit l'intellectuel, la liberté à l'égard des pouvoirs, la critique des idées reçues, la démolition des alternatives simplistes, la restitution de la complexité des problèmes*. » (*Contre-feux. Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*, Paris : Raisons d'agir, 1998, p. 106.)

[1] Cité par David Buxton, *Les intellectuels de médias en France*, *op.cit.*, p. 15.

[2] Christophe Charle, *Naissance des « intellectuels », 1880-1900*, Paris : Minuit, « Le sens commun », 1990.

[3] Cité par David Buxton, *op.cit., p. 15.*

Dans le douzième volet des *Cahiers de la prison*, Gramsci s'est également interrogé sur la formation des intellectuels. Là aussi, l'analyse ne peut faire l'impasse sur le lien avec l'élite : « *Les intellectuels constituent-ils un groupe social autonome et indépendant, ou bien chaque groupe social a-t-il sa propre catégorie spécialisée d'intellectuel ?* »[2] Si Gramsci reconnaît la nature complexe du processus historique des différentes catégories d'intellectuels, reste qu'il en relève deux principales.

En premier lieu, « *chaque groupe social, naissant sur le terrain originel d'une fonction essentielle dans le monde de la production économique crée en même temps que lui, organiquement, une ou plusieurs couches d'intellectuels qui lui donnent son homogénéité et la conscience de sa propre fonction* (…) » Selon Gramsci, si chaque individu est un intellectuel, même s'il n'en exerce pas la fonction sociale, il existe des formes « supérieures » de capacité intellectuelle. Parmi elles, il recense le chef d'entreprise : « *Il doit avoir une certaine capacité technique, en dehors de la sphère bien délimitée de son activité et de son initiative, au moins dans les autres domaines les plus proches de la production économique (il doit être un organisateur de masses d'hommes. Il doit organiser la "confiance" que les épargnants ont dans son entreprise, les acheteurs dans sa marchandise, etc.)* »[3] Les chefs d'entreprise doivent créer les conditions nécessaires à leur expansion. Pour ce faire, ils peuvent également disposer de ce que Gramsci nomme entre guillemets des commis auxquels ils délègueront cette fonction d'organisation de la société. Les intellectuels organiques, les « commis » ou « employés spécialisés » naissent de la cuisse d'une classe sociale ou d'une fraction de classe et sont pétris par elle au fur et à mesure de ses postures stratégiques qui visent à l'hégémonie de classe sur l'ensemble de la société. L'intellectuel organique de la bourgeoisie œuvre à la production du consensus. Fonctionnaire des superstructures politiques, culturelles, sociales, il permet à la société politique d'assurer « *légalement et loyalement* » la discipline des groupes subalternes en instaurant des modes de pensées et de comportements.

La seconde catégorie recouvre les intellectuels dits « traditionnels » qui se définissent eux-mêmes comme autonomes et indépendants du groupe social dominant « *dotés de caractères qui leur sont propres*. » L'intellectuel traditionnel est issu de modes de production antérieurs au capitalisme.

Définir l'intellectuel en regard de son rapport à la sphère du pouvoir est un impératif chez Gramsci comme chez Charle. Ce dernier note ainsi que la domination de la catégorie « intellectuels » au sein des élites ou de la bourgeoisie constitue un invariant structurel :

---

[1] Christophe Charle, *op. cit.*, p. 10.
[2] Antonio Gramsci, *Textes*, Paris : éditions Sociales, 1983, p. 239.
[3] *Ibid*., p. 240.

« *Plus on les honore symboliquement moins on les écoute pratiquement. Plus ils cultivent leur spécificité, plus ils s'éloignent des autres élites.* »[1] L'immixtion de l'intellectuel dans la sphère du pouvoir se réalise au prix de son autonomie, de la reconnaissance des pairs, d'où s'origine la légitimité de son titre et de son statut.

La nature de ce pouvoir a varié dans l'histoire. Il a ainsi pu passer des mains de l'église à celles du politique pour finir dans celles de la sphère économique. Cette dernière détient désormais des forces de frappe symbolique inédites puisqu'elle a acquis la soumission des principaux producteurs culturels en en devenant la principale sinon l'unique source de financement conditionnant leur existence même : politiques, journalistes, intellectuels, éditeurs, savants, scientifiques, artistes qui tous passent ou dépendent de ses canaux de diffusion pour transmettre un message.

Pour assurer le maintien de l'ordre, politique, économique, social, symbolique, le pouvoir économique forme et/ou s'agrège des agents « commis » qui pourront, au besoin, récupérer les contestations pour mieux défendre le système qui les nourrit. Car, d'un point de vue strictement économique, la contestation est aussi un produit qui se vend.

Le champ intellectuel se divise ainsi originellement sur l'axe de la contestation, de la distance critique, de l'autonomie face aux pouvoirs. Jusqu'aux années 1970, « intellectuel de gauche » confine à la formule tautologique. De l'affaire Dreyfus au XIXème siècle aux guerres de décolonisation du XXème siècle, la catégorie la plus en vue et la plus reconnue est celle qui se fait la voix des sans-voix contre les pouvoirs oppresseurs. Non que l'autre catégorie, celle du pouvoir, de l'ordre et du statu quo n'existe pas. Elle occupe alors une position dominée dans le champ intellectuel. La riposte s'organise toutefois timidement dès les années 1930[2], et surtout à partir des années 1950[3] sur la base des théories ultra-libérales des économistes tels que Friedrich August von Hayek ou encore Milton Friedman, pour citer les plus célèbres. Des groupes d'intérêts s'organisent à l'échelle internationale pour mettre en place les normes politiques, économiques, sociales, culturelles, de la société de demain, c'est-à-dire celle des années 1980, et les fournir clés en main aux dirigeants politiques qui se seront préalablement auto-dépossédés de leurs prérogatives. Ces *think tanks*, ou boîtes à idées, anglo-saxons au premier chef, déclarent la guerre à l'Etat-providence et à son économie étatiquement régulée. Tous les champs de production intellectuelle et culturelle sont conviés à se joindre à cette « révolution conservatrice » puisqu'il s'agit de revenir à l'ordre antérieur, celui d'avant les politiques sociales.

[1] Christophe Charle, *Naissance des « Intellectuels », op. cit.*, p. 13.
[2] Lire François Denord, *Néo-libéralisme version française. Histoire d'une idéologie politique*, Paris : Demopolis, 2007.
[3] Friedrich August von Hayek fonde la société du Mont Pèlerin en 1947.

La radicalité des postures s'aiguise entre les militants d'un marché omnipotent et auto-régulé comme seul fondement à toute forme d'organisation sociale, et les tenants d'un rôle assumé par l'Etat qui garantirait, à tout le moins, la non marchandisation exhaustive du monde. La guerre froide servira la cause de ceux qui auront décidé de se ranger du côté des « forces de l'argent. » Derrière la critique du « communisme », c'est aussi la figure de l'Etat qui est visée.

Intellectuels, journalistes et universitaires ont contribué et accompagné ce « grand bond en arrière », pour reprendre la formule de Serge Halimi.

Cette montée en puissance des thèses libérales est décrite à très gros traits. Pour une lecture plus nuancée et complexifiée, l'on peut utilement se rapporter au livre de François Denord, *Néo-libéralisme version française. Histoire d'une idéologie politique*. Dès l'origine, le néo-libéralisme démontre une capacité à rassembler au-delà des clivages. Outre l'explicitation des distinctions entre libéralisme (régime économique du laisser-faire avant la crise boursière de 1929), néo-libéralisme (laisser-faire associé à un rôle étatique) et ultra-libéralisme (retour du laisser-faire, laisser-passer avec exclusion totale de l'Etat du jeu économique), François Denord fait remonter les premiers balbutiements des thèses néo-libérales à l'entre-deux-guerres, c'est-à-dire en pleine crise du capitalisme (première guerre mondiale, révolution russe, naissance du fascisme, crise économique, avènement du nazisme, *new deal*, Front populaire.) Economistes, patrons, hauts fonctionnaires imaginent une troisième voie entre un laisser-faire qui a tout droit mené à la crise de 1929 et une planification économique trop totalitaire. Ici, l'Etat ne disparaît pas mais fait respecter les règles de la concurrence libre et non faussée.

Dix ans après la crise de 1929, naît à Paris le Centre international d'études pour la rénovation du libéralisme qui rassemble rénovateurs du libéralisme et déçus du planisme. La gauche communiste et la droite fasciste sont les seuls courants politiques à ne pas trouver de représentants dans ce club cependant que l'on y croise économistes et universitaires, hommes d'affaires et hauts fonctionnaires, mais aussi des syndicalistes ouvriers issus de la tendance réformiste de la CGT. « *De manière offensive, il cherche à faire sauter les verrous réglementaires législatifs ou corporatifs qui entravent la libre concurrence et à désengager l'Etat du secteur productif. De manière pragmatique, il crée un cadre légal favorable au marché, supplée l'initiative privée là où elle est défaillante, incite à la concentration industrielle ou, au contraire, la freine. Cà et là, enfin, l'Etat néo-libéral adapte le droit aux*

évolutions économiques, sanctionne les fraudes et vient en aide aux plus défavorisés. »[1] Ce fonds commun de la doctrine néo-libérale reflète le compromis entre différents courants en concurrence du néo-libéralisme. Le néo-libéralisme « offensif » sera plus conservateur (exemple américain) cependant que le néo-libéralisme « pragmatique » pourra se montrer plus social (exemple allemand qui dit pratiquer une « économie sociale de marché ».)

La seconde guerre mondiale met momentanément un terme à la mobilisation qui reprendra dès 1944, au moment de la mise en place d'une politique dirigiste. Comme après la crise de 1929, l'époque s'obstine à n'être pas favorable aux thèses néo-libérales. N'était un soutien de la part d'une presse aussi bien généraliste que spécialisée qui n'hésite pas à aller contre l'air du temps. François Denord raconte : « Le Figaro*, déjà l'un des plus grands journaux français à la Libération, a été précurseur. L'écrivain catholique Paul Claudel y publie le 11 janvier 1945 un article très hostile aux nationalisations (...) Entre 1945 et 1946, Auguste Detoeuf, qui tient la chronique économique du journal, signe trente-quatre articles où il plaide pour un retour à la liberté des prix et un desserrement des contraintes pesant sur l'économie. Celui qui s'était fait le tenant du néo-libéralisme de Walter Lippmann et le promoteur de l'organisation professionnelle prône un Etat devant progressivement s'occuper uniquement "d'information et de défense de l'intérêt public." (...)* Le Monde*, quotidien fondé avec le soutien des pouvoirs publics en décembre 1944 pour remplacer* le Temps*, accorde une large place à leurs argumentaires. (...) René Courtin, l'un de ses trois co-directeurs (avec Hubert Beuve-Méry et Christian Funck-Bruntano), a largement imprimé sa marque entre 1944 et 1949 (...) Le ton nuancé des articles dissimule parfois une attitude très combative (...) René Courtin livre quarante-cinq articles en 1946 dont certains courent sur plusieurs numéros.* »[2]

Le Monde accueillera dans ses colonnes des figures du néo-libéralisme telles Charles Rist ou encore Daniel Villey. Que deux journaux s'adressant aux élites politiques et économiques laissent leurs colonnes ouvertes au militantisme néo-libéral en indique la vigueur.

La presse économique apportera sa contribution : *Les nouvelles économiques*, *L'opinion économique et financière*, *Banque*. De grands périodiques généralistes comme la Revue de Paris. De nouvelles revues apparaissent : *Hommes et mondes*, *Planète*, toutes deux créées en 1947 à l'initiative des patrons Ernest Mercier et Gaston Riou, président de l'Union économique et douanière européenne. Quarante-six ouvrages paraissent aux éditions de Médicis entre 1945 et 1946. Des conférences publiques sont organisées par des groupements

[1] François Denord, *Néo-libéralisme version française, op. cit.,* p. 5.
[2] *Ibid*., p. 195 et 197.

patronaux comme la Société d'économie politique. Tapie dans l'ombre, l'opposition néo-libérale s'organise et dispose des moyens pour ce faire.

En effet, François Denord a raison de relever que le combat d'idées ne suffit pas. Les intellectuels ne suffisent pas : « Une *idéologie politique ne conquiert l'ascendant que dans la mesure où elle consolide des forces sociales qui disposent d'un pouvoir réel sur l'économie* (…) *Le néo-libéralisme doit d'abord son triomphe à la transformation des rapports de force politique qui lui fraya la voie, plus qu'à l'influence exercée par telle ou telle organisation internationale. La fermeture de l'espace des possibles en matière de politique économique, la conversion de la droite au marché, d'une partie de la gauche et de la haute fonction publique, découlent avant tout d'évolutions structurelles qui toutes ont concouru à la disqualification des solutions économiques alternatives.* (…) *Pour qu'elles survivent à leurs auteurs, les stratégies de subversion intellectuelle ont besoin d'intérêts qui les soutiennent et d'institutions qui les relayent*. »[1]

1-2 Intellectuel, intellectuel médiatique, intellectuel de médias, une définition plurielle et évolutive

Avec la figure de l'intellectuel libre naît consubstantiellement la centralité des médias. Tout aurait débuté avec un article d'Emile Zola paru dans *L'Aurore* et culminé dans les années 1960 avec pétitions dans la presse et reportages à la télévision. Le « J'accuse » de Zola a constitué le fondement de l'idéologie de profession du groupe social « intellectuel ». Philippe Riutort en rappelle les ingrédients : « *La figure de Zola s'engageant publiquement dans l'affaire Dreyfus et mettant en jeu son crédit d'écrivain au nom de la morale et interpellant les plus hautes autorités dans la presse – le "J'accuse" publié dans* l'Aurore *– délimite pour longtemps les conditions d'intervention des intellectuels dans l'espace public ; cette intrusion hors de son champ de compétences, et généralement dans les affaires publiques, se doit d'être motivée par le désintéressement et tendre vers la défense de valeurs universelles, en n'hésitant pas à recourir à la morale pour faire triompher une cause juste*. »[2]

Quant aux reportages télévisés et aux mobilisations d'intellectuels concomitantes, on pense derechef aux campagnes humanitaires. Dans ces années 1960, les champs intellectuel,

[1] *Ibid*., p. 303 et 304.
[2] Philippe Riutort, « Au nom du nom, ou comment investir son poste. Le cas des éditorialistes d'Europe 1 », *Scalpel, Cahiers de sociologie politique de Nanterre*, 2-3, 1997.
http://www.gap-nanterre.org/article.php3 ?id_article=34. Consulté le 27/01/2007.

journalistique et politique s'aimantent les uns aux autres. Alors surgit la figure de « l'intellectuel médiatique ». D'aucuns, dont Riutort, relèveront la maladresse de la formule en soulignant le pléonasme : l'intellectuel, à des fins d'efficacité, doit transmettre son discours au travers d'un support médiatique, presse, télévision, radio, maison d'édition, etc. Riutort écrit ainsi « *contre l'illusion de la nouveauté que laisse généralement augurer l'emploi du qualificatif "médiatique", il paraît nécessaire d'insister sur le fait que la figure de l'intellectuel a, dès l'origine, partie liée avec l'univers des médias, dans la mesure où sa prise de parole consiste justement à rendre publiques certaines visions de la société, et, par conséquent, à rechercher le soutien d'un public – qui reste parfois largement à inventer – susceptible de recevoir ses propos.* »[1] Riutort fait remonter l'émergence de cette médiatisation au temps des salons et cafés du XIXème siècle. Il s'agissait alors littéralement d'un espace public bourgeois uniquement compte tenu de ce type de lieux de sociabilité.

Indépendamment de l'opportunité de cette désignation, connotée péjorativement par ailleurs, son signifié cherche à marquer l'émergence d'un type d'intellectuel qui n'existerait que par, pour et dans les médias. Ces derniers ne constitueraient alors pas tant un moyen de construire et défendre une cause publique mais une fin qui ouvrirait sur une posture ascendante dans la hiérarchie sociale[2]. C'est la raison pour laquelle Philippe Riutort propose de substituer la formule plus connue d'« intellectuels médiatiques » par celle d'intellectuels de médias. Or, si l'intellectuel existe depuis le manifeste des « Intellectuels », alors l'intellectuel de médias, quant à lui, n'existe pas puisque personne ne s'en réclame. Pour cause, dans la longue suite de distinctions internes au champ intellectuel, les intellectuels de médias de cette fin de XXème siècle sont reconnus pour leur succès commercial, à opposer aux intellectuels reconnus par leurs pairs, le pôle dominant du champ, en l'espèce les universitaires, pour leurs productions savantes. Les intellectuels de médias sont également reconnus pour leur proximité aux pouvoirs économique et politique. Une position peu avouable donc.

---

[1] Philippe Riutort, « Genèse et évolution d'une catégorie floue », dans David Buxton et Francis James (dir.), *Les Intellectuels de médias en France*, *op. cit*., p. 27.

[2] Ces analyses de Riutort rappellent celles de Georges Ross pour qui, avant tout et loin de toute vision romantique mystifiante, l'intellectuel fait avec et se positionne en fonction des structures du marché données à un moment donné : « *Les intellectuels pensent rarement pour les classes. Leur audience est beaucoup plus intime – alter ego, petits groupes, organisations formelles et informelles, ou institutions*. (…) *Néanmoins, les structures existantes quelles qu'elles soient* (…) *constituent une série de contraintes et établissent des systèmes d'incitation pour les intellectuels, en les orientant vers les types de sens et d'ordre à produire, vers les vocabulaires et les méthodes à utiliser et vers les destinataires du discours* (…) *Les intellectuels, pris dans une perspective individuelle, sont des "acteurs rationnels" préoccupés par la construction de biographies dans lesquelles les bénéfices de carrière désirables peuvent être maximisés – la sécurité, l'influence culturelle et le prestige par exemple.* » L'intellectuel agirait en capitaliste, qui s'ignore plus ou moins, soucieux d'accumuler des profits, symboliques, sociaux, culturels, et d'en tirer profit en les réinvestissant sur les marchés les plus porteurs. Ainsi, s'expliquerait l'évolution, voire la volatilité, des positions. Mais Georges Ross précise que l'intellectuel peut investir, alternativement ou simultanément, différents « marchés », notamment pour éviter d'avoir à choisir de manière rédhibitoire entre « *la réussite professionnelle, la réussite publique ou l'influence politique (le pouvoir et/ou la solidarité à une cause.)* » Georges Ross, « Fragmentation du marché intellectuel et disparition de l'intellectuel de gauche », p.187-207, dans Yves Mény (dir.), *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux*, Paris : Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1991 (1989).

Dans une étude sur les éditorialistes de la radio privée *Europe 1,* Philippe Riutort distingue « l'expert », dont la légitimité découle de sa qualité de spécialiste dans un domaine circonscrit, de « l'intellectuel » dont la capacité à éditorialiser n'est pas réduite ou soumise à une « spécialité ».[1] Si l'intellectuel de médias peut parler de tout, il s'adapte à la demande, il possède néanmoins son domaine de prédilection pour lequel il est connu et reconnu : Alain Minc est plus un économiste, François de Closets est plus un vulgarisateur scientifique, Bernard Kouchner est plus un humanitaire. L'intellectuel de médias peut être journaliste (Serge July, Claude Imbert, Alain Duhamel, Frantz-Olivier Giesbert, etc.) ou personnalité assimilée (Bernard-Henri Lévy, Alain Finkielkraut, André Glucksmann, etc.) La démarcation de l'intellectuel de médias d'avec le spécialiste se produira sur le terrain journalistique. Cependant que le spécialiste garde un lien avec le savoir universitaire dont il peut se prévaloir, l'intellectuel de médias peut s'en détacher et s'en éloigne le plus souvent. Sa légitimité est de ce fait aléatoire et aura besoin des renforts journalistiques pour peser. En lieu et place de légitimité scientifique, l'intellectuel de médias sera salué pour son charisme, sa qualité d'écriture, son sens de la formule. Sa légitimité dépend donc de ce que David Buxton appelle la « *sanction du marché* », « *d'où l'effort frénétique pour rester en vue, au prix d'adaptation et de virements opportunistes*. »[2]

Régis Debray, dans *Le Pouvoir intellectuel en France*[3], date cette recomposition interne du champ intellectuel à partir de 1968, une date plus indicative que strictement factuelle. Ce moment où les cycles universitaires et d'édition « laissent place » au cycle média. La sanction ou l'adoubement proviendra du marché médiatique. Les nouveaux rapports de force qui se jouent au sein du champ intellectuel vont finir par consacrer une pensée « centripète » par nature puisque la rentabilité maximale est dans le juste milieu. Vont alors s'élever au firmament des étoiles intellectuelles ceux qui sont capables de « *bonifier les idées moyennes* »[4], de faire passer des idées reçues pour des fulgurances intellectuelles originales. En outre, « *en raison de la domination des diffuseurs, les contraintes internes à la diffusion, qui sont les mêmes pour tous, finissent par imposer une uniformité des canaux, ou pour reprendre l'expression popularisée dans les années 1990, une "pensée unique" qui, tout en renvoyant dos à dos la gauche et la droite, épouse la raison marchande. Ce sont les journalistes, dominés dans le champ intellectuel mais rompus aux contraintes du marché, qui sont les plus à même de tirer les marrons du feu.* »[5]

[1] Philippe Riutort, « Au nom du nom… », article cité.
[2] David Buxton, *op. cit*., p. 17.
[3] Paris : Ramsay, 1979.
[4] David Buxton, *Ibid*., p. 18.
[5] *Idem*.

Selon Régis Debray, le cycle universitaire a dominé le champ intellectuel de 1880 à 1930, puis ce fût au tour du cycle éditorial de 1920 à 1960, toujours à titre indicatif. Depuis 1968, le cycle media domine le champ au prix d'une forte dégradation de la fonction intellectuelle.

Le milieu universitaire est restreint, retiré, replié sur lui-même. L'université est une institution progressiste parce que le « *fruit des noces de l'Etat et des Lumières – plus précisément de la République bourgeoise et du rationalisme libéral* » contre l'obscurantisme de l'église. Le mariage a vécu au moment où l'Etat a préféré le capitalisme et ses critères de retour sur investissement : « *L'Etat n'a pas gagné la partie, c'est le capitalisme qui a gagné l'Etat, en le subordonnant à sa propre logique économique ; et l'enseignant supérieur, industrialisé, doit inexorablement se soumettre aux normes du rendement et de la rentabilité, tout comme une entreprise publique aux procédures et normes du capital privé avant de passer directement sous son contrôle. Le marché du diplôme s'est aligné sur le marché du travail. On ne décrira pas ici l'agonie de l'université française,* (…) *bien que l'achèvement d'un cycle historique incline aux vues d'ensemble.* »[1] Ce déclin implique une redistribution des forces à l'intérieur du champ, ce que Debray nomme une « *modification de l'assiette hégémonique française*. »

Le déclin du cycle universitaire s'amorce avec l'accroissement tant des postes d'enseignants que des effectifs étudiants. Or, constate Debray, « *le pouvoir d'une élite est inversement proportionnel au nombre. Plus les chances d'accès à l'enseignement supérieur des couches populaires augmentaient* (…), *plus l'élite a multiplié les portes de sortie. Elle a filé vers le CNRS, le Collège de France, l'Ecole pratique ou les fondations privées (c'est-à-dire, à terme, vers les Etats-Unis).* (…) *C'est une loi générale, propre à l'économie des institutions (nationales et internationales) que chaque palier d'égalité atteint par ceux d'en bas déplace automatiquement l'inégalité antérieure au palier du dessus, lequel devient du même coup le nouveau lieu de la décision.* (…) *Bien sûr, c'est parce que le palier du dessus est* déjà *aménagé (mais discrètement) qu'on peut ouvrir les portes, en dessous, au vulgum*. »[1] Autre signe du déclin du cycle universitaire, l'apparition de nouveaux critères dans l'attribution des crédits aux laboratoires ou dans l'attribution des postes et des titres : « *La plus ou moins grande visibilité sociale – ou surface médiatique – d'un chercheur, la résonance ou la répercussion dans l'"opinion publique" d'un axe de recherche, la position d'un postulant dans les appareils de diffusion de masse.* »

[1] Régis Debray, *Le Pouvoir intellectuel en France*, Paris : Ramsay, 1979, p. 56.

Au cours du cycle éditorial, qui court de 1920 à 1960, la forme revue décline au profit de la forme magazine. Le cycle media s'enclenche à partir de 1968. Ici, « media » doit se garder d'être confondu avec le journalisme : « *La base du journalisme, c'est la lie des media* »[2], écrit Debray. Les « news » privilégient « l'appréciation moralisante » à l'analyse concrète, à l'enquête, au reportage. En 1964, *l'Express* change de formule pour s'inspirer du modèle américain. Les autres hebdomadaires suivront bientôt. Debray déplore que « *la France des hauteurs* » a gardé le pire et laissé le meilleur des médias de presse écrite américains : « *Les "news" nationaux ont pris la gestion, le format, le laconisme et le papier glacé, en oubliant de rapporter le contenu : l'exactitude, le sens du détail, le respect des faits et l'irrespect des positions, l'imprudence et l'entêtement – qui font à juste titre la gloire des têtes brûlées du news américain.* »[3]

Toujours est-il que les profits, pécuniers, symboliques, sociaux, apportés par les médias sont sans commune mesure. « *Le foyer d'irradiation des idées sociales apparaît simultanément comme le port d'attache des porteurs de l'idée ; la rampe de lancement du produit ; la base logistique du producteur. D'ordinaire, c'est dans l'institution la plus performante que le producteur idéologique de pointe ("la grande figure") trouve son havre le plus sûr et sa source principale de revenus. Le même homme que nourrissait, mal, l'université, en 1890, sera nourri, assez bien, par l'édition en 1930 (et 1950) et très bien en 1980 par les media. Et l'auteur, ou le courant d'idées, propulsé par l'amphithéâtre universitaire en 1890 le sera par la revue en 1950, par l'hebdomadaire ou l'émission de télévision en 1980.* »[4] De même, à chaque mode idéologique, son « véhicule de lancement », l'université pour le bergsonisme, la revue pour l'existentialisme, la télévision pour la nouvelle philosophie.

Au fur et à mesure du passage d'un support à un autre, la dégradation de l'activité intellectuelle s'accentue. Debray diagnostique une inculture croissante, un niveau d'exigence perpétuellement à la baisse : « *Il n'est plus indispensable – dans l'actuelle période médiologique – d'enseigner la philosophie pour "être philosophe" ; pas plus que de conduire des recherches philosophiques et de les soumettre via publication à l'appréciation professionnelle de la communauté philosophique* (…) *Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y aura plus de professeurs ni de livres de philosophie, mais qu'ils ne sont plus dépositaires de la patente ni de l'image sociale (c'est-à-dire du véhicule standard). La rémanence des signes culturels sur la rétine sociale leur permet d'agir très longtemps après leur évidage. Comme l'organe survit à la fonction, la signalétique survit à la pratique et le qualificatif à la*

[1] *Ibid*., p. 58.
[2] *Ibid*., p. 103.
[3] *Ibid*., p. 103-104.
[4] *Ibid*., p. 180-181.

substance. Dans l'ordre nouveau, il n'est plus nécessaire de penser quelque chose pour être penseur, ni même d'écrire des livres pour être écrivain ; mais se marquer soi-même comme écrivain *ou* penseur *(pour se démarquer des non-écrivains et des non-penseurs) reste une nécessité sociale*. »[1]

En 1979, Debray décrit un champ intellectuel soumis au champ des media, un milieu dans lequel « *une polémique vaut dix fois mieux qu'une bonne publicité. Où personne ne se doit à rien, parce que chacun se doit à tous. Où se dire « de gauche » n'empêche pas de frayer avec la droite, joignant l'honorable à l'utile, ni de s'échanger la casse et le séné par-dessus les cadavres des gogos d'antan qui y croyaient encore. Où il suffit du reste, pour être quoi que ce soit, de le dire ou de le faire dire.* »[2]

Si le journaliste frustré de sa position dominée dans le champ des producteurs culturels s'élève au rang d'intellectuel-écrivain-philosophe-expert, l'intellectuel quant à lui régresse au rang de journaliste, campé sur l'actualité préalablement sélectionnée par l'agenda médiatique. A la fascination du journaliste envieux de la posture de l'intellectuel, répond la fascination de ce dernier pour les lumières des plateaux de télévision.

Pour autant, les journalistes ne sont pas quitte de cette position dominée. Ils vont devenir les censeurs du marché, distribuant ou retirant les titres, récompensant ou disqualifiant. Ils se mettront à écrire eux-mêmes et compteront sur les jeux d'amitiés, de connivences, de renvois d'ascenseur pour se célébrer mutuellement sans autre exigence scientifique. Fonctionnant ainsi en vase clos, le champ médiatique est désormais autosuffisant, mais aussi vulnérable aux sanctions économiques de leurs propriétaires ou de leurs bailleurs publicitaires.

Gilles Deleuze écrivait déjà : « *Les journalistes devenaient les nouveaux auteurs, et les écrivains qui souhaitaient encore être des auteurs devaient passer par les journalistes, ou devenir leurs propres journalistes. Une fonction tombée dans un certain discrédit retrouvait une modernité et un nouveau conformisme, en changeant de lieu et d'objet. C'est celui qui a rendu possibles les entreprises de marketing intellectuel*. »[3] Le philosophe témoignait ainsi de ces intellectuels de médias qui décrivaient un processus de « journalisation » du champ intellectuel. L'intellectuel pouvait sans se contredire dessiner des va et vient entre l'université

[1] *Ibid*., p. 181. Souligné dans le texte.
[2] *Ibid*., p. 262-263.
[3] Gilles Deleuze, « A propos des nouveaux philosophes et d'un autre problème plus général », http://1libertaire.free.fr/Deleuze03.html (Origine : http://www.generation-online.org/p/fpdeleuze9.htm)

et le monde de l'édition. Aujourd'hui, le champ médiatique a imposé ses propres normes de légitimation auxquelles l'intellectuel de médias se soumet, signant ainsi la fin de la « *double appartenance* » dont parle Buxton.

L'ancêtre de l'intellectuel de médias, le nouveau philosophe

Deleuze n'est pas visionnaire. Si son analyse critique des nouveaux philosophes s'applique aussi bien aux intellectuels de médias, c'est plus simplement parce que les premiers apparaissent comme les ancêtres des seconds qui en sont les héritiers.

Leur dessein commun : prouver qu'un autre pensable est impensable. Dans cette perspective, le débat Sartre-Aron a servi de terrain à la mise à mort de l'intellectuel autonome et critique et à la pensée hétérodoxe, alternative qu'il pouvait formuler. Toujours le même conflit entre l'intellectuel winockien qui doit donner du sens au monde et celui, foucaldien ou bourdieusien, qui en révèle les mécanismes de violence sociale. En effet, l'entreprise nouvelle philosophique a constitué le paravent de gauche à la révolution conservatrice qui se mettait alors en branle. La critique de cette entreprise et de ses méthodes a été virulente[1] mais du fait de la privatisation croissante de l'espace public par le système médiatique, elle est restée quasiment inaudible. La nouvelle philosophie sera présentée comme une véritable opération d'émancipation intellectuelle. Le 5 septembre 1977, le *Time* titre à sa une : « Marx is dead, France's new philosophers speak out » (Marx est mort, les philosophes français prennent la parole.) « *Ils ont fait le choix de l'agora télévisuelle contre l'université, de la légitimité médiatique contre la crédibilité scientifique.* »[2] Loin d'être soupçonnés de duplicité ou de trahison, leur critique et autocritique de mai 68, l'un de leurs chevaux de bataille, seront au contraire médiatiquement saluées comme un signe de maturité et, partant, d'autant plus crédible. Car, passés par le gauchisme, ils en connaissent d'autant mieux les dangers.

En outre, les nouveaux philosophes se voudront rassurants dans une période qui l'est de moins en moins. Juillet 1977 marque la fin de l'union de la gauche qui perdra les élections législatives de mars 1978. En janvier-février 1978, la France compte son premier million de chômeurs ; le gauchisme finit par imploser ; la publication de *l'Archipel du goulag*[3]

Consulté le 26/07/2006.

[1] Outre Gilles Deleuze, nous pouvons citer Gilles Châtelet, *Vivre et penser comme des porcs*, Paris : Gallimard, « Folio/Actuel », 1998 ; François Aubral et Xavier Delcourt, *Contre la nouvelle philosophie*, Paris : Gallimard, 1977 ; ou encore Guy Hocquenghem, Dominique Delcourt, etc.

[2] Jade Lindgaard et Xavier de la Porte, *Le B-A BA du BHL. Enquête sur le plus grand intellectuel français*, Paris : la Découverte, 2004, p. 21.

[3] Ce livre a fait d'autant plus de bruit à cette époque où les intellectuels de gauche se sont faits les promoteurs du modèle libéral américain contre la barbarie communiste. L'existence des goulags avait pourtant déjà été révélée

d'Alexandre Soljenitsyne en 1974 ébranle les « mythes fondateurs » de la gauche et de l'« extrême » gauche, de même que la révélation du génocide cambodgien et les premiers boat people fuyant le Vietnam dit communiste. Jean-Pierre Le Goff a décrit cette évolution : « *La seconde moitié des années 1970 voit s'effondrer les espérances révolutionnaires portées par l'extrême-gauche. Alors que, depuis la fin des années 1960, le développement des luttes en Europe et dans le monde paraissait rendre de nouveau crédible l'idée de révolution, l'histoire semble effectuer un grand retournement comme si elle s'était mise à tourner à l'envers (…) La vulgate révolutionnaire s'effondre, et lui succède une référence à l'éthique et à la dimension esthétique de l'existence, largement refoulées par les militants révolutionnaires. Celles-ci se voient opposées à la politique qui devient synonyme d'idéologie, d'illusion et de mensonge. Les nouvelles valeurs qui désormais s'affirment ouvertement vont de pair avec une dépolitisation*. »[1]

Télévision, presse, radio vont accompagner l'imposition d'un nouveau paradigme anti-marxiste. *Le Nouvel observateur*, qui s'étale à l'époque entre un pôle réformiste « moderne » (Pierre Mendès-France, Michel Rocard) et un pôle radical non communiste (Jean-Paul Sartre, Michel Foucault), fait la promotion des nouveaux philosophes en lançant notamment un forum sur la deuxième gauche avec la collaboration de la revue du socialisme autogestionnaire *Faire*. L'hebdomadaire milite en faveur d'une pensée « ouverte », par opposition au discours « fermé » du marxisme, la modernité et le dépassement des idées jugées anciennes. Pour Louis Pinto, la nouvelle philosophie représente une « *tentative originale de mise en forme théorique, explicitement constituée contre le marxisme.* »[2]

L'apparition à la télévision d'émissions à caractère culturel, comme Apostrophes, va la créditer d'un rôle de consécration, de légitimation des intellectuels qui y assureront une prestation. Mais c'est surtout l'inverse qui est vrai : la participation des Roland Barthes ou des Michel Foucault accordera à la télévision une légitimation en tant que lieu de production et de consécration intellectuelle.[3]

---

dès 1936 grâce aux rapports de l'historien Victor Serge ou les témoignages de Léon Trosky, par ceux de David Rousset en 1947, et en 1956 avec le rapport Khrouchtchev.

[1] Jean-Pierre Le Goff, *Mai 68, l'héritage impossible*, Paris : la Découverte, 1998, p. 397-398. Cité par Jaade Lindgaard et Xavier de la Porte, *Le B-A BA du BHL, op. cit*., p. 23.

[2] Louis Pinto, *L'Intelligence en action : le Nouvel observateur*, Paris : Métailié, 1984, p. 204.

[3] Pour Gilles Deleuze, ces passages à la télévision ne sont autres que des « *numéros de dressage que les interviewers ont fait subir aux intellectuels consentants.* » Le philosophe parle d'opération de « domestication » de l'intellectuel. A l'inverse, Michel Winock estime que : « *Cette "médiatisation" peut être revendiquée par ses praticiens au nom de l'efficacité : quelle plus belle tribune que celle qui atteint des millions d'auditeurs. En fait, la télévision s'intéresse moins au contenu des discours qu'à la personne de ceux qui les tiennent. Le petit écran est devenu un instrument de promotion personnelle, l'intellectuel "médiatique", le dernier avatar de la corporation*. » (*Le Siècle des intellectuels*, Paris : Seuil, 1997, p. 611. Cité par David Buxton, *op. cit*., p. 20.

Une évolution des rapports entre intellectuels et journalistes

Pour Michel Foucault, l'antagonisme entre intellectuel et journaliste n'a pas lieu d'être. L'intellectuel ne prétend pas éclairer la masse aveugle mais constitue un maillon de la chaîne qui relie les ouvriers entre eux. « *Branché sur l'appareil d'information, l'intellectuel a pour fonction de se faire le relais des échanges entre ouvriers. Il met à disposition sa légitimité politique et son crédit scientifique pour leur ouvrir l'accès aux médias et transmettre leur savoir afin d'aider ceux qui n'ont pas encore pris conscience de ce qui se passe. S'il se met au service des agents en lutte c'est cependant sans se substituer à eux ni parler en leur nom.* »[1] Deleuze traitait de la tradition de l'intellectuel anti-foucaldien « *qui disait le vrai à ceux qui ne le voyaient pas encore et au nom de ceux qui ne pouvaient pas le dire : conscience et éloquence*. »[2] Foucault rompt cette tradition et pose que l'intellectuel doit servir à fournir des analyses utiles à la réflexion critique sur la société et sur les conditions de domination et d'exploitation. « *L'intellectuel peut aider à formuler les problèmes mais en aucun cas juger le bien-fondé des mouvements, les agents sont les mieux placés pour cela.* »

Reste que dans ces années 1970, au moment où les champs intellectuel et journalistique entrent en concurrence sur le terrain de l'actualité alors investi par la philosophie et les sciences sociales à travers l'édition, la presse, en particulier les magazines hebdomadaires d'information généraliste tels *le Nouvel Observateur*, *l'Express*, *le Point* ou le quotidien *le Monde*, la radio et la télévision, Foucault privilégie les journaux comme lieu de production intellectuelle, l'intellectuel disant l'actualité au même titre que le journaliste.

Mais, le divorce entre champ intellectuel et champ journalistique s'amorcera, s'accentuera encore lorsque les journalistes obtiendront des titres scolaires équivalents à ceux des intellectuels traditionnels ou des universitaires, voire supérieurs à eux et des formations semblables ou proches. Un capital intellectuel et culturel sanctionnés par des titres de légitimité et qui expliquent que les journalistes refusent plus facilement la domination symbolique des intellectuels. Ils peuvent reconnaître les intellectuels les plus prestigieux, souvent les plus médiatiques, sans complexe d'infériorité. Ils consacrent ces derniers selon des critères inversement proportionnels à l'indifférence que suscite chez eux les universitaires.

Cette évolution des rapports entre journalistes et intellectuels se traduit par le fait que le champ journalistique peut fonctionner en circuit fermé. Or, s'il peut créer l'événement sans

[1] Francis James, « Michel Foucault, philosophe-journaliste (1926-1984) », dans David Buxton et Francis James, *Les Intellectuels de médias en France*, *op. cit.*, p. 98.
[2] Gilles Deleuze, « Les intellectuels et le pouvoir », *L'Arc*, 49, 2ème trimestre, 1972. Cité par Francis James, *ibid*.

interventions extérieures desquelles il serait tributaire, il produit également ou consacre la pensée légitime ou légitimement pensable. Ainsi que le constatait Deleuze : « *Et de même qu'il* [le journalisme] *avait moins besoin aussi de se rapporter à des analyses extérieures au journalisme, ou à des personnages du type "intellectuel", "écrivain" : le journalisme découvrait en lui-même une pensée autonome et suffisante. C'est pourquoi, à la limite, un livre vaut moins que l'article de journal qu'on fait sur lui ou l'interview à laquelle il donne lieu. Les intellectuels et les écrivains, même les artistes, sont donc conviés à devenir journalistes s'ils veulent se conformer aux normes. C'est un nouveau type de pensée, la pensée-interview, la pensée-entretien, la pensée-minute. On imagine un livre qui porterait sur un article de journal, et non plus l'inverse.* »

Par extension, l'existence publique de l'intellectuel est fonction de critères médiatiques. En définitive, la nouveauté des nouveaux philosophes a surtout consisté à constituer un « *pas considérable dans l'intrusion du pouvoir journalistique à l'intérieur du champ philosophique et dans la substitution de la figure de l'intellectuel médiatique fonctionnellement consensuel et révérant à celle de l'intellectuel critique. Trente ans plus tard, le système de rapports qui s'est institué à cette époque entre les intellectuels et le journalisme est toujours en place, et Lévy tient toujours le haut des médias.* »[1]

Ces nouveaux espaces discursifs vont constituer un terrain de lutte symbolique. L'enjeu : l'hégémonie de la parole légitime.

Si l'entreprise des nouveaux philosophes est une création des médias, ceux-ci ne sont pas seuls en cause dans la perte d'autonomie du champ intellectuel au profit du champ médiatique et de la marginalisation ou de l'accessoirisation de la pensée critique dans le débat public. Ce sont des intellectuels qui militeront pour le renoncement à l'esprit critique. « *Que peuvent les intellectuels ?* » se demande Pierre Nora dans l'éditorial qui inaugure le lancement de la revue *le Débat* en 1980. Le 8 octobre 1983, le philosophe Jean-François Lyotard décrit le « tombeau de l'intellectuel » dans *le Monde*, une contribution apportée au débat lancé par le porte-parole du gouvernement socialiste Max Gallo, devenu intervenant médiatique régulier en tant qu'historien, sur « *le silence des intellectuels*. »

Georges Ross corrige : l'intellectuel de gauche, ou l'intellectuel marxisant, n'a pas recouvré le silence. Il a tout simplement disparu : « *Les intellectuels marxisants étaient donc devenus, vers la fin des années 1970, une espèce en voie de disparition. Seuls les*

autogestionnaires [catholiques de gauche] demeuraient candidats à la création d'une nouvelle sous-espèce d'intellectuel de gauche. »[2] La gauche est arrivée au pouvoir en 1981 au moment où s'opérait le divorce avec la plupart des intellectuels de gauche toutes tendances confondues : « *du scepticisme post-moderne et anti-lumières aux tendances anti-étatiques, anti-jacobines des néo-tocquevilliens*. » Pour Ross, c'est l'intellectuel traditionnel « *à vocation universelle et prosélyte* » qui a cessé d'exister. Reste à en expliciter le déclin.

Georges Ross apporte des réponses à partir de l'observation de l'évolution de plusieurs champs, intellectuel et politique, qu'il appelle aussi des marchés. Marchés qui ont connu des changements « *complexes et simultanés, liés les uns aux autres.* » A l'intérieur du marché intellectuel, la modernisation, l'éducation de masse et l'augmentation consécutive du nombre d'intellectuels a entraîné une « *fragmentation* », une « *spécialisation* » et une « *interdépendance complexe* » du marché intellectuel aux dépens du « *généralisme* » et de l'« *universalité*. » Les savoirs intellectuels sont devenus beaucoup plus spécifiques. Le statut professionnel et le respect afférent se sont réorientés vers l'expert reconnu avant tout sur un domaine relativement limité. « *Les généralistes, qui avaient persévéré dans la ligne ancienne, ont ressenti une certaine baisse de leurs rétributions pour leurs fonds de commerce strictement professionnel. En même temps, les domaines universalisants comme la littérature et, plus généralement, les humanités ont souffert d'une déflation à la mesure de l'expansion des nouvelles subdivisions comme les sciences ou les sciences sociales. Par mimétisme, ces domaines universalisants ont commencé à se fragmenter et à se subdiviser.* »[3]

La société de consommation, ou la « *culture industrielle de masse* », constitue un autre bouleversement. Ross range parmi les nouveaux objets culturels rapidement amenés à saturer l'espace aussi bien la musique, le cinéma, les magasines, et surtout la télévision, que les sports, l'automobile ou les vacances : « *Dans un tel contexte, la culture intellectuelle, et en particulier la culture intellectuelle de gauche, n'a pas cessé d'exister, mais elle s'est trouvée dès lors confrontée à d'autres forces concurrentes puissantes et habilement promues*. »[4] En outre, cette culture industrielle de masse, qui fait la part belle aux techniques du marketing, imposera de nouvelles conditions de production du travail intellectuel, tout étant désormais conçu sous le prisme du produit à fabriquer vite et à vendre encore plus vite. Le produit intellectuel se devra donc d'être simple, accessible, en écho à l'actualité, ce qui interfère sur la nature et la méthode de travail intellectuel traditionnelle. S'il veut se vendre, il devra faire la « tournée » de ce que le champ médiatique compte en magazines ou plateaux de télévision.

[1] Jean-Jacques Rosat, préface à Jacques Bouveresse, *Essais IV. Pourquoi pas des philosophes*, Marseille : Agone, « Banc d'essais », 2004, p. XVIII.
[2] Georges Ross, « Fragmentation du marché intellectuel et disparition de l'intellectuel de gauche », article cité.
[3] *Ibid*., p. 194.
[4] *Ibid*., p. 196.

De fait, l'intellectuel est de moins en moins en mesure d'être un professionnel respecté (par ses pairs) et un « *communicateur de masse universel*. »

D'autre part, le déclin de l'intellectuel de gauche s'explicite également par l'évolution du marché politique des idées de gauche. A la fin des années 1970, lorsque le parti communiste français se désengage de l'union de la gauche et renoue avec une attitude pro-soviétique, il perd ce faisant la confiance de toute une partie des intellectuels de gauche, en proie à un « *exode massif*. » : « *En 1981, le PCF était intellectuellement éteint, avait perdu la quasi-totalité de ses intellectuels et ne suscitait plus l'attrait qu'il avait exercé dans les années 1970* (…) *Un pôle important du marché politique des intellectuels de gauche avait tout simplement disparu*. »[1] Quant au parti socialiste, il proposait des solutions économiques aux maux de la société française cependant que, après Mai 68, les intellectuels adoptaient des grilles de lecture qui allaient bien au-delà de l'économicisme d'une croissance plus forte, de même que d'un Etat tout puissant et centralisateur. Pour des raisons politiques, il n'y eût plus de place à gauche pour la redéfinition du statut de l'intellectuel de gauche. Ceux qui s'y étaient en vain tentés, les autogestionnaires de la deuxième gauche, se déplacèrent alors vers le centre. « *En 1981, la plupart avaient découvert que leur socialisme décentralisé antérieur impliquait en réalité – bien qu'à l'époque ils en fussent tout à fait inconscients – que la société civile gagne de plus en plus de terrain au détriment de l'Etat. Le socialisme autogestionnaire devint ainsi un néo-libéralisme.* »[1]

Les médias ne sont plus appréhendés comme un simple support, mais comme un discours à part entière, avec ses normes, ses méthodes, ses priorités spécifiques. L'intellectuel y disposera de ses entrées à condition de se soumettre aux standards du marché journalistique. Son succès commercial et/ou éditorial ne sera pas fonction de sa teneur scientifique. « On » opposera souvent la rigueur, la difficulté d'une lecture de travaux scientifiques d'apparence abstraits et abscons à la facilité, la fluidité du succès commercial dont la lecture est réalisée sur le mode consumériste. « On » se félicitera de ce qu'un chercheur parvient à faire de la science tout en étant lisible, accessible, ouvert à tous les publics, « non segmentant » diraient les professionnels du marketing. Or, sur les contraintes du champ journalistique, David Buxton écrit : « *L'effort demandé pour s'imposer dans le champ universitaire est inversement proportionnel aux possibilités de succès commercial. Autrement dit, ce n'est pas un investissement rentable. C'est dans ce sens qu'on peut parler d'une soumission réelle du travail intellectuel à la loi d'airain du marché. Dans sa critique de l'économie politique, Marx distingue deux types de subsomption au capital : d'une part, la subsomption formelle où*

[1] *Ibid*., p. 203.

le procès du travail passe sous le commandement du capital sans que sa structure soit modifiée ; d'autre part, la subsomption réelle qui se caractérise par le réaménagement de l'organisation du travail à tous les stades en vue de la production de la survaleur. En d'autres termes, l'intégration au marché n'intervient plus après coup où il s'agit de vendre les résultats d'un travail produit par un champ relativement autonome, mais dès la conception du produit tout entier tourné vers le marché. Ce n'est donc pas par hasard si le journaliste occupe la position la plus ambiguë du champ, tiraillé entre les fonctions nobles de spécialiste objectif et de médiateur, intègre et "professionnel" et la réalité d'un travail de plus en plus directement soumis aux objectifs marchands. Bernard-Henri Lévy constitue la figure idéal-typique de "l'intellectuel de médias" et se présente comme le seul à défendre explicitement le mariage du travail intellectuel et les passages à la télévision. »[2]

Bernard-Henri Lévy annonce en effet et défend l'avènement de l'« intellectuel du troisième type » : le Sartron, qui rapproche pour fusionner l'engagement d'un Sartre et le « pessimisme raisonnable » d'un Aron. Cet intellectuel nouvelle figure ne sera ni contestataire ni légitimiste mais contre tous les totalitarismes, de droite comme de gauche. Il vise la dénonciation de toutes les atteintes aux droits de l'homme, essentiellement à l'étranger néanmoins. Le Sartron doit être en mesure de prouver la compatibilité entre l'engagement intellectuel et la grande tradition journalistique.

Francis James parle d'« *OPA de Bernard-Henri Lévy sur Michel Foucault* »[3]. L'intellectuel de média dit fonder sa légitimité sur la vision foucaldienne de l'activité intellectuelle perméable ou combinée à l'activité journalistique. Lévy présente ainsi ses voyages de presse en Angola, au Burundi, en Colombie, au Soudan, au Pakistan, en Algérie comme un travail d'investigation journalistique et matière première de ses productions livresques. L'intellectuel de médias se soumet au format journalistique pour pouvoir exister : impératif de créer l'événement, recherche systématique du nouveau et de l'original, pratique du « coup » médiatique.

Foucault meurt en 1984. « *L'espace est ainsi libre pour des intellectuels qui, en droite ligne des positions politiques des nouveaux philosophes en 1976-1978 dont la charge principale consistait à liquider l'idée de la révolution et le marxisme qui lui était associé, dans le contexte d'une possible arrivée au pouvoir de la gauche unie par un programme commun, ont aujourd'hui vocation à accompagner le développement du marché et de la démocratie, ajoutant un supplément d'âme au nouvel ordre international ou le confortant par*

---

[1] *Ibid*., p. 206.
[2] David Buxton, *Les Intellectuels de médias en France, op. cit.*, p. 21. Karl Marx, *Un Chapitre inédit du Capital*, Paris : 10/18, 1971, p. 191.
[3] Francis James, *art. cité*, p. 117.

des expertises et scellant, par la même, une "coopération organique" avec les pouvoirs politiques, économiques et le journalisme. »[1] L'intellectuel de médias, relais du nouveau philosophe, a renversé la figure de l'intellectuel libre pour remettre sur pied son adversaire, devenu médiatiquement dominant, celui qui parle avec conscience et éloquence, l'intellectuel porteur de vérité et de justice, de morale surtout « *et manifestant un sens aigu de la présentation de soi à destination d'un public désormais élargi aux audiences des médias de masse et porté à valoriser l'aspect moral de l'engagement*. »[2]

De même, à lire Philippe Riutort, l'intellectuel de médias n'a plus grand-chose à voir avec l'intellectuel originel, symbolisé par le Zola défendant le capitaine Dreyfus : « *A l'opposé de l'homme seul incarnant la raison et la justice contre les pouvoirs et les compromissions, il se doit par la position qu'il occupe et l'autorité dont il se prévaut, de devancer et épouser l'esprit du temps, comme ses revirements plus ou moins brutaux, afin de se voir décerner le label "intellectuel" par les autorités sociales qui le créditent en retour de son statut. Cette situation paradoxale l'incline souvent, à la manière du garçon de café de Sartre, à surjouer son rôle d'intellectuel – l'invocation de la morale et de la vérité reste l'apanage de l'intellectuel de parodie – en attestant d'autant plus solennellement d'un désintéressement que celui-ci ne va plus désormais de soi : à cet égard, le progressif mais certain détournement envers les causes politiques nationales, en raison notamment des mutations idéologiques, intervenues à partir des années 1970 (le "moment" Soljenitsyne), l'amène assez naturellement à emprunter le chemin des causes universelles, omnibus, comme les droits de l'homme.* »[3]

1-3 Bernard Kouchner est-il un intellectuel de médias ?

La trajectoire de Bernard Kouchner dessine presque à elle seule l'évolution des champs intellectuel et journalistique. D'après Jacques Julliard et Michel Winock, Bernard Kouchner est non seulement un intellectuel mais il incarne l'allégorie de l'émancipation de l'intellectuel.

Identifier les contradictions d'un personnage, d'un courant d'idées, d'un groupe social, d'une classe ou d'une fraction de classe reste encore plus fiable que toute idéologie de profession. Ainsi Kouchner, et Julliard et Winock l'attestent, se dit libre de toute idéologie tout en soutenant la nécessité de l'économie capitaliste libérale ; se dit autonome tout en

[1] *Ibid*., p. 118.
[2] *Ibid*., p. 121-122.
[3] Philippe Riutort, « Genèse et évolution d'une catégorie floue », article cité, p. 35.

militant en faveur de toutes les guerres occidentales ; se dit antitotalitaire tout en disqualifiant toute alternative à la société de la marché mondialisée ; se dit ouvert sur le monde tout en tenant un discours au mieux paternaliste, au pire évolutionniste et néo-colonialiste.

L'ubiquité apparente d'un centre de gravité intellectuel

Le fondement rhétorique de Kouchner s'appuie sur l'autoproclamation d'une indépendance intellectuelle et politique : Kouchner est un homme libre. Son centre de gravité intellectuel n'existe pas, du moins pas de façon explicite et assumée. Il brouille les pistes. Kouchner source ses réflexions surtout à des fins illustratives, beaucoup moins pour signifier qu'il en nourrit ses propres raisonnements. La pensée kouchnérienne est une pensée originale. Tous les noms célèbres qu'il cite indique autant un environnement intellectuel qu'un capital social puisque Kouchner a fait partie du cercle des « plus grands ».

En 1991, dans *Le Malheur des autres*, Kouchner cite en note de bas de page Jean-Paul Sartre (*Réflexions sur la question juive*), Mike Barry (*Le Royaume de l'insolence*), Sayd Bahodine Majrouh (*Le Rire des amants, Le Voyageur de minuit*), Jean-Claude Favez (*Une mission impossible*), Mario Bettati (*L'Asile politique en question*), Régis Debray (*Cours de médiologie générale*), Jean Lacouture (*André Malraux*), Ernest Hemingway (*Lettres choisies*).

Dans le texte, il convoque les mêmes : Simone Signoret, Yves Montand, Michel Foucault, Jean-Pierre Maubert, Jacques Lebas, Jean-Paul Sartre, André Glucksmann (sept occurrences), Danielle Mitterrand, comme autant de compagnons de lutte, auxquels s'ajoutent le groupe de pétitionnaires composé de Claude Roy, François Mauriac, Bernard-Henri Lévy, Mark Halter, Constantin Costa-Gavras, Régis Debray et il cite aussi Pierre Bourdieu, les deux hommes ayant pour tout point commun la signature d'une pétition. En exergue, Kouchner cite Albert Camus, Elie Wiesel et des personnalités politiques comme Saddrudin Aga Khan, Perez de Cuellar et Jallal Talabani.

En 1995, Kouchner mentionne dans *Ce que je crois* Emmanuel d'Astier de la Vigerie, Jorge Semprun, André Malraux, Elie Wiesel, Simone Veil (ces cinq noms sur les pages 14 et 15), Pierre Mendès-France, Jean-Jacques Servan-Schreiber, Françoise Giroud et François Mauriac, la bande composée de Frédéric Bon, Michel-Antoine Burnier, Jean-Paul Dollé, Jean-Pierre Sergent, François Lebovitz, Jean-Claude Natali, Michel Rocard, Jacques Delors et les pétitionnaires Montand, Glucksmann, Foucault, Signoret.

En 2004, dans *Les Guerriers de la paix*, Kouchner convoque Jean-Sélim Kanaan (*Ma guerre à l'indifférence*), Madeleine Albright (*Madame le Secrétaire d'Etat*), Paul Garde (*Vie*

et mort de la Yougoslavie ; *Fin de siècle dans les Balkans*), Laurent Joffrin (*Suicide d'une nation*), Richard Holbrooke (*To End a war*), Michel Roux (*Le Kosovo : dix clés pour comprendre*), Jacques Julliard (*Rupture dans la civilisation : le révélateur irakien*), André Glucksmann (*Ouest contre ouest*, quatre occurrences), général Wesley Clark (*Waging modern war*), Oriana Fallaci (*Inchallah*), Mario Vargas Llosa (*La Ville et les chiens*), Cécile Dauphin et Arlette Farge (*De la violence des femmes*), Ibrahim Rugova (*La Question du Kosovo*), Georges Neyrac (*Les Larmes du Kosovo*), Ismaël Kadaré (*Il a fallu ce deuil pour se retrouver*), Antoine Garapon (*Des Crimes qu'on ne peut ni punir ni pardonner*).

Dans le texte, il mentionne ses collaborateurs de l'UNMIK, Sergio Vieira de Mello, Nadia Younès, Jean-Sélim Kanaan, Fiona Watson ; Kofi Annan, Madeleine Albright, Olivier Mongin et la revue *Esprit* qu'il dirige, sans oublier quelques princes et généraux.

En note de bas de page : Antoine Garapon et Olivier Mongin (*Kosovo, un drame annoncé*), William Bourdon[1] (*La Cour pénale internationale*), Pierre Hazan (*La Justice face à la guerre*), Mario Bettati (*Le Droit d'ingérence*), Ahmed Bamarni (*Au printemps kurde*), Peter Shothard (*Trente jours au cœur du système Blair : Downing street en guerre*), Thomas Carothers (*Ainding democracy abroad*), Karin von Hippel (*Democracy by force*), Saïd K. Aburish (*Le Vrai Saddam Hussein*), Bernard-Henri Lévy (*Qui a tué Daniel Pearl ?*). En exergue : Sartre, Aragon, Camus.

A l'exception de l'évocation furtive de quelques romanciers, le milieu intellectuel que fréquente Kouchner tourne autour des mêmes noms de gauche comme de droite. Il ne tarit pas d'éloges sur les Montand et Signoret, Rocard et Delors, Halter et Glucksmann, amis proches. Les intellectuels traditionnels, c'est-à-dire autonomes face aux pouvoirs, tels Sartre, n'ont pas fait partie des connaissances de Kouchner même s'il a mené quelques actions avec Michel Foucault, avec qui il s'est rendu à Auschwitz. Pour le reste, il ne les a approchés que de loin à la faveur d'une pétition ou d'une rencontre médiatiquement organisée et sans lendemain. Quant à Régis Debray, il n'a droit qu'à des reproches, essentiellement celui d'être rester de gauche et de s'être illusionner sur les potentialités révolutionnaires.

En homme de réseau, Kouchner a croisé les chemins de ceux qui ont fait l'actualité de la scène médiatico-intellectuelle des années 1970. Il a ainsi pour amis des nouveaux philosophes comme Glucksmann, Lévy ou des journalistes comme Jacques Julliard, Laurent Joffrin, Serge July, Jean Daniel.

[1] Avocat engagé, fondateur de l'association Sherpa, William Bourdon assurera, notamment, la défense des plaignants birmans dans le procès français intenté contre Total.

Quant aux sources des *Guerriers de la paix*, elles sont nettement plus variées et internationales. Il faut se souvenir que ce livre constitue une carte de visite et un curriculum vitae. D'où les descriptions dithyrambiques adressées à l'endroit des Albright, Holbrooke ou Annan.

En revanche, Sartre, Foucault ou encore Debray disparaissent au profit de Joffrin, Julliard, Glucksmann, Mongin, un cercle qui circonscrit une inspiration et une influence intellectuelle plus précise.

Un effort d'afficher une non appartenance tourmenté

Celle qui luttera dès les années 1970 pour une redéfinition de la gauche. Dans une perspective voulue pédagogique, ces vedettes du journalisme, ces intellectuels médiatiquement les plus en vue, ces dirigeants de revues non moins accoutumés aux médias de masse vont s'employer à persuader de la nécessité de « moderniser » la gauche, c'est-à-dire, notamment, lui faire renoncer à ses politiques progressistes jugées trop dispendieuses.

Le contexte de crise pétrolière vient apporter quelque crédit à ce discours. Cette opération consistant à imposer un nouveau paradigme idéologique, et les politiques qui vont avec, constitue un travail sans fin. Au début du XXIème siècle, ces protagonistes, essentiellement classés à gauche, occupent toujours l'avant-scène.

C'est donc bien avant que l'avocat d'affaires devenu président de la République, Nicolas Sarkozy n'en formule la requête aussi pressante qu'explicite, que les « néoconservateurs » se sont fixés un certain nombre de missions. « Liquider l'esprit de mai 68 » et, toute chose afférente, l'esprit critique et contestataire, le mouvement social, la résistance à l'air du temps, tout ce qui peut s'exprimer par le lexique de l'émancipation ou de l'utopie, au sens de réalité ou vérité à venir, et qui appartient historiquement à la gauche.

Dans le langage dominant des classes dominantes, cette tentative de restauration (d'un ordre ancien donc) et, pour tout dire, de droitisation, a stratégiquement pris le nom de modernisation. Autrement dit, tous ceux qui contestent ce « coup de force symbolique » (Pierre Bourdieu) deviendront de fait des archaïques.

En procédant par « gros » concepts, les néoconservateurs vont faire leur le credo des nouveaux philosophes : le lien supputé entre gauche et totalitarisme par exemple. Tout sera bon pour décrédibiliser et disqualifier toute pensée, sceptique, critique et alternative à l'ordre

dominant du marché.[1] Ils opposeront à leur gauche « moderne », « réaliste », « pragmatique », une gauche fondamentalement antinomique aux notions de modernité, de démocratie, d'individu, naturellement tentée par toutes les formules de la barbarie.

Mais si les néoconservateurs font grand usage de certaines notions clés, consensuelles et ordinairement peu critiquées telles que la défense des droits de l'homme et le combat antitotalitaire, ils demeurent moins prolixes quant à d'autres questions relatives à la justice sociale en particulier.

La nature réactionnaire des néoconservateurs se révèle à chaque irruption de « la rue. » Ces mouvements populaires qui se mobilisent pour sauvegarder le produit de conquêtes sociales sont ainsi accusés de « s'arc-bouter » sur des « privilèges » « corporatistes » et « égoïstes », ce, alors que « le monde a changé. » Et ces derniers refuseraient de le comprendre au mépris de « l'intérêt général. »[2]

Prolongeant le projet des nouveaux philosophes, les néoconservateurs en ont repris les argumentaires comme les modes d'intervention sur la scène dite publique et les modes d'interpellation. Habitués des plateaux de télévision et de radio, les colonnes de la presse écrite leurs sont aussi ouvertes. En intellectuels médiateurs, ils sont convoqués pour penser le contemporain, apposer des labels, dire le pensable. Mais, le produit le plus vendable des néoconservateurs reste encore la décrédibilisation d'une certaine gauche.

Ceux, à l'instar de Kouchner, qui se sont repentis d'avoir plus ou moins « été » marxiste, trotskiste, maoïste, même à la faveur d'une mode intellectuelle de l'époque, d'avoir plus ou moins « fait » mai 68, d'avoir plus ou moins « cru » en la révolution, sont en définitive les mieux placés pour dire jusqu'à quel point l'alternative recèle son lot de macabre. De fait, leur critique de la gauche n'en gagne que plus d'authenticité et de crédibilité. Lorsqu'en 2003, des voix de gauche et de droite s'élèvent contre les projets américains de guerre en Irak, c'est tout le spectre de la gauche qui se voit accusé d'« antiaméricanisme », de trahison, de complicité de crimes du dirigeant irakien, de « gaucho-islamisme », d'adoration d'Hitler, de « collabos », etc. Des tentatives d'intimidation qui n'ont rien de nouveau.

[1] Pendant la crise financière puis économique de 2008, les comparaisons entre protectionnisme et fascisme, le premier menant au second, trouvèrent peu de contradicteurs parmi tous les intervenants médiatiques dépêchés en catastrophe pour expliciter la situation au quidam.
[2] Henri Maler et Mathias Reymond, *Médias et mobilisations sociales. La morgue et le mépris ?*, Paris : Syllepse, 2007.

Kouchner, héritier d'une ligne rhétorique uniforme

Nouveaux philosophes, intellectuels de médias, « néoconservateurs », même combat ? Une continuité idéologique paraît bien évidente. D'ailleurs, le texte de Gilles Deleuze sur les nouveaux philosophes, écrit en 1977, s'applique bien aux intellectuels de médias comme aux « néoconservateurs ». Les intitulés peuvent être remplacés sans que l'analyse ne perde de sa pertinence : « *D'abord, ils procèdent par gros concepts, aussi gros que des dents creuses. LA loi, LE pouvoir, LE maître, LE monde, LA rébellion, LA foi, etc. Ils peuvent faire ainsi des mélanges grotesques, des dualismes sommaires, la loi et le rebelle, le pouvoir et l'ange. En même temps, plus le contenu de pensée est faible, plus le penseur prend d'importance, plus le sujet d'énonciation se donne de l'importance par rapport aux énoncés vides ("moi, en tant que lucide et courageux, je vous dis…, moi, en tant que soldat du Christ…, moi, de la génération perdue…, nous, en tant que nous avons fait mai 68…, en tant que nous ne nous laissons plus prendre aux semblants…") Avec ces deux procédés, ils cassent le travail. Car ça fait déjà un certain temps que dans toutes sortes de domaines, les gens travaillent pour éviter ces dangers-là. On essaie de former des concepts à articulation fine, ou très différenciée, pour échapper aux grosses notions dualistes.* »[1]

Si Jacques Julliard et Michel Winock consacrent Bernard Kouchner comme digne héritier de l'esprit humaniste-universaliste, c'est parce qu'ils ne perçoivent pas la contradiction entre cet esprit et celui qui anime l'entreprise nouvelle philosophique. Kouchner revendique une totale autonomie intellectuelle. Mais que dit son discours ? Quels sont ses procédés rhétoriques ? Nous parlons ici du discours comme un symptôme. Ce qui intéresse derrière le discours kouchnérien c'est celui qui circule en amont et en aval de lui et qu'il représente.

L'argumentaire kouchnérien ne fait pas peu d'économies sur, par exemple, les notions dualistes : Bien/Mal, modernisation/archaïsme, idéologie/réalisme, flexibilité/rigidité, gauchisme/démocratie, mondialisation/communisme, civilisation/barbarie, etc. Procéder par notions dualistes réduit l'argumentation à un chantage, dépolitise, implique de naturaliser ce qui ne l'est pas, disqualifie l'adversaire en le mettant dans une posture inacceptable : qui se dirait archaïque, dogmatique, adepte du goulag ? Cette simplification annihile toute forme de débat, de questionnement. Elle clôt l'espace discursif sur une évidence qui, par définition, ne saurait être l'objet d'une discussion. Elle impose le consensus de fait puisque la position adverse est intenable. Unilatérales, les notions dualistes renvoient à une lecture du monde en termes de valeurs.

[1] Gilles Deleuze, « A propos des nouveaux philosophes et d'un problème plus général », site cité.

Le lien entre le discours de Kouchner et celui des nouveaux philosophes, des intellectuels de médias et des néoconservateurs s'établit par l'utilisation intempestive de ces notions dualistes. Il s'exprime également dans des thèmes de prédilection : mai 68 et, plus précisément, la « haine de 68. » Citons à nouveau Deleuze : « *C'était à qui cracherait le mieux sur mai 68. C'est en fonction de cette haine qu'ils ont construit leur sujet d'énonciation : "Nous, en tant que nous avons fait mai 68, nous pouvons vous dire que c'était bête, et que nous ne le ferons plus." Une rancœur de 68, ils n'ont que ça à vendre. C'est en ce sens que, quelle que soit leur position par rapport aux élections, ils s'inscrivent parfaitement sur la grille électorale. A partir de là, tout y passe, marxisme, maoïsme, socialisme, etc., non pas parce que les luttes réelles auraient fait surgir de nouveaux ennemis, de nouveaux problèmes, et de nouveaux moyens, mais parce que LA révolution doit être déclarée impossible, uniformément et de tout temps. C'est pourquoi tous les concepts qui commençaient à fonctionner d'une manière très différenciée (les pouvoirs, les résistances, les désirs, même la "plèbe") sont à nouveau globalisés, réunis dans la fade unité du pouvoir, de la loi, de l'Etat, etc. C'est pourquoi aussi le sujet pensant revient sur la scène, car la seule possibilité de la révolution, pour les nouveaux philosophes, c'est l'acte pur du penseur qui la pense impossible.* »

Second exemple : le thème de ce que Gilles Deleuze appelle la « martyrologie », c'est-à-dire « le goulag et les victimes de l'histoire » : « *Ils vivent de cadavres. Ils ont découvert la fonction témoin, qui ne fait qu'un avec celle d'auteur ou de penseur (voyez le numéro de* Playboy *: C'est nous les témoins.) Mais il n'y aurait jamais eu de victimes si celles-ci avaient pensé comme eux, ou parlé comme eux ; il a fallu que les victimes pensent et vivent tout autrement pour donner matière à ceux qui pleurent en leur nom, et qui pensent en leur nom, et donnent des leçons en leur nom. Ceux qui risquent leur vie pensent généralement en termes de vie et pas de mort, d'amertume et de vanité morbide. Les résistants sont plutôt des grands vivants. Jamais on n'a mis quelqu'un en prison pour son impuissance et son pessimisme, au contraire. Du point de vue des nouveaux philosophes, les victimes se sont fait avoir, parce qu'elles n'avaient pas encore compris ce que les nouveaux philosophes ont compris. Si je faisais partie d'une association, je porterais plainte contre les nouveaux philosophes, qui méprisent un peu trop les habitants du goulag.* »

Outre la disqualification de mai 68, Kouchner a aussi pour thématiques récurrentes l'anticommunisme, l'allergie déclarée à toute espèce d'idéologie, plus tard le droit d'ingérence, le soutien atlantiste, la guerre pour la civilisation. Il a rédigé plusieurs livres. Il y écrit souvent les mêmes choses, jusqu'à s'auto-plagier : défense du capitalisme, surnommé « économie de marché », en tant que garant de la démocratie et des droits de l'homme et unique rempart contre tous les totalitarismes, surpopulation, risque imminent d'invasion des

populations du Nord par celles du Sud, guerre Nord/Sud[1], guerres riches/pauvres, lien avec le monde intellectuel, dévalorisation du politique, idéologie de l'action, etc.

Kouchner utilise des arguments de valeurs, l'altruisme, l'humanitaire, le partage. Au cours de la campagne référendaire de mai 2005 relative à l'adoption du traité constitutionnel européen (TCE), Kouchner accumule les mots forts : dialogue, ambition, enthousiasme, avenir collectif, paix. Des préceptes difficilement récusables. La valeur ajoutée d'un discours kouchnérien consiste en ce vernis moraliste qui réduit toute chose à une dimension humanitaire. Kouchner donne un quitus social, une caution morale au capitalisme et à son discours de justification. Seul un agent qui dispose d'un parcours humanitaire, même mythique, comme Kouchner peut porter un raisonnement qui présente les délocalisations comme un acte de générosité du capitalisme aux plus démunis et joue la mise en concurrence des ouvriers de tous les pays au nom du partage. A priori, ce discours n'est pas de ceux que l'on rejette tout de go parce qu'il se fonde sur des légitimations humanistes qui font consensus sur tout le spectre de l'échiquier politico-idéologique. Présenté en héritier des Lumières, Kouchner demeure peu suspecté de rouler pour un camp ou un autre. Son parti est celui de l'humain.

La mondialisation du principe de concurrence libre et non faussée n'est, somme toute, qu'un échange de bons et loyaux services, estime Kouchner. Un argument en effet plus avenant et optimiste. Les délocalisations au nom du partage du travail offrent d'autres perspectives que celles qui consistent à les subir parce que l'économie, c'est la guerre ou, pour reprendre la formule de la patronne du Mouvement des entreprises de France (Medef), Laurence Parisot, parce que, dans la vie, tout est précaire, l'amour comme le travail.

Pour offrir le rêve d'un monde meilleur en train de se réaliser ici et maintenant, Kouchner recourt aux arguments de cadrage. Par exemple : « *Il faut aborder le problème du partage inégal du monde, de ses richesses et de son travail. En attendant ce débat, nécessaire et européen, affirmons que l'investissement étranger chez nous compense largement nos délocalisations.* »[2]

Autre exemple : les guerres sont un mal pour un bien. Certes, elles peuvent tuer mais elles mènent, au bout du compte, des Etats renégats sur la voie de la démocratisation.

[1] En avril 1985, pour l'émission « La guerre en face », produite par l'ex-maoïste Jean-Claude Guillebaud, le producteur de « Vive la crise ! », Kouchner concocte un « scénario-catastrophe », selon la formule consacrée, celui de l'invasion du Nord par les populations du Sud. Guy Hocquenghem, *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary, op. cit*., p. 170.
[2] Bernard Kouchner, *Ce que je crois*, op. cit., p. 257.

Outre la disqualification de Mai 68 et de tout autre mouvement social, la « martyrologie », les arguments de valeurs et de cadrage, Kouchner utilise une rhétorique caractéristique analysée par Albert Hirschmann.

Ce dernier a en effet modélisé les différentes thèses, récurrentes, de la pensée conservatrice dominante. Il a identifié trois mouvements de réaction qui font œuvre utile à tous ceux qui combattent toute innovation politique ou sociale sans forcément en avoir l'air. Tous trois s'appliquent au discours kouchnérien. Ainsi, Kouchner reprend à son compte la thèse de l'effet pervers lorsqu'il estime que la protection sociale rend paresseux : « *Trop de protection nuit, on perd ses résistances.* »[1] La thèse de l'effet pervers dispose, comme son nom l'indique, que : « *Toute action qui vise directement à améliorer un aspect quelconque de l'ordre politique, social ou économique ne sert qu'à aggraver la situation que l'on cherche à corriger.* »[2]

Puis, Hirschmann identifie la thèse de la mise en péril : « *Le coût de la réforme envisagée est trop élevé, en ce sens qu'elle risque de porter atteinte à de précieux avantages ou droits précédemment acquis.* »[3] Appliquée à la sécurité sociale, Kouchner l'exprime de la façon suivante : « *La sécurité sociale, à laquelle les Français tiennent tant, éclatera bien vite si on ne la modifie pas profondément. Les petites réformes ne feront que retarder l'échéance.* »[4] Xavier Darcos, ministre français de l'éducation nationale répondant aux questions de Nicolas Demorand dans la matinale de France Inter du 31 mai 2007, affirmait à son tour : « *la réforme est la première étape de la suppression.* »

La thèse de la mise en péril combat un progrès social. Elle peut aussi, à l'inverse, servir à argumenter pour conserver une régression sociale. Sans l'Europe libérale telle qu'elle finit de se parachever, la guerre régnerait tous azimuts en Europe. La fin de l'Europe des marchés mettrait en péril l'avenir de l'humanité. Ici aussi, il n'y a qu'une seule Europe possible.

Cette absence d'alternative est liée au troisième mouvement de réaction, celui de la thèse de l'inanité : toute tentative de transformation de l'ordre social est vaine. Le nazisme et, pire disent les conservateurs, le communisme, sont là pour en témoigner. Le système n'est pas contestable, tout juste améliorable.

[1] Bernard Kouchner, *Ce que je crois, op. cit.,* p. 12.
[2] Albert O. Hirschmann, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris : Fayard, « L'espace du politique », 1991, p. 12.
[3] *Ibid*., p. 22.
[4] Bernard Kouchner, *op. cit*., p. 203.

Droit d'ingérence et « choc des civilisations », une filiation possible ?

Le discours sur les valeurs de Bernard Kouchner s'exprime en particulier au moment de défendre un « droit d'ingérence humanitaire. »

Au nom du droit d'ingérence humanitaire, Kouchner justifie des interventions militaires dans des pays dont les dirigeants maltraitent leurs populations. Très vite, la parenté avec la dernière prophétie auto-réalisatrice, dite du « choc des civilisations », s'établit. Les deux thèses légitiment ce type d'ingérence armée et partent d'un présupposée similaire : le genre humain ne serait pas aussi un, égalitaire, universel qu'il n'y paraît. Une hiérarchie s'imposerait du fait d'une infériorité naturelle de certains groupes culturels. Ce qui justifie l'intervention unilatérale de pays avancés chez ceux qui ne le sont pas. Ainsi, la théorie évolutionniste connaît-elle un regain de vigueur. Pour justifier les guerres du XXIème siècle, les discours vieux de plusieurs siècles sont à nouveau mobilisés, tout se fait pour le bien de l'humanité, au nom de valeurs les plus hautes, au nom de la justice et de la paix dans le monde.

L'historien américain Howard Zinn explique : « *L'argument selon lequel certaines guerres sont justes repose le plus souvent sur la nature du système social de la nation en guerre. On pense généralement qu'une guerre menée par un Etat "libéral" contre un Etat "totalitaire" est forcément juste. La nature bienveillante d'un gouvernement est censée conférer un caractère moral aux guerres qu'il mène.* »[1] L'auteur rappelle que la Grèce antique est ordinairement présentée comme un modèle de société démocratique. En 431 avant Jésus Christ, lorsqu'éclate la guerre entre Athènes, présentée comme une démocratie, et la cité de Sparte, présentée comme une dictature militaire, le dirigeant athénien Périclès avance le discours de justification suivant: « *Avant de rendre hommage aux morts, je voudrais mettre l'accent sur les principes qui nous ont permis d'accéder à la puissance, sur les institutions et le mode de vie qui sont à l'origine de notre immense empire. Notre mode de gouvernement n'a pas d'équivalent chez les autres peuples.* (…) *Nous méritons le nom de démocratie car l'administration de la chose publique est l'affaire du plus grand nombre et de quelques-uns. (...) Les lois garantissent une égale justice pour tous.* (…) *Et la pauvreté n'est pas chez nous un handicap.* (…) *Personne n'est exclu de la vie publique.* (…) *Notre style de vie est particulièrement raffiné.* (…) *Grâce à la grandeur de notre cité, les fruits du monde entier affluent vers nous.* (…) *Et bien que nos adversaires défendent leurs propres foyers tandis que nous combattons sur un sol étranger, nous avons généralement peu de mal à les vaincre. (...) Si j'insiste sur la grandeur d'Athènes, c'est parce que je veux vous prouver que nous nous*

[1] Howard Zinn, *« Nous, le Peuple des Etats-Unis… » Essais sur la liberté d'expression et l'anticommunisme, le gouvernement représentatif et la justice économique, les guerres justes, la violence et la nature humaine*, Marseille : Agone, 2004, p. 103.

battons pour des valeurs plus élevées que celles de nos ennemis, qui ne jouissent pas de tels privilèges. »[1] En temps de guerre, les Etats dominants justifient leurs chevauchées guerrières au nom de leurs valeurs supérieures. Mais, comme le rappelle Howard Zinn : « *On a souvent tendance, surtout en temps de guerre, à exagérer le fossé qui nous sépare de notre adversaire, de manière à présenter le conflit comme un combat entre le bien absolu et le mal incarné*. » Ainsi, les institutions démocratiques athéniennes ne profitaient qu'à une minorité de personnes. Les femmes et les esclaves, notamment, en étaient exclus. Quand bien même, esclavage et démocratie sont-ils compatibles ?

De même, dans le cadre de pensée qui justifie l'ingérence comme une avancée du droit international ou la guerre pour la civilisation et contre la barbarie, il n'y a guère que l'Occident qui puisse s'en saisir eu égard à ses valeurs humanistes. A l'université Paris XIII de Villetaneuse, en Seine-Saint-Denis, les chercheurs de la revue *Relations internationales et stratégiques* rappellent qu'au XIXème siècle, les grandes puissances européennes sont intervenues en Orient sous le prétexte « d'intervention d'humanité », ce qui se traduisit concrètement par le dépeçage de l'empire ottoman. La formule indiquait que les pays civilisés jouissaient d'un « droit naturel » à intervenir dans les pays arriérés.[2] Le bien commun, en l'espèce la protection des chrétiens, passant avant la souveraineté des Etats. Sachant que l'humanité finissait là où les massacres se produisaient. L'ingérence humanitaire ou la guerre pour la civilisation se font en même temps ou en amont d'une ingérence politique et économique, elles sont le prolongement de la geste coloniale, d'où la formule de néo-colonialisme.

Professeur à l'université de Harvard aux Etats-Unis, Samuel Huntington[3], auteur de la notion du « choc des civilisations » a rédigé pour la commission trilatérale un rapport sur la démocratie. Il y suggère une solution aux problèmes de développement du tiers-monde : « *Prenez l'exemple du Brésil, qui a dans les sept ou huit dernières années, connu un développement très spectaculaire. Il aurait eu de grandes difficultés à accomplir cela avec un régime démocratique*. »[4] En 1964, la démocratie brésilienne est renversée par un coup d'Etat militaire qui instaurera une dictature de même nature. Les Etats-Unis saluèrent d'autant plus

[1] Discours rapporté par Thucydide dans son ouvrage *La Guerre du Péloponnèse*, cité par Howard Zinn, *op. cit*., p. 104.
[2] Lire le dossier « Du devoir d'assistance au droit d'ingérence », n°3, 1991. Cité dans Nouveaux cahiers de l'IUED, (Perrot Marie-Dominique, dir.), *Dérives humanitaires. Etats d'urgence et droit d'ingérence*, Paris, Genève : Puf, « Enjeux », Nouveaux cahiers de l'IUED, 1994, p. 138. Gilbert Rist y note que l'humanitaire demeure l'une des causes qui fait consensus parmi société civile, médias, pouvoirs publics et, de plus en plus, militaires. De la même façon, il se souvient qu'il y a encore 20 ans, la réflexion portait surtout sur les causes de la misère, sur les moyens de transformation des structures, voire sur la préparation de la révolution.
[3] Mort en 2008.
[4] Samuel Huntington, « Is democracy dying ? » », *US News and world report*, 8 mars 1976. Cité par Claude Julien, « Une bête à abattre : le tiers-mondisme », *Le Monde diplomatique*, mai 1985.

rapidement l'opération qu'ils y participèrent. La période évoquée ici par Huntington correspond à la phase, si l'on ose dire, « la plus sanglante » de la dictature.

Pour le Vietnam aussi, Huntington possède sa solution : « *l'urbanisation forcée*. » Les bombardements en tous genres (napalm, billes, fléchettes, défoliants, etc.) allaient effectivement rendre inhabitables les campagnes où les « communistes » intoxiquaient les esprits. Contraints de fuir, les paysans iraient s'entasser dans les camps de réfugiés, « *à l'abri de l'endoctrinement du Vietcong*. » Et la démocratie l'emporterait ainsi contre ses ennemis.

Le choc des civilisations ou la mission civilisatrice de l'Occident

Le livre de Samuel Huntington est très documenté avec plus de 25 pages de notes bibliographiques. Les auteurs cités proviennent de plusieurs continents.

Contestant les thèses, notamment défendues par Serge Latouche, d'une occidentalisation des sociétés non occidentales, d'une uniformisation du monde par la « modernisation » ou la mondialisation de l'économie capitaliste, Huntington affirme que l'influence « *relative* » de l'Occident décline dans un processus lent et régulier. Ce, au profit essentiellement de la Chine, grâce à un développement économique, militaire et politique, mais aussi du monde arabo-musulman, grâce à un développement démographique.

L'analyse de Huntington se veut non politique et non idéologique. « *Dans ce monde nouveau* [post-guerre froide], *les conflits les plus étendus, les plus importants et les plus dangereux n'auront pas lieu entre classes sociales, entre riches et pauvres, entre groupes définis selon des critères économiques, mais entre peuples appartenant à différentes entités culturelles. Les guerres tribales et les conflits ethniques feront rage à l'intérieur même de ces civilisations*. »[1]

Le manque ou l'absence de démocratie dans certaines régions du monde est lié à des facteurs culturels cependant que les sociétés issues du christianisme seraient plus propices à la prospérité et à la démocratie. De façon plus générale, les valeurs d'autodétermination, de libéralisme, de démocratie, d'indépendance, etc. sont proprement occidentales et les sociétés non occidentales (les Asiatiques et les musulmans) n'hésiteraient pas à les instrumentaliser à des fins stratégiques pour démontrer que « *les valeurs non occidentales seraient supérieures* »

[1] Samuel P. Huntington, *Le Choc des civilisations*, Paris : Odile Jacob, 2007 (1996), p. 20. Pour une réponse, lire Gilbert Achcar, *Le Choc des barbaries. Terrorisme et désordre mondial*, Paris : 10/18, 2004 (2002).

(p. 98). Dans le même temps, Huntington reconnaît un « *sens moral assez semblable* » (p. 57) à toutes les civilisations répertoriées (il en recense neuf).

Huntington et Kouchner ne se rejoignent pas sur la plausibilité d'une guerre entre riches du Nord et pauvres du Sud, ni sur l'idée que le commerce adoucit les mœurs, que des nations qui entretiennent des relations marchandes ne peuvent se faire la guerre par ailleurs. Même si « *le développement économique a indubitablement été le facteur principal qui a sous-tendu ces changements politiques* » (p.210), à savoir le passage de l'autoritarisme à la démocratie.

Toutefois, ils se retrouvent lorsque Huntington écrit : « *La politique et l'action des Etats-Unis, des grandes puissances européennes et des institutions internationales ont aidé à apporter la démocratie à l'Espagne et au Portugal, à de nombreux pays d'Amérique latine, aux Philippines, à la Corée du Sud et à l'Europe de l'Est. La démocratisation a été réussie surtout dans les pays où les influences chrétiennes et occidentales étaient fortes.* » (p. 210)

Mais la croissance économique est à double tranchant. Ainsi, dans les sociétés asiatiques, elle permet d'« *accroître l'arsenal militaire* », de durcir « *les conflits entre les sociétés asiatiques et l'Occident* » et « *l'influence de la Chine et son désir de recouvrer sa suprématie traditionnelle en Extrême-Orient.* » (p. 240)

Huntington tente de se prémunir contre les postures ethnocentristes. Pour autant, à l'instar de Kouchner, il croit fondamentalement à la mission civilisatrice de l'Occident. « *Les guerres civilisationnelles bouillonnent depuis le bas, la paix civilisationnelle percole depuis le haut.* » (p. 332) Ici aussi, les civilisations sont figées dans un rôle.

Huntington citera à l'appui de ses thèses Jacques Delors, Fernand Braudel, Max Weber, Alain Juppé et d'autres auteurs indiens, chinois ou encore japonais.

« Choc des civilisations » et « droit d'ingérence humanitaire » expriment une régression dans les relations internationales que l'Organisation des nations unies s'était évertuée à pacifier après la deuxième guerre mondiale. La résolution 2625 du 24 octobre 1970 adopte la « déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats. » Celle-ci définit le principe de non-ingérence et

simultanément celui de l'égalité souveraine des Etats, l'interdiction du recours à la force ainsi que les principes d'égalité du droit des peuples et leur droit à disposer d'eux-mêmes.[1]

La révolution conservatrice a ainsi accompli ses projets en matière de relations internationales. A l'instar des conquêtes sociales, elle a également tenté de ruiner les acquis progressistes de l'époque post-coloniale, parmi lesquels figurait le principe de non-ingérence, symbole de la fin officielle du colonialisme et d'égalité entre les nations. Parant à toute éventualité, l'ONU s'était pourtant réservée le droit d'intervenir en faveur du maintien ou du rétablissement de la paix. A quoi pouvait alors servir un « droit d'ingérence », fût-il humanitaire.

Dans le schéma de Huntington, les civilisations avancées peuvent guerroyer et/ou envahir d'autres civilisations sous-développées pour les extraire de leur sauvagerie. La loi du plus fort devient ici aussi un principe structurant des relations internationales, aux dépens du principe d'égalité. Le droit d'ingérence fonctionne sur les mêmes ressorts idéologiques. On imagine mal le Venezuela ou la Bolivie qui ont choisi un autre projet de société envahir les Etats-Unis pour le leur imposer par tous les moyens, y compris militaires. En revanche, les seconds ont déjà fomenté un coup d'Etat, raté, contre le premier. Evo Morales, le président bolivien a également essuyé une tentative de renversement.

De fait, ingérence et guerre pour la civilisation sont à l'usage exclusif des Etats dominants. « *Les Etats puissants se verraient accorder le droit, virtuellement illimité, de renverser les gouvernements accusés de ne pas répondre à la véritable volonté de leur peuple.* »[2] Les résolutions prises par le conseil de sécurité de l'ONU au nom de l'ingérence dite humanitaire ont été appliquées par les armées des pays du dit conseil, c'est-à-dire par les Etats les plus puissants militairement et économiquement de la planète.[3]

Le droit d'ingérence humanitaire institutionnalise l'humanitaire d'Etat et l'introduit comme autre moyen de faire de la politique. Ce, à un moment où les organisations non gouvernementales, financées par les Etats dominants et leurs institutions internationales représentatives, sont utilisées comme service après-vente de plans d'ajustement structurel. L'humanitaire a fait du tiers-monde qui fait peur, pendant les luttes d'indépendance, un tiers-

[1] Bernhard Graefrath, « Ingérence et droit international », p. 17-32, dans Nouveaux cahiers de l'IUED, *Dérives humanitaires, op. cit*.
[2] Oscar Schachter, « In defense of international rules on the use of force », *University of Chicago Law Review*, 1986. Cité par Bernhard Graefarth, article cité, p. 24.
[3] Résolution n°688 du 5/04/1991 en faveur des Kurdes d'Irak, mais qui n'empêcha pas les Kurdes de se faire bombarder par l'aviation de Saddam Hussein dans un ciel contrôlé par les « alliés ». Résolution appliquée à l'Irak dans le cadre du programme « pétrole contre nourriture » et à la Somalie en 1992. L'ONU ne parle pas d'ingérence mais d'assistance. Formellement, le principe de non-ingérence existe toujours.

monde qui fait pitié.[1] Condamné à une posture d'imploration du salut. Bernard Hours parle quant à lui de « cibles passives »[2], le Sud n'ayant pas le droit à la parole, pas plus qu'il n'a de contrôle sur sa propre existence.

L'idée d'un droit d'ingérence a été imaginé par Jean-François Revel et défini par le juriste Mario Bettati. Mais c'est Bernard Kouchner qui le popularisera au point d'apparaître comme son inventeur. Ainsi, outre sa réflexivité sur les champs humanitaire et politique, Kouchner est également producteur de concept selon les catégories de perception journalistiques. La promotion de ce concept va profiter du statut particulier de Bernard Kouchner dans le champ médiatique. En effet, et à bien des égards, l'ancien médecin humanitaire se soumet à la définition de l'éditorialiste.

1-4 Kouchner éditorialise

Kouchner est un homme de presse. Il a été rédacteur ou journaliste, puis rédacteur en chef des revues médicales fondées par son père, puis journaliste à *Clarté* à partir de 1963, à *l'Evénement* à partir de 1966, à *Actuel* à partir des années 1980. Les portes des rédactions lui sont facilement ouvertes, telles celles du *Magazine littéraire* pour qui Kouchner dresse, avec Michel-Antoine Burnier, un portrait en hommage au résistant Emmanuel d'Astier de la Vigerie, juste avant sa mort.[3] Il a écrit plusieurs articles pour *les Temps Modernes* en 1996 et 2004.

Ses activités journalistiques s'arrêtent en 1988, au moment où il entre en politique. Pour autant, au cours de ses pérégrinations humanitaires, des journalistes ne sont jamais loin. Kouchner les emmène avec lui ou leur donne rendez-vous sur place. Ce qui ne l'empêche pas, à la manière d'un Bernard-Henri Lévy, de narrer lui-même ses propres aventures. *Paris Match* a publié plusieurs de ses reportages, ainsi sur le Kurdistan pour le numéro du 6 novembre 2002. Michel-Antoine Burnier, devenu son biographe officiel, estime que son ami a dû écrire une centaine d'articles.[4]

---

[1] Formule de Régis Debray, « Cours de médiologie générale », *Le Monde*, 19/01/1993. Cité par François Piguet, « Ingérence utile et manipulée », dans *Dérives humanitaires*, *op. cit.*, p. 90.
[2] Bernard Hours, *L'Idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue*, Paris : L'harmattan, 1998, p. 29. « *De plus en plus chargées de la gestion des exclus proches ou lointains, les ONG apparaissent comme des outils, en partie innocents, dans un scénario de mise à l'écart et de gardiennage des populations "à risques", c'est-à-dire les plus pauvres. Les ONG contribuent à saper les bases des organisations populaires, politiques ou non, indigènes.* »
[3] *Le Magazine littéraire*, n°30, 07/1969.
[4] Michel-Antoine Burnier, *Les sept vies du docteur Kouchner. Biographie*, *op. cit.*

Les analyses de Kouchner peuvent être rangées au rang d'antiennes. Cette réitération le rend prévisible mais ne lui est pas pour autant rédhibitoire. Kouchner demeure un « bon client ». Et en tant que tel, il dispose de ses « entrées » dans le champ journalistique jusqu'à se confondre avec l'un de ses agents dominants dans le champ, l'éditorialiste.

Entre 2002 et 2008[1], Kouchner a fait paraître 37 tribunes dont une en 2002, 3 en 2003, une en 2004, 4 en 2005, 7 en 2006, 8 en 2007 et 13 en 2008.

Lorsqu'après les élections présidentielles de 2002, il quitte le pouvoir avec le reste du gouvernement de Lionel Jospin, Kouchner reste toujours à proximité de la scène médiatique, comme en disponibilité. Dès lors qu'il retrouve les ors du pouvoir, à partir de mai 2007, plus aucun mois du calendrier ne se compte sans une tribune kouchnérienne.

Leur recension chronologique permet là aussi de rendre compte de la façon dont Kouchner passe d'une interpellation de nature médico-humanitaire, qui sous-tend une vision du monde prescriptive qui sort de son champ, à des interventions plus explicites en faveur d'une soumission au monde tel qu'il va. Cette recension permet en outre de constater que Kouchner est particulièrement prolixe en période de « crise. » Son discours de sommation alterne avec des tribunes de nature humanitaire qui rappellent d'où il vient, d'où il parle, qui le font persister à exister en acteur de ce champ réputé non politique.

Le 21 octobre 2002, il rédige un article de 1448 mots dans *le Monde* intitulé « *Les assureurs contre les malades.* » Il y défend sa loi sur les droits des malades. Kouchner règle courtoisement ses comptes avec les assureurs qui lui auraient orchestré une « *campagne de désinformation*. » Si sa loi est incomplète, c'est la faute aux élections présidentielles puis aux législatives de 2002 qui ont bouté la gauche hors du pouvoir et l'ont ainsi empêché de finaliser sa politique.

Le 4 février 2003, à nouveau dans *le Monde*, il écrit avec Antoine Veil un texte de 1155 mots, « *Ni la guerre ni Saddam* », déjà évoqué.

Le 23 août 2003, dans *le Monde* toujours, 970 mots pour un hommage, « *Tombeau de mes amis assassinés*. » Kouchner écrit sur les fonctionnaires de l'Organisation des nations unies, avec lesquels il avait travaillé au Kosovo, morts dans un attentat à Bagdad le 19 de ce mois.

[1] Le décompte a été arrêté le 10 septembre 2008.

Le 1er décembre 2003, dans *le Monde,* Kouchner écrit « *Malades sans frontières* », une tribune de 899 mots. Il rappelle ce qu'il accomplit en matière de lutte contre le sida, essentiellement dans le cadre du réseau Esther qui doit bénéficier aux pays du Sud avec la collaboration du monde des affaires, en l'espèce *Global business against aids*.

Le 28 décembre 2004, Kouchner écrit avec Véronique Fournier, directrice du Centre d'éthique clinique de l'hôpital Cochin à Paris, un texte de 1036 mots sur l'euthanasie paru dans *Libération*, « *Heure ultime, un choix ultime.* »

Le 21 juillet 2005, en une du *Monde,* Bernard Kouchner : « *Cessons de nous mentir !* » 1067 mots pour un programme présidentiel : « *Notre pays traverse aujourd'hui une crise majeure, face à laquelle les solutions d'hier et les clivages simplistes sont non seulement dépassés, mais nocifs* » ; « *Le système social français n'est plus un modèle pour personne* » ; « *Notre économie va dans le mur* » ; « *La France, isolée dans le monde, marginalisée en Europe* » ; « *Notre pays va mal* » ; « *Ceux qui prétendent aujourd'hui le contraire ne sont pas seulement des menteurs ou des égarés, ce sont des malfaisants. Moi qui me suis tant battu pour dénoncer le malheur des pays en détresse, je ne puis assister immobile à la déroute morale, politique et économique de mon propre pays. Il est criminel de faire comme si la France traversait un simple trou d'air dont nous pourrions sortir par des politiques héritées des années 1960.* » Kouchner parle « *fascisme islamique* » de « *débâcle intellectuelle.* » Et poursuit : « *La France est aujourd'hui dans l'urgence. Elle a besoin de vrais débats, elle exige de vraies clarifications, qui tranchent avec la culture frileuse du non-choix que nous subissons depuis des décennies. Les Français le savent, ils sont prêts à accepter les conséquences de la vérité, fussent-elles douloureuses. Encore faut-il cesser de tuer en eux le goût du risque* » ; « *Bref, arrêter, tous ensemble de nous mentir. Si l'on persiste à faire croire aux lendemains qui chantent et aux potions magiques, nous savons trop bien vers quels recours trop de Français se tourneront. Lorsqu'il est trompé, l'électorat a la triste habitude de prendre maîtresse chez les extrêmes* » ; « *Travail d'explication et d'implication* » des Français qui sont « *suffisamment lucides pour comprendre que seules les entreprises sont aujourd'hui en mesure de créer massivement des emplois*, (…) *savent surtout que seul le travail engendre du travail* (…) *et que, pour avancer, il nous faudra travailler plus* », etc.

Le 5 octobre 2005, dans *le Figaro*, Kouchner s'alarme : « *Gare à la fausse candeur !* » Il reproche la « *naïveté sectaire* » du gouvernement, de droite cette fois, de Dominique de Villepin car son projet de réforme de l'assurance maladie ne va pas assez loin : « *Il y a de la candeur à penser, à droite, que la sécurité sociale pourrait se voir appliquer des solutions qui ne tiendraient pas compte des défis que la mondialisation fait naître ; de la candeur, aussi, à faire avaler un budget insincère avec les fausses potions et les faux remèdes de l'assurance-*

maladie. En bref, je me demande s'il est vraiment raisonnable d'imaginer de réformer l'assurance-maladie dans notre pays, tout en faisant l'économie d'une remise à niveau de nos amortisseurs sociaux. Nous ne sommes plus seuls au monde. » Et d'en appeler au respect absolu du pacte de stabilité imposé par la commission européenne. L'équilibre budgétaire prime. Kouchner récuse toute mesurette qui s'apparente « *à des cautères sur une jambe de bois*. » Plus son discours est socialement violent, plus il met « les Français » d'office de son côté : « *Dans leur immense majorité, nos compatriotes savent parfaitement que, vivant plus vieux et participant à des avancées qui n'étaient pas imaginables en 1945, ils dépensent plus. Aussi ne peuvent-ils pas signer à nouveau un bail inconditionné au système d'assurance-maladie*. » « *L'héritage de 1945* » doit être abandonné.

Le 20 octobre 2005, en une du *Monde* : « *Les migrants ont du courage, ayons-en aussi* », par Bernard Kouchner. 784 mots. Pour une immigration utile, utilitaire, en échange d'un service humanitaire. Kouchner veut faire affronter « les Français » à la « vraie » misère.

Le 31 octobre 2005, Kouchner fait paraître « *Libérez les mourants* » dans *le Nouvel observateur* qui consacre un dossier à la prison. Kouchner rappelle les avancées permises par sa loi sur les malades du 4 mars 2002 qui autorise la libération des prisonniers gravement malades.

Le 25 janvier 2006, dans *le Monde*, il rend hommage à Ibrahim Rugova en 716 mots. Décédé le 21 janvier et surnommé le « Gandhi des Balkans », il sera le premier président élu du Kosovo[1].

Le 27 février 2006, Kouchner écrit pour *Libération* « *Pour la démocratie sanitaire* », 1010 mots, dans le contexte de l'expansion du virus appelé Chikungunya, à la Réunion. Il explique ce qu'il aurait fait s'il était aujourd'hui au pouvoir. Le « nous » de majesté est de rigueur.

Le 9 mai 2006, dans *Libération*, « *Grands enjeux, petite cuisine* », 553 mots : « *Suivons l'exemple italien avec un vote militant pour désigner le candidat PS en 2007* (…) *Le PS se lance dans des guerres intestines au mépris de ses propres intérêts*. » La gauche doit retrouver « *son rang et sa voix dans la mondialisation*. » « *A mon échelle, modeste, mais passionnante, j'ai entrepris à travers la France une tournée à la rencontre des citoyens, pour*

[1] Ibrahim Rugova, dirigeant de la Ligue démocratique du Kosovo, fut élu une première fois le 24 mai 1992, lors d'un scrutin déclaré illégal par Belgrade, capitale serbe. Le Kosovo avait déclaré son indépendance en juillet 1990 après que la Serbie ait supprimé son statut d'autonomie en mars 1989, statut dont la province jouissait depuis 1974. Rugova fut élu une seconde fois par les Albanais du Kosovo le 22 mars 1998, scrutin toujours pas reconnu par Belgrade. Le 4 mars 2002, il devient officiellement le premier président du Kosovo. Chronologie

écouter leur envies et collecter leurs idées. La consultation se poursuit sur l'internet, et il me semble que la gauche tout entière devrait adopter cette posture d'écoute et d'ouverture. »

Le 29 juin 2006 dans *le Nouvel observateur*, Kouchner s'exclame : « *Ouvrez les yeux, camarades !* » Le chapô écrit par l'un des rédacteurs de l'hebdomadaire présente Kouchner comme « *l'enfant terrible de la gauche* » au « *parler vrai* » dévastateur. Puis Kouchner se répète : félicitations à Ségolène Royal qui remet en cause les trente-cinq heures, imposées de façon « *autoritaire et généralisée* ». Mais il revient également sur les « *aberrations* » du « Projet socialiste pour la France » déjà citées. Entre-temps, il en a débusqué une de plus : la suppression de la franchise de un euro sur les consultations médicales qui « *responsabilisait les citoyens* ». « *Le vice du diagnostic proposé par le projet socialiste, c'est encore et toujours cette vision diabolisée de l'économie de marché que seul en Europe le parti socialiste français continue de nourrir* (…) *Outre ce problème fondamental de diagnostic, je lis dans le projet socialiste une fièvre dépensière non chiffrée qui fait peu de cas aussi bien de la réalité économique de notre pays que de la capacité des Français à entendre des vérités simples et évidentes.* » La réponse n'est pas dans un « *keynésianisme simpliste* », s'impatiente-t-il. Si elle arrive au pouvoir en 2007, la gauche devra « *mettre en œuvre un programme énergique d'assainissement des finances publiques.* » Comme de coutume en période de crise, Kouchner se lâche : « *La gauche française souffre d'une forme de frilosité qui tourne au conservatisme. Au nom de quelques principes surannés, on refuse de voir le monde en face, et de reconnaître que la justice sociale, qui reste notre idéal, exige l'aptitude au changement. L'accélération de la mondialisation a pris de cours un vieux parti habitué à ses combats et à ses slogans. La plupart des recettes qui, hier, assuraient le progrès social engendrent aujourd'hui les inégalités et la misère*. » La justice sociale doit ainsi rester un « idéal ».

Kouchner profite de sa tribune pour exposer sa définition de la gauche, avec à l'appui quatre domaines d'application. Dans l'éducation, être de gauche, c'est réformer l'ensemble du système scolaire qui produit surtout des chômeurs ou des sans-diplômes, supprimer la gratuité de l'enseignement supérieur parce qu'elle « *fait payer les études des plus riches sur-représentés dans les filières d'excellence les plus coûteuses par l'ensemble des contribuables* », encore un effet pervers du progrès social. En ce qui concerne « l'intégration », être de gauche signifie cesser de « *s'accrocher à des principes soi-disant républicains qui privent des milliers de jeunes de toute perspective d'avenir*. » Kouchner est en faveur de la discrimination « positive ». La « *réforme de l'Etat* » constitue le troisième grand chantier de la gauche libérale. Ici, être de gauche consiste à cesser d'« engraisser » l'Etat de fonctionnaires, d'empêcher « *notre Etat obèse de mourir d'étouffement* (…) *N'est-ce*

---

sommaire tirée de Serge Halimi et Dominique Vidal, *« L'opinion, ça se travaille… ». Les médias et les « guerres*

pas à la gauche qu'il appartient de le sauver, fût-ce par une cure d'amaigrissement qui effectivement ne figurait pas dans son programme de l'entre-deux-guerres ? » La dette est la dernière priorité de la gauche. C'est au nom de « *la plus élémentaire notion de solidarité* » qu'elle doit gérer au plus vite cette crise.

Si la mondialisation du capitalisme impose une politique unique, n'est-ce pas à la gauche de la mettre en œuvre ? Kouchner enjoint la gauche à confondre ses choix et pratiques avec ceux de la droite, représentante traditionnelle des intérêts économiques et financiers. Et d'après lui, cette soumission ne conduira pas à la disparition de la gauche. Ne se distinguant plus de la droite, ayant les mêmes priorités, partageant les mêmes valeurs[1], elle devrait pourtant ne plus avoir de raison objective d'exister. La copie disparaîtrait au profit du modèle original. Kouchner conteste cet avenir promis à la gauche. A ses yeux, la gauche devra toujours exister pour avoir la primeur d'appliquer les politiques qui s'imposent à tous. Autrement dit, la gauche existera pour montrer jusqu'à quel point elle sait s'adapter au « monde moderne. » « *Osons nous adapter, osons la gauche !* », explose t-il.

Sans transition aucune, Kouchner peut aussi se faire critique littéraire pour *l'Express* du 12 octobre 2006. Ainsi, il écrit au sujet du livre de Daniel Rondeau, éditorialiste à *l'Express* : « *Daniel Rondeau retrace dans une douce mélodie la vie de ses aïeux en terre champenoise. Et aussi la sienne, au cœur des passions du XXème siècle*. » « *Beaucoup de retenue et une juste ambition* », « *calme, fougue et bonheur* », Kouchner a été touché par ce « *livre d'écrivain* », « *simple et beau* ». D'où son enthousiasme affiché en titre, « *que la Champagne est belle !* ».

Pour publier une orée funèbre à l'une de ses anciennes journalistes, *le Monde* fait appel à Bernard Kouchner et Michel-Antoine Burnier (édition du 1er novembre 2006). Il est vrai que c'est grâce à elle, Isabelle Vichniac, que tout a commencé pour Kouchner, Médecins sans frontières, voire peut-être pour une certaine pratique de l'humanitaire.

Un mois plus tard, c'est en tant que professeur de santé publique à la Chambre nationale des arts et métiers que Kouchner signe une nouvelle tribune : « *Au Darfour, des massacres et du pétrole* » pour *le Monde* du 27 décembre 2006 : « *L'ONU tergiverse, l'Union européenne fait silence, la France hésite et la Chine s'installe, laissant l'islam radical poursuivre son œuvre destructrice. Peut-on encore espérer des initiatives diplomatiques et*

---

justes ». Du Kosovo à l'Afghanistan, Marseille : Agone, « Contre-feux », 2002, (2000).

[1] Dans le *Journal du dimanche* du 15 avril 2007, il enfoncera le clou de sa manœuvre de droitisation de la gauche un peu plus profondément : « *Je ne suis pas dans la manœuvre politicienne, je ne l'ai jamais été (…) Oui, nous devons réhabiliter le travail, oui nous sommes en appétit d'ordre et d'autorité*. » Entre la gauche et la droite, ce n'est plus le contenu du programme qui compte, mais sa rapidité d'exécution. D'où une

une véritable action humanitaire ? » Kouchner en appelle à un « *engagement militaire de l'ONU* » et suggère l'instauration de corridors humanitaires, idée qu'il reprendra un an plus tard lorsqu'il deviendra ministre des affaires étrangères et qui sera loin de faire l'unanimité dans le monde des ONG.

Après avoir rappeler en quoi la situation soudanaise était d'une « simplicité » atterrante voire d'une banalité que de trop connue, Kouchner conclut : « *Si la crise du Darfour apparaît comme une crise lointaine, complexe, inextricable, si personne n'est exempt de fautes, les enjeux qu'elle suscite sont au cœur même de ce qui devrait fonder notre diplomatie. Défense des droits de l'homme, secours aux populations civiles victimes de massacres, guerre contre le fanatisme islamique, soutien aux démocrates et aux laïques, maintien d'une présence française forte en Afrique, défense d'une ligne de conduite à la fois autonome et responsable à l'égard de nos alliés américains, lutte contre l'entreprise chinoise d'achat de l'Afrique au mépris de toute considération morale et politique… Il y a là bien des raisons pour que la France sorte de son mutisme et affirme une ligne claire, à la hauteur des attentes de nos amis africains, à la hauteur de notre histoire et de nos ambitions. Les candidats à l'élection présidentielle, qui font aujourd'hui assaut d'initiatives diplomatiques dont le but principal semble être d'obtenir quelques photos avec des chefs d'Etat, seraient, je crois, mieux inspirés de se saisir de ce dossier pour affirmer les valeurs qui guideront leur politique, pour rompre aussi avec l'impuissance masquée de rodomontades et les atermoiements qui nous tiennent lieu de doctrine diplomatique depuis dix ans. Nous serons nombreux à l'écoute de leurs engagements* (…) »

Cette tribune sera la dernière du militant, de l'intellectuel Kouchner. Dorénavant, c'est en tant que ministre français des affaires étrangères et européennes qu'il prendra la plume, au minimum une fois par mois, souvent deux.

La première tribune de l'année 2007 est en effet datée du 27 août. Réservée à *l'International herald tribune*, elle donne le ton de cette diplomatie active, résolue : « *What France can do* » pour en « *finir avec le cauchemar irakien.* »[1] « *Que peut-on dire de l'Irak aujourd'hui ? Que c'est un pays "démocratique" avec une Constitution adoptée par referendum et le suffrage universel direct, que c'est un pays en guerre avec lui-même. C'est un pays libéré d'une sanglante dictature – qui a tué entre 2 et 4 millions de personnes – et où le sang continue de se répandre* (…) *En dehors de la "zone verte" hautement protégée à Bagdad et d'une région kurde plus ou moins stable, l'Iraq est pris dans un orage de haine et*

« *indispensable mutation du PS* » car « *la France vaut mieux que nos certitudes vieillies et nos crampes partisanes.* »

[1] La traduction sera modestement la nôtre.

de violence qui a provoqué la fuite de quatre millions de réfugiés et tue près de 2000 personnes chaque jour. »

Kouchner vient de passer trois jours en Irak où il a rencontré Chiites, Sunnites, Kurdes et Chrétiens. Il leur a rappelé les vertus d'un indispensable dialogue qui permettra la « réconciliation nationale. » Le message du ministre : la France est de retour en Irak. La France est de retour dans le monde. Aucun ministre français des affaires étrangères n'avait foulé le sol irakien depuis 1988. Or, la France ne peut « tourner le dos » à une « crise » qui n'affecte pas seulement l'Irak, mais la région entière et, par-delà, le monde. Le problème irakien s'inscrit dans la droite ligne des problèmes qui heurtent la planète : l'hostilité entre communautés, le fanatisme religieux, les conflits de civilisations qui se jouent sous fond de terrorisme, de prolifération nucléaire et de mondialisation. Kouchner en appelle à un renforcement du rôle de l'ONU en Irak, qu'il estime « indispensable. » « *Que peut faire la France pour aider ce pays ravagé à retrouver espoir ?* » Elle doit rester modeste. Elle ne possède pas de formule magique. Mais un jour qu'il s'en enquis auprès d'un officiel irakien, Kouchner se vit répondre que la France pouvait offrir à l'Irak un « *fresh look.* » Un autre de ces officiels : réapprendre au pays l'estime de soi (« restore our self-respect »).

« *Chacun sait,* reprend Kouchner*, que la France n'a pas soutenu l'intervention de la coalition en 2003. Et si l'invasion a mis un terme à une dictature brutale, les méthodes utilisées pour construire un Irak sûr et démocratique ont échoué. L'heure est à un nouveau départ. Il ne saurait y avoir de solution militaire à la crise. La solution doit être politique. Les Irakiens eux-mêmes, même ceux les plus hostiles à la présence américaine, refusent que les troupes étrangères quittent le pays immédiatement, mais un retrait doit être planifié, en accord avec les autorités irakiennes. Simultanément, un gouvernement d'union nationale doit être mis en place. La France se tient prête à agir en tant que médiateur à cette fin. Oui, la France peut aider à donner un* « fresh look ». *Mais les pays voisins de l'Irak doivent aussi jouer leur rôle. Si tous ces acteurs engagés d'une façon ou d'une autre renoncent à leurs responsabilités, nous pouvons nous attendre au pire* », termine le ministre.

Pour témoigner d'une politique étrangère commune à l'Union européenne, certaines tribunes sont co-écrites avec le ministre britannique des affaires étrangères, David Miliband. Ainsi, « *le Kosovo, une affaire européenne* », pour *le Monde* du 7 septembre 2007 ou encore « Keeping the momentum on Burma », pour l'*International herald tribune* du 15 octobre 2007, publié le lendemain dans *le Monde* sous le titre « *Renforcer la pression sur la Birmanie.* »

Neuf jours plus tard, Kouchner, de nouveau critique littéraire rend compte pour *le Nouvel observateur* du 25 octobre 2007 de la parution d'un nouvel ouvrage *Hommage à Anna*

Politkovskaïa[1], écrit par un collectif composé entre autres d'André Glucksmann, Bernard-Henri Lévy, Jorge Semprun, tous amis du ministre et du *Nouvel Observateur*.

Quatre jours plus tard, Kouchner écrit pour *le Figaro* du 29 octobre 2007 « *l'Europe et sa sécurité* » dans lequel il informe sur ce que l'Europe fait et souhaite : non prolifération nucléaire et non prolifération des armes de destruction massive.

Le 27 novembre 2007, toujours dans *le Figaro*, « *Le Liban a les moyens de sortir de la crise, la France soutient tous les Libanais* ». Le ministre décrit une communauté internationale, France, Europe, Nations Unies, Ligue arabe, toutes les forces libanaises, mobilisée pour résoudre la crise d'un Liban sans président. Le texte est également prescriptif. Ce qui est fait, ce qui reste à faire.

« *Narration du monde, une bataille décisive* », pour *le Monde* du 4 décembre 2007. « *Pour diffuser son message, la France doit mutualiser tous ses moyens de communication audiovisuels à l'étranger*. » La paix ne suffit pas : « *la capacité d'un pays à promouvoir ses intérêts et ses valeurs échappe au seul réseau des chanceliers. L'influence des images est devenue l'enjeu central d'un monde qui se cherche un sens, un ordre, une unité. La France, autrefois précurseur et référence mondiale, n'est plus qu'une puissance secondaire dans l'univers des médias – audiovisuel ou Internet. Quand les écrans du globe ne projettent plus les images d'une sensibilité française, c'est le monde tout entier qui pense moins français. Nous devons repartir à la conquête de la narration du monde. Un peuple incapable de diffuser son message devient un peuple invisible et inaudible, risque de voir disparaître sa langue, sa culture, sa créativité, sa capacité à adresser au monde un message original. Bref, un peuple que l'on n'entend plus, un peuple qui compte moins. Nous ne pouvons pas nous résigner à ce destin de seconde classe*. » Kouchner se bat contre la tiers-mondisation de la France. D'un « *média neuf dépend notre économie, notre culture, notre diplomatie, notre avenir tout entier*. » Le ministre veut tirer un « *meilleur parti* » de France 24, TV5 Monde, et Radio France International pour concurrencer « *l'hégémonie* » des médias internationaux anglo-saxons et arabes.

Kouchner réserve sa dernière tribune de l'année au *Figaro* du 29 décembre 2007 : « *Pourquoi il ne faut pas abandonner le Pakistan*. » Il y rend hommage et érige en modèle Benazir Bhutto, qui vient d'être assassinée. Prescriptif, il distribue rôles, missions, responsabilités aux uns et aux autres, Pakistan, communauté internationale, pays voisins pour assurer paix et sécurité et diriger le pays sur la voie de la démocratie et du développement.

[1] Journaliste russe assassinée le 7 octobre 2006. Les services du président de l'époque devenu Premier ministre,

En janvier 2008, il s'attaque aux bombes à sous-munitions pour *le Monde* du 22 janvier. « *Stop aux bombes à sous-munitions* », lance-t-il en titre.

Pour *le Figaro* du 26 janvier, il explique pourquoi la France renoue des relations diplomatiques avec le Rwanda, « *Renouer avec le Rwanda, respecter la vérité.* » Après avoir innocenter Paul Kagame, dirigeant rwandais et ami du ministre, il disculpe les dirigeants français et l'armée d'avoir pris part, dans quelque rôle que ce soit, au génocide des Tutsis en 1994, ce, sur la base des conclusions du rapport de la mission d'information parlementaire présidée par Paul Quilès, ainsi que sur la base de son expérience personnelle : il y était, il n'a rien vu de répréhensible de la part de l'armée française. Kouchner se justifie : « *Lancé dans un développement économique et social vigoureux, le Rwanda est aujourd'hui un acteur clé dans la stabilisation de la région des Grands lacs africains. Il est incontournable à l'Est de la République démocratique du Congo. Et il joue un rôle majeur dans la crise du Darfour, où il déploie un important contingent dans le cadre de la force de maintien de la paix de l'Union africaine. C'est notamment pour avancer sur ces dossiers que nous avons entrepris de renouer le dialogue avec les autorités rwandaises.* (…) *La France doit continuer d'être écoutée et respectée sur l'ensemble du continent, sans exception.* »

En février, Kouchner reconnaît et soutient l'indépendance autoproclamée du Kosovo dans *le Figaro* du 19 février 2008, « *Indépendance, le joli mot.* » Et dit simultanément avoir hâte de voir la Serbie intégrer l'Europe : « *Nous avons décidé d'y déployer, dans les prochaines semaines, une mission de police et de justice dont l'objectif principal sera d'aider les Kosovars à assurer le respect de toutes les communautés vivant sur leur territoire.* » La Serbie et le Kosovo se retrouveront dans l'Union européenne, s'enthousiasme le ministre.

Le 11 mars 2008, *le Monde* et l'*International herald tribune* ouvrent leurs colonnes à une tribune kouchnérienne titrée « *Pour une défense européenne* » pour le premier et « Keeping the peace » pour le second qui en est la traduction. Le message essentiel : « *Il n'y a pas compétition, mais au contraire libre complémentarité entre l'Union européenne et l'OTAN.* » Kouchner écrit une ode à l'Europe mobilisée et réactive lors de « troubles » qui secouent la planète, en l'espèce au Tchad, d'où le ministre revient. « *A l'instar de la France et grâce aux efforts de nos partenaires européens, l'Union européenne, en application d'une résolution des Nations unies adoptée à l'unanimité, a lancé l'opération Eufor.* » Femmes et enfants ont été secourus. L'Union européenne s'est donnée les moyens de reconstruire des villages dans l'Est du pays. Les soldats européens ont reçu un accueil « *enthousiaste* » de la part des réfugiés. Le cas du Tchad témoigne de ce que l'Europe de la défense est faite et efficace qui plus est. « *L'idéal européen : sauver des vies, prévenir la guerre et travailler à la*

Vladimir Poutine, sont fortement soupçonnés d'être les auteurs de ce nouveau meurtre de journaliste.

reconstruction et à la réconciliation au moment où la communauté internationale s'est montrée incapable de prévenir les conflits. Chaque fois nous l'avons fait avec un souci d'efficacité et de pragmatisme, avec ou sans un soutien direct des Etats-Unis. Certains estiment que les Etats-Unis restent opposés à une défense européenne car elle affaiblirait l'OTAN. » Mais les Etats-Unis ont bien conscience de la « *nécessaire complémentarité* » des deux organisations qui partagent les « *mêmes valeurs*. »

Dès le lendemain, le 12 mars, une autre tribune paraît au *Figaro* écrite à quatre mains avec Carl Bildt, ministre suédois des affaires étrangères. Le texte est publié simultanément dans les quotidiens *El Pais, Times* et *La Republica*. « *Lettre à nos amis serbes sur Zoran Djindjic, le Kosovo et l'Europe* » fait référence à un homme assassiné en 2003, Djindjic, qui militait pour l'intégration européenne de la Serbie. Les ministres français et suédois se déclarent prêts à aider le pays au nom du développement et au nom de ce que la Serbie est « *l'épine dorsale* » de la région des Balkans.

Le 9 avril 2008, dans *le Figaro*, « *Trop, c'est trop ! La diplomatie, c'est un vrai métier* », s'emporte Kouchner qui réagit à l'article du 2 avril publié dans le même journal sur les mauvais comptes du Quai d'Orsay rapportés par la Cour des comptes : « *Une fois de plus on a employé les clichés éculés du diplomate surpayé à l'étranger, désœuvré à Paris et d'un Quai d'Orsay dispendieux et obsolète* (…) *Je ne suis pas diplomate. Je me sens d'autant plus libre pour réagir à ces propos démagogiques qui sont à des années lumières de la réalité*. (…) »

La seconde tribune de ce mois d'avril est réservée à *Libération*, « *Faisons face aux émeutes de la faim* », du 11 avril 2008. Elle est co-écrite avec Jean-Pierre Jouyet, secrétaire d'Etat aux affaires européennes, Rama Yade, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme et Alain Joyandet, secrétaire d'Etat chargé de la coopération et de la francophonie. Le texte est toujours prescriptif : « *Au-delà de l'urgence, il nous faut encourager des réformes structurelles de trois ordres. D'abord, une meilleure coordination sur le terrain entre les principales agences ou fonds internationaux compétents. Ensuite, une conférence mondiale sur la sécurité alimentaire des pays fragiles, préparée sur la base d'un diagnostic partagé, établi avec les meilleurs spécialistes du Sud comme du Nord. Enfin, à titre national, une stratégie d'aide publique au développement qui replace l'objectif de sécurité alimentaire au cœur de son action* (…) » Ce, alors que les auteurs rappelaient plus tôt que l'aide alimentaire française n'atteignait que 32 millions d'euros. La solution comporte les mêmes mots : la France et l'Europe. « *L'expertise française en la matière, reconnue dans le monde entier, doit nous permettre d'être à la pointe du combat pour la sécurité alimentaire. Et l'Europe, avec son agriculture performante et sa politique commune doit pleinement jouer son rôle de*

fournisseur et de régulateur des marchés alimentaires mondiaux. » Les auteurs disent vouloir remettre la mondialisation à l'endroit.

La troisième tribune de ce mois d'avril se trouve dans l'édition du 29 avril 2008 des *Echos* : « *Réussir le passage à la nouvelle ère nucléaire*. » La défense du nucléaire, « *énergie bon marché et non polluante* » au nom de l'indépendance énergétique, de la prospérité et de la liberté, Kouchner rassérène : la France ne vend pas son nucléaire à n'importe quel prix. Elle contrôle et s'assure d'un certain nombre de garanties relatives à sa sécurité et à celle de la planète. « *Nous souhaitons ainsi créer un centre international de formation à la technologie, à la sûreté et à la sécurité nucléaires.* (…) *Faciliter les usages pacifiques du nucléaire va de pair avec le renforcement de la transparence et des contrôles. C'est la raison pour laquelle la France souhaite l'universalisation du protocole additionnel, aujourd'hui adopté par plus de 80 pays, qui donne des pouvoirs renforcés à l'AIEA (Agence internationale à l'énergie atomique), dans sa mission de vérification des activités nucléaires des Etats*. »

Dix jours plus tard, le typhon qui a emporté plusieurs dizaines de milliers de Birmans et fait des centaines de milliers de sans abris donne l'occasion à Bernard Kouchner et son homologue britannique David Miliband de décrire la coordination onusienne et européenne dans l'administration des secours. « Tragédies birmanes », pour *le Monde* du 9 mai 2008, indique que la collaboration de la junte militaire demeure indispensable malgré tout.

La seconde tribune de ce mois de mai est liée à la première. Dans « *Morale de l'extrême urgence* », écrit pour *le Monde* du 20 mai, Kouchner s'en prend à la junte : « *L'attitude des autorités birmanes relève de la non-assistance à personnes en danger.* » Loin des espoirs précédemment nourris, Kouchner fait face au principe de réalité : « *La communauté internationale s'indigne face à l'obstruction obstinée que les militaires de Rangoun opposent aux propositions d'aide d'urgence.* » Même les Soviétiques, après le tremblement de terre en Arménie en 1988 avaient laissé faire les secours étrangers, s'indigne t-il. Et le ministre de citer à nouveau les résolutions 43/131 et 45/100 sans préciser qu'elles n'ont rien de contraignant.

Le 14 juin 2008, dans *le Monde*, Bernard Kouchner, Luis Amado, ministre d'Etat et des affaires étrangères du Portugal et Miguel Angel Morantinos, ministre des affaires étrangères et de la coopération de l'Espagne appellent à « *rénover le dialogue transatlantique* », dans un texte consensuel où, nonobstant des « *crises* » et des « *dangers pressants* », tout semble aller pour le mieux, tout le monde s'unissant avec tout le monde : l'Union européenne et les Etats-Unis, l'Union européenne et les pays méditerranéens, l'Union européenne et l'Afrique, l'Afrique avec l'Afrique et son Union africaine cependant que la Russie a « *repris sa place* », l'Amérique latine « *joue à nouveau tout son rôle* » et que le

« *poids croissant de la Chine, l'Inde et le Brésil reconfigure les alliances et les valeurs.* » Quant au Moyen-Orient, le Liban se cherche de « *nouvelles voies originales* » de même entre Israël et la Syrie. Pourtant, des défis demeurent. Parmi eux, les ministres recensent la prolifération nucléaire, l'instabilité des marchés financiers, la crise pétrolière, le changement climatique, les exigences alimentaires.

Dans la perspective du renouvellement de l'administration américaine et dans le cadre de la mise en œuvre du traité de Lisbonne, ils proposent cinq axes de réflexion pour la rénovation de l'agenda transatlantique : « *sauvegarder les valeurs et les principes universels qui constituent le fondement de l'alliance transatlantique, il faut trouver une solution pour Guantanamo, et nous attendons aussi des gestes sur la peine de mort* » ; « *l'imposition de la démocratie par la contrainte n'est pas la bonne voie* » (…) ; « *la transformation de l'OTAN, la stabilisation et la reconstruction de l'Afghanistan et de l'Irak ou la prolifération des armes de destruction massive nous obligent à resserrer davantage nos liens* » ; « *construire un véritable pilier européen de sécurité et de défense* » ; « *traiter de front les conflits du Proche et du Moyen-Orient* (…) *avec une méthode simple : le dialogue et la négociation* » ; enfin « *l'importance des flux commerciaux et financiers entre les deux rives de l'Atlantique devrait nous permettre d'exercer une influence plus marquée dans la régulation des marchés internationaux et de rééquilibrer le système international, pour parvenir à la sécurité énergétique et alimentaire, pour s'attaquer à la pauvreté et au sous-développement.* »

Le 11 juillet 2008, dans *le Monde*, Kouchner revient sur l'Union pour la Méditerranée dans « *Europe : l'avenir passe par la Méditerranée* » : « *Le projet d'union lancé par le président français est une grande idée, simple mais ambitieuse, audacieuse mais concrète* (…) *Parce qu'elles sont les plus simples, les plus grandes idées sont souvent les plus difficiles à faire accepter. Ce fut tout le mérite de notre diplomatie. Soyons à la hauteur de cette ambition historique, soyons généreux, solidaires, inventifs. Nous sommes tous des Méditerranées de cœur et de paix.* »

Le 30 août 2008, Kouchner co-écrit pour *le Monde* avec le ministre de la défense, Hervé Morin : « *Afghanistan : le sens de notre engagement.* » « *Nous livrons dans ce pays, contre le terrorisme, un combat long et difficile pour défendre nos valeurs et notre sécurité.* » Le 18 août dernier, 18 soldats se faisaient tuer. Qu'à cela ne tienne, « *les résultats obtenus* (…) *sont un encouragement à persévérer* », concluent les ministres.

La rencontre entre des dispositions personnelles et les caractéristiques de l'éditorialiste

Avant de se demander en quoi la lecture des tribunes kouchnériennes font penser au travail de l'éditorialiste, reste à en rappeler la définition.

En 1979, Régis Debray constate déjà que l'éditorialiste se situe au sommet de la hiérarchie journalistique. La fonction du « *moraliste de l'actualité* » n'est pas, selon lui, « *d'éclairer les lecteurs sur les tenants et les aboutissants d'une situation, mais sur la position qu'il choisit personnellement d'adopter par rapport à on ne saura jamais exactement quoi. L'homme-supposé-savoir n'a pas besoin d'en savoir plus, ou a plutôt besoin de ne pas savoir, car le flou du « factuel » rehaussera le brillant de l'Idée et de son style. Cette élévation de pensée, adaptée à un pays de ressources moyennes, se propose comme modèle aux néophytes d'en bas, d'autant qu'un bon « édito » est le meilleur moyen pour une entreprise de presse de faire des économies. Enquêtes de terrain, déplacements et séjours sur place, recoupement d'informations et recherches des documents coûtent de plus en plus cher – en temps et en argent – et rapportent de moins en moins – d'aura publique et de considération confraternelle* (…) *Verbaliser sur, stigmatiser, féliciter, conclure : épargne réservée à ceux d'en haut. Résultat : ceux qui en savent le moins sont ceux qui font le papier.* (…) *On aura déjà compris que le terme de « journalisme » ne désigne pas ici la réalité intrinsèque d'un métier mais la distorsion objective d'un statut.* »[1]

Quant à Philippe Riutort, il souligne « *la dimension exceptionnelle reconnue aux éditorialistes.* (…) *La position d'éditorialiste impose en effet le respect et confère une autorité incontestable qui s'étend la plupart du temps au-delà du monde journalistique de sorte qu'une tentative de mise au jour des mécanismes sociaux qui garantissent le succcès journalistique apparaît délicate puisque celle-ci en vient à écorner quelque peu un cercle vertueux de la légitimité qui possède la force de l'évidence. Les éditorialistes font, en effet, figure de modèle voire de norme d'excellence pour l'ensemble de leurs "confrères" partagés entre dénonciation et célébration.* »[2] C'est ainsi à une position dominante, à l'élite journalistique, qu'accède Bernard Kouchner grâce à ses faits d'armes antérieurs.

Les premiers signes extérieurs de richesse, symbolique, culturelle, sociale, de l'éditorialiste sont rendus visibles par l'utilisation de la première personne, le « je. » Si l'éditorialiste parle en son nom, c'est qu'il est d'abord une figure d'autorité qui dispense préceptes, leçons, sermons, fort de ses expériences et de ses hauteurs de vue, fort de ce que Philippe Riutort appelle une « *présomption de compétence*. » Il écrit : « *L'éditorialiste fait*

[1] Régis Debray, *Le Pouvoir intellectuel en France*, *op. cit*., p. 104.
[2] Philippe Riutort, « Au nom du nom, ou comment investir son poste. Le cas des éditorialistes d'Europe 1 », *article cité*.

songer au chef amérindien analysé par Pierre Clastres, sommé en permanence de fournir des gages de son autorité, soumis au devoir de parole afin de se montrer digne de sa fonction. Si "un chef silencieux n'est plus un chef", que deviendrait un éditorialiste frappé de mutisme chronique ? »[1]

Le vieux chef éditorialiste est une figure morale en tant qu'il se soumet à des critères de sélection a priori internes au champ journalistique. Déclaré compétent, l'éditorialiste doit chaque semaine s'appuyer sur l'actualité la plus chaude pour tirer des leçons. Pour ce faire, une mise à distance, une prise de recul permet de mieux saisir le sens d'un événement et, à partir de là, semble autoriser une montée en généralité. L'inverse est aussi vrai : des montées en généralité peuvent aider à capter le sens d'un événement. C'est en période de crise, guerres, crises financières, que la production de sens atteint son paroxysme, ce que Riutort appelle un « surcroît d'investissement » : « *L'éditorialiste surinvestit alors son rôle d'herméneute et se montre à la hauteur de la situation*. »

Occuper une place dominante dans un champ implique une lutte de pouvoir pour conserver cette position. Selon Philippe Riutort, qui reprend lui-même les analyses de Luc Boltanski, occuper une position de pouvoir dans un ou plusieurs champs reste un facteur déterminant pour maintenir la « notoriété » d'un éditorialiste.[2] En d'autres termes, le statut de l'éditorialiste est le produit d'une reconnaissance sociale qui dépasse les frontières du champ journalistique.[3] A l'instar du jeu des chaises musicales, sans sortant toutefois, les détenteurs de position dominante dans des champs différenciés, journalistique, politique, économique se partagent et s'échangent les rôles, lorsqu'ils ne les cumulent pas, dans ce que Riutort nomme le « *cercle vertueux de la légitimité qui possède la force de l'évidence*. » Riutort : « *Ces logiques ne sauraient être le seul produit de calculs rationnels mais s'expliquent bien davantage par la proximité sociale qui relie certains titulaires de positions élevées de l'espace journalistique entre eux mais également au champ du pouvoir.* »

Bernard Kouchner parle aussi en son nom. La dimension exceptionnelle, selon les catégories de perception journalistique, de sa trajectoire lui permet de « *capitaliser sur son nom* », pour reprendre à nouveau une formule de Philippe Riutort. A l'instar de tout éditorialiste, Kouchner est disponible et prolixe. Il s'adapte à tous les publics, tous les formats, reportage, sermon, admonestation, orée funèbre, critique littéraire. Et sur cette base

[1] *Ibid*. Riutort cite ici Pierre Clastres, *La Société contre l'Etat*, Paris : Minuit, 1974, p. 134.
[2] Luc Boltanski cité par Philippe Riutort : « *Moins un champ est autonome, plus l'occupation de position de pouvoir dans ce champ inclut l'occupation de pouvoir dans d'autres champs*. » (Luc Boltanski, « L'espace positionnel. Multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe », *Revue française de sociologie*, vol. 14 (1), 1973, p. 12.)
[3] « *Le capital symbolique acquis dans l'espace journalistique ne peut donc être dissocié de celui accumulé dans d'autres espaces sociaux, notamment dans le champ politique, puisque ceux-ci se renforcent mutuellement*. » (Philippe Riutort, article cité.)

formelle, il peut parler de tout et avec autorité, fort d'une légitimation qui passe par une pratique de l'humanitaire, une reconnaissance d'un capital symbolique et social et renforcée par une crédibilité médiatique. Une trajectoire dans l'humanitaire rend, dans une logique de camps antagonistes, d'une part insoupçonnable et, d'autre part, permet des montées en généralité légitimées par des expériences de terrain régulièrement rappelées à la mémoire collective.

C'est au nom de son statut de médecin humanitaire que Kouchner utilise l'argument du « il y a pire ailleurs » pour non seulement affirmer qu'il n'est pas question de prétendre à de nouveaux droits sociaux mais, plus, qu'au nom des plus démunis, il serait décent de renoncer à quelques uns d'entre eux. La singularité d'une trajectoire humanitaire, qui implique nombre de préjugés positifs, rend seule audible ce type de raisonnement qui estime judicieux d'adapter l'état des droits sociaux d'un pays à la nouvelle configuration économique mondiale, plutôt que l'inverse. Convoqué par les médias de masse, Kouchner, à la fois vulgarisateur et vieux sage, se doit d'être à la hauteur, à plus forte raison en cas de guerres ou de catastrophes dites « naturelles. »

De l'attractivité médiatique de Bernard Kouchner

Bernard Kouchner n'est pas le seul à avoir fait carrière à partir d'une pratique de l'humanitaire. Pourtant, la plupart ont été oublié. Certains ressurgissent périodiquement au gré d'une actualité. Xavier Emmanuelli, en tant que fondateur du SAMU, Rony Brauman en tant qu'acteur du débat idéologique sur l'humanitaire et ses conséquences politiques, producteur d'analyses plus ou moins critiques et adversaire connu du droit d'ingérence humanitaire.

Depuis plus de quarante ans, Kouchner est un tribun. Il parle facilement, ses va et vient permanent entre son vécu et n'importe quelle actualité le placent dans une position d'orateur intarissable, de conteur, de prescripteur. Kouchner sait écrire. Il écrit vite et bien, selon les critères dominants du marché : action, émotion, lyrisme, suspens, etc. Il faut se remémorer qu'il a été l'un des scénaristes de plusieurs feuilletons télévisés. Or, un bon scénariste doit savoir capter l'attention, tenir le public en haleine, le faire adhérer à son histoire jusqu'à l'y faire participer passivement par consentement.

D'après Olivier Weber, les journalistes sont impressionnés par son charisme et son courage physique. Quant aux autres, les nouveaux venus, ils apprennent très vite que Bernard Kouchner est un ami de la maison, Serge July, Alain Duhamel et Laurent Joffrin pour *Libération*, Jean Daniel pour *le Nouvel Observateur*, Bernard-Henri Lévy pour *le Point*, entre

autres dirigeants ou intervenants réguliers qui partagent depuis près d'un demi siècle la même scène médiatique ouverte à leur milieu idéologico-intellectuel, à la narration de leurs expériences communes ou respectives, aux leçons qu'elles ont permis de tirer et de prescrire. A la proximité sociale de ceux qui ont acquis une position élevée dans leur champ respectif, ou premier d'appartenance, mais aussi d'autres champs vite conquis, éditorial, littéraire, intellectuel, se cumule une proximité idéologique dont, encore une fois, le combat antitotalitaire marque le point de départ et le point de chute. Car c'est toujours en son nom qu'ils occupent aujourd'hui les lignes de front.

Kouchner séduit la classe journalistique aussi en ce qu'il incarne la volonté de moraliser un monde qui ne l'est pas. Le journalisme rejoint ici l'humanitaire. Métiers exceptionnels que sont ceux de l'humanitaire et du journalisme. Faits de courage, d'aventure, de charisme, mais aussi faits d'une haute idée de la morale. Renaudot, dans le premier numéro de la Gazette, le 30 mai 1631, marque le ton : « *En une seule chose ne céderai-je à personne, en la recherche de la vérité.* »[1] Le journaliste se sent investi d'une « mission sacrée » : porter la vérité, défendre la liberté, combattre les tyrannies, éveiller et guider les consciences. Ce, de façon gratuite et désintéressée et y compris jusqu'au péril de sa vie. Christian Delporte cite un extrait d'un article d'Armand Carrel publié dans *le National* du 5 septembre 1830, pour qui le journaliste se doit « *de ne taire aucune vérité, de peindre les situations comme il les voit, de parler des hommes suivant ce qu'ils lui paraissent mériter, de ne laisser échapper aucune occasion de publier ce qui est bien, d'attaquer ce qui est mal.* »[2] Son indépendance est à ce prix et c'est en son nom « qu'il défend le faible contre le fort. » Delporte écrit : « *Le mythe du journaliste chevalier de la liberté, croisé de la vérité, professeur du peuple, qui plonge ses racines dans la philosophie des Lumières, se développe au rythme des opinions, se nourrit de la révolution et se renforce au long du XIXème siècle, fédère des courants contradictoires (libéral, républicain, socialiste…) dont le socle commun est la croyance en un monde marchant vers la modernité, le savoir, le progrès : la presse en est à la fois le symbole et l'un des moteurs.* » L'humanitaire ambitionne tout autant de produire une « humanité meilleure. » La pratique humanitaire se conçoit comme une intervention d'humanité sur des terres qui en sont exemptes. Elle est le premier pas vers un progrès plus grand encore.

C'est aussi grâce à cette concordance idéologique que Kouchner est parvenu au statut de vedette médiatique, au sens défini par Rémy Rieffel : « *Ce que l'on pourrait condenser sous le vocable de "vedettariat médiatique" se présente* (…) *sous la forme d'une célébration sans fin de "l'image", d'une représentation de soi sans cesse renouvelée faisant la part belle au culte de notoriété, via certains médias. L'émergence assez récente de ces nouveaux héros*

[1] Cité dans Christian Delporte, *Les Journalistes en France, 1880-1950. Naissance et construction d'une profession*, Paris : Seuil, 1999, p. 126.
[2] *Ibid*., p. 127.

des temps modernes favorise vraisemblablement l'établissement d'une sorte de communauté d'intérêts entre les acteurs sociaux auparavant éloignés de par leur statut et leur fonction. »[1] C'est également à ce titre que Kouchner dispose de ses entrées dans les médias institutionnels. En tant que vedette médiatique, il connaît toutes les recettes du travail journalistique et maîtrise les impératifs de la logique médiatique : « *mise en scène* », « *mise en spectacle de l'actualité* », « *dramatisation plus grande de l'information* », « *accent mis sur le spectaculaire et les coups médiatiques* », autant d'éléments de « *théâtralisation de l'information* » décrite par Rieffel. D'ailleurs, tous ces ingrédients sont présents dans les opus kouchnériens. Les analyses de Rieffel se vérifient dans le cas des productions livresques et journalistiques de Kouchner comme celles, en général, des nouveaux philosophes ou, aujourd'hui, celles des intellectuels de médias. Dramatisation et théâtralisation riment avec personnalisation : « *Celle-ci est fondée* (…) *essentiellement sur la séduction, c'est-à-dire sur des rapports affectifs avec le public et sur la mise en valeur* (…) *des qualités personnelles du présentateur.* »[2]

Outre les effets de notoriété et de théâtralisation, Rémy Rieffel observe également des effets de labellisation produits par le champ médiatique. « *En considérant que toute parole est performative, que "dire, c'est faire", il est possible d'affirmer que l'opération d'énonciation à laquelle se livrent les médias, en désignant des porte-parole autorisés (intellectuels, stars, hommes politiques, etc.) du discours politique, en accolant telle image à tel type de personnalité, enclenche un processus de labellisation difficile à maîtriser. De nombreux travaux en psychologie sociale ont démontré combien ces représentations constituaient une manière d'interpréter et de penser la réalité quotidienne, une authentique construction sociale.* »[3] Et Rieffel d'estimer que la perte de crédibilité des intellectuels (la cécité face au mal « communiste ») a engendré un vide partiellement comblé par l'appel d'air médiatique dans lequel se sont engouffrées, en ordre dispersé, certaines « stars » du « show-business » ravies de l'aubaine.

Pour autant, incarner des valeurs ou une image ne suffit pas. Occuper une position élevée ne s'obtient pas sans livrer bataille. Le prestige lié à une position dominante est donc plus fragile qu'il n'y paraît. Pierre Clastres signale que dès lors qu'il ne satisfait plus aux attentes, le vieux chef chute.

[1] Rémy Rieffel, « Du vedettariat médiatique », p. 215-222, *Hermès*, 4, 1989, p. 215. L'effet de notoriété repose sur la réciprocité. Pendant que les politiques noircissent les colonnes des journaux, des journalistes installés partent faire du conseil en communication politique ou de la politique tout court. Une pratique qui accentue la porosité et l'hétéronomie de chacun des champs politique et médiatique.
[2] *Ibid*., p. 218.
[3] *Ibid*., p. 200.

2- Une entreprise biographique contrariée

Depuis quatre décennies, Bernard Kouchner fait événement, fait l'événement. Et de manière relativement consensuelle. Non que les critiques n'existent pas mais elles restent circonscrites à la sphère privée ou confinées aux pages « opinions », « rebonds », « horizons », etc. Si elles peuvent passer le barrage des médias généralistes, elles ne lèvent ni l'intérêt et encore moins le scandale. On ne critique pas un homme qui, plus ou moins à l'autre bout du monde, sauve des vies en risquant la sienne.

Ainsi, au moment d'entrer en politique en 1988, Kouchner ne donne pas lieu à quelque lutte d'interprétation. Le nouvel objet politique Kouchner est facilement identifié. Sa légitimité à entrer en politique est établie de fait. Si les années 1980 ont rétrospectivement été baptisées « les années fric » avec pour icône Bernard Tapie, dans leur autre versant, opposé pour tout dire, elles ont également constitué le symbole d'une mobilisation médiatique en faveur de la pratique humanitaire, et à travers elle, de la générosité des Français. Pendant que les commentateurs ne savaient plus quoi penser et commenter à l'endroit de Tapie, le courage et l'humanisme de Kouchner détonaient au cœur de ces années dont la seule valeur proclamée semblait l'argent. Ses vues humanitaires laissaient nettement moins de place au doute ou à la suspicion quant à son identité, sa trajectoire, ses ambitions, ses projets politiques, en un mot son idéologie. Les deux hommes ont beau être très proche dans la vie, ils ont fait l'objet de la part de la classe journalistique d'investissements largement différenciés. Pendant que Tapie était au mieux un rempart contre le Front national, au pire, un sinistre homme d'affaires sans scrupules[1], le second restera l'emblème du droit d'ingérence humanitaire, imposé par la France et reconnu par le reste du monde. Contrairement à Tapie, il n'y a pas eu débat sur le droit de Kouchner à faire de la politique. Il incarne toute chose capable de rafraîchir une pratique politique ankylosée. D'autant que, outre son parcours humanitaire, Kouchner est déjà connu comme l'une des rares figures d'une gauche « moderne ».

De fait, être un emblème, une icône, un symbole n'a finalement pas empêché un changement de regard journalistique. Celui-ci évoluant en fonction de la trajectoire de l'intéressé. Si l'affaire Total en 2003 sera rapidement oublié, l'affaire Péan suivra t-elle le même cours ? Toujours est-il que l'arrivée de Kouchner dans un gouvernement de droite a été accompagnée d'une série de critiques négatives tenant au fond comme à la forme. Bernard Kouchner n'est plus le « chouchou » des médias de masse. En tout cas, son statut d'intouchable a pris un coup depuis ce mois de mai 2007. Les journalistes « de base » qui écrivent sur lui aujourd'hui ne sont pas ceux d'hier. En revanche, les éditorialistes qui, eux,

n'ont pas bougé, loin de se déjuger ou de nuancer leurs éloges, maintiennent les termes du mythe. Si, du point de vue des journalistes, Kouchner est passé du statut d'un humanitaire casse-coup et intrépide à celui d'intellectuel, puis, enfin, à celui de ministre qui « mange son chapeau » pour reprendre une image qui reviendra souvent pour décrire sa nouvelle situation, la noblesse journalistique formera un esprit de corps autour de leur ami et entretiendra l'exceptionnalité du personnage.

Kouchner se retrouve aujourd'hui à la place de ceux qu'il critiquait et venait bousculer, les politiques apathiques et langues de bois cependant que lui, sur le terrain, était connu et reconnu pour sa témérité, son franc-parler et son hyperactivité. Kouchner aurait perdu son étoffe de héros, de chef. Il ne serait pas si exceptionnel que les journalistes l'ont rapporté quarante ans durant. Reste à voir.

Journalistes ou intervenants assimilés ont brossé le portrait du « cas Kouchner ». Des textes consensuels qui se recoupent largement, romancés voire fictionnels, nous avons vu que Kouchner a fait l'objet d'un mythe. Mais à cette première phase d'encensement succèdera, plutôt contre toute attente, une seconde phase de déception, toute relative cela dit.

Un recensement chronologique d'articles de presse écrits sur Kouchner permettra de mieux se rendre compte des investissements multiples dont a bénéficié ce personnage décrit comme d'envergure exceptionnelle, exemplaire.

2-1 A Bernard Kouchner, les médias reconnaissants

La trajectoire de personnalités de la deuxième gauche et celle des médias qui ont depuis le début soutenu l'entreprise de celle-ci a convergé et suivi la même ambition de mise aux normes de la société de marché. Quant aux médias de droite, ils ne peuvent que s'en féliciter.

L'Express fait de Kouchner son homme de la semaine[2] : « *indispensable* » « *héros de la gauche* », « *homme d'ouverture* » : « *Bernard Kouchner a su se rendre indispensable. Michel Rocard aura tout fait pour l'arrimer à l'équipe qu'il conduira en juin prochain, lors des élections européennes. Le premier secrétaire du PS a, en effet, accepté que sa liste ne s'appelle pas "socialiste", que Jack Lang y figure, que Bernard Kouchner soit à la troisième*

[1] Lire Philippe Riutort, « Bernard Tapie au prisme des intellectuels de médias : quelques éléments d'une croisade morale », p. 237-275, dans *Les Intellectuels de médias en France*, *op. cit.*
[2] *L'Express*, 31/03/1994.

place, accompagné de quelques amis en position éligible (…) *Cela n'a pas été sans des grincements de dents du côté des apparatchiks, contraints de se serrer un peu pour laisser une place à leurs camarades de… l'ouverture* (…) *Les rocardiens ont considéré qu'il était impensable de laisser Kouchner faire cavalier seul. De quoi aurait l'air un PS qui n'aurait su s'attacher ni le héros de la gauche populiste ni celui de la cause humanitaire ?* »

Le même hebdomadaire lui consacrera une critique positive de son ouvrage *Ce que je crois* par le biais de Noël Copin, président de Reporters sans frontières à l'époque.

Christophe Barbier, actuel directeur de *l'Express* était journaliste lorsqu'il écrivit : « *La parabole Kouchner.* »[1] Et de se réjouir de ce que Kouchner a « *bien changé : plus de dossiers et moins de "coups"* » tout en étant « *le ministre le plus médiatique de l'été.* » Et d'énumérer ses terrains d'action : « *La drogue d'abord, parce qu'il s'agit du dossier qu'il maîtrise le mieux – avec l'ingérence humanitaire – conciliant convictions et réalisme.* [Le dopage et l'euthanasie] *parce qu'il a su mieux que tout autre ne pas banaliser le fait divers tout en éclairant de mots justes ce tabou de notre société. Depuis un an qu'il est au gouvernement, comme secrétaire d'Etat chargé de la santé, Kouchner semblait en effet avoir changé de stratégie. L'homme au sac de riz, débarquant en Somalie devant les photographes, avait cédé la place à l'homme au silence de plomb, préférant les dossiers aux micros. En quelques faits divers estivaux, le Kouchner d'antan serait-il revenu ? "La bête de scène n'est pas morte, confie un collaborateur du président de la République. Il fallait le voir à New York, au début de juin, pour la conférence sur la drogue de l'ONU. A la moindre caméra, la silhouette se redressait : il n'y avait plus que lui." Avec ses motivations courageuses et ses carences, ses modesties inédites et ses vieux masques, Bernard Kouchner est en fait une bonne parabole du gouvernement Jospin. Il a changé comme la gauche au pouvoir a changé. Avec ses vertus nouvelles et ses carences.* »

L'Express traite les échecs électoraux de Kouchner pour mieux l'encenser, car il renaît toujours de ses échecs, explique Christophe Barbier.[1] Echec sur tous les plans, politique, gouvernemental et médiatique « *tant son omniprésence a usé ses talents réels – sans faire avancer ses idées – originales.* » Mais alors ? Kouchner n'a pas de temps à perdre, il doit exercer ses « *talents réels* » et mettre en œuvre ses « *idées originales* » au Kosovo : « *Glorifié pour avoir imposé le droit puis le devoir d'ingérence, Bernard Kouchner va devoir prouver au Kosovo leur efficacité dans la durée : non plus pour stopper des atrocités mais pour ressusciter un pays* (…) *Longtemps, il crut que les caméras assuraient la victoire de l'ingérence humanitaire : emmener François Mitterrand à Sarajevo et débarquer un sac de riz en Somalie, en 1992, ne laissa que des images aux lendemains amers. Ce sont les bombes*

[1] *L'Express*, 6/08/1998.

qui ont ramené la paix au Kosovo. Kouchner l'a compris, qu'attend une situation inextricable. »

Bernard Kouchner est aussi l'ami de Bernard Guetta. Dans *l'Express*, celui-ci chronique sur les « *années Kouchner* »[2], les années 1980. A partir de cette décade, en France comme aux Etats-Unis, « *la gauche ne peut plus s'identifier aux seuls cols bleus, (…) elle doit tenir compte des changements sociologiques, devenir le parti des classes moyennes et des baby-boomers. On ne dit pas encore "bobos", mais ce sont bien ces "bourgeois bohêmes" que les nouveaux démocrates veulent séduire avec leurs cocktail de libéralisme économique, de tolérance sexuelle et de répression de la délinquance. (…) Trois ans durant, l'Euroamérique aura été gouvernée par un seul et même parti, celui de la "troisième voie", d'une gauche moderniste. (…) Les conflits d'intérêts n'avaient pas disparu. Ils étaient là, souvent vifs, mais transcendés par une culture commune, celle d'une génération qui croit que la morale peut gouverner les relations internationales et que les intérêts nationaux doivent être subordonnés à une éthique. La morale a ses accommodements mais le fait est que cette génération a présidé à la première intervention de l'histoire de l'OTAN. Qu'elle a bel et bien fait bombarder la Serbie au nom de principes et non pas d'intérêts, d'une vision de la politique dont l'emblème est un Français, Bernard Kouchner*. » Et Guetta de craindre que l'élection de Georges W. Bush mette fin à ces « années Kouchner ».

Un autre texte du *Monde* se révélera nettement plus critique à l'endroit du moralisme en politique. Il s'agit du courrier d'un lecteur, Philippe Mokrani : « *Quelque chose sonne faux dans le point de vue de Bernard Kouchner.* »[3] « *Afin d'étayer sa thèse sur son droit d'ingérence, Kouchner, note le lecteur, choisit toujours ses exemples favoris : Cambodge, Kosovo, Somalie, Timor. Mais à aucun moment, il ne mentionne la Palestine, qui fait pourtant la "une" de l'actualité et où les pires exactions sont commises quasi quotidiennement contre la population palestinienne par l'armée d'Israël depuis plus d'un an et demi maintenant* (…) *Mieux ! Alors qu'il était encore ministre du gouvernement Jospin, au plus fort de ces événements, M. Kouchner est resté totalement silencieux, alors même que des pacifistes ou membres d'ONG, dont des citoyens français, n'ont pas hésité à mettre en péril leur vie pour venir protéger des Palestiniens et tenter ainsi de palier à la lâcheté et à la démission du gouvernement français et des institutions internationales* (…) »

[1] *L'Express*, 8/07/1999.
[2] *L'Express*, 1/02/2001.
[3] *Le Monde*, 19/06/2002. Celui-ci répond à une tribune, « *La responsabilité de protéger* » rédigée par Kouchner et publiée le 8/06/2002.

Le système médiatique ne critique pas Kouchner car la critique de la gauche de Kouchner est trop utile. De son dernier livre, *Le Premier qui dit la vérité*[1], *le Monde* retient en titre : « *Bernard Kouchner critique le gouvernement de Lionel Jospin.* »[2] Kouchner y fait savoir que sa popularité « *irritait* » son Premier ministre de patron. Le journal en publie des extraits : « *Il ne m'a jamais trouvé légitime* », écrit-il ainsi. Il estime également que la gauche plurielle « *tournait à la caricature, à l'empilement géologique*. » Il suppute l'isolement de Jospin durant sa campagne présidentielle qu'il compare par contraste avec sa popularité. « *Ayant le bonheur d'être populaire depuis plus de dix ans, j'aurais pu en faire profiter mon parti. Le PS n'en a pas voulu* », se déplore-t-il. En définitive, il « *n'a pas été très heureux* » dans ce gouvernement à qui il n'a de cesse de reprocher la mise en place des trente-cinq heures, alors que les vrais problèmes sont ailleurs. « *En conseil des ministres*, rapporte-t-il, *j'intervenais parfois sur des sujets que je connais par cœur, sur l'Afghanistan et Massoud, les femmes victimes de l'intégrisme, les Balkans, l'Afrique… Jospin détestait ça, j'avais l'impression de commettre une incongruité !* » De même, Kouchner a pris la mesure du peu de cas que la diplomatie française et certains responsables de gauche font de son expérience de représentant spécial des Nations unies pour le Kosovo. Les Verts, qui ont participé au gouvernement de Jospin, ne sauront pas épargnés : ainsi se révèlent-ils ici « *assez boudins et antiscientifiques*. »

Le Monde n'y consacrera pas un article, mais deux. Huit cent quarante-huit mots supplémentaires donnent plus de détails.[3] La journaliste ne contredit pas Kouchner : « *C'est le livre d'un testament – celui d'un ministre chargé à quatre reprises de la santé, et d'un rêve – celui de créer, après médecins sans frontières, Malades sans frontières. Bernard Kouchner est décidément infatigable. Infatigable pour convaincre de "donner à tous les malades de la terre les mêmes soins" mais déçu et même amer de sa dernière expérience politique. L'ancien ministre délégué à la santé – "statut inutilement humiliant" – aurait-il été l'éternel incompris du gouvernement de la gauche plurielle ?* » La réponse est positive. Kouchner avait prévenu sa ministre de tutelle, Martine Aubry et Lionel Jospin que les trente cinq heures à l'hôpital créeraient plus de problèmes qu'elles n'en résoudraient : « *La plaie sera longue à cicatriser*. » « *La crise actuelle du secteur hospitalier lui donne raison* », renchérit la journaliste.

La journaliste compatit toujours : « *Il n'est pas davantage entendu lorsqu'il se déclare favorable à une revalorisation des honoraires des médecins généralistes, et encore moins quand il milite en faveur de déremboursement des médicaments à service médical rendu insuffisant. Il "hurle" parfois, mais dans le désert. Les décisions se prennent rue de Grenelle*

[1] *Le Premier qui dit la vérité* est un livre d'entretiens menés par Eric Favereau, journaliste à *Libération*. Le titre rappelle celui de Claude Allègre, *Toute vérité est bonne à dire*, paru après son éviction du gouvernement Jospin en 2000. Kouchner louera d'ailleurs l'« *énergie inventive* » de ce-dernier.
[2] *Le Monde*, 29/10/2002.
[3] *Le Monde*, 13/11/2002.

et non pas avenue de Ségur. Comble de l'histoire, c'est finalement la droite qui a accordé les vingt euros aux généralistes en contrepartie de bonnes pratiques ; qui a offert à Jean-François Mattéi un ministère de plein exercice englobant la sécurité sociale ; qui a lancé une politique du médicament basée sur les génériques et le service médical rendu ; qui parle de "responsabiliser les usagers" : tout ce que Bernard Kouchner aurait rêvé d'entreprendre (…) » Par opposition, ce dernier dit avoir passé « *le plus beau moment de sa vie au Kosovo* ».

En revanche, Kouchner est reconnaissant à Jacques Chirac d'avoir « *toujours été sensible* » aux communications relatives à la santé publique et de l'avoir même soutenu dans son projet de Fonds de solidarité thérapeutique international (FSTI). De plus, il n'a pu « *que saluer* » la décision du président de la République de placer le cancer et la sécurité routière parmi les grands chantiers du quinquennat, et celle de Jean-Pierre Raffarin d'augmenter de 15% le prix des cigarettes. L'ancien ministre socialiste a également « *du respect et de l'amitié* » pour Jean-François Mattéi, son successeur à la santé.

Dans ces conditions, pourquoi Kouchner a-t-il accepté ce ministère de la santé ? « *Je n'avais plus de travail, j'ai cédé, j'ai eu tort. J'aurais dû rester en réserve, écrire plus vite mon livre sur la France vue du Kosovo*. »

Le 19 novembre 2002, lorsque *le Monde* annonce dans sa rubrique Economie que Jean-François Mattéi obtient un ministère autonome gérant « *la santé et l'argent de la santé* » c'est-à-dire l'assurance maladie, c'est une occasion de rappeler que c'est grâce aux « hurlements » de Kouchner. Et de citer une troisième fois plusieurs extraits de son nouvel opus.

La promotion de celui-ci s'achèvera avec un entretien de 1240 mots accordé par l'auteur à deux journalistes du *Monde* : « *Je cherche le moyen de manier la politique et le ferment associatif* »[1]. Sauf que le mot associatif n'est pas entendu ici dans son acception politique. L'associatif s'oppose au « *mouvement politique* ». Et Kouchner déplore que l'associatif soit encore trop politique : « *Ces deux univers obéissent non seulement aux mêmes règles, mais ils fonctionnent aussi avec les mêmes travers. Il n'y a pas d'un côté les purs et de l'autre les impurs… Je souhaite pour ma part rendre l'action militante plus attractive, plus enthousiaste.* » Et lorsque les journalistes cherchent à pointer « *quelques uns des travers du monde associatif* », Kouchner énonce cette objection : « *Il faut déplorer dans l'univers des associations une dérive pernicieuse : le mandat des présidents n'a jamais de terme. Trop d'associations ont des dirigeants à vie ! Nous devons exiger un roulement des responsabilités.* »

[1] *Le Monde*, 11/12/2002.

Kouchner pose que le monde associatif n'est pas assez démocratique, transparent, qu'il reste refermé sur lui-même, querelleur : « *Il est nécessaire que les associations reconquièrent une vigueur démocratique qui s'est éloignée*. » Les journalistes : « *Comment expliquer que l'association reste plus attractive que les mouvements politiques ?* » Kouchner : « *La raison essentielle est assez simple :les idéologies se fracassent, les enjeux politiques s'obscurcissent. Voilà qui éloigne de la politique… Et puis les Français ne discernent pas les enjeux de pouvoir considérables qui existent dans les très grosses associations – et vous savez que je n'ai rien contre elles. La myriade de petites structures, qui forment le tissu profond de la vie associative française, fait d'une certaine manière écran à la vie interne des très grosses associations. Dans leur majorité, les citoyens ont donc raison de considérer qu'entre eux et les associations il y a plus de proximité.* » Kouchner veut fusionner le politique et l'associatif mais sans se faire « *d'illusions* », c'est ce qu'il avait déjà entrepris avec Médecins sans frontières et Médecins du monde puis Réunir : « *J'ai toujours pensé que la politique devait être humanitaire… L'humanitaire, c'est la charnière* » pour moraliser la politique et les politiques qu'elle met en œuvre.

Créer un pont entre l'associatif et le politique, malgré une « *méfiance réciproque* » est un autre moyen pour Kouchner de dépolitiser le politique. Puisque l'associatif n'est pas politique, qu'il s'agit de « *sauver des corps* » sans idéologie exclusive. Le politique doit s'en inspirer, soit en annihilant les clivages soit en les faisant fonctionner ensemble, ce qui revient au même : « *Lorsque j'ai fondé MSF, la gauche ne m'a pas accompagné, elle a reculé. J'ai créé MSF avec des gens de droite, en dehors de quelques rares aventuriers de la gauche.* » Il n'existe pas une bonne idée parce qu'elle serait de gauche ou une mauvaise parce que de droite, et vice versa. « *Il y a à droite des gens qui ont le cœur à gauche* ». Et c'est à cela que l'on reconnaît les esprits libres, ceux qui ont le courage de s'affranchir des frontières partisanes. « *J'ai mis mon drapeau dans ma poche pour avancer.* » Sur la compatibilité des univers politiques et associatifs, sur leur collaboration fructueuse, les journalistes citent Kouchner en exemple avec la création de MSF et les résultats connus de tous. L'autre exemple, c'est l'abbé Pierre qui a préféré le camp de l'efficacité aux jeux du pouvoir.

Les journalistes et Kouchner s'entendent : « *Capables de défricher des champs nouveaux, les associations semblent transformées en sous-traitantes de l'action publique dès que celle-ci commence à s'institutionnaliser. Comment expliquer cette sorte de paralysie ou de sclérose ?* », s'inquiètent-ils. L'interrogé rejoint le constat. L'initiative revient souvent aux ONG, « *c'est la face positive de la globalisation* », répète l'humanitaire.

L'entretien s'achève par les coordonnées de Réunir avec adresse, numéro de téléphone et contact informatique. Quant à la contradiction, elle sera confinée, non pas au courrier des

lecteurs, mais au pages Horizons du *Monde*. Henri Trincq écrit ainsi quelques jours après la rencontre interreligieuse, tenue à Palerme le 1er septembre 2002, à l'initiative de la communauté de San Eugidio, dont Kouchner était : « *Une des personnalités comme Bernard Kouchner s'est étonnée en Sicile de la "faible réaction" des religions officielles depuis le 11 septembre face aux manipulations extrémistes dont toutes, selon lui, sont les victimes. Sans doute* (…) *oubliait-il la conférence d'Alexandrie qui, en janvier, a réuni pour la première fois des délégations religieuses d'Israël et de pays musulmans ou les efforts répétés d'un Jean-Paul II qui, à Assise, également en janvier, a imploré le monde de renoncer à la violence pour des motifs religieux.* »[1] Mais la critique ne provient pas d'un adversaire. L'auteur se félicite aussi de ce que Kouchner ait provoqué son auditoire sèchement : « *Mais qui, dans vos religions, se charge des extrémismes ?* »

Si le journaliste n'ose pas la critique, il peut faire appel à une collègue de travail de Kouchner pour s'en charger. Mais même dans ce cas de figure, la contradiction n'y est pas. Choix des questions et sélection de la personne interrogée le déterminent. Marie-Noëlle Lienemann, secrétaire national du PS de l'époque, est ainsi appelée à donner son opinion. Les questions du journaliste : « *Les déclarations de Bernard Kouchner, qui atténuaient la responsabilité du gouvernement dans la gestion de la canicule, vont à contre-courant de la ligne du PS, cela vous surprend-il ?* » ; « *Ce n'est pas la première fois que M. Kouchner prend ainsi le contre-pied du PS…* » ; « *M. Kouchner est-il très isolé au PS ou exprime-t-il des points de vue que d'autres partagent sans le dire ?* » ; « *Comment les militants réagissent-ils à ce type d'attitude ?* ».

La questionnée restera à son tour à la surface des choses. « *Bernard Kouchner est depuis toujours dans une culture non étatique, selon laquelle les Français n'ont qu'à se prendre en charge ; c'est une vieille tradition de la seconde gauche qui s'est construite autour de la société civile et de l'idée de l'individu responsable. Mais cette fois, il s'est trompé. Il n'a pas vu venir la catastrophe* [la canicule de l'été 2003] – *peut-être parce qu'il n'a pas une culture d'élu.* » Pour Lieneman, Kouchner « *joue une carte personnelle de poile à gratter de la gauche. Qu'il ait une fonction d'interpellation, pourquoi pas ? Mais il ne choisit pas toujours le bon moment pour le faire. Ça a été particulièrement vrai lors du débat sur les retraites, alors qu'il y avait des mouvements sociaux et un vrai combat gauche-droite. Bernard Kouchner est dans une culture atypique par rapport à la gauche traditionnelle qui peut parfois donner le sentiment d'une collusion avec la droite. Au moment où on essaie de redonner du sens au clivage gauche-droite, c'est dommage.* » D'autre part, Kouchner « *est aussi un Européen inconditionnel qui, comme Daniel Cohn-Bendit, ne pense qu'international,*

[1] *Le Monde*, 14/09/2002.

et qui aime être en marge des appareils et s'affranchir des contraintes du collectif. » Kouchner est un homme libre.

Marie-Noëlle Lieneman continue : « *Mais il faut dire aussi que quand on n'a pas trouvé les mots d'ordre unitaires qui fédèrent, la gauche se trouve en difficulté. C'est ce qui lui fait montrer du doigt d'un côté Bernard Kouchner, de l'autre les "gauchos"* ». Quant à l'isolement éventuel de l'électron libre, sa collègue explique que depuis un ou deux ans, il pâtit du déclin de la « *culture rocardo-delorienne*. » « *Personnellement,* conclue-t-elle, *je retiens son discours sur la montée de l'extrémisme, pas son soutien aux Etats-Unis.* »

En cette période post-caniculaire, le ministre humanitaire sature l'espace médiatique et excuse le gouvernement de droite. Résultat : la direction du parti socialiste s'agace. Kouchner a reçu un appel téléphonique de François Hollande qui s'est matérialisé par un revirement de ce dernier.[1] Larzac, soutien à la guerre américaine contre l'Irak, retraites, l'ancien ministre socialiste se confondait de plus en plus avec le porte-parole du gouvernement de droite. Pascal Terrasse, députée de l'Ardèche avait pourtant prévenu : « *Tant qu'il n'obtiendra pas un poste à l'international, il continuera à taper sur les socialistes.* » Un « *ami* » anonyme donne sa propre explication : « *A la vérité, il s'emmerde dans l'opposition et je le comprends.* » Contre une « *exaspération* » qu'il provoquerait au sein du PS, *le Monde* fait valoir « *une popularité qui ne se dément pas*. » Les persécutions kouchnériennes ne dérangent donc que les socialistes. Kouchner aura droit au dernier mot : « *J'ai produit au moins autant de critiques que la direction* [du PS] *contre la droite et, à mon avis, un peu plus fondées* », se défend-il. Il s'offusque de se voir reprocher « *sa liberté de parole* » : « *On ne dit rien à Arnaud Montebourg et Henri Emmanuelli qui, eux, ont des attaques injurieuses. Serait-ce parce que je suis poli ?* »

Le Figaro donne une autre interprétation au soutien de Kouchner à l'équipe gouvernementale. Son attitude serait intéressée : en échange de la défense du gouvernement, Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre, accepterait de présenter sa candidature pour prendre la place de feu Sergio Vieira de Mello en Irak en tant que représentant du secrétaire général de l'ONU. Que l'on ne s'y trompe pas, *le Figaro* n'y trouve rien à redire. Au contraire, il défend sa candidature rappelant que Kouchner a « *déjà rempli des missions de cette nature, en Afghanistan et au Kosovo. C'est ce qu'il aime par-dessus tout et c'est là qu'il excelle.* »[1]

Le quotidien estime que candidater à des mandats nationaux ne constitue pas un défi à sa hauteur : « *Au PS chacun s'accordait à penser que Bernard Kouchner, européen convaincu, visait un siège à Bruxelles. Député européen, le poste permet d'embrasser de*

[1] *Le Monde*, 27/08/2003.

vastes sujets, à l'échelle d'un continent et même du monde. De quoi satisfaire le tropisme humanitaire et universaliste de l'ancien président de MSF, qui ne s'était pas battu plus que ça pour obtenir une investiture aux dernières élections législatives (…) *Bernard Kouchner n'est pas fait pour cela, il en convient lui-même. Une tête de liste aux européennes en Ile-de-France, en revanche, semblait à la mesure de sa popularité* (…) *et de la liberté de parole dont il a toujours usé. Cette popularité et cette personnalité indépendante l'autoriseraient même à viser plus haut* », à savoir la présidentielle « *car Bernard Kouchner a ranimé son club, Réunir, sur le thème très fédérateur d'un lien indissociable entre "l'humanitaire et le politique"* ». Et d'en redonner le programme sur « *l'assurance maladie mondiale* » et le « *service civique* ». « *Bernard Kouchner aurait pu sans encombre persévérer dans cette voie s'il n'était pas venu à la rescousse du gouvernement avec autant de zèle ou presque que le porte-parole du gouvernement*. » Un poste d'envoyé spécial de l'ONU en valait la peine. Mais il ne l'obtiendra pas non plus. Alors il va se réfugier au PS pour y clamer son appartenance : les élections européennes approchent. La mandature débuterait en juin 2004. *Le Figaro* reconnaît que « *la popularité de Bernard Kouchner ne s'est jamais traduite en succès électoral. Il n'a jamais fait l'effort de s'implanter auprès des militants et son identité socialiste est floue.* » Sans compter la trace laissée par le rapport Total qualifié de « *faux pas* ».

L'Express, peut-être pour se démarquer de la concurrence, nuance la dithyrambe dans un portrait qui rapporte les hauts faits pour se conclure sur les échecs politiques successifs. « *Le socialiste iconoclaste prend la gauche à rebrousse-poil et vise très haut. Agitateur inconstant ou pionnier de la nouvelle politique ?* »[1] Kouchner est figé dans son cliché : « *L'unanimité n'a jamais imposé le silence à ce condottiere des terres en guerre.* » Mais Kouchner n'est pas qu'une « gueule » et un ton, il « *se pique d'être l'un des plus fins connaisseurs des relations internationales.* » Jean-Marc Lech, coprésident de l'Institut de sondages Ipsos apporte sa contribution : « *Sa liberté de ton, c'est son compte en banque. L'opinion le crédite de cette sincérité, elle sauve sa popularité, quoi qu'il dise. Il fait partie de ces quelques personnages de la société civile identifiés à gauche, mais qui bénéficient d'un soutien à droite. Quel qu'il soit, le candidat du PS à l'élection présidentielle aura intérêt à l'utiliser au second tour…* »

Malgré ces pistes, Kouchner semble rester une énigme pour l'auteur de l'article. Nombre d'interrogations le taraudent : « *Plus que jamais plébiscité par les Français dans les études de popularité, loin devant François Hollande et pourtant deux fois vaincu au suffrage universel direct, en 1988 et 1996, Kouchner incarne-t-il enfin quelqu'un d'autre que lui-même ? Figure emblématique des* French doctors*, précurseur de l'aventure humanitaire, à*

[1] *Le Figaro*, 30/08/2003.

quel destin rêve-t-il encore, lui qui continue de ne pas comprendre au fond pourquoi les socialistes le tiennent si soigneusement à distance ? Et cette fameuse liberté de ton, érigée en nouvelle gouvernance, dissimule-t-elle plus qu'un simple agitateur, si charismatique soit-il ? » Kouchner est substantiellement plus qu'il ne paraît être : « *Le réduire à sa caricature de révolté mondain serait lui faire une bien mauvaise manière. Enfant timide, frêle blondinet égaré dans une brune fratrie, il apprend de son père qu'un homme se distingue dans l'action et que le courage se mesure à l'engagement physique. Comme lui, il sera d'ailleurs champion de lutte gréco-romaine. Très vite, la célébrité le fascine, l'univers clinquant du show business l'éblouit – chanteur quelle belle carrière, promesse d'un avenir de lumière – mais le jeune Kouchner chante faux. Alors ce sera la politique, au sein de l'Union des étudiants communistes (UEC), dans l'ébullition de mai 68*. (…) *Laisser une trace dans l'histoire, imprimer son visage dans les mémoires : l'homme compte sur son instinct – il le guide bien au-delà des frontières, dans les territoires lointains d'indicibles souffrances. Pour ceux qui meurent en silence et subissent sans résistance, que son nom soit célébré*. (…) *Avec quelques amis qui, comme lui, portent haut l'altruisme et la fureur de vivre, ils vont là où personne ne va plus* (…) *La mort, Bernard Kouchner l'a regardée dans les yeux, ceux de l'assassin, du président du Libéria, qui le vise à la tête en chantant "Babylone" de Bob Marley, ceux du soldat tchadien qui braque son arme vers sa poitrine en exigeant le courrier confié par les hommes emprisonnés : "Tu peux tirer. Je ne donnerai pas les lettres." Là-bas, dans ces ailleurs ou le sang le dispute à la peur, le gastro-entérologue parisien de l'hôpital Cochin devient un chirurgien de l'urgence, décideur de destin – chaque jour, il choisit ceux qu'on peut guérir et ceux qui vont mourir.* »

L'auteur adopte un sens de la formule qui n'est pas sans rappeler celui de son sujet. Ainsi parle-t-il de « croisade de la compassion » qui relève d'un oxymore caractérisé, l'une des figures de rhétoriques exploitées par Kouchner. « *Mis en minorité lors d'une assemblée générale houleuse par les partisans d'un humanitaire moins voyant, il claque la porte de la rue Crozatier, à Paris, pour la rue du fer-à-Moulin, où il fonde Médecins du monde en 1980. Sa trousse de docteur à la main* (…) [il] *poursuit son chemin au rythme des tragédies qui déchirent la planète* (…) *capable de disparaître pour distribuer clandestinement des médicaments au Soudan. VRP aguerri de la philanthropie, Bernard Kouchner et son ami Mario Bettati finissent, à cette époque, de théoriser une "morale de l'extrême urgence" ce "devoir d'ingérence" dont le médecin a fait le combat d'une vie. "Veilleur où en est la nuit ?", écrit-il, citant Elie Wiesel, avant de réclamer une "loi de l'oppression minimale" qui interdise de rester sourd aux cris des peuples tyrannisés* (…) » Nonobstant quelque nuance, le journaliste a d'ores et déjà pris parti pour son sujet : « *Ce souci constant de son image aboutit d'ailleurs à son brouillage, au point que l'opération "Du riz pour la Somalie", lancée en*

[1] *L'Express*, 9/10/2003.

1992 contre la famine qui décime la Corne de l'Afrique, se réduira pour beaucoup aux flashs qui le mitraillent, les pieds dans l'eau, courbé sous le poids du sac qu'il transporte. "Un tiers-mondiste, deux tiers mondain" ricane le milieu parisien. "Tous ces connards qui n'ont jamais bougé leur cul !" s'emporte, encore aujourd'hui, un Kouchner qui se ferme au souvenir des quolibets. »

Les échecs de Kouchner font partie de sa biographie. Or, là encore, ils deviennent invisibles, étouffés par les louanges : « *S'il lui a forcé les portes de la planète, cet "art d'ouvrir sa gueule", comme le qualifie l'un de ses proches, l'a beaucoup moins gâté en politique. L'homme ne supporte pas qu'on lui résiste, fonceur, charmeur, volontiers hâbleur. Dans l'adversité, ce sont sans doute des qualités ; mais, dans la vie partisane, elles ne pallient rien, et surtout pas l'inexpérience. Réunir, club qu'il a lancé ? Un bide. Le parti radical de gauche, dont il veut prendre la tête ? Encore un bide. Les deux circonscriptions qu'il tente de gagner à l'arraché, dans le Nord en 1988 et dans les Bouches-du-Rhône en 1996 ? De nouveau, deux bides* (…) » Le texte ne s'achèvera pas sur cet écueil. Le panégyrique reprendra aussitôt.

Alain Duhamel, sur les prétendants à la présidence de la République, écrit au sujet de Kouchner qu'il incarne le « *courage* » et même « *l'intrépidité* »[1]. Le *Times*, se souvient-il, le fait figurer au côté de Bernard Arnault parmi les « *cent personnalités les plus puissantes et influentes dans le monde.* » Ils étaient les deux seules personnalités françaises retenues par le magazine américain. André Glucksmann, qui dispose de ses entrées dans le *Times*, range Kouchner parmi les « *héros* » et « *icônes* » : « *Au nom des droits de l'homme, il a approuvé l'intervention américaine en Irak* », écrit-il.

Difficile de trouver une critique sans nuance de Kouchner. Au détour des pages Télévision de *Libération*, ceci : « *Thierry Ardisson observe samedi soir les deux Bernard assis côte à côte, lesquels sourient en le regardant. A cette heure-là, sur France 2, il y a plus de sourires que d'hommes pour les distribuer. On sourit plus qu'on respire, comme si on allait bientôt mourir. Les deux Bernard : Tapie et Kouchner. Le premier est venu vendre une pièce de théâtre dans laquelle il joue. Le second est venu vendre un livre qui semble sa lettre de motivation comme candidat à la succession onusienne de Kofi Annan. Mais ce pourrait être le contraire : Kouchner a autant l'air d'un acteur flatté que Tapie d'un héros humanitaire. Les deux ayant l'air de ce qu'ils sont, ici, cette nuit : des aventuriers politiques vieillissant à qui le spectacle, toute forme de spectacle, donne un supplément de jeunesse, d'âme et d'oubli.* »[2] Et le journaliste de se rattraper de cette cruauté : « *Il est certain que*

[1] *Libération*, 31/12/2003.
[2] *Libération*, 13/02/2004.

Kouchner a beaucoup fait depuis trente ans pour l'idéal humanitaire et les droits de l'homme, et qu'il a bien travaillé au Kosovo. »

De ce livre que Kouchner est « *venu vendre* » chez Ardisson, *Les Guerriers de la paix*, *Le Figaro littéraire* rend compte. Le titre n'annonce pas de bienveillance particulière : « *Les cancans du french doctor*. »[1] Cancan est un mot familier qui désigne un bavardage médisant. L'auteur fait d'abord valoir les talents de dialoguiste de Kouchner qui aurait pu faire de son livre une bande dessinée, suggère-t-il. Un héros est en proie à une situation chaotique : « *La BD aurait eu ici un autre avantage : obliger l'auteur à ordonner son récit, sinon à le simplifier. Gageons qu'elle lui aurait même évité de raconter deux fois la même scène à cents soixante-treize pages d'intervalle* », note le journaliste qui semble moins disposé que son journal à l'égard de Kouchner. « *La seule chose que l'on comprenne vraiment dans cet imbroglio, c'est que M. Kouchner est un héros courageux et imaginatif, menant un "bien beau combat". Il n'écoute que son devoir. Il sait prendre des risques. Il renonce à la voiture blindée qui lui est offerte. Seul, il va au devant des manifestants. Contre l'avis de la sécurité, il décide d'entrer dans la foule, de négliger le danger d'attentats terroristes. Pour la "première fois" dans l'histoire de l'ONU, des fonctionnaires sont entraînés par lui à marcher dans la rue, des bureaucrates se transforment en militants* (…) *Toutes les recettes de bon sens qu'il applique au Kosovo pour assurer son développement économique, pourquoi diable ne les a-t-il pas préconisés pour la France quand il participait à son gouvernement ?* »

Même lorsque Kouchner, et la France, est accusé d'avoir protégé les génocidaires rwandais, son contradicteur verse d'abord dans le récit mythique. Roméo Dallaire, responsable canadien des Casques bleus en 1993 ayant assisté à la guerre du Rwanda et au génocide d'une partie de sa population a accordé un entretien au *Figaro* : « *Les Français savaient ce qui se tramait.* »[1] De quoi est accusé Bernard Kouchner ? « *C'est un personnage de grand courage et d'humanisme exceptionnel mais il est difficile de déterminer quels sont ses objectifs sur le terrain. Il a été utile dans sa première mission de sensibilisation mais il est venu d'abord avec le mandat de Mitterrand. Il a utilisé les enfants des orphelinats à des fins politiques pour préparer l'opinion française à l'opération "Turquoise". Et il est revenu en qualité de député européen pour envisager en plein génocide d'envoyer une centaine d'observateurs des droits de l'homme derrière les lignes du FPR* [Front patriotique rwandais, commandé par Paul Kagame, qui deviendra président du pays] *seulement. On a besoin de policiers pour stabiliser la situation car il y avait un manque de sécurité et du banditisme, pas d'observateurs.* (…) *L'avance des forces* [du FPR] *a été empêchée spécifiquement pour permettre aux forces rwandaises de s'esquiver, de partir et de se regrouper à Goma.* (…) *On a permis aux génocidaires de passer à travers les lignes françaises pour aller se réfugier au*

[1] *Le Figaro littéraire*, 4/03/2004.

Zaïre. » Cet entretien n'aura aucune suite. Kouchner ne sera pas inquiété. Au contraire, dix ans après le génocide, un film sera réalisé avec les acteurs de l'époque. Kouchner y apparaît la larme à l'œil dans le rôle du sauveur qui aura tout entrepris pour éviter le massacre.[1]

Les réserves que peut parfois susciter Kouchner pèsent de peu face à l'enthousiasme qu'il inspire ordinairement. Les superlatifs utilisés par Alain Duhamel chaque fois qu'il aborde le cas Kouchner en donne une démonstration éclairante. Son texte paraît dans les pages Rebonds de *Libération :* « *Bernard Kouchner apparaît depuis des années, sondage après sondage, baromètre après baromètre, comme l'homme politique le plus populaire de France, comme l'homme de gauche le plus apprécié des Français. Et cependant, malgré ce privilège insigne, malgré l'atout flatteur qu'il représente de toute évidence pour son camp, aucune fonction significative ne lui est proposée, aucun poste correspondant à son prestige et à son charisme ne lui est réservé. Le fondateur de Médecins du monde et de Médecins sans frontières, l'inventeur et l'émissaire infatigable du droit d'ingérence, l'administrateur héroïque de l'ONU au Kosovo, le baroudeur humanitaire qui a affronté toutes les guerres, côtoyé toutes les misères, pris tous les risques au service des autres (plus que l'ensemble du bureau national du PS), n'a jamais été jugé assez important par son parti pour se voir offrir un rôle à sa mesure, pour bénéficier à tout le moins d'une de ces circonscriptions indéracinables que l'on réserve à ceux que l'on veut honorer, protéger et promouvoir. Tout se passe comme si Bernard Kouchner dérangeait, comme s'il représentait plus un risque qu'une chance, comme s'il était un allié importun, un renfort dangereux, un auxiliaire intempestif. Comme si, dans le paysage complexe et fragile du PS, il était éternellement commis à tenir le rôle forcément ingrat de l'homme de trop*. »

Duhamel s'en va rappeler au PS le trésor qu'il possède : « *Ce qu'il apporte constitue pourtant le bien le plus précieux en politique alors que les Français sombrent dans le scepticisme et dans le relativisme, voire de plus en plus dans le rejet des affaires publiques, alors que la politique traverse, surtout à gauche, un véritable désert idéologique, alors que les présidentiables se multiplient mais que les projets dignes de ce nom demeurent pour l'instant introuvables, Bernard Kouchner apparaît pour toujours porteur d'un fragment d'idéalisme. Il n'a, quoi qu'il en pense lui-même, aucune disposition, aucun don pour les querelles d'appareil. C'est d'ailleurs l'un des ressorts de sa popularité, si irritante pour les caciques et pour les hiérarques : Bernard Kouchner n'a pas de divisions, pas de courant, pas de tendance, pas même de diverticule. Il possède des amis, toujours prêts à rédiger pour lui une note ou une synthèse. A l'aune de la politique politicienne, il n'existe pas.* (…) *Pour les cyniques, Bernard Kouchner est, en politique, un figurant, pas un acteur. Les plus honnêtes ou les plus subtiles en font au mieux une icône de la politique, une figure que l'on respecte,*

[1] *Le Figaro*, 6/04/2004.

devant laquelle on accepte même parfois de s'incliner au passage, comme face à la statue romaine d'un chevalier enseveli. L'intégrer dans la direction d'un parti de gouvernement, lui confier une fonction exécutive, lui offrir, lorsque la gauche est au pouvoir (quinze ans sur vingt-cinq durant le dernier quart de siècle), autre chose que le ministère de la santé (où le docteur Kouchner a d'ailleurs excellé) ou que l'action humanitaire, comme s'il fallait le cantonner dans des figures symboliques, pas question : il est là pour flatter, pour orner, pour rehausser l'image collective, en aucun cas pour peser sur les décisions de fond hors médecine ou ingérence humanitaire, comme en somme Simone Weil sous Valéry Giscard d'Estaing. L'art de gouverner est une chose trop sérieuse pour que l'on offre aux idéalistes d'y contribuer réellement. »

Duhamel tentera bien de rééquilibrer son papier. En vain : « *Il n'a pas que des qualités, même si l'intrépidité, la vision, le charisme, l'élan ne sont pas les caractéristiques les plus répandues dans le monde politique. Il est trop novateur pour être discipliné, trop téméraire pour savoir s'arrêter, trop populaire pour n'être pas personnel, trop passionné pour ne pas être susceptible et ombrageux, trop éloquent pour être prudent, trop admiré pour ne pas être narcissique. Reste que la gauche n'est pas si flamboyante, qu'elle puisse se passer d'un Bernard Kouchner et que le PS n'apparaît pas aujourd'hui si irrésistible qu'il puisse ignorer l'atout que représente le paladin des droits de l'homme. Sans doute Bernard Kouchner a-t-il l'habitude iconoclaste de dire ce qu'il pense et même de créer ce qu'il croit, sans doute regarde-t-il obstinément, jour après jour, bien au-delà des frontières de l'Hexagone et considère-t-il que la politique n'est pas la gestion d'une paroisse mais l'invention d'un mode. Il contemple donc les frontières de l'Union européenne comme d'autres les limites de leur conseil général et il jauge les expériences concrètes des différentes nations comme des inspirations naturelles et comme des modèles de proximité. Bernard Kouchner a sillonné le monde, enseigné à Harvard (et au CNAM), pratiqué la comparaison géographique méthodique comme d'autres ont l'œil rivé sur le clocher de leur village. Il est l'homme des grands espaces, ce qui devrait paraître naturel à l'aube du XXIème siècle. Il constitue donc un remord constant, un reproche irritant, car les dirigeants du PS savent bien que la politique économique doit se montrer réaliste, et les autres domaines de l'action gouvernementale doivent faire assaut d'imagination, d'ambition, donc d'idéalisme*. »[1]

L'entrée de Kouchner dans un gouvernement de droite a, pour toutes ces raisons, été accueillie avec chaleur par une grande partie de la classe journalistique, quelque exception mise à part.

[1] Jean-Christophe Klotz, *Kigali, des images contre un massacre*.

2-2 Le désenchantement (relatif)

En 2007, Kouchner intègre un gouvernement de droite et les médias généralistes reprennent de concert leur antienne sur cet « *enfant de 68* », libre et indépendant qui a toujours été un « *électron libre* » en politique et un téméraire en humanitaire, du Biafra à la Somalie, du Kosovo au Kurdistan. « *L'intelligentsia française a découvert* » le combat antitotalitaire grâce à son bateau-hôpital l'Ile de Lumière qui, mouillant en mer de Chine, recueillait les boat people vietnamiens, et ce faisant, servi de catalyseur au dit combat.[2] « *Incontrôlable* », « *n'écoutant que lui-même* », resté fidèle à son « *franc-parler* », « *trublion* », « *solitaire qui ne respecte aucune frontière* », Kouchner est « *plébiscité par l'opinion publique*. »[3]

« *Iconoclaste* », « *franc-parler* », « *popularité* », Kouchner dispose d'une véritable image de marque médiatique. Et s'il a quelque défaut, c'est toujours contrebalancé par des qualités plus grandes encore : « *Il a autant d'ego que de générosité, d'énergie que de courage physique. Du charme à revendre, l'allure d'un éternel ado blagueur, mêlant coups de colère et coups de cœur. Il a le sens de l'humour et de l'amitié. Il aime l'action, le débat, le pouvoir et l'exposition médiatique.* »[4]

Malgré l'ambiance quasi-euphorique suscitée par le processus de formation de ce nouveau gouvernement dit d'ouverture, quelques critiques subsistent à *Libération* ou dans une partie du champ politique. Pour eux, et vraisemblablement pour l'« opinion publique », Kouchner a fait paraître une tribune pour justifier son choix et convaincre de ce qu'il sera à jamais homme de gauche : « *Je ne dois rien aux partis politiques, rien dit-il. Mais j'ai un devoir d'explication à l'égard des jeunes, de ceux pour lesquels je suis un homme politique différent, de ceux qui ont été en connivence avec moi. C'est à eux que je dois dire pourquoi je ne trahis pas mon camp. Je veux leur dire que, si j'ai accepté ce poste, c'est parce que je mesure les nouvelles inégalités, les nouvelles misères de la planète. J'entends bien continuer à être du côté des opprimés (…) Si, un jour, la situation devenait pour moi inacceptable, je quitterais le gouvernement. Pour cela, je compte sur la vigilance de mes amis.* »[5]

De fait, cette nouvelle nomination donne lieu à une série de portraits rappelant l'essence du personnage. Ainsi, si Kouchner s'avère « *égotiste* » et « *soucieux de son train de*

[1] *Libération*, 14/12/2005.
[2] *Libération*, 19/05/2007.
[3] *Le Figaro*, 19/05/2007.
[4] *Le Monde*, 19/05/2007.
[5] *Le Monde*, 19/05/2007.

vie », il est surtout « *courageux* » et « *aventurier* ».[1] Et si la presse se demande pourquoi des « *hommes de gauche* » ont accepté de travailler pour un gouvernement de droite, elle écarte l'idée d'un « *vulgaire opportunisme* » et accuse plutôt le parti socialiste de ne pas avoir su garder des personnalités qui ont toutes apporté « *leur pierre à la gauche et ont contribué à élargir son assise* », à l'entreprise et au réalisme économique avec Eric Besson, à l'associatif et au caritatif avec Bernard Kouchner et Martin Hirsch.[2]

En dépit de quelques sons de cloche dissonants, les médias demeurent unanimes. Alain Duhamel reprend ses superlatifs pour décrire un Kouchner dans un gouvernement de droite comme « *ce qui pouvait arriver de pire à la gauche* » socialiste qui perd là « *une des figures les plus populaires, une des plus originales, des plus modernes et, hors de France, de loin la plus prestigieuse* (…) *Le* french doctor, *animal politique complètement atypique, incarne une forme de générosité, d'engagement, d'intrépidité antitotalitaire profondément novatrice*. (…) *Electron libre, totalement autodéterminé, allergique aux appareils, inadapté aux circonscriptions, inventeur de son propre rôle et explorateur de son propre terrain.* (…) » Kouchner ne trahit rien ni personne[3], surtout pas lui-même, puisque « *la politique étrangère est largement bipartisane* ». « *Bernard Kouchner a l'opportunité d'être à Nicolas Sarkozy ce que Joschka Fischer a été à Gerhard Schröder : un lieutenant incontrôlable, un transgresseur talentueux, un défricheur intempestif, un boomerang bien-aimé.* » Kouchner dans un gouvernement de droite est pour Duhamel une « *affaire de courage et d'indépendance* (…) *Les Français lui en sont gré, qui ont jusqu'ici accepté de lui des écarts qu'ils auraient reprochés à un autre et, mieux, qui lui en ont de la reconnaissance.* »[4]

Pour son ami Bernard-Henri Lévy qui dit avoir voté pour Ségolène Royal aux deux tours des élections présidentielles, l'arrivée de Kouchner au quai d'Orsay, « *ce grand Français, partout respecté, est évidemment une bonne nouvelle, la meilleure nouvelle que pouvaient attendre les avocats, en France et ailleurs, de ces grandes et terribles causes (Darfour, Tchétchénie), une bouffée d'espoir pour tous les rescapés des massacres récents, pour tous les morts en sursis des génocides annoncés.* » Et de saluer un « *déplacement des lignes qui fait plutôt honneur à chacun.* »[5] Lévy reconnaît toutefois que « *les problèmes vont*

[1] *L'Express*, 24/05/2007.
[2] *Le Nouvel observateur*, 24/05/2007.
[3] Dans les premières semaines de son mandat, Kouchner est quotidiennement brocardé par les Guignols de l'info de Canal+, dans le rôle du traître qui tient un double discours, puis dans celui de l'acteur de théâtre lyrique. Les 11 et 12 juin, par exemple, PPDA l'interroge sur le projet de « TVA sociale ». PPDA : « Monsieur Kouchner, pouvez-vous vous trahir ? », Kouchner : « Mais naturellement ! » ; PPDA : « En tant que socialiste, vous en pensez quoi ? » ; Kouchner : « C'est un scandale ! Faire payer les pauvres pour financer la baisse d'impôts des riches. » ; PPDA : « Et en tant que sarkozyste ? » ; Kouchner : « Il faut relancer l'économie pour augmenter le pouvoir d'achat (…) » Un autre soir, Kouchner fait la une de Juda magazine ou Juda lui-même vient le féliciter. Pour les auteurs des Guignols, Bernard Kouchner était un homme de gauche qui défendait les pauvres.
[4] *Libération*, 23/05/2007.
[5] *Le Point*, 24/05/2007.

se poser. Car de deux choses l'une. Ou bien mon ami réussit. Il injecte dans l'univers des relations internationales un peu plus de morale, d'hommage aux droits de l'homme et de souci du droit des victimes. Il grave dans le marbre d'une politique, les principes du devoir d'ingérence (…) *Et alors quelle victoire ! Quelle révolution* (…) *Ou bien il n'y parvient pas. Il est vaincu par les automatismes, les bureaucrates, les petits calculs* (…) *la force et l'inertie des choses, la ruse d'un président* [qui se servirait] *de cette "prise de guerre" pour achever de mettre à genoux, à quelques semaines des législatives, ses adversaires centristes et socialistes. Et alors quelle tristesse ! Quelle déception !* » Si Kouchner « échoue » ce ne sera dans tous les cas pas de sa faute et sa réputation en sera sauve.

A peine installé dans ses nouvelles fonctions, Kouchner annonce qu'il faut se préparer à une guerre contre l'Iran[1]. Tollé mou. Pas sur le fond mais sur la forme, trop abrupte, trop explicite. André Glucksmann, qui a voté UMP en 2007, félicite sa franchise[2], car, en effet, l'acquisition de l'arme nucléaire par ce pays menace « la paix dans le monde. » Luc Ferry défend également Kouchner.[3] A l'assemblée générale de l'Organisation des nations unies à New York, Sarkozy tient discours. Mais c'est son ministre des affaires étrangères qui intéresse. Ferry écrit : « *Il a imposé sa griffe : direct et chaleureux et démonstratif.* (…) *Comme nul autre avant lui, Kouchner a su relier le proche et le lointain, le local et le global, la logique du sentiment qui s'enracine dans la sphère privée et le souci des grands équilibres mondiaux qui constitue le fleuron de l'action politique.* (…) *Malgré son passé de ministre socialiste, malgré ses responsabilités éminentes au Kosovo entre 1999 et 2001, Kouchner*

[1] Kouchner est revenu sur ses propos : « *Il n'y a pas plus pacifiste que moi, mais il ne faut pas se voiler la face. (...) J'ai dit que la situation la pire serait la guerre et pour l'éviter, l'attitude française est de négocier, négocier, négocier sans relâche, sans craindre les rebuffades*. » (*Le Point*, 20/09/2007.)
Le 20 septembre 2007, dans l'émission « le Grand journal », présenté par Michel Denisot sur *Canal+*, le journaliste politique Jean-Michel Apathie défend Kouchner : en substance, sa seule erreur est d'avoir dit la vérité. Oui, il faudra y venir [à la guerre] si l'Iran s'obstine à acquérir l'arme nucléaire. Kouchner a dit tout haut ce que les diplomates pensent tout bas. Le ministre a été décrié car ses paroles poussent à se saisir des réalités. Les gens n'aiment pas le mot « guerre » car ils refusent de se saisir de la réalité.
Sur *France Inter*, le même jour, avant 8 heures, Hélène Jouan admet les contradictions de Kouchner mais conclut son exposé sur l'idée qu'il renouvelle le langage diplomatique. A 8h15, Bernard Guetta le défend également : Kouchner est un négociateur. Invité à 8h20, l'intéressé se défend à son tour : la phrase a été sortie de son contexte. Kouchner pratique la diplomatie de la vérité, la diplomatie de l'action. « *Je ne suis pas un va-t-en guerre, je suis un va-t-en paix depuis quarante ans.* » Il interpelle son hôte, Nicolas Demorand, sur le rôle des médias qui déforment les propos : « *Arrêtons de me faire de faux procès*. » Kouchner craint le complot. Pourtant Demorand est de son côté : « *C'est pas tabou de parler de la guerre*. » Kouchner renchérit : « *C'est tabou parce que nous sommes des hypocrites. On en parle pour y mettre un terme. Nous sommes des pacifistes au bon sens du terme. C'est pas parce qu'on prononce le mot "guerre" qu'on est pour*. » En outre, Kouchner dit travailler nuit et jour. Il parle de « *nos amis Américains* » mais se défend d'un quelconque suivisme. La France ne prend pas ses ordres aux Etats-Unis.
En revanche, à Washington précisément, il débride sa parole : « *La situation est très dangereuse, elle s'est terriblement dégradée, les troubles dans cette région sont massifs, il y a des épisodes qui font froid dans le dos*. » Kouchner avait déjà confié à Condoleezza Rice, secrétaire d'Etat de Georges W. Bush, qu'il ne les trahirait jamais, référence faite au duo Chirac-de Villepin. Et celle-ci de confirmer : « *Je ne vois pas de différence entre les deux discours*[français et américain]. *Nous avons la même vision du problème* [iranien]. »
[2] *Le Figaro*, 24/09/2007.
[3] *Le Figaro magazine*, 29/11/2007.

n'est ni un diplomate professionnel ni même un "vrai" politique. Pour la plupart des Français, il reste avant tout le fondateur de Médecins sans frontières (MSF en 1971), puis de Médecins du monde (1980), l'homme au grand cœur et aux grandes causes. Bref, il continue d'appartenir à ce qu'on appelle la "société civile". Soyons francs, cet homme authentiquement chaleureux et sympathique, au sommet des cotes de popularité depuis vingt ans, ne déteste ni les honneurs ni les écrans. (…) *Sur les photos comme dans la vie, Kouchner est rayonnant. Il ne cesse de sourire* (…) *Lui qui a toujours été plus ou moins maltraité au parti socialiste a enfin trouvé sa revanche, un poste à sa mesure. Ses ennemis, car il en a, en sont consternés. On aimerait dire ici pourquoi il faut au contraire s'en réjouir, pourquoi ce signe d'ouverture souhaité par Nicolas Sarkozy est entre tous le bienvenu. Car si Kouchner apporte un sang neuf à la vie politique, c'est d'abord parce qu'il est un véritable homme d'action et, disons-le, même si le mot est à tort dévalorisé par les temps qui courent, un moraliste. Pour ce "juif déjudaïsé", selon la formule qu'Aron s'appliquait à lui-même, de tous les maux qui encombrent la vie des hommes et contribuent à faire leur malheur, l'indifférence aux souffrances du monde est le pire de tous*. »

Et de narrer l'histoire familiale d'un Kouchner qui se fait traiter de juif à l'école, son père interdit d'exercer la médecine en 1940 sous l'occupation nazie et qui refusera de porter l'étoile jaune, etc. Kouchner veut renverser cet ordre international fondé sur la souveraineté qui a permis les crimes nazis. Ferry accuse ses adversaires de MSF de jalousie. « *L'accusation de narcissisme médiatique, pour frappante qu'elle soit, n'a guère de valeur face aux nécessités bien réelles de la loi du tapage*. (…) *On dit que l'humanitaire n'est pas une politique. Tant mieux. Car, sans comparaison possible, ce qu'il symbolise me semble plus admirable et, pour tout dire, plus juste que les idéologies "grandioses" porteuses de ces grands sacrifices mortifères qui auront, au fil de ce terrifiant XXème siècle, ensanglanté le monde comme jamais par le passé* (…) *C'est de l'air frais, celui de l'éthique de la conviction, qui entre au quai d'Orsay et la chose n'est pas si fréquente qu'on ne puisse s'en réjouir*. »

Un mois plus tard, Libération fera état de ce retour à la morale et à l'éthique. Le journal se félicitera également du retour de la France en Irak, signe de la fin de l'antiaméricanisme chiraco-villepiniste : Kouchner « *a bien tenu le contrat, allant à Bagdad pour rappeler que la France, partie prenante de la reconstruction de l'Irak avec l'ONU, a fermé la parenthèse anti-américaine ouverte par Jacques Chirac*. »[1]

C'est fort de ces préjugés positifs qu'éditorialistes et intervenants divers vont suivre pas à pas, mot à mot, Kouchner. Sa tournée en Afrique du 6 au 11 juin 2007 lui permettra de

[1] *Libération*, 8/12/2007.

visiter ainsi une portion du Mali, du Tchad et du Soudan. A cette occasion, il annonce l'envoi de renforts militaires au Tchad dirigé par Idriss Deby Itno.

Plus tard, il effectue une visite « *surprise* » de deux jours à Bagdad les 20 et 21 août 2007 au cours de laquelle, au milieu d'un chaos sans eau ni électricité, il prône « *la réconciliation des communautés* », en appelle, pour réparer les dégâts de la coalition dirigée par les Etats-Unis, à une participation plus grande de l'ONU et, enfin, avertit les Irakiens bombardés par les armées de grandes puissances que « *la solution à leurs problèmes doit être irakienne.* »[1]

Portugal, Belgique, Espagne, Algérie, Tunisie, Inde, Russie, etc., Kouchner suit le président de la République à chacun de ses déplacements. Et les médias d'établir une liste non exhaustive de ce qui rapprochent les deux hommes qui se connaissent depuis « *la nuit des temps* »[2] : un « *carnet d'adresses international rare chez les politiques* », une « *notoriété en béton armé* », un « *même refus des approches idéologiques* », un « *même culte de l'action et du risque* », un « *même savoir-faire devant les caméras* »[3].

Dans son carnet d'adresse, Kouchner possède le numéro de téléphone de son ami Paul Kagame. Sitôt nommé, il en fera grand usage. Fort d'une centaine de témoignages, de sept mille pages de procès-verbaux, de trois commissions rogatoires internationales au Tribunal pénal international pour le Rwanda à Arusha, une en Italie, quatre en Belgique, une en Finlande, trois en Suisse, une au Congo-Kinshasa, une au Mali, une en Russie, pour identifier les missiles qui ont abattu le 6 avril 1994 le Falcon 50 dans lequel se trouvait l'ancien président rwandais Juvénal Habyarimana, le juge anti-terroriste Jean-Louis Bruguière soupçonne Kagame d'être à l'origine de cet attentat qui déclencha le génocide des Tutsis et des opposants Hutus. Neuf mandats d'arrêt ont été lancés contre l'entourage de Kagame. Dans ce contexte de poursuites judiciaires internationales, le dirigeant rompt ses relations avec la France. Qu'à cela ne tienne, à l'été 2006, Kouchner requiert le soutien « d'un ami », Kagame, à sa candidature à la direction de l'Organisation mondiale de la santé, qu'il obtient. Un an plus tard, en juillet 2007, Kouchner, promu ministre des affaires étrangères, suggère de renouer des relations diplomatiques avec le Rwanda de Kagame.[4]

La presse fait également état de ses amitiés avec le monde des affaires dont il se fait le délégataire. Le 7 septembre 2007, Kouchner convie ainsi à sa table du Quai d'Orsay quarante patrons de multinationales françaises dont Jean-Paul Agon (L'Oréal), Henri de Castries (Axa),

[1] *Le Figaro*, 21/08/2007.
[2] Jacques Séguéla dans « Esprits libres », 8/06/2007, France 2.
[3] *Le Figaro*, 23/08/2007.
[4] *Libération*, 11/09/2007.

Daniel Bouton (Société générale), Carlos Ghosn (Renault), Michel-Edouard Leclerc, entre autres. Le ministre des affaires étrangères invite ainsi le CAC 40 à dîner pour recueillir sa fiche de mission dans la perspective de la présidence française de l'Union européenne prévue pour le second semestre 2008 : « *Mon objectif est de profiter de cette opportunité pour nous débarrasser d'un boulet : le non français au référendum de 2005*. »[1] Kouchner a encouragé ses hôtes à constituer un club ayant force de proposition, « *pour donner à nouveau aux Français l'envie de regarder vers l'Europe*. » Une Europe qu'ils ont rejetée mais que « *le ministre compte bien faire comme s'ils ne s'étaient pas exprimés en ce sens* », semble déplorer le journaliste du *Point*.

En décembre 2007, Kouchner avoue que la réélection du maire socialiste de Paris Bertrand Delanoë ne lui déplairait pas et de se corriger aussitôt : « *Je ne vous ai pas dit que Françoise de Panafieu me déplaisait* ! »[2] Tollé à l'UMP. En janvier 2008, après avoir déclarer à Kigali, capitale rwandaise, que la France avait commis une « *faute politique* » en 1994, pendant le génocide, il essuie une volée de bois vert de la part de ses nouveaux camarades de droite et de leur patron. D'où des circonvolutions en forme d'excuses.

Dans le *New York Times magazine*, James Straub dresse un portrait en forme de bilan.[3] A bord d'un avion « de la République », le journaliste accompagne le ministre au Pakistan : l'ancienne opposante, Benazir Bhutto, qui a elle aussi bénéficié d'une « ouverture » politique dans le gouvernement du militaire Pervez Musharraf, vient de mourir assassinée. Kouchner la connaissait depuis les années 1980. Le ministre des affaires étrangères a convaincu le président de la République de se rapprocher du Pakistan, pays stratégique dans la lutte contre le « terrorisme ».[4] Quant au journaliste, il relate que le président et son conseiller spécial pour les affaires étrangères, Jean-David Levitte, faisaient « leur coup en douce ». Sarkozy a en effet envoyé en novembre 2007, sans prévenir Kouchner, Levitte et Claude Guéant dans la Syrie de Bashar El Assad pour qu'elle profite de son influence sur l'opposition libanaise et ainsi mettre un terme au statu quo d'un Liban sans président ni gouvernement. La France avait rompu tout lien avec Damas depuis l'assassinat du Premier ministre libanais Rafic Hariri, ami de l'ancien président Jacques Chirac. La Syrie se trouvait en effet dans la position d'accusée. L'opération a échoué. En revanche, Kouchner dit s'être senti humilié et ses interlocuteurs libanais trahis. En décembre, Sarkozy annonce qu'il rompt le dialogue avec la Syrie.

[1] *Le Point*, 13/09/2007.
[2] *Le Figaro*, 18/12/2007.
[3] *New York Times magazine*, 3/02/2008.
[4] Trois semaines plus tard, le dirigeant pakistanais arrive. en France.

Pourtant, Kouchner persévère et explique au journaliste américain : « *Les autres ministres et ministres des affaires étrangères européens ne comprennent pas que le cœur du danger est là, entre l'Irak et l'Iran, entre le Liban et la Syrie. Là est l'ennemi commun, pas seulement pour les Américains mais pour toutes les démocraties. Et l'ennemi commun, c'est l'extrémisme*. » De plus, il a bien accepté de rencontrer Vladimir Poutine mais il n'avait pas le choix. L'autre alternative aurait été d'« *envoyer le Charles de Gaulle.* » Et Kouchner de rappeler que, tout de même, il a rencontré en Russie des membres de la « *société civile* », des dissidents et a « *publiquement critiqué Poutine.* » Il reproche enfin au parti socialiste d'avoir critiqué la visite en France du dirigeant libyen Muhamar Kadhafi « *car il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises victimes* ». D'autant que Kadhafi « *cherche à jouer un rôle positif au Moyen-Orient* » et qu'il « *a permis la libération des infirmières bulgares condamnées à mort.* » De retour d'Islamabad, Kouchner informe le journaliste qu'il va persuader Sarkozy et Rice d'ouvrir une enquête indépendante sur la mort de Bhutto[1]. Belle idée, écrit le journaliste « embedded » mais ne s'agissant pas d'une affaire internationale, elle ne sera pas prise en charge par l'ONU et l'Europe ne dispose pas davantage d'outils pour mener des enquêtes judiciaires. Et de lui demander s'il y a accompli ce qu'il souhaitait, l'intéressé répond : « *Oui, mais ce n'est que le début. L'important c'est qu'on soit de retour au Pakistan, au Moyen-Orient, dans le Golfe et en Afrique et au cœur de l'Europe*. » Pour nuancer, le journaliste reprendra les mots de Pierre Haski, ancien de *Libération*, co-fondateur du site d'information Rue89 pour qui Bernard Kouchner est le ministre des affaires étrangères le plus faible, toutes républiques confondues, à l'exception de Philippe Douste-Blazy.

Le ministère des affaires étrangères devait constituer un poste à sa hauteur. Or, Kouchner suscite de moins en moins l'enthousiasme. Dire n'est pas faire et faire n'est pas réussir. Le ministre déçoit vite. *Libération* du 26 mars 2008 dresse « *le tour du monde des couleuvres* » avalées par le ministre : Tibet, Liban, Iran, Libye, Darfour. De plus, le journal observe de la part du ministre revirements et/ou inefficacité.

Le Monde du 9 mai titre quant à lui : « *L'ONU défavorable à une ingérence humanitaire* » en Birmanie après le passage du cyclone baptisé Nargis. La proposition émanait du ministre français des affaires étrangères qui a cherché, par une résolution du conseil de sécurité de l'Organisation des nations unies, à contraindre la junte à ouvrir ses frontières pour permettre une intervention humanitaire, ce au nom du « droit d'ingérence humanitaire », rebaptisé « responsabilité de protéger » lorsqu'il a été approuvé par l'assemblée générale de l'ONU en 2005 et applicable en cas de « *génocide, crimes de guerre,*

[1] Kouchner avait déjà demandé à Condoleezza Rice un délai de six mois dont avait besoin l'Europe pour faire accepter à la Serbie la souveraineté du Kosovo. Accordé. Puis il lui a demandé un autre délai. Accordé de nouveau. « *Ainsi la France était de retour, une force dans le monde* », écrit le journaliste du *New York Times magazine*.

nettoyage ethnique et crimes contre l'humanité ». Les catastrophes dites naturelles ne sont pas concernées. La Chine et la Russie, qui disposent d'un droit de veto, s'opposent de même que l'ONU qui privilégie la négociation. Edward Luck, conseiller spécial du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, a ainsi estimé que le ministre français a causé « *des dégâts considérables au sein de l'ONU* » pour ceux qui travaillent à rallier les Etats membres à ce concept. Kouchner se voit publiquement reprocher d'en avoir donné une « *application erronée* », « *rendant les choses plus difficiles* » pour ceux qui tentent de convaincre les « pays en voie de développement » que le but n'est pas de leur imposer une vision occidentale interventionniste des droits de la personne. Luck tance : « *Nous essayons d'inspirer confiance dans ce concept, nous n'essayons pas de faire des gros titres*. » Aucune organisation non gouvernementale n'a d'ailleurs soutenu l'idée.[1]

Après un entretien accordé au *Parisien* et publié le samedi 9 mai 2009, dans lequel Kouchner rendait grâce à l'Europe qui a imposé au G20 « *une mondialisation plus honnête, un nouveau système financier plus juste* » et où il expliquait qu'il « *attend*[ait] *de voir les programmes* » avant de fixer son vote pour les prochaines élections européennes de juin, le Quai d'Orsay fait paraître, le lundi suivant, deux communiqués dans la même journée. Le premier pour confirmer que Kouchner attend de lire les différents programmes des différents partis politiques pour déterminer son vote ; le second pour indiquer qu'il votera UMP. Un autre revirement qui donnera aux politiques et autres journalistes de quoi commenter pendant plusieurs jours : absence de liberté, solidarité gouvernementale élémentaire, aveu de désaveu de la politique du gouvernement auquel il appartient, etc.

Le 28 mai 2009, le ministre avance l'idée de taxer les transactions financières à hauteur de 0,005% pour lutter contre la pauvreté et les maladies dans le monde. Le mendemain, *le Monde* titre : « *Lagarde contredit Kouchner et précise que la taxe Tobin n'est pas à l'étude*. »

En couverture de *l'Express*[2], au côté du président, Kouchner ne croule cette fois pas sous les éloges. C'est que le portrait ici brossé est l'œuvre de quelques membres de la classe politique.

Roland Dumas, ancien ministre socialiste des affaires étrangères de François Mitterrand : « *A mon époque, j'avais plus d'autonomie. Je me souviens d'avoir eu des discussions avec Mitterrand où j'avais le dernier mot.* » Un « *autre prédecesseur au Quai d'Orsay* », resté anonyme : « *Il ne pèse vraiment sur aucune grande orientation. Sarkozy lui a*

[1] *Le Monde* du 2 juillet titre : « *Un ministre à contre-temps* » : le ministre français a dépêché un navire militaire au large des côtes birmanes, qui a dû rebrousser chemin car la junte n'en voulait pas.
[2] *L'Express*, 10-16/07/2008.

laissé l'humanitaire. Mais les dossiers qu'il suit – la Birmanie, le Darfour – n'avancent pas. Au Quai d'Orsay, personne ne cherche à savoir quelle est la politique de Kouchner, mais plutôt quelle est la politique de Nicolas Sarkozy en matière internationale. » Robert Mesnard, patron de Reporters sans frontières, un ami proche, y compris idéologiquement, de Kouchner qui l'a décoré de la légion d'honneur : « *Il n'y a jamais eu un moment où on a vu autant la politique étrangère se décider à l'Elysée.* » François Hollande, secrétaire général du parti socialiste : « *Il ne pèse rien au gouvernement*. » Un diplomate : « *Kouchner est un agité sympathique, mais, dans ma région, personne ne le prend au sérieux*. »

Quant aux journalistes, ils compatissent : « *Difficile d'être ministre des affaires étrangères sous Nicolas Sarkozy* (…) *Sans cesse le chef de l'Etat tire la couverture à lui.* » Kouchner doit faire avec un « *hyperprésident qui ne veut pas partager la scène.* »

Ils rappellent que Kouchner et « *l'homme-clé* » de la politique étrangère, Jean-David Levitte, se connaissent depuis plus de trente ans[1], et qu'ils travaillent « *en concertation* ». Mais, les journalistes soupçonnent que les « *déclarations et agissements du docteur Kouchner sont l'objet d'une étroite surveillance*. »

En définitive, le bilan n'est pas glorieux, cruel même : « *Eternel cabotin, dont l'ego, quoi qu'il dise, raffole des ors et des pompes de la République, Bernard Kouchner passe donc une bonne partie de son temps à mettre en scène Bernard Kouchner*. »

En un an, ses revirements ont été tellement nombreux que les journalistes ne peuvent les taire : au Zimbabwe, Robert Mugabe, qui en 2008 s'accroche au pouvoir en sabotant le « *processus électoral* » est traité par le ministre d'« *escroc* » et d'« *assassin* » avant que ce dernier ne considère comme possible la formation d'un gouvernement d'union nationale regroupant le dirigeant et ses opposants représentés pendant les « élections » par Morgan Tsvangirai ; Kouchner qui rencontre en Russie des représentants de la « société civile », pour le soir même, à l'ambassade de France, recevoir des représentants cette fois des médias francophones en Russie et « *débite*[r] *la propagande de son "ami Lavrov" à propos de la situation des russophones en Estonie et en Lettonie* », rapporte le journaliste ; Kouchner qui estime « *appréciable* » l'idée du président du parlement européen et de Reporters sans frontières d'un boycott de la cérémonie d'ouverture des jeux olympiques en Chine, pour l'après-midi de ce même jour dire de « *nos amis Chinois* » qu'ils ont fait « *des progrès formidables* » en matière de respect des droits humains.[2]

[1] En 1975, Levitte connaissait déjà tout des couloirs élyséens. Kouchner était venu presser le diplomate de reconnaître l'indépendance de l'Erythrée sécessionniste en lutte contre le pouvoir central éthiopien.

[2] En revanche, il n'est pas revenu sur ses mots, en l'espèce, l'affirmation, entendue un matin sur *France Inter*, selon laquelle la Tunisie ne figure plus dans le rapport annuel de Human Rights Watch sur les droits humains dans le monde. L'ONG s'est empressée de rédiger un communiqué pour démentir.

L'hebdomadaire consacre un encadré sur « *l'art de la flagornerie* » du ministre à l'égard de son patron. Matière en laquelle, il serait un « *esthète* ». Kouchner vient féliciter le président français après son discours tenu devant la knesset, à Jérusalem : « *En vous écoutant, Monsieur le Président, on se sentait fier d'être Français* (…) *Tu n'as pas été excellent, tu as été le meilleur !* (…) *Personne n'avait dit ce que tu as dit ici avant toi.* » Et de rapporter le témoignage d'un ministre anonyme : « *Dès qu'il disparaît du champ de vision du président, il est comme une fleur qui se fâne. Il arrête de chanter, de rire, de plaisanter grassement…* » Sarkozy aurait déclaré devant plusieurs interlocuteurs combien Kouchner « *l'amuse* » : « *Hubert Védrine était meilleur, mais trop sérieux et moins docile*. » Le journaliste développe : « *Le président aime son côté star, son emphase, sa facilité à tout accepter, l'admiration dont le ministre fait (grande) démonstration à l'égard de celui qui l'a nommé* (…) *Son talent à flatter lui vaut de solides inimitiés au sein de l'équipe gouvernementale.* » La légende d'une photographie commente pour sa part : « *Le ministre surestime son rôle au Proche-Orient.* »

De fait, les rapports entre Kouchner et les journalistes ne semblent plus aussi euphoriques. S'ils se sont tendus, ils ne sont pas passés pour autant d'un extrême à l'autre. Kouchner reste protégé par la profession. Certaines informations ne circulent ainsi que sur internet. Ainsi, l'article « *Bernard Kouchner, un ministre galère pour les journalistes* » publié sur le site de Rue89 : « *Le vendredi 29 août* [2008], *la journaliste du* Monde *Natalie Nougayrède a quitté la Conférence des ambassadeurs encadrée par deux policiers en civil, sous les yeux sidérés de quelques excellences.* »[1] Le chef du service International du journal a reçu plusieurs appels téléphoniques provenant du cabinet du ministre des affaires étrangères pour demander la mutation de la journaliste, « *ancienne reporter de guerre, spécialiste de l'espace ex-soviétique et de la prolifération nucléaire*. » Natalie Nougayrède aurait eu l'imprudence de poser au ministre une question sur la nomination de sa femme, Christine Ockrent, à la tête de l'audiovisuel extérieur français, une question relative au possible conflit d'intérêts que pareil placement laisserait augurer. Un journaliste de *Libération*, Thomas Hofnung, prend sa défense : « *Je préfère un Kouchner avec qui tu peux discuter, même s'il s'énerve et devient tout rouge, à un Villepin très froid et inaccessible*. » Kouchner reste un homme « *entier* », explique un autre. Le ministre serait « *extrêmement fatigué* », « *brouillon* » et « *débordé* » selon les journalistes « embarqués » qui le suivent.

[1] http://www.rue89.com/2008/09/05/bernard-kouchner-un-ministre-galere-pour-les-journalistes. Consulté le 23/05/2009.

A toute fin utile, Rue89 met en ligne une série de colères kouchnériennes prises en différentes occasions.

Autre exemple, parmi d'autres. Au cours d'une séance à l'assemblée nationale de la commission d'enquête parlementaire sur les conditions de libération des infirmières bulgares, le 29 novembre 2008, des journalistes de *Bakchich* ont interpellé Jean-David Levitte et Bernard Kouchner sur les ventes d'armes au dirigeant libyen Muhamar Kadhafi. Car les infirmières ont été libérées en échange d'armes et d'uranium. Ceux-ci ont tenté de persuader sur la « *rédemption* » du colonel en qui ils voient désormais un « *signe d'espoir*. » Kouchner expliquera que vendre des armes à Kadhafi doit permettre à ce dernier de prendre la voie de la démocratie et de la paix.[1]

Une fracture dans l'espace journalistique autour du cas Kouchner ?

Tel un esprit de corps, c'est la fraction dominante du champ médiatique qui est restée mobilisée en faveur d'un Kouchner pris dans une nouvelle affaire. Même si cette fois, contrairement à l'affaire Total ou au moment d'entrer dans un gouvernement de droite, la tâche s'avère autrement plus rude.

En termes d'image et de capital symbolique à préserver, les accusations sont graves. Dans son dernier ouvrage, *Le Monde selon K.*[2], le journaliste Pierre Péan accuse le ministre des affaires étrangères d'affairisme, d'âpreté au gain, de cupidité sur le dos de la misère du monde, de collaboration avec des régimes peu recommandables[3]. Son épouse, Christine Ockrent, n'est pas non plus épargnée.

[1] La séance a été enregistrée et est disponible sur le site de Bakchich : http://www.bakchich.info/article2129.html. Consulté le 23/05/2009.

[2] Paris : Fayard, 2009.

[3] Pour Péan, Kagame est un « *maître d'œuvre de la désinformation sur la tragédie rwandaise*. » (p.16) Or, Kouchner s'est fait, en France son avocat. Péan note que le discours de Kouchner était mesuré jusqu'en 1993. Il ne « *diabolisait* » alors personne : « *Ce n'est que plus tard qu'il radicalisera son discours, dénonçant à la fois la responsabilité exclusive des Hutus et le rôle néfaste de la France*. » (p. 144). L'auteur affirme que les prisonniers de l'hôtel des mille collines libérés par Kouchner étaient en fait des cadres de Kagame.
En outre, Péan rapporte les propos d'autres ministres exaspérés de l'ingérence de Kouchner dans leur champ de compétences, Pierre Joxe pour le ministère de la défense qui, en 1992, aurait démissionné à cause de Kouchner si Mitterrand ne l'avait pas convaincu de renoncer, et Roland Dumas pour le ministère des affaires étrangères.
Sur Ockrent, aussi intouchable que son mari, il rappelle que ses « ménages » pour de grandes entreprises sont interdits à la fois par le service public et par la charte des devoirs professionnels des journalistes. Il raconte ses échecs successifs à la tête du 20 Heures, d'émissions politiques qui n'ont pas fait d'audience, à la tête de

Ce ne sont pas des médias alternatifs, indépendants, ni même gauchistes ou subversifs qui « sortent » la dernière « affaire Kouchner » mais Marianne2.fr, le site internet de l'hebdomadaire *Marianne* le 12 janvier 2009 et le site Bakchich.info[1], le lendemain, ce, à partir des premiers extraits obtenus du livre de Péan. Pourtant, le « scandale » n'éclate qu'un mois plus tard. Car c'est le livre qui fait parler. Plus précisément, ce sont les commentaires produits par certains personnages politiques qui l'enclenchent. Autrement dit, sans les réactions de ces derniers, les journalistes n'auraient vraisemblablement pas ébruité l'affaire.

Avant sa publication officielle, les « bonnes feuilles » sont à lire dans le numéro de *Marianne* du 31 janvier au 6 février pour lequel Kouchner fait la couverture, l'air grave : « *Révélations : un livre choc fait tomber l'icône. L'affaire Kouchner*. »

Le parlementaire UMP Claude Goasguen déclare « tomber des nues » cependant que la première secrétaire du parti socialiste, Martine Aubry, fidèle : « *Bernard Kouchner est un homme honnête. Je ne dirai pas un mot de désagréable sur lui, sur cette affaire, dont je ne connais rien, et que je préfère ne pas croire, parce que je ne la crois pas.* » Elisabeth Guigou, députée de Seine-Saint-Denis : « *Il va falloir que Bernard Kouchner apporte des explications. Je crois que c'est quelqu'un d'honnête, de sincère sur ses engagements. On ne doit pas piétiner la présomption d'innocence.* »[2] En revanche, le député PS de Saône-et-Loire, Arnaud Montebourg, appelle Bernard Kouchner, s'il a « *encore un honneur* » à « *s'expliquer sérieusement* » devant l'opinion. Plus tard, dans les couloirs de l'assemblée nationale, il estime que les informations de Pierre Péan mettent en cause « *la moralité publique de celui qui porte la voix de la diplomatie nationale* (…) *La parole doit être libre, c'est incompatible avec toute forme de rémunération* ». Or, « *la voix de la France est aujourd'hui rémunérée*. » Montebourg juge « *l'affaire sérieuse, à la limite du droit pénal*. »[3] L'article 23 de la Constitution marque, il est vrai, l'interdiction pour tout membre du gouvernement de quelque « *activité professionnelle* » en sus de ses responsabilités gouvernementales.

Quels sont les termes de cette nouvelle affaire ? La société BK Conseil, fondée par Kouchner, et dont il est demeuré seul salarié, a repris du service pour le Gabon d'Omar

---

l'Express qu'elle a failli « couler. » Péan donne les noms de tous les journalistes, tous spécialistes du Proche et du Moyen Orient, qu'elle a licenciés depuis qu'elle dirige l'audiovisuel extérieur français.

[1] Fondé notamment par le journaliste Nicolas Beau, passé par *le Monde*, *Libération*, l'agence de presse CAPA, *le Nouvel économiste*, *l'Expansion*, *le Canard enchaîné* et qui a écrit sur Bernard-Henri Lévy, le Maroc islamiste ou les comptes japonais de Jacques Chirac, la devise du site Bakchich est « Enquêtes, reportages et dessous de table. »

[2] « Face à nous », Public Sénat, 3/02/2009.

[3] Les déclarations de Martine Aubry et de Arnaud Montebourg, entre autres, font le tour de la presse écrite et audiovisuelle. Elles sont notamment rapportées par *le Parisien* du 4/02/2009.

Bongo.[1] Le site de Bakchich a reproduit deux contrats issus du site internet de Imeda, International Medical Alliance, et de Africa steps au service desquelles Kouchner a travaillé.[2] Contrats signés par les deux sociétés de conseil et le ministère gabonais de la santé.

Les activités lucratives de Kouchner au Gabon n'avaient rien de secret. Corinne Laurent, dans son *Mister Kouchner, Portrait d'un aventurier*[3], achevé d'imprimer en mai 2008 en fait état. De même, au cours du « procès de Bernard Kouchner » dans le cadre du « tribunal des condamnés d'avance », tenu au théâtre parisien Dejazet les 25 novembre et 1er décembre 2008 et retransmis sur France Inter dans l'émission de Daniel Mermet « Là-bas si j'y suis »[4] les 4, 5 et 8 décembre, Xavier Harel, journaliste au quotidien économique *la Tribune* explique que Kouchner a mis sa société de conseil au service de Denis Sassou-Nguesso, « *petit génocidaire poursuivi en France pour crime contre l'humanité* » et Omar

[1] Mort début juin 2009, le président de la République française et son ministre des affaires étrangères ont été parmi ceux, nombreux, à faire part de leur tristesse. Kouchner : « *La France perd un ami* (…) *attaché à la paix et à la stabilité*. »

[2] « Kouchner, ministre des factures étrangères », Xavier Monnier, 13/01/2009. Http://www.bakchich.info/Kouchner-ministre-des-factures,06426.html. Consulté le 23/05/2009.
Eric Danon et Jacques Baudouin créent le 14 janvier 2002 une SARL, Danomex, au capital de 10.000 euros dont le gérant est Jacques Baudouin. Le 21 février 2002, ce dernier fonde Africa Steps au capital de 10.000 euros. Le 25 juin 2002 voit la création d'Imeda avec un capital de 10.000 euros déposés en espèces sur un compte de la Belgolaise, banque qui travaille avec l'Afrique, filiale du groupe Fortis. La quasi-totalité du capital d'Imeda est détenue par Danomex. Le site internet d'Imeda a « disparu » en novembre 2008. Pierre Péan ignore les activités de la société entre 2002 et 2007.

[3] *Op.cit.*

[4] Une soirée organisée et produite par le site Bakchich.info et Daniel Mermet, président de séance. Kouchner était notamment poursuivi pour « *détournement de l'humanitaire et de l'abbé Pierre avec préméditation, opportunisme et retournement de veste avec précipitation, bidonages lucratifs et trafic d'influence médiatiques en réunion, etc*. » Il était défendu par Maître Vergès qui a plaidé l'incompétence et Christophe Clerc qui n'a pas su faire mieux. Serge Halimi (*Le Monde diplomatique*), Nicolas Beau (Bakchich), Jean-Baptiste Naudet (*Le Nouvel observateur*), Lime (écrivain), Sylvie Thienot (actrice), Anaëlle Verzaux (Bakchich) ont été tour à tour procureur. Ont été appelés à la barre Francis Christophe, Marc Antoine Pérouse de Montclos (chercheur à l'Institut de recherche et de développement), François Ruffin (journaliste indépendant), Frédéric Pagès (expert-psychiatre), Jean Bricmont (enseignant-chercheur, Québec), Jean-Marc Daniel (professeur d'économie à l'Ecole normale supérieure, ancien membre du cabinet de Hubert Védrine), Daniel Schneidermann (animateur d'un site internet de critique des médias), Bertrand Rothé (professeur de marketing politique à Sciences Po), Philippe Cohen (*Marianne*).
Les instigateurs de ce « procès » sont des récidivistes. Avec les Botuliens (une groupe d'écrivains, de journalistes et d'avocats), Noël Godin (l'entarteur, auteur d'une *Anthologie de la subversion carabinée*, Lausanne (Suisse) : L'âge d'homme, 2008), quelques dessinateurs du *Canard enchaîné*, l'avocat William Bourdon et d'autres ont déjà « traîné en justice » des figures telles que Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy, Bernard-Henri Lévy.
L'enregistrement de ces « procès » comme celui de Bernard Kouchner est disponible sur le site La-bas.org. Un « procès » aussi drolatique qu'instructif. Le journaliste d'investigation spécialisé sur la Birmanie, Francis Christophe, indique ainsi qu'il n'a pas retrouvé la trace des dons que Kouchner dit avoir effectuer à trois organisations non gouvernementales avec les 25.000 euros perçus de Total pour la rédaction de son rapport. Quant à Daniel Mermet, il rappelle que Kouchner a traduit son opération Du riz pour la Somalie en succès en affirmant que les 9000 tonnes de riz reçues allaient permettre de nourrir le pays pendant deux mois alors que cette quantité n'a nourri que la ville de Mogadiscio pendant deux jours. Fait et chiffres également rapportés par Pierre Péan.
Les comptes rendus du « procès » de Bernard Kouchner sont consultables sur le site de Bakchich : http://www.bakchich.info/article6028.html et http://www.bakchich.info/article5944.html. Consultés le 2/12/2008.

Bongo, doyen des chefs d'Etats africains. En revanche, ce qui restait tu à l'époque était le montant des émoluments perçus par Kouchner et le fait que ce dernier était simultanément président d'un organisme public, Esther. La discrétion avec laquelle il a mené ses différentes missions a sans doute fait oublier ce double statut illégal par ailleurs.

Le premier contrat, qui courait de novembre 2003 à mars 2005, a porté sur un « *audit complet du système de santé gabonais* » et des « *propositions de réforme*. » Le second, à partir de 2004, porte sur l'« *élaboration du nouveau plan national de développement sanitaire* », de la « *mise en œuvre des priorités retenues par les Etats généraux de la santé* », de la « *mise en place d'une assurance maladie pour tous les Gabonais*. » Le tout pour 1 735 916 870 francs CFA soit 2 646 388 euros. Le premier versement de 500 millions de francs CFA soit 762 245 euros à Imeda a été effectué le 19 janvier 2004 ; le second à Africa steps de 700 millions de francs CFA soit 1 067 143. Fin 2006, le gouvernement gabonais devait toujours 817 000 euros aux deux sociétés. A eux deux, le Gabon et le Congo ont commandé pour près de 4,6 millions d'euros de rapports à Imeda et à Africa steps.

La facture gabonaise est restée en souffrance jusqu'en 2008. Devenu ministre des affaires étrangères et européennes, Bernard Kouchner nomme le 8 août 2007 le patron d'Imeda et néanmoins ami Eric Danon ambassadeur de France à Monaco[1]. L'autre ami de Kouchner, Jacques Baudouin, patron de Africa steps, est nommé conseiller presse et communication du ministère des affaires étrangères.

Imeda et Africa steps sont enregistrées au registre du commerce de Paris en tant que sociétés de conseil et de gestion. Elles disposent de leur siège à la même adresse parisienne, au 130 boulevard Saint Germain. Bernard Kouchner a travaillé pour elles en tant qu'expert-consultant, patron de sa propre société de conseil, BK Conseil puis BK Consultants.

Le 2 août 2007, une semaine avant sa nomination, Eric Danon envoie un fax au trésorier payeur général du Gabon, Blaise Loembe, reproduit sur le site de Bakchich. Toujours gérant de sa société, il écrit au présent de l'indicatif : « *Cher Blaise, vous le savez, les deux sociétés Africa Steps et Imeda accomplissent de nombreuses missions au Gabon pour le compte du gouvernement. Nous avons reçu le mois dernier, de S.E* [son excellence] *le Chef de l'Etat, l'assurance que notre dernière facture serait rapidement honorée. En conséquence, celle-ci a été retransmise au Ministre d'Etat Paul Toungui ; je vous l'adresse de même ci-joint directement et vous remercie de bien vouloir en effectuer le paiement avec la plus grande diligence.* »[2] Dans son livre, Péan affirme que le ministre Kouchner a discuté du

[1] Le président de la République, ayant appris la double vie de Kouchner de la bouche de Bongo, a destitué Danon et l'a transféré à Genève où il représente la France à la conférence du désarmement.
[2] « Bernard Kouchner, ministre des factures étrangères », site cité.

règlement de la facture avec Omar Bongo lors d'une entrevue à Paris le 25 mai 2007. Le 17 septembre 2007, l'ambassadeur et gérant de société de conseil, Eric Danon envoie un second fax, moins obséquieux : « *Monsieur le Trésorier Payeur général. A la suite d'un entretien avec le Chef de l'Etat et d'une conversation aujourd'hui même avec le Ministre d'Etat Paul Toungui, ce dernier me demande de vous faire parvenir à nouveau notre dernière facture en attente, pour paiement rapide selon ses propres termes*. »[1] La facture sera finalement réglée en deux fois, les 24 janvier et 11 mars 2008.

Une semaine plus tard, Jean-Marie Bockel passait du secrétariat d'Etat à la coopération à celui aux anciens combattants. Quel est le rapport ? A l'occasion de ses vœux à la presse, début janvier 2008, il dénonce la Françafrique « *despotique et corrompue* » et condamne Omar Bongo. Offusqués, Bongo et Sassou Nguesso veulent évincer Bockel. Selon le journaliste de *Bakchich*, Bongo aurait fait du chantage à Sarkozy : dévoiler les factures si Bockel reste en poste.

Kouchner n'a pas souhaité répondre aux questions des journalistes de Bakchich. Pour autant, il a fait paraître un communiqué avant que l'affaire n'éclate au grand jour : « *Pour répondre à certaines allégations inexactes diffusées sur un site internet, Bernard Kouchner tient à faire préciser : Depuis sa prise de fonction en tant que ministre des affaires étrangères et européennes, Bernard Kouchner a cessé toute activité au sein des sociétés BK Conseil et BK Consultants. La société BK Conseil a été dissoute le 18 mai 2007. Depuis la nomination du ministre, BK Consultants n'a plus aucune activité commerciale et ne saurait avoir perçu quelque rémunération que ce soit. Le ministre dément formellement "avoir fait passer des prestations de conseil et d'audit sous l'égide de trois sociétés." Bernard Kouchner n'a jamais appartenu à la société IMEDA dont il était l'un des consultants et n'avait donc aucune raison de se préoccuper du règlement des factures de celles-ci. S'il a pu être amené à évoquer son rapport sur l'assurance maladie au Gabon avec le président Bongo, c'est uniquement pour s'informer de l'état d'avancement de la mise en œuvre de la loi née de ce rapport. Le travail de Bernard Kouchner sur ce projet d'assurance maladie au Gabon était notoirement connu des médias gabonais et a fait l'objet d'une communication publique au cours des Etats généraux de la santé à Libreville. L'activité de Bernard Kouchner, comme président fondateur du GIP ESTHER était une activité purement bénévole exercée dans le cadre des décisions prises par le conseil d'administration. C'est le GIP ESTHER qui a permis notamment les nombreux jumelages hospitaliers entre pays européens et pays en développement en particulier dans le domaine du sida. Bernard Kouchner s'enorgueillit d'avoir toujours mené, dans ses diverses fonctions et dans le cadre strict des règles de celles-ci, un combat permanent en faveur de la santé publique en Afrique. Bernard Kouchner se*

[1] Ibid. Souligné dans le texte.

réserve le droit d'engager des poursuites judiciaires pour prévenir ou sanctionner toutes allégations mensongères à son égard et en a chargé Maître Georges Kiejman. » Une menace qui ne sera pas mise à exécution. Tout ce qu'avance Bakchich, *Marianne* et Péan lui-même doit donc être considéré comme vrai. Kiejman est l'ancien avocat de Péan.

Dans quel cas la circulation circulaire de l'information n'opère pas et pourquoi ? Les informations de Pierre Péan reprises par les sites de *Marianne* et de Bakchich ne sont pas reprises par les médias de masse avant la sortie officielle du livre le 4 février et avant l'émotion qu'il a suscitée parmi certains membres de la classe politique.

L'après-midi de ce 4 février, Kouchner défendait son « honneur » à l'assemblée nationale. Dans la séance des questions au gouvernement, le parti socialiste, par la voix de Jean Glavany, député des Hautes Pyrénées, demande poliment, presque honteusement, des comptes au ministre des affaires étrangères : « *Monsieur le Ministre, c'est votre intérêt, celui du gouvernement et de la représentation nationale de donner des explications.* » Glavany, qui avait prévenu Kouchner de sa question, rappelle que les élus socialistes ne sont « *pas des juges, encore moins des procureurs* », mais qu'ils doivent « *veiller au respect des personnes et de leurs droits.* » En préalable, Kouchner remercie le Premier ministre François Fillon de « *sa confiance* » et de « *son respect* » et poursuit : « *320 pages à charge sans preuve* (…) *cela remet en cause mon honneur, mon intégrité, l'engagement de toute une vie* (…) *L'auteur me définit comme un agent de l'étranger, un mauvais français aux origines douteuses, âpre au gain.* » Kouchner utilise l'argument biographique et rappelle le Biafra, la Bosnie, le Vietnam, le Kosovo, le Darfour, le Gabon et affirme « *avoir toujours été aux côtés des victimes* (…) *A aucun moment, au Gabon, ou ailleurs, je ne me suis servi de mes fonctions ministérielles* » à des fins privées.[1]

Puis, le soir, Kouchner vient se défendre au journal de 20 heures de France 2 présenté par David Pujadas. Et de s'emporter : « *C'est pas bien une sécurité sociale pour les Gabonais ?* » Kouchner a entrepris une action de santé publique légale, transparente et morale.

Le lendemain, pour son émission « Là-bas si j'y suis », Daniel Mermet reçoit Pierre Péan. Où l'on apprend que Kouchner a tenté d'empêcher la publication du livre. Un livre qui ce jour est sur toutes les bouches, sous toutes les plumes, Péan est invité dans tous les médias pas tant pour expliquer mais pour se justifier : pourquoi s'attaque-t-il à Kouchner ? Daniel

[1] http://www.lepoint.fr/actualites-politiques/2009-02-06. Consulté le 23/05/2009. Nulle part, Péan ne reproche à Kouchner d'être un « *agent de l'étranger, un mauvais Français aux origines douteuses*. » En revanche, il déplore son atlantisme inconditionnel et guerrier. Il décrit en guise de préambule une scène lors d'un match de rugby disputé entre la France et l'Angleterre et au cours duquel Kouchner s'est levé pour chanter à pleine voix l'hymne national britannique pour rester muet et désinvolte au moment de l'hymne national français.

Mermet relie deux images : la chute d'un symbole, celui du chevalier blanc Bernard Kouchner et la chute du capitalisme financier. Il explique la popularité de Kouchner par son image de « *french doctor* » qui dénonce les malheurs des autres et par son habileté à utiliser les médias. Pour le journaliste de France Inter, les *french doctors* continuent surtout la mission civilisatrice de la France, ce, juste après les « décolonisations » et les « indépendances ».

Et Péan de baptiser Kouchner le « *petit soldat de Foccart* » au Biafra, lui qui a confondu une opération de propagande des services secrets avec un génocide. Péan explique qu'il a découvert les affaires du docteur Kouchner en enquêtant sur le Rwanda de Paul Kagame, les deux hommes étant proches amis. Immédiatement arrivé à ses nouvelles responsabilités politiques, Kouchner a tout fait pour rapprocher la France du Rwanda de Kagame, un personnage indéfendable. Pour Péan, il ne fait aucun doute que Kagame est le commanditaire de l'attentat qui a tué son prédécesseur, Juvénal Habyarimana dont « tout le monde dit », dixit Péan, qu'il a déclenché le génocide des Tutsis. Pour autant, un consensus est loin d'être trouvé à ce sujet. De même, si Péan s'est fait connaître par ses précédentes enquêtes qui ont révélé le passé lié à l'extrême-droite de François Mitterrand, ou qui ont entamé le prestige du journal *le Monde*[1], sur le génocide rwandais, Péan est loin de faire l'unanimité. En effet, il défend la thèse du double génocide[2]. Selon lui, le génocide des Tutsis de 1994 est la réponse des Hutus, eux-mêmes victimes des Tutsis. La guerre, explique-t-il, a commencé en 1990. Le génocide est survenu à la fin de la guerre en 1994. Si en 1968, Kouchner a été manipulé par les services secrets français, à entendre Péan, il aurait cette fois été manipulé par le président Kagame lui-même. Ainsi ce jour où il visita une école, celle de Kibagabaga, au sol jonché de cadavres dont on lui dit qu'il s'agissait de Tutsis. Or, les guides appartenaient à la soldatesque du FPR (Front patriotique rwandais) de Kagame. Pour Péan, Kouchner a confondu bourreau et victime en toute bonne foi. Car ce massacre d'enfants hutus a été perpétré par les forces du FPR. Le massacre de Kibagabaga est la référence permanente de Kouchner, son fameux : « je sais, j'y étais. » Or, les deux fois où Kouchner s'est rendu au Rwanda furent à la demande de Kagame et chaque fois accompagné de ses hommes.

Dans son livre, Péan répète à plusieurs reprises à quel point il a été « *choqué* » de constater que Kouchner s'employait, tout juste arrivé au Quai d'Orsay, à la réconciliation entre la France et le Rwanda, et avec quelle ardeur. Ainsi, le Rwanda représente les trois quarts du *Monde selon K.*, cependant que les affaires lucratives de Kouchner en Afrique une vingtaine de pages en fin d'ouvrage. Et c'est cet aspect du livre que retiendront plus

[1] *Une jeunesse française, François Mitterrand, 1934-1947*, Paris : Fayard, 1994 ; *La Face cachée du Monde. Du contre-pouvoir aux abus de pouvoir*, avec Philippe Cohen, Paris : Mille et une nuits, 2003.

[2] Pour cette raison, Péan est considéré par les membres de l'association Survie comme un personnage infréquentable, sur ce dossier rwandais en tout cas. Péan développe ses thèses dans *Noirs fureurs, blancs menteurs : Rwanda 1990-1994*, Paris : Mille et une nuits, 2005.

particulièrement les médias de masse, le mélange des genres entre activités publiques et affaires privées.

BK Conseil « grillé » depuis la dernière affaire Total, Bernard Kouchner crée le 8 janvier 2004 BK Consultants, une Eurl, une société en nom personnel, tout en étant depuis le 22 novembre 2003 président du groupement d'intérêt public Esther, nommé par le Premier ministre de l'époque Jean-Pierre Raffarin par l'entremise de Dominique Ambiel, conseiller en communication de Raffarin, producteur de télévision, ami du couple Kouchner-Ockrent et voisin de villas en Corse. Pierre Péan écrit : « *La première trace de son activité de consultant privé en Afrique apparaît le 1er juillet 2004 dans* la Lettre du continent *: "Omar Bongo ne manque pas d'« amis » pour sauver le système de santé gabonais avant la présidentielle de 2005. Bernard Kouchner doit revenir dans les prochains jours à Libreville avec un audit et des propositions pour la création d'une sécurité sociale. Le « bon docteur » intervient dans le cadre du cabinet Imeda."* »

Lorsque *Marianne* sort en avant première les « bonnes feuilles » du livre de Péan, il sait que non seulement le numéro va faire du bruit, voire affoler, mais également qu'il va se vendre. Une nouvelle occasion pour l'hebdomadaire de se démarquer de ses concurrents. Sous la plume de Eric Conan, il ne témoigne d'aucune indulgence, quitte à en rajouter : « *L'affaire Kouchner. Où l'on découvre que le "french doctor" a peu à peu troqué sa générosité contre un cynisme calculateur.* » « *Immense gâchis* », « *amère déception* », tout ce pour quoi le(s) journaliste(s) avait cru s'effondre brutalement : « *Le souci des victimes, la conscience des urgences, le bénévolat, le droit-de-l'hommisme.* » Kouchner se révèle être une « *imposture personnelle*. » Les mots sont aussi durs que la croyance initiale sincère et profonde. « *De tout cela il ne reste pas grand-chose après avoir refermé* le Monde selon K.. *Nous découvrons aussi que, dans sa fin de parcours, le bon docteur Kouchner a mis la réputation que lui ont value ses engagements de jeunesse au service d'une quête effrénée de valeurs plus financières*. »

Et le journaliste d'expliquer l'ampleur du désappointement proportionnel à ce que Kouchner symbolisait : « *Contrairement à bien d'autres, cette grande gueule de la gauche morale ne s'était pas contentée de belles paroles. Le cofondateur de Médecins sans frontières a vraiment fait des choses dans sa vie. Non sans courage, il s'est mouillé personnellement, devenant le symbole de ces* french doctors *qui portaient dans le monde le meilleur de Mai 68 mis au service d'une générosité française. La popularité dont il jouit depuis longtemps n'était pas usurpée : à travers lui, les Français retrouvaient une capacité d'indignation toujours renouvelée face aux mauvaises nouvelles du monde. Ils plébiscitaient en lui leur désir d'action immédiate pour soulager les malheurs indistincts*. »

Ainsi, s'explique l'affinité élective entre ce « héros » et la classe journalistique. D'ailleurs, Eric Conan finit par l'avouer avec l'utilisation du « on » : « *Bien sûr, le héros n'était pas sans travers et l'on distinguait même de gros défauts, mais ils semblaient tellement servir la cause du bien que l'on en souriait affectueusement. Son ego démesuré passait pour une variante moderne du militantisme. S'il se mettait toujours en scène, n'était-ce pas au nom de cette "loi du tapage médiatique" indispensable pour donner de l'écho à l'action humanitaire ? Grâce à lui, celle-ci a fait un grand bond en avant depuis l'époque des Docteurs Schweitzer qui devaient besogner trente ans au fond de la brousse avant de commencer à émouvoir. Avec le docteur Kouchner, quelques jours et quelques caméras suffisent. Il a inventé "l'humanitaire spectacle" pour la bonne cause : dynamiser l'altruisme et faire mieux rentrer les dons. Car, justifiait-il, "l'image émotionnelle en dit plus qu'un discours", et "l'on assassine moins en présence des caméras." Voilà pourquoi, se disait-on, il avait fait don de son image à la médiasphère : pour l'aide aux victimes, qui ne sont "ni de droite ni de gauche." Comme lui. Le bien contre le mal, c'est plus simple.* »

L'opportunité d'un « droit d'ingérence humanitaire » est également entamée : « *En parcourant les dernières étapes de l'épopée kouchnérienne, Pierre Péan constate que l'humanitaire spectacle peut desservir les objectifs de l'action humanitaire et qu'un droit d'ingérence mariant l'assistance et le militaire renouait parfois avec la forme la plus brutale de la politique internationale : l'ingérence étatique avec les bons sentiments du colonialisme.* »

Un autre article non signé insiste sur la confusion des genres d'un Kouchner simultanément responsable public et consultant privé. L'auteur soupçonne l'épouse de Kouchner d'avoir initié ce dernier à la passion pour l'argent, rapport à ses « ménages ».

Consécutivement au livre de Péan, une version inédite de l'histoire se donne subitement à lire dans les médias généralistes. Ainsi au Kurdistan en 1991 : « *Où les limites d'un "droit d'ingérence humanitaire" plus soucieux des journalistes, pour qui on bichonne un centre international de presse pour la production d'images, que des victimes sur le terrain, dont des dizaines périront sous les colis largués d'avion à bonne distance et au petit bonheur.* » Dans les Balkans en 1999 : « *La logique kouchnérienne du bien et du mal, des victimes et des bourreaux, s'illustrera dans la guerre des Balkans : le titre de gloire de l'ex-ministre de la santé et de l'action humanitaire – emmener le président Mitterrand dans Sarajevo assiégé – s'accompagnera de la démonisation des Serbes. Notamment grâce à une campagne photographique de Médecins du monde faisant de Milosevic un nouvel Hitler responsable d'un "génocide" et de "camps de la mort" qui se révèleront autant d'inventions*. » En Somalie en 1992 : « *Derrière la fameuse mise en scène exhibitionniste de la distribution des sacs de riz collectés par les écoliers français (trois "prises" furent*

*nécessaires), voilà le bilan de la participation française à la piteuse opération militaire américaine "*Restore hope"*, qui marque le divorce entre l'humanitaire militaire et l'humanitaire civil.* » Au Kosovo en 1999 : « *Un poste sur lequel Kouchner a le moins attiré les caméras. On le comprend par le retour de Péan sur le bilan désastreux du bref séjour (un an et demi) de l'envoyé spécial de l'ONU dépassé par les miliciens terrorisant les non-Albanais.* » Christine Ockrent n'est plus épargnée : « *Tout sur la nomination de l'épouse du responsable de la diplomatie française comme directrice de l'audiovisuel extérieur de la France. Elle y fait le "ménage" des journalistes qui ne plaisent pas à son mari tout en se gardant du temps libre pour poursuivre ses "ménages", du Medef au "trophée de l'intégration paysagère des antennes relais Sfr" lorsqu'elle n'anime pas les colloques organisés par son mari.* » Et le journaliste de conclure que si « *la précision des documents et des témoignages accable les approximations et les contradictions de Bernard Kouchner* », elle n'en frappe pas moins « *du même coup une presse assez peu curieuse pour lui assurer une telle impunité.* » Un lien mécanique qu'aucun autre média audiovisuel ou de presse écrite ne reprendra à son compte.

De l'encensement à la déception ? Une évolution du cadre cognitif difficile à observer

Le livre de Péan marquera-t-il la fin de la bienveillance médiatique dont bénéficie Bernard Kouchner ?

Sur une pleine page, *le Parisien* du 4 févier 2009 ne s'associe pas aux accusations de Pierre Péan mais les rapporte froidement avec ce qui pourrait se confondre avec des euphémismes : « *Le mythe Kouchner est mis à mal*. (…) *L'enquêteur-écrivain Pierre Péan écorne l'image du ministre*. » Pour le journal, « *la principale révélation concerne ses activités de consultant menées dans le secteur de la santé pour le compte de deux sociétés, Africa steps et Imeda, gérées par deux de ses proches.* » L'article indique les sommes en jeu, les 4,6 millions d'euros en rappelant le double statut de Kouchner à l'époque. Il cite également des extraits du communiqué du 12 janvier destiné à lever tout soupçon sur sa bonne foi.

Un second article, plus court, se focalise sur la réception élyséenne de l'affaire : Sarkozy inquiet mais confiant. Un encadré sur la réception du livre dans la classe politique. Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste à l'assemblée nationale : « *On ne laissera pas passer cette affaire, n'attendez pas de nous la complaisance ou le silence*. » Yves Cochet, député vert de Paris, souhaite que Kouchner soit « *interrogé par la commission des affaires étrangères, longuement, lors d'une audition*. »

Le lendemain, un portrait de Kouchner photographié par Olivier Roller (extraite de la série « Le pouvoir politique ») fait la couverture de *Libération* : « *Kouchner. Aux frontières de la morale*. » En page 2, un court éditorial de Laurent Joffrin titré « *Eloquence* » défend Kouchner. En l'absence d'« *explications détaillées* », Joffrin accorde à son ami le bénéfice du doute. Exercice de style, ninisme, prosopopée, dose de culture, curseur de la morale, tous les ingrédients de l'éditorial sont ici réunis : « *Il y a toujours quelque risque à bâtir toute une carrière sur la morale, à agiter sans relâche cet étendard, alors qu'on choisit en même temps de naviguer dans les méandres incertains de la politique, ce fleuve à l'eau inégalement claire. Surtout quand il s'agit d'argent. Le public, légitimement, hausse alors son niveau d'exigence. Personnage chaleureux, Bernard Kouchner a donné amplement les preuves de son engagement humanitaire – il en est même l'un des inventeurs – et de son attention au malheur de l'autre, aussi lointain soit-il. Pierre Péan, qui s'est mué pour l'occasion en procureur, dit lui-même qu'il n'y a pas, dans les affaires qu'il révèle ou reprend, d'acte illégal. Quant au soupçon de conflit d'intérêt, il repose sur une conversation avec Omar Bongo dont on ne connaît pas la teneur exacte, chacun, journaliste ou ministre, en donnant une version opposée. Reste cette activité de consultant au service, même indirect, de potentats connus comme tels et dont la rectitude financière a maintes fois été mise en cause*. » Car le problème n'est pas, on le lit, Kouchner : « *Contraste troublant, tout de même, alors que les sommes en jeu n'ont rien d'anodin. L'argent d'Omar Bongo est-il moral, puisqu'il s'agit de cela ?* » Après avoir balayé les uns après les autres chacun des dossiers qui posaient problème, Joffrin nuance, pour finir, son propre système de défense : « *Bernard Kouchner argue de l'amélioration du système de santé gabonais et de ses liens distanciés avec les sociétés de conseil nommées dans le livre de Péan. Pour être franc, il nous manque encore, en dépit des éloquentes déclarations du ministre, des explications plus détaillées. On eût aimé surtout que l'humanitaire, cette cause juste et mobilisatrice, ne pût pas, telle la femme de César, être soupçonné.* »

Une chronologie rappelle le parcours de Kouchner. Un encart illustrant la couverture en noir et en blanc du *Monde selon K.*[1], présente le nouveau « coup éditorial » de Pierre Péan et Claude Durand, patron des éditions Fayard. « Le Monde selon K. *bénéficie d'un premier tirage considérable, supérieur à 80 000 exemplaires, indique la direction commerciale de la maison d'édition*. »

L'article de Marc Semo défend à son tour Kouchner et condamne Péan. Ici aussi, le journaliste ne retient que le conflit d'intérêt. A ses yeux, aucune information apportée n'est vérifiable, le livre ne contient que des accusations : « *C'est un réquisitoire et donc par définition une charge qui ne donne pas dans la nuance*. Le Monde selon K. (…) *voudrait*

démystifier les engagements successifs de "l'ex-french doctor bravache et bénévole, devenu une icône médiatique propulsée au top des sondages", et surtout dénoncer ce qu'il considère être ses dérives affairistes. L'ouvrage est un pamphlet fondé sur de la compilation, plus qu'un livre d'investigation. » Semo cite des extraits et suggère que Péan n'apprend rien ou si peu. « *La thèse de l'ouvrage, pour discutable qu'elle soit, est en outre affaiblie par des insinuations nauséabondes. Ainsi il* [Péan] *affirme que Kouchner insiste lui-même dans un livre-interview sur sa "double judéité".* » La formule « *cosmopolitisme anglo-saxon* » a également choqué le journaliste. Qui se demande : « *Y a-t-il des faits précis ?* » Ce livre ne recèle pas tant son lot de faits mais des « *attaques*. » On notera la reprise de la métaphore qui assimile Péan à un animal : Péan « charge » et « attaque ». Il « *insiste lourdement* » sur les ménages de Ockrent. Revenant sur les affaires africaines de Kouchner, le journaliste de *Libération* ne traite que des contrats signés avec le Gabon. Tant et si bien que la somme en jeu n'est plus 4,6 millions d'euros mais 2 millions d'euros. Les 4,6 millions n'existent pas dans l'article. Une absence symptomatique. Tout se passe comme si cette nouvelle affaire n'avait pas lieu d'être. L'enquêteur, selon Semo, ne « *fournit pas la preuve de ce qu'il avance* » lorsqu'il subodore que Kouchner aurait profité de la visite de Bongo à Paris en mai 2007 pour relancer ce dernier sur le reliquat de la facture. Au final, c'est l'avocat de Kouchner qui terminera l'article : « *Pierre Péan est incapable d'apporter la moindre preuve du fait que Bernard Kouchner, étant devenu ministre, aurait réalisé n'importe quel rapport pour le compte d'Etats étrangers, et a fortiori qu'il aurait été rémunéré pour cela.* » Et d'annoncer qu'il portera « *probablement* » plainte en diffamation contre l'écrivain.

En page 3, un autre article, détonant, revient sur le discours de justification tenu par Kouchner devant les députés à l'assemblée la veille. La journaliste estime que Kouchner a défendu son honneur « *sur le mode lyrique, jusqu'à l'excès* », que le fond de son discours manquait de précisions et que l'argument de défense fondé sur l'antisémitisme prêté à Pierre Péan risque de n'être pas suivi par « l'opinion. »

En page 4, un journaliste s'intéresse quant à lui sur l'origine rwandaise du livre. C'est en travaillant sur le Rwanda et sur la politique menée par le ministre des affaires étrangères que Péan s'est décidé à creuser le personnage. « *Bien plus que les petits arrangements gabonais de Bernard Kouchner, ce sont ses positions sur le Rwanda qui lui valent l'ire de Péan* », raconte le journaliste. « *En résumé, Kouchner se serait rendu coupable d'une quasi-forfaiture en cherchant à renouer avec le régime de Kagame, le président rwandais anglophone et soutenu par les Américains. Kagame, l'ancien rebelle tutsi accusé par le juge Bruguière d'avoir abattu l'avion de son prédécesseur, Juvénal Habyarimana, le 6 avril 1994. Kagame, qui ose accuser la France et ses dirigeants de complicité de génocide* (…) *Dans son*

[1] Bernard Kouchner et Georges W. Bush sont appuyés sur un fauteuil de cuir. Bush enlace à moitié Kouchner,

ouvrage, Noirs fureurs, blancs menteurs, *Pierre Péan entend mettre à bas l'histoire "officielle" du génocide des Tutsis. Selon sa thèse, c'est Paul Kagame qui en porte la responsabilité ; il y a eu autant voire plus de Hutus que de Tutsis massacrés ; et la France n'a pas soutenu le camp hutu génocidaire. Son livre-enquête cite longuement le rapport d'instruction du juge Bruguière qui a abouti à la mise en examen de neuf proches de Kagame, et s'appuie sur les archives personnelles de François Mitterrand. Pierre Péan cite ainsi plusieurs documents inédits censés démontrer que le président français d'alors a œuvré à la paix au Rwanda et n'a pas, comme l'affirment plusieurs historiens et journalistes, encouragé le régime Habyarimana dans sa logique meurtrière en armant et en encadrant son armée, et en fermant les yeux sur sa propagande raciste* (…) »

Le journaliste revient sur le parcours biographique de l'homme isolé sur le dossier rwandais : les diamants de Valéry Giscard d'Estaing offerts par Bokassa, les liens entre la France et le Gabon, le passé trouble de François Mitterrand, la face cachée du journal *le Monde*, Péan est « *reconnu pour ses enquêtes sur le pouvoir* » et jouit d'une « *réputation d'indépendance*. » Jacques Chirac lui a ainsi confié l'écriture de son testament.

En définitive, le journaliste prend parti pour Kouchner : « *Avec son ouvrage sur le Rwanda, Péan est devenu le porte-drapeau de tous ceux qui estiment que la France a été insultée par les accusations de Kagame, relayées par la commission rwandaise sur l'implication de la France dans le génocide et par les actions en justice contre des soldats français au Tribunal des armées de Paris. Les proches de Mitterrand, mais aussi Hubert Védrine, son secrétaire général à l'Elysée, Edouard Balladur, Premier ministre au temps du génocide, Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, Dominique de Villepin, son directeur de cabinet, Bernard Debré, ex-ministre de la coopération, le général Lafourcade, ancien chef de l'opération militaro-humanitaire Turquoise, etc. Ils en veulent tous à Kouchner, qui ne les a pas défendus face aux accusations rwandaises. D'autres lui en veulent de sa coopération active dans la traque des anciens génocidaires, systématiquement arrêtés et déférés à la justice ou extradés, après des années de quiétude en France. Kouchner est, en effet, le seul homme politique français à s'être rendu au Rwanda pendant le génocide, à dénoncer les massacres en cours, même maladroitement (lorsqu'il renvoie dos à dos les belligérants) et à avoir rencontrer Paul Kagame, pour négocier en vain un cessez-le-feu. Pour lui, le silence de Mitterrand est douloureusement incompréhensible, comme il le révèle dans une scène poignante du film de Jean-Christophe Klotz, Kigali, des images pour un massacre (2006). Cette blessure-là, il a voulu la refermer en renouant des relations diplomatiques avec le régime Kagame, rompues depuis décembre 2006.* » *Libération* ne semble ainsi pas convaincu par l'argumentaire de Pierre Péan.

---

qui en fait autant.

Bernard Kouchner apparaît sérieux, grave, voire tendu à la une du *Figaro* du 5 février 2009 titrée « *Bernard Kouchner : Pourquoi on veut m'abattre*. » Le ministre a en effet réservé son premier entretien au journal qui défendra coûte que coûte son ministre « d'ouverture. »

L'entretien occupe l'ensemble de la page 3. Il est mené par deux journalistes. Leurs questions : « *Comment réagissez-vous aux attaques dont vous êtes l'objet ?* » ; « *Il ressort du livre le sentiment d'une confusion des genres entre votre action humanitaire et votre position politique, souligné par le fait que vous auriez pu toucher de l'argent de la part de dirigeants qui ne sont pas parmi les plus recommandables* » ; « *A combien se montaient vos honoraires en tant que consultant ?* » ; « *Etes-vous intervenu directement ou indirectement, en tant que ministre des affaires étrangères, pour obtenir le règlement des factures qui vous étaient dues pour vos activités de consultant ?* » ; « *Même si le livre de Péan n'apporte pas de preuves, il vous fait du tort en terme d'image* » ; « *Le Rwanda occupe une partie importante du livre. Pierre Péan vous accuse d'avoir été partie prenante en faveur des Tutsis et du président Kagame* » ; « *Pensez-vous être la cible d'une sorte de complot de la part de certains qui vous reprochent vos prises de position sur le Rwanda ?* » ; « *Que répondez-vous aux accusations de conflit d'intérêt liées à la nomination de votre épouse Christine Ockrent à la tête de l'audiovisuel extérieur ?* » ; « *D'où viennent ces attaques ?* » ; « *Comment allez-vous répondre ?* » ; « *Cette affaire peut-elle vous conduire à quitter le gouvernement ?* »

De fait, les réponses du ministre n'en apprennent pas davantage. Kouchner est d'abord une victime : « *Je suis l'objet de la publication d'un livre calomnieux, d'une entreprise de déstabilisation qui est évidemment politique mais aussi éditoriale. L'auteur du livre est coutumier du fait. Quand on choisit de répondre positivement à l'offre d'un homme, le président de la République, pour lequel j'ai de l'amitié et du respect, mais pour lequel je n'ai pas voté, parce que j'ai voté à gauche toute ma vie (sauf une fois pour de Gaulle), on s'attend à être, à un moment donné, une cible.* »

Mais la meilleure stratégie de défense de Kouchner reste encore sa trajectoire biographique. Véritable invariant rhétorique, elle arrive très tôt dans son discours : « *Est-ce que j'ai servi mon pays ? Oui, j'ai été avec d'autres à l'origine de l'action de Médecins sans frontières et Médecins du monde. Aurais-je à rougir de mon action au Biafra, du Rwanda, du Darfour, du Vietnam, des boat people ? J'ai à rougir de quoi dans la vie ? Six mois par an sur le terrain, bénévolement. D'où sortent les imposteurs qui me dénoncent ? Je n'en sais rien. Il y a une alchimie des impostures, insinuations, glissement et lâcheté.* »

Kouchner dément tout, la confusion des genres comme le fait d'avoir été rétribué par des personnes « peu recommandables » : « *Vous ne m'avez pas demandé comment j'ai gagné*

ma vie pendant quarante ans d'humanitaire bénévole. J'ai été douze ans ministre, dont six dans un gouvernement de gauche, m'a t-on jamais accusé de la moindre malversation ? Toutes ces attaques sont menées sous la forme d'insinuation. J'ai été nommé à la tête d'Esther par Jean-Pierre Raffarin, mais c'est moi même qui ai fondé cette structure destinée à jumeler des hôpitaux européens et africains, plus de cinquante, et à former des personnels de santé en Afrique, plus de 2000. J'en ai été le président bénévole. Esther était dirigé par un conseil d'administration au sein duquel les ministères et les ONG étaient représentés et qui décidait des pays dans lesquels intervenir. Etait-ce légal ? Oui. Etait-ce public ? Oui. Etait-ce déclaré ? Oui. Ai-je payé mes impôts ? Oui. Ai-je arrêté mes activités professionnelles une fois nommé ministre ? Oui. Tout le reste est faribole et volonté de nuire. Cette intention de mettre en avant des sommes fantaisistes masque autre chose, le coup éditorial de quelqu'un qui veut vendre son livre. C'est tout de même extraordinaire qu'il ait rencontré tant de gens sauf moi… Vous trouvez cela normal ? C'est un livre entièrement à charge mais sans le début d'une preuve contre moi. » Comme dans l'affaire Total, Kouchner répond à des accusations qui n'ont pas été formulées. Péan n'a pas posé le problème de la « confusion des genres » en terme de légalité mais uniquement de moralité. Il n'a pas davantage accusé Kouchner de ne pas déclarer ses revenus et/ou de ne pas payer ses impôts. Quant aux « sommes fantaisistes », les journalistes de Bakchich mettront en ligne tous les chiffres avancés par Pierre Péan.

D'ailleurs, Kouchner réutilisera des arguments utilisés quelques années plus tôt pendant l'affaire Total. « *Je n'ai jamais touché les sommes dont parle Pierre Péan. J'ai été moins bien payé que la plupart des experts internationaux (Banque mondiale, Organisation mondiale de la santé…) J'ai été rémunéré moins de 6000 euros par mois après impôts sur trois ans pour un travail considérable dont tout le monde peut se féliciter. La moitié de la population du Gabon étant des indigents, privés de la possibilité d'aller se faire soigner à l'hôpital, j'ai aidé avec d'autres experts à faciliter leur accès au système de santé.* » Les chiffres avancés par Kouchner correspondent à peu de chose près à ceux de Péan.

Kouchner se défend avec véhémence (« *Non, non et non !* ») de s'être servi de son nouveau mandat politique pour faire accélérer le paiement de la facture en souffrance : « *La première fois que j'ai rencontré le président Bongo après avoir été nommé ministre, c'était pour lui dire que je ne pouvais plus m'occuper de la sécurité sociale du Gabon. Ce n'est pas à moi que le Gabon devait de l'argent. Péan n'a aucune preuve de ce qu'il avance. Non seulement je ne rougis pas de mon activité de consultant, mais j'affirme que c'était une activité légale, transparente et même morale. Je suis fier d'avoir fait la première caisse d'assurance-maladie dans un pays d'Afrique.* »

Sur le conflit d'intérêt lié à la nomination de Christine Ockrent à la tête de l'audiovisuel extérieur français, Kouchner rétorque : « *Je comprends que l'on puisse avoir*

une certaine jalousie à l'égard des journalistes de talent… J'en resterai là. Mais mélanger tout cela est vraiment indigne. C'est un tissu de mensonges nauséabonds. » Pour éviter tout reproche, Kouchner a mis l'audiovisuel extérieur français sous la tutelle de l'Elysée et du ministère de la culture et de la communication.

A lire Kouchner, ces « attaques » viennent d'un peu partout : « *Il y a des raisons évidentes qu'il faut additionner. La première, c'est la jalousie de tous ceux qui pensent que je suis illégitime. La deuxième, certains pensent à gauche que je les ai abandonnés et certains à droite ne m'aiment pas parce que je ne suis pas de leur camp. Je suis un signe d'ouverture qui doit gêner des gens. Dans cette situation, servir son pays est un peu difficile. Je suis fier de servir mon pays et la politique extérieure définie par le président de la République. Lorsque je lis des phrases sur la "contre-France", je pense immédiatement à "l'anti-France" et cela me rappelle de façon répugnante une autre époque. Quand je suis accusé de "cosmopolitisme", j'y vois la même origine.* » Kouchner insinue mais Pierre Péan n'a jamais écrit ou parlé de « contre-France. »

Kouchner n'a pas l'habitude de justifier son action par un service rendu à son pays. Les accusations d'atlantisme soutenues par Péan semblent le rendre mal à l'aise. Ainsi, cet entretien comporte cinq occurrences à l'idée de « servir la France ». Et d'agiter la menace judiciaire qui ne prendra jamais effet, ce qui, d'un point de vue tactique, reste contre-productif puisqu'elle contribue à donner raison à l'auteur de l'accusation.

Pour finir, Kouchner précise qu'il n'a pas peur, qu'il a « *risqué un peu plus dans* [sa] *vie* » et qu'il n'est pas « *abattu, loin de là !* »

Un article, non signé, revient sur « *les nouveaux règlements de comptes africains de Pierre Péan.* » Le texte se place d'un point de vue strictement légal et, en la matière, Kouchner n'a rien à se reprocher : « *Les travaux de consultant effectués par Bernard Kouchner entre 2002 et 2007 sont-ils compatibles avec la fonction de ministre des affaires étrangères ? L'ex-french doctor devait-il frayer au nom d'intérêts financiers avec des autocrates africains ? Le livre de Pierre Péan soulève des questions relevant plus de l'éthique personnelle que du droit des affaires.* » L'auteur anonyme avoue que la création d'une sécurité sociale au Congo ou la réhabilitation du Centre hospitalier universitaire de Brazzaville relève d'une « *démarche pittoresque, dans le cas du Gabon, ce potentat pétrolier à la gabegie et l'incurie légendaires*. » L'article reprend quelques informations du *Monde selon K.* et note que « *paradoxalement, l'enquête de Pierre Péan semble s'appuyer sur les révélations de membres des réseaux qu'il dénonce*. » Une fois encore, Péan est décrédibilisé, au profit de Kouchner : « *Le pamphlet propose une relecture de la tragédie rwandaise de 1993, un pays où Péan n'a jamais mis les pieds*. » Il semblerait que les vrais coupables soient

les Tutsis eux-mêmes : « *Décidément, seize après les faits, le génocide des Tutsis n'en finit pas d'empoisonner la vie politique française* », conclue le journaliste.

Le lendemain, c'est au tour du *Monde* de prendre la défense de Kouchner à travers trois articles et un éditorial. En une : « *Bernard Kouchner répond avec fermeté au livre de Pierre Péan.* »

En page 2, l'éditorial, titré « *Le cosmopolite* », est non signé. Reste que son auteur ne trouve aucune qualité au livre de Péan qu'il traite, de façon insidieuse, d'antisémite. « *Ainsi, à en croire l'écrivain Pierre Péan, l'actuel ministre des affaires étrangères serait condamnable parce que coupable de "cosmopolitisme anglo-saxon". Ajoutez à cela les accusations de "droit de l'hommisme" et de "néolibéralisme". Le compte y est : celui d'un cocktail de qualificatifs employés par une certaine droite française* (…) *Accusé d'incarner l'"AntiFrance" et de "brader" les outils d'influence du pays et son indépendance* (…) *Ces mots ne prêtent pas à rire. Ils sont détestables. Et jettent une ombre idéologique bien précise sur le livre de Monsieur Péan. Bernard Kouchner serait parfaitement fondé à prendre cet ouvrage sous cet angle et à le réfuter pour ce qu'il est d'abord : une attaque idéologico-politique* (…) *L'outrance même des accusations en annihile la pertinence. Sur le Rwanda, particulièrement, M. Péan défend des thèses irresponsablement fantaisistes : les drames de ce pays relèveraient d'un sinistre complot anglo-saxon contre l'influence française !* (…) *L'autre "chef d'inculpation", celui de "droit de l'hommisme", suggère que la politique de la France ne saurait être déterminée par le seul souci de la défense des droits de l'homme. Hélas, c'est vrai ! Et M. Kouchner l'a dit lui-même, à notre avis moyennement inspiré ce jour-là, regrettant d'avoir accepté la création d'un secrétariat d'Etat aux droits de l'homme au Quai d'Orsay. Restent les accusations énoncées dans ce livre de conflit d'intérêts possible entre les activités privées passées de M. Kouchner et le poste qu'il occupe aujourd'hui. M. Péan ne les prouve pas, le ministre ne peut les ignorer. Consultant, il a conclu des contrats avec des gouvernements que son passé militant aurait pu l'amener à ne pas fréquenter. Il s'agit de régimes aux mains de dirigeants méprisant les droits de l'homme, particulièrement ceux de leur population, et confondant leurs comptes en banque personnels avec les caisses de l'Etat* (…) » L'éditorialiste utilise et préfère le verbe pouvoir à celui de devoir.

En page 10, trois journalistes écrivent : « *Bernard Kouchner défend son honneur*. » Un article qui cite des extraits du discours de Kouchner tenu à l'assemblée nationale deux jours plus tôt, agrémentés de commentaires produits par des hommes politiques du parti socialiste comme de l'Union pour un mouvement populaire.

Sur cette même page, un quatrième journaliste mobilisé titre son article de soutien à Bernard Kouchner : « *Derrière le scoop, un mélange nauséabond*. » Il rappelle les termes qui

appellent la formule « mélange des genres » et poursuit : « C*es révélations n'occupent pourtant que 20 des 324 pages consacrées à pilonner l'icône. Car ce "scoop" gabonais en cache un autre, largement plus développé* (…) *et de nature non pas factuelle mais idéologique : Bernard Kouchner, l'une des personnalités les plus appréciées des Français, n'aime pas la France. Tous ses engagements, depuis la Somalie jusqu'au Darfour en passant par le Rwanda ou la Bosnie, auraient été, selon Pierre Péan, non seulement ceux d'un "expert en mécaniques compassionnelles", et d'un as du "tapage médiatique" à "l'ego surdimensionné", mais d'un valet de Washington*. » Pour autant, si le journaliste reconnaît que : « *En reprenant la vision caricaturale de l'administration Bush sur le Darfour, Bernard Kouchner a pu donner prise à des accusations bien éloignées de son image* », l'erreur de Péan est plus grosse encore : « *L'ennui est que ce fil rouge du livre de Pierre Péan, lui aussi caricatural, est contrarié par plusieurs épisodes de son propre récit : au Biafra en 1968-1969, le jeune médecin participe à une opération gaullienne censée contrarier l'influence anglo-saxonne ; au moment du génocide rwandais, en 1994, il se met au service d'un Mitterrand mu par la même obsession. Mais qu'importe. Pierre Péan alimente son postulat : le chevalier blanc de l'humanitaire est un "danger public" pour la France qui "brade" le quai d'Orsay aux Américains.* »

Selon le journaliste, Péan règle ses comptes avec le Rwanda de Paul Kagame : « *Le Rwanda, dont l'auteur admet qu'il est le véritable prétexte du livre, sert à enfoncer le clou. Dans son précédent livre, Pierre Péan n'avait pas hésité à attribuer aux Tutsis la responsabilité du génocide qui a anéanti 800.000 d'entre eux. Aujourd'hui, il s'emporte contre la politique de rapprochement avec le régime autoritaire de Kigali dominé par les Tutsis. Il explique par le "militantisme pro-Tutsi" d'un Kouchner hanté par la Shoah, cette évolution qui résulte surtout d'un pragmatisme très sarkozien.* » Pour finir, l'auteur reprend les accusations insidieuses d'antisémitisme prêté à Péan : « (…) *Le Rwanda permet d'étayer une autre obsession de l'auteur : l'origine juive de Bernard Kouchner constituerait "le principal moteur de ses actes". Si cela était avéré, serait-ce un crime ? Après l'anti-France et le goût pour l'argent, voilà le ministre présenté en adepte d'un "cosmopolitisme anglo-saxon, droit-de-l'hommiste et néolibéral ». Un mélange nauséabond qui en dit davantage sur l'auteur que sur sa cible et jette le trouble sur le premier "scoop" du livre.* »

Le troisième article, intitulé « *En Afrique, l'image du "*French doctor*" a favorisé les activités de la société Imeda dans plusieurs pays* », est écrit par Natalie Nougayrède. Elle rappelle que Bernard Kouchner n'est pas consultant de formation. Ce qu'il a à vendre relève bien plus de l'image : « *celle d'une célébrité, un homme aux multiples combats, le sceau de la générosité humanitaire, un certain entregent en France, l'apport politique et médiatique d'une popularité élevée.* » Omar Bongo a présenté Kouchner comme un « *investissement* », « *Kouchner : une star !* », rapporte la journaliste qui reprend par le menu l'entrée en affaires

de Kouchner avec son vieil ami Eric Danon, ancien diplomate passé au privé en 2001 après avoir dirigé le cabinet du ministre de la coopération Charles Josselin. L'auteure rappelle que l'ancien humanitaire a de la même façon vendu son image au Bénin, au Nigeria, au Burkina Faso, au Niger et au Congo-Brazzaville : « *Bernard Kouchner voyage en Afrique, il multiplie les entretiens, ausculte des installations de santé publique. Il prospecte pour Imeda, il est la tête chercheuse, l'atout majeur susceptible de convaincre les responsables locaux de recourir aux services de la petite société française, dont le chiffre d'affaires s'accroît*. » La journaliste cite un « connaisseur » qui est coutumier des « Kouchner boys », des gens issus du monde de la coopération, un milieu où on ne craint pas de traiter avec « *tel dirigeant qui est peut-être un salaud, parce qu'il faut au contraire l'inciter à changer !* »[1]

Le 7 février, *le Parisien* publie à son tour son « *enquête* » d'environ 1500 signes sur les affaires africaines de Kouchner. En page 4, un court article explique que, entre les questions à l'assemblée nationale et celle de David Pujadas, le ministre a « *repris son souffle* » en « *travaillant*. » Ainsi s'est-il « *envolé* » à Washington pour rencontrer son homologue Hillary Clinton. Le ministre n'est resté que cinq heures sur place, le temps d'un déjeuner et d'une « *brève* » séance de questions-réponses avec les journalistes américains. *Le Washington Post* a consacré un article sur les nouveaux déboires de Kouchner. Lors de cette conférence de presse, Hillary Clinton a pris la défense de son hôte en insistant sur le passé du médecin humanitaire et son « *expertise sur l'Afghanistan* », pays dans lequel il a servi « *pendant de nombreuses années comme médecin pendant l'invasion soviétique*. » Quant à l'intéressé, il a refusé de se justifier. Il a toutefois noté que « *c'est le quatrième livre contre* [lui]. *J'en ai parlé à Hillary Clinton, qui, elle, en a eu 25 !* »

Pour ce qui est de l'enquête, le journal publie un extrait de « *document où apparaît la signature d'un contrat de consultant avec la société Imeda pour un montant de 660 000 euros taxes comprises* », signé par Bernard Kouchner le 8 janvier 2004, date à laquelle il dépose les statuts de sa nouvelle société de conseil, BK Consultants au capital de 3000 euros. En réalité, l'« enquête » n'apprend rien. « *En 2004, le président d'Esther mettait en place un partenariat entre hôpitaux français et gabonais signé quelques mois plus tôt. Dans le même temps, le consultant Kouchner préparait pour Imeda son rapport sur le système de santé au Gabon.* »

[1] Cet exercice vaudra au *Monde* une volée de bois de vert. Les lecteurs mécontents du traitement de l'affaire Kouchner par leur journal leur ont écrit en nombre. Suffisamment pour faire intervenir la médiatrice dans les colonnes du journal du 21 février 2009. Et de citer des extraits de courriers et de courriels de lecteurs et lectrices : indulgence coupable, tentative de transformation de l'affaire Kouchner en affaire Péan contribuant ainsi à l'étouffer, connivence, préjugés, pensée unique, politiquement correct, proximité avec le pouvoir et l'argent, minoration de la moralité au profit de la légalité, communication, copinage, règlement de compte avec Pierre Péan, etc. De façon prévisible, la médiatrice répond : liberté d'expression, pluralisme d'opinion de « *cette honorable maison* » qu'est *le Monde*, etc. Les journalistes n'ont rien inventé. Péan a bien utilisé les formules citées. La critique des lecteurs est balayée d'un revers de main.

Un troisième article, « *Le Gabon attend du concret* », reprend pour partie le second mais précise que la caisse d'assurance maladie « *n'a toujours pas vu le jour*. » Et de citer Serghes Michala Mondanga, membre du syndicat des personnels de santé : « *Après cet audit, il y a eu des états généraux de la santé* (…) *Mais aujourd'hui on cherche leur application*. » Idem au Congo. Damase Bodzongo, directeur général de la santé, raconte que Kouchner l'a visité deux ans plus tôt « *pour une étude sur l'assurance maladie* » et sur la réhabilitation du CHU de Brazzaville, « *mais ensuite le cabinet Imeda a travaillé directement avec le directeur de l'hôpital.* » Jean-Elie Malkin, vieil ami de Kouchner du temps de Médecins sans frontières, a suivi le dossier pour Imeda, lui comme Kouchner, « *navigue entre les deux sociétés puisqu'il est à la fois associé d'Imeda et conseiller pour le GIP ESTHER*. »

Un dernier encart rappelle que Kouchner bénéficie du soutien de l'Elysée dont les conseillers judiciaires ont tout de même épluché le livre de Pierre Péan pour se rasséréner. Conclusion du *Parisien* : Bernard Kouchner n'a rien commis d'illégal.

Toujours ce 7 février, le ministre bénéficie du soutien de Alexandre Adler qui écrit dans *le Figaro* : « *L'infâme libelle de Péan contre Bernard Kouchner a au moins le mérite de braquer le projecteur sur une ténébreuse affaire, le génocide des Tutsis du Rwanda, en 1995* (sic)*, et les responsabilités qui ont pu être, à ce moment-là, celles de la France*. » Adler rejoint les positions de Kouchner sur les responsabilités françaises pas tant dans le génocide mais dans sa réaction face au génocide. La France, qui n'aurait rien « vu venir », doit pourtant « *réparer ce qui est réparable*. » Kouchner a tout compris, ce qui explique qu'un complot est ourdi contre sa personne : « *C'est ce que Bernard Kouchner a compris depuis fort longtemps, c'est l'une des origines du véritable contrat qui a été passé pour l'abattre*. »

Thomas Hofnung, journaliste à *Libération*, fait partie de ceux qui ont été incorporés (*embedded*, disent les anglo-saxons, littéralement « au lit avec ») dans les voyages de Kouchner. En ce 9 février, il écrit dans les pages Rebonds de son journal un billet qui relativise toute l'affaire : « *Kouchner, ni le premier ni le dernier*. » Kouchner n'est pas le seul à avoir « *cédé aux sirènes de l'Afrique* » qui paie « *grassement* » les « *experts* » français. « *Depuis des lustres, le président gabonais est soupçonné de faire preuve d'une générosité sans borne à l'égard d'une bonne partie de la classe politique française qu'il connaît par cœur.* » Le journaliste admet toutefois que Kouchner ne pouvait l'ignorer, lui qui arpente le continent depuis 1968.

Le même jour, dans le même journal et toujours dans les pages Rebonds, Daniel Schneidermann estime que « *l'opération Péan* » a atteint son but : « *déchirer l'image de Bernard Kouchner* », comme il aurait « déchiré » l'image du *Monde* quelques années plus tôt. Le critique des médias rappelle, en écrivant au conditionnel, les faits reprochés au ministre, le

style en plus. Il ajoute que « l'image » de Péan n'en sortira pas non plus indemne compte tenu des insinuations d'antisémitisme qui ont été portées à son encontre.

Pendant que les titres de presse publient tour à tour leur « enquête » qui, pour l'essentiel, répètent ce qui a été écrit ailleurs, pendant que l'affaire devient ainsi un produit journalistique qui fait vendre, c'est le site de Bakchich qui apportera du nouveau, en forme de circonstances aggravantes. Le 9 février, Nicolas Beau et Xavier Monnier révèlent que Kouchner a également fait affaire avec ses amis du Kurdistan irakien tout en étant ministre cette fois. Ce nouveau contrat d'« *expertise médicale* » a rapporté 275 466 euros à Kouchner et ses amis d'Imeda en juin 2008. « *Kouchner, devenu ministre, a fait conclure au Quai d'Orsay un très gros contrat de santé publique au Kurdistan irakien au profit de ses proches amis* (…) *25 jours de présence pour 275 466 euros. Dont des* per diem *de 1150 euros par jour et par expert, deux fois plus que les tarifs conseillés par la Banque mondiale (820 dollars, soit 630 euros).* » Une somme qui s'est concrètement traduit par une conférence tenue en avril et à laquelle a participé Patrick Aeberhard, un ancien de MSF, qui a suivi Kouchner lors de la scission pour fonder avec lui Médecins du monde dont il sera président puis l'un des conseillers lorsque Kouchner sera ministre de la santé. C'est d'ailleurs aussi grâce à lui que Aeberhard sera nommé professeur à l'université Paris 8 Saint-Denis/Vincennes par l'entremise de l'ancien président de l'université et ami proche du ministre, Pierre Lunel. Pierre Lunel appartient aujourd'hui au cabinet du ministre des affaires étrangères tout en faisant l'objet d'une instruction au tribunal de Bobigny. Les soupçons qui pèsent sur lui portent sur un mélange des genres datant de sa présidence de Paris 8 au cours de laquelle il aurait organisé d'« étranges », dixit les journalistes de Bakchich, missions médicales et culturelles.[1]

Kouchner a nommé son ami de Médecins du monde Frédéric Tissot consul à l'antenne locale de l'ambassade de France en Irak, à Erbil, capitale du Kurdistan irakien, pour 20 000 euros par mois. C'était en juin 2008 et le ministre des affaires étrangères inaugurait ce nouveau poste. Au cours de cette visite, il a très vite proposé au gouvernement local une mission d'expertise en santé publique. « *C'était hallucinant, le projet d'une mission sur la santé est le premier sujet dont il a parlé avec Barzani* [Premier ministre kurde] *et Yones* [son ministre de la santé] », raconte aux deux journalistes un « *diplomate occidental qui a assisté à la visite*. » Ceux-ci rapportent que « *dès son retour à Paris, le ministre et son cabinet multiplient les notes pour que le projet se fasse vite. Le contrat transite par France Coopération International (FCI), et cela le plus normalement du monde. Ce qui l'est moins, c'est que le coût de la mission, presque 30 000 euros, est hors norme.* » Les journalistes affirment avoir consulté la facture, d'une page et aux intitulés « *vagues* ». De même, cette

[1] « Petits arrangements au Kurdistan », Nicolas Beau et Xavier Monnier, 9/02/2009.

opération qui se déroule dans le cadre de la coopération avec des pays étrangers est pourtant entièrement à la charge des Kurdes. « *Franchement, c'est une première* », note un coopérant contacté par les journalistes de *Bakchich*.

Ainsi, Kouchner vend « *la préparation d'un document de travail pour un plan national de santé* » et l'organisation d'une « *conférence nationale sur ce sujet stratégique* » possiblement présidée par lui-même. Dans un premier temps, trois « experts » passent deux semaines à Erbil, puis quatre autres battent la campagne kurde pendant dix jours. Aeberhard supervise le tout.

Cet article a donné lieu à un droit de réponse de Patrick Aeberhard : Kouchner n'a fait que satisfaire une demande formulée par le gouvernement kurde. Pour sa part, il nie en outre avoir touché tout émolument. Son « *engagement dans l'humanitaire depuis près de trente ans est totalement bénévole* ». Il conteste les chiffres avancés par les journalistes et précise que « *cette conférence préparée par des experts de haut niveau* (…) *doit réunir 300 invités et 25 experts français et internationaux qui participeront à des travaux préparés par les deux comités pendant trois jours. Les conclusions déboucheront sur des recommandations permettant la mise en place d'un programme régional pour plusieurs années* (…) *L'organisation de cette conférence correspond parfaitement aux standards internationaux* (…) » Il ajoute pour finir que son poste de professeur associé à Paris 8 a bénéficié d'un avis du conseil d'administration en 2005 qui a renouvelé son vote en juin 2008 alors présidé par un nouveau président de l'université.

Ce nouveau client kurde ne sera pas médiatiquement ébruité. L'heure est plutôt à l'esprit de corps.

Ainsi, Jean Daniel dans son éditorial au numéro du 5 au 11 février du *Nouvel observateur*[1], ne manquera d'apporter sa contribution à la défense de Kouchner. Dans « *le besoin d'espérance* », il assure échapper au « *sermon* », il promet au contraire « *liberté à l'égard des pouvoirs, des institutions et des Eglises. Liberté, plus difficile encore à l'égard des courants de pensée correcte ou pas et surtout des modes qu'imposent les chapelles. Il faut savoir, à certains moments, écrire contre les siens.* » Dont acte. « *On ne s'attend pas, je l'espère, à me voir participer au lynchage de Bernard Kouchner. Cet homme, d'Artagnan des grandes causes et bienfaiteur médiatique, jouant à la fois les Mandrin et les Zorro de l'humanitaire, a des ennemis à droite, à gauche et au sein du gouvernement. Il incarne le*

---

http://www.bakchich.info/Petits-arrangements-au-Kurdistan,06679.html. Consulté le 23/05/2009.

[1] Ce numéro fait sa couverture sur la ministre de la justice, Rachida Dati, à l'occasion de la publication d'un « livre explosif », *Belle-Amie* (Paris : éditions du Moment, 2009), écrit par deux journalistes, Mickaël Darmon et Yves Denai, qui décrivent notamment une ministre arriviste, opportuniste, profiteuse, intéressée.

"droit-de-l'hommisme" contre lequel se déchaînent les souverainistes et les relativistes. C'est un grand débat. Dans le livre de Pierre Péan, les sentiments de hargne et de haine, le désir de dénigrer et de stigmatiser ne le font nullement avancer, au contraire. D'autant que, depuis qu'il est ministre, Bernard Kouchner est contraint de penser comme André Glucksmann et d'agir comme Hubert Védrine. Le livre de Pierre Péan met gravement en cause un homme qui représentait pour les Français la gauche dans ce qu'elle a de plus noble parce qu'elle a donné de la vigueur et de la passion aux bons sentiments. Sous prétexte de démystifier Bernard Kouchner, Pierre Péan règle des comptes qui, au surplus, ne sont pas seulement les siens. Avions-nous besoin de cela ? »

Ce numéro du *Nouvel observateur* consacre un entretien du ministre avec deux journalistes de l'hebdomadaire, René Backmann et Vincent Jauvert. L'article d'introduction est rédigé par ces derniers accompagnés de Jean-Baptiste Naudet. Trois journalistes pour rappeler les faits contenus dans *le Monde selon K.* et prendre parti en faveur de Kouchner : « *Dans un pamphlet au ton contestable, Pierre Péan revient sur plusieurs affaires embarrassantes pour l'ancien "*french doctor"*, qui cherche l'origine des coups et répond aux questions du* Nouvel observateur. »

La légende de la photographie de Kouchner, le visage froissé par le vent : « *Le livre à charge suffira-t-il à faire tomber le ministre ? Tout dépendra de l'ampleur que lui donneront les médias.* » Il est vrai que Kouchner n'a jamais été inquiété du livre de Michel Floquet et Bertrand Coq[1] qui passa inaperçu.

Les journalistes du *Nouvel observateur* écrivent dès le premier paragraphe que Kouchner doit « *sauver l'image de chevalier blanc qui a fait son succès médiatique et assuré sa longévité politique*. » Le second paragraphe, autre priorité, traite de sa position dans les sondages. Kouchner a chuté de 10 points depuis qu'il a déclaré qu'un secrétariat d'Etat aux droits de l'homme ne servait à rien, *realpolitik* oblige. « *Pamphlet contestable à bien des égards, par sa tonalité nationaliste, et parfois révisionniste, son manque de rigueur et parfois de preuves,* le Monde selon K. *risque pourtant d'écorner durablement l'image du ministre* (…), *voire de le faire "sauter" lors d'un prochain remaniement ministériel.* » L'angle journalistique choisi par *le Nouvel Observateur* repose ainsi sur l'impact du livre sur l'image de Kouchner.

[1] *Tribulations de Bernard K. en Yougoslavie*, Paris : Albin Michel, 1993. On notera que Kouchner est tellement intouchable que les livres critiques à son sujet n'osent pas, dans le titre, le nommer. En outre, arrivée à la tête de l'audiovisuel extérieur de la France, Christine Ockrent semble s'être empressée de remercier Bertrand Coq qui y pratiquait le journalisme.

Les journalistes acceptent pourtant la critique de Bernard Kouchner et la produisent d'ailleurs eux-mêmes : « (…) *L'action du principal ministre d'ouverture est de plus en plus souvent contestée au sein même du Quai d'Orsay comme à l'étranger. On lui reproche des volte-face erratiques, un désintérêt pour certaines parties du globe et parfois une méconnaissance des dossiers. A l'Elysée, les conseillers le dénigrent souvent publiquement. Et quand on essaye de dresser le bilan de son action diplomatique depuis bientôt deux ans, du Darfour à la Chine, on peine à remplir la colonne des réussites*. » Mais, circonscrivant la limite du critiquable, ils refusent la critique de son passé, de sa bonne foi, de ses bonnes intentions. Le « *pamphlet* (…) *est, oui, très contestable*. » Les journalistes n'acceptent pas que Pierre Péan voue une « *haine inexpiable à son héros*. » Péan « *accuse tout bonnement Bernard Kouchner d'être un mauvais Français, un adepte du "cosmopolitisme anglo-saxon" qui se lèverait pour le "god save the queen" mais par pour la marseillaise, d'être un homme dont la "double judéité" serait le "principal moteur des actes". Aux yeux de Pierre Péan, Bernard Kouchner "constitue en réalité un danger public*[1] (…) *qui rêve d'effacer 50 ans de politique étrangère indépendante de la France." Pis, pour Péan, le "french doctor" "plus Américain que les Américains", aurait une "telle détestation", une telle "contre-idée de la France", que, pour le ministre des affaires étrangères, "notre pays ne mériterait plus d'avoir une diplomatie ni une défense autonome* (…) *puisqu'il s'agit de suivre fidèlement les impulsions venues de Washington." Pris d'un accès de paranoïa, Pierre Péan voit même Bernard Kouchner participer à un complot américain visant, du Rwanda à la Bosnie, de la Palestine au Kosovo, à "fragmenter les territoires et les Etats-nations encore debout." Comment ? "En retribalisant leurs populations."* » Des attaques aux relents nauséabonds, selon les journalistes de l'hebdomadaire.

Quant à l'entretien, sur les dix-sept interventions des journalistes, cinq sont formellement des questions. « *Dans son livre, Pierre Péan vous accuse de "cosmopolitisme anglo-saxon" et d'être un "américanolâtre" qui déteste son pays, qui "rêve d'effacer 50 ans de politique étrangère de la France"* » ; « *Le livre vous reproche notamment d'avoir été favorable à la guerre américaine en Irak…* » ; « *Une bonne partie du livre est consacrée au Rwanda. Parmi les accusations portées contre vous, il y a notamment celle d'avoir imputé le massacre de l'église* (sic) *de Kibagabaga aux Hutus alors que les victimes auraient été assassinées par les Tutsis du Front patriotique rwandais (FPR) de Paul Kagame, présenté comme votre ami…* » ; « *Votre cabinet a-t-il tenté, comme l'affirme Pierre Péan, de faire obstacle à l'enquête du juge Bruguière sur l'attentat contre l'avion du président*

[1] Les journalistes citent les mêmes extraits, toujours hors de leur contexte argumentatif. Péan présente Kouchner en « danger public » en ceci que s'il avait été à son poste actuel en 2003, de même que pour son patron, il n'aurait pas hésité à envoyer l'armée en Irak. Kouchner est, selon Péan, un « danger public » par son militarisme effréné. De même que la formule « cosmopolitisme anglo-saxon et néolibéral » cherche à dénoncer la vision grégaire de Kouchner et ses amis anciens nouveaux philosophes face à la politique étrangère des Etats-Unis.

Habyarimana qui a déclenché le génocide. Cela dans le but de renouer avec le pouvoir Rwandais ? » ; « *Le livre vous accuse aussi de n'avoir pas réagi avec beaucoup d'ardeur lorsque vous étiez en charge du Kosovo pour l'ONU, aux massacres de Serbes par la majorité albanaise…* » ; « *Passons au rapport que vous avez réalisé pour le compte de Total en Birmanie. Vous y affirmiez que Total n'utilisait pas de travail forcé…* » ; « *Il est notoire – les envoyés spéciaux du* Nouvel Observateur *l'ont constaté sur le terrain – que l'armée birmane rafle des gens pour les faire travailler pour son compte. Et qu'elle l'a fait sur le chantier de Total comme ailleurs...* » « *Pierre Péan affirme que lorsque vous étiez député européen vous vous êtez fait domicilier à Spérone, en Corse, pour bénéficier de remboursements de frais transports plus élevés…* » ; « *Le livre évoque également le risque de conflit d'intérêts entre vous et votre épouse, Christine Ockrent, responsable de l'audiovisuel extérieur de la France* » ; « *Il se trouve cependant que plusieurs collaborateurs de l'audiovisuel extérieur avec lesquels vous auriez eu des conflits ont été sanctionnés…* » ; « *Leurs noms sont pourtant connus : Richard Labevière, Grégoire Deniau, Bertrand Coq et Ulysse Gosset, qui a été écarté de France 24 après un accrochage avec vous à l'antenne* » ; « *Venons-en aux factures africaines. Les documents qui circulent depuis quelques semaines, et qui sont cités par Pierre Péan, montrent que vous avez réalisé à plusieurs reprises des rapports sur les systèmes de santé pour des Etats africains comme le Gabon ou le Congo-Brazzaville, riches en pétrole et qui ne passent pas pour des exemples de démocratie* » ; « *C'est-à-dire…* » ; « *Etait-il normal qu'après votre arrivée au Quai d'Orsay vous nommiez le patron d'Imeda, Eric Danon, ambassadeur à Monaco et que ce dernier, dès son arrivée en poste, réclame au gouvernement gabonais le versement des 817 000 euros qui restaient dus à sa société et à Africa Steps, société dont l'un des fondateurs a été en 2002 votre futur conseiller de presse [présent lors de cet entretien] Jacques Baudouin ?* » ; « *Avez-vous, comme l'affirme Péan, réclamé à Omar Bongo, après votre arrivée au Quai d'Orsay, le paiement des sommes dues à Imeda et à Africa Steps ?* » ; « *Avez-vous l'impression d'être la cible d'une entreprise de déstabilisation ?* » ; « *Qui, dans ce cas, est derrière cette entreprise ?* »

Kouchner rappelle que, depuis qu'il est ministre des affaires étrangères, il s'est, à de nombreuses reprises, opposé à Washington, sur les relations avec la Syrie, le Liban, l'entrée de l'Ukraine et de la Géorgie dans l'OTAN, la poursuite de la colonisation israélienne des territoires palestiniens, qu'il est à l'initiative du vote de la résolution 1860 du Conseil de sécurité de l'Organisation des nations unies pour le cessez-le-feu à Gaza.

D'un entretien à l'autre, du *Figaro* au *Nouvel observateur*, Kouchner répète quasiment mot pour mot sa défense. Tant il est vrai qu'il a droit aux mêmes questions : qui s'attendrait, par exemple, à ce que l'interrogé réponde par la positive lorsque l'on lui demande s'il a

---

La méthodologie avec laquelle les journalistes des médias de masse ont extrait des passages du livre de Péan

cherché à entraver la justice d'un pays démocratique ? Sur le sort des quatre journalistes licenciés par sa femme, il assure : « *Il y a eu un seul accrochage. C'était avec Ulysse Gosset. Il a été vif et public, c'est vrai. Mais Ulysse Gosset lui-même a dit dans une interview que je n'y étais pour rien si son contrat n'a pas été renouvelé. Par ailleurs France 24 n'est pas encore sous l'autorité de Christine Ockrent*. » Et quid des trois autres journalistes ? Les journalistes du *Nouvel observateur* n'insisteront pas.

Depuis son premier long entretien accordé au *Figaro*, Kouchner et ses conseillers en communication ont mis à profit un nouvel argument, subtil : « *Je n'ai jamais signé un seul contrat avec un Etat africain. Jamais. J'ai été un des consultants d'une entreprise française, Imeda, dans un domaine que je connais* (…) »

Depuis les informations mises au jour par Pierre Péan, les journalistes ont reconnu à Bernard Kouchner un grand sens de l'amitié, rapport au fait que, devenu ministre, il n'a pas manqué de placer ses amis à des postes très honorables ou parmi ses plus proches collaborateurs. Ce sens de la camaraderie ne semble toutefois pas infaillible. Ainsi, sur le fait que Eric Danon a profité de son statut d'ambassadeur pour faire régler une facture en souffrance, Kouchner semble n'être au courant de rien. Il précise tout de même que : « *Sur cette question de droit le comité d'éthique du ministère va se prononcer prochainement.* » Le problème ne serait donc pas tant Kouchner que Danon.

Somme toute, cet entretien ressemble, à s'y méprendre, à celui accordé au *Figaro*. D'ailleurs, les deux dernières questions en sont directement inspirées jusqu'à reprendre la formule « entreprise de déstabilisation politique », là prononcée par Kouchner, ici par les journalistes du *Nouvel observateur*. Et le ministre de terminer sur ses mots : « *Certains réseaux me détestent. Lesquels ? Certainement les nostalgiques des années 1930-1940 et tous les révisionnistes, ceux d'hier et ceux qui aujourd'hui récrivent l'histoire du génocide tutsi au Rwanda*. »

La semaine suivante, *Marianne* dénonce la « *contre-attaque honteuse* »[1] de Bernard Kouchner. En page 4, Maurice Szafran s'insurge en titre : « *Kouchner n'avait pas le droit !* » Et d'analyser le désamour entre l'hebdomadaire et l'ancien humanitaire : « *Depuis quelques années déjà, les relations entre Bernard Kouchner et* Marianne, *après avoir été à la fois excellentes et conflictuelles, étaient devenues exécrables. Non pas que le personnage nous fût antipathique, loin de là. Nous avons toujours apprécié Kouchner, son enthousiasme, son courage, sa capacité à briser net le discours convenu des professionnels de la politique, ces personnages ternes et gris dont il avait à cœur de se distancier. Mais nous avons fini par*

indique presque à elle seule le soutien indéfectible que le ministre compte parmi la profession.

rompre avec lui. Bien avant son ralliement à Nicolas Sarkozy, nous avons pointé à de multiples reprises son alignement idéologique sur les dogmes néoconservateurs. » C'est que Kouchner subit l'influence « *incessante et pesante* » d'André Glucksmann. La circonstance atténuante des mauvaises fréquentations de Kouchner revient également dans le livre de Péan où, cette fois, Kouchner subit l'influence de Bernard-Henri Lévy et de Christine Ockrent. Cependant, le journal savait aussi que Kouchner a toujours estimé le modèle social français « *ringard, obsolète, tout juste bon à être jeté dans la poubelle de l'histoire*. » « *Wall street et la City, le capitalisme financier, l'économie casino, voilà les modèles à suivre, Kouchner le clamait sans détour. Nous avons donc accueilli avec consternation, mais sans surprise, son soutien – même s'il s'en défend aujourd'hui avec une infinie maladresse et une troublante mauvaise foi – à la guerre de Bush en Irak.* »

Pour ce qui est de la dernière affaire Kouchner, l'hebdomadaire concède, dans la continuité du *Nouvel observateur*, la maladresse de certaines formulations de Pierre Péan. Pour autant, il déplore que Kouchner, « *au lieu d'argumenter, de démontrer, de renvoyer l'auteur dans son coin, l'accuse… d'antisémitisme. Et le ministre des affaires étrangères d'évoquer, devant l'assemblée nationale, l'antisémitisme des années 1930, l'antisémitisme qui a abouti à Hitler et à la Shoah. Il fallait oser. Il a osé sans pudeur ni retenue* (…) » Szafran parle de « *bassesse* », de « *dérive* » qui inspire le « *dégoût*. »

Le directeur de *Marianne* va dans l'idée que Kouchner est réellement « *accablé* » par ce qu'il a lu dans son hebdomadaire. Toute une entreprise d'illusion biographique réduite à néant selon *Marianne*. « *Qu'il ait touché 1 centime ou 1 million d'euros n'y change rien. L'opinion publique adulait Bernard Kouchner parce qu'elle était convaincue qu'il était différent des autres responsables politiques, que le désintéressement dans l'action publique avait encore un sens et qu'il incarnait cette pureté. Voilà que le présumé héritier de l'abbé Pierre fraye avec Bongo, comme un minable politicien en quête de quelques sous. Et ça n'aurait aucun écho dévastateur dans la société française ?* (…) *Qu'il cesse de prétendre incarner la morale comme s'il en avait le monopole. Les pires des aventures ont souvent été menées par ceux qui prétendaient n'être guidés que par les battements de leur cœur… En politique, il n'y a pas de saint Bernard !* »

Des pages 6 à 9, Philippe Cohen, co-auteur avec Pierre Péan de *la Face cachée du Monde*, et Eric Decouty composent sur l'idée que l'accusation kouchnérienne d'antisémitisme constitue d'abord la preuve de l'« *extrême faiblesse de son argumentation*. » Les journalistes reviennent sur la stratégie de défense de Kouchner aidé de ses colistiers. Dans un premier temps, le récit de la facture gabonaise est relaté sur le site internet de *Marianne* le 12 janvier.

[1] *Marianne*, du 7 au 13/02/2009.

Le soir même sur *Europe 1*, Jean-Pierre Elkabbach interroge, infiniment embarrassé, son invité, Bernard Kouchner, sur cette révélation. Pris de court, ce dernier joue l'arrogance. Les profits manqués de cette prestation donnent alors lieu à un plan de communication. Premièrement, Kouchner est invité à préserver le silence : « *Il adopte la posture du ministre qui travaille.* » Ce, jusqu'à la publication par *Marianne* des bonnes feuilles du *Monde selon K*. Deuxièmement, les conseillers de Kouchner lui suggèrent de placer Eric Danon au front. Ainsi, déclare-t-il au *Nouvel observateur* qu'un comité d'éthique statuera sur son cas. Troisièmement, son avocat est missionné pour répondre aux questions des journalistes. « *Jouant à la fois sur l'absence supposée de charges judiciaires et sur d'éventuelles menaces de poursuites, Me Kiejman parvient assez vite à émousser la curiosité des journalistes. Car le scoop de Péan, bientôt prolongé par la publication des "factures gabonaises" sur le site de Bakchich.info, n'est plus relayé dans les médias*. » Les journalistes font remarquer le décalage de traitement du cas Kouchner où pas d'enquête judiciaire égale pas d'affaire avec le cas du socialiste Julien Dray qui avait déchaîné quelques semaines auparavant « *les passions médiatiques.* » Et d'expliquer que les « *puissants réseaux* » du ministre et de son épouse s'agitent pour faire de cette nouvelle affaire une insignifiance, ce que les journalistes de *Marianne* nomment « *la stratégie de l'étouffoir*. ». Celle-ci ne fonctionnera qu'un temps.

Alain Minc est chargé par le président de la République d'examiner le contenu de l'ouvrage de Péan et d'en évaluer les conséquences aussi bien politiques que juridiques. Mais personne ne parvient à se procurer le livre avant sa sortie officielle, le 4 février. Or, *Marianne* en a publié les bonnes feuilles dès le samedi 31 janvier. Ce sont donc sur ces extraits que l'avocat de Kouchner promet le 3 février devant un parterre de journalistes une « *pluie de procès*. » Et c'est à la publication officielle du livre que l'insinuation-accusation d'antisémitisme prend forme : « *Synthèse des concepteurs de ce magnifique storytelling : la parution du livre trahirait le retour au climat des années 1930, lorsque des Juifs français étaient injuriés dans la presse. Pendant ce temps, toujours pas la moindre réponse sur le fond…* »

Cohen et Decouty affirment qu'au moment de donner son entretien au *Nouvel observateur*, « *le média de la riposte* », Kouchner n'avait pas lu le livre de Péan. Ils racontent qu'avant sa publication, le Quai d'Orsay avait prévu de mobiliser tout le « staff » de Kouchner pour faire paraître dans la presse des « *tribunes de défense* », de mobiliser également tout ce que le pays compte d'associations antiracistes, etc. La sortie officielle du livre a mis à l'eau cette stratégie. L'accusation ne paraissant pas particulièrement opportune. Mais, comme le rappellent les journalistes, la publication des extraits du *Monde selon K*. n'aurait pas fait autant de « bruit » sans la production de commentaires issus de la classe politique. C'est elle qui a brisé le silence médiatique. C'est en revanche de ce monde médiatique qu'afflueront les témoignages de soutien.

Ainsi, dans ce même numéro de *Marianne*, dans la rubrique « Ils ne pensent pas (forcément) comme nous », l'ancien directeur du *Monde*, Edwy Plenel, visé par Péan et Cohen dans leur enquête sur le journal *le Monde*, exprime sa solidarité à Bernard Kouchner. Dans un texte titré « *L'ouverture, les socialistes et la vertu* », il estime que cette nouvelle affaire Kouchner n'est jamais qu'un « *fait divers politique* » dont les enjeux ne relèvent que de « *petites cachotteries* ». Pour avoir fait l'objet « *d'un de ses assauts éditoriaux qui ont fait la notoriété de cet auteur* », Plenel dit savoir « *qu'entre quelques révélations pertinentes ou documentées, il* [Péan] *pratique la charge sans nuances, simplifie des réalités complexes et s'aveugle dans des détestations dont les ressorts idéologiques ne sont pas niables*. » Et de prévenir : « *Je ne suivrai pas à l'aveugle la nouvelle machine de guerre de cet enquêteur sabreur.* » Plenel poursuit sur une critique du parti socialiste qui aurait été « *ravagé* » par « *l'ouverture* » pratiquée par le président de la République.

L'Express n'écrira ses premiers mots sur l'affaire que le 12 février.[1] Pour le coup, l'hebdomadaire se rattrape avec pas moins de cinq articles[2]. L'Express « *révèle* » donc à son tour. En réalité, l'hebdomadaire ne rapporte rien de plus que tout ce qui a été écrit jusque là, et conclue que, d'un strict point de vue légal, Bernard Kouchner reste irréprochable.

Ce 12 février, *le Point* se montrera également plus prolixe. L'affaire se répandant sur toutes les colonnes, ces hebdomadaires ne peuvent plus ne pas en parler. Le défi consiste à trouver un angle journalistique original. Un premier article, « *Docteur Bernard et Mister Kouchner* » reconnaît que : « *Oui, le livre de Péan comporte des termes déplacés que l'Histoire réprouve. Oui, le réquisitoire est idéologique* (…) *Oui, le livre est imprécis, emporté* », mais une question subsiste : « *Le ministre a-t-il confondu ses émoluments personnels avec les intérêts du pays ?* » Et la journaliste rappelle les factures, Imeda, Africa steps, etc., pour finalement conclure à la légalité des pratiques décrites.

Pour écrire son article, la journaliste du *Point* s'est surtout appuyée sur les déclarations de l'avocat de Kouchner. Pour le nuancer, elle cite également un « *ancien de MSF* » : « *Dans n'importe quel autre pays, ce livre eût été écrit depuis des années, je suis stupéfait que l'on fasse mine de découvrir qu'il a toujours tout mélangé*. » Pour la journaliste, le problème est plus profond. L'affaire « *incarnera le énième épisode de cet interminable feuilleton français dans lequel, de quelque couleur politique qu'ils soient, nos hommes politiques trop souvent*

[1] De même, au moment où Kouchner s'entretient avec les journalistes du *Nouvel observateur*, *le Point* du 5 au 11 février ne consacre à « l'affaire » qu'un encart d'une demie-page qui minimise la polémique et conclue à des accusations sans preuves.

[2] *L'Express* publie le fac similé de la page de garde du premier rapport de Kouchner daté du 5 février 2004. Selon l'hebdomadaire, ce rapport est riche de 107 pages là où Bakchich n'en a retrouvé que 6. Quant à l'auteur, il refuse de rendre public ses travaux.

confondent, s'arrangent, bricolent et, passant au gré des alternances du privé au public, ne savent plus trop s'ils servent la République ou leur poche. » Elle se distingue également lorsqu'elle rappelle que Kouchner est une personne également haïe, que son passé d'humanitaire ne saurait l'exonérer « *de toute faute* », que le mot « génocide » lui vient facilement à la bouche. Elle cite d'ailleurs le travail de Anne Vallaeys qui s'est évertuée à démonter, fil par fil, le récit mythique des origines de Médecins sans frontières.

Elle mobilise en contrepoids Michel-Antoine Burnier, ami et biographe officiel de Kouchner, François Bourdillon, médecin spécialiste en santé publique à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière et ancien membre de son cabinet au ministère de la santé qui déclare pour sa part : « *Je ne l'ai jamais vu mélanger les affaires publiques et privées. L'assurance maladie universelle, c'est son combat de toujours*. »

La journaliste du *Point* poursuit sa collecte de témoignages et cite un autre ami anonyme de Kouchner, Martin Hirsch, Mary Sills, son attaché de presse qui dit lui témoigner une « *énorme admiration* », et un proche resté anonyme. Si la journaliste peut s'avérer critique, ce n'est pas pour suivre Péan : « *La photo de couverture du livre* Le Monde selon K. (…) *date d'avril 2008 et fut prise au sommet de Bucarest. Sommet épineux durant lequel Bernard Kouchner et Nicolas Sarkozy s'opposent à l'entrée de l'OTAN de l'Ukraine et de la Géorgie. Et se trouvent donc en opposition frontale avec Georges W. Bush, alors président des Etats-Unis. Une photo choisie par l'éditeur afin d'évoquer la soumission supposée de Kouchner à la politique américaine*. »

Dans un second article, un autre journaliste rappelle, à son tour, que Kouchner n'est pas le seul à avoir été inquiété d'accusations de mélange des genres. Et d'en recenser les cas les plus connus à ce jour. Soudain, Kouchner ne figure plus aux côtés de l'abbé Pierre mais rangé avec les Alain Juppé, Patrick Balkany, Dominique Strauss-Kahn, Hervé Gaymard, Pierre et Charles Pasqua, Jacques Médecin, entre autres.

L'affaire est traitée une troisième fois sous la forme d'un court entretien avec Jim Hoagland, chroniqueur au *Washington Post* et « *grand spécialiste de la France* » qui prévient d'emblée : « *Kouchner est un ami*. » Mais sur les deux questions, la moitié ne concerne pas Kouchner.

Le quatrième article est titré : « *Les deux protagonistes se jettent à la figure des chiffres complètement fantaisistes*. » Si la journaliste rappelle les faits de factures, elle ne peut justifier le titre de son papier.

Enfin, Bernard Bertossa, procureur général de Genève pendant douze ans, ayant traité l'affaire Elf dans son versant étranger et celle de la vente des frégates françaises à Taïwan, répond aux deux questions de l'hebdomadaire : « *Beaucoup d'affaires des années 1990 se sont soldées par des relaxes. Le personnel politique serait-il vertueux ?* » ; et « *Serait-on arrivé à la fin d'un cycle des affaires ?* » A la première question, le juriste rétorque que, au contraire, ce sont plutôt « *l'incompétence, le manque de courage, le gigantisme des dossiers* » qui classent les affaires sans suite.

Ce numéro du *Point* traite une sixième fois de l'affaire à travers un court éditorial de Franz-Olivier Giesbert. Un éditorial, écrit sur un ton léger au début, plus grave à la fin, qui illustre la manière nuancée, voire paradoxale, dont l'hebdomadaire a rapporté « l'affaire. » Il est ainsi intitulé « *République bananière* » : « *Rien n'est plus détestable que la chasse à l'homme (ou à la femme) qui fut longtemps une spécialité française, quand la presse, la police et la justice se donnaient la main pour faire tomber les têtes. Dieu merci, Bernard Kouchner y a échappé. Enfin, pour le moment. Il pense bien, comme on dit, et grâce soit rendue au système médiatique qui lui a accordé un traitement de faveur, bien différent de celui qui fut réservé naguère à Madame Tibéri ou Monsieur Gaymard. Apparemment, le ministre des affaires étrangères n'a rien commis d'illégal, le président l'a certifié. Nous voilà donc bien rassurés : au* Point, *on a toujours beaucoup aimé (et défendu) Bernard Kouchner. Sa fougue. Son courage. Ses combats. Pour preuve, nous n'avions prêté qu'une attention distraite au livre à charge de Pierre Péan contre le ministre des affaires étrangères. D'autant que notre confrère n'avait rien trouvé de mieux que de traiter le ministre de "cosmopolite", ce qui est, à ses yeux, un gros mot, mais sonne, à nos oreilles comme un compliment. Maintenant que l'affaire Kouchner s'est, si l'on en croit les grands médias, transformée en affaire Péan, il faut bien dire que l'on éprouve comme un malaise, et même plus, devant la révélation du livre : alors qu'il présidait un groupement d'intérêt public, Esther, chargé de la coopération internationale hospitalière, Bernard Kouchner était consultant sur les mêmes questions en Afrique, moyennant jolie rémunération. Le beurre, l'argent du beurre et la fille de la fermière. Nous sommes là en plein mélange des genres, sur fond d'impunité et de bonne conscience. Le professeur Bernard Debré a tout dit quand il a déclaré : "Quand on va aider ces pays, on évite de demander de l'argent." Ce sont là des mœurs de République bananière.* »

Septième traitement de l'affaire avec un deuxième éditorial, « *Merci Bernard* », de Patrick Besson qui, lui, cherche à en rire. Comme pour mieux dédramatiser. « *Après avoir lu le livre de Pierre Péan* (…), *j'ai décidé de changer de profession. Au lieu d'écrire des articles et des livres, je vais donner des conseils. Ça rapporte plus d'argent. Kouchner : mon nouveau maître à dépenser.* » Kouchner a touché moins d'argent au Congo qu'au Gabon ? Besson de commenter : « *Kouchner aurait dû me poser la question avant, ça lui aurait évité de perdre*

son temps en démarches harassantes à Brazzaville. » Inspiré, il poursuit : « *Débutant, après avoir posé mon stylo, dans le conseil, je n'ambitionne pas de tirer tout de suite des profits exorbitants de cette nouvelle activité. Je resterai, financièrement, dans les limites du raisonnable. Mon prof Bernard m'a lui-même montré l'exemple. Il s'agit avant tout de se bâtir une image positive par quelques actions d'éclat qui ne manquent pas dans ma biographie* [il rappelle celle de Kouchner]. *Puis de le monnayer discrètement. Le jour où l'on devient ministre, bien sûr, l'argent rentre plus vite et en plus grande quantité. Créer, à cette occasion, des sociétés écrans, afin de ne pas se faire pincer.* » Ici, l'éditorialiste semble ne pas maîtriser toute l'affaire puisque la date de création des sociétés en question est antérieure à l'accession au pouvoir de Kouchner. Et de donner finalement quelques exemples de conseils qu'il donnerait à Barack Obama, Pierre Bergé, Bernard Madoff (« *un conseil à 40 milliards de dollars : Va te faire foutre !* »), à Olivier Besancenot (« *conseil militant à 1 euro* : *change de coiffeur*), à Marc Lévy et Guillaume Musso, etc., le tout pour 266 001 euros « *pour quelques heures de travail. Ça change du journalisme et de la littérature. Merci, Bernard.* »

A chaque titre de presse, son angle ou presque. Le quotidien économique *Les Echos* réservera à l'affaire Kouchner une lecture purement technique et dépolitisée. Le 17 février, Aymeric Mantoux, auteur de *Kouchner vu par…*[1], écrit « *Bernard Kouchner, les limites d'une marque* » : « *Longtemps homme politique préféré des Français, Bernard Kouchner est également une marque. Attaquée, sa communication de crise laisse à désirer.* » Où l'on apprend que le ministre a recruté, en septembre 2008, un cabinet de lobbying, Image Sept, dirigé par Anne Méaux, sous contrat avec le ministère des affaires étrangères mais aussi, et surtout, avec Bernard Kouchner. Anne Méaux, qui conseille les plus gros patrons du CAC 40, est une amie de Christine Ockrent et de Alain de Pouzilhac, président du groupe France Monde. Nicolas Beau, rédacteur en chef de *Backchich* raconte au journaliste : « *C'est Michel Sarrazin, ancien journaliste, devenu consultant qui nous a passé un coup de fil. Le message est simple : avant que vous réécriviez un deuxième papier, il faut que nous nous rencontrions*. »

On ignorera combien coûte au contribuable la prestation de ce cabinet privé en faveur du ministre et de son ministère. Toujours est-il qu'il s'avère incompétent. La stratégie mise en œuvre, estime en effet Mantoux, se révèle « *ni habile ni efficace*. » Et Arnaud Dupuis-Castérès, président de Vae Solis Corporate, ancien conseiller de Jean-Pierre Raffarin, de déplorer que Kouchner aurait dû anticiper et prendre des initiatives au lieu de se contenter de réagir. Mais il considére que les interventions de membres du PS et de l'UMP ou encore à l'étranger de Kofi Annan et de Hillary Clinton ont rempli leur rôle d'« *effet-rempart* » qui a atténué et contrebalancé les révélations. Un « *professionnel du secteur* » de la communication

[1] Paris : Calmann-Lévy, 2008.

estime quant à lui que : « *Sans leur appui, il était viré car sa communication a été à peu près aussi désastreuse et aussi peu convaincante que celle d'Hervé Gaymard en son temps. D'autant que tous les jours, on apprend des détails supplémentaires sur ses activités en Afrique sans qu'existe en face une défense crédible. Et ce n'est pas l'accusation d'antisémitisme à l'égard de Péan qui redore sa communication…* »

Chaque jour ou presque apporte son lot de « détails supplémentaires » qui empêcheraient presque l'affaire de se faire oublier[1]. Ainsi, ce 17 février, sur leur site Bakchich, Xavier Monnier et Nicolas Beau publient deux rapports sur la santé au Gabon et rédigés par Kouchner en 2004. Le tout pour 15 pages.[2] Le premier rapport, daté du 5 février 2004 comporte 6 pages, le second 9. Réactif, le ministre a protesté en assurant qu'il ne s'agissait là que de synthèses[3]. Les journalistes ont demandé copie des rapports dans leur intégralité, mais leur requête n'a jamais été satisfaite. Extraits du premier rapport ou pré-rapport : « *Vous avez bien voulu confier à Imeda un travail d'analyse critique du système de santé gabonais et de son financement. Cette société m'ayant consulté, je souhaite vous soumettre quelques observations et recommandations sur lesquelles je serais heureux de recueillir votre sentiment* (…) *Après trois mois d'études il m'apparaît que les efforts de solidarité nationale devraient porter sur les points suivants* (…) : *l'organisation gouvernementale de la santé doit être remaniée* (…), *l'offre de soin optimisée* (…), *la formation, la répartition et la rémunération des personnels de Santé doivent être revue* (sic) (…), *la participation du secteur privée* (sic) *doit être mieux encadrée.* » Ces grands axes occupent chacun une page. Kouchner reprend : « *Les médecins s'engageraient au début de leurs études à servir la solidarité nationale* (…) *pour une période d'affectation d'au moins trois ans* (…) *Des malades mal soignées* (sic), *des mécontents, une agitation sociale qui pourrait grandir : un sursaut s'impose dans le domaine de la Santé. Le rapport final d'Imeda proposera les grandes lignes d'une harmonisation des relations inter-médicales* (…) *Si vous acceptez ces lignes de force, elles seront soigneusement étudiées et chiffrées.* »

Le second rapport de 9 pages apparaît le 30 juin 2004 : « *Il y a quatre mois, nous vous avons soumis un premier rapport qui résumait l'état des lieux.* » Kouchner reprend les quatre axes : « *organisation de la santé publique, optimisation de l'offre de soin* (…), *amélioration de la situation des hôpitaux et des dispensaires, ainsi qu'une organisation plus rationnelle du système de formation. Comme nous en étions convenus, nous vous proposons aujourd'hui un schéma de mise en place d'une couverture maladie pour tous les Gabonais. Comme vous il ne*

[1] Le directeur de *Charlie Hebdo* et prochain directeur de France Inter, Philippe Val, accuse de pétainisme tous ceux qui, de Péan à Bakchich, cherchent à entamer la probité de son ami Bernard Kouchner.
[2] http://www.bakchich.info/Les-vrais-faux-rapports-de,06776.html. Consulté le 23/05/2009.
[3] Contacté par les journalistes de Bakchich, Eric Danon explique : « *On n'envoie pas des rapports entiers à un président de la République. Ce sont de simples synthèses de présentation.* » Il ajoute : « *Il est vrai que les notes de Bernard sont le meilleur de notre audit*. »

nous paraît plus possible qu'un nombre important de citoyens s'en remettent à la générosité du président de la République pour se faire soigner. » Les trois pages qui suivent, d'un aspect technique, avancent des chiffres et la suite des événements, en l'espèce la mise en place d'« *Etats généraux de la santé*. » Kouchner conclue à nouveau : « *Monsieur le Président, j'ai le sentiment qu'International Medical Alliance (Imeda) et moi-même avons accompli notre tâche préparatoire.* »

Bakchich reste seul à s'être intéressé à ces « *vrais-faux rapports* »[1]. Ce « détail supplémentaire » n'a pas été versé à la polémique qui s'est cantonnée au « cosmopolitisme » de l'un et à « l'antisémitisme » de l'autre. Nicolas Beau constate que « *les nombreux amis que Kouchner et Ockrent comptent dans la presse ont relayé ces (d)ébats totalement vains*. »

Dans les pages Rebonds du *Libération* du 20 février, Pierre Péan se justifie : « *Antisémite ?* » : « *En relevant le mot "cosmopolite" et en oubliant soigneusement l'adjectif "anglo-saxon" qui l'accompagnait, Bernard Kouchner a voulu suggérer, devant la représentation nationale, que j'employais ce terme dans l'acception des antisémites des années 1930*. » L'auteur du *Monde selon K*. cherche à se défendre des accusations qui pèsent désormais sur lui dans la presse et élever le débat à des enjeux plus fondamentaux : « *C'est à propos de la haine du gaullisme et de la philosophie politique qu'elle sous-tend que j'utilise, à l'égard de Bernard-Henri Lévy et, par extension à Bernard Kouchner, l'expression "cosmopolitisme anglo-saxon". J'ai écrit que Bernard-Henri Lévy honnit l'indépendance nationale "au nom d'un cosmopolitisme anglo-saxon, (du) droit-de-l'hommisme et (du) néolibéralisme, fondements de l'idéologie néoconservatrice que nos "nouveaux philosophes" ont fini par rallier. Le "cosmopolitisme anglo-saxon" souligne la façon dont les deux Bernard se sont mis à la remorque de l'Empire américain. Ma thèse est politique* (…) » A l'appui, Péan cite deux des écrits de Bernard-Henri Lévy, publiés l'un dans le premier numéro de *Globe* en 1985, et, l'autre dans un numéro du *Nouvel observateur* en 2007 et dans lesquels il s'autoproclame cosmopolite. Péan constate que le mot ne revêt pas le même sens selon qui l'emploie.

L'auteur rappelle en outre qu'il n'a jamais utilisé les expressions « origines douteuses » ou « anti-France ». Quant à celle de « double judéité », il cite Kouchner lui-même puisque la formule vient de lui.

[1] Le site internet de Bakchich a été particulièrement bien fourni en documents. Il apparaît que ces pièces aient été transmises par l'entourage politique de Kouchner. Nicolas Beau a ainsi expliqué que « *les principaux collaborateurs du chef de l'Etat souhaitaient* (…) *le départ de Kouchner et sa nomination dans une sinécure éloignée à l'ONU ou ailleurs. Ce sont d'ailleurs moins les petits arrangements de Bernard Kouchner avec l'Afrique que son absence de professionnalisme qui agace l'Elysée, et depuis des mois.* » (« *Kouchner : la*

Libération ne publie sa « *contre-enquête* » que le 24 février. Une « contre-enquête » sur « *les réseaux du docteur Kouchner* » qui n'apprend rien. Dans son éditorial, Fabrice Rousselot refuse de remettre en cause la carrière humanitaire du ministre mais appelle à plus de transparence et à la fin de la Françafrique.

En bandeau sur les pages 2 et 3, une iconographie reprend chronologiquement les activités de Kouchner de 2001 à 2007.

En page 2, Guillaume Dasquié écrit sur « *la toile africaine de Bernard Kouchner*. » Le journaliste s'est entretenu avec Eric Danon qui lui lancera : « *Au 130* [boulevard Saint Germain, siège d'Imeda et Africa steps], *on a eu la* dream team *des gens qui voulaient en finir avec la Françafrique*. » Ici, l'objet de l'enquête reste Eric Danon, dont l'épouse, Marie-Christine Dupuis, « *spécialiste reconnue dans la lutte contre le blanchiment* », s'est également convertie dans le conseil, « *spécialisé dans la prévention du terrorisme*. »

Un troisième article s'intéresse à « *l'art de conjuguer les métiers* », un art apparemment maîtrisé par Kouchner. Il résume surtout quelques pages du *Monde selon K.* sur le mélange des genres, pas en tant que consultant et président bénévole d'Esther, mais en tant que consultant et professeur au Cnam. Une loi interdit aux fonctionnaires toute activité de consultation ou d'expertise « *sauf si cette prestation s'exerce au profit d'une personne publique*. » Ce que n'est ni Total, ni Imeda, ni BK Consultants.

Thomas Hofnung revient dans un quatrième article sur le « *rapport invisible* » : « *Les travaux de Kouchner sur le système de santé* [gabonais] *suscitent des doutes*. » Le journaliste assure, et répète après *l'Express*, que Kouchner a bien rédigé « *une centaine de pages* » pour son premier rapport de février 2004 et 24 pour le second. « *Un député* [gabonais] *de l'opposition* » interrogé répond que ce rapport « *personne ne l'a lu*. » Et le Gabon ne dispose toujours pas de système d'assurance maladie. Un autre corrobore et précise « *ni en commission* [des Affaires sociales de l'assemblée nationale, qui a travaillé sur le projet de loi d'instauration d'une caisse d'assurance maladie] *ni durant les états généraux*. »

Pour finir, un dernier encart rappelle qui est Omar Bongo, « *le pilleur du pays* », un pays riche en pétrole, uranium et manganèse cependant que son 1,5 million d'habitants ploie sous la misère : cent dix-neuvième rang mondial (sur 177) en termes de développement humain.

---

presse s'est mise aux gabonais absents », Http://www.bakchich.info/Kouchner-la-presse-s-est-mise-aux,06801.html. Consulté le 23/05/2009.)

La radio publique *France Inter* enfonce le clou grâce aux investigations de Benoît Collombat. Xavier Monnier les rapporte, le 25 février sur le site de Bakchich : « *Peu avant les rapports de Bernard Kouchner sur la Santé au Gabon en 2004, le Quai d'Orsay avait très officiellement remis un rapport de 160 pages à l'Etat gabonais en 2002*. » Kouchner et ses amis d'Imeda ont été rétribués 2,6 millions d'euros pour un travail qui avait déjà été réalisé deux ans plus tôt et pour moins cher.

Avant que l'affaire ne s'épuise et peut-être pour rassurer ses lecteurs mécontents, *le Monde* du 5 mars consacre deux articles qui se répètent : au Gabon, de caisse d'assurance-maladie, point. La première phrase de l'article est une citation de Kouchner : « *Je suis très fier et très moralement sûr de moi d'avoir au Gabon travaillé pendant trois ans à faire une caisse d'assurance-maladie*. » Propos tenus le 4 février au journal de 20 Heures de France 2. La dernière phrase de l'article est une citation du docteure Sylvie Mbot, président du Syndicat Hippocrate des médecins, en grève depuis le 12 janvier au Gabon : « *Bernard Kouchner a fait son travail. Il est passé à la télé avec le chef de l'Etat mais son rapport n'a jamais été rendu public. Qu'il ne prétende pas avoir créé une assurance-maladie universelle : elle n'existe pas !* » Différents témoignages décrivent l'indigence des infrastructures, du matériel, le mauvais traitement du personnel de soin, l'absence de budget, une « *dégradation générale*. » Cependant, « *dans l'entourage du ministre, on explique que M. Kouchner ne peut être tenu pour responsable du sort réservé à ses propositions*. » Le journaliste cite un « *opposant* » gabonais : « *L'expert qu'est M. Kouchner ne peut ignorer que le budget affiché par l'Etat gabonais en matière de santé est virtuel : faute de transparence, il ne parvient pas jusqu'au malade. Au Gabon, si vous êtes malade et sans ressource, vous mourez*. »

Le second article donnera raison à Kouchner. Le journaliste pose pourtant au préalable la question suivante : « *Bernard Kouchner a-t-il compromis la figure du "*french doctor*", en rédigeant des rapports généreusement financés par des potentats africains ?* » L'auteur s'est procuré les deux rapports de 107 et 24 pages réalisés par Kouchner et trois de ses collègues, « *à une époque où il n'exerçait pas de responsabilités politiques*. » Ces rapports « *ne relèvent ni d'une compilation de documents existants ni de l'analyse complaisante*. » Le journaliste cite des extraits de l'état des lieux dressé par Kouchner : « *L'écoulement des eaux souillées traverse les cloisons* ». L'état alarmant des hôpitaux est décrit sans concession. Ainsi, Kouchner constate « *la chute dramatique de la couverture vaccinale* », que la population est dépourvue à 71% de protection sociale. Il déplore l'évaporation de l'argent public, la réduction ou l'annulation du budget réservé à la santé (« *70% des crédits d'investissement pour l'année 2000 ont disparu.* »), les projets restés vains « *faute d'adhésion et de soutien politique* ». Toutefois, et simultanément, il estime que le Gabon est un « *pays* (…) *de volonté exemplaire* » et salue « *une gestion plus sérieuse que ses voisins*. »

En outre, Kouchner fait observer dans son rapport qu'il a « *rencontré à plusieurs reprises les spécialistes de la santé* (…), *de la Banque Mondiale* (…), *et eu de nombreux contacts avec les techniciens du FMI.* » A ses yeux, un système d'assurance-maladie « *serait apprécié des autorités internationales*. » Et dans la droite ligne idéologique de ces dernières, il propose d'en « *finir une fois pour toutes avec l'un des dogmes les plus difficiles à combattre, celui de la gratuité des soins.* »

Selon le journaliste du *Monde*, les deux pré-rapports de 6 et 9 pages rendus publics par Bakchich constituent des « *lettres de synthèse* », signées de la seule main de Kouchner et envoyées à Bongo.

Le journaliste a également eu accès au rapport de 2002 réalisé par le Quai d'Orsay. Celui-ci avait pris « *moins de gants* », commente-t-il. Il précise qu'une tentative de mise en place d'une assurance-maladie par le ministère gabonais de la santé avait existé avant d'échouer. Un député explique : « *Nous ne sommes pas confrontés à un problème de diagnostic mais de financement*. »

Pour finir, l'auteur de l'article avance que Omar Bongo aurait fait appel à Imeda pour donner des gages aux Etats-Unis qui avaient mis leur veto à l'attribution d'un crédit du Fonds monétaire international. En mai 2004, une fois les contrats signés avec Imeda et au « *lendemain d'une rencontre avec Washington entre Bongo et Bush, Libreville recevra son chèque.* » Bernard Kouchner aurait ainsi à nouveau été la victime d'une manipulation, instrumentalisé par un autre dirigeant africain.

Le mois de mars 2009 marque le désintérêt médiatique pour la dernière affaire Kouchner. Elle sera d'autant plus facilement oublié que Kouchner reprend les devants en mettant en avant une notion qui l'a toujours servie : la société civile. La presse écrite du 26 mars annonce, ainsi dans *le Figaro* : « *Le ministre des affaires étrangères veut ouvrir les postes d'ambassadeur à la société civile et promouvoir l'égalité des chances.* »

En 2003, les médias de masse avaient évacué l'affaire Kouchner en insistant sur le cas de Total en Birmanie. En 2009, ils la minorisent en insistant, d'une part, sur le cas Péan et, d'autre part, sur une lecture strictement juridique fondée sur l'argument de la légalité.[1]

[1] Samedi 16 janvier 2010 à 19 heures sur Canal+, Bernard Kouchner est l'invité politique de « Salut les Terriens ! ». L'animateur, Thierry Ardisson, rappelle le parcours de son invité en s'inspirant de la biographie de Michel-Antoine Burnier qui semble faire autorité. Ainsi, il affirme que Médecins sans frontières a été créé par Kouchner. Ce dernier complète : « *avec les Biafrais*. » Et de s'attribuer le prix Nobel de la paix que l'ONG a reçu en 1999. Avec André Glucksmann et Michel Foucault, Kouchner a réconcilié Jean-Paul Sartre et Raymond Aron. Le public applaudit. Comme il s'esclaffera lorsque Ardisson narrera l'anecdote sur Kouchner qui se fait piquer sa petite-amie par Fidel Castro. Dans un second temps, l'animateur pose des questions « *qui dérangent* », comme l'indique un bandeau en bas de l'écran de télévision. Sur les révélations de Pierre Péan, le ministre

Le temps qui passe permet d'en apprendre toujours plus sur Bernard Kouchner.[1] Et si l'esprit de corps dont il bénéficie semble inaltérable de la part des agents dominants du champ

---

déclare qu'il n'a pas lu le livre, qu'il ne portera pas plainte parce que « *ça ne sert à rien*. » Ardisson évoque son appartement loué 5000 euros au Vatican, Kouchner, une première fois : « *Qu'est-ce que ça peut vous foutre ?* » Ardisson : « *Ça ne vous dérange pas qu'un ministre de la République française loue un appartement qui appartient à un autre Etat ?* » Kouchner, une deuxième fois : « *Qu'est-ce que ça peut vous foutre ?* » Et d'expliquer que le Vatican n'est pas un Etat et qu'il ne le loue pas au Vatican mais à une société immobilière, « *pas très aimable d'ailleurs* », commentaire qui fera rire tout le monde sur le plateau. Mais Kouchner écourte ses réponses.

Ardisson note que Kouchner « *peut tout faire, les Français* [lui] *pardonne tout*. » Kouchner acquiesce. L'ancien *french doctor* a longtemps affirmé que seule la société civile permettait de faire avancer la société. Aujourd'hui, il avoue que « *c'était vrai, c'était plus facile avant*. » Il apparaît dans la presse comme le ministre qui agace le président de la République. Ce dernier de retourner cette inquiétude en sa faveur : « *Ah bah, j'espère bien !* » Sur ses relations tourmentées avec Jean-David Levitte et Claude Guéant, en substance : « *Croyez-moi, ils m'entendent !* » Kouchner n'est dominé par personne. Il répète « *qu'on ne peut faire une politique sur la base des droits de l'homme*. »

Le journaliste de Europe 1, Frédéric Bonnaud, est invité à commenter l'actualité. Il demande au ministre des affaires étrangères s'il connaît le nombre de morts civiles annuelles en Afghanistan. L'interpellé l'ignore. Le journaliste l'informe : 2500. Kouchner s'énerve lorsque le journaliste, commençant une question, lui dit qu'il a été communiste. Bonnaud : « *Je sais que vous avez l'habitude d'engueuler les journalistes, mais ça ne m'impressionne pas*. » Kouchner répond qu'il n'est pas non plus impressionné et que le PC et l'UEC : « *c'est pas pareil*. » A chaque critique de la politique du gouvernement, le ministre répond : « *c'est trop facile*. » Ainsi, en fin d'émission, Ardisson convie deux sans domicile fixe de 22 et 23 ans, Justine et Nicolas, qui vivent sous une tente dans le bois de Vincennes alors que Justine travaille dans le commerce et gagne 1400 euros bruts par mois. Evoquant le problème des travailleurs pauvres, Ardisson lance : « *C'est ça la France de Sarkozy*. » Et Kouchner : « *C'est trop facile*. » Si le ministre « *n'a pas la solution, pas plus pour les SDF en général* », l'animateur estime qu'ils méritent d'être aidés car « *ils sont trop beaux et trop amoureux*. »

[1] *L'Express* du 3 au 9 décembre 2009 titre sa une « *Argent et pouvoir. Enquête sur le couple Bernard Kouchner-Christine Ockrent*. » Les journalistes (Henri Haget et Jean-Marie Pontaut avec Vincent Hugueux et le service France) révèlent, d'une part, que le couple loue 5000 euros par mois (« *inférieur de 30% au prix du marché* ») leur appartement de 250m², rue Guynemer, au Vatican. D'autre part, ils rapportent que Kouchner et Ockrent « *contrôlent, ensemble ou séparément, de nombreuses sociétés permettant d'acquérir des biens immobiliers ou de gérer au mieux leurs revenus* », ce, depuis « *de nombreuses années*. »

L'enquête indique que *le Monde selon K.* s'est vendu à 32 000 exemplaires contre 100 000 attendus par les éditions Fayard. Péan estime qu'il a pâti des accusations d'antisémitisme. Les journalistes constatent que Kouchner s'en sort « *sans une égratignure* », plafonnant à 67% d'opinions favorabes au dernier palmarès de l'Ifop.

Le couple est présenté comme « *une entreprise de lobbying parfaitement huilée* », « *lui, l'éternel* french doctor *immunisé à vie contre les accusations de cynisme et de compromission, par ses états de service au chevet des damnés de la Terre. Elle, l'incarnation du profesionnalisme "à l'américaine"* », prônant le « *puritanisme déontologique anglo-saxon* » tout en multipliant les « ménages. » Membre du groupe Bilderberg, de l'International crisis group et de l'European council on foreign relations, Ockrent dispose d'un carnet d'adresses « *digne d'un ministre*. » Elle reçoit du ministère des affaires étrangères la légion d'honneur le 14 juillet 2007, au grade d'officier. Les journalistes parlent de salaire « *inédit* » à la tête de l'audiovisuel extérieur, qui ne compte pas les primes.

Le second article s'intéresse aux affaires immobilières du couple. En plus de leur maison en « *bois exotique* », dans le golfe de Spérone en Corse, Kouchner et Ockrent se sont engagés dans des opérations immobilières dans une zone naturelle protégée qui ont donné lieu à des procédures administratives.

Quant à Kouchner, les journalistes ont cherché à consulter les rapports de BK Consultants effectués en 2004 et 2005 pour la Pologne, l'Ukraine et la Roumanie : « *Sollicitées par* l'Express, *les autorités ukrainiennes et roumaines de la santé n'ont pas trouvé de trace de ces travaux*. » Ils révèlent que BK Consultants a été dissous en juillet 2009.

Les enquêteurs ont sollicité les intéressés. Christine Ockrent : « *L'argent que nous gagnons, nous ne l'avons pas volé. Si je n'avais pensé qu'à ça, je serais restée à TF1 ! Je pense avoir accompli une carrière assez remarquable pour une femme de ma génération. Je n'ai jamais été encartée nulle part, dans aucun parti ni aucun clan. Je ne dois ma réussite qu'à mon travail. Et en 40 ans, on ne m'a jamais adressé le moindre grief professionnel. J'ai également écrit une douzaine de livres, dont quelques best-sellers. Qu'y-a-t-il d'illégal dans*

médiatique, il prête de plus en plus le flanc à la critique. Compte tenu de l'évolution de sa trajectoire, d'humanitaire à homme d'affaires, une défense inconditionnelle et exhaustive devient de plus en plus compliquée, et de plus en plus risquée pour celui qui s'y plie.

Bernard Kouchner s'en sort encore une fois bien, très bien même en regard des nouvelles informations disponibles à son sujet. Malgré tout, son statut de « chouchou des médias » a été sérieusement entamé, le doute instauré. Ce n'est pas tant sa contribution à un gouvernement de droite qui a ouvert la brèche que son rôle, inexistant ou presque, son inefficacité, son incapacité à être « à la hauteur de ses ambitions »[1]. Dans ce cadre, les révélations de Pierre Péan n'ont fait que l'élargir. De fait, Bernard Kouchner n'est plus un intouchable pour les journalistes « de la base ». Jusque dans une certaine mesure, il est devenu une cause critiquable.

Bernard Kouchner, un exercice de dissonance cognitive

La trajectoire de Kouchner dessine celle d'un homme qui se conforme de moins en moins à l'image qu'il cherche à donner, à la définition qu'il prétend tenir de lui-même, mais aussi celle imposée par divers commentateurs et parmi eux les différents agents du champ journalistique. Depuis qu'il est ministre, un ministre sans pouvoir encore une fois, ses actes ne sont pas à la hauteur de ses discours. La classe journalistique avait fondé en lui de grands espoirs. D'où l'accueil enthousiaste qu'elle a réservé à sa nomination au poste de ministre des affaires étrangères, fût-il dans un gouvernement de droite. Les dispositions qu'il n'a eues de cesse d'afficher ne correspondent toutefois pas aux faits.

Que Kouchner ne fasse pas l'unanimité n'est en réalité pas nouveau. Ce qui l'est, en revanche, c'est que ces critiques sont portées au grand jour, qu'elles sont publiques et qu'elles proviennent même de certains journalistes. La nouveauté réside dans la visibilisation. La critique de Kouchner a en effet toujours existé mais sous une forme discrète voire

---

tout ça ? Que je sache, nous n'avons pas racheté le château de Chenonceau et je n'ai pas de Porsche dans mon garage. Je roule en Smart… »
Bernard Kouchner : « *Je ne suis pas un homme d'argent. Pendant 20 ans j'ai travaillé dans l'humanitaire sans toucher un sou. Ensuite, j'ai quasiment abandonné mon métier de médecin pour servir l'Etat. Je suis resté ministre pendant 14 ans, sans compter les missions de l'ONU. Or, je vous le rappelle, il n'existe pas de retraite de ministre. Si j'avais voulu, comme tant d'autres, gagner beaucoup d'argent, je m'y serais pris autrement… Simplement, j'ai toutjours fait ce que je pensais être utile. Vous savez le couple dont vous parlez, Christine et moi, je crois que, si je le rencontrais, je le trouverais plutôt sympathique…* »

[1] Désormais disponible en kiosque, *Bakchich*, dans son premier numéro, rapporte les propos d'« *un proche de Sarkozy* » au sujet de Kouchner : « *Kouchner ? Il ne comprend rien aux Iraniens. En fait, il ne comprend rien à rien.* » D'où l'existence d'une diplomatie parallèle aux mains du président de la République.

confidentielle ou étouffée. Kouchner rime avec humanitaire et semble a priori aussi incritiquable que le sus dit substantif. Depuis la fin de ces années 1960-1970, avec en particulier un pic paroxistique dans les années 1980, la pratique humanitaire bénéficie d'une large et bienveillante couverture médiatique, les acteurs qui la portent et la promeuvent également. Un consensus entoure la cause humanitaire et ses figures de proue les plus visibles médiatiquement.

Les affaires, ou « scandales » de l'Arc, association de lutte contre le cancer et de soutien aux malades, ou plus tard de l'Arche de Noé, ont marqué un tournant et suscité, des semaines durant, la réprobation de tout ce que le champ médiatique compte d'éditorialistes, commentateurs, experts, sondeurs, etc. Philippe Juhem écrit : « *La constitution en "scandale", c'est-à-dire l'identification d'un dysfonctionnement incontestable qui permet aux journalistes de s'affranchir de la légitimité et de l'autorité des défenseurs de la cause, facilite la transformation des cadres de perception et de jugement.* » Précisément, Kouchner n'a jamais été associé au mot « scandale. » Est-ce là l'effet produit par quarante ans de commentaires uniformément bienveillants ?

Kouchner risque-t-il, sur le long terme, d'être décrédibilisé ? Pour cela, la critique doit être portée par des adversaires bien définis et identifiables qui disposent d'une certaine force sociale.[1] Or, ni en 2003, une partie des organisations non gouvernementales de défense des droits de la personne, ni en 2009, Pierre Péan, ne constituent une « *opposition concertée d'acteurs organisés* » capables de s'ériger en opposants stables, également aptes à modifier les cadres cognitifs utilisés jusqu'alors pour définir, ou construire socialement, Bernard Kouchner. Il s'est plutôt agi dans le premier cas d'une opposition ponctuelle portée par des acteurs non déterminés. Le communiqué de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (Fidh) a déploré le rôle de blanchisseur tenu par Kouchner en rédigeant son rapport en faveur du maintien de la présence de Total en Birmanie. En 2009, les accusations de Pierre Péan ont fini, par un tour de passe-passe médiatique, par se retourner contre lui. Les adversaires de Bernard Kouchner sont toujours isolés, sans influence ou puissance sociale ou politique. Or, sans un « *réseau d'alliés, de cautions, d'autorités attestant la légitimité et la pertinence de la mise en cause* », imposer un autre point de vue relève de la gageure. A plus forte raison lorsque les adversaires comptent sur les médias pour populariser leur catégorie de perception alors que le critiqué dispose de ses entrées dans ces mêmes médias.

Difficile dans ces conditions de modifier des angles éditoriaux. Philippe Juherm estime, dans une perspective théorique qui décrit le champ journalistique dominé, notamment,

[1] Nous nous inspirons ici du texte de Philippe Juhem, « La logique du succès des énoncés humanitaires : un discours sans adversaires », *Mots*, n°65, mars 2001, p. 9-27. Jusqu'à annotation contraire, les citations qui suivent seront extraites de ce texte.

par le champ politique, que « *les journalistes ou même les rédactions ont une faible capacité à imposer un angle journalistique qui leur serait propre mais ils sont à l'inverse contraints par la structuration des débats et des commentaires que provoque l'antagonisme des acteurs politiques et par la définition par ceux-ci de cadres cognitifs de perception et de jugement préconstitués qui tendent à canaliser les commentaires qui vont pouvoir être portés*. »[1] Selon Juhem, les commentaires des agents politiques, et leur orientation, précédent et « *contraignent fortement* » ceux du champ journalistique. Notamment parce que les journalistes sont dépendants de leurs sources. Or, plus leurs sources disposent de ressources, sociales ou encore politiques, plus les journalistes sont contraints. A l'inverse, les acteurs disposant de moins ressources autorisent une plus grande autonomie pour définir orientation et commentaires. Juhem récuse ainsi les lectures médiacentrées et conclue à une « *forte interdépendance entre le jeu partisan et les commentaires journalistiques.* »[2]

L'« exceptionnalité » du « cas » Kouchner a été le produit d'une construction médiatique. Nonobstant les rectifications biographiques qui s'imposent « par la force des choses », il n'est pas question, pour les agents dominants du champ, de se déjuger ou d'ajuster leurs commentaires. Pour ce qui est des journalistes « de base », contraints par une hiérarchie, ils ont pu faire évoluer leur catégorie de jugement. Pour autant, rien ne dit qu'une nouvelle définition du personnage parviendra à s'imposer sur le tard. La lutte entre les différentes catégories de perception pourrait bien consacrer la victoire de ceux dont le discours possède la force sociale et symbolique de ceux qui les tiennent : éditorialistes, intellectuels de médias, politologues, sondeurs.

Les variations successives de l'image publique de Bernard Kouchner ne se valent pas. Et là où elles devraient pouvoir offrir plusieurs choix de cadrage, il ne semble dans l'intérêt de personne de les exploiter. L'entreprise humanitaire des *french doctors* doit rester une fierté nationale. De même que soupçonner chaque fait ou comportement d'un ministre n'est pas tenable. D'où la lecture purement technique et juridique de la dernière affaire Kouchner qui amoindrit l'ampleur de la rectification biographique susceptible de s'imposer.

Patrick Lehingue donne un autre élément qui permettrait de comprendre d'où Kouchner tient cette bienveillance médiatique : il existe une règle non écrite mais assez bien respectée au sein du champ journalistique qui dispose que l'on ne « tire » pas sur un

[1] Philippe Juhem, « Luttes partisanes et fluctuation des cadres cognitifs des journalistes », p. 109-139, dans Jacques Gerstlé (dir.), *Les effets d'information en politique*, Paris : L'harmattan, « Logiques politiques », 2001, p. 110.
[2] *Ibid*. p. 118.

responsable politique au « zénith » des sondages[1]. Ce, pour éviter de s'opposer trop frontalement aux jugements de « l'opinion. »

3- De la politique à la morale

Bernard Kouchner est intervenu dans le champ politique en tant qu'acteur humanitaire, c'est-à-dire en tant qu'agent issu de la société civile, neutre et a-politique, intéressé au désintéressement et à l'intérêt général. Dans la perspective idéologique d'un nivellement des clivages, il s'agit d'une entrée en politique qui opère sur un mode déjà dépolitisé, non polémique, hors parti[2]. Et ce, même si, simultanément, Kouchner se proclame homme de gauche. Rétrospectivement, à suivre Jacques Julliard et Michel Winock, il a également intégré la sphère politique en tant qu'intellectuel. L'une et l'autre identité autorisent une posture de surplomb. Une hauteur de vue applicable aux considérations sur le monde tel qu'il va, mais aussi présente dans les admonestations en particulier d'une gauche française jugée « archaïque. »

Ce serait ainsi à une « croisade morale » (Philippe Riutort) à laquelle s'attelle Bernard Kouchner, et derrière lui, ses homologues intellectuels de médias, qui, « *autorisés à parler en leur nom propre en raison de ressources "éthiques" dont ils peuvent se prévaloir, jaugent désormais l'action politique à partir du registre de la morale.* »[3]

Philippe Riutort date l'émergence du thème de la morale aux années 1970, au moment où les intellectuels prennent leur distance avec la gauche. Le parti communiste français d'abord pour son refus de prendre les siennes avec l'URSS. Mais aussi avec le parti socialiste qui, au sein du programme commun, fait alliance avec ce même PCF décrié et qui permettra à la gauche unie de parvenir au pouvoir en 1981. Cet éloignement des intellectuels de la lutte proprement politique se traduit par un réinvestissement dans « *l'engagement intellectuel qui se confond alors avec un investissement moral présenté comme une fidélité à l'histoire des intellectuels alors que l'engagement politique explicite est réinterprété dorénavant comme une "trahison des clercs" : la montée en puissance de causes "universelles" comme la défense des droits de l'homme se présente ainsi comme une volonté de dépasser les clivages partisans et hexagonaux traditionnels et rend possibles des procédés de réécriture biographique qui conduisent à (ré)interpréter des engagements du passé à l'aune de ce que*

[1] Patrick Lehingue, *Subunda. Coups de sonde dans l'océan des sondages*, Bellecombe-en-Bauges : éditions du Croquant, « Savoir/Agir », 2007, p. 212.
[2] Kouchner a été encarté au Parti socialiste de 1998 à 2007.
[3] Philippe Riutort, « Bernard Tapie, au prisme des intellectuels de médias… », *art. cit.*, p. 259.

l'on est devenu aujourd'hui et, suprême coup de force, en tentant d'imposer sa reconversion comme une nouvelle position d'avant-garde, à la manière des "nouveaux philosophes" qui, à la fin des années 1970, se jouent de leur passé "gauchiste". »[1] Un procédé que l'on a pu voir à l'œuvre à la lecture de *Ce que je crois* de Bernard Kouchner.[2]

Cette « croisade morale » illustre une lutte pour « *le monopole de la violence symbolique, pour le droit de dire le droit, le vrai, le bien, et toutes les valeurs universelles, où la référence à l'universel, au juste, est l'arme par excellence* », complète Pierre Bourdieu[3]. En effet, la légitimation de cette « croisade morale » passe par une proclamation du désintéressement et de l'universel.

Pour autant, cette position, pour gratuite qu'elle se revendique, permet d'acquérir, ou d'accumuler, des profits symboliques (mais pas que, ainsi qu'en témoigne la trajectoire de Kouchner). C'est ce qu'explique Bourdieu : « *La représentation (mentale) que le groupe se fait de lui-même ne peut se perpétuer que dans et par le travail incessant de représentation (théâtrale) par lequel les agents produisent et reproduisent, fût-ce dans et par la fiction l'apparence au moins de la conformité à la vérité idéale du groupe, à son idéal de vérité. Travail qui s'impose avec une urgence particulière à ceux qui étant censés exprimer le groupe, les porte-parole, les officiels ont moins qu'aucun autre le droit de manquer, dans leur vie publique et même dans leur vie privée à la révérence officielle à l'égard de l'idéal collectif, les groupes ne reconnaissent pleinement que ceux qui manifestent publiquement qu'ils les reconnaissent. Et la sanction du scandale politique frappe inévitablement le porte-parole qui trahit, qui n'accorde pas réellement au groupe ce qui lui vaut la reconnaissance du groupe. Ainsi, les groupes récompensent universellement les conduites qu'ils tiennent pour universelles en réalité ou à tout le moins en intention, donc conformes à la vertu. Et ils accordent une faveur particulière aux hommages réels, et même fictifs, à l'idéal de désintéressement, à la subordination du moi au nous, au sacrifice de l'intérêt particulier à l'intérêt général, qui définit, très précisément, le passage à l'ordre éthique. On peut donc tenir pour une loi anthropologique universelle qu'il y a du profit (symbolique et parfois matériel) à se soumettre à l'universel, à se donner (au moins) les apparences de la vertu, à se plier, extérieurement à la règle officielle* (…) *Il s'ensuit que l'universalisation* (…) *est la stratégie universelle de légitimation* (…) *La référence à l'universalité de la règle représente une montée en puissance symbolique liée à la mise en forme universelle, en formule officielle, en règle générale.* »[4]

[1] *Ibid*., p. 264.
[2] Voir la première partie.
[3] Pierre Bourdieu, « Un fondement paradoxal de la morale », p. 233-238, dans *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris : Seuil, « Points/Essais », 1994, p. 236.
[4] *Ibid.* p. 234-235.

De fait, si un acte désintéressé est peu probable – l'idéologie du désintéressement, ou du bénévolat clamé par Kouchner – les profits tirés peuvent être substantiels en termes d'autorité, de droit à dire le vrai. Mais la position reste risquée : « *Le pharisaïsme, la défense ostentatoire (plus ou moins hypocrite) des "bonnes causes", l'exhibitionnisme de la vertu sous toutes ses formes. L'universalisation étant la stratégie de légitimation par excellence, on est toujours en droit de suspecter une conduite formellement universelle d'être le produit d'un effort pour s'assurer l'appui ou l'approbation du groupe, pour tenter de s'approprier la force symbolique que représente le koinon*, le sens commun, *fondement de tous les choix qui se présentent comme universels (le* koinon, *le sens commun, s'imposant comme ce qui est juste tant au sens éthique, pratique – par opposition à ce qui est égoïste – qu'au sens théorique, cognitif – par opposition à ce qui est subjectif et partiel).* »[1]

Dès l'origine, Kouchner a été suspecté, ou directement accusé au sein de MSF d'utiliser la misère du monde pour servir ses propres intérêts. Dans *le Monde selon K.*, Pierre Péan signale ainsi au préalable qu'il n'a jamais versé dans le récit romanesque imposé à l'endroit de Kouchner, son peu de discrétion, son habitude de « faire l'intéressant » lui paraissant suspecte. Grâce à la classe journalistique, en revanche, tirant une fierté certaine d'avoir son rôle à jouer dans la « loi du tapage » et le « réveil des consciences », cette suspicion est demeurée confidentielle. Grâce également à elle, Kouchner a toujours pu échapper à la qualification de « scandale politique » pour ses différentes affaires. Au moment où ses relations commerciales avec des dirigeants discutables sont publiquement révélées, la sanction morale laisse place à une lecture strictement juridique : Kouchner n'a rien fait d'illégal. Bernard Kouchner a plus brouillé son image avec ses sociétés de conseil qu'en entrant dans un gouvernement de droite. Présent dans le monde des affaires, il n'a plus su donner des raisons de croire, des raisons de le croire.

La matérialisation d'un travail de transfiguration des clivages

Kouchner a-t-il encore sa place à gauche ou est-il, s'est-il, condamné à rouler à droite ?

Qu'un chef de gouvernement accueille parmi ses membres des représentants du camp adverse n'a rien d'insolite. Le gouvernement de Michel Rocard en 1988 reste emblématique à cet égard. L'identité politique des personnalités de droite et du centre qui l'ont intégré n'a pas

[1] *Ibid*., p. 235.

été entachée pour autant. Loin de constituer une difficulté, cette « ouverture » devait matérialiser la synergie de compétences très concrètes.

Avant Rocard, en 1958, De Gaulle aurait accueilli François Bloch-Lainé au sein de son gouvernement en tant que ministre des finances, si celui-ci n'avait décliné l'offre. Le libéral Antoine Pinay prendra la place. François Denord présente le haut fonctionnaire François Bloch-Lainé comme « *l'une des grandes consciences de la gauche socialiste*. » Fils de banquier, cet inspecteur des finances, docteur en droit, a fait l'Ecole libre des sciences politiques (Sciences Po). Ancien financier de la Résistance, directeur du Trésor de 1947 à 1952 puis de la Caisse des dépôts et consignations de 1952 à 1967, il a préféré toutefois le progrès social « *par la transformation des structures de direction de l'entreprise et la modernisation* »[1]. Dans *Pour une réforme de l'entreprise*, il écrit : « *La planification et la libre entreprise ne sont pas des humanismes rivaux, des instruments contradictoires de l'épanouissement de la personne humaine. Elles servent, en effet, des "valeurs" complémentaires, qui se situent à deux niveaux différents. Ni l'une ni l'autre ne suffit*. »[1] François Bloch-Lainé défendait l'ouverture des directions des entreprises aux salariés comme il souhaitait rendre les directeurs révocables par une « magistrature économique ». S'il passerait aujourd'hui pour un gauchiste, Bloch-Lainé était pourtant soutenu par le Centre des jeunes patrons qui deviendra le Centre des dirigeants d'entreprise et par l'ACADI, Association des cadres dirigeants de l'industrie pour le progrès social et économique. Gouverner au-delà des clivages partisans constitue en réalité un vieux rêve d'allure saint-simonienne.

Kouchner conserve ses réseaux à droite comme à gauche. Des réseaux et des amitiés. On se souvient qu'à la publication du *Monde selon K.*, la fille de Jacques Delors et première secrétaire du parti socialiste, Martine Aubry, avait renouvelé sa confiance en Kouchner, alors que le reste du parti restait extrêmement prudent, à l'exception d'Arnaud Montebourg.

Le courant majoritaire du parti socialiste n'a pas de raison de punir Bernard Kouchner. En effet, il n'a jamais fait mystère de son engagement en faveur de la thèse sur la fin des clivages. L'icône d'une gauche moderne, réaliste, pragmatique, ainsi que les médias de masse l'ont présenté. En d'autres termes, Kouchner reste en cohérence avec tout ce qu'il n'a jamais prôné. Sa lecture longitudinale ne lie pas un axe qui irait de la gauche à la droite mais qui va des progressistes aux conservateurs, à l'américaine.

Symétriquement, l'on peut tout autant se demander si Kouchner a sa place à droite. Issu de la gauche, ministre d'un gouvernement de droite, il a pris la place d'un(e) autre, de

[1] François Denord, *Néo-libéralisme version française…, op. cit*., p. 253.

droite. Les personnalités classées à gauche qui ont rejoint le gouvernement de 2007 ont occupé des positions sans, à la limite, n'avoir rien fait pour les mériter. L'« ouverture » est aussi synonyme de ressentiment pour ceux ou celles qui s'estimaient en droit d'occuper ces postes pris par « la gauche. » Elle peut aussi contribuer à radicaliser certaines fractions de la droite.

Désormais, tout un ensemble de questions rendrait la ligne de fracture droite-gauche obsolète. Parmi elles, figurent les affaires étrangères et l'Europe. La politique étrangère d'un Etat n'est ni de droite ni de gauche, avait-on beaucoup lu et entendu en mai 2007, au moment de la prise de fonction de Kouchner au Quai d'Orsay. Notamment parce qu'il s'agit de défendre des valeurs partagées au-delà d'antagonismes idéologiques et liées à une vision du monde, à un mode de vie, à une civilisation. Des valeurs qui font consensus : liberté, égalité, fraternité, par exemple. D'ailleurs, face aux dangers imminents, extérieurs ou intérieurs (crise financière, terrorisme international, « jeunes des banlieues » ou autres « anarcho-autonomes »), la stratégique notion d'unité ou d'union nationale doit également faire taire les convergences et faire front commun contre l'ennemi qui menace les libertés.

Tenir un discours sur les valeurs reste un autre moyen de dépolitiser le politique. Les frontières se brouillent alors au profit d'un discours qui recherche le consensus. Ainsi, un langage commun permet de rassembler tout le monde. Un langage qui mobiliserait, pour plus d'efficacité, des valeurs communes et communément partagées. La première de ces valeurs, la morale, celle qui est censée guider chaque personne en toute chose, celle qui distingue aussi des barbares.[2]

La morale participe de la neutralisation des conflits en déplaçant le curseur. Aux « anciens » conflits de classes, nationaux comme internationaux, désormais apaisés par

---

[1] Paris : Seuil, 1963, p. 33. Cité par François Denord, *ibid*.

[2] Le discours sur les valeurs s'apparente au langage clos décrit par Roland Barthes dans *le Degré zéro de l'écriture*. Le langage clos « *édicte et par le pouvoir de l'appareil, il établit les faits – c'est une énonciation qui se valide par elle-même. Le langage clos ne démontre pas, il n'explique pas – il communique la décision, le diktat, l'ordre. Quand il définit, la définition est une simple "distinction entre le bien et le mal" ; il établit les raisons et les torts de façon indiscutable, et il justifie une valeur à l'aide d'une autre valeur. Il baigne dans les tautologies. Mais les tautologies sont des "sentences" terriblement efficaces. Elles jugent à l'aide de "préjugés", elles condamnent* (…) *Le langage du pouvoir dominant est le langage de la vérité* ». Ce langage est "*propre à tous les régimes d'autorité*", capitalistes ou non, démocratiques ou non, tout en faisant appel au choix et à la liberté. Le langage devient un instrument de contrôle. « *Ce langage exerce le contrôle en opérant une réduction sur les formes et sur les signes linguistiques de la réflexion, de l'abstraction, du développement, de la contradiction, ils les réduit en substituant les images aux concepts. Il nie ou absorbe le vocabulaire transcendant, il ne recherche pas le vrai et le faux, il les établit, il les impose. Cette sorte de discours n'est pas cependant terroriste. On ne peut pas vraiment dire que les auditeurs croient ou qu'ils sont forcés de croire ce qu'on leur dit. Le rapport que les gens ont avec le langage rituel et magique est nouveau en ceci que les gens ne le croient pas ou ne font pas attention à lui et pourtant ils agissent en conséquence*. » (Herbert Marcuse, *L'Homme unidimensionnel. Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, Paris : Minuit, « Arguments », 1968 (1964), p. 126 et 127. Entre guillemets, Marcuse cite Roland Barthes, *Le Degré zéro de l'écriture*, Paris : Seuil, 1953.)

l’idéologie managériale du libéralisme économique, se seraient substitués des conflits de civilisations mettant en opposition celles avancées, morales, et celles archaïques, barbares. Encore une fois, un ensemble de termes disparaît au profit d’autres, guerres justes, ou préventives. En lieu et place du front de classe qui implique une lutte ou une guerre de classes, un front civilisationnel mobilisé contre les Etats voyous qui menacent la paix sur Terre.

Le retour de bâton consécutif à Mai 68 mais surtout la place laissée libre par la décrédibilisation de l'intellectuel de gauche, « engagé », qui se serait fait l'avocat d'un système en réalité totalitaire ont reporté les bénéfices attendus de ces entreprises supposées d'émancipation sur de nouveaux acteurs. Semblant avoir tirer les leçons de l'histoire, ils ont surgi sur la place publique, c'est-à-dire la scène médiatique, avec télégénie, éloquence, simplicité du discours et séduction des publics par l'émotion et l'aventure, autant de critères correspondant aux attentes et aux formats journalistiques, avec aussi un discours d'action par opposition à la théorie (marxiste) qui a mené à la terreur.

L'idéologie de l'action prônée par Bernard Kouchner a pu combler un vide et répondre à des attentes spécifiques, notamment de la part de la classe journalistique qui accompagnera « l'aventure » de cette fierté nationale que sont les « french doctors ». D'autant qu'il a toujours promu l'idée selon laquelle les médias font partie de la solution à la misère du monde.

La fraction dominante du champ journalistique a ainsi nommé Kouchner intellectuel autonome, homme politique brillant, etc. Ce faisant, elle a signé ce que Pierre Bourdieu appelle « *des actes officiels de consécration*. »[1] « *Agissant à la façon d'une banque de capital symbolique*, [Bourdieu parle de l'Etat mais nous extrapolons ici à la fraction dominante de la classe journalistique] *garantit tous les actes d'autorité, actes à la fois arbitraires et méconnus comme tels.* » Bourdieu parle alors d'« *imposture légitime*. »[2] Pour le paraphraser : Kouchner se prend pour le sauveur de l'humanité mais, à la différence du fou, il est reconnu comme fondé à le faire.

« *La nomination ou le certificat appartiennent à la classe des actes ou des* discours officiels, *symboliquement efficients parce que accomplis en situation d'autorité par des personnages autorisés,* "*officiels*" (…) » L'évolution des rapports entre les champs médiatiques et intellectuels évoluant à la faveur des premiers leur a permis de devenir des agents « officiels », officiellement certificateurs. Bourdieu va jusqu'à parler de pouvoir « *créateur* », « *quasi divin* » en « *énonçant avec autorité ce qu'un être, chose ou personne, est en vérité (verdict), dans sa définition sociale légitime, c'est-à-dire ce qu'il est autorisé à être,*

[1] Pierre Bourdieu, « Esprits d'Etat. Genèse et structure du champ bureaucratique », p. 101-133, dans *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris : Seuil, « Points/Essais », 1994, p. 122.
[2] *Ibid*.

ce qu'il est en droit d'être, l'être social qu'il est en droit de revendiquer, de professer, d'exercer (par opposition à l'exercice illégal). »[1]

La trajectoire de Bernard Kouchner témoigne du poids des commentaires quasi uniformément consensuels produits depuis quatre décennies et qui font, à eux seuls, qu'un homme est de gauche et que cet homme, presque à lui seul, peut remettre le monde à l'endroit. Pour Kouchner, les médias de masse ont joué le rôle d'« *efficaces et zélés auxiliaires* », dont traite Alain Accardo, en imposant une définition héroïque et charismatique à un homme qui n'était ni un héro et n'avait de charisme que tant que certains voulaient bien le lui accorder, et lui permirent ainsi d'accéder à des « *positions de pouvoir sans commune mesure avec leurs compétences effectives*. »[2] C'est précisément ce que semblent découvrir certains journalistes de la base.

Un agent sans charisme, sans parcours atypique, sans talent oratoire, sans pouvoir d'attraction peinera à jouer un rôle dans la fabrication du consentement. Lorsque journalistes et commentateurs divers rappellent régulièrement que Kouchner reste l'une des personnalités politiques préférées « des Français », ils affirment la reconnaissance dont ses propriétés bénéficient. Que les qualités de Kouchner soient d'abord créditées par les médias de masse montre que celui-ci s'est fait avec le champ médiatique contre le champ intellectuel, politique et même contre le champ humanitaire, son champ premier d'appartenance, qui, dans sa grande majorité, désapprouve l'humanitaire d'Etat.

Le capital symbolique de Kouchner, ses propriétés qui le fondent en légitimité sont d'une part d'origine largement mythique et d'autre part dépendantes de la croyance qui les nourrit : ces propriétés n'existent pas en soi, mais parce que des agents, eux-mêmes figures d'autorité dans leur propre domaine de compétences, y croient. Les dominants n'existent en tant que dominants que tant que les dominés les consacrent dans cette position sociale. La domination a besoin du consentement de ses victimes. Et ce consentement s'origine dans la reconnaissance de propriétés. Alain Accardo l'explique : « *On peut dire que le capital symbolique est un* crédit *(au sens à la fois de croyance et de confiance accordée à l'avance) mis à la disposition d'un agent par l'adhésion d'autres agents qui lui reconnaissent telle ou telle propriété valorisante. L'agent qui dispose de ce crédit consenti par les autres se trouve par la même placé en position de force, quelles que soient les propriétés qu'il possède intrinsèquement, il est mis en position d'exercer un pouvoir sur des partenaires qui d'avance, se soumettent à lui en lui reconnaissant l'autorité nécessaire*. »[3]

[1] *Ibid*., p. 123.
[2] Alain Accardo, *Introduction à une sociologie critique. Lire Pierre Bourdieu*, Marseille : Agone, « Eléments », 2006 (1991), p. 108.
[3] *Ibid*., p. 101-102. Souligné dans le texte.

Dans le combat d'idées en cours, notamment pour redéfinir une gauche moderne, le capital symbolique de Bernard Kouchner est tout indiqué pour faire œuvre de pédagogie.

Mais, comme nous l'avons vu, la position du sage est instable, particulièrement fragile. Parvenu à un certain point, les différentes espèces de capitaux – social, symbolique, réputationnel, voire intellectuel et politique – susceptibles d'être mobilisés ne peuvent plus contrer un dépérissement de la croyance. En l'espèce dans le cas kouchnérien, une croyance liée à la capacité de changer le monde. Cet affaiblissement de la croyance semble permettre une plus grande autonomie de la classe journalistique à l'égard d'un ancien humanitaire qui se fait désormais plus remarquer par ses coups de colère que par ses coups d'éclat.

Investi du poste stratégique de ministre des affaires étrangères, Kouchner déçoit et ne peut plus susciter les mêmes allégeances qu'auparavant. En rupture avec les énoncés humanitaires qui avaient fait sa réputation, il assume aujourd'hui une nouvelle thématique du réalisme. Kouchner n'est plus sur le terrain à risquer sa vie à chaque instant pour sauver celle des autres, il est devenu tout ce qu'il dit n'avoir jamais abhorrer, un homme politique ordinaire, langue de bois, serrant des mains indistinctes. Ce qui prête d'autant moins difficilement le flanc à la critique, même mesurée ou indulgente et toujours contrebalancée par la loyauté affichée d'hommes de réseaux et de congénères.

Les fluctuations de l'image de Bernard Kouchner ont varié en fonction des différents moments, dans des univers sociaux également différenciés, qui ont jalonné sa trajectoire. Le travail de reconstruction biographique, une « *manière de se construire un mausolée* »[1] dixit Bourdieu, se doit ainsi d'être permanent pour donner cohérence et sens au personnage, une véritable opération de « *panthéonisation*. »[2]

La trajectoire de Bernard Kouchner révèle aussi que la défense de l'ordre établi, sans se soustraire, en particulier en période de crise, à une justification du système capitaliste, peut également et ordinairement passer, dans un discours d'allure dépolitisée, désidéologisée, déconflictualisée notamment par la référence à l'universel, par une défense de la démocratie, des droits de l'homme, de la civilisation, du monde libre, de la morale, entre autres sujets sur lesquels Kouchner est médiatiquement convoqué en expert.

[1] Pierre Bourdieu, « Université : les rois sont nus », entretien avec Didier Eribon paru dans *le Nouvel observateur* du 28 novembre 1984, reproduit dans *Interventions, 1961-2001. Science sociale et action politique*, textes choisis et présentés par Franck Poupeau et Thierry Discepolo, Marseille : Agone, « Contre-feux », 2002, p. 189-198.
[2] Patrick Lehingue, *Subunda*…, *op. cit.*, p. 34.

Car Bernard Kouchner a raison : dire le monde demeure une « bataille décisive. » Donner le sens des événements, nommer, sélectionner les faits et les mots constituent un enjeu politique de tout premier ordre.

BIBLIOGRAPHIE

ACCARDO Alain, *Introduction à une sociologie critique. Lire Pierre Bourdieu*, Marseille : Agone, « Eléments », 2006 (1991).

ACHCAR Gilbert, *Le Choc des barbaries. Terrorismes et désordre mondial*, Paris : 10/18, 2004 (2002).

AMIN Samir et *alii*, *Afrique : exclusion programmée ou renaissance ?*, Paris : Maisonneuve & Larose, 2005.

BAILLARGEON Normand, *Petit cours d'autodéfense intellectuelle*, Québec : Lux, « Instinct de liberté », 2006.

BARTHES Roland, *Mythologies*, Paris : Seuil, « Points/Essais », 1957.

BOLTANSKI Luc, *La Souffrance à distance. Morale humanitaire, médias et politique*, Paris : Métailié, 1993.

BOURDIEU Pierre, *Le Sens pratique*, Paris : Minuit, 1980.
- *Homo academicus*, Paris : Minuit, « Le sens commun », 1984.
- *Choses dites*, Paris : Seuil, 1987.
- *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris : Seuil, « Points/Essais », 1994.
- *Contre-feux. Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*, Paris : Raisons d'agir, 1998.
- *Interventions, 1961-2001. Science sociale et action politique* (textes choisis et présentés par Franck Poupeau et Thierry Discepolo), Marseille : Agone, « Contre-feux », 2002.

BOUVERESSE Jacques, *Essais IV. Pourquoi pas des philosophes ?*, Marseille : Agone, « Bancs d'essai », 2004.

BRAUMAN Rony, *Penser dans l'urgence. Parcours critique d'un humanitaire*. Entretiens avec Catherine Portevin, Paris : Seuil, 2006.

BRUNEL Sylvie, *Ceux qui vont mourir de faim*, Paris : Seuil, « L'histoire immédiate », 1997.

BURNIER Michel-Antoine, *Les Sept vies du docteur Kouchner*, Paris : XO Editions, 2008.

BUXTON David et JAMES Francis (dir.), *Les Intellectuels de médias en France*, Paris : L'harmattan/INA, « Les médias en actes », 2005.

CENTRE TRICONTINENTAL de Louvain-la-Neuve, *Les ONG : instruments du néo-libéralisme ou alternatives populaires ?*, Paris : L'harmattan, « Le point de vue du Sud », 1998.

CURAPP, Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie, *Discours et idéologie*, Paris : Puf, 1980.

CHARLE Christophe, *Naissance des « intellectuels », 1880-1900*, Paris : Minuit, « Le sens commun », 1990.

COLLON Michel, *Bush, le cyclone*, Esch-sur-Alzette (Luxembourg) : Oser dire, 2005.

COLLOVALD Annie (dir.), *L'Humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2002.

CUSSET François, *La Décennie. Le grand cauchemar des années 1980*, Paris : La découverte, « Poche », 2008 (2006).

DAUVIN Pascal, SIMEANT Johanna et CAHIER, Collectif d'analyse de l'humanitaire international, *Le Travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Paris : Presses de Sciences Po, 2002.

DEBRAY Régis, *Le Pouvoir intellectuel en France*, Paris : Ramsay, 1979.

DELPORTE Christian, *Les Journalistes en France, 1880-1950. Naissance et construction d'une profession*, Paris : Seuil, 1999.

DENORD François, *Néo-libéralisme version française. Histoire d'une idéologie politique*, Paris : Demopolis, 2007.

DURAND Pascal, (textes réunis par), *Médias et censure. Figures de l'orthodoxie*, Liège : Les éditions de l'université de Liège, 2004.

FREUD Sigmund, *Le Mot de l'esprit et sa relation à l'inconscient*, Paris : Gallimard, « Folio /essais », 1988 (1905).

GLUCKSMANN André, *Ouest contre Ouest*, Paris : Plon, 2003.

GRAMSCI Antonio, *Textes*, Paris : éditions sociales, 1983.

HALIMI Serge et VIDAL Dominique, *« L'opinion, ça se travaille… », les médias et les « guerres justes ». Du Kosovo à l'Afghanistan,* Marseille : Agone, « Contre-feux », 2002 (2000).

HIRSCHMAN Albert O., *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris : Fayard, « L'espace du politique », 1991.

HOCQUENGHEM Guy, *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*, Marseille : Agone, « Contre-feux », 2003.

HOURMANT François, *Le Désenchantement des clercs. Figures de l'intellectuel dans l'après-Mai 68*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, « Res publica », 1997.

HOURS Bernard, *L'Idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue*, Paris : L'harmattan, 1998.

HUNTINGTON Samuel P., *Le Choc des civilisations*, Paris : Odile Jacob, 2007 (1996).

JUHEM Philippe, « Luttes partisanes et fluctuation des cadres cognitifs des journalistes », dans Gerstlé Jacques (dir.), *Les Effets d'information en politique*, Paris : L'harmattan, « Logiques politiques », 2001.

JULLIARD Jacques et WINOCK Michel (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français*, Paris : Seuil, 1996.

KLEIN Naomi, *La Stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, Paris : Léméac/Actes sud, 2008.

LAURENT Corinne, *Mister Kouchner. Portrait d'un aventurier*, Paris : Jacob-Duvernet, 2008.

LEHINGUE Patrick, *Subunda. Coups de sonde dans l'océan des sondages*, Bellecombe-en-Bauges : éditions du Croquant, « Savoir/agir », 2007.

LINDGAARD Jade et de La Porte Xavier, *Le B.A. BA du BHL. Enquête sur le plus grand intellectuel français*, Paris : La découverte, 2004.

MALER Henri et Reymond Mathias, *Médias et mobilisations sociales. La morgue et le mépris* ?, Paris : Syllepse, 2007.

MARCUSE Herbert, *L'Homme unidimensionnel. Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, Paris : Minuit, « Arguments », 1968 (1964).

MANTOUX Aymeric (avec DELASSEIN Sophie), *Kouchner vu par*…, Paris : Calmann-Lévy, 2008.

MAUGER Gérard, « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme : pour une histoire de la « génération de mai 68 », dans Centre de relations internationales et de sciences politiques d'Amiens (CRISPA) et Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie (CURAPP), *L'Identité politique*, Paris : Puf, 1994.

NOUVEAUX CAHIERS de l'Institut universitaire d'études du développement, (Comeliau Christian, dir.), *Ingérence économique. La mécanique de la soumission*, Paris, Genève : Puf, Nouveaux cahiers de l'IUED, 1994.

NOUVEAUX CAHIERS de l'IUED, (Perrot Marie-Dominique, dir.), *Dérives humanitaires. Etats d'urgence et droit d'ingérence*, Paris, Genève : Puf, « Enjeux », Nouveaux cahiers de l'IUED, 1994.

NOUVEAUX CAHIERS de l'IUED, (Comeliau Christian, dir.), *L'economie à la recherche du développement. Crise d'une théorie, violence d'une pratique*, Paris, Genève : Puf, IUED, 1996.

NOUVEAUX CAHIERS de l'IUED, (Rist Gilbert, dir.), *Les Mots du pouvoir. Sens et non-sens de la rhétorique internationale*, Paris : Puf, « Enjeux », 2002.

PEAN Pierre, *Le Monde selon K.*, Paris : Fayard, 2009.

PINTO Louis, SAPIRO Gisèle, CHAMPAGNE Patrick (dir.), *Pierre Bourdieu, sociologue*, Paris : Fayard, 2004.

PROBLÈMES POLITIQUES ET SOCIAUX (dossier constitué par Rubio François), n°877-878, *Les ONG, acteurs de la mondialisation*, Paris : la Documentation française, 2002.

RIST Gilbert, *Le Développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris : Presses de Sciences Po, 2001.

ROSS Georges, « Fragmentation du marché intellectuel et disparition de l'intellectuel de gauche », dans Mény Yves (dir.), *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux*, Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1991.

ROSS Kristin, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Bruxelles : éditions Complexe, 2005 (2002).

RUFIN Jean-Christophe, *L'Aventure humanitaire*, Paris : Gallimard, « Découvertes », 1994.

SAÏD Edward, *Des Intellectuels et du pouvoir*, Paris : Seuil, « Essais », 1996 (1994).

SERFATI Claude, *Impérialisme et militarisme : actualité du XXIème siècle*, Lausanne : Page deux, « Cahiers libres », 2004.

SIMEANT Johanna et DAUVIN Pascal (dir.), *ONG et humanitaire*, Paris : L'harmattan, « Logiques politiques », 2004.

TOUSSAINT Eric, *Banque mondiale, le coup d'Etat permanent. L'agenda caché du consensus de Washington*, Liège, Genève, Paris : CADTM/CETIM/Syllepse, 2006.

VALLAEYS Anne, *Médecins sans frontières. La biographie*, Paris : Fayard, 2004.

WEBER Olivier, *French doctors, les vingt-cinq ans d'épopée des hommes et des femmes qui ont inventé la médecine humanitaire*, Paris : Robert Laffont, 1995.

ZINN Howard, *« Nous, le Peuple des Etats-Unis... » Essais sur la liberté d'expression et l'anticommunisme, le gouvernement représentatif et la justice économique, les guerres justes, la violence et la nature humaine*, Marseille : Agone, 2004

PERIODIQUES

BONELLI Laurent et FAYAT Hervé, « De compagnon de route à conseiller du patronat », *Le Monde diplomatique*, 05/2006.

JUHEM Philippe, « La logique du succès des énoncés humanitaires : un discours sans adversaires », Mots, n°65, mars 2001.

JULIEN Claude, « Une bête à abattre : le tiers-mondisme », *Le Monde diplomatique*, mai 1985.

RIEFFEL Rémi, « Du vedettariat médiatique », *Hermès*, 4, 1989.

INTERNETOGRAPHIE

DELEUZE Gilles, « A propos des nouveaux philosophes et d'un problème plus général »
http://1libertaire.free.fr/Deleuze03.html.
(Origine : http://www.generation-online.org/p/fpdeleuze9.htm)
Consulté le 26/07/2006.

http://www.denoel.fr/Denoel/collections/meilleur.jsp.
Consulté le 27/01/2007

http://www.lemeilleurdesmondes.org/
Consulté le 29/06/2007.

http://www-politique-info.org/article_7025778.html.
Consulté le 18/10/2007.

RIUTORT Philippe, « Au nom du nom, ou comment investir son poste. Le cas des éditorialistes d'Europe 1 », *Scalpel*, Cahiers de sociologie politique de Nanterre, 2-3, 1997.
http://www.gap-nanterre.org/article.php3 ?id_article=34. Consulté le 27/01/2007.